PROGRAMME « POLITIQUES TERRITORIALES ET DEVELOPPEMENT DURABLE »
D2RT - MEDAD PUCA

http://d2rt-gizc.univ-lille1.fr/

INEGALITES ECOLOGIQUES
DANS LES MARGES URBAINES DES TERRITOIRES LITTORAUX
Ecological inequalities in urban fringes of coastal zone

Projet INECOLITO
2006-2008

RAPPORT FINAL

Mars 2008

Philippe DEBOUDT
Laboratoire *Territoires, Villes, Environnement, Société* EA 4019 – Université de Lille 1
Responsable scientifique

Gérard BELLAN, Denise BELLAN-SANTINI, Jean-Claude DAUVIN, Valérie DELDRÈVE, Mahfoud GHÉZALI, Vincent HERBERT, Vincent HOUILLON, Jérôme LONGUÉPÉE, Olivier LOZACHMEUR, Catherine MEUR-FÉREC, Valérie MOREL, Didier PARIS, Guillaume SCHMITT. Avec la participation de Denis BERTHELOT, Jérôme DUBOIS et Arlette HERAT

CONVENTION DE RECHERCHE GEREE PAR LE LABORATOIRE TVES
UNIVERSITE DE LILLE 1

Résumé : Ce texte constitue le rapport final du projet « *Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux* » (2006-2008) coordonné par Philippe Deboudt (Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » de l'Université de Lille 1) et soutenu par le Programme « Politiques territoriales et développement durable» (D2RT) du MEDAD, PUCA (http://www.territoires-rdd.net). Un site Internet est dédié à ce projet : http://d2rt-gizc.univ-lille1.fr/. La partie 1 du rapport rassemble ces apports théoriques sur les inégalités écologiques dans les territoires littoraux. L'ensemble de l'équipe du projet y a contribué. Comme toutes les notions citées précédemment, l'inégalité écologique nécessite une mobilisation au moins pluridisciplinaire. La composition de l'équipe du projet permettait de répondre facilement à cette première exigence, notamment par la confrontation de points de vue disciplinaires en sciences de la nature et en sciences humaines et sociales sur les inégalités écologiques. 7 chapitres la composent :
- Le *chapitre 1* rassemble les définitions, perspectives interdisciplinaires et enjeux du projet sur la mise en relation des inégalités écologiques et des territoires littoraux ;
- Le *chapitre 2* présente les concepts à mobiliser pour analyser les inégalités écologiques dans les territoires littoraux : territoires, marges, patrimoine naturel, planification écologique, Biologistes marins, écologues, économistes, juristes, géographes et sociologues développement des démarches spécifiques et singulières pour questionner le territoire et contribuent ainsi à la définition d'un concept au carrefour des sciences sociales et humaines et des sciences de la vie. Tous font apparaître dans leur analyse qu'un territoire est un espace approprié que la société analysée soit humaine ou animale. Quel regard singulier porte chaque discipline sur le territoire et plus spécifiquement sur le territoire littoral ;
- Le *chapitre 3* présente une réflexion du point de vue de l'écologie sur quelques utilisations du terme « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ?
- Le *chapitre 4* présente les définitions des inégalités écologiques dans le champ des sciences humaines et sociales (économie, géographie, sociologie) ;
- Le *chapitre 5* présente une réflexion sur une approche partagée des relations entre inégalités écologiques et sociales ;
- Le *chapitre 6* discute l'intérêt des indicateurs et indices de l'évaluation du patrimoine naturel pour l'analyse des inégalités écologiques ;
- Le *chapitre 7* présente les outils d'analyse des inégalités écologiques en sciences humaines et sociales.
Au-delà des aspects théoriques, l'interrogation de départ sur la révélation de l'objet de recherche à partir de terrains d'étude a été rapidement surmontée. Deux zones d'étude avaient été sélectionnées à l'origine du projet : la Côte d'Opale et le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille. A l'intérieur de ces espaces, quelques sites ont été le lieu de la démonstration de l'intérêt à mobiliser la notion d'inégalité écologique pour comprendre les configurations éco-socio-spatiales, les processus et les modes de gestion de ces territoires. Quelques membres de l'équipe du projet, notamment Valérie Deldrève, Vincent Herbert, Vincent Houillon, Guillaume Schmitt, Didier Paris, Philippe Deboudt, ont été particulièrement impliqués dans cette investigation des inégalités écologiques sur le terrain. La participation de Denis Berthelot, Jérôme Dubois et Arlette Hérat a permis d'enrichir et de diversifier l'étude de la zone d'étude méditerranéenne. L'inégalité écologique ouvre une nouvelle voie pour réintroduire une dimension sociale dans la compréhension des conflits et des enjeux dans des territoires ou la recherche d'un « équilibre » entre les dimensions écologique et économique a été privilégiée. La partie 2 présente les différentes études de cas situées en Côte d'Opale (région Nord-Pas-de-Calais) ou sur le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille (région Provence Alpes Côte d'Azur). Le choix des sites d'étude et d'investigation analysés dans ce projet résulte d'une part de l'expérience des membres de l'équipe sur les deux zones littorales « Marseille » et « Côte d'Opale » et d'autre part, de rencontres-débats, associant les membres de l'équipe et les acteurs, sur les deux territoires, en mai et juin 2006. Quelques sites ont fait l'objet d'investigations assez approfondies, c'est notamment le cas des communes côtières du sud de la Côte d'Opale (de Camiers à Merlimont). La station du Touquet a aussi été largement étudiée. L'étude du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer présente une proximité plus importante avec les recherches antérieures menées en France dans les espaces urbains sur les inégalités écologiques. A Marseille, les trois études de cas proposées, Ensuès la Redonne, l'archipel du Frioul et les plages du Prado, offrent un panorama diversifié des types de territoires et d'approches possibles des inégalités écologiques. Dans la mise en œuvre de ces recherches sur le terrain, si l'exigence d'une pluridisciplinarité, voire d'une interdisciplinarité est maintenue, il a été beaucoup plus difficile d'obtenir des résultats tout à fait satisfaisants de ce point de vue. L'association et la confrontation des approches sociologiques et géographiques sont probablement l'une des avancées les plus importantes acquises dans les terrains d'étude communs (Le Touquet, Le Chemin Vert). La difficulté ou même l'échec d'un résultat comparable entre l'écologie et l'ensemble des sciences humaines et sociales, déjà annoncé par la confrontation théorique, a été confirmé sur le terrain. L'acceptation du « subjectif » comme objet de recherche n'est pas encore une étape acceptée par tous. 10 chapitres le composent.
- Le *chapitre 1* présente les zones d'étude en Côte d'Opale et sur le littoral de Marseille (emboîtement d'échelles et lieux d'investigation des inégalités écologiques). Les chapitres 2 à 6 concernent des terrains d'étude sur la Côte d'Opale ; les chapitres 7 à 10 concernent le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille ;
- Le *chapitre 2* présente les conflits d'usage dans l'estuaire de la Canche ;
- Le *chapitre 3* présente les relations entre les inégalités écologiques, le marché foncier et l'utilisation du sol dans les marges urbaines du sud de la Côte d'Opale ;
- Le *chapitre 4* présente les relations entre les inégalités écologiques et l'urbanisme dans les stations balnéaires du sud de la Côte d'Opale (Camiers, Le Touquet, Cucq-Stella-Plage, Merlimont) ;
- Le *chapitre 5* présente les inégalités écologiques au Touquet (Pas-de-Calais) entre perceptions et réalités géographiques ;
- Le *chapitre 6* présente les relations entre inégalités écologiques et inégalités sociales dans le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer ;
- Le *chapitre 7* présente les enjeux de conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais (Côte bleue, Frioul, calanques de Marseille à Cassis) ;
- Le *chapitre 8* présente l'archipel du Frioul comme lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain marseillais ;
- Le *chapitre 9* propose une réflexion sur le rapport à la mer qui organise les inégalités résidentielles à Ensuès la Redonne (Côte Bleue, Bouches du Rhône) ;
- Le *chapitre 10* présente l'aménagement des plages du Prado à Marseille comme construction d'un bien commun. Des perspectives concluent le volume 2.
Nous proposons dans la partie 3 des réflexions sur la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques pour la mise en œuvre des politiques publiques concernant directement ou indirectement les territoires littoraux français et notamment le lien entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières. Le volume 3 est composé de deux chapitres, une conclusion générale et les références bibliographiques. Le *chapitre 1* présente une analyse juridique de la notion d'inégalité écologique ainsi qu'une étude de son appropriation par les politiques publiques, notamment en lien avec les territoires littoraux. Le *chapitre 2* analyse les liens entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières.

Préambule

Ce texte constitue le rapport final du projet « ***Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux*** » (**2006-2008**) coordonné par Philippe Deboudt (Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » de l'Université de Lille 1) et soutenu par le Programme « Politiques territoriales et développement durable» (D2RT) du MEDAD, PUCA (**http://www.territoires-rdd.net**).
Un site Internet est dédié à ce projet : **http://d2rt-gizc.univ-lille1.fr/**

Les membres de l'équipe du projet remercient le Conseil scientifique du programme, Mme Corinne Larrue, Présidente du Conseil Scientifique, le Comité d'Orientation du programme ***Politiques territoriales et développement durable***, Mme Françoise Goudet et Mme Evelyne Lemercier pour les soutiens apportés à la réalisation de cette recherche.
Nous remercions vivement, Mme Nadège Devaux, secrétaire comptable du **laboratoire** « **Territoires, Villes, Environnement, Société** » (**TVES**) de l'Université de Lille 1, qui a assuré la gestion comptable du projet. Je remercie mes collègues, membres de l'équipe du projet, pour la confiance qu'ils m'ont accordée dans la coordination de cette recherche. Je remercie vivement les collègues qui se sont impliqués dans les recherches sur les sites étudiés dans le projet et particulièrement Valérie Deldrève et Vincent Herbert.

Plusieurs groupes d'étudiants ont été associés à la réalisation de ce projet, notamment ceux de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille (Université de Lille 1) et de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IAR) de l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille 3). Les rapports suivants ont été réalisés dans le cadre du projet INECOLITO et ont contribué aux résultats présentés dans ce rapport :

Brunel C., Dupont A., Hallynck C., 2006, *Les inégalités écologiques sur le littoral de la Côte d'Opale. Etude des communes de Camiers, Cucq, Merlimont et Le Touquet*, Rapport d'Atelier, IUP ENVAR 2ème année, dir. Ph. Deboudt, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 2 vol., 206 p.

Jocteur-Monrozier A., Journieux P., Leleu S., Panayoty M., Polonceaux A., 2007, *Environnement littoral et quartiers de relégation des marges urbaines : mutations, usages et projets ; l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer*, Rapport d'atelier de Master AUDT ENVAR 1ère année, dir. V. Houillon et Ph. Deboudt, Université de Lille 1, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, 152 p.

Cresson A., Faroux P., Fourmaux E., Ivanova R., 2007, *Les inégalité écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux*, Rapport d'Atelier du Master 2ème année « Conception de projets en écodéveloppement » (ECODEV), Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 1 vol., 105 p. (sous la direction de Ph. Deboudt et D. Paris)

Figuérès C., 2007, *Mise au point d'Indices et Indicateurs 'Nature' pour la préservation et la gestion du patrimoine naturel littoral*, Rapport de Master professionnel 2ème année Mention Droit des Zones Côtières et de l'Environnement Littoral et Marin, dir. J-C Dauvin, Université du Littoral Côte d'Opale, 65 p.

Belhassen V., 2007, *Travail exploratoire, réalisation de guides d'entretiens et d'entretiens dans la commune du Touquet Paris Plage (Pas-de-Calais) pour l'identification et l'analyse des inégalités écologiques*, Rapport de contrat, INECOLITO, dir. V. Deldrève, Université de Lille 1.

Hartmann C., 2007, L'évolution de l'urbanisation et les impacts environnementaux sur les communes d'Ensues la Redonne et Martigues (PACA), Rapport d'atelier de Master « Urbanisme, projet territorial et développement durable » 1ère année, Institut d'Aménagement Régional, Université Aix Marseille 3, dir. J. Dubois et D. Berthelot, 91 p.

Philippe DEBOUDT
Responsable scientifique

Ce rapport doit être référencé comme suit :

Le rapport final :

Deboudt Ph. (dir.), Bellan G., Bellan-Santini D., Berthelot D., Dauvin J.-C., Deldrève V., Dubois J., Ghézali M., Hérat A., Herbert V., Houillon V., Longuépée J., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Morel V., Paris D., Schmitt G., 2008, *INégalités ECOlogiques dans les marges urbaines des territoires LITtOraux (INECOLITO),* Rapport Final, Programme « Politiques territoriales et développement durable », MEDAD, PUCA, 529 p.

Les chapitres :

Deldrève V., Deboudt Ph., 2008, Les inégalités écologiques au Touquet : perceptions et réalités géographiques, Ch. 5, Part. 2. In : Deboudt Ph. (dir.), Bellan G., Bellan-Santini D., Berthelot D., Dauvin J.-C., Deldrève V., Dubois J., Ghézali M., Hérat A., Herbert V., Houillon V., Longuépée J., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Morel V., Paris D., Schmitt G., 2008, *INégalités ECOlogiques dans les marges urbaines des territoires LITtOraux (INECOLITO),* Rapport Final, Programme « Politiques territoriales et développement durable », MEDAD, PUCA, 263-300 p.

CONTACT :

Philippe DEBOUDT, Maître de Conférences en géographie
Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » (TVES) EA 4019
Université de Lille 1
Cité scientifique 59 655 Villeneuve d'Ascq cedex
E-mail : philippe.deboudt@univ-lille1.fr

Photographie de couverture : Quartier du Chemin-Vert, Nord de Boulogne-sur-Mer (62) (NAI © Philippe Deboudt, 2008)

Les auteurs :

Philippe DEBOUDT, Maître de Conférences en géographie
Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » (TVES) EA 4019 Université de Lille 1
E-mail : philippe.deboudt@univ-lille1.fr

Gérard BELLAN, Directeur de Recherche Emérite CNRS, Ecologue
Centre d'Océanologie de Marseille, UMR 6540 DIMAR, Station Marine d'Endoume
E-mail : gerard.bellan@univmed.fr

Denise BELLAN-SANTINI, Directrice de Recherche Emérite CNRS, Ecologue
Centre d'Océanologie de Marseille, UMR 6540 DIMAR, Station Marine d'Endoume
E-mail : Denise.Bellan@univmed.fr

Jean-Claude DAUVIN, Professeur à l'Université de Lille 1, Ecologue
Station Marine de Wimereux FRE CNRS 2816 ELICO
E-mail : jean-claude.dauvin@univ-lille1.fr.

Valérie DELDREVE, Chargée de recherches en sociologie au CEMAGREF (Unité Aménités et Dynamiques des Espaces Ruraux) depuis le 1 septembre 2008
E-mail : valerie.deldreve@cemagref.fr

Mahfoud GHEZALI, Professeur Agrégé de Droit
Laboratoire d'analyse et de recherche juridique EA 3603 Université du Littoral Côte d'Opale
E-mail : ghezali@wanadoo.fr

Vincent HERBERT, Maître de Conférences en géographie
Laboratoire Institut des Mers du Nord EA1702 Université du Littoral Côte d'Opale
E-mail : vincent.herbert@univ-littoral.fr

Vincent HOUILLON, Maître de Conférences en géographie
Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » (TVES) EA 4019 Université de Lille 1
E-mail : vincent.houillon@univ-lille1.fr

Jérôme LONGUEPEE, Maître de Conférences en sciences économiques
Centre d'Etude et de Recherche Economique Interdisciplinaire de l'Artois (EREIA) EA 4026
Université d'Artois
E-mail : jlonguepee@free.fr

Olivier LOZACHMEUR, Consultant en GIZC et droit des zones côtières
Docteur en droit public de l'Université de Nantes, CERP 3E Faculté de Droit de Nantes.
E-mail : olozachmeur@wanadoo.fr

Catherine MEUR-FEREC, Professeur en géographie
Laboratoire Géomer UMR CNRS LETG 6554 Université de Bretagne Occidentale
E-mail : Catherine.Meurferec@univ-brest.fr

Valérie MOREL, Maître de Conférences, Géographe à l'Université d'Artois
Laboratoire Dynamique des Réseaux et des Territoires EA 2468
E-mail : valerie.morel@univ-artois.fr.

Didier PARIS, Professeur à l'Université de Lille 1 en aménagement et urbanisme
Directeur du Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » (TVES) EA 4019
E-mail : didier.paris@univ-lille1.fr

Guillaume SCHMITT, Doctorant en géographie
Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » (TVES) EA 4019
E-mail : schmitt_guillaume@yahoo.fr

Avec la participation de :

Jérôme DUBOIS, Professeur à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IAR)
de l'Université Aix Marseille 3
E-mail : j.dubois.iar@wanadoo.fr

Denis BERTHELOT, Maître de Conférences à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IAR) de l'Université Aix Marseille 3
E-mail : berthelot.iar@wanadoo.fr

Arlette HERAT, Urbaniste, Maître assistant à l'Ecole d'Architecture de Marseille
E-mail : arlette.herat@free.fr



Lille, Ifresi, avril 2006



Hardelot, juin 2006



Calanques, Marseille, mai 2006

Préambule
Philippe Deboudt 5
Les auteurs 8
Sommaire 10
Introduction générale
Philippe Deboudt 15

PARTIE 1
Inégalités écologiques et territoires littoraux : approches théoriques 16
Coord. Philippe Deboudt

CHAPITRE 1
Territoires littoraux, inégalités écologiques :
définitions, perspectives interdisciplinaires et enjeux. 19
Coord. Philippe Deboudt, Catherine Meur-Férec et Valérie Deldrève,

CHAPITRE 2
Des concepts à mobiliser pour analyser les inégalités écologiques dans les territoires littoraux : 35
territoires, patrimoine naturel, marges, planification écologique
Coord. Valérie Morel

CHAPITRE 3
À propos de quelques utilisations du terme « Inégalités écologiques » :
simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ? 65
Coord. Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini et Jean-Claude Dauvin

CHAPITRE 4
Les inégalités écologiques dans les champs de l'économie et de la sociologie
Coord. Valérie Deldrève et Jérôme Longuépée 75

CHAPITRE 5
Inégalités écologiques, inégalités sociales : vers une approche partagée ?
Coord. Philippe Deboudt 87

CHAPITRE 6
Indicateurs et indices pour l'évaluation de la valeur patrimoniale : intérêt pour l'analyse des inégalités écologiques 97
Coord. Jean Claude Dauvin

CHAPITRE 7
Méthodologies d'analyse des inégalités écologiques en sciences humaines et sociales 113
Coord. Valérie Dedrève et Jérôme Longuépée

CONCLUSION
Philippe Deboudt 143

PARTIE 2 : Les inégalités écologiques en Côte d'Opale et sur le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille : études de cas
Coord. Philippe Deboudt 150

Introduction
Philippe Deboudt 153

CHAPITRE 1
Territoires littoraux en Côte d'Opale et sur le littoral de Marseille : emboîtement d'échelles et lieux d'investigation des inégalités écologiques 155
Coord. Vincent Herbert et Philippe Deboudt

CHAPITRE 2
Les conflits d'usage dans l'estuaire de la Canche
Coord. Jean-Claude Dauvin 183

CHAPITRE 3
Inégalités écologiques, marché foncier et utilisation du sol dans les marges urbaines du sud de la Côte d'Opale 205
Coord. Guillaume Schmitt

CHAPITRE 4
Inégalités écologiques et planification dans les stations balnéaires du Touquet Cucq et Merlimont (Pas-de-Calais) 219
Coord. Philippe Deboudt et Didier Paris

CHAPITRE 5
Les inégalités écologiques au Touquet (Pas-de-Calais) : perception et réalités géographiques 263
Coord. Valérie Deldrève et Philippe Deboudt
Avec la participation de Vincent Belhassen

CHAPITRE 6
Inégalités écologiques, inégalités sociales et territoires littoraux : l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-mer 303
Coord. Valérie Deldrève, Vincent Houillon et Philippe Deboudt

CHAPITRE 7
Les enjeux de conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais : Côte bleue, Frioul, calanques de Marseille à Cassis 337
Coord. Gérard Bellan et Denise Bellan Santini

CHAPITRE 8
L'archipel du Frioul : Lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain marseillais ? 369
Coord. Vincent Herbert

CHAPITRE 9
Quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles
(Ensuès la Redonne, Côte Bleue, Bouches du Rhône) 389
Coord. Denis Berthelot et Jérôme Dubois

CHAPITRE 10
L'aménagement des plages du Prado à Marseille :
la construction d'un bien commun 411
Coord. Arlette Hérat

Perspectives
Le quartier des Hauts de Mazargues (Marseille)
Coord. Philippe Deboudt, Valérie Deldrève 423

PARTIE 3 : Inégalités écologiques et Gestion Intégrée des Zones Côtières
Coord. Philippe Deboudt 430

Introduction
Philippe Deboudt 433

CHAPITRE 1
Droit, littoral et inégalités écologiques : la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques 437
Coord. Olivier Lozachmeur

CHAPITRE 2
Inégalités écologiques et gestion intégrée des zones côtières
Coord. Catherine Meur-Férec 469

CONCLUSION GENERALE
Philippe Deboudt 489

SYNTHESE
Philippe Deboudt 493

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 513

Introduction générale

La composition de l'équipe scientifique présentée précédemment (pages 3-4) représente un aspect important du projet ***Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux***. L'équipe est composée de chercheurs et d'enseignants-chercheurs issus de disciplines très diverses en sciences de la nature (écologie marine) et en sciences humaines et sociales (droit, économie, géographie, aménagement et urbanisme, sociologie). Plusieurs membres de cette équipe ont déjà développé des collaborations dans le cadre de précédents projets, notamment un projet du programme LITEAU (MEDAD) coordonné par Jean-Claude Dauvin[1] (*Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel*), un projet du PNEC coordonné par Catherine Meur-Férec[2] (*La vulnérabilité des territoires côtiers : évaluation, enjeux et politiques publiques*), et quelques contrats régionaux. La majorité des membres de l'équipe a par ailleurs acquis, dans leur différente discipline, une expérience de recherche sur un lieu commun d'investigation scientifique : les littoraux et les milieux marins.

Lors de la réponse à l'appel à propositions de recherche du programme D2RT-2005 du MEDD/PUCA en mai 2005, l'expérience de notre équipe dans des champs disciplinaires très diversifiés et une certaine « habitude » à travailler ensemble constituaient des atouts essentiels dans la proposition de recherche. A l'inverse, l'objet central de la recherche proposée, les inégalités écologiques, constituait une zone d'ombre, suscitant beaucoup d'interrogations.

A l'issue de deux années de recherche consacrées à ce projet, l'un des principaux apports, présenté dans ce rapport final, correspond à la « lumière » apportée sur cette notion (partie 1). Le souci d'associer une réflexion théorique à une approche empirique s'est traduit par la mise en œuvre de travaux de terrain pour rechercher les méthodologies les mieux adaptées à l'exploration de l'inégalité écologique et obtenir des résultats sur la représentation sociologique, géographique ou écologique de la notion. Plusieurs recherches avaient déjà été initiées ou développées sur les inégalités écologiques en France mais celles-ci ont principalement pour terrain d'étude les espaces métropolitains. Notre recherche est constitue une approche exploratoire de l'inégalité écologique dans les territoires littoraux français. La partie 2 présente les différentes études de cas situées en Côte d'Opale (région Nord-Pas-de-Calais) ou sur le littoral de l'Aire métropolitaine de Marseille (région Provence Alpes Côte d'Azur). Le choix des sites a été guidé par l'expérience de notre équipe sur ces terrains, par les propositions formulées par les acteurs lors de séminaires du projet organisés en mai 2006 à Marseille et juin 2006 en Côte d'Opale. Nous proposons dans la partie 3 des réflexions sur la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques pour la mise en œuvre des politiques publiques concernant directement ou indirectement les territoires littoraux français et notamment le lien entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières.

L'ambition de cette recherche est aussi la mise en œuvre d'une interdisciplinarité entre nos disciplines. C'est une difficulté majeure qui nécessite une capacité d'ouverture « intellectuelle » très importante. A l'issue de deux années de recherche, tous les obstacles n'ont pas été surmontés pour y parvenir. Des avancées notables ont été réalisées notamment entre la géographie et la sociologie.

---

[1] Dauvin J.-C. (coord.), Bellan G., Bellan-Santini D., Capet Y., Deboudt P., Desroy N., Dewarumez J.-M., Dubrulle J.-B., Ghézali M., Guillaumont B., Le Pennec N., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Ruz M.-H., Mesnard A.-H., Pouille X., Videment L., 2002, Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel, *Patrimoine Naturel*, 57, Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, 346p.

[2] Meur-Férec C. (coord.), Deboudt P., Deldrève V., Flanquart H., Hellequin A.-P., Herbert V., Longuépée J., Morel V., 2004. *La vulnérabilité des territoires côtiers : évaluation, enjeux et politiques publiques*, quatre rapports, Contrat IFREMER 2003/1140 746.

PARTIE 1

Inégalités écologiques et territoires littoraux :

Approches théoriques

CHAPITRE 1
Territoires littoraux, inégalités écologiques :
définitions, perspectives interdisciplinaires et enjeux. 19
Coord. Philippe Deboudt, Catherine Meur-Férec et Valérie Deldrève,

CHAPITRE 2
Des concepts à mobiliser pour analyser les inégalités écologiques dans les territoires littoraux : 35
territoires, patrimoine naturel, marges, planification écologique
Coord. Valérie Morel

CHAPITRE 3
À propos de quelques utilisations du terme « Inégalités écologiques » :
simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ? 65
Coord. Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini et Jean-Claude Dauvin

CHAPITRE 4
Les inégalités écologiques dans les champs de l'économie et de la sociologie
Coord. Valérie Deldrève et Jérôme Longuépée 75

CHAPITRE 5
Inégalités écologiques, inégalités sociales : vers une approche partagée ?
Coord. Philippe Deboudt 87

CHAPITRE 6
Indicateurs et indices pour l'évaluation de la valeur patrimoniale : intérêt pour l'analyse des inégalités écologiques 97
Coord. Jean Claude Dauvin

CHAPITRE 7
Méthodologies d'analyse des inégalités écologiques en sciences humaines et sociales 113
Coord. Valérie Dedrève et Jérôme Longuépée

CONCLUSION
Philippe Deboudt 143

CHAPITRE 1

Territoires littoraux, inégalités écologiques : définitions, perspectives interdisciplinaires et enjeux

Coord. Philippe Deboudt, Catherine Meur-Férec et Valérie Deldrève

Rédaction : P. Deboudt, C. Meur-Férec, V. Morel, O. Lozachmeur, J-C Dauvin, V. Deldrève, J. Longuépée, G. Bellan, D. Bellan-Santini

1.1 Territoires littoraux et inégalités écologiques : interrogations autour d'une mise en relation

Le choix de réaliser un travail de recherche sur les territoires littoraux et les inégalités écologiques peut surprendre ou au moins susciter des interrogations. En effet, si la relation entre les territoires littoraux et la dimension écologique est relativement « classique » et compréhensible, c'est beaucoup moins évident pour la notion d'inégalité écologique.

1.1.1 Le territoire littoral et l'écologie : une mise en relation traditionnelle

Nous développerons dans ce rapport l'analyse de la relation entre les territoires littoraux et leur dimension écologique. Cette analyse est relativement « classique » dans les recherches réalisées en sciences de la nature ou en sciences humaines et sociales : les territoires littoraux sont des espaces occupés et convoités par des populations et des activités nombreuses ; ils sont aussi des espaces naturels à haute valeur patrimoniale. Les pressions exercées par les populations et les activités y sont considérables et peuvent aboutir parfois à une artificialisation de l'espace. Pour préserver les espaces naturels de haute valeur patrimoniale, les soustraire à l'urbanisation et garantir leur accès au plus grand nombre, des politiques ont été mises en place depuis une trentaine d'années : certaines parties du territoire de ces communes sont devenues inconstructibles suite, notamment, à la mission d'acquisition foncière du Conservatoire du Littoral, à l'application de la loi littoral et à la politique des « espaces naturels sensibles » des conseils généraux (Meur-Férec, 2006). Des espaces naturels sont devenus des espaces de nature en raison de la mise en œuvre de ces politiques qui ont permis leur préservation pour garantir la prise en compte du « temps long », celui de la nature, dans la planification territoriale au détriment du « temps court », celui de la compétitivité économique. Cependant, la préservation des espaces naturels dans des territoires convoités a entraîné parfois des tensions, voire des conflits qui aboutissent souvent à des contentieux juridiques, relatifs par exemple au contenu des PLU, à la délivrance des autorisations d'urbanisme (permis de construire…) ou à l'interprétation des dispositions de la loi littoral (espaces remarquables, espaces proches du rivage...) (Bersani, 2000).

1.1.2 Quel intérêt à la mise en relation du territoire littoral et de l'inégalité écologique ?

Deux enjeux des politiques publiques spécifiques aux territoires littoraux nous paraissent ici essentielles : la recherche de l'équilibre (entre développement et protection ; entre l'aménagement des communes littorales et les arrières pays) et celle du libre accès. De nombreux diagnostics socio-économiques montrent le développement très déséquilibré des territoires littoraux, notamment entre les communes littorales et leur arrière pays. La question du libre accès est aussi posée en raison du développement de formes d'appropriation privative de l'espace. La pression démographique, engendrée par l'arrivée massive de nouveaux résidents (permanents ou saisonniers) dans les communes littorales, entraîne une hausse constante du prix de l'immobilier et du foncier.

Cette augmentation pose aujourd'hui des problèmes en terme de mixité sociale dans ces communes : de nombreuses personnes n'ayant plus les moyens d'y louer ou d'y acheter un logement. Cette pression se traduit donc par une tendance à la ségrégation sociale dans ces espaces, conduisant à une diminution de l'habitat permanent et à l'exclusion progressive des catégories sociales les moins aisées. Catherine Meur-Férec (2006, p. 49) souligne les conséquences des politiques de préservation des espaces naturels qui ont indirectement augmenté la qualité de vie à la marge des sites protégés et ont donc eu pour «effet pervers» de contribuer à cette « gentrification » du littoral. La réduction des surfaces urbanisables sur le littoral "*provoque une forte tension sur les prix du foncier et l'égalité désormais possible pour l'accès au littoral s'oppose à une ségrégation de fait entre ceux, moins nombreux qui peuvent profiter encore d'u environnement de qualité améliorée et la grande masse qui subit les effets sociaux de cette politique nouvelle*" (Miossec, 2004[3]). A terme, les très fortes pressions foncières génèrent des risques d'exclusion sociale des populations n'ayant plus les moyens de se loger sur leur lieu de travail ou à proximité de leurs familles. Comme dans les centres urbains rénovés des grandes métropoles, un processus de "*gentrification*" (Guglielmo, 1996 ; Hamnet, 1997) s'amorce sur le littoral le transformant progressivement en territoire d'exclusion. Ce phénomène s'est accentué avec la métropolisation des villes côtières. Paradoxalement, ces espaces préservés permettent aujourd'hui de limiter certaines inégalités écologiques, car ils garantissent un accès libre et gratuit à un grand nombre de sites naturels littoraux. Face à ces évolutions, une stratégie foncière est généralement uniquement définie pour la protection des milieux naturels par le Conservatoire du littoral ou les Conseils généraux (dans le cadre de la politique des « Espaces naturels sensibles »). La régulation de l'accès ou de l'appropriation du foncier disponible est devenu un enjeu essentiel des politiques publiques. La notion d'inégalité écologique invite à s'interroger d'une part, sur les conséquences de la préservation des espaces naturels littoraux sur les populations, leur insertion dans l'espace, l'accès au littoral et d'autre part, sur les conséquences des processus engendrés par l'attrait (littoralisation) de ces espaces sur la nature littorale.

1.1.3 Pourquoi la notion d'inégalité écologique a-t-elle été peu étudiée en France ? Quelques recherches exploratoires.

La notion d'inégalité écologique, qui établit un lien entre les questions environnementales et sociales, n'a pas un sens encore totalement construit, et encore moins partagé par l'ensemble de la communauté scientifique. Jacques Theys (Geoforum, Le Mans, mai 2006) a présenté les raisons de ce manque d'intérêt : « *Différentes approches permettent d'étudier les inégalités écologiques de manière statique, la démarche consiste à observer la situation, ou de manière dynamique, on étudie les causes, les processus, et les modes de régulation de ces inégalités. Celles-ci font référence à des inégalités entre territoires, entre individus, ou entre groupes sociaux, mais aussi entre politiques publiques. Elles font référence à des inégalités de cadre de vie, mais aussi à des inégalités de capacité de réaction face à ces problèmes. En France, les problèmes sociaux et environnementaux ont toujours été séparés. Deux raisons, épistémologique et politique peuvent permettre de comprendre pourquoi ce thème ne se développe qu'aujourd'hui. Il a d'abord rencontré des obstacles épistémologiques. Le concept d'« environnement » s'est développé en même temps sur les plans historique et scientifique. Dans les années 1960-1970, trois conceptions environnementales différentes dominent : une bio-centrique, vision naturaliste où prédomine la collection d'objet naturels, le techno-centrisme, qui fixe des limites à respecter afin que les systèmes puissent fonctionner, et la dernière qui correspond à ce qui nous entoure, c'est-à-dire les relations entre l'homme et le milieu naturel. L'approche varie selon les conceptions.*

[3] Miossec A., 2004, Les littoraux face au développement durable*. Historiens et Géographes*, 387, 181-188

La 3ème ne s'étant pas imposée, les conséquences en matière d'approche statistique des inégalités écologiques ont été importantes. En effet, les outils de l'approche technocratique sont incapables de dire les populations exposées aux risques, de montrer qui est exposé à quoi. De plus, les deux premières approches se désintéressent de l'environnement des grandes villes. Les différentes disciplines ont alors intégrées différemment les questions sociales liées à l'environnement. La géographie, qui aurait pu être l'interface entre la société et l'environnement, ne l'est pas vraiment. La sociologie ne s'est pas beaucoup intéressée à ces questions, et s'est contentée de conclure que « les pauvres se désintéressent de l'environnement ». Seul le milieu de la sociologie rurale a eu un intérêt pour les problèmes environnementaux ; la sociologie urbaine a, elle, gardé une grande méfiance face à l'environnement. Il y a eu par exemple une euphémisation des risques pour les ouvriers. Dans ce contexte, on comprend que le thème des inégalités écologiques a eu du mal à se trouver sa place. Des problèmes politiques se sont ajoutés aux problèmes épistémologiques. Ce concept n'a jamais réussi à émerger dans aucun programme politique ces 40 dernières années. La structuration du champ politique français a un rôle important dans l'absence de ce thème dans les débats politiques, et ce, par la position des clivages, par la non fédéralisation du territoire, et par la représentation réductrice du rapport entre l'urbain et le rural. La non prise en compte de ces problèmes est aussi liée aux problèmes de mise en place du développement durable. Ce thème n'est pas abordé dans la conception des Agendas 21, et a beaucoup de mal à l'être compte tenu du manque de transversalité de bon nombre de ces documents. Si ce thème n'est pas pris en compte, c'est aussi car il n'est pas rentable politiquement. Les questions environnementales ont été captées par les classes moyennes. Elles ont alors pris une portée globale et universelle, et ont mis de côté la notion de différenciation sociale. »

Des recherches exploratoires ont été menées, principalement dans le cadre du programme « Politiques territoriales et développement durable » du MEDAD/PUCA. Elles se situent dans le champ des sciences humaines et sociales et dans l'interdisciplinarité de proximité (économie, géographie, gestion, histoire, sociologie, urbanisme). Elles s'inscrivent principalement dans des territoires urbains ou péri urbains. Elles privilégient l'analyse des relations entre les populations et les nuisances environnementales (bruit, pollution) ou les vulnérabilités environnementales.

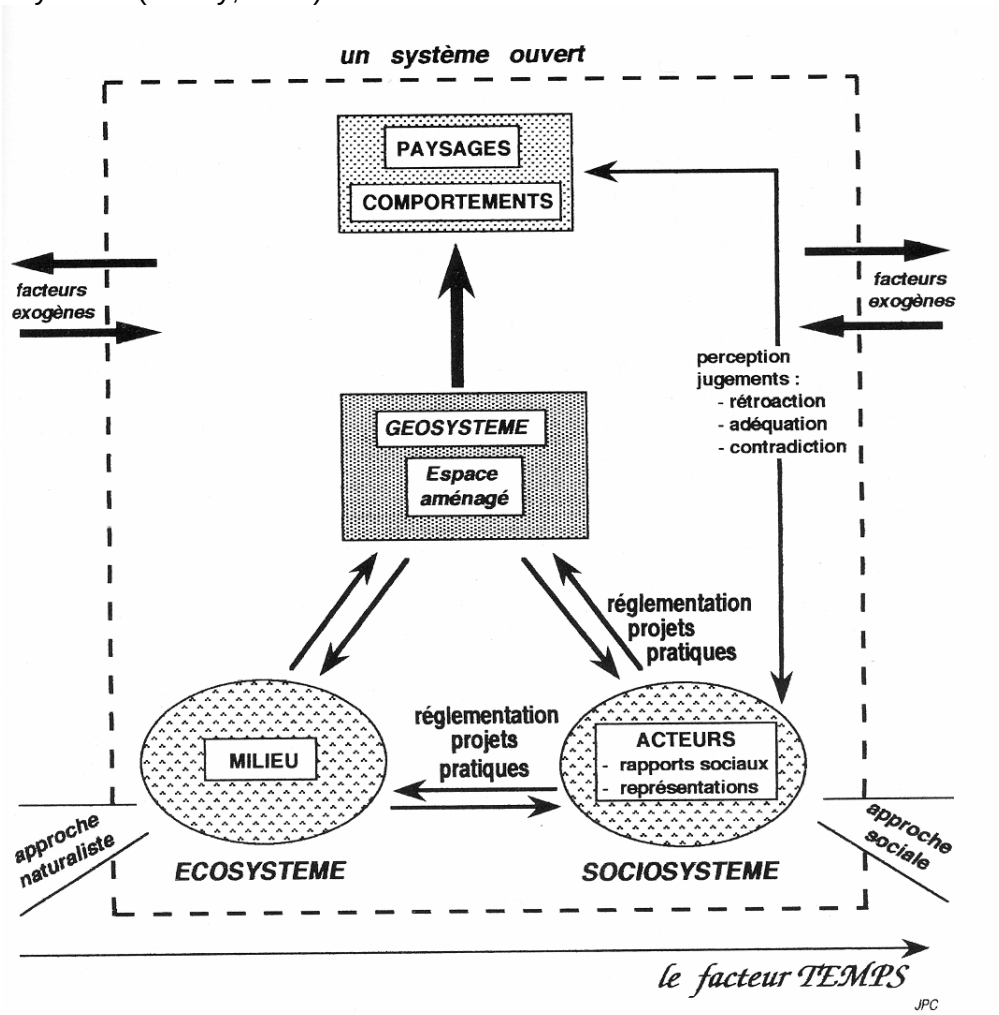
1.2 Les spécificités du projet « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux » (INECOLITO)

En comparaison de ces principaux aspects des recherches réalisées ou en cours sur le thème des inégalités écologiques, ce projet présente plusieurs spécificités :

1.2.1 Des territoires littoraux convoités et à fort intérêt patrimonial : lieux d'investigation des inégalités écologiques

Les relations mises en œuvre dans les territoires littoraux entre d'une part, des espaces de haute valeur écologique dont le patrimoine naturel est source d'aménités environnementales et d'autre part, les formes d'appropriation, les mobilités et les usages de l'espace, différenciés en fonction des types de population, peuvent être analysées sous le prisme des inégalités écologiques. C'est la première originalité de ce projet : la confrontation entre des processus aboutissant à des modes de construction territoriale spécifiques aux territoires littoraux et la notion d'inégalité écologique.
Cette première spécificité procède donc de la nature géographique des territoires étudiés. La dimension littorale représente un facteur original dans la mesure où ce territoire est caractérisé par une double interface : d'une part entre la terre et la mer et d'autre part, entre des espaces de nature, souvent de haute valeur patrimoniale et insérés dans des zonages de préservation, et des espaces urbanisés.

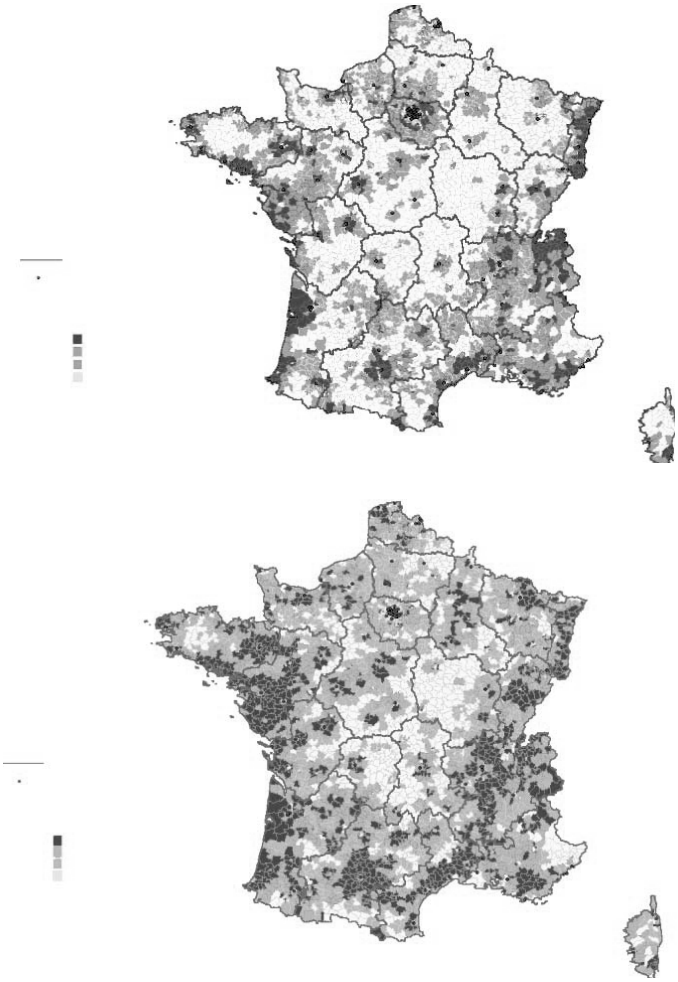
Les littoraux sont des espaces fragiles, dynamiques et spatialement limités (Bellan-Santini, 2002). Ces espaces, à fortes spécificités naturelles et humaines sont aussi des territoires à risques. En effet, la conjugaison de forts aléas (mobilité du trait de côte, circulation maritime intense…),la faible prise de conscience de ces dangers, ainsi que de la concentration d'enjeux fait du littoral un territoire particulièrement vulnérable (Dauvin et al., 2002 ; Meur-Férec et Morel, 2004).
Le processus de littoralisation est l'une des clés essentielles de lecture des mutations de ces territoires. Les littoraux sont des espaces investis et convoités qui se présentent comme un éco-sociosystème (Corlay, 1995).



(Source : Corlay, 1995, p. 251)

Siège de très forts enjeux et objet de débats passionnés, il peut légitimement être qualifié de "littoral d'empoigne" (Paskoff, 1993). Depuis une quarantaine d'années, l'artificialisation progressive du littoral a en effet peu à peu limité la quantité d'espace et de ressources disponibles, ce qui a entraîné une multiplication de la concurrence et des conflits d'usage. En 2000, l'IFEN a ainsi montré que la pression de la construction sur le littoral métropolitain depuis 1980 se maintenait malgré la mise en place de nombreuses mesures de protection : "*examinée à l'échelle des communes littorales métropolitaines, la construction suit depuis 1980 le même rythme que celui observé sur l'ensemble du territoire, sans changement quantitatif significatif depuis le vote de la loi «littoral» en 1986. 77% des superficies nouvellement construites entre 1990 et 1996 sur les cantons littoraux ont été réalisés sur les communes du bord de mer. Cette artificialisation résulte de la pression combinée du tourisme (Pays-de-Loire, Poitou-Charentes, Languedoc Roussillon), des activités agricoles (Bretagne) ou de l'habitat permanent (en PACA*)".

Ce phénomène explique qu'en valeur absolue, la population des communes littorales est presque cinq fois supérieure à celle des arrière-pays : l'évolution de la population met en évidence un binôme pression/saturation et l'inadaptation de cette urbanisation à la dynamique naturelle du milieu littoral.

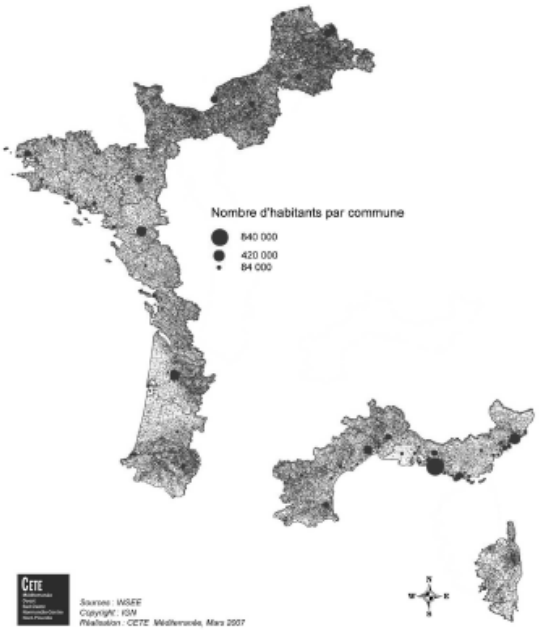


Logements mis en chantier de 1990 à 1999 / parc 90 et 1999 à 2004 / parc 99 par an, dans chacun des cantons (en %) (DATAR, 2004)

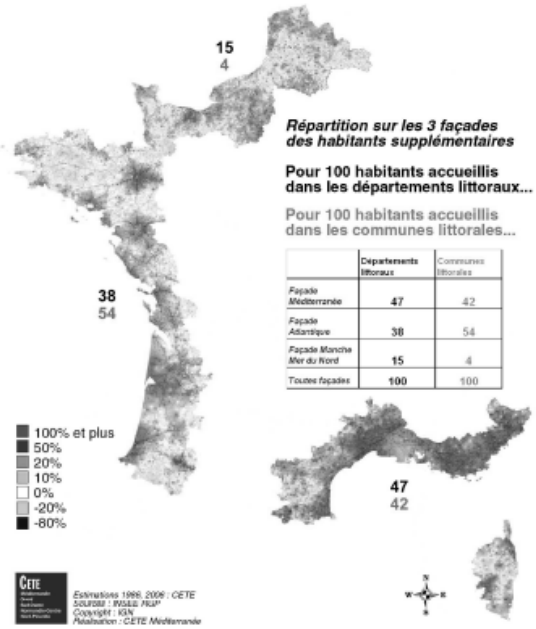
Par exemple, les rapports entre le tourisme et le littoral sont marqués par une certaine ambivalence. D'une part, le tourisme contribue activement au dynamisme économique des territoires côtiers, d'autre part, les modalités de son insertion dans l'espace littoral contribuent à l'artificialisation de la frange côtière, à une pression croissante sur les espaces naturels et peut-être, à terme, à une désaffection d'espaces ayant perdu la qualité environnementale qui faisait leur attrait. Dans les communes littorales, ces rapports évoluent souvent vers des conflits d'usage du sol de plus en plus complexes et aigus dont les principaux sont : les conflits entre la préservation des espaces naturels et les autres usages liés au type de développement choisi (tourisme, villes, industrie, infrastructure…), les conflits créés par les processus d'urbanisation (en particulier l'étalement urbain), les conflits paysagers liés à la non intégration des aménagements par rapport à l'identité paysagère littorale et les conflits liés aux pollutions et aux risques (Deboudt et al., 2002).

D'après la DATAR (2004), le tourisme est devenu l'activité économique dominante du littoral français, premier espace touristique national par sa fréquentation.

Cette importance de la fréquentation touristique s'inscrit par ailleurs dans des espaces à très forte attractivité résidentielle : comme le souligne la DATAR (2004), la densité de population des communes littorales, 272 hab/km^2 (RGP 1999), est très largement supérieure à la moyenne nationale, 108 hab/km^2. Entre 1990 et 1999, les communes littorales ont accueilli près de 400 000 nouveaux habitants avec un rythme de croissance supérieur à celui de la France : 5,7% contre 3,6%. Les migrations sont responsables de 64% de cet accroissement démographique. En outre, cette fréquentation persistante du rivage s'est accompagnée d'un phénomène de concentration des formes d'hébergement, résidences de tourisme ou résidences secondaires, sur la frange côtière, c'est-à-dire à proximité immédiate du rivage. Une étude du CETE[4] Méditerranée (2007) complète ces analyses et présente différentes évolutions d'indicateurs pour les territoires littoraux français entre 1986 et 2006 (cartes ci-dessous).

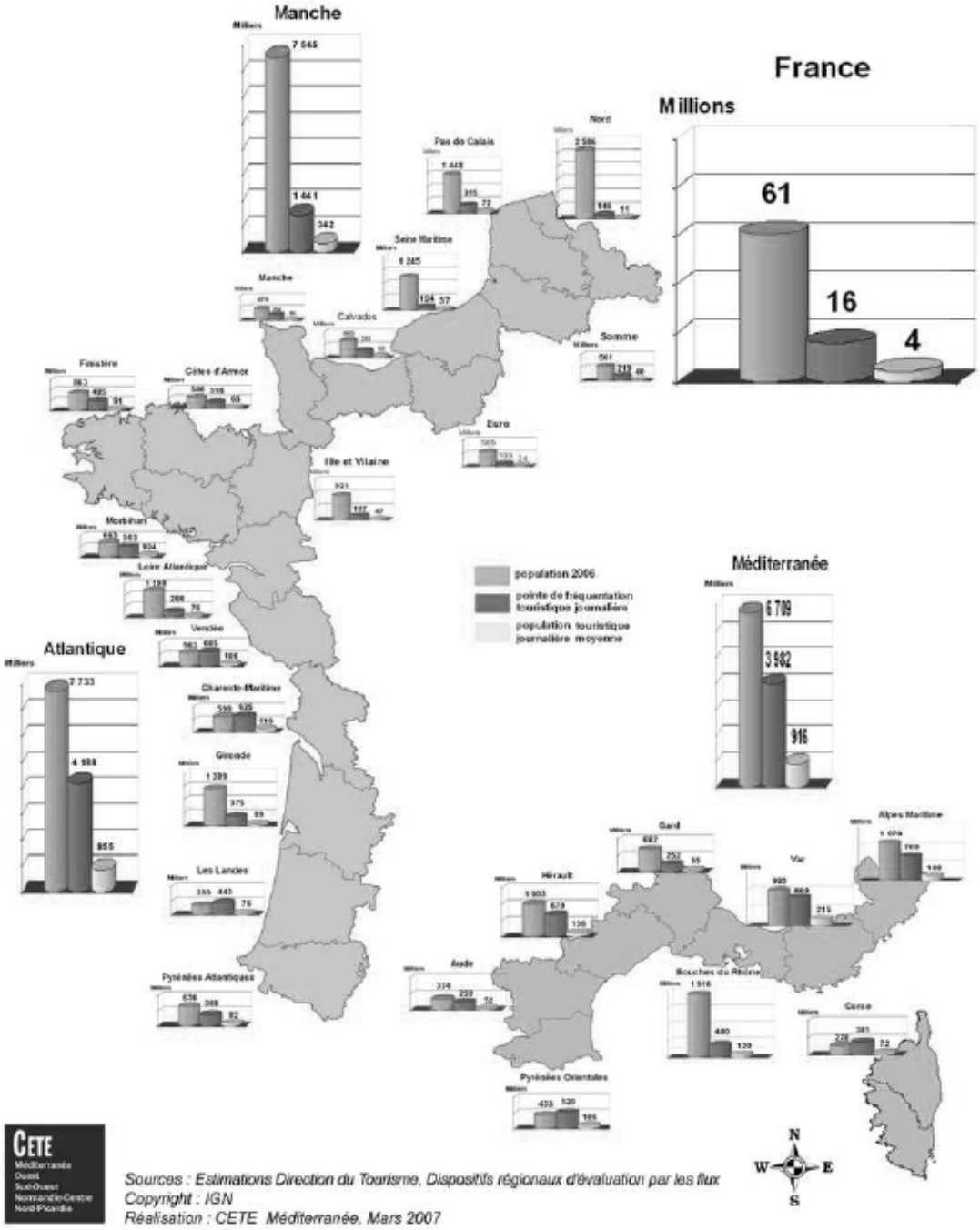


Le peuplement des communes littorales en 2006 (source INSEE ; estimation CETE)

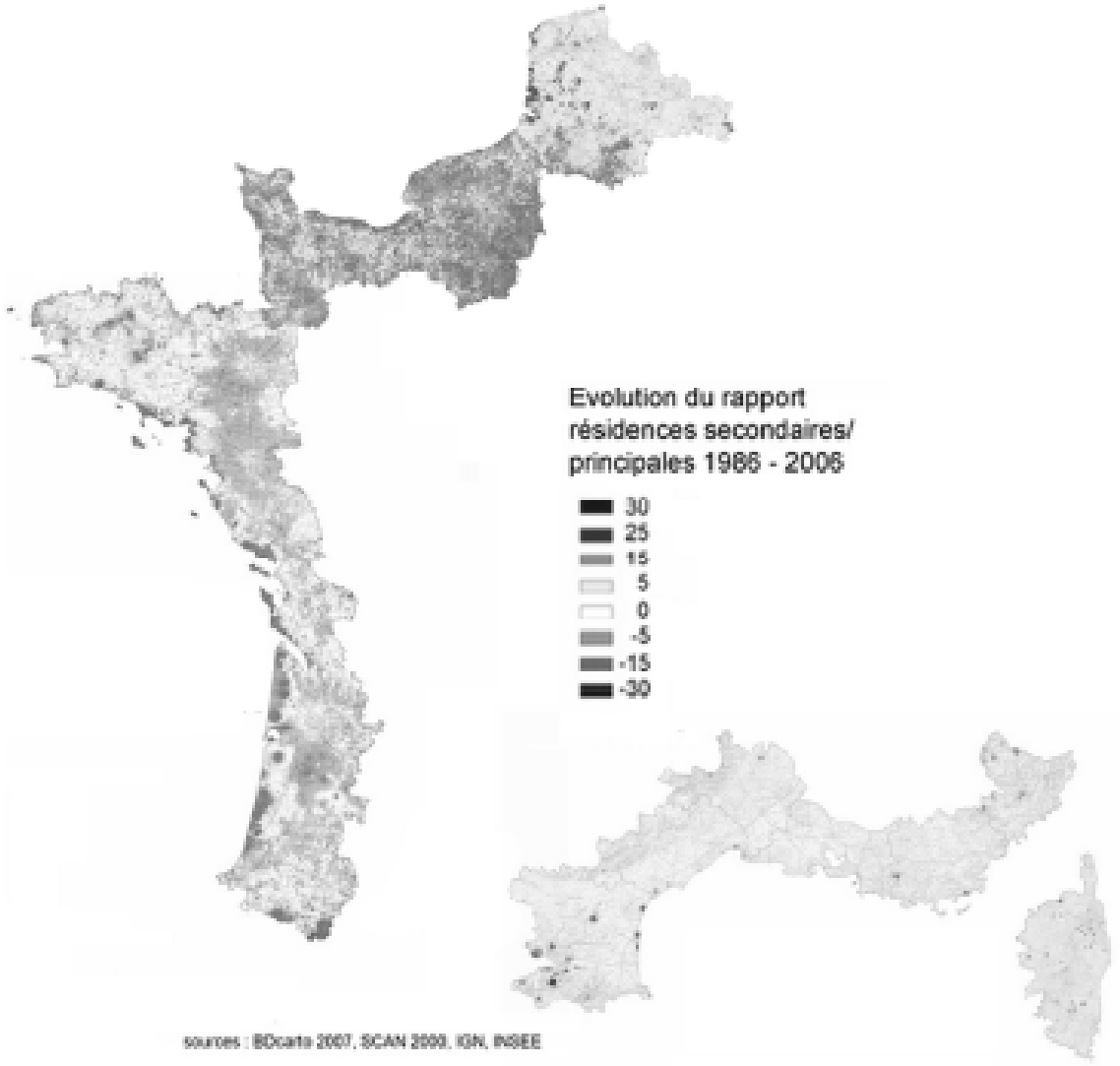


Les variations de populations des territoires littoraux de 1986 à 2006 en pourcentage (source INSEE ; estimation CETE)

[4] CETE Méditerranée, 2007, *Les évolution des territoires littoraux 1986-2006*, DGUHC, CETE, Réseau scientifique et technique de l'Equipement, 81 p.



Population permanente et population touristique des territoires littoraux en 2006
(sources ODIT, INSEE ; estimation population CETE)



Les résidences secondaires depuis 1986
(source SITADEL)

D'après Dominique Bresson[5] (DIACT, 2006), le littoral est un territoire convoité, soumis à des pressions et des contraintes prises en compte dans la stratégies d'acteurs (Conservatoire du Littoral) ou des réglementations (liées par exemple à l'application des dispositions de la loi littoral) mais un espace dont les spécificités n'ont pas été suffisamment reconnues et prises en compte : la mer, bien commun (*res nullius*), est un espace ...
…public, accessible à tous ; …multifonctionnel : pas de spécialisation ;
…inhabité, mais pas vide !
…inaliénable : pas d'affectation exclusive et définitive à un usage ou un usager ;
…partagé : le plus souvent, partage temporel, et non spatial, où l'occupation permanente y est l'exception alors que c'est la norme à terre.
Le littoral un espace sur lequel s'est appliqué une vision «terrestre», liée au droit de l'urbanisme. Absence de projet global, vision sans véritable approche de gestion, ni réel soucis d'intégration :
- pas d'intégration sectorielle : approche purement réglementaire et politiques sectorielles (transports, pêches, énergie, etc.) insuffisamment coordonnées ;
- pas d'intégration terre-mer (simple extension en mer des instruments terrestres) et mauvaise prise en compte des besoins d'interfaces entre terre & mer ;
- pas d'intégration « verticale », du national au local ; multiplicité et émiettement des acteurs, répartition des responsabilités à terre et en mer.

1.2.2 Des inégalités écologiques liées à l'accès aux aménités environnementales par le foncier ou les usages, tant terrestres que maritimes

Seconde originalité de notre approche, les inégalités écologiques ne sont pas ici principalement abordées en fonction de l'exposition à des nuisances ou des risques (externalités négatives) mais sont liées essentiellement aux aménités offertes par le littoral et notamment aux possibilités de jouissance du milieu naturel (externalités positives). Ainsi, contrairement aux précédents travaux sur les inégalités écologiques ou environnementales, notre posture met davantage en valeur l'accès ou l'appropriation d'aménités environnementales que la présence de problèmes environnementaux comme les pollutions ou les risques. La notion d'externalité a tout d'abord été définie en économie de marché (Marshall, 1920 ; Pigou, 1920). Depuis une trentaine d'année, en relation avec le développement de l'économie de l'environnement, des recherches (Barthelemy et al., 2003) ont reconnu « *l'existence et le poids des relations sociales externes au marché* », contribuant d'une part, à accorder une importance particulière aux notions de bien public et d'externalité et, d'autre part, à fonder, au nom de ces deux catégories, les politiques publiques sur des propositions d'extension de la notion de capital (du capital « physique » ou financier au capital humain, social, naturel…). Des chercheurs (Zuindeau, 2001, 2005) ont dans un premier temps réservé la notion d'externalité aux externalités négatives, c'est-à-dire aux effets d'activités privées entraînant des coûts sociaux non pris en compte. L'analyse concerne alors l'identification des externalités négatives résultant de la croissance industrielle (pollution provenant de l'industrie lourde), mais aussi de la déprise industrielle actuelle (friches industrielles et urbaines). D'autres recherches ont analysé les externalités positives (dénommées « aménités environnementales »), notamment en lien avec l'activité agricole dans un contexte de multifonctionnalité des territoires ruraux (Bonnieux et Rainelli, 2000 ; Tolron, 2002). D'après D. Cairol, et D. Terrasson (2002), l'OCDE (1996, 2000) «*les aménités constituaient un enjeu pour le développement des zones rurales. Mais les travaux de prospectives pour le littoral ou les zones de montagnes, le poids économique du tourisme culturel et urbain montrent que cet enjeu a une portée plus générale* ». Comme pour la notion d'inégalités écologiques, il n'existe pas de définition consensuelle de la notion d'aménité environnementale (Napoleone, 2002).

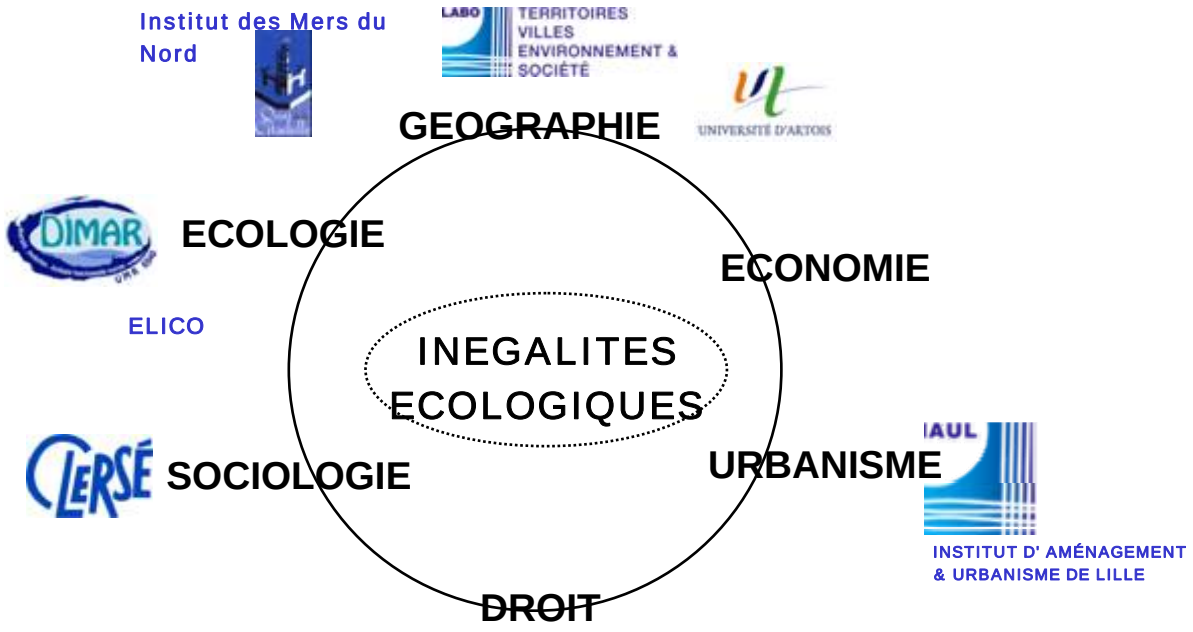
[5] Communication à Marseille, Journée du 14 novembre 2006, Pour une gestion durable du littoral de Marseille, Projet DIACT, Ville de Marseille, Communauté Urbaine de Marseille.

D’après J. Longuépée (2003), l'aménité environnementale relève d'un cadre plus large que l'externalité positive. Il propose de la définir comme un effet externe au marché, dont l'origine ne serait non plus strictement anthropique mais naturelle, sans pour autant en exclure les flux produits conjointement par la nature et l'homme. Dans le cadre de l'externalité, l'homme est à l'origine de l'effet externe (pollution…), véhiculé accessoirement par le biais d'un actif naturel (eau…), et exerçant un effet hors-marché. Différemment, dans le cas de l'aménité, l'environnement, produit *ex nihilo* ou co-produit par l'homme, est à l'origine de l'effet externe (beauté des paysages, biodiversité), véhiculé par l'environnement lui-même et affectant le bien-être individuel ou collectif. La définition de l'aménité ainsi proposée est susceptible de rendre compte de la diversité des effets externes influant le bien-être : elle superpose aux seules origines anthropiques, celles, d'une part strictement naturelles et d'autre part hybrides.
Dans le cadre de ce projet, nous distinguons deux types d’aménités environnementales : celles qui sont inhérentes aux lieux de résidence et celles accessibles par déplacement sur le littoral. Comme le précise J. Cavailhès *et al*. (2002), les premières sont « *un produit joint du logement comme le paysage que l'on voit depuis sa résidence ou la qualité du voisinage ; ce sont des externalités qui ne sont disponibles qu'au lieu de résidence » ;* elles se différencient par conséquent des secondes *« dont la consommation suppose un déplacement »* (2002, p. 6).
Ainsi, le choix des terrains d’investigation du projet associe des sites jouxtant des sources d’aménités environnementales littorales (mer, espace de nature protégés), ainsi que des sites plus éloignés de ces sources et en situation de relégation (par exemple des zones urbaines sensibles).
La mise en valeur du caractère dynamique des aménités, dont la valeur évolue dans le temps et l’espace, est aussi un fil directeur de la recherche. Il peut ainsi être intéressant de démontrer que des quartiers défavorisés, ne subissent pas uniformément des inégalités écologiques. C’est typiquement le cas en ce qui concerne la localisation géographique de certains quartiers, comme celui du « Chemin vert » à Boulogne-sur-Mer, qui bénéficie d’une vue sur la mer pour le moins exceptionnelle. Dans d’autres cas, la présence ou la proximité géographique d’un paysage littoral préservé ou d’un site de nature protégé (site Natura 2000, propriété du Conservatoire du Littoral…) est un des facteurs qui contribuent à attirer une population aisée. Le caractère dynamique des aménités s’exprime à travers l’extension de l’urbanisation dans les communes littorales. Par des « sauts de grenouilles » successifs, pour reprendre l’expression de J. Cavailhès et M. Hilal (1999), cette extension fait ainsi évoluer la localisation de la marge entre espaces urbanisés et espaces de nature.
Ainsi, notre projet d’étude consiste notamment à montrer en quoi la dynamique urbaine construit et déconstruit, dans le temps et l’espace, les inégalités écologiques. Cette dynamique qui transparaît à travers les politiques locales et nationales, urbaines et foncières, environnementales et sociales, ainsi que par l’entremise des marchés fonciers et immobiliers et des « phénomènes de mode » qu’ils s’expriment. V. Thireau (1993) exprime parfaitement cette idée lorsqu’il souligne que « c*onstruit par le temps, l'espace naturel va revêtir une forme particulière suscitée par les structures politiques, économiques et sociales antérieures* ».

1.2.3 La mise en œuvre d’une interdisciplinarité « étendue » pour analyser les inégalités écologiques

Une troisième spécificité réside dans les aspects interdisciplinaires de cette étude qui tente de croiser les contributions de disciplines relativement éloignées et plus précisément de « bâtir des ponts » (Serres, 2006) entre écologues et chercheurs en sciences humaines et sociales (économie, géographie, gestion, histoire, droit, sociologie et urbanisme).

La confrontation des points de vue, la construction de la compréhension et de l'appropriation réciproque des cadres analytiques mobilisés dans chaque discipline sont des temps incontournables pour l'élaboration d'une « *démarche de recherche construite en assemblant de façon méthodique des connaissances, des points de vue, des techniques de travail provenant de disciplines scientifiques différentes* », pour reprendre la définition de l'interdisciplinarité développée par M. Jollivet (2005). L'élaboration d'une démarche partagée repose sur le dialogue entre les disciplines et doit permettre de faire émerger une problématique hybride.



Pour ce projet, le dialogue se complexifie en raison de la diversité des disciplines intervenant dans la connaissance des inégalités écologiques car ces dernières possèdent à la fois une dimension naturelle et une dimension sociale. La construction du dialogue entre l'écologie et la sociologie notamment est complexe (Levêque, 2003). Or notre projet, associe les sciences humaines et sociales aux sciences de la nature, ce que M. Jollivet (2005) définit comme une interdisciplinarité « étendue » ou « élargie ». Le temps consacré aux échanges interdisciplinaires sur la notion d'inégalité écologique a donc été un temps de recherche fort, long et indispensable à la construction de notre travail collectif pour nous permettre d'aller au delà de la juxtaposition d'études disciplinaires. Dans ces échanges, la discussion sur la combinaison des termes « inégalité » et « écologique » a pendant la première année de nos travaux, cristallisé certaines tensions et incompréhensions et a nécessité des positionnements disciplinaires[6] (Bellan *et al.*, 2007), avant d'entreprendre une recherche à partir d'un regard partagé sur la notion d'inégalité écologique.

1.2.4 La recherche de modalités de transfert aux acteurs

A une étape importante de la redéfinition de la politique française du littorale dans la perspective de la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières, plusieurs questions se posent (Deboudt et al., 2006 ; Lozachmeur, 2005 ; Meur-Férec, 2006) :

[6] Bellan, G., Bellan-Santini, D. & Dauvin, J.C., 2007. A propos de quelques utilisations des termes « Inégalité Ecologiques »: simples impropriétés de langage ou accaparement abusif. *Développement Durable et Territoire*, mis en ligne le 15 avril 2007, 12 pp.

- Comment concilier la mise en œuvre de projets de développement et leur insertion spatiale en terme de pression foncière et touristique dans des espaces littoraux à forts intérêts patrimoniaux ? L'attraction résidentielle et touristique ainsi que les politiques de protection du patrimoine naturel, mises en œuvre par l'Etat depuis quarante ans, et celles visant à prévenir les risques côtiers ont rendu le foncier disponible très rare dans les communes littorales. Ces politiques ont ainsi contribué à augmenter la pression foncière, notamment sur les marges urbaines des communes littorales. La multiplication des contentieux juridiques relatifs à l'application de la loi littoral (en particulier concernant les dispositions relatives aux espaces remarquables) est le résultat de cette rencontre entre les enjeux de protection du patrimoine naturel et les enjeux de développement économique dans ces territoires. La recherche de nouvelles modalités d'application de la loi littoral est un enjeu essentiel dans les évaluations présentées par le Parlement (Gélard, 2004 ; Le Guen, 2004, Bersani, 2000).

- Quels critères permettent d'évaluer la qualité du patrimoine naturel dans ces marges urbaines ? Et quels critères permettraient d'évaluer leur vulnérabilité au regard des pressions foncières et d'usages liés en particulier au développement du tourisme ? Est-il possible de définir des seuils pour les pressions touristiques et foncières exercées sur ces territoires ? Comment peut-on intégrer la vulnérabilité des territoires côtiers face aux pressions anthropiques (touristique et foncière) dans les processus de planification urbaine ? Et d'un autre côté, comment réguler la pression foncière et éviter l'exclusion d'une partie de la population des franges côtières ?

Notre projet propose d'apporter une contribution à ces différentes questions.

1.3 Les objectifs principaux

Un rapport du Ministère de l'Equipement (DGUHC, juillet 2006) rappelle les principaux enjeux pour l'évolution des politiques publiques mises en œuvre dans les territoires littoraux :

- « *l'économie littorale est faite à la fois des activités liées à la mer, mais aussi des activités industrielles et portuaires, du tourisme, des activités de service et de l'économie résidentielle. Elle doit pouvoir trouver sa place dans un territoire très convoité et rare. Son développement doit pouvoir s'adosser aux infrastructures et équipements nécessaires au maintien, et même au renforcement, de la compétitivité d'espaces littoraux ouverts sur l'économie mondiale ;*
- *la préservation de l'environnement et du patrimoine, qui fait souvent de ces territoires littoraux des territoires d'exception et uniques et la prise en compte des risques concernant la dynamique des côtes et notamment les effets attendus des changements climatiques constituent une priorité. La protection, la gestion et la mise en valeur de ces espaces doivent contribuer à sauvegarder ces atouts, seuls gages d'une attractivité durable sur le long terme de notre littoral, mais aussi de son identité forgée au fil d'une histoire souvent très riche ;*
- *le littoral doit être un espace permettant également l'accueil des familles les plus modestes, des travailleurs les plus vulnérables, des saisonniers et des jeunes. Seules des politiques finement adaptées de l'habitat, des déplacements et de la mobilité peuvent permettre de répondre à ces besoins et d'infléchir la tendance à la transformation du littoral en un espace d'exclusion.* »

Depuis une trentaine d'années, la recherche d'un équilibre entre les deux premiers enjeux (économie / écologie) a dominé la construction de la politique française du littoral. La reconnaissance d'un troisième enjeu social, directement lié à recherche d'une régulation, représente une prise de conscience des inégalités écologiques dans ces territoires (même si la notion n'est pas citée).

Ce rapport (DGUHC, juillet 2006) précise aussi la nécessité de l'articulation des « *enjeux, réponses et leviers d'action à trois échelles spatiales que sont :*

- *l'échelle des grands territoires, où les enjeux prioritaires portent sur le développement des grandes fonctions industrielles et logistiques, les réseaux structurants de transports et les noeuds de communication, l'organisation du système des grandes agglomérations, les grands corridors écologiques et les grands espaces de nature ;*
- *l'échelle des régions façades, où se jouent le maillage fin du territoire (agglomérations, villes moyennes…), les relations ville-campagne, la maîtrise des politiques de l'habitat et du foncier, l'organisation de l'accessibilité interne. Y sont prégnants les enjeux de protection et de préservation des grands ensembles à forte valeur environnementale et patrimoniale, mais aussi des ressources en eau et de la biodiversité ;*
- *enfin l'échelle des communes littorales et des secteurs proches du rivage, où les transformations sont les plus visibles, les plus rapides, les plus perceptibles au quotidien par nos concitoyens. Les enjeux portent ici sur la gestion fine et rapprochée des espaces côtiers, des conflits d'usage, sur la prévention des risques et sur la gestion économe des ressources rares. L'attractivité des communes littorales est liée en particulier à des conditions d'urbanité, à des modes de vie spécifiques et à l'identité des paysages, dont les caractéristiques locales peuvent se trouver menacées par la banalisation de l'occupation de l'espace.* »



Notre projet s'inscrit dans ce double contexte marqué d'une part, par le croisement de quatre enjeux liés à la compétitivité économique, la préservation des espaces de nature, la gestion des contraintes environnementales, l'accessibilité et d'autre part, par l'emboîtement d'échelles spatiales. La mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC), promue par l'Union Européenne à travers la Recommandation du 30 mai 2002 sur la GIZC, doit permettre d'articuler ces différents aspects (Deboudt *et al.,* 2006 ; Meur-Férec, 2006).

Nous proposons dans ce projet :

- une **contribution théorique** sur la définition de la notion d'inégalité écologique à partir d'un regard croisé et d'une analyse interdisciplinaire appliquée au littoral ;

- une **contribution originale** sur l'identification et l'analyse des inégalités écologiques appliquée aux territoires littoraux de deux zones d'étude situées en Côte d'Opale et en Méditerranée ;

- une **contribution méthodologique** relative à l'identification et l'évaluation des inégalités écologiques dans les territoires littoraux ;

- une **contribution en termes de d'opérationnalité de la recherche en appui aux politiques publiques spécifiques aux territoires littoraux.**

CHAPITRE 2

Des concepts à mobiliser pour analyser les inégalités écologiques dans les territoires littoraux : territoires, marges, patrimoine naturel, planification écologique,

Coord. : Valérie Morel

2.1 Regards disciplinaires sur le concept de territoire

Ecologues marins, économistes, juristes, géographes et sociologues développement des démarches spécifiques et singulières pour étudier le territoire et contribuent ainsi à la définition d'un concept au carrefour des sciences humaines et sociales et des sciences de la nature. Tous font apparaître dans leur analyse qu'un territoire est un espace approprié que la société analysée soit humaine ou animale. Quel regard singulier porte chaque discipline sur le territoire et plus spécifiquement sur le territoire littoral ?

2.1.1 Le territoire vu par les juristes

Rédaction : Olivier Lozachmeur et Mahfoud Ghézali

Bien que le Parlement ait voté une loi dite «littoral» en 1986, il n'existe pas de définition juridique du littoral dans notre pays. Pour les juristes, le littoral s'est longtemps limité au rivage, avant de s'étendre au domaine public maritime, puis au territoire des communes littorales telles qu'elles sont identifiées à l'article 2 de la loi «littoral» du 03 janvier 1986[7]. De nos jours, sous l'influence d'autres disciplines scientifiques, comme la biologie et la géographie, et du droit international et communautaire, les limites qui sont reconnues par le droit et qui peuvent être proposées pour délimiter le territoire littoral sont plus nombreuses et lui confèrent une largeur plus importante que par le passé.

Avant d'évoquer ces limites, il convient de souligner que si le terme «littoral» est traditionnellement utilisé en France pour désigner l'espace où la terre et la mer sont en contact et s'influencent mutuellement (toute la difficulté étant ensuite de fixer les limites de cet espace), l'expression «zone côtière» est aujourd'hui de plus en plus employée en même temps et/ou à la place du terme «littoral». Pour certains auteurs le littoral est plus étendu que la zone côtière, alors que pour d'autres c'est la zone côtière qui est plus vaste que le littoral… Ce débat étant vraisemblablement impossible à trancher, il semble plus simple de considérer que ces deux notions sont interchangeables et désignent une bande de largeur variable située à l'interface de la terre et de la mer et qui s'étend de part et d'autre du trait de côte.

Si l'expression «zone côtière» est de plus en plus utilisée depuis quelques années en France, c'est principalement en raison de la consécration du concept de «gestion intégrée des zones côtières» (GIZC) par les pouvoirs publics français[8].

[7] Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, J.O du 4 janvier 1986, p.200.

[8] Voir notamment O. Lozachmeur, 2008. La nouvelle politique française du littoral, in Laure Despres et Jacques Fialaire, *Le concept et les stratégies du développement durable : de l'international au local*, L'Harmattan, Collection Logiques Juridiques, Paris, p.197-237.

En effet, quelques mois après l'apparition de ce concept dans le décret du 7 juillet 2000 portant création du comité de l'initiative française pour les récifs coralliens[9], le Gouvernement a annoncé lors du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 9 juillet 2001 que la politique du littoral "procède d'une philosophie nouvelle fondée sur le concept de gestion intégrée des zones côtières", en précisant que "cette gestion intégrée doit désormais dépasser les approches strictement juridiques et réglementaires fondées sur la contrainte, pour privilégier les logiques de projet et de partenariat"[10].

Depuis cette annonce, le législateur a lui aussi consacré ce concept en 2002 lors du vote de la loi relative à la démocratie de proximité[11] puis en 2005 lors du vote de la loi relative au développement des territoires ruraux[12]. Dans le premier cas il a ajouté un alinéa à l'article L.322-1 du code de l'environnement qui énonce qu'afin de "promouvoir une gestion plus intégrée des zones côtières, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peut également exercer ses missions sur le domaine public maritime qui lui est affecté ou confié".

Dans le second, il a ajouté un article 43 à la loi «littoral» qui prévoit la création d'un "conseil national pour l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et la gestion intégrée des zones côtières dénommé Conseil national du littoral".

Il est important de préciser que la notion de «zone côtière» a été utilisée par le législateur dès 1983 à l'occasion de la création des schémas de mise en valeur de la mer (SMVM). L'article 57 de la loi de décentralisation du 7 janvier 1983 énonce en effet sans plus de précision que "dans les zones côtières peuvent être établis des schémas de mise en valeur de la mer"[13].

S'il s'est abstenu de définir le «littoral», le législateur s'est donc aussi bien gardé de définir les «zones côtières», qui sont par contre définies dans le Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée qui a été adopté le 21 janvier 2008 par 17 Etats[14] et par la Communauté Européenne. Ce protocole a été adopté dans le cadre de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et modifiée le 10 juin 1995. Il définit la «zone côtière» est "l'espace géomorphologique de part et d'autre du rivage de la mer où se manifeste l'interaction entre la partie marine et la partie terrestre à travers des systèmes écologiques et systèmes de ressources complexes comprenant des composantes biotiques et abiotiques coexistant et interagissant avec les communautés humaines et les activités socio-économiques pertinentes". Comme nous l'avons précédemment souligné, la zone côtière (ou le littoral) est définie ici comme une interface terre-mer dont les limites varient en fonction des systèmes et des interactions pris en compte. Le Protocole précise à cet égard qu'il s'applique à "la zone de la mer Méditerranée" délimitée "vers la mer, par la limite de la zone côtière définie par la limite extérieure de la mer territoriale des Parties" et "vers la terre, par la limite de la zone côtière définie par la limite des entités côtières compétentes telles que définies par les Parties".

---

[9] Décret du 7 juillet 2000 portant création du comité de l'initiative française pour les récifs coralliens, J.O n°159 du 11 juillet 2000, p.10503.

[10] DATAR, 2001. *Dossier de presse du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire de Limoges du 9 juillet 2001,* Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Paris, p.44.

[11] Article 160 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, J.O n° 50 du 28 février 2002, p. 3808.

[12] Article 235 de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux, J.O n° 46 du 24 février 2005, p.3073. Cet article énonce également que le Conseil national du littoral "définit les objectifs et précise les actions qu'il juge nécessaires pour l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dans une perspective de gestion intégrée des zones côtières".

[13] Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, J.O du 9 janvier 1983, p.215.

[14] Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Communauté européenne, Croatie, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, République arabe syrienne, Slovénie, et Tunisie.

Si la limite en mer de la zone côtière où s'applique le Protocole est celle de la mer territoriale, qui en vertu de l'article 3 de la convention des Nations-Unis sur le droit de la mer ne peut dépasser 12 milles marins, chaque Etat est libre de fixer la limite de cette zone à terre. En France, les juristes ont longtemps considéré que cette limite à terre était celle des communes littorales telles que définies par les dispositions de la loi «littoral» du 03 janvier 1986 et qui figurent désormais à l'article L.321-2 du code de l'environnement. Cet article énonce que sont considérées comme communes littorales, "les communes de métropole et des départements d'outre-mer riveraines des mers et océans, des étangs salés, des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1.000 hectares" ainsi que les communes "riveraines des estuaires et des deltas lorsqu'elles sont situées en aval de la limite de salure des eaux et participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux". Comme le prévoit cet article, la liste des communes riveraines des estuaires et des deltas a été fixée par un décret en Conseil d'Etat, qui a été publié en mars 2004[15] et qui identifie 87 nouvelles communes littorales. Depuis la publication de ce décret, 970 communes métropolitaines sont considérées comme des communes littorales, ce qui représente 4,05% du territoire métropolitain. Si ces 970 communes constituent à terre le «cœur» du littoral, d'autres communes sont elles aussi directement concernées par les pressions qui affectent cet espace, notamment au niveau du développement de l'urbanisation et du tourisme. Comme l'a très justement souligné J-M. Bécet, il apparaît en effet que la "commune n'est certainement pas à l'échelle des problèmes écologiques et économiques littoraux[16], ce qui implique pour certains géographes de "proposer de nouveaux découpages plus souples et mieux adaptés à la nécessité contemporaine d'une gestion rationnelle des littoraux"[17]. C'est notamment pour prendre en compte cette réalité que le législateur a fixé une règle spécifique pour les communes situées à moins de quinze kilomètres du rivage de la mer lors du vote de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains[18]. Comme dans les communes situées à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50.000 habitants, le plan local d'urbanisme de ces communes ne en effet peut être modifié ou révisé en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ou une zone naturelle lorsqu'elles ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale applicable[19]. Si cette disposition a constitué une "forte incitation à élaborer un Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) sur le littoral"[20], elle a surtout permis de ne plus limiter le littoral au territoire des communes littorales, mais de l'appréhender avec une certaine profondeur et en tenant mieux compte des réalités. Il est important d'ajouter que cette prise en compte par le droit de la profondeur du littoral vers l'intérieur des terres n'est pas nouvelle puisque depuis sa création en 1975 le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres est chargé de mener "une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral et de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique"[21] dans les cantons côtiers, et non uniquement dans le communes situées en bord de mer.

---

[15] Décret n°2004-311 fixant la liste des communes riveraines des estuaires et des deltas considérées comme littorales en application de l'article L.321-2 du code de l'environnement et la liste des estuaires les plus importants au sens du IV de l'article L.146-4 du code de l'urbanisme, J.O du 30 mars 2004, p.6082. Voir l'article R.321-1 du code de l'environnement.

[16] J-M.Bécet, "Vers une véritable politique d'urbanisme littoral?", *AJDA*, 1993, p.123.

[17] F.Péron, "Géographie humaine et concept de gestion intégrée des zones côtières", Séminaire de l'UMR 6554, «Analyse et gestion intégrée des zones côtières», *CNRS*, Nantes, 1998, p.10.

[18] Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains; J.O n°289 du 14 décembre 2000, p.19777.

[19] Article L.122-2 du code de l'urbanisme, version consolidée suite aux modifications notamment apportées par la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat, J.O n°152 du 3 juillet 2003, p.11176.

[20] J-M.Bécet, "Le droit de l'urbanisme littoral", Didact Droit, *Presses universitaires de Rennes*, Rennes, 2002, p.205.

[21] Article L.322-1 du code de l'environnement.

Si d'autres limites peuvent évidemment être proposées pour «délimiter» le littoral d'un point de vue juridique et politique, il nous semble que celles des quinze kilomètres à partir du rivage de la mer et des douze milles marins sont celles qui permettent aujourd'hui le mieux d'appréhender cette bande composée d'espaces terrestres et marins et située de part et d'autre du trait de côte. A terre, la limite des SCOT littoraux, des petits bassins versants ou celle des bassins de vie peuvent également être retenues en fonction des problématiques et des objectifs poursuivis. Côté mer, le fait d'admettre que la bande nommée littoral ou zone côtière peut être bornée "en mer par la limite des eaux territoriales"[22] permet d'y inclure le domaine public maritime[23], même si cette limite peut dans certains cas être étendue jusqu'à celle de la zone économique exclusive[24].
Au final, on peut donc considérer comme l'OCDE que "les limites de la zone côtière dépendent de l'objectif visé", la bande terrestre et marine prise en compte devant être "plus ou moins étendue selon la nature du problème" et "du champ d'action des autorités responsables de la juridiction et de la gestion de la zone littorale"[25]…
Après ces éléments de définition spatiale, le juriste s'interroge sur le questionnement conjoint du territoire et des inégalités. Il semble que ce questionnement permet de mettre à jour le jeu des acteurs aux différentes échelles d'intervention dans l'aménagement littoral.

Pour le juriste, sur le fond, les enrichissements apportés pour le projet INECOLITO, paraissent porter sur les deux questions fondamentales des « territoires » et des « inégalités ». Sur ces deux thèmes peut-être convient-il au préalable de souligner la particularité des politiques d'aménagement du territoire et celle de l'aménagement du littoral. La loi tout comme la doctrine soulignent bien que la politique d'aménagement territorial ne peut prendre efficacement en charge le littoral (ou la montagne) considérés comme territoires spécifiques. De sorte que le Littoral n'a fait l'objet que d'une politique au coup par coup, laquelle n'a fait qu'empirer les maux dont souffre le littoral ne pouvant être examinés que dans le cadre d'une approche globale et intégrée. A l'heure actuelle et dans ce domaine de la GIZC, on peut considérer que nous sommes, dans le cadre communautaire, dans une période d'évaluation de la GIZC, en application de la recommandation du Conseil et du Parlement Européen aux Etats membres du 30/05/2002, visant à faire le point sur la mise en œuvre de la GIZC, en vertu du principe de la subsidiarité. Ces deux concepts de « territoire » et « d'inégalités écologiques » permettent, à cet égard, d'approfondir la philosophie de la GIZC appliquée à deux sites de référence. L'espace territorial apparaît comme un concept polyphonique. Il révèle une « géographie » de plusieurs légitimités « politiques ». Le territoire n'est pas seulement un espace électoral (commune, département) destiné à sanctionner la légitimité élective. Il est aussi un territoire de l'intercommunalité qui dessine un espace de gestion publique en coopération avec d'autres élus et qui illustre la « nouvelle géographie administrative » : on passe ici du registre (ou de l'espace) économique au registre administratif et institutionnel dans lequel les acteurs politiques sont plus à l'aise pour promouvoir de nouvelles opportunités de débats et de luttes politiques (décentralisation, intercommunalités…).

[22] DATAR, "Construire ensemble un développement équilibré du littoral", *La documentation française*, Paris, 2004, p.14.
[23] Le domaine public maritime naturel de L'Etat comprend : le sol et le sous-sol de la mer entre la limite extérieure de la mer territoriale et, côté terre, le rivage de la mer; le sol et le sous-sol des étangs salés en communication directe, naturelle et permanente avec la mer; les lais et relais de la mer (article L.2111-4 du code général de la propriété des personnes publiques).
[24] L'article 57 de la convention de Montego Bay sur le droit de la mer énonce que "la zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale".
[25] OCDE, 1993. *Gestion des zones côtières-Politiques intégrées*, Les Editions de l'OCDE, Paris, p.10 et 24.

En effet le cadre miniaturisé de la commune le département n'est pas à la bonne échelle. Il est trop restreint pour porter opportunément les interventions, les actions économiques et sociales sur un « territoire pertinent » de projet. Mais le territoire est lui-même investi, selon la théorie de M. Weber, (« le savant et la politique » -plon- 1959) par des « entreprises politiques locales » qui, dans la lutte pour bâtir un espace de projet concurrentiel et attractif, permettent aux grands élus (Députés et Sénateurs maires, Présidents de Conseils Généraux et Régionaux Maires…) de créer et d'exploiter, pour leur ambition propre, des « zones d'influence » et de « clientèle », en utilisant au mieux leurs ressources accumulées (équipements, financements, réseaux, mandats de toute nature..). La capacité de ces grands élus à attirer autour d'eux la fidélité d'élus plus modestes (par la redistribution des subventions, l'accession à des réseaux de décisions pour pérenniser leur implantation) construit des rapports de clientèle et renforce aussi les chances des grands élus à diriger « l'entreprise politique dominante ». Le cumul des mandats permet aux élus les plus titrés de porter leurs intérêts d'une arène à une autre : la vie politique locale s'organise alors autour de la conquête des postes électifs. Plus une « entreprise » accumule des postes, plus sa puissance et sa capacité de contrôle politique et social s'accroît. (CF Daniel Gaxie « la démocratie représentative ». Paris Monchrétien 1993). Le système français de l'intercommunalité favorise les grands élus des communes riches aux dépens des petites communes pauvres grâce à leur capacité à multiplier les postes électifs (autorisation de cumuls des mandats), ce qui renforce les inégalités de développement des intercommunalités. Les élus des petites communes dénoncent le rapport avec les élus dominants et le passage de certaines d'entre elles sous la coupe des villes dirigées par le Député-maire ou le Sénateur Maire, par le biais de l'intercommunalité (seul, d'après elles, un zonage obligatoire entre communes, notamment par la taxe professionnelle s'impose), ainsi se dessinent des espaces nouveaux de coopération entre Maires qui partagent des intérêts à coopérer et accumulent plus de ressources (capital de voix, nombre de mandats, accès aux subventions, étendue de ses réseaux..). Sa position d'éligible et surtout de rééligible pour les postes politiques les plus prestigieux dépend du résultat de l'accumulation des « chances d'extraire le plus possible de ressources du territoire électif et au-delà, des réseaux de soutiens sociaux, politiques, associatifs, institutionnels et en dernier ressort bien sûr des suffrages » Dans la logique du système, la capacité d'accès à ces ressources, commande aussi de l'interdire aux autres candidats effectifs ou potentiels. De sorte que plusieurs élus vont se partager le territoire et s'isoler les uns par rapport aux autres, ce qui détermine les limites territoriales fixées par le partage. Toutes ces stratégies expliquent la rivalité entre territoires intercommunaux : toute mise en place d'un projet d'aménagement par le département, lui commande de s'assurer d'abord de la maîtrise du territoire où il souhaite implanter le projet. Les priorités du Conseil Général s'inscrivent dans le cadre de la perpétuation de l'allégeance des élus de ces communes au Conseil Général et en même temps le refoulement des tentations d'expansion des adversaires politiques pour imposer une nouvelle allégeance (celle du Conseil Régional par exemple ou de la ville la plus importante). Ainsi ce territoire est un enjeu essentiel pour les élus : l'accaparer électoralement et symboliquement est une préoccupation primordiale. Exemple : dans le processus de développement de la métropole Marseille-Provence-Métropole on note l'accumulation des positions de J.-C. Gaudin, Député puis Sénateur, Président du Conseil Régional (ne l'est plus), maire de Marseille, Président de la communauté de communes et celles de son rival Lucien Weygand, Président du Conseil Général Leur univers symbolique est conditionné par des stratégies de lutte et de « coopération » entre « entreprises politiques locales ». Un système de zonage en découle où les chances accumulées par les élus permettent une centralisation plus ou moins poussée pour accumuler des chances (cumul des postes, mandats électoraux, présidences d'institutions, agglomération de territoires politiques contigus sur la base d'alliances avec d'autres élus et gestion de réseaux politiques et sociaux grâce à des échanges de services et des rapports de clientèle).

La lutte territoriale qui s'engage ainsi entre groupements de communes, dessine la carte des différents territoires des élus dominants (zones d'influence) et permet de dresser un état des lieux des ressources des élus concurrents de chacune des zones. C'est le débat toujours récurrent de la reterritorialisation de l'action publique : elle insère les élus dans des systèmes de négociation et de coopération qui dépasse leur territoire électoral et les seuls enjeux de la compétition politique. Les élus des petites communes pauvres, quant à eux, exercent leur compétence sous une double pression : celle des administrations techniques (direction de l'équipement) et celle des élus des villes ou des métropoles. Le système de l'intercommunalité est loin de les favoriser. Ils sont obligés de se mettre au service des plus grands. Le déséquilibre est encore plus flagrant. La logique de regroupement montre en effet que parallèlement à l'attrait financier, il se perpétue des déséquilibres économiques, donc fiscaux entre communes. Les communes riches coopèrent entre elles et obligent de ce fait la constitution d'une intercommunalité des pauvres (cf. Maire de la Bouilladisse : « cinq communes pauvres ne font pas de la richesse »). La logique du regroupement intercommunal aboutit à un double isolement : celui des nantis et celui des pauvres. La hiérarchisation entre élus, c'est-à-dire la logique de subordination des petits aux plus grands élus, conduit à l'isolement des territoires intercommunaux, soit au profit des grands élus, soit par regroupement des communes riches, soit par alliance entre plus petits qui « partagent leur pauvreté ». Ainsi le découpage territorial ne correspond pas toujours à « l'idéal de la péréquation des richesses et des disponibilité de l'action publique invoqués par la politique institutionnelle de coopération intercommunale ». Le territoire construit par les élus est découpé en fonction, à la fois des contraintes techniques (ramassage et traitement des déchets), financières (fiscales), économiques et géographiques obligeant les collectivités à se regrouper, en fonction des enjeux de la compétition politique locale : c'est le type même « d'une géographie de la légitimité », qui ne correspond pas aux territoires électifs (circonscription, canton, communes) mais qui permet aux élus de chercher à accumuler des ressources pour renforcer leur autorité sur leur territoire électif initial. Au total on peut dire que l'organisation rationnelle de l'espace imaginée au départ ne correspond pas à l'architecture construite à la longue, par la compétition et les luttes politiques locales dessinant des sous-ensembles qui entrent dans les aires d'influence des principales entreprises politiques locales. S'il y a une démarche globale d'aménagement, elle doit tenir compte du processus de balkanisation des stratégies et des politiques.

Les territoires sont donc marqués au départ sous le sceau des inégalités :

- inégalités de ressources, à tous les sens du terme, y compris politiques et administratifs avec les grands élus (multiplicité de mandats et de titres), économiques, fiscales…
- Inégalités de projets : les communes pauvres s'installent dans un processus cumulatif de pauvreté : n'ayant pas de ressources suffisantes, elles ne peuvent accéder au crédit bancaire…
- Inégalités sociales : les inégalités de toutes natures se transforment en inégalités sociales qui « plombent » les perspectives de développement.

On n'en est plus dans la perspective fonctionnelle de la politique de l'aménagement du territoire qui, à partir de la diversité territoriale, fait jouer de la discrimination positive pour rétablir l'égalité des chances. Dès lors que la diversité est inégalité territoriale, elle compromet durablement toute politique de rétablissement de l'égalité des chances et s'oppose à la démocratie politique, sociale et territoriale. La loi du 04/02/1995, modifiée (Voynet), souligne bien à cet égard que la politique d'aménagement du territoire « met en œuvre les dispositions permettant de corriger les inégalités en compensant les handicaps liés à la situation géographique » et non plus seulement économique et sociale. C'est à partir de la correction des inégalités qu'est admise la possibilité de « moduler les charges imposées aux citoyens ».

L'identité de ces espaces en difficultés a tendance à s'allonger : littoral, montagne, banlieues, quartiers difficiles, marges délaissées de l'Ile de France : un tel contexte (marges périphériques) est propice à l'expression des particularismes, traduits en handicaps, en inégalités, car souvent il s'agit de « territoires dérobés à la vue ». En tout état de cause la dimension territoriale devient une dimension essentielle de la décision politique.
Reste le territoire écologique. Il parcourt l'ensemble des territoires, comme en surimpression, sur les plans du développement économique et social, local, inscrit dans la logique de la reterritorialisation de l'action publique. Il s'agit de définir un modèle optimal de croissance localisée devant beaucoup à une politique publique de développement durable. Mais le territoire écologique nous renseigne sur la nature des inégalités et de leur traitement, c'est-à-dire sur la relation environnement et droits de l'homme, identifiée sur le territoire littoral : l'écologie joue le rôle pédagogique de l'identité des inégalités. A cet égard et suivant les travaux des juristes (« *Environnement et renouveau des droits de l'homme* », Actes du colloque de Boulogne-sur-Mer. La Documentation française 2006), une véritable conscience s'est aiguisée autour de l'exigence de la qualité de l'environnement, qui tend à devenir le cadre et la justification de la reconnaissance et de la garantie des droits de l'homme. La dimension écologique découle ainsi de la vulnérabilité des territoires et des multiples inégalités qui les caractérisent, comme souligné précédemment : inégalités entre élus et populations, inégalités entre sous ensembles territoriaux, inégalités d'accès à l'environnement. Plus systématiquement les inégalités entre collectivités territoriales sont ici la conséquence des inégalités sociales. Mais l'environnement est devenu aussi un facteur de ségrégation sociale, dans la mesure même où l'écologie est une composante de l'ordre social qui tend à promouvoir une harmonie sociale et révèle la quête d'un bien être en société (désir de mieux vivre). L'idée de bien être en société que cherche à promouvoir l'ordre public, recèle une idée de la prospérité économique et de la qualité de la vie. A cet égard quatre composantes de l'ordre public s'y rattachent ; la qualité de l'environnement, l'organisation des loisirs, la santé publique et la protection sociale. L'ordre public écologique met en valeur deux composantes : la diversité du patrimoine et les équilibres biologiques (loi Barnier du 02/02/1995). Par extension, les équilibres du milieu naturel constituent des intérêts fondamentaux de la Nation (charte constitutionnelle de l'environnement). Le droit à un environnement équilibré est garanti par la Constitution. Il est d'ordre public et garanti également au niveau communautaire (article2 traité CE) « la communauté a pour mission de promouvoir notamment un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement » (cf. charte de l'environnement : « l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains », formulation à rapprocher de celle du territoire

2.1.2 Le territoire vu par les géographes

Rédaction : Valérie Morel, Vincent Houillon, Didier Paris, Philippe Deboudt

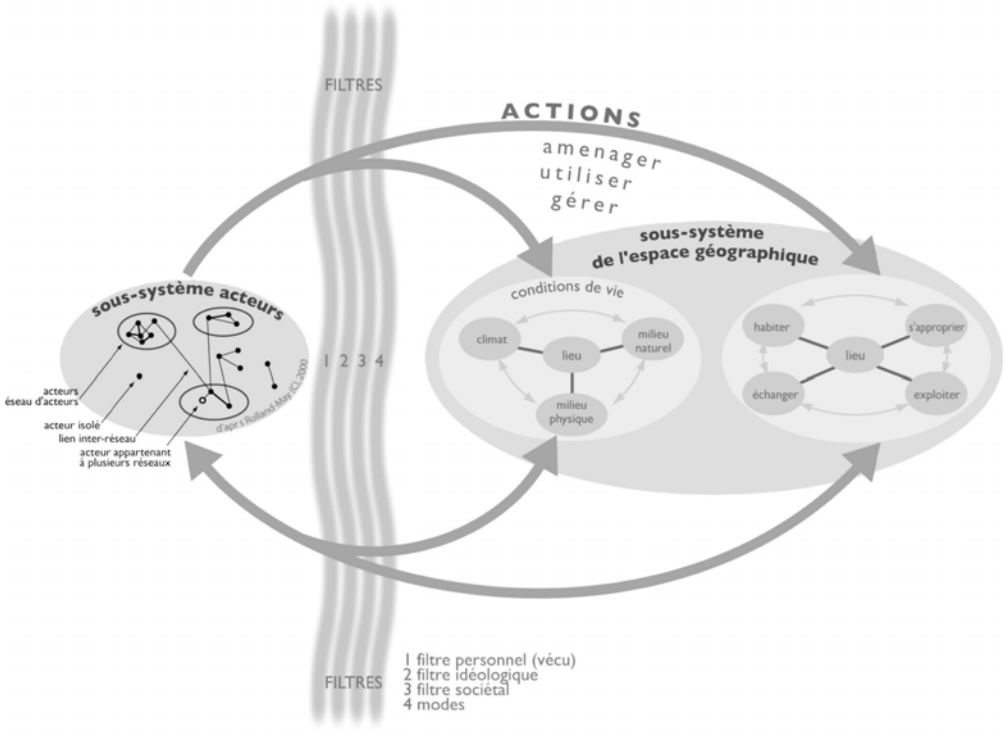
Les travaux de A. Bailly, R. Ferras et D. Pumain, (1995), de R. Brunet, R. Ferras, H. Théry (1998) et de J. Lévy et M. Lussault (2003) font apparaître dans leur analyse qu'un territoire est un espace approprié, dénommé, délimité, identitaire ; qu'il s'agit d'une surface ou maille gérée soumise à l'exercice d'un pouvoir, d'une administration. Un territoire est une surface sur laquelle un pouvoir applique une politique donnée. Le territoire est en quelque sorte une maille construite autour des caractères suivants :

- un espace localisé aux contours mobiles et perméables à l'extérieur ;
- l'unité de gestion qu'il constitue ;
- les logiques d'appartenance à une même entité exprimée par les acteurs qui y vivent et qui l'utilisent.

Les échelles géographiques du territoire peuvent être bien différentes. Y. Jean (Lire les territoires, 2002, p. 10) souligne l'omniprésence du terme dans la vie quotidienne : « Dans le langage commun, tout devient territoire, les politiques publiques qui ont le leur comme les minorités ethniques, les différentes espèces animales comme les tribus en Afrique ou à l'Assemblée, les universitaires comme les élus… ». Depuis quelques années, le territoire est devenu un concept géographique tendant à exprimer plus fortement que l'espace le rapport qu'entretiennent les hommes avec celui-ci. Selon Y. Jean, « ce retour du territoire, du local, s'inscrit dans un contexte économique et idéologique caractérisé par un phénomène de mondialisation ». A « la déterritorialisation accentuée de la production, des échanges, des concentrations industrielles et financières, de la circulation accélérée des idées, des capitaux, des marchandises, des hommes » s'oppose « une volonté individuelle d'ancrage, d'identité, d'un besoin de territoire, d'être de quelque part ». Pour les géographes (Y. Jean, 2002), le territoire peut être défini comme :
- « un espace géographique qui regroupe en un tout un système de production, des réseaux proches ou qui ne sont pas présents physiquement sur l'espace local » (lien favorisé par les technologies de l'information et de la communication) ;
- « une construction d'acteurs » ;
- « un espace réel et rêvé » ;
- « des signes, des symboles, des images inscrits dans le temps ».

G. Di Méo propose de développer une analyse territoriale « s'engageant dans déchiffrement croisé de deux logiques. L'une s'attache aux territoires des institutions et du pouvoir, expressions d'une volonté politique agissant elle-même comme un facteur d'objectivation et d'imposition de formes, de structures à caractère géographique. L'autre, partant au contraire des personnes, décrit les espaces de vie et les espaces vécus ». Dans un pays comme la France où la décentralisation tardive, lente et inachevée progresse en même temps que s'exercent les effets de la mondialisation–globalisation et de la construction européenne, l'intense production de nouveaux territoires politiques et administratifs nécessite une réflexion approfondie sur leurs rapports avec les espaces de vie. » Pour promouvoir la formation d'une nouvelle citoyenneté, « il importe de rapprocher les territoires (constructions politiques) et les territorialités (rapports individuels et collectifs à l'espace signifié, territorialisé), ou tout au moins de les rendre compatibles ». Espace et territoire conduisent donc, actuellement, les géographes à revisiter les concepts de discontinuité, limite et frontière.

Le territoire est un système complexe dont la dynamique résulte de la boucle de rétroaction entre un ensemble d'acteurs et l'espace géographique qu'ils utilisent aménagent et gèrent. Cette définition s'appuie en fait sur la mise en relation de trois sous-systèmes clairement définis (Moine, 2005[26]) :



(Source

– les acteurs en interrelation qui vont permettre, soit dans un espace donné, soit par rapport à une problématique donnée, de comprendre en partie les raisons des équilibres en présence qui déterminent une stabilité dynamique du territoire ;
– l'espace géographique, espace aménagé par les acteurs, en fonction du géosystème, présentant de multiples objets en interaction et que l'on peut désagréger en trois sous-systèmes :

- le géosystème ou milieu géographique au sein duquel évoluent les acteurs, on parlera des contraintes ou aménités naturelles qui entrent en interaction avec les acteurs et influencent l'organisation de l'espace géographique ;
- l'espace anthropisé constitué par l'ensemble des objets anthropiques (réseaux, constructions, hommes, etc.) répartis au sein du géosystème ;
- l'espace social, celui des rapports sociaux qui recèle « l'ensemble des interrelations sociales spatialisées » (Frémont *et al.*, 1984)[27], entre les individus, les groupes et en étroite relation avec l'espace politique et institutionnalisé ;

- l'espace politique et institutionnalisé au sein duquel sont formalisées les multiples relations entre les acteurs. Il s'agit d'une portion d'espace régi par la reconnaissance de règles communes.

– les systèmes de représentation, qui se fondent sur l'interconnexion entre trois types de filtres : individuel, sociétal (valeur) et idéologique (théorie, modèle), qui forgent à la fois la connaissance et la conception qu'ont les acteurs du monde qui les entoure (Callon et Latour, 1990[28]).

[26] Moine A., 2005, Le territoire comme un système complexe. Des outils pour l'aménagement et la géographie, Rencontres de Théo Kant, 11 p.
[27] Frémont A., Chevalier J., Herin R., Renard J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Ed. Masson, 381 p.
[28] Callon M., Latour B., 1990, *La science telle qu'elle se fait*, Paris, Ed. La Découverte, 390 p

Que peut dire le géographe du territoire littoral ?

Le territoire littoral doit être appréhendé comme un système qui renvoie à la nature comme aux pratiques sociales. Il va de soit qu'aucun système littoral n'est purement littoral, et coupé de toute influence en provenance d'aires lointaines, vraiment terrestres ou vraiment marine. Pour J.-P Corlay (1995), le littoral doit être appréhendé comme un système aux éléments multiples, dont les deux composantes principales sont d'une part, l'écosystème, c'est-à-dire un milieu aux potentialités diverses et aux contraintes très fortes et, d'autre part, le socio-système combinaisons de facteurs qui relèvent de la société. La dynamique du système résulte d'interactions complexes entre la dynamique naturelle et la dynamique sociale. Le centre du système est constitué par les acteurs sociaux développant, à terre ou en mer, des pratiques dessinant des itinéraires et des territoires en fonction de projets et de stratégies spatiales qui s'appuient sur des représentations et s'inscrivent dans un cadre juridique, le droit du littoral. Le littoral peut ainsi être appréhendé comme un « éco-sociosystème ». Les géographes ne proposent pas de limites figées car le littoral est, par sa nature même, un espace dynamique et mobile. L'extension du territoire littoral dépend directement de la problématique à traiter. Il convient donc de travailler, en privilégiant une approche systémique, sur des « unités géographiques fonctionnelles appartenant à des sous-systèmes naturels et/ou anthropiques » (UNESCO, 1997). Pour le géographe, d'une part il n'existe pas de définition unique du territoire littoral et d'autre part, à chaque sens une délimitation géographique du littoral est associée. Cette variété de sens est étroitement liée aux relations entre nature et société qui se sont opérées au fil du temps et qui s'opèrent encore aujourd'hui sur ce territoire.

2.1.3 Le territoire vu par les écologues : « Prolégomène » pour une définition du territoire naturalistique

Rédaction : Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini, Jean-Claude Dauvin

Comment peut-on définir le territoire du point de vue de l'écologue ? Ramade (2002) en donne cette définition : « espace que s'approprie un individu, un couple ou un petit groupe, généralement familial, d'une espèce animale donnée, afin d'y nidifier et (ou) de s'assurer l'exclusivité des ressources alimentaires possibles. La taille et la forme du territoire varient de façon considérable dans le règne animal (....). La forme et la surface du territoire sont aussi déterminée par la topographie du lieu et conditionnées par divers facteurs écologiques ». Cette définition qu'on pourrait presque qualifier d'autoécologique du territoire doit être élargie lorsqu'on prend en compte de manière systémique et non plus une ou un groupe d'une espèce, mais l'ensemble d'une communauté d'espèces interactives (peuplement, biocénose, habitat dans le sens de NATURA 2000 ; Dauvin *et al.*, sous presse b). La définition de territoire devient alors l'espace occupé par un ou plusieurs habitats voir d'un ou plusieurs écosystèmes. Actuellement, dans la nouvelle approche GIZC, l'écologue aura tendance à considérer que le territoire consiste en un espace possédant une cohérence naturalistique ou paysagère que l'on va tendre à préserver à la faveur d'une gouvernance appropriée dans une optique de gestion raisonnée et concertée. Il intègre à la fois une partie continentale et une partie marine base de la notion d'interface, écotone ou écocline que revêt le littoral ou les mers côtières au sens d'une approche écosystèmique. Le territoire, du point de vue écologique, n'est pas considéré comme un simple support des activités humaines. Sa valeur intrinsèque ainsi que la valeur de sa protection et de sa reconstruction commencent à être prise en compte lors de la mise en place de sa gestion et de sa gouvernance. Ne peut-on point se référer au tout récent « Manifeste pour les villes' de l'Ordre des Architectes (Le Monde, 14 février 2008) qui va jusqu'à proclamer : « Sanctuarisons les espaces naturels existant entre les zones urbanisés pour protéger les agglomérations ».

Cette définition du « territoire » a donc une portée générale, indépendante de sa localisation géographique et de la nature physique de l'environnement occupé : terrestre, aquatique, maritime. Il convient donc maintenant de nous concentrer sur ce que l'écologue entend comme littoral, ou plutôt comme territoire littoral.

Pour le naturaliste, et tout particulièrement pour l'écologiste marin, s'intéressant au 'littoral' en tant que territoire, interface écosystèmique, deux notions demeurent fondamentales :

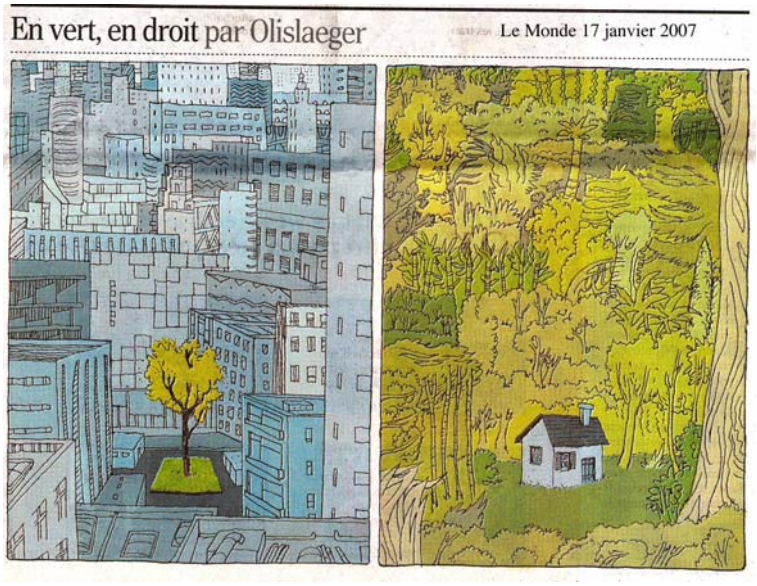
- le territoire littoral prend en compte la partie terrestre et la partie marine, sans distinction ;
- le territoire littoral ne peut s'appuyer sur une quelconque limite de type administratif et ce, quel qu'en soit le niveau, local, national ou international. Il peut être de dimension très variable en fonction des structures, des mécanismes ou des processus considérés. Par exemple, pour comprendre l'eutrophisation des mers côtières il faudra tenir compte de l'ensemble des apports continentaux de sels nutritifs notamment des nitrates qui en sont la cause et considérer une large échelle de l'ensemble du bassin versant à un bassin maritime. A une plus grande échelle, la compréhension des flux migratoires des espèces d'oiseaux d'eau (ou de mer) s'étend sur des milliers de km et peut intéresser tout un hémisphère. Si on étudie la diversité de la macrofaune adulte d'un banc de maërl, l'espace occupé par cet habitat pourra être suffisant. En revanche, si on étudie le processus de recrutement d'une espèce benthique à larve planctonique, la source des larves peut provenir de plusieurs dizaines de kilomètres.

Comme, il vient d'être montré, les limites de ce territoire littoral seront à rechercher dans le cadre imposé d'un milieu naturel, anthropisé ou non, dont les limites pourront évoluer largement en fonction de la dimension du champ d'étude envisagé ou imposé. Ces évidences paraissent tellement 'évidentes' à l'écologiste marin, qu'il négligera trop souvent de les rappeler, de les souligner. Il pourra en résulter des controverses bien inutiles lorsqu'il aura à se confronter à d'autres spécialistes du (d'autres) littoral. Comme le rappellent Bellan *et al*. (2002), « un biologiste marin, tout comme un géographe, ne saurait confiner la notion de littoral aux seuls niveaux superficiels du domaine marin susceptible d'être émergés ou, *a contrario*, soumis à des phénomènes d'humectation par l'eau de mer ». L'écologiste a une approche beaucoup plus large de la notion de « littoral » et, par là même, de ce que peut être un territoire littoral. Cette approche vaut bien entendu pour le versant « mer » trop souvent négligé. Terrasson (2006) souligne le « déséquilibre entre l'attention portée aux deux cotés de la limite (la mer d'une part et la terre de l'autre) ». En France, la vision polarisée 'terrestre' tend à négliger les spécificités de l'espace marin notamment dans la mise en place de politiques publiques.

Nous nous rapporterons, pour expliciter le sens que nous souhaitons donner à cette notion de territoire littoral à Bellan *et al.* (2002) traitant de la notion de littoral vue par le naturaliste ainsi que des interrelations avec les approches d'autres discipline issues des Sciences Humaines au sens large (Bellan, 2002 ; Dauvin, 2002). L'espace marin est à trois dimensions. Une de ces dimensions tient au fait que la mer est un espace quasi continu dont les limites naturelles sont liées à des facteurs abiotiques (profondeur, température, salinité…) qui conditionnent la structuration du territoire en en habitats et écosystèmes. Ces écosystèmes peuvent être contigus ou emboîtés. Le domaine terrestre se structure par le biais de limites naturelles qui à l'instar des montagnes, des fleuves, par exemple, créent de véritables frontières, souvent infranchissables aux espèces limitant ainsi des écosystèmes particuliers, frontières qui sont souvent confirmées par les frontières administratives précédemment évoquées. Mais il se pose la question qui d'ailleurs à fait l'objet d'un colloque « Peut-on Zoner la Nature ? »' au Muséum National d'Histoire Naturelle organisé par Hervé Maurin et Dominique Richard du Service du Patrimoine Naturel. Si cette difficulté est posée pour le domaine terrestre, elle est largement plus complexe en mer. En effet, le domaine marin est rarement limité de cette manière. Même s'il restreint les échanges entre deux mers (ou océans) un détroit, un archipel, un seuil n'empêcheront pas drastiquement les échanges. Ceci étant particulièrement valable dans le cas des espaces littoraux qui nous intéressent plus spécifiquement dans le cas de figure auquel nous nous attachons.

Il est intéressant de noter que cela vaut tout aussi bien pour la partie marine que pour la partie terrestre de « notre » littoral. Le territoire littoral concerne donc une interface que les géographes, géologues ou paléographes appellent souvent « marges littorales ». En écologie ces zones d'interface ou de transition se réfèrent à deux notions : celle d'écotone et d'écocline. Un écotone correspond à une zone de changement relativement rapide, c'est-à-dire une zone écologique restreinte située entre deux communautés distinctes. Les écotones sont fortement dynamiques et habituellement instables. Une écocline est une zone de changement graduel entre deux zones contenant des communautés relativement hétérogènes qui sont écologiquement plus stables que les écotones. C'est une zone frontière montrant un changement progressif entre deux écosystèmes en réponse à la variation progressive d'au moins un facteur environnemental majeur. L'exemple type d'une écocline est l'estuaire où est observée une double écocline en fonction de la salinité : accroissement progressif de la salinité du fleuve à la mer et disparition concomitante de la faune dulcicole au fur et à mesure que la salinité augmente et décroissance progressive de la salinité de la mer aux eaux douces du fleuve et disparition progressive des espèces marines au fur et à mesure que la salinité décroît. Ce double gradient se traduit par l'existence d'une zone de salinité réduite, dite zone oligohaline (0,5-5,0), où le nombre d'espèces est faible. En fait, seules les espèces adaptées physiologiquement à de faibles salinités conjointement à une forte variabilité peuvent subsister dans cette zone aux conditions écologiques extrêmement stressantes.

En résumé, que pourrait être pour un écologiste un territoire littoral ? Un espace géographique correspondant, de fait, au sujet d'étude choisi ou imposé, pour autant qu'il s'inscrive dans une approche systémique (un ou plusieurs écosystèmes contigus ou emboîtés, comme nous l'avons vu). Ce pourrait être une baie et ses rivages, un bassin maritime, un archipel, un bassin versant et son prolongement en mer, coïncidant ou non à un territoire administratif. Dans ce dernier cas, le territoire « naturalistique » à de bonnes chances de ne point s'inscrire strictement à l'intérieur du territoire administratif et d'en épouser exactement les limites, il devra le déborder, tant du côté mer que du côté terre pour conserver sa pertinence propre et ainsi permettre de jouer pleinement son rôle dans la prise en compte globale de l'espace géographique en question. C'est très exactement le problème qui s'est posé tout récemment lorsqu'il a fallu proposer différents scenarii d'extension de la territorialité d'un Parc National terrestre et marin de 'nouvelle génération' provisoirement dénommé Parc National des Calanques de Marseille et Cassis (Delanoe *et al.,* 2008). Il se pose donc indubitablement à toute définition de territoire : l'échelle d'observation à considérer et les interactions existant entre différents écosystèmes en fonction du sujet abordé et enfin la nécessité d'appréhender l'étude d'un territoire à une échelle demeurant compatible avec les connaissances acquises et les capacités d'en acquérir de nouvelles.



2.1.4 Le territoire vu par les économistes

Rédaction : Jérôme Longuépée

L'économie régionale s'est assez tardivement penchée sur la notion de territoire et pour cause : l'économie s'est d'abord intéressée à l'espace en tant que simple support des activités avant de le considérer d'une manière plus personnifiée, active pourrions-nous dire.
Nous pouvons, à l'instar de Guigou (1982) retracer plusieurs conceptions de l'espace-territoire allant d'une vision naturaliste (partagée par Marx et Ricardo) selon lesquels la terre est une ressource naturelle et donc spécifique ; jusqu'à une appréhension capitaliste, néo-classique, qui considère la terre comme un bien ordinaire, dénué de caractère particulier. Par ailleurs, Huriot (1988) rappelle que le sol, ressource rare, possède une dimension à la fois naturelle et humaine. La dimension naturelle renvoie à la terre dont les qualités intrinsèques apparaissent comme des dons de la nature[29], tandis que la dimension humaine nous invite à considérer le sol comme une surface, un plan sur lequel se développe l'ensemble de l'activité anthropique.

Deux acceptions peuvent être retenues selon que l'on considère le territoire comme un simple support des activités humaines ou au contraire comme une entité agissante.

Le territoire espace support

Une première approche consiste à considérer que le territoire représente un plan sur lequel se manifesteraient indépendamment de celui-ci les activités économiques, les aménités environnementales, etc. L'espace est considéré alors comme "*le support d'activités économiques qui utilisent le sol comme facteur de production ou de consommation*" (Normandin, Cavailhès, 1996). Dans une conception où l'espace est considéré comme une surface consommable orientée par un ou plusieurs centres (Rallet, Torre, 1995), les activités humaines tendent à se localiser sur un espace sur lequel les agents économiques sont susceptibles de pouvoir bénéficier de ressources et d'aménités : l'espace est alors un espace-support, entité exogène, de quantité et de qualité données.
L'espace-support revêt donc deux caractéristiques principales.

[29] Pouvant par ailleurs faire l'objet d'améliorations par le travail de l'homme.

Primo, il constitue la base matérielle sur laquelle l'activité économique se développe, sans pour autant que cette base ne soit valorisée *per se*. La localisation des activités sur l'espace-support est donc conditionnée par la présence ou la proximité de ressources environnementales, de capital artificiel ou humain. La valeur de l'espace est constituée par la valeur de son contenu, et l'avantage comparatif d'un espace par rapport à d'autres se mesure en termes de dotation en contenus ou de distance à la ressource.
Secundo, l'espace-support, n'étant pas "*valorisable*" (ou du moins valorisé) pour lui-même, il constitue parallèlement un espace-exutoire de l'activité anthropique qui s'y développe. Cet espace est le réceptacle de déchets issus des productions humaines : espace bidimensionnel (sol) ou tridimensionnel (atmosphère, eau, sous-sol)..
L'espace-support, entendu comme espace-véhicule d'externalités, d'aménités ou de ressources apparaît ainsi comme un espace-quantité (par opposition à un espace-qualité). Il n'en demeure pas moins que ce dernier peut néanmoins subir des dégradations, notamment en termes de disponibilité par le biais d'un effet de congestion : c'est l'espace-rareté qu'évoque Lacour (1994) pour lequel les usages peuvent être réglementés selon son degré d'abondance, traduit notamment par le biais du signal prix.
Mais les ressources naturelles, comme les autres, ne sont pas distribuées de manière identique sur l'ensemble de l'espace. Ainsi, si certaines ressources environnementales locales sont propres à certains territoires, elles peuvent contribuer à différencier ces derniers, c'est-à-dire définir certains espaces par rapports à d'autres : la dotation en actifs environnementaux est un moteur de différenciation territoriale. L'état d'intégrité des ressources naturelles (la qualité des milieux par exemple), peut donc contribuer à étendre la différenciation entre les espaces et définir *in fine* la qualité et l'attractivité des territoires. En outre, la *quantité* des ressources locales, la *qualité* des ressources à la fois territoriales et globales fondent les dotations spécifiques des territoires en ressources environnementales et donc potentiellement l'attractivité des territoires.

L'espace, bien économique, facteur de production

Considérer l'espace comme un bien économique à part entière peut constituer une caractérisation alternative du lien entre espace et ressource environnementale. L'espace devient alors facteur de production ou de consommation, pouvant être différencié qualitativement, non seulement à partir de différentiels de fertilité ou de localisation par rapport aux ressources, mais plus généralement par une hétérogénéité eu égard au contenu qualitatif qu'il referme. S'il reste vrai que le territoire représente un espace-support, il n'est plus cette entité exogène sur laquelle l'homme ne peut influer : quantitativement, dans la mesure où certains usages du sol (habitat, culture hors-sol, etc.) évoluent sur un espace de plus en plus tridimensionnel ; et qualitativement puisque son contenu peut varier *de facto*, naturellement pourrait-on dire, par le biais des dotations en actifs environnementaux localisés, ou encore selon le mode d'exploitation mis en œuvre sur le territoire.
L'espace apparaît comme un facteur de production d'externalités et d'aménités environnementales, davantage qu'un simple support de ressources se développant indépendamment de celui-ci.
Ainsi, à l'espace-quantité se substituerait partiellement un espace-qualité où la disponibilité d'actifs constitue comme pour l'espace-quantité un critère de localisation, mais plus encore, qui serait à la fois différentiable intrinsèquement et du ressort des acteurs locaux, nationaux : l'espace n'est plus ici une entité exogène, statique mais un plan construit, endogénéisé, aménagé et dynamique, théâtre d'arbitrages entre usages, théâtre d'arbitrage entre projets. L'espace doit alors être considéré comme milieu naturel façonné au cours des siècles. « *Construit par le temps, l'espace naturel va revêtir une forme particulière suscitée par les structures politiques, économiques et sociales antérieures* » (Thireau, 1993).
Il ressort que la caractérisation de l'espace peut s'effectuer soit par le biais des dotations en ressources, soit par rapport aux usages qui en sont faits, ou enfin eu égard aux potentialités offertes à la suite d'aménagements.

Actifs spécifiques et territoires

A une vision de l'espace soutenue par les théories de la localisation, se cumule dorénavant, notamment par le biais de la science régionale, une interprétation beaucoup plus dynamique de l'espace : ce dernier n'est plus un plan statique sur lequel les agent opèrent des arbitrage au gré des ressources qu'il renferme, mais une entité mouvante, subissant crises et périodes de prospérités, habité d'une « *tectonique* » (Lacour, 1996) à travers les actions individuelles et collectives, inscrites dans l'histoire. Le territoire n'est plus considéré comme un bien de consommation ni même un facteur de production normal, il est davantage une entité vivante, dynamique, et pour cause : aujourd'hui, aux stratégies d'entreprises, se sont superposées les stratégies territoriales, où les territoires, nouveaux acteurs économiques à part entière, personnifiés à travers leurs institutions, détiennent un rôle d'offreur de site, cherchent à attirer les activités, les hommes, promeuvent le développement local. Plus qu'un rôle, cette dynamique s'apparente même à un impératif : "*les collectivités locales se sentent de plus en plus investies d'une responsabilité de croissance économique*" (Colletis *et al*., 1999).
Admettre que la dotation en ressources peut aider à la caractérisation des territoires et influencer leur évolution constitue une vision juste mais assez incomplète de la dynamique territoriale. Comme le rappellent Cavailhès et Jayet (1996), "*les dotations en facteurs de production sont l'élément traditionnel sur lequel on fonde les spécialisations régionales selon les avantages comparatifs*". Cependant, il conviendrait de rechercher les déterminants desquels découlent, *in fine*, les dotations, c'est-à-dire de répondre à la question de savoir comment ont été construites, façonnées, ces dotations (et par qui) qui représenteront à terme des facteurs d'attractivité propres à certains territoires, des avantages construits. Colletis *et al*. (1999) s'étonnent de ce point de vue de ce désintérêt relatif des économistes à "*la compréhension des dynamiques internes de construction des avantages construits*", même si la science régionale a assez tôt comblé cette lacune laissée par la théorie de la localisation : "*l'espace est un construit et non pas une simple donnée d'essence géographique (…). Les équipements, le type d'habitat qu'il abrite, la qualité de son environnement, son degré d'urbanisation, sa population, ses activités sont autant de caractéristiques nées, parfois, dans le passé lointain et qui contribuent à identifier l'espace*" (Thireau, 1993).

Deux idées principales méritent d'être soulignées :

Premièrement, la caractérisation et le type de dynamique des territoires sont en grande partie conditionnés dans un premier temps par leurs dotations respectives en ressources environnementales qui fonderont la différenciation entre espaces.
Deuxièmement, la dotation en ressources représente à plus long terme un *avantage construit*, en ce sens qu'elle résulte de choix politiques et économiques quant aux usages et aux modes d'exploitation mis en œuvre sur le territoire. Ce n'est donc pas uniquement la dotation en ressources qui conditionne la dynamique territoriale, mais également les décisions économiques quant aux usages qui en seront faits, dont les aspects d'externalités ne sont d'ailleurs pas exempts.

Qu'est-ce que le territoire en définitive ?

Colletis-Wahl avance l'idée selon laquelle l'intérêt des territoires est de mettre à disposition des agents et des ressources hors marché, sachant que le lien existant entre agents et territoires est dynamique, « *fait de rapports directs et de rétroactions* » (1995, 806). Cependant, il convient de souligner que ces rapports directs peuvent s'avérer soit mutuellement bénéfiques pour le territoire et les entreprises comme le souligne l'auteur, soit au contraire s'avérer préjudiciables pour le territoire à long terme, comme l'illustre l'exemple du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais et les effets négatifs et d'irréversibilité qu'a engendré la mono activité industrielle d'extraction de la houille (Letombe, Zuindeau, 2001).

Plusieurs auteurs différencient la notion de territoire de celle d'espace, en ce que la première représente « *un espace géographique de taille variable (…) non seulement lieu de politiques publiques (…) mais aussi un espace producteur d'externalités complexes* » (Colletis, Pecqueur, 1993). En outre, « *le territoire se différencie de l'espace en ce sens qu'il offre des potentialités d'ancrage aux entreprises qui diffèrent de celles qui peuvent être trouvées sur un marché au sens strict* » (Colletis-Wahl, 1995, 896)[30]. Selon le même auteur, c'est ici que réside la principale différence entre espace et territoire : dans le premier, le lien avec les entreprises apparaît unilatéral, ces dernières puisant les ressources sur l'espace, puis se délocalisant une fois ces dernières épuisées. A l'opposé, le lien entre entreprises et territoires s'avère plus complexe, reposant sur une dynamique d'échange, c'est-à-dire une relation de réciprocité, fondée sur le long terme. De ce fait, « *pour une organisation territorialisée, le rôle de l'espace cesse d'être extérieur, tout ou partie du capital formel*[31] *étant intransportable. Biens physiques et biens formels sont alors intimement liés, qu'ils soient ou non attribuables à des legs historiques : structures paysagères et types d'habitat, formes urbaines, etc.* » (Jayet, 1996).

D'une certaine manière, nous assistons à une sorte de mutation du rôle, une quasi-personnification de l'espace, ou plus exactement son institutionnalisation : « *l'espace n'est pas seulement un cadre de localisation des agents économiques, c'est aussi le cadre d'émergence d'un acteur économique particulier (…) : le territoire* » (Rallet, Torre, 1995). En tant qu'acteur économique, son objectif est de favoriser son attractivité par rapport à des territoires concurrents, notamment par le biais d'une offre de biens publics locaux (Tiebout, 1956) ou de sites au sens de Jayet (1993 ; 1995).

Ce dernier définit le site comme *un "terrain, caractérisé par ses attributs physiques et plus encore par l'ensemble des biens et services accessibles à un agent qui choisirait de s'y localiser*" (Jayet, 1993, 68). Cependant, tous les auteurs ne s'accordent pas pour caractériser le territoire comme un agent offreur de site à part entière. Jayet lui-même nous met en garde contre la tentation de faire du territoire "*un agent individuel, avec un objectif global et des contraintes globales qui lui sont propres*" (1993,70).

Au contraire, le territoire apparaît davantage comme une organisation territoriale, où les usagers participent eux-mêmes à la production de ressources et d'externalités, à la conservation des actifs environnementaux générateurs d'aménités, à l'élaboration du site.

Il convient dès lors de rechercher précisément les modalités par lesquelles les agents économiques peuvent être, par le biais de comportements, d'institutions spécifiques et de cadres sémantiques communs ou au contraire antagonistes, des *bâtisseurs de territoires*.

La construction territoriale et la mise en valeur des actifs et ressources relèvent de formes originales de coordination entre acteurs : il n'est en l'occurrence plus question de considérer un marché de localisation à l'image d'un marché de produit. Il semblerait au contraire que sous certaines conditions, le marché de localisation soit doublé d'un marché de participation : « *derrière le concept d'organisation territoriale, il y a l'idée de la participation des usagers eux-mêmes à la production du capital organisationnel* » (Jayet, 1993, 71). L'idée d'une participation fondant l'organisation et donc la construction territoriale se retrouve chez de nombreux auteurs, notamment dans le concept d'*intermédiation territoriale* de Lacour. Selon ce dernier, « *les territoires servent d'intermédiation, de révélation, de concrétisation à des comportements, des processus d'acteurs* » (1996, 34-35). Cette intermédiation engendre une identification, un sentiment d'appartenance pouvant avoir plusieurs origines : sociale, familiale, religieuse, historique, appartenance à des préoccupations semblables, etc.

---

[30] On retrouve également ce lien entre territoire et potentialité chez Lacour (1996) lorsqu'il définit le territoire comme "*un espace qui (…) peut réaliser une intermédiation multiple "globale", entre de multiples trajectoires possibles, sous l'effet de comportements d'acteurs variés et variables*".

[31] Le capital formel d'une organisation comprend l'ensemble des répartitions fonctionnelles et structures hiérarchiques, des procédures de délégation, de règles de procédures générales à l'ensemble de ses membres, des contrats passés entre ceux-ci, qu'ils soient implicites ou explicites (Jayet, 1996).

Il apparaît clairement que la coordination entre acteurs de laquelle émanera la construction territoriale (les facteurs agissants de Lacour, 1996) se nourrit largement de substrats plus ou moins intangibles, relevant davantage des institutions que de la simple coordination marchande, monétaire et instantanée.

Pour conclure, soulignons que dans une perspective économique, les dotations et usages en œuvre sur les territoires conditionnent pour une large part leur devenir et leur caractérisation. Par ailleurs, ressources et territoires s'avèrent des objets construits, au sens que les dotations actuelles sont le fruit d'aménagements et de réglementations des usages antérieurs. Ainsi "*le territoire est l'objet d'une création collective et constitue une ressource institutionnelle*" (Abdelmalki *et al*., 1996).

2.1.5 Le territoire vu par les sociologues

Rédaction : Valérie Deldrève

Le territoire est une notion née de l'éthologie, puis reprise par la socio-biologie « *pour émettre l'hypothèse que les êtres humains seraient, par nature, portés à s'approprier des territoires et à manifester du même coup un instinct d'agression (d'où certains développements sur le caractère inné de la propriété privée* » (A. Bourgeot, 1991). Développée par les géographes, elle a également intéressé très tôt les anthropologues qui ont montré que, par delà l'opposition entre sociétés sédentaires et nomades, « *le processus d'organisation territoriale doit s'analyser à deux niveaux distincts, reliés l'un à l'autre selon une logique qui appartient en propre à chaque société : celui de l'action des hommes sur les supports matériels de leur existence et celui des systèmes de représentation. Le territoire est à la fois objectivement organisé et culturellement inventé*. » (A. Bourgeot, 1991).
Cette double dimension du territoire imprègne également l'approche sociologique des rapports entre sphères publiques et privés (ou comment on se recrée un espace privé dans un espace public), et plus récemment des conflits d'usage. L'entrée par les usages montre les formes d'appropriation matérielle et symbolique d'un territoire, telles celles de la forêt (B. Kalaora, M. Dobré). Elle induit l'étude des phénomènes de coexistence et de concurrence, des conflits éventuels qu'elles génèrent et des modes de régulation de ces derniers. On citera, à titre d'exemple, les études de A. Torre sur les usages concurrentiels des espaces ruraux. Celui-ci développe alors certains concepts pour appréhender les « tensions « et « conflits » observés comme celui de la « multifonctionnalité d'un territoire » ou de la « proximité géographique organisée » (qui repose sur des logiques de similitude et d'appartenance), dite recherchée ou subie selon qu'elle correspond à un besoin ou à une contrainte.
Référée au littoral et à la mer, la notion de territoire est d'autant plus intéressante que ceux-ci sont inaliénables et, par la densité et la multiplicité croissante de leurs usages, (correspondant à autant de formes d'appropriation), fortement conflictuels. Le littoral recouvre, par ailleurs, un espace géographique, qu'on peut appeler territoire dès lors qu'il est approprié, extrêmement variable selon ces usages :
«*Espace physique indéterminé, mi-aquatique, mi-terrestre, entre deux, espace composite de différents milieux, il se prête mal aux catégories traditionnelles de représentation du territoire. Trait de côte, ligne de rivage pour les uns, bande ou frange pour les autres, le terme littoral recouvre des acceptations diverses qui prêtent à équivoque car des interprétations multiples sont possibles. Pour les gens de la côte, les marins, les pêcheurs, pour ceux de l'arrière-pays, les agriculteurs, les cueilleurs, pour les touristes, pour les artistes, le littoral recouvre des réalités distinctes : la falaise,, ou la dune ou l'embouchure. Chacun de ses termes désigne un espace matériel et géographique autant qu'imaginaire et symbolique ».*
Usages, modes d'organisation et représentations constituent ainsi trois dimensions sociologiques indissociables de la notion de territoire.

Au regard des spécificités disciplinaires, le territoire littoral apparaît avant tout un territoire complexe aux multiples facettes. Toujours est-il qu'au regard des disciplines, le territoire littoral n'a rien d'homogène ni de permanent par ce que l'interface terre-mer est d'abord dynamique.

2.2 Dynamiques des marges urbaines littorales et emboîtement d'échelles

2.2.1. Qu'est-ce qu'une marge ? Eléments de définition

Rédaction : Jérome Longuépée, Valérie Morel, Vincent Herbert, Catherine Meur-Férec

De la frontière à la marge

La frontière est un thème important de la géographie politique, et donc humaine, et les débats épistémologiques sur sa pertinence comme objet d'étude en géographie sont depuis longtemps terminés. C'est pourquoi on est un peu surpris que l'ouvrage de Gabriel Rougerie débute sur l'affirmation selon laquelle, depuis le milieu du XX^{e} siècle, les études explicites sur cette thématique ont disparu, « même si une certaine sensibilisation [perdure] » : en effet, depuis Michel Foucher et *Fronts et frontières* (1989), la thématique de l'étude de la frontière est de plus en plus développée en géographie. Quoi qu'il en soit, l'auteur se propose de s'appuyer sur cette idée de frontière, présentée comme une zone de transition et d'affrontement, pour transposer le concept au monde des milieux et des espaces physiques. Il suggère de retenir le concept de « marge » dans une acception très large, plus à même, selon lui, de rendre compte des phénomènes de juxtaposition des milieux que la notion de frontière, « limite pure et simple d'une entité ».
L'étude des marges ouvre un chapitre intéressant sur les fluctuations, spatiales et temporelles, des aires de peuplement des espèces. Les marges, en fonction de leur appellation, offrent des dynamiques différentes. Elles peuvent être interface ou écotone Alors que l'interface constitue une rupture nette, l'écotone consiste en un gradient menant d'un milieu à un autre Ce concept est particulièrement intéressant, car la plupart des milieux, abordés à petite échelle, présentent des transitions progressives qui peuvent s'échelonner sur des dizaines de kilomètres.

Dynamiques des marges urbaines

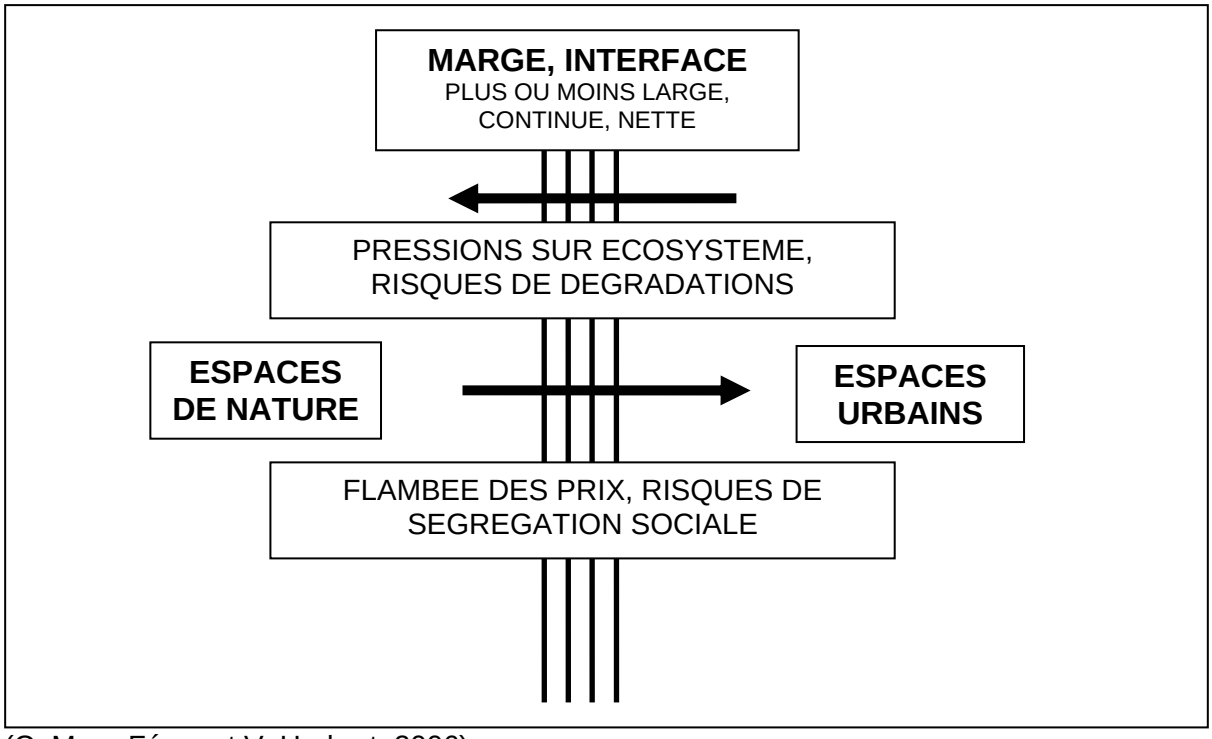
Les marges urbaines peuvent s'apparenter à des espaces que les villes gagnent sur leur environnement périphérique. On peut donc les considérer comme des zones périurbaines, résultant de la croissance urbaine (*urban sprawl*), en quelques sortes des zones tampon entre milieux urbains et naturels et/ou agricoles.
Les lois de décentralisation de 1983 ont donné aux décideurs locaux une maîtrise de l'affectation des sols de leurs communes. Les perspectives qu'a ouvert cette loi en termes de développement économique ont grandement contribué à encourager un phénomène déjà prégnant dans les années 1970 : la périurbanisation ou extension urbaine, en direction des zones préalablement orientées vers la vocation agricole ou d'élevage. Pour ces communes nouvellement investies par une destination résidentielle, urbaine, le cadre rural est un élément identitaire et un atout de développement (Serrano, 2005)[32]
L'extension urbaine, à l'origine de l'avancée des marges urbaines à l'intérieur de zones par définition non urbanisées, peut engendrer des modifications en termes d'occupation de sols largement reconnus.

[32] José Serrano, « quel équilibre entre urbanisation et préservation des espaces agricoles périurbains ? Le cas d'une agglomération moyenne », *Développement Durable et Territoire*, Dossier 4 : la ville et l'enjeu du Développement Durable.

Parmi ceux-ci nous pouvons citer la réduction des terres agricoles dans la mesure où ces dernières sont converties en zones urbanisables, ou encore la réduction des habitats naturels et la perte de biodiversité.

Outre ces modifications concernant l'occupation des sols, l'extension des marges urbaines engendre des phénomènes économiques, comme l'augmentation de la pression fiscale à l'échelle locale, induit par la nécessité de développer les services publics locaux et de raccorder les nouveaux venus aux réseaux publics d'adduction d'eau, d'électricité, de gaz et aux réseaux routiers. L'extension engendre également une augmentation de la pollution de l'air puisque les mouvements pendulaires domicile-travail s'allongent. D'un point de vue social également, l'étalement urbain va poser problème puisqu'il est souvent synonyme de ségrégation, gentrification et d'homogénéisation sociale…ainsi que d'inégalités devant l'accès aux ressources environnementales.

Sur les marges urbaines littorales, la proximité entre espaces urbanisés et espaces de nature, dont la mer, crée des interactions et engendre des influences réciproques. Cette *co-évolution reflète un mouvement trajectif perpétuel entre ville et nature (figure infra).*



(C. Meur-Férec et V. Herbert, 2006)

D'une part, la nature exerce des effets sur la ville. Cette thématique est bien connue et a été traitée sous l'angle des ségrégations selon les quartiers ou *gentrification* : la qualité environnementale (ici en termes de cadre de vie) va en effet modifier le profil physique, paysager, de la ville, ce qui affectera en retour les prix de marché et donc le profil social des quartiers. Cette question a été notamment traitée en économie par le biais de la méthode des prix hédoniques (MPH) développée notamment par S. Rosen (1974) ou encore A. M.Freeman (1974). L'idée consiste à considérer que certains biens économiques sont dits *composites*, en d'autres termes, sont constitués d'un faisceau de caractéristiques dans une certaine mesure identifiables, et évaluables. Ce caractère composite attribué à ces biens permet de dégager une valeur économique, c'est-à-dire un prix implicite à chaque caractéristique.

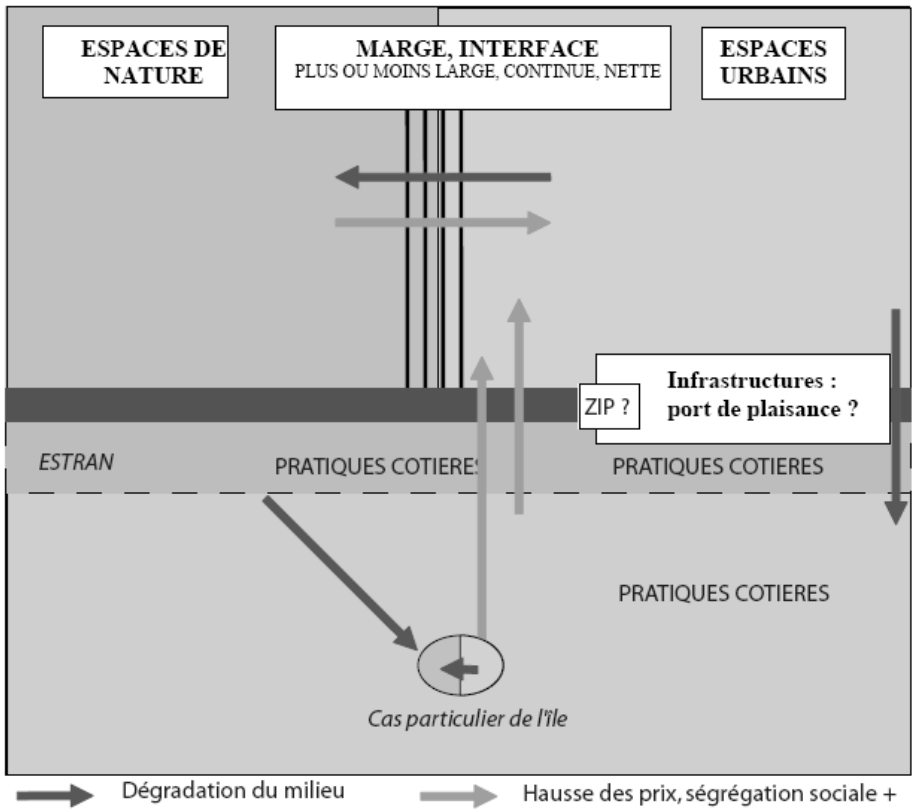
On peut par exemple considérer qu'une automobile puisse se différencier de ses concurrentes par le biais de la marque, de certaines caractéristiques du moteur (puissance, nombre de chevaux, consommation, génération de pollution), ou encore de caractéristiques liées aux finitions, aux matériaux mis en œuvre, etc. L'objet de la MPH sera alors d'évaluer le prix implicite de chaque caractéristique, autrement dit la valeur marchande que les acheteurs révélés octroient à chaque caractéristique. Concernant les caractéristiques qui nous intéressent ici plus particulièrement, à savoir les inégalités écologiques, on peut estimer que l'environnement naturel, dans une acception assez large, peut être intégré au sein des valeurs immobilières. Cela signifie qu'au travers l'observation des marchés immobiliers, on pourrait obtenir une idée de la façon dont les ménages évaluent la qualité de l'environnement qui leur est proche. Cependant, les inégalités écologiques ne concernent pas uniquement la question de l'environnement à proximité des lieux d'habitation, il concerne par ailleurs des usages qui n'impliquent pas d'appropriation privative tels les loisirs, les promenades sur des sites de nature proches par exemple, ou l'accès à la plage et à la mer. Les valeurs économiques rattachées à ces autres usages sont évaluables au travers d'autres méthodes d'évaluation économique à l'instar de la méthode des coûts de transport par exemple, qui tente de mettre en lumière l'ensemble des coûts, pécuniaires ou autres, mis en œuvre par les individus se déplaçant sur un site de nature de manière à pouvoir en jouir. Cet effet de la nature sur la ville est donc un effet positif, une aménité positive qui sera exploitée par les décideurs publics pour promouvoir l'image et l'attractivité de leurs communes.

D'autre part, la ville exerce en retour un impact sur la nature : la pression urbaine, notamment sur les franges, se traduit par des modifications de qualité environnementale (dans le sens d'écosystèmes), lorsqu'il ne s'agit pas de dégradations ou encore d'apparition de risques « dits naturels » résultant notamment de la confrontation des dynamiques urbaines et naturelles (Meur-Férec, Morel, 2004). Ce mouvement procède donc de la thématique générale de l'impact des activités humaines sur les milieux dits naturels, ainsi que des réponses apportées en termes de politiques publiques, impulsées des niveaux internationaux, nationaux ou locaux. Les travaux des écologues permettent d'apporter des éléments de réponse à la question de savoir quel est l'impact de la proximité grandissante de la ville sur les milieux, notamment en termes de biodiversité**.** Lorsque l'on replace ces deux mouvements au sein de la dynamique de co-évolution qui anime les rapports ville-nature ou ville-frange côtière, il importe d'en mettre en évidence les manifestations en termes de génération d'externalités environnementales, qui, se manifestant de manière hétérogène sur les territoires, seront à terme source d'inégalités écologiques. C'est précisément l'objet de la troisième partie que de développer des outils permettant l'évaluation des phénomènes en cause.

Dynamiques des marges urbaines sur l'interface littorale et inégalité écologiques

Du point de vue de l'espace littoral qui nous intéresse plus particulièrement, il importe de considérer l'interface littorale comme étant une zone qui complexifie les types des relations entre ville et nature, par l'introduction de la dimension côtière et marine (*figure infra)*

Inégalités écologiques et spécificité littorale



(V. Herbert, 2006)

La recherche d'une proximité de la mer, étendue libre et « naturelle », nous semble parfaitement illustrer la dualité des effets produits par l'étalement urbain. En effet, cette recherche d'investissement des milieux littoraux va générer des effets complexes se manifestant sur des échelles d'espace et de temps différenciées. Dans un premier temps, l'urbanisation des franges littorales, dont le profil est au départ *naturel* ou plutôt peu artificialisé ou peu anthropisé, va conduire à une augmentation du prix du foncier ; la « vue sur mer » et l'abondance d'espace donnant l'impression d'insularité, de havre, vont constituer un argument important lors d'une transaction immobilière ou plus généralement lors d'une décision de localisation résidentielle (Meur-Férec, 2006, p.83). Mais en retour, ces espaces urbanisés contribuent à la modification ou à la dégradation du milieu, de façon directe (aggravation de l'érosion côtière par rupture du couple dune-plage, ou développement de la pollution par manque de stations d'épuration…) ou indirecte (développement de nouvelles infrastructures sur l'estran comme un port de plaisance hors-site…). Le milieu côtier subit également des dégradations dues à une fréquentation risquant de dépasser sa capacité d'accueil (pêche à pieds). Cette fréquentation peut être mise en relation avec la proximité urbaine.

D'un point de vue théorique, ces relations dynamiques entre la présence initiale d'aménités environnementales et l'urbanisation qui en découle ont bien été mises en évidence par Dendrinos (2000)[33] qui à l'aide d'un modèle prédateur-proie, illustre la façon dont le développement économique et l'urbanisation, en se nourrissant de l'attrait exercé par l'environnement, conduisent à la destruction de ce dernier. Il en résulte une dynamique en 4 phases qui unissent un niveau de qualité environnementale d'une part et un niveau de développement et d'urbanisation d'autre part.

[33] Dendrinos D. S. (2000), "Land development and amenities : A predator-prey interaction", *Annals of Regional Science*, n°34, pp. 279-292.

Plus précisément, la phase initiale présente un l'état de l'environnement élevé qui se réduit lors des phases 2 et 3 à mesure que l'urbanisation et le développement accélèrent, puis augmente lors de la phase 4. A l'inverse, l'urbanisation présente un niveau faible durant la première phase, qui ne cesse cependant de croître jusqu'à la seconde phase. Cependant, du fait de la diminution de la qualité environnementale, les perspectives de développement se trouvent compromises et le niveau de développement diminue à la manière de la qualité environnementale, annonçant une crise écologique se répercutant *in fine* en déclin économique.

Ce modèle conceptuel présente l'intérêt de pouvoir expliquer la dynamique de co-évolution des liens entre qualité environnementale et dynamique de développement/peuplement sur certains territoires littoraux et seulement certains. En effet, ce modèle soufre de certains manquements, et notamment :

- La prise en compte des effets d'irréversibilité : à mesure que le développement est freiné par la crise écologique, les territoires concernés dont l'objet d'une reconquête de la qualité environnementale, ce qui semble assez peu réalisable en zone littorale urbanisée où le niveau d'artificialisation ne laisse guère de place au milieu naturel : le « bétonnage » est alors un phénomène irréversible à court et moyen terme.
- Une définition précise de ce que serait une qualité environnementale du point de vue du tourisme balnéaire et l'haliotropisme en général. De notre point de vue en effet, on ne saurait raisonnablement corréler la dynamique de développement ou d'urbanisation des territoires littoraux à leur qualité environnementale, loin s'en faut. Plus précisément, les facteurs d'attractivité, moteurs de l'artificialisation des façades littorales ne semblent pas résider tant dans la qualité des milieux naturels que dans celle de l'environnement dans son acception « sanitaire » : qualité de l'air, des eaux de baignades, ainsi que dans les attributs liés à l'espace ou encore à l'héliotropisme. Pour s'en convaincre, il nous suffit de considérer que les zones touristiques de la façade méditerranéenne française ou espagnole subissent une artificialisation intense qui ne nuit pas à leur fréquentation. C'est le cas du modèle de « baléarisation » entre 1960 et 2000 dont les caractéristiques principales liées à l'offre sont le soleil, la plage et l'hôtel (Vittori, 2004)[34]
- Au final, il y a lieu de considérer qu'à mesure de l'urbanisation, les aménités environnementales font place à des externalités ou des biens publics locaux (infrastructures de loisir, etc.) et que dans ce cas précis, le développement rime avec substitution d'externalités urbaines aux aménités environnementales préexistantes.

Face à ce développement urbain largement consommateur d'espace et de contenus environnementaux, notamment sur les marges, le législateur a tenté contrer cette dynamique co-évolutive développement-environnement et de contraindre les pouvoirs publics locaux dans leur développement économique. Le sentiment de J. Daligaux (2005)[35] à cet égard nous semble tout à fait manifeste de la façon dont le développement a été conçu durant les dernières décennies. S'appuyant sur l'exemple de la côte provençale, il écrit : « *avec l'effondrement du potentiel de constructibilité, les communes sont passées brutalement d'un modèle de développement économique « quantitatif », basé sur croissance touristique et urbanistique rapide, à un modèle « qualitatif », cherchant à optimiser le bâti existant* ».

34 Jean Emanuel Vittori, «Les dynamiques locales face au tourisme aux îles Baléares», in Rives nord-méditerranéennes, Majorque : un modèle touristique entre dynamiques locales et logiques globales, [En ligne], mis en ligne le : 29 juin 2004. URL : http://rives.revues.org/document134.html.

35 Jacques Daligaux, «Urbanisation et environnement sur les littoraux : une analyse spatiale», in *Rives nord-méditerranéennes*, Urbanisation et environnement sur les littoraux nord-méditerranéens, [En ligne], mis en ligne le 28 novembre 2005. URL : http://rives.revues.org/document12.html.

Il convient de signaler le cas particulier insulaire, où l'idée d'inégalité écologique relève autant du site (parfois en partie préservé, mais où les surfaces constructibles ou à urbaniser sont de plus en plus rares : île de Ré, Groix…) que de sa situation par rapport à la côte. Il est certain que le milieu littoral (continental, insulaire), intègre une dimension exogène au système local, à savoir une interrelation avec une clientèle extérieure, susceptible d'investir dans l'immobilier. Pour les géographes – aménageurs, il convient non seulement de décrire la façon dont surgissent et évoluent les différents types d'inégalités écologiques, touchant les écosystèmes et les sociétés, et pour les juristes, d'analyser les mécanismes institutionnels favorisant ou au contraire tentant de pallier ces tendances.

2.3 Eléments de définition du patrimoine naturel (patrimoine biologique et écologique)

(Extrait de : Bellan-Santini D., 2002, Outils de prise en compte de l'intérêt patrimonial des espaces et des espèces du littoral. In Dauvin J.-C. (Coord.), Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Patrimoines naturels*, 57, 141-148)

Rédaction : L. Videment, D. Bellan-Santini, G. Bellan, J.-C. Dauvin

2.3.1 Notion de patrimoine naturel

La notion de patrimoine naturel qui concerne les espèces et les espaces est d'utilisation récente. Un rapport concernant ce sujet a été rédigé pour le compte du MATE par DELAVIGNE en 2001 dans lequel nous puiserons les données qui vont suivre. On considère communément que la notion même de patrimoine naturel existe comme extrapolation du patrimoine «*historique*», elle est malgré tout pour certains auteurs une notion considérée un peu comme «*fourre tout*». Cette référence de patrimoine appliquée aux objets naturels que sont la faune et la flore et par extension aux espaces qui les contiennent ne semble pas susciter de controverse et semble même être le résultat d'un certain consensus sans qu'une définition claire en soit donnée. L'expression la plus usitée est celle d'espèce patrimoniale. Elle est utilisée par les gestionnaires et les naturalistes comme une catégorie parmi d'autres permettant de qualifier des espèces. DELAVIGNE (2001) distingue trois cas de figure :
- l'espèce patrimoniale fait partie d'un bilan, d'un suivi, d'un inventaire qualifié de patrimonial. Est dite patrimoniale toute espèce qui fait l'objet d'une attention particulière quelle que soit la nature de cette attention ;
- les espèces patrimoniales sont celles qui sont retenues lors de diverses opérations de hiérarchisation (meilleures, remarquables, prioritaires…). Elles figurent alors sur différentes listes de référence renvoyant à un statut (liste rouge, liste des espèces protégées…). Elles constituent par leur statut un élément du patrimoine entraînant la responsabilité du gestionnaire ;
- l'espèce patrimoniale représente une amélioration des statuts existants. C'est une catégorie supplémentaire qui permet d'intégrer des dimensions sous-estimées ou nouvelles (dimension régionale, dimension affective ou symbolique).

Un autre niveau d'approche pour les espèces patrimoniales est celui qui accorde des priorités dans la conservation de la nature. L'association la plus courante est alors l'association du qualificatif remarquable à celui de patrimonial. L'espèce patrimoniale est alors associée à l'espèce rare, endémique*, emblématique… La référence patrimoniale sert dans plusieurs méthodes à l'établissement de degrés visant à classer les espèces en fonction des urgences d'intervention afin d'établir des niveaux de responsabilité. En ce qui concerne les espaces d'intérêt patrimonial au moins deux niveaux doivent être pris en compte.L'habitat d'intérêt patrimonial contient le plus souvent une ou plusieurs espèces patrimoniales, mais il peut aussi correspondre en même temps à certains critères utilisés dans le cadre de la définition des espèces : vulnérabilité, rareté, endémicité...

En ce qui concerne la protection, il sera plus efficace et plus facile de s'attacher à la protection et à l'intervention sur des habitats plutôt que sur des espèces. Le site ou la zone d'intérêt patrimonial regroupe en général plusieurs habitats dont certains ont un intérêt patrimonial évident. Il s'agit dans ce cas du résultat d'un processus de zonage avec hiérarchisation et d'outils de gestion impliquant des responsabilités au niveau national ou international dans le cadre du développement durable.

2.3.2. Les inventaires du patrimoine biologique et écologique

Dans l'état actuel, les inventaires du patrimoine naturel concernent pratiquement ou exclusivement la faune et la flore. Deux grands inventaires ont été mis en chantier ou élaborés au cours des 20 dernières années : l'inventaire des ZNIEFF et l'inventaire préliminaire à la mise en œuvre du réseau Natura 2000. Le second utilisant en grande partie les données recueillies pour le premier, pour le territoire français.

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des ZNIEFF est un inventaire de la connaissance (voir chapitre 2.3.1). Dès 1991, alors que l'inventaire des ZNIEFF était largement utilisé, une réflexion s'est mis en place entre les promoteurs, les utilisateurs et les scientifiques afin :
- de tirer les enseignements de l'utilisation de l'inventaire existant ;
- d'améliorer la lisibilité des fiches élaborées ;
- d'inclure de nouvelles données ;
- d'harmoniser et de standardiser l'information au niveau national mais aussi avec les partenaires étrangers.

En 1996, cet inventaire entrait en phase de «*modernisation*» à savoir une phase de mise à jour des données et d'adaptation méthodologique au contexte scientifique et aux besoins actuels de connaissance et hiérarchisation des zones naturelles d'intérêt écologique. En particulier, la définition de l'ensemble des ZNIEFF modernisées devra reposer sur un contenu d'espèces ou d'espaces patrimoniaux «*déterminants*» dont la définition repose sur des critères objectifs et admis par la communauté scientifique nationale. Le document officiel de cadrage méthodologique de l'inventaire (MAURIN *et al.*, 1997) propose la définition suivante des espèces déterminantes :
- les espèces en danger, vulnérables, rares ou remarquables, répondant aux cotations mises en place par l'UICN ou extraites de livres rouges, publiés au niveau national, régionalement ou à l'échelle du département ;
- les espèces protégées au niveau national, régionalement ou faisant l'objet de réglementations européennes ou internationales, lorsqu'elles présentent un intérêt patrimonial réel au regard du contexte national et régional ;
- les espèces à intérêt patrimonial moindre mais se trouvant dans des conditions écologiques ou biogéographiques particulières, en limite d'aire ou dont la population est particulièrement exceptionnelle par son effectif, sa qualité...

Il convient de remarquer que les espèces clé* de voûtes, les espèces caractéristiques d'un habitat ou les espèces dominantes/structurantes d'une phytocénose, si elles ne répondent pas aux critères précédents, sont écartées. Les critères de choix des espèces déterminantes peuvent se définir comme suit :
Rareté : la rareté s'exprime par l'aire de répartition, la densité des stations en son sein et l'importance de la population de ces stations.
Degré de menace : il fait bien entendu partie des critères essentiels à prendre en compte. L'UICN propose huit catégories de menace pour l'établissement de listes rouges (UICN, 1996), basées sur le risque d'extinction plus ou moins grand de l'ensemble des taxons. Ce critère serait alors à combiner avec d'autres, par exemple la rareté.
Statut de protection : le statut de protection (FIERS *et al*, 1997) d'une espèce n'est pas toujours le reflet des enjeux patrimoniaux qu'elle représente. Pour certains groupes, essentiellement animaux, le décalage des intérêts patrimoniaux et de la réglementation est tellement important qu'il semble difficile de faire reposer l'identification d'une ZNIEFF sur la présence de telles espèces protégées (oiseaux, reptiles, mammifères).

Par contre, l'Etat a des obligations réglementaires envers ces espèces par la «*Liste des types de protection*» (annexes de la Directive Habitat)
Limites d'aire et aire disjointe : les populations situées en limite de l'aire de répartition d'une espèce sont souvent le témoin d'une extension passée plus importante de celle-ci. Pour un certain nombre d'entre elles, il s'agira au contraire des témoins d'une progression de l'espèce. Par leur position en limite, elles voient leur assise génétique affaiblie (en particulier lorsqu'il s'agit d'une régression) augmentant ainsi leur vulnérabilité.
Endémisme : les endémiques strictes (exclusivement sur le territoire français) et les sub-endémiques (France plus un pays limitrophe mais avec le noyau principal en France) (OLIVIER *et al.*, 1995). Celles-ci constituent un enjeu patrimonial fort pour la France, mais peuvent néanmoins avoir une répartition assez large au sein de leur aire de répartition.
Raréfaction/effondrement : il est possible de pondérer le critère de rareté, notamment pour les espèces assez rares, par une analyse de sa raréfaction voire de l'effondrement (réduction des effectifs des populations connues, régressions des populations elles-mêmes ou de la zone d'occupation). L'utilisation de ce critère suppose un suivi quantitatif des populations. Il pourra, dans certaines régions, être opérationnel pour l'avifaune et la flore supérieure. Il sera plus difficile à mettre en œuvre pour les autres groupes.
Représentativité : la sélection des espèces déterminantes résultera donc de la combinaison de ces différents critères. L'estimation de chacun d'eux repose, dans de nombreux cas encore, sur une estimation faite à dire d'experts, mais permettra de renforcer l'objectivation nécessaire à la pertinence des ZNIEFF.
Deux critères utilisés en région PACA pour les ZNIEFF mer paraissent intéressants à mentionner ici, il s'agit de :
- l'intérêt patrimonial propre à l'espèce (permettant de prendre en compte les espèces symboles, celles qui ont un intérêt paysager particulier, voire un intérêt pédagogique ou esthétique très fort).
- l'intérêt fonctionnel de l'espèce relative à sa fonction de protection, d'indicateur, de son rôle vis-à-vis d'un réseau trophique*…
Le choix des espèces déterminantes ou patrimoniales se conçoit donc, à l'origine, au cas par cas en fonction du contexte écologique, biogéographique de chaque zone. D'autre part, un certain nombre de critères participant à la sélection des espèces déterminantes peuvent être appliqués à des échelles différentes (rareté, raréfaction, aire de répartition...). Par conséquent la notion d'espèce déterminante ou d'espèce patrimoniale est relative à l'échelle géographique considérée. En ce qui concerne les espèces littorales, l'intérêt patrimonial peut être évalué relativement à la façade littorale considérée, mais aussi à la bathymétrie. L'échelle régionale administrative n'est pas des plus pertinentes en milieu marin. Cela dit, la mise en œuvre de l'inventaire du patrimoine naturel est régionalisé et ce sont donc les DIREN qui sont responsables de la constitution de ces listes d'espèces déterminantes ou patrimoniales régionales, à l'occasion départementales ou biogéographiques. Elles s'appuient en cela sur les compétences d'un Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel. La région PACA a, par exemple, défini des listes d'espèces d'intérêt patrimonial pour le milieu marin selon des critères très proches de ceux énoncés plus haut et complétés par des cotations relatives aux classes d'abondance des effectifs, à des intérêts fonctionnels et patrimoniaux appliqués aux particularités des populations marines (BELLAN-SANTINI *et al.*, 2002). Le guide méthodologique pour la modernisation de l'inventaire ZNIEFF indique que les ZNIEFF peuvent être définies sur la base de la présence d'espèces déterminantes, ainsi que sur la présence d'habitats déterminants. Dans la pratique on s'aperçoit que cette dernière notion a été moins développée par les maîtres d'ouvrage de l'inventaire ZNIEFF que la notion d'espèce déterminante. L'idée selon laquelle un habitat déterminant repose sur la présence des espèces déterminantes qui le composent est, sans doute, en partie à l'origine de cette tendance.

Néanmoins, on peut considérer qu'un habitat composé d'espèces ne répondant pas nécessairement aux critères d'espèces déterminantes, mais ayant une fonctionnalité biologique ou physique de nature à contribuer au maintien d'une certaine qualité de l'environnement local est localement un habitat déterminant ou patrimonial (prairies humides «*épuratrices*», peuplement végétal limitant le ruissellement ou l'érosion...). Pour la partie terrestre de la frange côtière, les habitats déterminants sont décrits selon la terminologie des habitats définie dans la typologie habitat CORINE-Biotopes (standard pour l'Union Européenne), en ne conservant que les habitats rencontrés en France. La typologie CORINE-Biotopes est établie sur des critères phytosociologiques «*avec une large proportion de références aux formes physiques*» (RAMEAU, 1997). Il est très important de considérer que cette typologie est hiérarchisée : elle autorise donc différents niveaux de description des milieux, allant de l'occupation du sol à une approche plus fine, de type phytosociologique. Pour la description des habitats marins, la typologie CORINE est insuffisante. Pour aborder les milieux littoraux et marins, le concept de biocénose ou de communauté paraît le plus adéquat (BLANDIN & BELLAN, 1994), et une typologie des biocénoses marines et littorales a donc été proposée (DAUVIN *et al.*, 1994) et complétée dans le cadre de l'élaboration du programme ZNIEFF qui est en cours (BELLAN-SANTINI *et al.*, 2002). Comme pour les espèces, le critère de patrimonialité peut s'évaluer pour les espaces à différentes échelles : intérêt patrimonial européen si l'on s'intéresse aux habitats de l'annexe 1 de la Directive Habitats Faune Flore ou bien intérêt régional si l'on considère des espèces endémiques du Bassin méditerranéen par exemple. Il est évident que ces listes d'éléments patrimoniaux ne sont pas figées et peuvent faire l'objet d'ajustements en fonction de l'avancement des connaissances. BARDAT *et al.* (1997) ont élaboré une méthode d'évaluation des espaces. Dans ce dessein, ils représentent des critères de sélection des sites, parmi ces critères, un seul est propre aux habitats, la vulnérabilité qu'ils définissent comme la capacité de l'habitat à conserver sa structure et ses fonctions face à des influences défavorables potentielles ou existantes. BELLAN-SANTINI *et al*. (2002) ont repris, pour le compte de la région PACA, une série de critères afin de définir les habitats d'intérêt patrimonial sur le modèle des critères utilisés pour les espèces en y incluant la vulnérabilité. Ils estiment ces caractères suivant trois niveaux : 1, fort ; 2, moyen et 3, faible.

Les autres critères pris en considération sont :

Valeur patrimoniale : habitat qui représente dans le patrimoine naturel national ou régional un élément de valeur unique tel que : espèce déterminante, constante, structure exceptionnelle (falaise, grotte…) ou ayant une situation écologique originale (rencontre de deux masses d'eau, zone de concentration…). 1, valeur patrimoniale forte ; 2, valeur patrimoniale moyenne, et 3, valeur patrimoniale faible.
Rareté : habitat plus ou moins fréquemment rencontré. 1, habitat connu dans un seul ou un très petit nombre de sites dans l'ensemble de la Méditerranée ; 2, habitat rare dans la plupart des pays car endémique d'une zone ou très dispersé ; 3, habitat peu rare.
Valeur esthétique : 1. Habitat d'une grande valeur esthétique et paysagère. 2, paysage d'une valeur esthétique moyenne et 3, paysage banal.
Valeur économique : habitat dont l'importance économique est grande soit directement car il est riche et peut être un important lieu de pêche soit indirectement car il est d'une grande importance dans le réseau trophique. 1, grande valeur économique ; 2, valeur économique moyenne, et 3, valeur économique faible.
Ces deux derniers critères sont considérés par certains seulement comme critères complémentaires. À partir de ces critères, sont ainsi définis des habitats déterminants, remarquables ou ne présentant pas un intérêt majeur.

Réseau Natura 2000

En Europe, la variété des climats, des paysages et des cultures induit une grande diversité biologique dont le maintien est un facteur clé, en particulier pour les zones rurales, pour un développement durable et maîtrisé. Consciente de cet atout mais aussi de la vulnérabilité de ce patrimoine, l'Union Européenne s'est donné les moyens de le préserver en prenant deux Directives, l'une en 1979 (Directive 79-409) et l'autre en 1992 (Directive 92-43). La France est concernée par plus de 80 % des espèces de l'annexe 1 de la Directive oiseaux et a donc une responsabilité particulièrement importante en matière de conservation des oiseaux sauvages. La constitution, à terme, d'un réseau écologique cohérent d'espaces, basé sur ces habitats et ces espèces vise également à intégrer une logique de développement économique local (aménagement du territoire), indispensable pour envisager une gestion à long terme. Ce réseau, dénommé Natura 2000, s'appuie sur un ensemble de sites répartis à l'échelle européenne, en fonction de la distribution des habitats et des espèces. La deuxième étape, après l'acceptation des sites du réseau Natura 2000, est la mise en place des modalités de gestion de ces sites. Pour cela la France a prévu l'élaboration de Documents d'Objectifs (DOCOB) pour chaque site dans lesquels sont répertoriés un inventaire naturaliste, un inventaire des usages et activités humaines compatibles avec le maintien des habitats et un programme de gestion, voire de restauration de ces habitats ainsi qu'un calendrier et un plan de financement pour cette gestion. Il est prévu, à ce stade, une ample concertation et une démarche multi-partenariales. Pour faciliter cette démarche, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace Rural et de la Forêt) et le MATE (Direction de la Nature et des Paysages) ont confié au Muséum National d'Histoire Naturelle, au mois d'octobre 1997, la coordination de la réalisation de Cahiers d'habitats. Il s'agit de mettre à disposition des acteurs de terrain des outils d'identification et de gestion des habitats de l'annexe I et des espèces de l'annexe II. Les différents types de milieux sont traités dans des volumes séparés : deux tomes pour les milieux forestiers, deux pour les milieux «*agropastoraux*», un pour les milieux «*humides*», un pour les habitats «*côtiers*», terrestres et marins, un pour les «*habitats rocheux*» terrestres (grottes, falaises, éboulis…) et enfin deux derniers tomes portant sur les espèces végétales et animales. Cette distribution permet une approche plus ciblée des problématiques et enjeux propres à chacun de ces grands types de milieux.

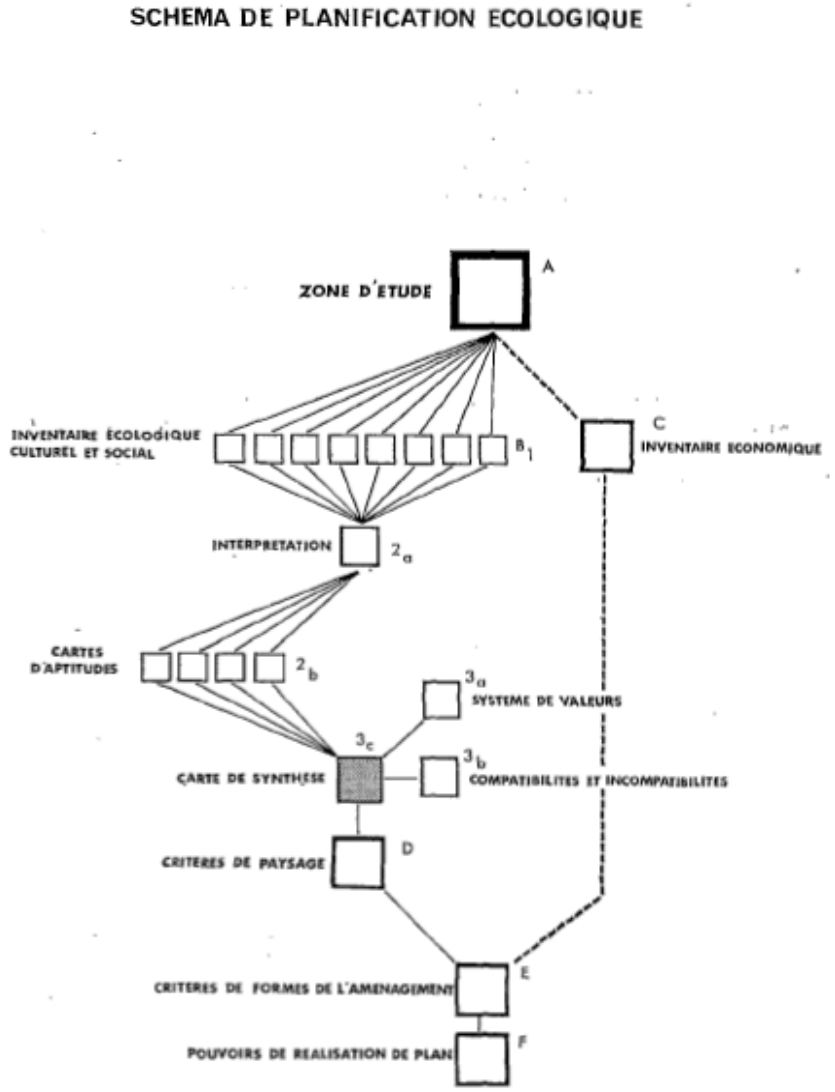
2.4 Les inégalités écologiques sous l'angle de la planification écologique

Rédaction : Valérie Morel

Le recours à la planification écologique peut être un moyen d'analyse permettant une approche croisée des paramètres de la nature et de l'urbain. E. Lagabrielle et al. (2006)[36] ont par exemple formalisé la mise en œuvre d'un processus de co-planification de la conservation associant acteurs et scientifiques dans le cadre d'une démarche participative. La planification écologique est une méthode d'analyse multicritère qui permet de mettre sur pied des grilles d'analyse et de cartes de sensibilité globale du milieu. Pour ce faire, il faut mettre au point des critères d'évaluation du paysage (matrice technique, pondérations pour atténuer des jugements de valeur, choix des critères en étroite liaison avec les niveaux de décisions).

[36] Colloque Intéractions Nature-Sociétés La Baule, France, mai 2006 : http://letg.univ-nantes.fr/colloque/pdf/C2_0505_LAGABRIELLE.pdf

Employée depuis maintenant quelques décennies (McHarg, 1969[37] ; Tarlet, 1985[38]), l'analyse multicritère pour la cotation de l'environnement, et en particulier pour celle des ressources et des biens à valeur non ou indirectement commerciale, constitue un outil adapté pour l'aide à la décision dans les domaines de l'aménagement (Kitsiou *et al*., 2002[39]) ou de la conservation (Jennings, 2000[40]). Du point de vue méthodologique, la définition du niveau de connaissance du terrain à acquérir, le choix des paramètres, leur mesure et leur poids relatifs, de même que les méthodes d'analyse employées sont souvent discutés.



(Falque, 1972[41])

[37] McHarg I.L., 1969, *Design with nature*. New York: The natural History Press, 198 p.
[38] Tarlet J., 1985, La *planification écologique, méthodes et techniques*. Paris, Economica, 142 p.
[39] Kitsiou D., Coccossis H., Karydis M., 2002, Multi-dimensional evaluation and ranking of coastal areas using GIS and multiple criteria choice methods. *Science of the total environment*, vol. 284, n° 1-3, p. 1-17.
[40] Jennings M.D., 2000, Gap analysis: concepts, methods and recent results. *Landscape Ecology*, n° 15, p. 5-20.

[41] Falque M., 1972, Pour une planification écologique, Options méditerranéennes, 13, p. 112.

CHAPITRE 3

À propos de quelques utilisations du terme « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ?[42]

Coord. Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini, Jean-Claude Dauvin

Dans le cadre d'un appel d'offre du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA : Ministères de l'Équipement et de l'Écologie), APR complémentaire programme D2RT en 2005, une équipe pluridisciplinaire associant 16 chercheurs géographes, écologues, économistes et juristes, des acteurs publics et privés, placée sous la responsabilité de P. Deboudt (Maître de Conférences à l'Université des Sciences et Technologies de Lille) a répondu avec succès à une proposition intitulée « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux : enjeux de protection du patrimoine naturel et conflits d'usages du sol, évaluation de la vulnérabilité aux pressions foncières et intégration des contraintes environnementales dans les processus de planification urbaine ». Un des objectifs de cette proposition est de rappeler les enjeux scientifiques liés à la protection du patrimoine naturel dans les territoires littoraux et de hiérarchiser d'un point de vue scientifique et normatif, les critères d'identification de la valeur écologique, biologique et paysagère des milieux littoraux. Il est apparu, au regard des définitions et de l'usage de certains concepts qui semblent prévaloir actuellement qu'au terme d'une dérive sémantique, il serait impossible aux écologues impliqués dans cette approche pluridisciplinaire d'œuvrer scientifiquement et efficacement sans une sérieuse mise au point dans ce qui est le but de notre proposition. Il s'agit, en effet, de « construire un tableau de bord proposant une méthode d'intégration de cette évaluation patrimoine naturel/pressions foncières dans les processus de planification d'usages du sol à partir de la détermination d'indicateurs combinant deux types de données : une bio évaluation des milieux (qualité environnementale, enjeux de protection) et une géo-éco-évaluation de la pression foncière ». Nous avons donc tenté dans cette note une réflexion sur le problème auquel nous sommes confrontés. Bien entendu, il ne saurait être question de prendre en compte l'immense littérature française ou étrangère, que les questions que nous abordons a pu susciter pour en faire une synthèse. Il serait de même stérile d'aligner les seules références bibliographiques. De ce riche éventail, nous ferons un choix, limité et arbitraire sans doute, mais qui nous paraît pertinent dans le cadre choisi.

3.1 De la définition de l'écologie

Le terme écologie, ses dérivés, les concepts fondateurs semblant échapper à leurs origines, la pensée naturalistique du XIX^{e} Siècle, et sans prétendre « rendre à César … », il ne paraît pas inutile de rappeler que le terme « écologie » a été créé et défini par Haeckel en 1866. *Sensu stricto*, il signifie « science de l'habitat ». Selon la définition même donnée par Haeckel, il désigne la science globale dont l'objet est l'étude des interactions des êtres vivants avec leur environnement. L'écologie est une science de nature holistique. De nos jours, comme le souligne Frontier *et al*. (2004, p. 1), la définition tend à être plus systémique, ils proposent que « l'écologie est l'étude des interactions entre les organismes vivants et le milieu où ils vivent, et des organismes vivants entre eux, dans des conditions naturelles ou modifiées ».

[42] Bellan G., Bellan-Santini D., Dauvin J.C., 2007, À propos de quelques utilisations des termes « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ?, *Développement Durable et Territoires*, Dossier n°9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 3 mai 2007.
Disponible sur : http://developpementdurable.revues.org/document3426.html

Comme le rappelle Ramade (2002, p. 251) « elle place son objet au sommet de l'échelle organisationnelle des êtres vivants et étudie les processus biologiques au niveau de la complexité maximale ». Est-ce là un projet extrêmement ambitieux ? Est-il utile de dire que cette science est reconnue, codifiée et largement pratiquée ? On peut considérer que deux concepts fondamentaux sont à l'origine de l'écologie contemporaine et de la manière dont elle est appréhendée : l'interaction entre les organismes et leur milieu et l'adaptation des espèces, de leurs populations et des communautés qui les regroupent, à leur environnement. La notion d'interaction semble être la base de la pensée haeckelienne. Cela signifie que les êtres vivants subissent l'influence des facteurs dits écologiques qu'ils soient climatiques, chimiques, édaphiques (pédologiques, géologiques), hydrographiques, hydrologiques ou biotiques (relations conflictuelles ou associatives entre les espèces occupant et/ou exploitant le même milieu physique ou biotope). À l'opposé, ces êtres vivants modifient continuellement par leur activité, leur biotope et leur milieu. Il y a là, fondamentalement, la notion de réciprocité. Comme le rappellent Blandin et Bellan (1994, p. 12), on doit à Tansley (1935) le concept et le terme d'écosystème, unité écologique fondamentale dont Lindeman (1942) fournit une définition plus élaborée : « The ecosystem may be formally defined as the system composed of physical-chemical-biological processes active within a space-time unit of any magnitude, i.e., the biotic community plus its abiotic environment ». Frontier *et al.* (2004, p. 2) définissent l'écosystème comme un « système d'interactions entre les populations des différentes espèces vivant dans un même site, et entre ces populations et le milieu physique ». Ramade (2002, p. 254) souligne que la notion d'écosystème représente un concept clef en écologie. Elle concerne « l'unité structurale et fonctionnelle en laquelle on peut subdiviser la biosphère tout entière, et a fortiori les ensembles hétérogènes d'un degré de complexité inférieur qu'elle renferme ». Un écosystème est une structure biologique dont le fonctionnement implique l'existence permanente de déplacements à l'intérieur de ses composants et entre ces derniers. Il est en permanence traversé par des flux d'énergie actionnant des transferts de matière entre le milieu physico-chimique et la biomasse, celle-ci étant une forme transitoire de stockage de l'énergie. Les écosystèmes constituent des entités en équilibre dynamique susceptibles d'évoluer en fonction de variations spontanées ou provoquées par des facteurs extrinsèques. Ces variations traduisent la complexité des écosystèmes avec leur biodiversité qui, par nature, est différente d'un écosystème à l'autre (voir Frontier *et al*., 2004, p. 3-4 pour les notions de complexité, d'hétérogénéité spatio-temporelle et des niveaux d'intégration des écosystèmes).

Bien que l'écologie traite des « êtres vivants » en général, on s'est assez rapidement rendu compte que, parmi ces êtres vivants, l'un d'entre eux, y compris aux périodes protohistoriques, l'homme (*Homo sapiens*) jouait son propre rôle au sein de ces ensembles « écologiques », en tant que partie prenante au même titre que les autres espèces animales et végétales, mais que son action pouvait être très particulière dans sa manière d'être et dans les effets en résultant, soit l'anthropisation des écosystèmes qui prend en compte diverses formes, depuis la pollution des écosystèmes c'est-à-dire l'introduction de toutes substances étrangères (polluants organiques, métalliques, pharmaceutiques) dans le milieu naturel (sol, eau, air), les aménagements des territoires sous toutes ses formes (constructions diverses à des fins d'habitation, de transports...). Cette anthropisation des écosystèmes qui a probablement commencé très tôt lors de la sédentarisation des premiers hommes a conduit au fil du temps à considérer soit des systèmes naturels (ou pristine au sens anglo-saxon du terme), mais en reste t-il vraiment aujourd'hui ?, soit des systèmes anthropisés. Il en est résulté la création d'anthroposystèmes plus ou moins modifiés par rapport aux systèmes naturels, mais généralement simplifiés, par exemple dans les agrosystèmes réduits à quelques espèces cultivées à haut rendement (blé, maïs, riz, sorgho...) mais exigeant un flux d'énergie exogène très important (motorisation, engrais, pesticides, herbicides…) pour maintenir leur production.

Par la suite, l'intérêt porté à cette espèce s'est développé et il a bien souvent fini par devenir exclusif de tout autre, l'homme finissant par se regarder dans son propre miroir, étant son propre projet d'étude et d'inquiétude voire de fascination. Il est démontré que, depuis son apparition, l'homme (et plus probablement le genre *Homo* dans son ensemble) a eu une influence toute particulière, prépondérante dans le temps et dans l'espace, sur l'ensemble du milieu, sur l'environnement en général. Ceci tend à focaliser, à monopoliser par certains, le champ global de l'écologie, laquelle se restreint progressivement à l'étude de l'homme dans son environnement et singulièrement à quelques facteurs de cet environnement reconnus ou supposés être déterminants pour la vie de l'homme, tant au niveau des besoins essentiels à sa survie que des aménités dont il a besoin pour qu'une « vie » mérite véritablement d'être considérée comme une « belle vie » ou un « bien être ». On aboutit ainsi à la notion d'écoumène, (terme qui s'est orthographié comme oecoumène, œcoumène, oekoumène) qui est une notion de géographie désignant l'ensemble des terres anthropisées (habitées ou exploitées par l'Homme) (Berque, 2000, p. 1). L'objet est la terre, comme demeure de l'espèce humaine, et le sens interroge la relation d'interdépendance entre l'humanité et son habitat (donc définition proche de celle de l'écosystème). La question soulignée par Berque (2000) est que le concept d'écoumène a-il encore une pertinence positive puisque l'on peut considérer qu'il n'a plus sur la planète terre d'espaces vierges (naturels !) : la terre serait dans sa totalité un écoumène. Mais peut-on en dire autant de la mer ? Si le concept garde une valeur, celle-ci réside dans la relation de l'homme à sa planète, la seule qui lui soit habitable, et que cette particularité mérite son attention (Berque, 2000). On ne peut nier la part particulière de l'homme, une espèce parmi d'autres, mais qui a la possibilité de modifier l'environnement, d'étudier ces changements dans les recherches dans tous les domaines des sciences écologiques, et de proposer des mesures pour réduire son propre impact sur les changements à l'échelle planétaire (ou locale).

Dans le même ordre d'idée, on peut considérer que depuis environ quatre décennies, tout ce qui peut constituer la composante écologique du cadre de vie de l'homme est désigné dans le schéma d'une acceptation plus spécifique, mais aussi plus restreinte, comme de « l'environnement », sous entendu de l'homme. L'homme est alors placé au centre de l'écosystème et de son environnement, les interactions sont alors focalisées pour en assurer le maintien, l'expansion, le plus souvent au détriment des espèces et espaces naturels donc du patrimoine naturel, bien commun de l'humanité, reconnu comme tel par les Conventions et Traités internationaux. On assiste alors au développement de l'écologie de la conservation que nous ne développerons pas ici, cet aspect de l'écologie n'étant point le sujet de notre propos, voire de la notion de gestion des écosystèmes au sens anthropocentrique : gestion par l'homme pour l'homme.

Cette véritable dérive du concept d'écologie ne fait que s'accentuer, par suite de la multiplicité de l'utilisation de ce terme, par mutations successives de son sens premier, voire par appropriation abusive et restrictive. La mise en évidence du rôle déterminant, voire néfaste, de l'homme sur son environnement tant local que planétaire devait rapidement conduire à la création de courants de pensée, puis de structures y compris politiques reprenant, éventuellement à leur seul usage, une notion par définition holistique : l'écologie. Malgré ces dérives sémantiques, une science persiste à exister et des études, innombrables, continuent à être réalisées en conservant l'usage des concepts fondateurs et initiant des études utilisées dans le cadre de la gestion de l'environnement, ce qui dans l'esprit de certains ne manque pas de susciter des confusions en partie volontaires, voire des récupérations. Il convient donc, puisque l'usage montre qu'il est impossible de revenir en arrière lorsque le sens premier d'un terme (voire d'un concept) a ainsi dérivé et s'est élargi, de bien définir la notion que l'on veut prendre en compte et de bien identifier l'objet de référence.

Notre propos n'est pas de nier l'évolution de l'écologie comme branche des sciences naturelles et de la biologie vers un champ disciplinaire plus large de science de l'environnement souvent centrée sur l'homme mais de veiller à la bonne utilisation des termes définis au départ par des écologues puis utilisés dans d'autres sens notamment par des collègues des Sciences Humaines et Sociales sans toujours une bonne connaissance des fondements et concepts de l'écologie.
À ce stade de notre réflexion, il paraît important de nous rapprocher de ce qu'il est convenu d'appeler l'École de Chicago, ne serait-ce que pour insister sur l'importance, plus que centenaire qu'elle a eu dans le champ des sciences humaines et sociales, tout particulièrement en sociologie, architecture, économie. Dans le domaine de la sociologie, l'écologue est séduit par l'avant-propos de l'ouvrage de Grafmeyer et Joseph (2004) et tout particulièrement par ce qu'ils tirent des travaux « fondateurs » de Park. Grafmeyer et Joseph (2004, p. III) soulignent que « l'ambition de Park était de fonder une véritable écologie urbaine » permettant de saisir l'ensemble des relations entre les citadins dans leur milieu de vie. L'écologie animale et végétale qui était alors en plein essor dans le prolongement de la théorie darwinienne, lui a fourni un cadre de référence pour penser par analogie ces relations en termes de compétition, de dominance, d'invasion-succession, de conflit, de symbiose. En partie influencé par cette vision naturalisante, le programme scientifique de l'écologie urbaine s'en démarquait néanmoins par l'importance qu'il accordait aux phénomènes de mobilité et de crise*[43] » Nous y voyons un pont entre diverses disciplines, pour autant que le sens exact que chacune d'entre elles attribue au terme « écologie » ait été précisé et évite d'être drastiquement réducteur.

3.2 Des inégalités écologiques et de l'écologie

Actuellement, le thème qui semble envahir de plus en plus la réflexion au niveau du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et celui de l'Équipement a pour intitulé « les inégalités écologiques ». Il semble en quelque sorte servir de pierre angulaire au « développement durable ». Véritable paradigme, cette notion d'inégalités écologiques recouvre une variété d'interprétations. Si le terme de « fourre-tout » pourrait paraître quelque peu injurieux, le « naïf » s'en emparant a l'impression de se trouver dans un super marché à l'enseigne de l'écologie où il n'a finalement qu'à choisir. Pour en revenir aux « inégalités écologiques », il est tout à fait clair qu'un nombre non négligeable de rapports officiels et de publications diverses se sont attelés à en préciser sa signification. Parmi ceux-ci, nous ferons référence au rapport de Laigle (2005). L'auteur qui se présente elle-même comme sociologue et économiste ne semble utiliser des termes renvoyant à la définition de l'écologie (y compris ce dernier) et à son contenu que de manière très parcimonieuse, et tout autant très restrictif les plaçant préférentiellement hors du champ de l'écologie sensu stricto, ce qui apparaît être un parti pris totalement réducteur. Dans un rapport extrêmement bien documenté sur les « inégalités écologiques en milieu urbain », Diebolt *et al.* (2005, p. 8), soulignent que les « acteurs français du développement durable » avaient fort bien souligné dans leur rapport préparatoire à la Conférence de Johannesburg réunie en 2002 la difficulté à en donner une définition, fut-ce apparemment sous forme de tentative. Pour ces acteurs, « le champ des inégalités écologiques est en fait fort étendu et recouvre aussi bien une exposition aux risques naturels et technologiques, une dégradation de la qualité de la vie, une privation relative de certains biens et services communs allant jusqu'à un accès restreint ou altéré à des ressources vitales, toutes choses se traduisant par une altération du potentiel de développement au sens plein du terme ». Par ailleurs les auteurs du rapport ministériel considéraient que la pertinence de cette définition était « peu opérationnelle, le champ en étant insuffisamment décrit ».

[43] En fait « mobilité » et « crise» sont des constantes dans les milieux naturels ou anthropisés.

Un peu plus loin, ils reconnaissaient que le « terme inégalités accolé à écologiques ne produit guère de sens ». Ce qui ne nous surprend point, si comme eux, on se réfère à la définition même de l'écologie que ce soit celle du Petit Robert [cf. Diebolt *et al*., 2005) ou celle fournie par Ramade (2002, p. 254) ou Frontier et al. (2004, p. 1)]. En bref, selon Diebolt *et al.* (2005, p. 10) : « L'expression inégalités écologiques correspond à une convention de langage ». Nous la qualifierons d'invasive par analogie aux observations de plus en plus fréquentes d'espèces « exotiques ».

Comme nous ne le soulignerons jamais assez, et comme cela est particulièrement éclatant dans le travail de Laigle (2005), cette utilisation du terme « écologie » et de son qualifiant « écologique » néglige totalement la notion de « nature », de milieu naturel (anthropisé ou non) ainsi que tout ce qui sous entend leur protection et leur gestion, plus encore leurs droits si tant est que dans les concepts sociologiques actuels on puisse envisager que la nature et les organismes vivants aient des droits alors même qu'ils sont reconnus dans la Loi constitutionnelle relative à la Charte de l'environnement : « Le peuple français, considérant que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ; que l'avenir et l'existence même de l'humanité ont indissociables de son milieu nature ; … ». Un colloque récent (novembre 2003) organisé à Boulogne-sur-Mer par le Laboratoire d'Analyse et de Recherche Juridique dont les Actes viennent d'être publiés dans les travaux de la CEDECE (2006) portait sur l'Environnement et les Droits de l'Homme. Champeil-Desplats (2006, p. 17) s'y interroge sur la place du droit et de la protection de l'environnement comme un des droits fondamentaux et développe un argumentaire en deux volets. En droit positif, la protection de l'environnement est un droit fondamental dès lors qu'elle est proclamée et assortie de garanties constitutives d'un concept préalablement défini de droits fondamentaux. Pour d'autres, le défaut de consécration juridique et de mécanismes de garanties spécifiques ne fait pas obstacle au caractère fondamental d'un droit à la protection de l'environnement.

Cette notion de « nature » telle que nous la comprenons, est-elle exclue des Conférences internationales ? Certes non. Il est précisé dans les textes de la Conférence de Rio que « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature ». Mieux encore, la déclaration d'Istanbul (1996, p. 3) pose ainsi une problématique « pour protéger l'environnement mondial et améliorer la qualité de la vie dans les établissements humains, nous nous engageons… à préserver la capacité limite des écosystèmes et à préserver les chances des générations futures ». Sans vouloir trop s'étendre sur la notion de capacité des écosystèmes, aujourd'hui en écologie fonctionnelle (étude de la contribution des systèmes à la production biologique en relation notamment avec leur biodiversité), de nombreuses études cherchent à établir les relations entre les espèces (attributs fonctionnels) et les fonctions (production, accueil…) (Frontier *et al*., 2004, p. 429-440). N'oublions pas non plus que notre Code de l'Environnement reprenant la loi du 2/02/1995 relative au renforcement de la protection de l'Environnement stipule que « Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation ». Nous ne citerons que pour mémoire, les Conventions et Directives instituant la protection des espèces et des espaces naturels (Berne, Barcelone, Washington, Habitats…).

Ne serait-il point temps de revenir aux sources et à une attitude plus réaliste et plus universelle, sinon aux origines ? C'est-à-dire partir d'une définition « haeckelienne » des inégalités écologiques, telle que nous la proposerons. Après avoir rappelé que le terme d'inégalité désigne le résultat d'un processus qui aboutit à une différence de situation.

Pour en revenir au rapport intitulé « Les inégalités écologiques de la ville. Caractérisation des situations et de l'action publique », Laigle (2005) a pris le parti de caractériser les inégalités écologiques tout en identifiant la façon dont elles se manifestent vis-à-vis de certaines populations en milieu urbain et tout en s'interrogeant sur les causes qui en sont à l'origine.

Il est évident, en ce qui nous concerne, que notre démarche d'écologue ne peut être la même dans la mesure où le « développement urbain générateur d'inégalités » n'est qu'un des nombreux facteurs intervenant sur le milieu.
Laigle (2005, p. 7) caractérise les inégalités écologiques comme un cumul des inégalités suivantes :
- les inégalités liées au marquage social et écologique des territoires (mais que sous-entend-elle exactement par écologique ?) ;
- les inégalités d'accès à l'urbanité et au cadre de vie ;
- les inégalités par rapport aux nuisances et aux risques (naturels, technologiques, industriels) ;
- les inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement et d'interpeller la puissance publique pour la transformation du cadre de vie.
En fait, il convient de constater un décalage de concept et un abus de terme chez Laigle. Elle nomme, comme inégalités écologiques de la ville, ce qui, en fait, sont des inégalités de situation subies par l'homme dans la ville, par les habitants de la ville et dont les véritables inégalités écologiques (différence de milieux, de paysages, de peuplements animaux et végétaux, d'organisation fonctionnelle, de flux d'énergie et de cycle de la matière dans les écosystèmes… voir Ramade, 2002 p. 254-259) en constitue intrinsèquement une partie. Nous sommes bien conscients que Laigle ne cherche qu'à traiter les inégalités écologiques en milieu urbain et périurbain. Néanmoins, il faut remarquer qu'elle ne fait jamais appel à la moindre notion d'écologie, pas même d'Environnement au sens commun du terme lorsqu'il se rattache à l'écologie et plus simplement au milieu naturel ou anthropisé. Par exemple, chez l'auteur le terme de « parc », ne se rapporte qu'aux parcs de logements ou aux parcs de stationnement… Par ailleurs, on cherchera en vain l'utilisation de termes (nominatifs ou qualificatifs) susceptibles de se rattacher à la notion fondatrice de l'écologie. Seraient-ils inexistants, voire bannis des milieux urbains ? Le débat qui nous anime aujourd'hui au sein du groupe de travail de PUCA notamment entre géographes urbanistes et écologues est le traitement particulier donné par les géographes des marges urbaines ou périurbaines (et plus largement sans doute aux représentants des Sciences de l'Homme et de la Société) au terme d'inégalités écologiques dans la mesure où il sous-entend qu'une partie de la population (les moins riches, les exclus, les banlieues) n'ont pas le libre accès aux usages récréatifs liés aux espaces naturels protégés ou non. Par contre, inégalités écologiques sensu écologue se comprend en terme de biodiversité, intérêt patrimonial, espèces et espaces ayant un intérêt écologique reconnu (par exemple inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique, ZNIEFF) ou de protection (par exemple réserves naturelles, parcs nationaux, aires marines protégées…). Le débat entre écologues et économistes concerne les notions de fonctionnalités écologiques, de valeurs non marchandes, de valeurs écologiques, d'aménités, de valeurs économiques des espaces 'naturels' (voir Costanza et al., 1997, p. 254). Une étude récente (Laroutis, 2006, p. 233) réalisée sur la valeur économique des zones humides de la baie de Seine à partir de l'application de Méthode d'Evaluation Contingente permet de montrer une situation paradoxale entre les moyens attribués pour la gestion des zones humides (500 euros/an/ha) et la valeur induite par leur industrialisation (180000 euros/an/ha).
Certes, les inégalités écologiques ne peuvent avoir le même contenu dans les territoires urbains en particulier les plus densifiés et dans les territoires ruraux ou littoraux. Il est impératif de distinguer les deux, car les facteurs humain et nature n'ont pas la même importance, le rôle de l'homme est dominant dans les inégalités écologiques en territoire urbain alors que la nature reste dominante dans les inégalités écologiques dans de vastes zones en territoire rural ou littoral et marin. Cette dominance ne signifie pas exclusion. On regrettera d'ailleurs que ce problème des inégalités écologiques, en milieu rural, et plus exactement hors des milieux urbains, n'ait guère suscité de vocations ni même d'intérêt. Si l'on veut prendre comme exemple, le territoire en bande que constitue le littoral, la partie mer n'est pas peuplée par l'homme, quant à la partie terre, une fraction reste inoccupée par le fait légal soit une bande de 100 m dans les zones non urbanisées protégée par la loi Littoral.

Il existe aussi des territoires gelés par les collectivités ou le Conservatoire de l'Espace littoral et des Rivages lacustres) ou à cause de la structure géomorphologique (falaises, dunes, subissant des érosions…) (Dauvin, 2002, p. 48-50). En revanche en dehors de ces zones protégées, on assiste à un engouement démesuré (augmentation très forte du foncier notamment pour la construction de résidence secondaire) des autres zones notamment des marges urbaines (Dauvin, 2002, p. 43).
On aurait alors à considérer, en ce qui concerne le milieu naturel, qu'il n'y aurait que des différences écologiques Il s'agit, en fait, d'inégalités, puisqu'il s'agit de milieux dont la nature et la qualité ne sont pas les mêmes ; milieux pour lesquels la biodiversité, la qualité du paysage sont si différentes que leur attrait, en lui-même, en serait différent.
Nous considèrerons donc que les inégalités écologiques des territoires se caractérise par :
- les inégalités liées au facteur nature (habitats naturels, dynamique naturelle des milieux, différences de la biodiversité, présence d'espèces rares, endémiques, emblématiques….) ;
- les inégalités d'accès aux usages de la terre et de la mer ;
- les inégalités aux risques[44] naturels (tremblements de terre, dangers d'éboulement, d'avalanches, d'inondations…) et anthropiques (pollutions, artificialisation, densité du bâti urbain…) ;
- les inégalités dans les politiques locales ou nationales en ce qui concerne la protection du milieu et la réglementation des usages que l'on peut qualifier d'inégalités de gouvernance.

3.3 Quelques remarques conclusives sur les inégalités écologiques

Dans une récente synthèse, Theys (2005, p. 2) reprend ce paradigme des inégalités écologiques et en retire quelques réflexions particulièrement bien venues. Il précise que l'expression « inégalités écologiques » ne renvoie pas à des inégalités de situations physiques mais à des inégalités sociales face à l'environnement (encore faudrait-il savoir ce qu'on entend par l'environnement ?). Plus loin (p. 3), J. Theys se pose la question : Inégalités écologiques : mythe ou réalité ? Il avance que ces inégalités existent, mais en fait il les appelle « inégalités environnementales », ce qui peut regrouper tout autre chose n'ayant que peu à voir avec l'écologie. Toutefois (p. 5), il avance que le concept d'environnement s'est construit en présence de trois conceptions possibles : une, biocentrique et objective, issue des naturalistes, la deuxième, anthropocentrique et « subjective » où l'environnement est vu comme un ensemble de relations entre l'homme et le milieu naturel ou construit dans lequel il vit, et enfin « technocratique » dans laquelle l'environnement se définit comme un ensemble de limites, de problèmes à résoudre, de risques à gérer pour que fonctionnent des hybrides de nature et de culture. L'évolution du concept Inégalités écologiques entre les approches un et deux et la troisième a eu, comme le soutient Theys pour conséquence majeure de marginaliser l'environnement, -ici- urbain et de « noyer la thématique des « inégalités écologiques » dans l'aménagement des villes… », ce en quoi nous partageons son opinion, sans, bien entendu adhérer à cet état de fait.

De l'empreinte écologique et du développement durable

Depuis quelques années, notamment sous l'influence du WWF, la notion d'empreinte écologique se développe en France. Le Ministère de l'Écologie et du Développement durable épaule le WWF dans le cadre de cette approche, reprise récemment par le Plan Bleu pour la Méditerranée, organisme de prospective créé sous l'égide du PNUE, dans le cadre de la Convention de Barcelone. L'empreinte écologique (Benoit et Comeau, 2005, p. 26) donne une mesure de la quantité de surface biologiquement productive (sol et eau) théorique dont un individu, une ville, un pays, une région ou l'humanité a besoin pour produire les ressources qu'il consomme et pour absorber les déchets qu'il génère, en utilisant les technologies et les modes de gestion en place.

[44] Ne vaudrait-il pas mieux parler d'aléas naturels, laissant les risques aux suites des activités humaines ?

On retrouve ici la notion de capacité de charge des territoires et l'utilisation rationnelle des territoires rappelées au Sommet de la Terre de Rio en 1992 et figurant dans la Charte européenne de l'Aménagement des territoires lors de la 12e session de la Conférence européenne des Ministres responsables de l'Aménagement du Territoire (CEMAT) du Conseil de l'Europe tenue à Hanovre les 7 et 8 septembre 2000. L'empreinte écologique permet d'évaluer la pression de la demande de l'humanité sur les ressources naturelles de la Terre. Le mode de calcul de cette empreinte est difficile et il paraît hors sujet de s'y aventurer dans cette note. Toutefois, nous avons tenu à évoquer ce concept car il présente un intérêt remarquable tant au niveau des inégalités écologiques qu'environnementales et sociales.
La question du « développement durable » mériterait, pour elle même, un développement particulier, qui dépasse aussi l'objectif de cette note. Pour un écologue, cette terminologie de « développement durable » pour traduire le terme anglais (soit dit en passant d'origine latine !) « sustainable development » peut, à nouveau, poser problème En revanche, son introduction dans la sphère politique internationale est capitale : il suffit de rappeler que la conférence de Rio et la déclaration d'Istanbul se préoccupaient d'une vie « en harmonie avec la nature » et exigeaient « le respect des écosystèmes ».

Dans une session préparatoire -version française- (28/01/-8/2/2002) de la Commission du développement durable du Conseil Économique et Social des Nations Unies, il est précisé (p. 2) que « la promotion des objectifs de durabilité, le traitement immédiat des besoins sociaux et humains et la préservation simultanée des écosystèmes fragiles permettant la vie sur terre sont devenus une priorité de plus en plus importante pour la communauté scientifique et technologique internationale » et (p. 4) : « Promouvoir les objectifs d'une transition vers la durabilité, c'est-à-dire répondre aux besoins de l'être humain tout en préservant les systèmes d'entretien de la vie sur terre est devenu l'une des principales gageures pour la communauté scientifique et technique ». La Conférence de Johannesburg n'était pas en reste lorsqu'elle insistait sur l'impérieuse nécessité de la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, y compris pour lutter contre la pire inégalité sociale : la pauvreté « L'étroite relation entre la conservation de la biodiversité biologique et l'atténuation de la pauvreté n'est pas toujours bien reconnue ni comprise » souligne un Rapport des Nations Unies, (2002 p. 111). Ceci, implicitement, nous engage tous solidairement quelle que soit individuellement notre spécialité.

Les inégalités écologiques ne sont donc pas seulement là où un schéma trop réducteur s'efforce de les débusquer et si l'on tient à conserver un développement durable, il serait bon que l'on s'en tienne à rechercher un développement soutenable, et ne pas oublier la nature dans son ensemble. Comme le rappelle Medhi (2006, p. 14) « L'humanité doit faire face à une crise écologique extraordinaire car à la fois globale et inéquitable dans certaines de ses conséquences. À plus long terme, l'altération des écosystèmes risque d'aggraver sensiblement la pauvreté de centaine de millions de personnes ». Ceci interpelle tout autant les socio-économistes que les naturalistes. Sans réclamer un « tout écologique », il est urgent de revenir dans les faits, mais aussi dans les termes a une juste prise en considération par tous de la nature, dans son intégralité, faune, flore et habitats, donc de redonner à l'écologie la place exacte et entière qui est la sienne. En d'autres termes, ne pas sous la pression humaine, être réducteur et ignorer le reste de la planète,

CHAPITRE 4

Les inégalités écologiques dans le champ des sciences humaines et sociales

Coord. Valérie Deldrève et Jérôme Longuépée

4.1 Regard sur les recherches exploratoires relatives à la définition des inégalités environnementales ou écologiques

Rédaction : P. Deboudt, V. Morel, O. Lozachmeur, J. Longuépée, C. Meur-Férec

Face à la nouveauté et à l'ambiguïté de la notion d'inégalité écologique, il apparaît nécessaire de réfléchir aux définitions existantes, à la fois parce qu'il s'agit d'une expression dont l'utilisation est relativement nouvelle en France et parce que l'équipe de recherche est composée de représentants de disciplines différentes qui doivent se construite une culture commune sur cette thématique. Cependant, à la lecture de la littérature qui s'y réfère, force est de constater que si quelques définitions ont été proposées, elles n'en demeurent pas moins fragiles, notamment eu égard aux efforts consentis par certains auteurs à différencier cette notion de celle d'inégalité environnementale (Zaccai et al., 2007). Les premiers états de l'art réalisés dans le contexte français et européen montrent une absence de caractérisation précise de la notion d'inégalité environnementale (Dieboldt *et al.*, 2005 ; Emelianoff, 2005 ; Laigle, 2004, 2005). En outre, certains auteurs tendent à utiliser indifféremment le terme d'inégalité environnementale et d'inégalité écologique. Dans un dossier de la revue numérique « Développement Durable et Territoires », publié en mai 2007, B. Villalba et E. Zaccai (2007) ont « interrogé » la notion d'inégalité écologique. D'après ces auteurs, « trois approches se rencontrent actuellement pour le traitement de cette notion dans la littérature scientifique et dans certaines politiques qui s'en inspirent : la justice environnementale, les approches Nord-Sud sur la question des inégalités sociales en interférence avec les dégradations environnementales et les approches territoriales pour analyser les relations entre inégalités sociales et environnementales, notamment dans le cadre de politiques urbaines (Laigle et Ohler, 2004) ». Malgré la polysémie du terme, il nous semble que deux aspects sont systématiquement abordés dans les études relatives à la notion d'inégalité écologique : l'échelle à laquelle elles peuvent et doivent être appréhendées ; et les différentes formes d'inégalités auxquelles elle se réfère. En effet comme le souligne J. Theys (2002, p. 10) à propos des inégalités écologiques, "la qualité de l'environnement diffère considérablement d'une région à une autre, d'un quartier à un autre ; et que cette forme d'inégalité se cumule le plus souvent avec celles qui existent en matière de salaire ou d'accès au travail".

4.1.1 A quelles échelles penser les inégalités écologiques ?

Selon la mission mandatée par le MEDD (Dieboldt et al., 2005), La pertinence du concept d'inégalités écologiques apparaît d'emblée lorsqu'on l'applique à l'échelle du monde : les disparités naturelles entre les territoires, les inégalités d'accès aux ressources vitales (eau, air, sol, énergie…) et d'expositions aux nuisances et aux risques, varient considérablement selon le pays ou le continent où l'on se situe. Dans cette acception, les inégalités écologiques renvoient dans un premier temps aux différences Nord-Sud. On peut ainsi estimer que les populations du Nord qui sont à l'origine de la plupart des dégradations majeures causées à l'environnement sont nettement moins vulnérables vis-à-vis des risques que celles du Sud. A contrario, les grandes catastrophes font porter un tribut sensiblement plus lourd en vies humaines aux « pays du Sud », alors que leur contribution aux nuisances reste marginale. Cette approche renvoie ainsi à d'autres notions comme «l'empreinte écologique» ou le «droit à polluer».

Si cette idée peut apparaître séduisante, elle ne présente pas une portée opératoire universelle et ne répond pas précisément à la problématique de la présente recherche dont l'échelle est moins globale, mais concerne davantage des inégalités au sein d'une même société et sur un territoire spécifique, le littoral. Toutefois, la notion d'inégalité écologique est "multiscalaire" et "peut être lue à une échelle planétaire, à une échelle locale ou à tous les échelons intermédiaires" (Emelianoff, 2005). En France, elle a d'ailleurs d'abord été uniquement appliquée aux échelons urbains pour caractériser la différence du cadre de vie entre les centres villes et les banlieues, les quartiers favorisés et les quartiers défavorisés.

4.1.2 A quelles inégalités renvoie la notion d'inégalité écologique ?

Si les inégalités écologiques peuvent désigner selon L. Laigle et V. Oelher (2004, 2005), un cumul de disparités d'accès à la qualité du cadre de vie et d'exposition aux nuisances engendrées par l'expansion urbaine et aux risques, industriels et naturels, elles ne sont pas indépendantes des autres formes d'inégalités sociales (inégalités de revenu, d'emploi, ou de consommation). D'après le rapport réalisé à la demande du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Dieboldt *et al.*, 2005), les inégalités écologiques sont implicitement connues, mais peu évaluées et donc peu traitées en tant que telles par les pouvoirs publics car il n'existe pas à ce jour de conception unifiée, et surtout opérationnelle, de ces inégalités. L'évaluation des risques encourus par les citadins particulièrement exposés aux nuisances urbaines n'est pas envisagée de la même manière par les différents acteurs, faute de cadre d'analyse commun (Dieboldt *et al.*, 2005). D'après Dieboldt *et al.*, 2005, "c'est donc à une nouvelle approche des politiques environnementales, qui viendrait enrichir l'approche traditionnelle axée sur les ressources et milieux naturels, que l'utilisation de ce concept invite, en mettant l'humain au centre de ces politiques et en s'inscrivant résolument dans une perspective de développement durable. Il nous est apparu en effet que la non prise en compte de la dimension environnementale joue un rôle important dans les processus de ségrégation spatiale. La réduction des inégalités écologiques, en contribuant à l'amélioration de la qualité environnementale du cadre de vie urbain, constitue un volet incontournable de la politique de lutte contre les inégalités urbaines et représente un élément de réussite de l'objectif de mixité sociale et de cohésion nationale" (p.4 et 5) .
L. Laigle (2005) part, quant à elle, du constat selon lequel "il existerait ainsi des inégalités dans la propension des territoires à engager des processus de développement visant une amélioration de l'environnement urbain. De plus, aux inégalités dans l'exposition aux risques (industriels, naturels…) et aux nuisances urbaines, viendraient se greffer des inégalités sociales dans l'accès au logement et au cadre de vie, ainsi que des inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement. Les inégalités écologiques désigneraient ce cumul des inégalités". Selon elle, les inégalités écologiques se caractériseraient par le phénomène de l'accumulation d'inégalités de différentes natures. Voici donc une première définition, somme toute stabilisée, de la notion des inégalités écologiques. D'autres auteurs, auxquels se réfère L. Laigle pour caractériser les inégalités écologiques, ont apporté des contributions sur ce thème. C'est le cas notamment de C. Emilianoff (2005) dont la position reflète la difficulté qu'il y a à différencier inégalités environnementales et écologiques. L'auteur assimile les inégalités écologiques à un phénomène certes social[45] mais dont les critères de différenciation restent environnementaux. Pour C. Emelianoff (2005), "le terme d'inégalité environnementale exprime l'idée que les populations ou les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux pollutions, aux nuisances et aux risques environnementaux, pas plus qu'ils n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales".

45 Dès le premier paragraphe, l'auteur remarque que « la question écologique apparaît en effet sous cet angle doublement sociale, d'une part, par le fait que les destructions de l'environnement génèrent par rétroaction des dommages subis par des populations humaines, d'autre part, parce qu'il existe des différenciations sociales dans l'exposition aux nuisances et aux risques, tout comme dans l'accès aux ressources environnementales ».

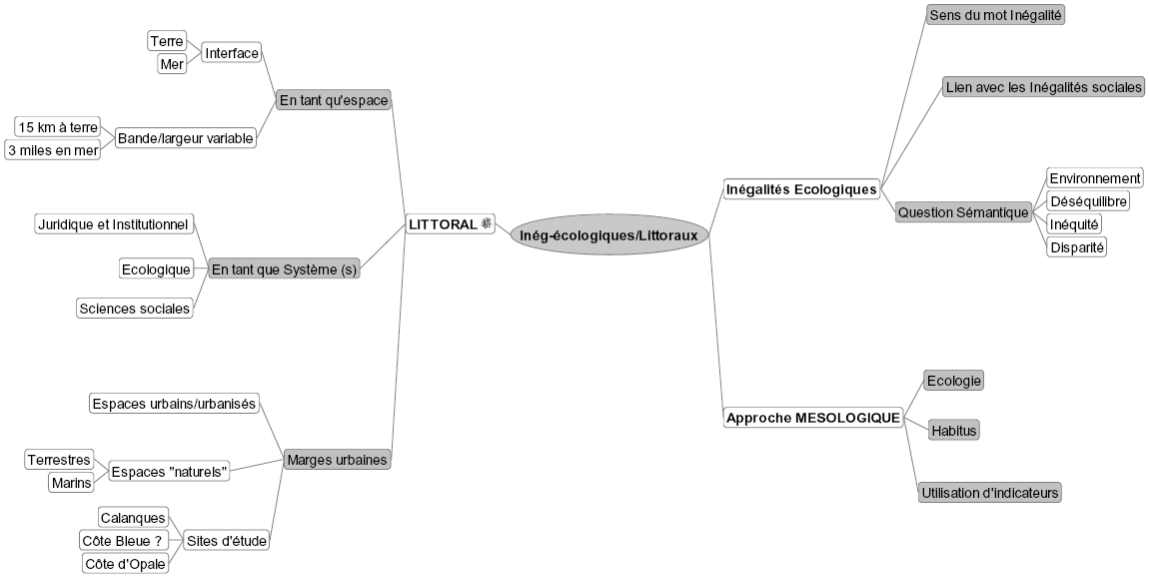
Pour C. Emélianoff, l'inégalité environnementale met ainsi en lumière une inégalité d'exposition et de vulnérabilité[46] vis-à-vis des pollutions, nuisances et autres risques environnementaux cumulée à une inégalité d'accès aux ressources et aménités environnementales renvoyant selon elle à une question de justice distributive[47]. L'inégalité écologique quant à elle ajoute à l'inégalité environnementale l'émission de polluants et plus largement toutes les dégradations causées par l'homme à son environnement naturel (ce que certains appelle les « risques environnementaux »). En d'autres termes, l'inégalité écologique traduirait une vulnérabilité couplée à une dangerosité des populations vis-à-vis de l'environnement. Selon Dieboldt et al., 2005, l'expression «inégalités écologiques» correspond donc à une convention de langage qui oblige à préciser le sujet de la présente étude : il s'agit en fait, de traiter ici d'inégalités de situation résultant des variations qualitatives de l'environnement urbain et d'analyser dans quelle mesure ces inégalités de situation recoupent d'autres inégalités, celles issues de l'appartenance sociale des individus.

4.1.3 Inégalité écologique et politique territoriale

J. Theys (2000, 2002) n'aborde qu'indirectement la thématique des inégalités écologiques, et s'intéresse aux politiques de remédiation de ces inégalités : les politiques locales de développement durable. Ce faisant, il porte un regard assez critique sur ces politiques dans la mesure où elles tendent à se focaliser sur des mesures de conservation de l'environnement … un environnement dont ne bénéficient pas les populations les plus défavorisées. Cela est toutefois différent sur le littoral car le libre accès à la mer, à l'estran, aux plages, aux sentiers littoraux et aux espaces protégés ouverts gratuitement au public et qui appartiennent notamment au Conservatoire du Littoral et aux départements permettent à ces populations d'y accéder. Ces éléments offrent ainsi la possibilité à tout à chacun de profiter d'aménités littorales telles que les paysages et la pratique de la pêche à pieds. Cependant, comme en milieu urbain, il existe dans le même temps une certaine «écologie de standing» sur le littoral qui entraîne un effet de gentrification qui peut être amplifié par les politiques de préservation de l'environnement. Les questions évoquées par J. Theys appliquées aux relations entre les « aménités littorales », liées à la composante écologique de ces territoires, et les usages et modalités d'appropriation de l'espace, appréhendées à différentes échelles spatiales (site, commune, intercommunalité) sont l'un des fils directeur de notre projet.

46 Ce qui de facto implique la prise en compte de la plus ou moins grande capacité de résilience des populations considérées.
47 Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

A partir de quelles notions peut-on s'interroger sur la relation littoral et inégalités écologiques ? (O. Lozachmeur et V. Morel, 2006).



4.1.4 Une approche mésologique des inégalités écologiques

Rédaction : Vincent Herbert

Du point de vue de la géographie[48], l'entrée par le milieu, dans le sens d'écoumène (Berque, 1996), et donc l'approche mésologique (Berque, 2000), semble la plus pertinente pour aborder la notion d'inégalité écologique. La mésologie privilégie un point de vue relationnel qui cherche à dépasser le dualisme nature – société; La réflexion est placée sur les modalités de la relation nature – société, vue comme est un trajet perpétuel à la fois pratique et idéologique ou théorique. Cette posture se traduit notamment par l'idée de *trajectivité* qui exprime les échanges incessants qui se produisent au sein de l'*écoumène*, conjuguant facteurs objectifs et subjectifs pour produire un *milieu*, daté, situé et doté de signification (Lussault, 1997). Selon A. Berque, l'*écoumène* est "*à la fois la terre et l'humanité, mais ce n'est pas la terre plus l'humanité, ni l'inverse, c'est la terre en tant qu'elle est habitée par l'humanité et c'est aussi l'humanité en tant qu'elle habite la terre. (…) L'écoumène c'est la relation de l'humanité à l'étendue terrestre".* L'étude des inégalités écologique s'inscrit donc parfaitement dans cette approche écouménale. En effet, la mesure de l'inégalité amène à traiter de façon croisée, selon différents emboîtements d'échelles, les données de l'environnement naturel et celles concernant les sociétés. Cette approche contribue en outre à replacer l'environnement dans l'histoire de chaque territoire. Il s'agit notamment d'appréhender le rapport des individus à leur environnement à travers l'expérience qu'ils en ont « là où ils vivent ». Ce rapport ne se limite pas à la proximité géographique au site. D'autres facteurs peuvent peser sur le vécu environnemental des personnes : mobilité résidentielle, attachement à un lieu, insertion dans des réseaux environnementaux, traitement local des questions environnementales… L'approche par l'écoumène permet la mise en œuvre d'une telle analyse. L'inégalité écologiques peut correspondre, par exemple, à l'inégalité d'accès à des sites de nature ; la problématique peut aussi être orientée sur la question du coût élevé du foncier qui empêcherait ou limiterait les classes sociales les plus défavorisées de résider à proximité de ces sites. Dans cette approche, il convient de distinguer ce qui relève de la fréquentation (site touristique) et du cadre de vie.

[48] Paragraphe rédigé par Vincent Herbert.

Pour la fréquentation touristique, il s'agirait d'étudier les types de fréquentation, c'est-à-dire quelles sont les classes sociales représentatives qui fréquentent les sites étudiés. Pour le cadre de vie, il conviendrait d'étudier le(s) site(s) qui se situe(nt) à proximité de ces espaces à fonction de nature, c'est-à-dire les lieux de résidence.

4.2 Les inégalités écologiques en économie

Rédaction : Jérôme Longuépée

Du point de vue de la science économique, la notion d'inégalité n'est évidemment pas nouvelle…à l'instar des politiques économiques ayant tenté de réduire ces inégalités. Pensons en premier lieu à la finance publique et aux politiques de redistribution qui fondent une solidarité, horizontale (intragénérationnelle) et verticale (intergénérationnelle) au sein de la Nation.
Pensons également aux théories économiques du sous-développement comme celle de Prebisch (centre – périphérie) expliquant les inégalités nord-sud par la confrontation et la domination d'un centre industriel sur sa périphérie, cette dernière exportant principalement des produits à faible valeur ajoutée. Ainsi, l'inégalité renvoie à un rapport de pouvoir, tantôt pouvoir d'achat, tantôt pouvoir économico-politique.
Une manière aussi originale d'appréhender la notion d'inégalité renvoie au concept de « capability » proposé par Amartya Sen, prix Nobel d'Economie en 1998 (Sen, 2000). Selon cet auteur en effet, les inégalités et la pauvreté ne peuvent se mesurer au travers des dotations en termes de biens (*commodities*), car il est nécessaire de prendre en compte ce que les personnes sont en mesure de faire et d'être (*capabilities*).
Pour ce qui concerne plus spécifiquement la notion d'inégalité écologique, une zone d'ombre, en marge de celles évoquées au point 2.1 renvoie à son assimilation à des considérations liées à la justice environnementale. Certes un accès différencié à l'environnement ou de manière plus générique à la qualité du cadre de vie a vraisemblablement pour source des divergences en termes de capacités financières, il n'en demeure pas moins qu'outre ce facteur essentiel, les préférences peuvent par ailleurs jouer à plein. En effet, depuis W. Alonso (1964), on sait que les individus en quête de localisation vont arbitrer entre trois différentes variables : le triptyque distance au centre-ville, espace (m^2) et consommation d'un bien composite[49].
Cela signifie que la localisation est évidemment fonction du revenu, mais également dans une certaine mesure la conséquence du choix des individus, de leurs préférences.
Depuis l'ouvrage de référence de W. Alonso qui a marqué les débuts de la théorie de la localisation résidentielle, de nombreux modèles ont été proposés et tous mettent naturellement en avant le revenu comme condition première à la décision de localisation des ménages. Ainsi, J. K. Brueckner *et al*. (1999) ont développé un modèle de la localisation urbaine fondé sur la présence d'aménités urbaines et selon le revenu des individus, dans lequel l'hypothèse centrale consiste à considérer que les aménités sont des biens de luxe : l'évaluation marginale des aménités augmente considérablement avec le revenu (1999, p. 93).

49 C'est-à-dire un bien fictif regroupant l'ensemble de la consommation de biens et services réalisée par l'individu. L'idée d'instaurer un bien fictif permet de voir dans le modèle quels sont les arbitrages entre différents types de consommation que l'individu réalisera : gagner en termes d'espace, en termes de coût de transport ou en termes de consommation de tout autre bien et service.

On aboutit alors, comme c'est le cas dans l'ensemble des modèles de localisation résidentielle, à une distribution selon la rente urbaine : les individus à haut revenu se localisant là où les aménités urbaines sont les plus importantes. Le problème reste de savoir si une localisation peut à elle seule regrouper l'ensemble des attributs valorisés par les agents en quête de localisation : peut-on concilier des attributs de qualité environnementale avec des aménités historiques liées aux centres-villes et des aménités modernes[50] elles aussi croissantes comme la proximité au centre ville ? Ou pouvons nous au contraire considérer une certaine substituabilité entre les attributs de différentes natures ?
La seconde hypothèse induirait une distribution spatiale des individus selon leurs revenus certes, mais également en rapport avec leurs préférences en termes d'environnement, d'aménités historiques ou d'aménités modernes.
Cette idée a été notamment développée par J.-M. Josselin (1993) : tout bien public local matérialisé génère une rente de situation décroissante avec la distance, physique ou psychologique. S'interrogeant à propos de la construction territoriale autour de biens publics localisés, l'auteur considère que ces derniers sont "*collecteurs d'individus différents par leurs goûts, différents par leurs localisations géographiques*" (1993, p. 781).
Il considère en outre deux espaces de référence, à savoir l'espace géographique et l'espace des préférences, figuré par une *distance psychologique* entre l'acteur et le bien public localisé. La fréquence d'utilisation du bien public local sera alors fonction à la fois de la distance géométrique et de la distance psychologique, c'est-à-dire vis-à-vis des préférences. En d'autres termes, l'individu ne se positionne pas dans l'espace en ne tenant compte que de la distance, mais également eu égard à l'estimation de la fréquence d'utilisation future du bien public local. L'auteur remarque que "*la préférence pour le bien public décroît avec la distance, géographique ou psychologique, entre le bien public et l'individu*". Toutes choses étant égales par ailleurs, les individus situés à proximité d'un bien public local ont une préférence pour ce bien plus importante que les individus situés plus en retrait par rapport à ce bien. Ce peut être le cas par exemple de la présence d'une desserte locale en matière de transport en commun urbain, ou encore de la proximité à un collège ou un lycée, ou encore à un milieu naturel comme la proximité au littoral ou au trait de côte pour les individus multipliant les usages sur ce dernier : « *plus j'utilise, au plus près je me localise* » en quelque sorte. L'auteur en arrive à l'idée selon laquelle les localisations géographiques des individus traduisent leurs préférences. *In fine*, il en conclut que "*répartir les individus le long du segment permet de décliner la diversité de leurs préférences pour le bien public*" (p. 784). Les individus au plus près du bien public en retirent le plus d'utilité, notamment par le biais d'une rente de situation, "*due selon les cas à sa structure de préférence et/ou sa localisation géographique*", le segment devient un espace de préférences, et "*le territoire ainsi constitué n'est bien sûr pas de nature géographique* (1993, p. 787).
Ainsi donc les attributs mésologiques, historiques, commerciaux ou de toute autre nature génèrent pour chaque localisation, ce que les économistes appellent une *rente de situation*.

Du fait de l'existence de la rente, chaque localisation n'est pas accessible à tout un chacun puisqu'il en fait payer le prix pour s'y installer. Peut-on pour autant évoquer l'idée d'un problème de justice environnementale ? La réponse n'est pas aisée.

50 Définies par les auteurs comme des équipements de loisirs et liées au niveau de revenu des populations environnantes : infrastructures sportives ou à destination culturelle, restaurants, etc. Ces aménités sont par ailleurs considérées endogènes dans la mesure où elles résultent de la distribution spatiale des classes sociales et n'engendrent donc pas cette partition elles sont engendrées par cette partition : les aménités modernes sont dans une large mesure fonction croissante du revenu des habitants et apparaissent ex post.

Il s'agit en effet de bien distinguer, selon nous, ce qui procède des forces de marché (j'achète sur le marché immobilier de la qualité environnementale ou de la qualité de vie, en ce sens, pour un prix plus élevé il semble normal que je puisse bénéficier d'un environnement plus agréable et ce qui procède des politiques publiques (ou de leur absence…) qui tendent à atténuer les effets pervers inhérents au fonctionnement du marché (certains quartiers sont désinvestis à tel point que les différentiels de qualité environnementale ou de qualité de vie ne sont pas *socialement* acceptables. De la même manière, certains sites, comme sur le littoral, sont si prisés qu'ils engendrent des phénomènes d'exclusion de toute une partie de la population).
Ainsi, les accès différenciés à la qualité environnementale, autrement dit les inégalités environnementales (écologiques de L. Laigle) ne sont pas systématiquement du ressort de la justice distributive : les territoires n'ont pas vocation à être dotés, uniformément, d'attributs environnementaux ou autres. Cette idée sera reprise infra lorsque nous aborderons la notion de territoire en économie.
Nous pouvons cependant relativiser notre propos sur un point : celui de l'existence de *désaménités* environnementales (Nelson, 1993). Il ne s'agit alors plus de considérer que certaines populations sont moins biens dotées en matière d'aménités, mais qu'au contraire, elles pâtissent non pas uniquement d'un environnement peu agréable, mais aussi et surtout sont exposées à des risques et des nuisances, ce qui implique une certaine dangerosité inhérente à leur localisation géographique. Dès lors que les différentiels de qualité environnementale sont tels qu'ils induisent une morbidité, voire une mortalité, nous ne pouvons plus nous référer au signal-prix en tant que variable d'ajustement. Il s'agit, en effet, davantage de considérations relatives à la justice environnementale et aux droits fondamentaux de l'homme[51] qu'à des considérations qui sont d'ordre économique Le problème de la justice distributive émerge lorsque certaines localisations ne bénéficient d'aucune aménité, c'est-à-dire lorsqu'il y a cumul des inégalités, et d'un point de vue environnemental lorsque les attributs environnants agissent négativement sur les individus : nous avons affaire alors à des désaménités. Il y a donc une différence à opérer entre absence d'aménités (une localisation peu attractive) et la présence de désaménités (une localisation répulsive). C'est dans cette perspective, que nous rejoignons la remarque L. Laigle (2005) dans la définition citée dans le point 2.1. Les hypothèses que nous avons formulées dans le cadre de cette étude diffèrent cependant de ces considérations car elles se fondent principalement sur les aménités liées à la proximité d'espaces de nature littorale et c'est précisément l'une des originalités apportées dans le cadre de ce travail.
Dans une perspective économique, il nous semble que la notion d'inégalité écologique doit avant tout s'entendre d'un point de vue de l'accessibilité, c'est-à-dire de la capacité des individus à pouvoir s'approprier ou jouir d'un bien environnemental. L'ajustement entre la demande d'aménité et l'offre s'effectue dans une large mesure par le prix (prix immobiliers ou prix des locations pour les usages résidentiels), différentiels de pouvoir d'achat pour les autres usages de type touristique.
Bien entendu, les pouvoirs publics détiennent un rôle important dans la mesure où ils peuvent opérer différents arbitrages, à différentes échelles, entre :

- l'accessibilité des sites et leur conservation loin des possibilités d'usages récréatifs,
- la promotion de l'accessibilité en faveur de certaines PCS.

En somme, les pouvoirs publics peuvent dans une certaine mesure corriger les discriminations engendrées par le fonctionnement naturel du marché immobilier sur les zones littorales, ou s'abstenir d'intervenir en faveur de l'accessibilité aux PCS plus modestes ou enfin, dans une perspective conservatoire, prendre des mesures visant à limiter l'accessibilité, nonobstant la prise en considération des catégories de revenu.

51 Telle qu'elle est désormais inscrite d'ailleurs au sein de notre constitution puisque la Charte de l'environnement adoptée par le Parlement en février 2005 consacre le droit pour chacun de vivre dans un environnement sain.

4.3 Les inégalités écologiques en sociologie

Rédaction : Valérie Deldrève

Pour les sociologues, il semble que l'expression « inégalité écologique » puisse être préférable, bien que nouvelle et encore peu consensuelle, à celle d' « inégalité environnementale », dans la mesure où la notion d'environnement est éminemment polysémique (il peut être familial, scolaire, professionnel, urbain, naturel…) et à géométrie variable. En sociologie, l'expression « inégalité écologique » fait écho au champ de l'écologie urbaine, fondée par l'Ecole de Chicago qui a initié l'étude des phénomènes urbains (début 20e siècle). L'écologie urbaine plus largement entendue aujourd'hui comme l'étude des enjeux écologiques associés à ces phénomènes ne relève plus de la sociologie, mais la convoque sur le terrain de l'interdisciplinarité. L'expression « inégalités écologiques » renvoie également de manière plus large à l'écologie humaine dont on ne sait aujourd'hui « *s'il s'agit d'une discipline, d'un cadre conceptuel ou d'un ensemble de principes », mais qui au-delà de l'absence de consensus sur son statut, traite de « l'étude des rapports, en particulier les rapports réciproques que les gens entretiennent entre eux et leur habitat ou l'environnement élargi* » (R. Lawrence, 2006). Explicitement anthropocentrique, l'écologie humaine « *transgresse les limites des disciplines traditionnelles en mettant effectivement en pratique un large cadre conceptuel et méthodologique qui inclut les contributions des sciences naturelles et sociales* » (R. Lawrence, 2006[52]). Elle confère, par conséquent, à la sociologie, comme à la psychologie sociale et à l'anthropologie, une place centrale. Au sein des ces disciplines, ce type d'étude a pris, ces deux dernières décennies, une importance croissante ou renouvelée, de manière globale et au sein de champs dédiés (sociologie de l'environnement et du risque, psychologie sociale de l'environnement…).
L'expression « inégalité écologique » permet ainsi d'établir un pont heuristique entre le social et l'écologie, perçus et étudiés comme deux milieux distincts, une opposition nature/culture que dépasse l'anthropologue Ph. Descola. Celui-ci propose, en effet, une « écologie des relations » soit une approche des relations des hommes avec l'ensemble de l'environnement, sans séparer celles qui lient les humains de celles qu'ils créent avec les non-humains. Cette position épistémologique, produit d'une anthropologie comparative des modes de socialisation de la nature, se démarque du naturalisme coutumier aux sociétés occidentales[53]. Transposée à notre étude, elle pourrait permettre de dépasser les controverses entre sciences dures et sciences sociales, en particulier entre écologues et sociologues.

Pour les premiers, en effet, les inégalités écologiques sont de l'ordre de la nature, évaluées en terme de biodiversité et étrangères à la dimension humaine (excepté pour les effets qu'elle génère), alors que les seconds leur confèrent une dimension éminemment voire exclusivement sociale. Le concept d'écosystème, dont la valeur heuristique n'est plus à démontrer dans les disciplines telles que l'écologie et la géographie, semble également fécond en anthropologie «*pour penser les relations entre humains et non humains, parce qu'elle intègre le non vivant, les artefacts. »* (Ph Descola, 2006).

---

[52] R. Lawrence, « Représentations sociales de l'habitat : la pertinence de l'écologie humaine », in K. Weiss, D. Marchand, Psychologie sociale de l'environnement, Presses Universitaires de rennes, 2006.pp.35-47

[53] Grâce à cette approche comparative, Ph Descola distingue quatre types de rapport d'identification à autrui : le naturalisme, le totémisme, l'animisme et l'analogisme. Or seul le naturalisme produit une frontière entre soi et autrui fondée sur la distinction entre la nature et la culture : « *Dans la mesure où le naturalisme est le principe directeur de notre propre cosmologie, il inhibe notre sens commun et notre principe scientifique, il est devenu pour nous un présupposé en quelque sorte « naturel » qui structure notre épistémologie et en particulier notre perception des autres modes d'identification* », ce qui signifie qu'il façonne notre manière de percevoir les autres et le monde.

Ph. Descola (2006) cite à ce sujet l'écosystème que représente Venise, profondément déterminé par l'eau et constitué d'un mixte important d'humains et de non-humains (mouettes, gondoles, courant marée…).
On pourrait également citer la Camargue et le rôle important joué par les saliniers. Partant d'une proposition de C. Lévi-Strauss (Le Regard éloigné, 1976) selon laquelle l'homme a des droits non en tant qu'être moral mais en tant qu'être vivant, proposition qui autorise la reconnaissance et le développement des droits de tous les êtres vivants, Ph Descola (2006) en réfère aux philosophes des droits des animaux et à la pensée éthique de J. Callicott sur la conservation des écosystèmes. Il souligne alors « *l'importance qu'il y a à ne pas induire un déséquilibre qui rendrait l'évolution et la perpétuation de ces écosystèmes impossibles. Or parce que les hommes jouent le rôle principal dans l'écosystème terrestre, il leur revient la responsabilité de maintenir les conditions de perpétuation de cet écosystème. Une telle position* – ajoute-t-il - *a le mérite de faire droit à l'inanimé ».* Une telle position – pourrait-on ajouter - a également le mérite d'introduire l'inanimé et plus largement le non-humain dans le champ des sciences sociales, d'interroger les frontières académiques entre disciplines, et d'orienter le questionnement sociologique sur le rôle de l'homme, être vivant et moral responsable de l'écosystème qui l'abrite.
Parce que notre étude s'intéresse aux inégalités écologiques dans les « marges urbaines » des territoires littoraux, elle inscrit ces inégalités dans un double rapport à la ville et à la nature littorale. Celles-ci se matérialisent donc au sein d'écosystèmes mixtes, ou entre ceux-ci, au regard d'enjeux relatifs aux usages anthropiques d'une part et à la préservation du patrimoine écologique littoral et marin d'autre part. L'inégalité peut alors prendre la forme d'empreintes urbaines sur l'environnement naturel, perçues comme plus ou moins négatives, contenues, maîtrisées, et celle (sans tomber dans les travers d'un déterminisme géographique) d'une empreinte des caractéristiques naturelles sur la ville, ses quartiers, ses usages. Le littoral devient alors, *via* les perceptions et pratiques sociales qui lui sont associées, contraintes et aménités. Les inégalités écologiques peuvent donc s'entendre comme inégalités du milieu de vie, autrement dit de la qualité de l'écosystème et des relations en son sein (inégalité d'accès aux aménités du littoral, d'exposition aux contraintes et risques, ou encore de capacité de réponse à ces contraintes).
L'inégalité ne peut toutefois s'entendre *ex* qualité, mais en référence à une échelle de valeur, à des critères de hiérarchisation. La notion même de biodiversité prend sens dans la valeur qu'on lui confère et qui inspire les indicateurs employés à sa mesure. Cet état de fait renforce la pertinence de l'approche de Ph Descola (*la nature est une production sociale*) et nous conduit à définir les catégories et normes qui président à la définition des inégalités. Celles-ci traduisent un type de rapport à l'environnement propre au « savoir savant », reconnu comme expertise légitime. L'une des questions qui se posent alors est de savoir si ces mêmes normes et catégories sont également mobilisées dans le rapport « profane » à l'environnement, de production et d'usage de celui-ci. Il s'agit alors d'appréhender les savoirs naturalistes, en combinant deux analyses, dites « intérieure » et « extérieure » : « *selon l'une, il s'agit d'atteindre les concepts et les catégories implicites du point de vue de ceux qui les utilisent, selon l'autre, on aborde les mêmes sujets ou phénomènes à partir des catégories ou des concepts scientifiques* » (C. Friedberg, 1991). A titre d'exemple, les indicateurs de la richesse de la biodiversité littorale ou de l'attrait d'un paysage marin, retenus comme dimensions de l'inégalité écologique, sont avant tout les indicateurs d'un certain type de rapport au littoral, un mode dominant faisant référence en la matière.

Seront-ils également pertinents aux yeux des populations résidentes, et notamment des classes les moins perméables aux normes dominantes et au savoir savant, pour décrire la plus ou moins grande qualité de leur milieu de vie ? Pour autant il ne s'agit pas d'invalider la notion d'inégalité écologique, ou de qualité écologique d'un écosystème, mais de montrer qu'elle repose sur un système de valeurs relatives aux caractéristiques de l'écosystème d'une part et à l'équité d'autre part.

Une dimension inhérente à la formulation d'une «inégalité écologique » est, en effet, de postuler l'égalité comme objectif vers lequel tendre. Il n'est pas juste (notion d'équité) que les hommes aient des milieux de vie dont la qualité est à ce point inégale que certains d'entre eux soient exposés à des périls sanitaires, ou ne bénéficient d'aucune aménité par ailleurs extrêmement valorisée.
Ce postulat normatif sous-tend une approche scientifique et comparative des écosystèmes mixtes, fondée sur la mobilisation d'indicateurs et de normes. Si celle-ci s'effectue de manière assez consensuelle au sein de la communauté scientifique lorsqu'elle se rapporte aux dimensions du patrimoine écologique, jusqu'à sembler objective, elle est plus controversée une fois référée aux dimensions les plus sociologiques. Ces dernières sous-tendent des indicateurs relatifs aux types d'usagers (caractéristiques socio-démographiques), à leurs pratiques (formes, modalités et fréquence), ainsi qu'aux perceptions et connaissances de l'écosystème associées à ces pratiques. La difficulté première est que la définition d'une batterie d'indicateurs propres aux aspects sociologiques des inégalités écologiques suppose de la référer à des critères définis scientifiquement, de manière « extérieure » aux communautés littorales observées, mais en tenant compte du sens ou non sens qu'elles leur prêtent.
La seconde difficulté est qu'une enquête de terrain focalisée sur la mesure des aménités du littoral et son pouvoir d'attraction (un indicateur pouvant être la proximité de la mer comme facteur de choix du lieu de résidence) conduit à sur-dimensionner l'importance du sujet traité. Une enquête qualitative, construite dans l'optique d'appréhender les liens entre la personne et son écosystème, dans la globalité de celui-ci, permet d'atténuer ce travers. Elle n'autorise pas, en revanche, le renseignement quantitatif des indicateurs. Dans le cadre du PNEC-Côte d'Opale (C. Meur-Férec coord., 2004), les sociologues mobilisés ont tenté de dépasser la difficulté de mesurer la vulnérabilité des populations littorales aux risques en combinant enquêtes quantitative et qualitative. Le pari était de dégager des régularités dans les pratiques et les modes de perception de l'environnement et du risque, imputables à des variables classiques (âge, PCS, origine sociale, lieu de résidence…) ou plus spécifiques (mobilité géographique générationnelle et intergénérationnelle, métiers directement liés au littoral…) qu'ils suffisaient alors de renseigner pour en déduire usages et perceptions, et à travers eux la vulnérabilité d'une population donnée. Cette démarche semble validée dès lors qu'elle s'applique à une société fondée sur « *un modèle de consommation et de loisirs spécifique à un contexte de rationalisation industrielle qui légitime une lecture socio-culturelle du rapport à l'environnement* », pour reprendre les termes de B. Kalaora (1998). Or selon ce dernier, *« les cadres sociaux et culturels de structuration du comportement se désagrègent, entraînant une plus grande indétermination où l'individu devient le principe auto-référentiel* ». Cette « *apparition du culte contemporain de la nature par opposition au culte moderne caractéristique de l'avènement de la société industrielle* » implique pour le chercheur « *de passer d'une approche fonctionnaliste et culturaliste à une approche phénoménologique, organique du vécu* ». Bien que nos premières observations de terrain (quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer) ne semblent pas conforter cette tendance à l'indétermination des comportements, le parti pris dans le cadre de cette étude a été de se démarquer de l'approche quantitative et culturaliste adoptée dans le PNEC, de manière à explorer qualitativement le rapport de l'individu à son environnement polymorphe. Une telle approche est rendue possible par l'échelle dans laquelle elle s'inscrit : la côte d'Opale, le littoral marseillais et la sélection de micro-sites en leur sein.

Elle interroge toutefois l'approche traditionnelle des inégalités écologiques, faite d'oppositions à l'échelle globale telles que Nord-Sud et de méga-dimensions, comme la santé, assorties alors d'un certain nombre d'indicateurs incontournables et directement quantifiables. Bien que comparative, l'approche proposée, locale et qualitative, n'autorise pas une mesure des inégalités écologiques. Son grand intérêt est, en revanche, d'interroger, grâce aux observations et entretiens réalisés, le sens des indicateurs d'inégalité retenus par

les chercheurs, d'en faire éventuellement émerger d'autres, et surtout d'explorer les relations des hommes au sein de leurs écosystèmes « mixtes », sans isoler de manière heuristique mais non moins artificielle et amplifiante, celles qu'ils nouent avec leur environnement naturel.

Dès lors, des enquêtes de terrain, menées en parallèle, dans les quartiers de marges urbaines et à proximité de sites littoraux à fort intérêt patrimonial, interrogent la proximité de la mer, le sens qui lui est affecté, l'appartenance des quartiers au domaine littoral et ses conséquences, parmi d'autres dimensions sociales.

Une telle démarche permet d'aborder indirectement la question du « traitement » socio-politique, voire économique de la mer et du littoral, de leur rôle culturel, des projets de société qui s'y matérialisent, et plus directement celle de l'« appropriation » du littoral par les sociétés qui y vivent et lui prêtent des frontières variables selon leur histoire, leurs usages. Le littoral revêt une dimension imaginaire et symbolique autant que physique (B. Kalaora, 1998). Et l'un des objectifs de cette étude est d'identifier certains éléments du tropisme observé pour les sites naturels littoraux. Quand et comment s'est construit le « désir de rivage » ? Si le « désir de rivage » n'existe pas, il ne peut y avoir sentiment d'inégalité, ce qui pose la question du pourquoi, devant une même réalité physique, il peut y avoir ou pas, aux yeux des résidents, des usagers, paysage esthétique ou lieu attrayant.

D'un point de vue sociologique, l'entrée par les usages est bien sûr pertinente ; elle l'est d'autant plus dans le cadre de ce travail que l'accent est mis sur la fonctionnalité, ou la multifonctionnalité des territoires (A. Caron et A. Torre, 2004), définis comme espaces urbain et naturel. Par ailleurs, la question de l'égalité renvoyant à celle d'équité, il s'agit également de considérer la légitimité des différents usages (au nom de quels principes ?), souvent concurrentiels, du littoral et de la mer. Comment alors les acteurs-usagers défendent ou interrogent cette légitimité dans un projet de territoire défini comme collectif ? L'approche sociologique ne peut faire l'économie des rapports entre usagers et institutions gestionnaires, des modalités de l'expertise convoquées et de l'action collective empruntées afin de pénétrer l'une des dimensions importantes des inégalités écologiques, à savoir l'inégale capacité des acteurs à concourir à la définition d'un projet territorial, à défendre leurs usages et leur vision du monde.

L'ambition du volet sociologique de cette recherche est donc d'insérer l'étude des rapports sociaux qui se nouent autour des enjeux associés à l'environnement naturel, en termes de préservation, de conflits d'usage, de processus de régulation et de décision, d'expertise et de concertation, dans une approche plus anthropologique des relations écologiques propres aux *écosystèmes mixtes* observés (Ph. Descola, 2006) . Cette dernière autorise la prise en considération pondérée des usages, perceptions et connaissances naturalistes comme éléments d'un « tout » et facilite ainsi le repérage, le calibrage, certes grossier, voire l'imputation des inégalités écologiques.

Outre les approches disciplinaires, la notion d'inégalité écologique s'entend selon différentes acceptions chez les acteurs, élus et praticiens du littoral. Dans la perspective d'un transfert des résultats de la recherche aux acteurs, il est indispensable d'établir un dialogue avec les acteurs autour de cette notion, peu connue, d'inégalité écologique.

CHAPITRE 5

Inégalités écologiques, inégalités sociales : vers une approche partagée ?

Coord. Philippe Deboudt

Rédaction : Philippe Deboudt

Une lecture géographique de la notion d'inégalité écologique amène à mobiliser plusieurs notions et concepts dont le point commun est une émergence assez récente dans l'histoire de la discipline (à partir des années 1970).

5.1 Inégalité et territoire en géographie

La notion d'inégalité a été très largement étudiée en géographie. L'association de l'inégalité et de l'écologie est, à l'inverse, beaucoup plus récente dans les recherches des géographes français. Les travaux développés dans les années 1970, notamment par Alain Reynaud (1981), sur l'espace social ont mobilisé la notion d'inégalité. Selon A. Reynaud (cité dans Di Méo et Buléon, 2005, p. 64), «structuré par les rapports sociaux, l'espace géographique contribue à leur conférer, en retour une texture particulière…si la structure sociale se traduit quasi automatiquement par une structure spatiale, le spatial jouit d'une possibilité de survivance (hystérésis) qui, à son tour, influe sur le social » (Reynaud, 1979). Du point de vue de A. Reynaud (1981), si les sociétés sont divisées en classes, celles-ci se déclinent en différentes catégories : classes socio- économiques, socio-temporelles, socio-politiques, socio-culturelles et socio-spatiales. Ces découpages éclairent et révèlent les phénomènes d'inégalité, de fracture et de ségrégation. Le modèle d'interprétation des sociétés dans leurs rapports à l'espace géographique, proposé par A. Reynaud (1981), mobilise les notions d'inégalités ou de différenciation sociale pour rendre compte, dans le cadre de l'interaction entre les phénomène sociaux et spatiaux, de la diversité du monde et de sa fragmentation géographique. Cependant, l'approche de A. Reynaud (1981) comporte des limites soulignées par G. Di Méo et P. Burléon (2005 p. 67), notamment l'absence de référence à l'individu et à sa territorialité (représentations, jeu d'acteurs et conflits). La conceptualisation du territoire comblera ces limites. Le territoire est un concept récent de la géographie qui en propose plusieurs acceptions. Le territoire traduit une vision strictement politique du découpage de l'espace géographique (Badie, 1995). Le territoire relève aussi d'une dimension naturaliste, éthologique même, de la fragmentation de l'espace géographique. R. Adrey (1986) a proposé une définition classique, normative et fonctionnelle du territoire dans le cadre d'une conception naturaliste (« le territoire est un fait de nature ») : « le territoire est comme un espace vital terrestre, aquatique ou aérien, qu'un animal ou un groupe d'animaux défend comme étant sa propriété exclusive » (Adrey, 1986). R. Mathevet et B. Poulin (2006) ont analysé les relations entre la géographie et la dimension écologique des territoires. Les territoires porteurs d'une culture et d'une biodiversité singulière constituent les « nouveaux espaces de la conservation ». Selon Grenier (2000), les territoires ou les processus de diversification biologiques et culturels se produisent par spéciation géographique participent à la géodiversité ou la biodiversité et la diversité culturelle considérées spatialement à l'échelle de la Terre. Une composante élémentaire de la géodiversité et la géodisparité c'est-à-dire la diversité des modes d'accès, des usages et des dynamiques des interactions des ressources et des usages. L'approche géographique doit permettre de mieux appréhender l'historicité, la sociétalité, la pragmatique et le rôle des représentations et systèmes de valeurs de ces territoires. Elle doit permettre d'intégrer la pluralité des points de vue, les connaissances et valeurs des usagers, de redéfinir les processus de décision et les structures institutionnelles. Cette conception éthologique du territoire fournit des informations utiles à la compréhension des valeurs territoriales. Le territoire est aussi un espace approprié par des individus ou des groupes en fonction d'interactions complexes.

Selon Y. Barel (1984), « tout élément, même le plus physique ou biologique, n'entre dans la composition d'un territoire qu'après être passé par le crible d'un processus de symbolisation qui le dématérialise ». Pour J. Bonnemaison (1981), « le territoire est un géosymbole, c'est-à-dire un lieu, un intinéraire, un espace qui prend aux yeux des peuples et des groupes une dimension symbolique et culturelle, ou s'enracinent leurs valeurs et se confortent leur identité ». La morphologie urbaine et les caractéristiques socio démographiques permettent de caractériser l'espace social. Cependant, la réalité des faits sociaux est complexe et s'apprécie dans la mise en œuvre de systèmes de relations, à des modes de structuration des groupes ainsi qu'à l'importance que les groupes comme les individus accordent à leur relation aux lieux dans le cadre de logiques temporaires. « L'espace géographique est une notion relative du fait d'une distorsion de plus en plus forte entre l'espace physique représenté sur les cartes et l'espace tel qu'il intervient réellement dans la vie de chacun » (Mathieu, Guermond, 1986). Le territoire constitue aussi un cadre méthodologique permettant d'évaluer les rapports sociaux dans leur contexte de spatialisation.

5.2 Les rapports sociaux et le territoire

R. Brunet (1995) déclarait « qu'affirmer une identité nationale sur la base d'une délimitation territoriale, c'est tôt ou tard en venir à exclure l'autre » (cité par Di Méo et Buléon, 2005, p. 78). L'exclusion, la ségrégation, ou à l'inverse, l'intégration et la mixité sont révélées par l'interaction entre des rapports sociaux et des espaces géographiques. Bernard Bret (1996) a proposé une réflexion sur la notion d'inégalité dans le champs de la géographie : comment l'analyse des inégalités spatiales s'articule-t-elle avec celle des inégalités sociales ? De la diversité géographique des territoires et de la nécessaire concentration de certaines fonctions en certains lieux, résulte automatiquement de forts contrastes de peuplement, susceptibles de créer des inégalités sociales. L'inégalité sociale a ses bases dans les inégalités de richesse et les inégalités culturelles. Le lieu de résidence peut cependant représenter un facteur supplémentaire d'inégalité. Il peut synthétiser l'expression de cette interaction entre les rapports sociaux et les espaces géographiques. Selon F. Madoré (2004, cité par Di Méo et Buléon, 2005, p. 100) , il définit la position sociale la plus significative et la plus parlante de l'individu dans l'espace géographique. Les lieux de loisirs, de travail, de consommation, les itinéraires réguliers contribuent aussi à ce positionnement. L'école de Chicago a donné dans les années 1920 1930 une interprétation de cette relation entre la division sociale de l'espace et la distribution géographique des formes d'habitat qui est celle de l'exclusion et du ghetto (Blanc, 1998). La ségrégation caractérise « des populations qui non seulement connaissent une forte concentration spatiale, mais qui de surcroît se trouvent plus ou moins assignées à cette concentration, sous l'effet de pratiques et de logiques d'exclusion ou de relégation dont elles sont en quelque sorte l'objet (Grafmeyer, 1994, cité par Di Méo et Buléon, 2005, p. 101). Le terme de ségrégation désigne une pratique volontaire associée à une pratique discriminatoire (sociale et/ou spatiale). Les notions de différenciation, de spécialisation sociale de l'espace désignent une concentration socio-spatiale qui n'est pas provoquée par une entreprise délibérée de concentration de certains groupes sociaux dans des zones spécifiques d'habitat et de vie. La mixité sociale fait référence à la coexistence sur un même espace de groupes sociaux aux caractéristiques diverses (Selod, 2005). Le filigrane de l'organisation socio spatiale est, en général, déterminé par la présence et l'investissement des personnes plus favorisées. Les territoires de la richesse, de la distinction et du pouvoir sont toujours des territoires choisis. Les raisons de ces choix varient d'un lieu à l'autre. Les conditions physiques et environnementales jouent fréquemment un rôle. Cependant, les recherches portant sur les liens entre la répartition socio-spatiale et l'environnement dans sa dimension naturaliste n'ont pas émergé avant les années 1980. Historiquement, l'écologie urbaine s'intéresse principalement à l'étude de la répartition sociale dans l'espace urbain et aux phénomènes de ségrégation.

Pour les sociologues de l'école de Chicago, les effets du milieu naturel n'ont généralement pas de conséquences sur la division sociale de l'espace (urbain) (Di Méo et Buléon, 2005, p. 104). L'étude de la relation entre les rapports sociaux et les rapports de pouvoir mobilise la notion d'appropriation. Selon F. Ripoll et V. Veschambre (2005), une approche en terme d'appropriation appelle et révèle des inégalités dans l'accès, l'occupation, l'usage et la jouissance des différents lieux de vie, qui par ailleurs ne se valent pas ». Cette appropriation peut être mesurée et quantifiée en terme d'inégalités de surfaces habitées ou réservées, de distances aux ressources rares ou valorisées. D'un point de vue qualitatif, les inégalités portent sur le cade de vie. Les inégalités sont aussi liées à l'appropriation appréhendée comme la maîtrise de son espace. A ceux qui usent à leur guise de leur propre espace, qu'ils ont produit ou fait produire, s'opposent ceux qui ne peuvent se contenter d'un espace produit pour eux. A une hiérarchie socio économique correspond une hiérarchie des espaces habités. Quelle est alors la place de l'environnement dans ces processus d'appropriation de l'espace ?

5.3 L'environnement et l'espace social : de la justice environnementale à l'inégalité écologique ou environnementale

La mise en relation de la différenciation socio spatiale de l'espace avec les caractéristiques géographiques de l'environnement a été mobilisée dans les années 1980 aux Etats-Unis pour dénoncer la proximité géographique entre des groupes ethniques et des contraintes environnementales (pollution, déchets). La différenciation socio spatiale relève ici d'une forme de ségrégation en lien avec des pratiques discriminatoires dont la dénonciation a provoqué le développement d'un mouvement revendicatif pour une justice environnementale. La justice environnementale a émergé aux Etats-Unis dans les années 1980, en lien avec la dénonciation des recouvrements spatiaux entre les formes de discrimination raciale et les contraintes environnementales (exposition à des nuisances, aux pollutions, aux risques naturels ou industriels). La justice environnementale, a été plus anciennement et plus largement étudié par les géographes français, notamment en lien avec les recherches sur les villes en Amérique du Nord et latine (Bailly, 1996 ; Gorrha-Gobin, 2006) ou anglo-saxons (Cutter, 1995 ; Cutter et Solecki, 1995 ; Rees, 1995). Avant d'être un objet de recherche, elle représente un mouvement social et militant (grassroots movement) en lien avec la lutte pour les droits civiques et la dénonciation d'un « racisme environnemental » à l'égard des populations noires ou des minorités principalement exposées aux pollutions industrielles, aux déchets toxiques et aux risques. Les travaux de Robert Bullard, sociologue à l'Université de Californie, ont démontré d'un point de vue scientifique, les dénonciations de ce mouvement et contribué à la construction de politiques publiques fédérales en lien avec la justice environnementale (Bullard, 1990a, b ; Bullard et Beverly, 1990). En Europe, et notamment en France, aucun mouvement social et militant associé à des revendications de justice environnementale, ne s'est développé comme aux Etats-Unis. C'est très récemment, au début des années 2000, que des travaux scientifiques se sont intéressés aux liens entre la géographie des contraintes environnementales (exposition aux risques, aux pollutions, aux nuisances…) et les caractéristiques socio-économiques et sociologiques des populations. Les inégalités écologiques ou environnementales représentent cet objet de recherche scientifique, non lié à un mouvement social ou revendicatif et associant les problématiques sociales et environnementales. L'inégalité écologique est devenue en France, depuis quelques années, un nouvel objet de recherche (Charles et al., 2007), en lien notamment avec le programme de recherche « Politiques territoriales et développement durable » du Ministère de l'Ecologie et de l'Aménagement Durables (MEDAD) et du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). L'inégalité écologique n'est pas un concept construit par une seule discipline scientifique mais possède, comme d'autres notions étudiées en sciences humaines et sociales (par exemple le risque et la vulnérabilité), un contenu polysémique, objet de débats entre les différentes champs scientifiques mobilisés pour son étude.

J. Theys s'est interrogé sur l'émergence récente de travaux de recherche, en France, en rapport avec les inégalités écologiques à partir de la question suivante : Pourquoi les préoccupations sociales et écologiques s'ignorent elles mutuellement ? J. Theys y répond en mobilisant la référence aux inégalités écologiques (Theys, 2005, 2007). Selon J. theys, associer inégalités et environnement et à fortiori écologie, ne va pas de soi. L'idée la plus communément répandue est en effet que tout le monde est égal devant l'environnement. Ou que les seules inégalités sont géographiques. Généralement les travaux sur ce sujet ont montré que non seulement les inégalités écologiques existent mais qu'elles sont plus importantes que les inégalités sociales. Selon J. Theys, c'est la construction du champ de l'environnement en France qui a évacué la dimension sociale et qui explique cet intérêt tardif pour les inégalités écologiques. Trois conceptions de l'environnement se sont concurrencées : biocentrique et objective issue des naturalistes (conservation d'objets naturels en relations fonctionnelles) ; anthropocentrique et subjective (construction d'un ensemble de relations entre l'homme et la nature), technocentrique (environnement ensemble de limites et de problèmes, de risques). L'environnement a plutôt été assimilé à la première et à la troisième conception en lien avec la construction de l'appareil statistique (réseaux de mesure des problèmes environnementaux – pollution par exemple, qualité de l'air ; inventaire du patrimoine naturel). L'approche par les populations, les groupes sociaux par les relations concrètes à l'environnement a été longtemps ignorée si bien aujourd'hui sauf dans le domaine du bruit, incapable de caractérisé socialement qui est exposé aux risques naturels, qui a accès à la nature, qui bénéficie des services…

5.4 Appropriation géographique de la notion d'inégalité écologique

Pour J. Theys (2007, p. 25), la notion d'inégalité écologique peut ainsi être définie comme une forme spécifique d'inégalité sociale qui concerne soit l'exposition aux pollutions ou aux risques, soit l'accès à la nature ou aux aménités urbaines et rurales. Elle se différencie de l'inégalité des droits à l'environnement qui agrégerait pour chaque groupe social les dommages causés à l'environnement et les dommages subis. Cependant, coexistent des conceptions très différentes de la notion d'inégalité écologique. Ces différences portent à la fois ce sur quoi portent les inégalités et leur mode de représentation. Une approche peut privilégier une vision statique (inégalité de situation), d'autres approches privilégient une approche dynamique (mettre en cause des responsabilités et les rapporter à des principes de justice). La notion d'inégalité écologique peut aussi renvoyer à des inégalités territoriales et aux effets redistributifs des politiques publiques ou n'a de sens que par rapport à des inégalités entre groupes sociaux. Plusieurs publications récentes montrent le développement d'un questionnement généralement pluridisciplinaire autour de la notion d'inégalité écologique. L'intérêt des géographes et des sociologues français pour l'étude de cette notion est récent. Les principales recherches mobilisant cette notion d'inégalité écologique ou environnementale se situent en géographie de la santé (liens entre santé, contraintes environnementales et conditions de vie). En Grande Bretagne, les travaux du géographe Gordon Walker ont démontré les liens entre les pollutions industrielles et l'exposition des populations les plus défavorisées à celles-ci (Walker et al., 2005). A l'échelle internationale, les rapports entre inégalités de développement (Nord – Sud) et inégalités écologiques (inégalités de pression, de prélèvement et d'accès aux ressources naturelles) sont présents dans les préoccupations des institutions internationales (PNUE) et des mouvements altermondialistes. En France, une préoccupation relative aux inégalités écologiques est apparue dans la stratégie nationale de développement durable adoptée en 2003 : « La vie urbaine, qui concerne près de 80% de la population française, a transformé les attitudes, les comportements et les relations sociales traditionnelles. L'étalement périphérique et la balkanisation sociale du tissu urbain ont parfois conduit à la marginalisation des quartiers les plus pauvres.

Le lien entre inégalités sociales et inégalités écologiques, qu'illustrent des différences d'exposition aux nuisances liés au bruit ou à la pollution, notamment dans des quartiers urbains ou des logements, situés près de sites sensibles, subissent une déperdition de valeur, doit faire l'objet d'une évaluation attentive. Deux objectifs sont définis en rapport avec la connaissance des situations de cumul des inégalités écologiques et sociales et la réduction de ces inégalités par les politiques de rénovation urbaine ». Les espaces urbains et métropolitains français sont les terrains de recherche privilégiés pour l'étude des inégalités écologiques à partir d'une approche territoriale. « Les politiques d'attractivité économique et urbaine menées par des agglomérations engagées dans la métropolisation peuvent provoquer des processus de fracture sociale et de dégradation environnementale qui accentuent la vulnérabilité et favorisent la constitution d'inégalités écologiques. Les politiques urbaines mises en œuvre en lien avec le processus de métropolisation peuvent conduire à des effets cumulatifs entre inégalités sociales et écologiques » (Laigle, 2006). L. Laigle (2005) part, du constat selon lequel "il existerait ainsi des inégalités dans la propension des territoires à engager des processus de développement visant une amélioration de l'environnement urbain. De plus, aux inégalités dans l'exposition aux risques (industriels, naturels…) et aux nuisances urbaines, viendraient se greffer des inégalités sociales dans l'accès au logement et au cadre de vie, ainsi que des inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement. Les inégalités écologiques désigneraient ce cumul des inégalités". Selon elle, les inégalités écologiques se caractériseraient par le phénomène de l'accumulation d'inégalités de différentes natures. Les travaux de Lydie Laigle et Vincent Oehler (2004) ont analysé ces relations dans les métropoles régionales françaises et identifiés quatre types d'inégalités écologiques : les inégalités territoriales, les inégalités dans l'accès aux facilités et aménités urbaines, les inégalités dans l'exposition aux risques et nuisances urbaines et les inégalités dans la capacité d'influence sur les politiques environnementales et urbaines. Les inégalités écologiques peuvent désigner selon L. Laigle et V. Oelher (2004, 2005), un cumul de disparités d'accès à la qualité du cadre de vie et d'exposition aux nuisances engendrées par l'expansion urbaine et aux risques, industriels et naturels, elles ne sont pas indépendantes des autres formes d'inégalités sociales (inégalités de revenu, d'emploi, ou de consommation). Parallèlement à l'échelle territoriale, les recherches sur les inégalités écologiques se réfèrent à l'espace du logement. Sont étudiés les rapports entre les conditions de logement, les caractéristiques socio-économiques des populations et leur relation avec l'environnement. L'accès au logement représente une condition de vie de base dont le coût financier s'est considérablement renchéri ces dernières années et est devenu un facteur important d'inégalité sociale. Les caractéristiques géographiques du lieu du logement, pondérées par des processus de valorisation ou de dévalorisation, qui évoluent dans le temps, sont susceptibles d'accentuer ces inégalités sociales. L'interaction entre le logement et l'environnement revêt deux dimensions complémentaires : d'une part, la qualité « environnementale » du lieu de vie (comportement énergétique, usage des ressources, élimination des déchets) et d'autre part, la relation entre le lieu de vie et les aménités environnementales. La prise en compte de ces deux dimensions dans l'évaluation de la qualité de l'habitat peut contribuer à renforcer les inégalités sociales liées à l'accès au logement. C. Emélianoff (2005) a précisé le sens de la notion d'inégalité écologique en la différenciant de l'inégalité environnementale : « l'inégalité environnementale met ainsi en lumière une inégalité d'exposition et de vulnérabilité[54] vis-à-vis des pollutions, nuisances et autres risques environnementaux cumulée à une inégalité d'accès aux ressources et aménités environnementales renvoyant selon elle à une question de justice distributive[55]. L'inégalité écologique quant à elle ajoute à l'inégalité environnementale l'émission de polluants et plus largement toutes les dégradations causées par l'homme à son environnement naturel (ce que certains appelle les « risques environnementaux »).

54 Ce qui de facto implique la prise en compte de la plus ou moins grande capacité de résilience des populations considérées.

55 Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

C. Emélianoff et J. Theys (2001) précisent la dimension cumulative des inégalités écologiques et sociales : « il existe en matière d'environnement, des différences considérables d'exposition aux risques ou d'accès aux ressources; et il est clair que celles-ci ne sont pas indépendantes des autres formes d'inégalités sociales – inégalités de revenu, d'emploi ou de consommation ». On peut alors se demander dans quelle mesure il y a un cumul des handicaps, des logiques d'exclusion, de ségrégation urbaine et spatiale, d'exposition à des risques et à des processus de dégradation ou de valorisation environnementale.

Les points de vus disciplinaires exprimés précédemment confirment la diversité des acceptions accordées à l'inégalité écologique. J. Theys a proposé la classification suivante :

Inégalités écologiques : quelles approches possibles ? (Theys, 2007, p. 25)

Sur quoi portent les inégalités ?			
Les approches alternatives	Les territoires	Les individus et les groupes sociaux	Les politiques publiques
Approches statiques : quelles situations	Inégalités écologiques territoriales	Inégalités sociales dans les relations à l'environnement	Distribution inégale des normes, coûts et bénéfices liés aux politiques de l'environnement
Approches dynamiques et causales : Quelles causes ? Quelles responsabilités ? Quelles règles de justice ?	Processus de ségrégation ou de concentration spatiale. Transfert des externalités entre territoires	Responsabilités inégales des individus et des groupes sociaux dans la « destruction » de l'environnement (par rapport aux coûts et bénéfices subis ou retirés)	Contestation d'une mesure environnementales créant des injustices sociales et ethniques Accès inégal à la prise de décision Justice environnementale aux Etats-Unis

Les travaux de L. Laigle ont abouti à la typologie suivante :

Typologie des inégalités écologiques proposée par L. Laigle (2007, p. 147)

Inégalités territoriales	liées à l'héritage, au marquage social et environnemental des espaces urbains qui conditionnent les voies possibles de leur développement
Inégalités d'accès à l'urbanité et au cadre de vie (d'accès à l'habitat, aux équipements, aux services, aux transports et à la qualité de l'environnement urbain, etc.)	qui se réfèrent aux possibilités inégales de choix des lieux de résidence et de parcours résidentiels, ainsi qu'aux possibilités inégales d'usage et de modes de vie en ville.
Inégalités d'exposition aux nuisances urbaines (bruits, pollutions …) et aux risques (naturels, technologiques, industriels…)	qui renvoient à l'inégale perception et appréciation de ces nuisances (bruit, pollutions…) et à l'inégale information sur leurs incidences. Cette question ne peut être traitée sans évoquer le rôle de la puissance publique dans l'information et la prévention des risques au regard des mécanismes du marché et du secteur privé, et l'action des collectivités territoriales aux différents échelon d'intervention (Région, intercommunalités, communes…).
Inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement et d'interpeller la puissance publique pour la transformation du cadre de vie.	Ces inégalités se réfèrent à la place et au rôle des habitants, des associations, des aménageurs, des techniciens des villes, des acteurs politiques et économiques… dans les médiations et les décisions présidant à la conception et à la réalisation de projets urbains intégrant une réflexion sur l'usage (usage des lieux et usage « raisonné des ressources ») et la préservation environnementale.

Conclusion

Pour le géographe, l'inégalité écologique recouvre différentes formes d'inégalités qui s'apprécient différemment en fonction des territoires ou elles sont analysées. On ne peut proposer de définition ou de typologie générale de l'inégalité écologique qui s'appliquerait partout. Cette posture différencie sensiblement l'approche géographique de l'inégalité écologique de celle des autres disciplines mobilisées pour l'étude de cette notion. Selon les caractéristiques géographiques, politiques, socio-économiques du territoire urbain, rural, montagnard, littoral, insulaire..., les formes de l'inégalité écologique diffèrent. Dans le cadre de cette recherche limitée aux territoires littoraux français, les inégalités écologiques doivent s'apprécier en référence à un territoire dont plusieurs états des lieux récents ont précisé les grandes caractéristiques et tendances d'évolution : l'économie littorale est insérée dans un territoire très convoité et rare soumis à des pressions anthropiques importantes liées notamment à son insertion dans la mondialisation ; ces territoires littoraux intègrent des espaces de haute valeur écologique dont la préservation est concurrencée par les stratégies de développement qui nécessitent un usage ou une artificialisation de l'espace littoral ; les faibles potentialités d'insertion du peuplement et des activités dans le territoire littoral exacerbent les processus de valorisation foncière et provoquent des phénomènes de concentration de catégories sociales. Dans ces territoires littoraux français, les inégalités écologiques relèvent de différentes formes d'inégalités :

- une inégalité géographique liée aux politiques de préservation du patrimoine naturels et aux caractéristiques, notamment naturelles, des milieux géographiques ; cette première dimension de l'inégalité renvoie à une approche naturaliste et est appréhendée par les différences de valeurs attribuées par exemple au patrimoine naturel. Les politiques de préservation des espaces naturels se sont inscrites dans la délimitation de périmètres ou de zonages de protection qui déterminent une inégale répartition des espaces naturels de haute valeur écologique dans un territoire.
- une inégalité dans l'appropriation de l'espace à haute valeur écologique Cette deuxième dimension de l'inégalité renvoie aux processus de construction territoriale. une inégalité dans l'accès à des espaces bénéficiant d'aménités environnementales.
- une inégalité dans l'exposition à des risques naturels ou des contraintes, nuisances environnementales
- une inégalité dans la capacité de mobilisation pour interférer dans l'élaboration des politiques de l'environnement

Dans le cadre d'une approche géographique, ces différentes formes d'inégalités s'apprécient en lien systématique avec le territoire et sa dimension sociale.

CHAPITRE 6

Indicateurs et indices pour l'évaluation de la valeur patrimoniale : intérêt pour l'analyse des inégalités écologiques

Coord. Jean-Claude Dauvin

Comme le souligne la sagesse populaire 'Il n'y a pas de mauvais outils, il n'y a que de mauvais ouvriers'.

6.1 Indices et Indicateurs 'Nature' pour la préservation et la gestion du patrimoine naturel littoral

Rédaction : Jean-Claude Dauvin, Cédric Figuéres[56], Gérard Bellan et Denise Bellan-Santini

Face aux indicateurs sociaux existant ou à créer par enquêtes dans le cadre de ce travail pluridisciplinaire, il paraît nécessaire d'envisager l'élaboration d'indices ou indicateurs Nature fournissant l'"état du milieu » pour un site et donc une estimation de sa "valeur Nature". Ces indices ou indicateurs devraient pouvoir être confrontés et combinés aux autres indicateurs sociaux, qui prennent en compte l'état du milieu urbain ou péri-urbain en terme de transport, de foncier, de pollutions diverses (sans oublier que des indices et indicateurs de pollutions ou perturbations sont déjà intégrés dans leurs équivalents Nature, *cf. supra*), et aux indices d'état humain : santé, démographie, niveau d'étude. Ces indices ou indicateurs Nature (IN) pourraient être dressés à partir des surfaces appartenant aux collectivités et/ou au Conservatoire du littoral (pour ce qui est du foncier), aux surfaces de ZNIEFF, zones protégées, sites Natura 2000, aux surfaces d'espaces verts et de jardins. Les données seraient alors plus objectives; rapports de surfaces, de linéaire côtier, suivi des ZNIEFF, des sites Natura 2000… A côté de ces indicateurs surfaciques d'espaces d'intérêts patrimoniaux, il conviendra d'aborder les indicateurs d'évaluation de la richesse patrimoniale (richesse en espèces, pourcentage d'espèces d'intérêt communautaire, patrimoniales, protégées, endémiques, richesse en habitats remarquables ou d'intérêts communautaires y compris des banques de données espèces/habitats, des indices ou indicateurs d'état développés notamment dans le cadre de le la mise en place de la Directive Cadre sur l'Eau (bon état écologique), des valeurs écologiques et économiques des habitats naturels et enfin des indices et indicateurs révélant la notion de fonctionnalités des espaces naturels : par exemple niveau de « santé » -d'équilibre- de communautés ou faciès (Herbiers à Posidonies, peuplements de Gorgonaires (réseaux H.P., Gorgones, et autres exemples possibles en Manche-Atlantique), capacité de nidification, de zones de nourriceries, de production biologique (espèces clé de voûte …) , de capacité de réhabilitation ou restauration (résilience des écosystèmes), conflits dans les choix des restaurations entre différents points de vue des écologues continentalistes ou marins…

56

Figuérès C., 2007, *Mise au point d'Indices et Indicateurs 'Nature' pour la préservation et la gestion du patrimoine naturel littoral*, Rapport de Master professionnel 2ème année Mention Droit des Zones Côtières et de l'Environnement Littoral et Marin, dir. J-C Dauvin, Université du Littoral Côte d'Opale, 65 p.

Outre un travail bibliographique de recensement des indicateurs ou indices existant, non seulement au niveau français (des deux façades Méditerranée et Atlantique-Manche-Mer du Nord) et au niveau européen voire mondial, il sera demandé à l'étudiant une analyse critique et objective des indices et indicateurs opérationnels utilisables non seulement par la communauté scientifique des écologues mais aussi leur transfert potentiel vers les Sciences Humaines et Sociales et les aménageurs afin qu'ils puissent en tenir compte dans leurs futurs projets d'utilisation des espaces littoraux et des zonages environnementaux existants.

6.1 Les indicateurs : un lien entre science et gouvernance

La communauté scientifique développe des outils permettant d'évaluer l'état d'espaces naturels ainsi que de suivre leur évolution. Malheureusement, ces outils sont souvent complexes et restent souvent difficiles à s'approprier pour les personnes n'ayant pas de sensibilité environnementale telle que les politiques, les décideurs ou les urbanistes dont le métier est de gérer l'espace naturel. Cela amène souvent à une situation d'incompréhension quelquefois délicate entre ces deux types d'acteurs. Il est donc nécessaire, pour une bonne marche des projets nécessitant la collaboration d'un grand nombre d'acteurs, qu'une interface rendant la communication plus compréhensible entre les scientifiques et les personnes susceptibles d'utiliser leurs connaissances soit élaborée.
Le concept d'indicateur est utilisé dans un grand nombre de disciplines. Toutes ont le même but, évaluer l'état d'un système qu'il soit biologique, économique ou social afin de suivre son évolution en fonction de décisions que l'on prend pour modifier son fonctionnement. Il est donc nécessaire de préciser ce qu'est le concept d'indicateur, en effet, plusieurs définitions et interprétations existent selon les démarches scientifiques et les différents utilisateurs. Les indicateurs simplifient la description et l'explication d'un système, ils sont des outils d'évaluation et d'aide à la décision comme témoins (proxies) permettant de définir l'état et l'évolution d'un système. Ils doivent mesurer de façon objective une activité à un instant donné, dans le temps et/ou l'espace. Un indicateur peut donc être considéré comme un outil de gouvernement ou de coordination en insistant sur sa dimension sociale et son rôle normatif (Desrosières, 2004). Turpin (1993) émet la possibilité de définir un indicateur non pas comme 'la simple mesure d'un paramètre mais aussi comme la réponse à une préoccupation sociale relative à un problème identifié, présent ou à venir. Destiné à des acteurs multiples, susceptibles d'avoir des points de vue différents, son interprétation nécessite un consensus' (Rey-Valette et al., 2006). Les indicateurs dépendent du contexte dans lequel ils sont utilisés et ils n'auront pas forcément le même sens ou la même valeur. Par exemple, le taux de chômage peut être utilisé pour évaluer la santé économique d'un pays aussi bien que pour évaluer les conséquences du terrorisme aux États-Unis. Ceci veut dire qu'il est nécessaire d'identifier ce que l'on veut mesurer avant de choisir un indicateur. Dans un domaine très vaste, comme l'Océan par exemple, il apparaît utile d'adopter un cadre conceptuel pouvant faciliter la délimitation des entités à mesurer comme par exemple une masse d'eau. Plus la définition de ces entités est précise et plus le cadre conceptuel est clair, plus l'indicateur susceptible d'être choisi s'impose de lui même jusqu'à l'évidence. Le concept de développement durable abordant l'économie, les sciences sociales ainsi que les sciences de la nature se prête particulièrement bien à l'élaboration de cadre conceptuel.
La présentation et le type d'indicateur varient en fonction de l'utilisateur. On peut définir trois types d'interlocuteurs susceptibles d'être amené à utiliser les indicateurs de développement durable : les gestionnaires, les décideurs et les citoyens. Les gestionnaires occupent des postes administratifs et ont une mission de planification et d'aménagement du territoire ; ils sont souvent appelés à utiliser des indicateurs de performance leur servant d'aide à la décision qui va les amener à atteindre des objectifs bien précis. Les décideurs, eux, sont définis comme les personnes élues aux différents échelons de la vie politique (local, régional, national...) ainsi que les membres d'organismes gouvernementaux ayant 'une influence prépondérante sur les leviers de développement' (CQDD, 2001).

Ils ont besoin d'une information moins détaillée que les gestionnaires par soucis de communication et de clarté face à leurs interlocuteurs qui sont la plupart du temps issus du grand public et souvent les citoyens. Ces derniers peuvent être subdivisés en plusieurs catégories dont les acteurs impliqués de près dans les thématiques utilisant les indicateurs comme le tissu associatif par exemple, ceux pouvant être atteints par le biais des médias et les personnes difficiles à informer comme les personnes âgées. Le principal problème inhérent à la mise en place d'indicateurs de développement durable semble la multiplicité des acteurs ayant des points de vue divergent face à la problématique du développement durable qui par nature réfute l'existence de solutions toutes faites prêtes à l'usage (Brodhag et al., 2004). Il existe donc un besoin de coordination et un indicateur peut servir à faire converger les représentations. L'introduction de cette fonction de coordination est le moteur du passage récent d'une approche sectorielle par paliers dans une logique d'inventaire à une approche par enjeux dont la pertinence dépend du caractère démocratique du processus d'identification des enjeux (Rey-Valette et al., 2006).

Il convient, tout d'abord, de définir la notion d'indicateurs Nature. En effet, par abus de langage, certains termes reliés aux sciences de la nature ont vu leur signification détournée dans le cadre d'autres disciplines telle que la sociologie ou la géographie qui ont tendance à adopter une vision anthropocentrique poussée (Bellan et al., 2007). Ici, les indicateurs Nature sont ceux permettant l'évaluation de l'état d'un écosystème ainsi que son suivi au cours du temps. Cette approche écosystémique globale s'appuie sur la notion d'écosystème correspondant à 'un système d'interactions entre les populations de différentes espèces vivant dans un même site et entre ces populations et le milieu physique' avec des interactions à double sens (Frontier, 1999). Un système écologique peut être défini sur une grande variété d'échelles d'espace-temps. On peut en définir autant que de niveaux spatio-temporels emboîtés : écosystème d'un banc de maërl, d'une baie, d'un bassin-versant-mer côtière, de l'océan mondial tout entier qui constitue un vaste écosystème. Tout écosystème comprend des compartiments biologiques (biocénose) et un biotope physico-chimique modifié, reliés par un réseau d'interactions qui sont portées par des flux d'énergie et de matière et structurés dans l'espace temps (Frontier, 1999). La plupart des écosystèmes sont complexes, ils sont organisés, nécessitent une diversité d'interactions et évoluent dans le temps et l'espace. A côté de cette approche écologique se développe aussi une approche plus économique liée aux services et biens rendus par les écosystèmes. Souvent l'homme est intégré dans ce système d'interactions on peut alors parler d'anthroposystème. Le suivi de l'écosystème permet de pouvoir alors détecter d'éventuelles perturbations du système, de diagnostiquer d'éventuels problèmes et d'évaluer les impacts d'une politique de gestion ou de conservation mise en place sur ce système et d'en tirer alors les enseignements qui en découlent (Dale & Beyeler, 2001). Les indicateurs environnementaux peuvent être des statistiques clés qui représentent ou résument un aspect significatif de l'état de l'environnement, de la durabilité des ressources naturelles et des activités humaines connexes. Ils peuvent aussi indiquer les tendances des changements environnementaux, statuer sur les agressions ou les stress à l'origine de ces changements, sur la façon dont les écosystèmes et leurs composantes réagissent à ces changements et sur les réactions sociétales visant à prévenir, à réduire ou à atténuer ces agressions.

Pour définir ce qu'est un indicateur biologique ou bioindicateur), il faut se référer à la définition de Blandin (1986) : un indicateur est 'un organisme ou un ensemble d'organismes qui -par référence à des variables biochimiques, cytologiques, physiologiques, éthologiques ou écologiques- permet de façon pratique et sûre, de caractériser l'état d'un écosystème ou d'un éco-complexe et de mettre en évidence, aussi précocement que possible, leurs modifications naturelles ou provoquées'. Le même auteur définit les indicateurs écologiques comme 'une population ou un ensemble de populations qui par ses caractéristiques qualitatives et/ou quantitatives, témoigne de l'état d'un système écologique et qui par des variations de ces caractéristiques peuvent détecter d'éventuelles modifications de ce système'.

Un indice est défini de la manière suivante : lorsque plus d'un indicateur peut être employé pour interpréter un ou des phénomènes, ils peuvent être combinés sous formes d'Indices et en particulier d'Indices Biotiques (Bellan et al., 2002). Il est nécessaire de préciser que pour définir l'état d'un écosystème, évaluer la gravité des perturbations qu'il subit et élaborer un suivi au cours du temps, il est nécessaire d'établir un état de référence de ce système. Cette étape est d'ailleurs relativement complexe à mettre en œuvre puisque les données concernant l'état d'un écosystème avant son anthropisation, dit état 'pristine' chez les anglo-saxons, ne sont guère disponibles, et l'état de référence difficile voir impossible à établir. Il faut donc extrapoler l'état initial du système par rapport à un échantillon d'un système voisin considéré comme le meilleur échantillon d'un écosystème type.
Les problématiques liées à l'environnement ont tout d'abord fait l'objet de description d'état écologique. Le problème engendré par cette approche est le manque de lien permettant aux décideurs d'orienter leurs politiques de manière efficace et optimale. Ceci a débouché sur la construction d'un modèle PER 'Pression-Etat-Réaction' (OCDE, 1993). Cette approche a été précisée par l'élaboration du modèle DPSIR 'Drivers-Pressures-State-Impacts-Responses' (AEE, 2002) afin d'établir une synergie entre politiques environnementales et politiques économiques (transports, industries...) (Figure 1). Il permet la compréhension intégrée de phénomènes liés à plusieurs compartiments environnementaux ou encore plusieurs secteurs politiques. Ce modèle distingue d'une part les acteurs (Drivers) et les pressions (Pressures) engendrées par les activités des acteurs et d'autre part les impacts sur les personnes ou les systèmes (Impacts) et les modifications de l'état de l'environnement (State). La mise en place de cette approche permet alors d'observer les conséquences des réponses élaborées afin d'agir sur les différents compartiments. Cette approche a été utilisée avec succès dans le cadre d'une étude de cas : les estuaires et les eaux côtières basques dans le cadre de l'implémentation de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau (Borja et al., 2006) et il est apparu qu'elle peut être adaptée à d'autres régions.
Le développement d'indicateurs biologiques et écologiques montre une première période d'intérêt dans les années 1980 avec la production de plusieurs rapports dont celui de Blandin (1986). Ce type d'approche a été très critiqué à l'époque notamment par Washington (1984) mais défendue par plusieurs auteurs dont Bellan (1991). Il en est résulté un désaccord de fond sur le bien fondé et l'utilisation des indicateurs et indices. Puis, les indicateurs et indices biologiques vont connaître un désintérêt jusqu'à l'apparition de deux étapes décisives qui vont stimuler la réflexion et la production de nouveaux indicateurs et indices. Ces deux étapes sont : 1) la conférence de Rio de 1992 qui a mis en avant les principes de développement durable et de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) de 2000 qui a pour but une amélioration de la qualité des eaux européenne et l'obligation d'obtenir un bon état écologique des masses d'eaux d'ici 2017.
De ce fait, on assiste aujourd'hui à une recrudescence de la demande des décideurs pour le développement d'indicateurs d'état et d'évolution 'Nature'. Il apparaît que cette tendance s'explique par un changement de point de vue des politiques face aux problèmes de conservation et de gestion de la nature. En effet, avant les années 1980, les politiques de gestion de l'environnement sont orientées vers la source des problèmes rencontrés (Turnhout et al., 2007). Par exemple, en prenant le cas d'une pollution atmosphérique, le mode opératoire est de mesurer les émissions de polluants et d'agir sur la source des polluants afin de les ramener à une valeur fixée, considérée comme acceptable par la réglementation. Cette méthode possède un avantage puisqu'il est relativement facile de mesurer les émissions de polluants mais elle comporte quelques désavantages dans le sens où il est quelques fois difficile de trouver la source d'une pollution notamment les pollutions diffuses et que dans le cas ou celle-ci est provoquée par de multiples sources, l'impact que les émissions de polluants ont sur l'environnement peut apparaître relativement peu clair.
Depuis les années 1980, l'approche des politiques de gestion de la nature s'oriente plus vers les effets des éléments perturbants l'environnement et le développement durable.

La gestion actuelle des biens environnementaux se construit à travers ce principe de développement durable prenant en compte des facteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux et essayant d'adopter une vision à long terme des actions à entreprendre (WCED, 1987).
L'élément de départ des politiques de conservation et de gestion de l'environnement devient la qualité du système qu'il est nécessaire de gérer. Cette méthode présente l'avantage de concentrer la politique de gestion sur le système qui est vraiment évalué mais le lien entre la politique de conservation ou de gestion et la qualité d'un système n'est pas prévisible. Il est donc logique que pour évaluer les actions de politiques publiques découlant de cette approche, il est nécessaire d'avoir des objectifs de qualité écologique. Ces objectifs servent à évaluer le système qu'il est nécessaire de suivre ainsi qu'à pouvoir évaluer les impacts des actions entreprises par les décideurs et les gestionnaires. Afin de pouvoir apporter des données objectives nécessaires pour définir ces objectifs de qualité ainsi que pour mettre en relation les décisions des décideurs et des gestionnaires avec la qualité du système suivi, les indicateurs Nature semblent être un bon moyen. Le développement de tels indicateurs amène donc à une implication importante du monde scientifique car il nécessite de connaître le fonctionnement de l'écosystème sur lequel les indicateurs doivent être utilisés. Cette tâche conduit à des difficultés car un indicateur ne constitue qu'une image imparfaite d'un système complexe et trouver le moyen de la rendre la plus fidèle possible sans la simplifier trop n'est pas chose aisée. De plus, il faut souligner que les notions de ‘nature et de qualité de la nature’ laissent une large part de subjectivité.
D'un point de vue juridique, le besoin d'utiliser des indicateurs environnementaux est mis en avant au niveau international au sein du rapport Brundtland publié en 1987 précisant la nécessité de renforcer le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et lui assignant la tâche ‘d’élaborer des critères et des indicateurs normalisés relatifs à la qualité de l’environnement et des directives pour garantir une exploitation et une gestion durable des ressources naturelles’. Ce rapport souligne également la nécessité de disposer d'outils juridiques pour favoriser la mise en place d'un développement soutenable et amenant les Etats à assumer leurs responsabilités face à l'environnement comme notamment ‘assurer la préservation des écosystèmes et des processus écologiques qui sont essentiels au fonctionnement de la biosphère’ ou ‘procéder ou exiger que l’on procède à des évaluations préalables pour assurer que les politiques, les activités et les technologies nouvelles de quelque importance contribueront au développement durable’. Ceci a été généralement oublié.
Au niveau européen, la DCE impose la mise en place d'indicateurs environnementaux et c'est lors du Conseil Européen de Göteborg en 2001, qui a vu l'adoption de la stratégie de développement durable de l'Union Européenne, que la Commission a été chargée d'évaluer les progrès effectués dans la mise en œuvre de cette stratégie. L'évaluation des impacts de cette politique est en cours au travers de l'utilisation d'indicateurs environnementaux.
Au niveau national, le besoin d'utiliser les indicateurs liés à l'environnement se fait sentir notamment à travers le Décret n° 2002-258 du 20 mars 2000 intégré à l'article 17-2 du décret du 21 septembre, obligeant les installations classées soumises à déclaration de fournir un bilan de fonctionnement contenant notamment une évaluation des principaux effets actuels de l'installation sur l'environnement. L'utilisation d'indicateurs environnementaux au sein des entreprises se renforce à travers la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques qui impose aux sociétés cotées en bourse d'établir un rapport annuel sur la prise en compte des conséquences environnementales de leurs activités. Leur démarche étant d'évaluer les résultats obtenus par rapport aux investissements effectués. Les informations devant être fournie sont précisées dans le Code du commerce au sein de l'article L 148-3 qui impose notamment de fournir ‘les mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales protégées’.

L'arrêté du 30 avril 2002 définissant les informations relatives aux rejets du rapport mentionné à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce impose que pour les rejets dans l'air, l'eau et le sol des éléments soient précisés au niveau des émissions de gaz à effets de serre, de substances entrainant l'acidification, l'eutrophisation ou la pollution photochimique.
La stratégie nationale pour le développement durable est adoptée en 2003 suite au Conseil européen de Göteborg. Cette stratégie propose une conception d'indicateurs environnementaux autour de deux aspects : la conception d'indicateurs au niveau national permettant une comparaison de la France avec les autres pays et une déclinaison de ces indicateurs au niveau des collectivités territoriales (Alfandary, 2006). Des indicateurs de développement durable (économiques, sociaux et environnementaux) au nombre de 45 ont été retenus au niveau national au sein d'un rapport interministériel intitulé 'Indicateurs nationaux du développement durable par un groupe de travail interministériel composé de 32 experts (http///www.ecologie.gouv.fr). Les indicateurs environnementaux retenus s'insèrent dans des thèmes tels que la gestion des risques, les modes de production et de consommation, la santé humaine et les ressources environnementales qui ne sont pas forcément les critères retenus par les scientifiques pour la production d'indicateurs mais qui constituent les thèmes récurrents dans la conception de jeux d'indicateurs aussi bien au niveau national qu'européen. Les enjeux des indicateurs environnementaux à l'échelon politique semblent le plus souvent liés à un souci de développement économique, au bien être des citoyens et à la prévention des risques éventuels que va induire le changement climatique. Cette approche est fortement anthropocentrique et diffère de la vision des indicateurs environnementaux défendue par les acteurs des sciences de la Nature qui reste axée sur une approche plus écosystémique (Bellan et al, 2007). Le monde politique et le monde scientifique n'étant pas régis par les mêmes codes, le processus scientifique se caractérise par examen par les pairs pour attester de la qualité d'un travail alors que le processus politique est plutôt perçu comme une négociation et un vote, les scientifiques passant pour des gens critiques et les politiques pour être conservateurs et frileux quand à une prise éventuelle de risques.
Selon une vision scientifique, il apparaît que les indicateurs 'Nature' peuvent être utiles à trois niveaux d'utilisateurs :

- Le premier niveau est constitué des processus scientifiques obéissant ou susceptibles d'aboutir à l'examen par les pairs. Ces experts internationaux ont une portée 'universelle' puisque les publications sont validées par d'autres scientifiques d'autres nationalités que celui ayant effectué les recherches qui doivent avoir une portée internationale. Les travaux produits peuvent paraître complexes aux utilisateurs potentiels que sont les gestionnaires, les politiques et le grand public puisqu'ils sont le plus souvent théoriques ou visant à la théorisation.
- - Le deuxième niveau est constitué par les gestionnaires. Ces derniers ont l'habitude d'évoluer à l'échelon national ou régional et ont besoin d'indicateurs pouvant être comparés dans l'ensemble du pays comme les Agences de l'Eau vis-à-vis de la DCE. Par exemple, les indicateurs et les méthodes utilisés par les agences de l'eau en France doivent être identiques puisque les résultats obtenus doivent être comparables pour l'ensemble des masses d'eau.
- - Le troisième échelon est constitué par les politiques représentant les citoyens qui sont plutôt concernés par un échelon plus local. En effet, les besoins des politiques sont centrés autour d'indicateurs simples permettant de transmettre une information claire aux citoyens et les besoins des citoyens sont centrés autour du besoin d'avoir des informations compréhensibles sur le milieu qui les entoure. Par exemple, les politiques doivent pouvoir fournir des preuves quand à la politique environnementale qu'ils mènent comme l'efficacité d'une nouvelle station d'épuration qui va pouvoir être testée par une meilleure qualité des eaux d'une rivière et les citoyens sont concernés par des indicateurs simples leur permettant par exemple d'évaluer la qualité de leur eau de baignade.

Dans ce cadre, la commission nationale de débat public aide à la prise de décision après avoir réuni l'ensemble des avis sur tel ou tel projet.

La relation que peut amener l'élaboration d'indicateurs Nature entre science et gouvernance concerne essentiellement le transfert de connaissance. En effet, l'élaboration de tels outils oblige les acteurs scientifiques à sélectionner, intégrer et traduire les informations dont ils disposent en informations utilisables pour les décideurs mais elle oblige également la traduction de problèmes politiques en problématiques scientifiques. Le travail des scientifiques n'est pas d'adapter les indicateurs qu'ils produisent à des fins d'application pour les gestionnaires ou les politiques. Ce n'est pas non plus du ressort de ces derniers d'adapter les indicateurs produits par le monde scientifique à leurs besoins, cependant il est souvent difficile de faire exprimer aux gestionnaires et politiques leurs attentes et questions face à des problématiques environnementales : qualité et état d'un milieu, causes, et mesures qu'il conviendrait de prendre pour réduire les effets néfastes de tel ou tel dysfonctionnement. Il est par conséquent nécessaire de faire appel à une interface permettant un transfert des connaissances entre la sphère scientifique et la sphère des décideurs et permettant la conception d'un langage commun amenant à valoriser les compétences de chacun. Une structure administrative et opérationnelle comme un Groupement d'Intérêt Public (GIP) est une structure parfaitement capable de remplir ce rôle à l'instar du GIP Seine-Aval ou du GIP Loire estuaire pour répondre aux trois impératifs : acquisition d'un langage commun, transfert et application des recherches vers l'opérationnel et communication.

6.2 Vers la constitution d'indicateurs Nature opérationnels

Bon nombre d'organismes, de pays et de régions du monde sont aujourd'hui intéressés par le développement d'indicateurs 'Nature' car ils sont nécessaires à la mise en place et l'évaluation de processus tels que le développement durable, la Gestion Intégrée des Zones Côtière (GIZC) ou la DCE. Ces indicateurs Nature, associés aux indicateurs économiques et sociaux, devraient permettre d'évaluer l'état d'un écosystème (fleuve, rivière, bassin-versant, baie, mer cotière...) ainsi que d'en suivre l'évolution en fonction des décisions prises par leurs gestionnaires ou un autre acteur ayant la possibilité de l'influencer. Des organismes régionaux tel que l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE, 2002) ou nationaux tel que l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) ont été chargés de choisir, de trier et mettre en place un panel d'indicateurs utilisables parmi la batterie des indicateurs existants. Des programmes européens INTERREG tels que celui du Développement Durable des Côtes Européennes (DEDUCE) (http://www.deduce.eu/) ou nationaux comme le programme Indicateur de Développement Durable de l'IFEN (http://www.ifen.fr/) ou régionaux comme le programme Seine-Aval (Dauvin et al., sous presse) mettant au point des indicateurs d'état de l'écosystème estuarien, s'intéressent eux aussi à développer ou extraire des indicateurs afin d'aider les gestionnaires dans la prise de décision.
Les qualités principales d'un indicateur sont la représentativité, la sensibilité, l'applicabilité, le suivi facile et peu coûteux, la bonne pertinence et l'application généralisable (Dale & Beyeler, 2001 ; Müller, 2005 ; Tasser et al., 2008) et il n'est pas à exclure une possible adaptation de ces indicateurs et leur inclusion au sein de méthodes économiquement viables, techniquement réalisables, socialement acceptables, administrativement réalisables et avantageuses politiquement (Dauvin et Lozachmeur, 2007).
Dans le recensement des indicateurs de développement durable (soit plus de 700 indicateurs, dont 655 indicateurs de l'AEE, 27 de DEDUCE, 10 de l'IFEN et quelques autres des travaux scientifiques), parmi les indicateurs Nature qui peuvent être sélectionnés, il en apparaît deux grandes catégories :

1) les indicateurs développés à l'échelon scientifique apparaissant souvent complexes et quelquefois trop théoriques pour les utilisateurs tels que les gestionnaires et les politiques ;

et 2) les indicateurs plus simples utilisés par les gestionnaires et les politiques qui ont des besoins forts dans l'applicabilité de ces outils.

La mise en place de la DCE a été une occasion propice à la mise en place d'indicateurs permettant de statuer sur l'état écologique d'une masse d'eau et d'en suivre l'évolution. Elle a permis à travers l'exemple d'indices comme AMBI ou BENTIX (Borja et al., 2000 ; Simboura & Zenetos, 2002) utilisant la macrofaune benthique des substrats meubles et leur réponse à un enrichissement en matière organique de mettre en lumière les avantages et les inconvénients de l'utilisation de tels indicateurs. Une difficulté supplémentaire dans l'évaluation de 'l'état de santé' des écosystèmes est la détermination des conditions de références auxquelles le système de classification choisi doit être comparé. Ainsi, la notion d''Ecological Quality Report', retranscrite dans le cadre de la DCE consiste à établir un rapport entre la valeur d'un indice appliqué au système que l'on désire suivre et la valeur de ce même indice appliqué à un système de référence. Si le résultat est proche de un, la qualité du système suivi est proche du système de référence, à l'inverse si le résultat est proche de 0, le système suivi est fortement dégradé. Les rapports peuvent prendre des valeurs supérieures à 1. Ces résultats expriment l'état écologique d'un système à travers cinq classes : mauvais, médiocre, moyen, bon, très bon. Un autre problème qui reste à résoudre est celui des échelles d'espace et de temps : comment généraliser quelques points d'échantillonnage préconisés par exemple par la DCE aussi bien pour les eaux de transition que côtières, à l'ensemble des habitats de la zone côtière et comment mener à bien des études écologiques comparatives (inter habitats) pour en déduire des principes généraux quant à la sensibilité des habitats à la pression humaine ?

Pour l'échelon des gestionnaires et des acteurs politiques, les indicateurs retenus par l'AEE (AEE, 2002 ; CSI, 2005), le programme DEDUCE (newsletter 3), l'IFEN et les documents d'objectifs de projets Natura 2000 montre qu'une grande partie des indicateurs Nature proposés sont redondants. Quelques exemples peuvent être cités parmi beaucoup d'autres :

- l'utilisation de la surface protégée par divers moyens légaux au sein d'un territoire où l'indicateur retenu est le rapport surface protégée du territoire sur surface totale ;
- l'utilisation de la surface artificialisée du territoire où l'indicateur retenu est le rapport de la surface construite par rapport à la surface totale ;
- l'utilisation du nombre d'oiseaux communs présents sur un territoire ;
- le nombre d'espèces inscrites sur la liste rouge de l'IUCN au sein d'un territoire donné...

Ces indicateurs sont présents plusieurs fois dans les travaux de l'AEE, dans ceux du programme DEDUCE et de l'IFEN. Les méthodes d'évaluation des espaces et espèces au sein des documents d'objectifs des sites Natura 2000 utilisent une classification des habitats en trois niveaux A, B et C correspondant respectivement à excellent à bon (A), bon mais menacé (B), moyen à dégradé (C). Cette classification utilise des critères surfaciques d'évolution des habitats. Cette méthode semble cependant trop simpliste pour espérer effectuer un suivi correct du milieu à gérer et prendre en compte l'ensemble des évènements pouvant affecter le site ainsi que pour en évaluer une bonne gestion.

La liste de l'EEA (EEA, 2002) se veut exhaustive et recense 655 indicateurs dont 43 seulement correspondent aux critères indicateurs Nature du littoral ; en les croisant avec ceux retenus dans d'autres travaux (DEDUCE, IFEN, Salas et al., 2006), 19 autres indicateurs peuvent être sélectionnés pour un total 64 indicateurs Nature. Ces indicateurs peuvent être classés en cinq groupes : ceux reliés aux espèces présentes au sein des écosystèmes à évaluer, les indices de diversité, ceux reliés aux espaces, ceux liés à la structure et enfin ceux liées aux fonctions des écosystèmes (Tableau 1).

Ces indicateurs peuvent ensuite être classés selon leurs appropriations par les gestionnaires ou les politiques. Les indicateurs reliés aux fonctions des écosystèmes étant encore théorique, en développement et plutôt complexe, ils sont peu adaptés pour le moment aux gestionnaires de même que les indicateurs considérés comme relativement coûteux en temps et donc en argent (Tableau 1). Seulement 52 indicateurs pourraient être utilisables par les gestionnaires.

Enfin, tous les indicateurs utiles pour les gestionnaires ne vont pas forcément l'être pour les politiques ou les citoyens. Les politiques doivent transmettre des informations aux citoyens mais aussi posséder des données simples leur permettant de gérer le territoire de leur commune (gestion de l'érosion, des infrastructures...). Les citoyens ont besoin d'être renseignés sur la qualité de leur environnement et doivent donc disposer d'indicateurs simples comme par exemple la qualité chimique ou microbiologique des eaux côtières. Le tableau initial peut donc être encore réduit et il ne reste alors que 29 indicateurs utiles aux politiques ou aux citoyens (Tableau 1). Ils sont relativement peu coûteux à mesurer et les données nécessaires afin de les mettre en place sont disponibles dans la bibliographie, au sein d'organismes de gestion du foncier (Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, mairies...) ou gérant la mise en place d'inventaire de faune et de flore comme les Directions Régionales de l'ENvironnement (DIREN) et le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Ils sont plus facilement utilisables par des personnes n'ayant pas une grande connaissance des sciences de la 'Nature' et permettent de visualiser une évolution du système dans l'espace et le temps.
Leur nombre pourrait encore être réduit si le besoin s'en faisait sentir selon les opérateurs ; il constitue cependant une base d'indicateurs opérationnels aujourd'hui compte tenu de notre niveau de connaissance ; elle n'est pas l'inventaire exhaustif des indicateurs nécessaires pour la gestion optimale d'un écosystème par les décideurs. En effet, l'analyse de la bibliographie met en évidence des lacunes notamment au niveau de la mise au point d'indicateurs nécessaires à l'évaluation du fonctionnement des écosystèmes et des services qui lui sont associés tels que des services de régulation, de production, d'information. (Müller, 2005). Par exemple, la figure 2 montre un exemple de jeux d'indicateurs développés pour décrire un écosystème terrestre. Il permet d'illustrer une approche holistique du degré et de la capacité de modéliser les processus écologique sur la base d'un nombre accessible d'indicateurs. Ces derniers peuvent représenter les tendances intrinsèques d'un écosystème mais également son niveau de maturité. Le potentiel d'auto-organisation d'un système peut alors être mis en lumière par ces jeux d'indicateurs qui comportent encore des lacunes. Cependant la partie durabilité environnementale d'un projet peut-être prise en compte à l'aide de ces indicateurs et ils s'inscrivent très bien dans le cadre de l'approche DPSIR (Müller, 2005).
Ainsi, les écosystèmes sont organisés en unités fonctionnelles qui s'emboîtent en unités organisationnelles supérieures possédant des propriétés fonctionnelles et structurelles émergentes. Les indicateurs fonctionnels permettant de définir les fonctions d'un écosystème ou de ses unités fonctionnelles sont encore en phase de développement et ne sont pas encore disponibles pour les gestionnaires (Müller, 2005). L'utilisation de jeux d'indicateurs mêlant indicateurs structurels et fonctionnels devrait permettre aux gestionnaires de mieux cerner et de suivre dans des conditions optimales, les écosystèmes dont ils assurent la gestion. De plus en prenant en compte les deux critères de structure et de fonction des écosystèmes, il est possible de caractériser les performances des écosystèmes en termes de biens et services rendus pour la population dans le cadre d'une évaluation des processus biologiques (Derous et al., 2007a, b). Cette utilité est particulièrement bien venue dans le contexte de la gestion des inégalités écologiques puisqu'elle permet de relier les aspects environnementaux aux aspects économiques utiles pour la prise de décision. Cette méthode permet, en utilisant des critères tels que l'agrégation ou la rareté, couplés avec l'échelle et l'anthropisation d'un système, de définir des cartes adaptées à trois niveaux de valeurs biologiques et écologiques : faible valeur, valeur moyenne et forte valeur. Ces cartes ainsi établies peuvent ensuite être utilisées en associant avec des critères socio-économiques, de gestion, de sensibilité du public pour définir les espaces susceptibles d'être propices à la création d'Aires Marines Protégées (AMP). Dans ces conditions, il serait donc nécessaire de promouvoir l'utilisation des indicateurs fonctionnels développés aujourd'hui uniquement par la sphère scientifique au sein de la sphère des gestionnaires ainsi qu'à celle des politiques et des citoyens.

Il est nécessaire de souligner que la réflexion scientifique autour de ces concept n'est pas figée puisque cette approche à déjà fait l'objet de modifications dans le cadre d'un atelier 'Marine Biodiversity and Ecosystem Functioning (MARBEF) et ENCORA' en décembre 2006 (Derous et al., 2007b) et qu'elle est encore aujourd'hui au stade de développement et a besoin d'être testé dans plusieurs zones littorales comme cela sera réalisé dans le cadre du réseau d'excellence MARBEF sur des régions pouvant à terme être retenues comme AMP (Derous et al., 2007b). Les critères d'agrégation et de fitness ont ainsi été regroupés afin d'éviter de prendre en compte deux fois la même information car ce ne sont pas des critères indépendants ; le critère d'échelle (locale ou plus globale) est replacé au début de la procédure et le critère de l'anthropisation est laissé de côté car il est finalement impossible de connaître l'état de référence d'un écosystème et donc d'évaluer son anthropisation.
Enfin, les indicateurs Nature peuvent être croisés à certaines dimensions d'évaluation de la valeur économique d'un écosystème et des fonctions qu'il remplit (Constanza et al., 1997). Dans ce domaine, le concept d'aménité prend toute sa place. La définition première de ce concept est ce qui est agréable, aimable qui procure ou suscite du plaisir et ce mot est actuellement fréquemment rapporté à l'utilisation et la fréquentation d'un lieu. Le mot aménité apparaît dans le droit français par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADT) dite loi Voynet au sein des Schémas de Service Collectif. La définition des aménités donnée par l'OCDE (1993) paraît plus judicieuse. Elle définit les aménités comme 'les attributs naturels ou façonnés par l'Homme qui différencie un territoire d'un autre territoire et qui peuvent lui donner de la valeur'. Les aménités créées par un milieu peuvent être la qualité de l'environnement, la qualité de l'eau pour la baignade ou la pêche, le savoir-faire pour la fabrication de produits du terroir, des paysages recherchés pouvant donner une valeur supplémentaire au foncier... La notion d'aménité sous-entend une notion de gratuité puisqu'elle désigne le plaisir apporté par la contemplation de la nature ou d'un paysage. Ce concept est porté de plus en plus par le besoin éprouvé des citadins à retrouver une part de nature lors de leur temps de loisir. Cependant, cette recherche de la nature provoque un débat autour de la valeur économique des aménités et les dépenses qu'elles génèrent pour la préservation des paysages et de la nature qui les créent. Une partie du tourisme se développe autour de ce concept et il apparaît indispensable d'exploiter le potentiel des aménités et de les préserver voir de les restaurer. Il faut cependant bien être conscient que ce concept n'est pas figé et qu'il demeure subjectif. Un territoire ayant de la valeur pour une personne peut se révéler exempt de tout intérêt pour une autre. Les aménités apportées par un paysage ou un savoir faire peuvent perdre leur valeur au cours du temps. Il faut bien souligner que ce concept dispose d'une dynamique qui lui est propre et qui suit une tendance définie par les utilisateurs du milieu concerné. Dans ce contexte, le rôle des sciences de la nature apparaît comme complémentaire à celui des sciences sociales et économiques. Toutes trois permettent de définir les aménités apportées par un territoire et permettent d'évaluer la valeur d'usage de celui-ci.

Conclusion

Il existe un foisonnement d'indicateurs dont des indicateurs 'Nature'. Il apparaît inutile de continuer à produire des indicateurs puisque l'on observe actuellement une redondance de ces derniers, mais plutôt de favoriser leur appropriation et leur validation par les gestionnaires et les politiques. Il faut inciter l'utilisation d'indicateurs fonctionnels ceux permettant d'intégrer une véritable approche écosystèmique de gestion des espaces littoraux et côtiers et ainsi permettre, en les utilisant de paire avec les indicateurs structurels déjà existants, de caractériser les écosystèmes en termes de biens, de services rendus ainsi que de leur donner une valeur biologique indispensable pour la gestion des milieux et la caractérisation de leur avenir (AMP, zone Natura 2000, aménagement...) (Derous et al., 2007a, b)

Pour une meilleure application du concept de développement durable, donc de GIZC et de réduction des inégalités écologiques, il est donc nécessaire à l'avenir d'aller plus loin que l'interdisciplinarité des travaux permettant la mise au point de jeux d'indicateurs nécessaires à la bonne gestion du système. La clé semble donc résider dans la transdisciplinarité et la mise au point d'outils tels que le tableau de bord permettant aux décideurs d'appliquer une gestion globale du système dont il a la charge en intégrant les différents types d'indicateurs (Dauvin et al., sous presse). Aujourd'hui, le principal obstacle à une meilleure gestion des systèmes par le biais de l'utilisation de l'outil indicateur reste donc le problème de l'intégration du savoir et des savoir-faire appartenant aux différentes disciplines impliquées, le choix au sein des outils déjà disponibles et la volonté d'adapter des indicateurs développés par les scientifiques, considérés comme complexes, par les gestionnaires eux-mêmes dans le but de leur application. Cette barrière à une gestion efficace des écosystèmes peut semble-t-il être levée grâce à la mise en place d'interfaces telles que les GIP permettant un transfert de connaissance entre les sphères scientifiques et des gestionnaires amenant à la valorisation d'un travail de recherche considéré comme difficilement accessible pour les décideurs. Il serait donc utile d'étendre cette méthode (GIP plus tableau de bord) afin de permettre une utilisation optimale des compétences de chacun au service d'un développement durable.

Les gestionnaires sont tenus de respecter des règles juridiques leur imposant de définir des indicateurs par rapport à des stratégies européennes. Selon le principe de subsidiarité, les différents pays peuvent accomplir leur politique de développement durable de la manière dont ils le veulent et peuvent tout aussi bien ne pas avoir une vision au rabais de cette dernière tant qu'ils respectent les critères définis. D'un point de vue environnemental, les indicateurs proposés sont des indicateurs correspondant aux catégories définies par les projets européens uniquement (risques environnementaux, halieutique...). Au travers d'un travail transdisciplinaire et d'une véritable concertation entre tous les acteurs du littoral, il serait intéressant pour le futur d'utiliser des jeux d'indicateurs environnementaux renseignant certes sur les directions prévues par la politique de développement durable européenne mais possédant également un spectre plus large afin de permettre une gestion du système (environnemental, social et économique) optimal afin de garantir un développement soutenable des territoires à gérer.

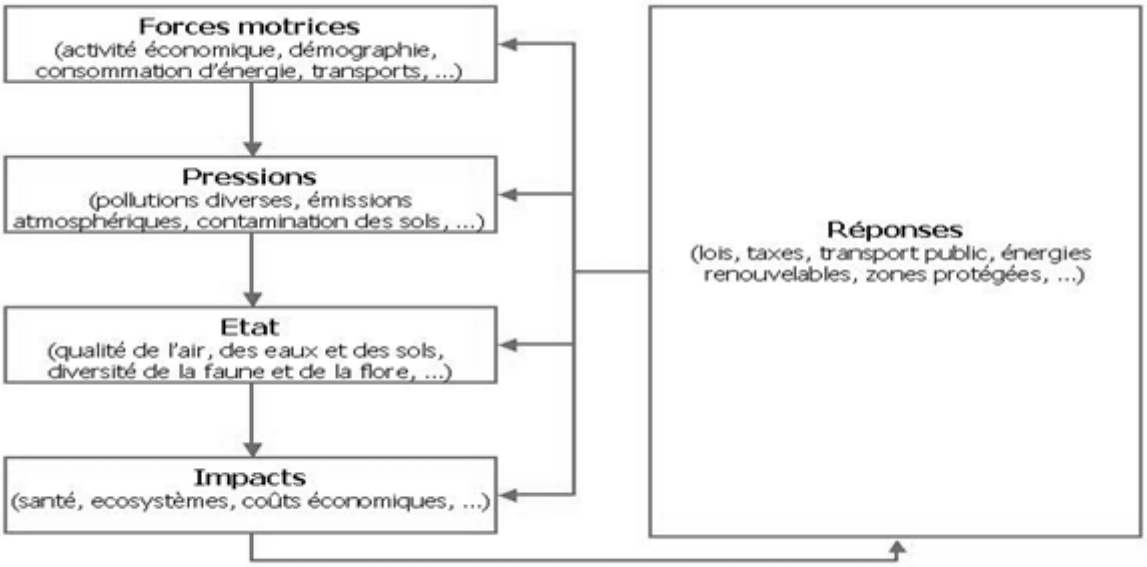


Figure 1. Représentation schématique de l'approche DPSIR (Drivers-Pressures-State-Impacts-Responses).

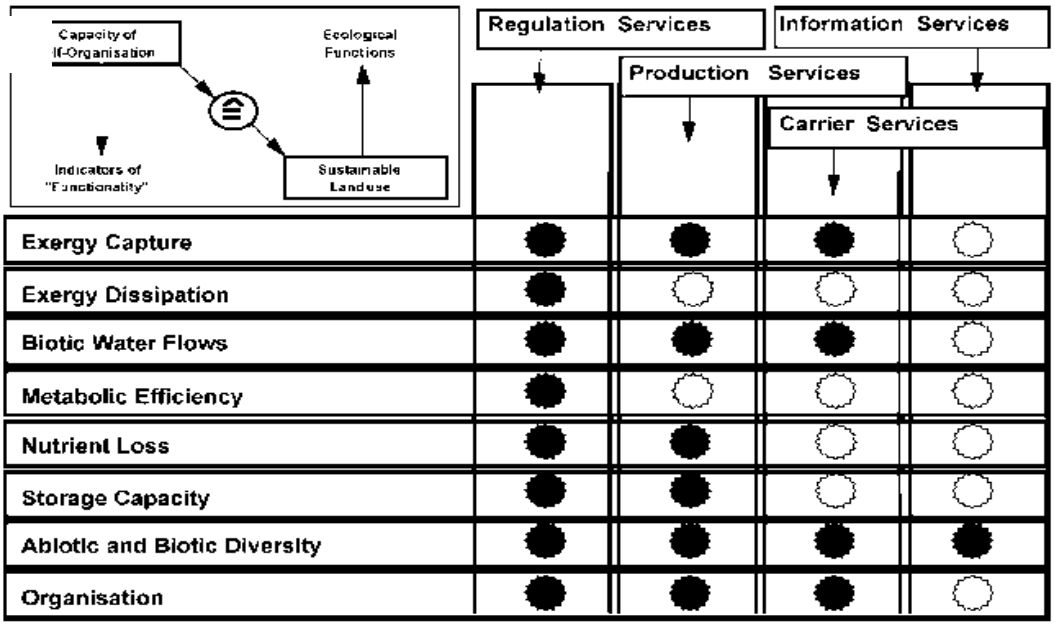


Figure 2. Interrelation entre les jeux d'indicateurs fonctionnels d'écosystèmes et quatre groupes de services d'écosystèmes. La matrice montre une forte corrélation entre les jeux d'indicateurs et les fonctions de régulation des écosystèmes tandis que la représentativité concernant les services d'information est plutôt faible (d'après Müller, 2005).

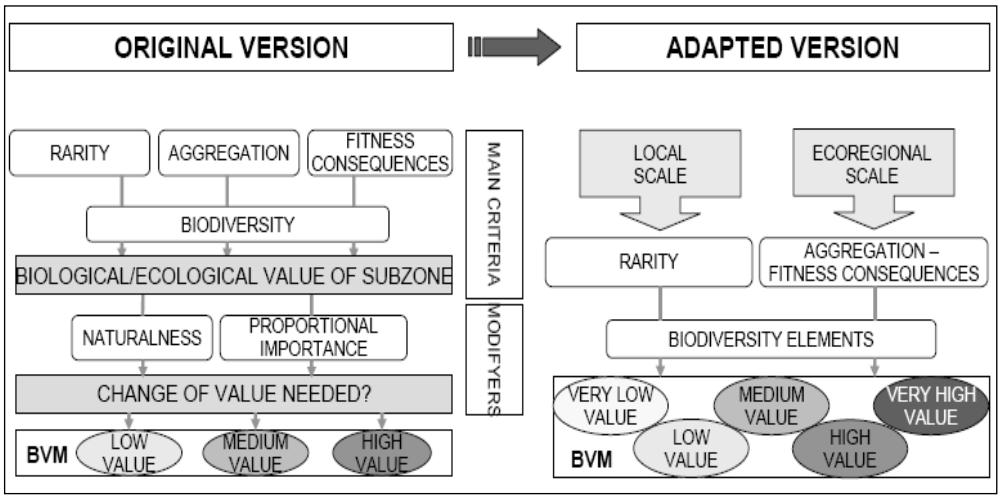


Figure 3. Schéma conceptuel de la méthode d'évaluation biologique et des étapes possibles dans le développement d'outils d'aide à la décision pour les gestionnaires (Derous et al, 2007a)**.**

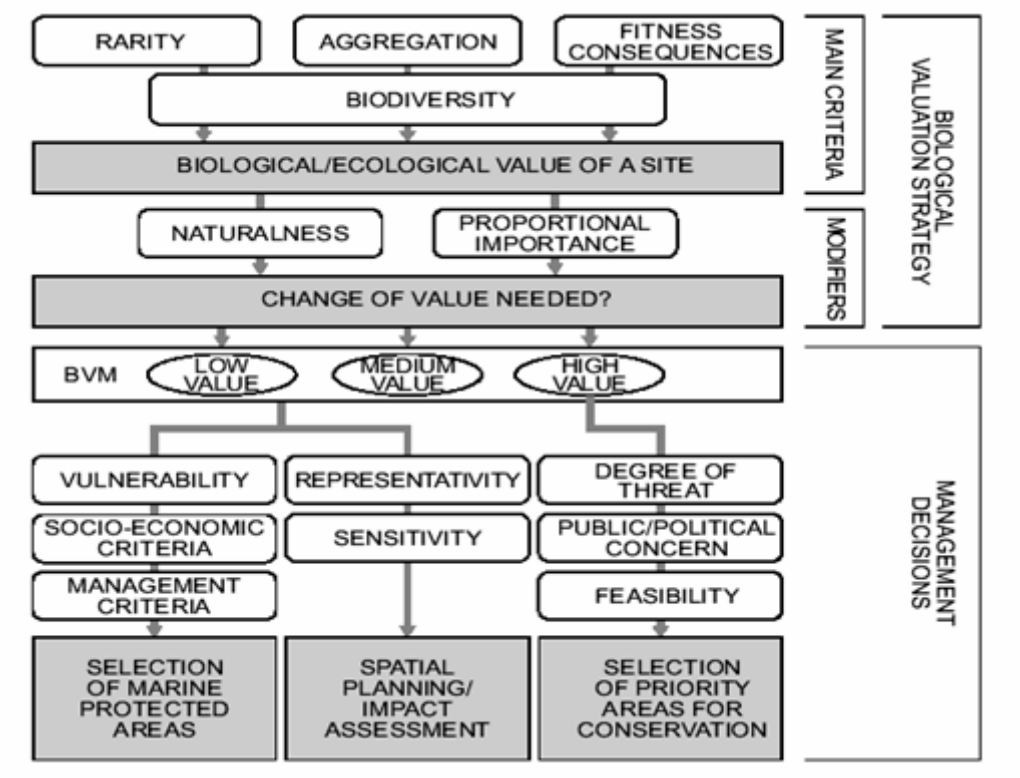


Figure 4. Schéma conceptuel de la méthode d'évaluation biologique et des étapes possibles dans le développement d'outils d'aide à la décision pour les gestionnaires (modifié) (Derous et al., 2007b).

Espèces	**Indices de diversité**	**Espaces**	**Structurels**	**Fonctionnels**
Richesse spécifique (nombre d'espèces, nombre d'espèces par surface et par type d'habitat) sur un site donné	Shannon-Wiener	Pourcentage d'aire (province/nation/écoregion/ communauté) protégé par la loi	'Biological quality index'	'Eco-exergy'
Espèces (populations) menacées d'extinction (nombre ou pourcentage) sur un site donné	Equitabilité de Pielou	Pourcentage de conversion d'écosystèmes ou d'habitat en terres cultivées	Distribution en profondeur de la ceinture d'algues brunes	'Ascendency'
Espèces endémiques (nombre ou pourcentage) d'un site donné	Margalef	Degré de fragmentation des écosystèmes par des infrastructures	Abondance de phytoplancton	
Espèces endémiques (nombre ou pourcentage) menacées d'extinction	Simpson	Degré de fragmentation des écosystèmes aquatiques par des infrastructures	'Index of biotic integrity'	
Indice de risque spécifique (nombre d'espèces endémiques par unité de surface au sein d'une communauté multiplié par le pourcentage de communauté naturelle perdue)	Hill	Pourcentage d'habitats s'autorégénérant	Abondance des juvéniles par rapport aux adultes (pêcheries)	
Espèces ou population possédant des populations stables ou en augmentation		Taux de drainage et de remplissage des marécages	Changement dans les proportions de poissons capturés	
Espèces avec des populations stables ou en diminution		Pourcentage d'habitats colonisé par des espèces invasives	Pourcentage de stocks en dehors des limites de sûreté biologique	
Espèces menacées au sein d'aires protégées (nombre ou pourcentage)		Pourcentage d'aires protégées colonisées par des espèces invasives	'Annelida Pollution Index'	
Espèces endémiques au sein d'aires protégées (nombre ou pourcentage)		Pourcentage d'habitats d'intérêt patrimonial restants	'Pollution Index'	
Pourcentage de communautés menacées au sein d'un écosystème		Pourcentage d'habitats spéciaux protégés	AMBI	
Pourcentage de populations d'espèces emblématiques menacées d'extinction		Taille de l'écosystème menacé	M-AMBI	
Pourcentage d'espèces menacées présentes au sein d'une aire protégée		Taille et distribution des aires marines protégées	BENTIX	
Pourcentages d'espèces menacées au		Évolution (taille, fragmentation...) des habitats	BOPA, BO2A	

sein d'un plan de sauvetage		types particuliers		
État et tendance de l'évolution des populations des espèces introduites		Pourcentage d'aire protégée de différents types écosystèmes	BIBI	
Nombre d'espèces réintroduites dans leur habitat naturel		Pression de populations humaines près des habitats protégés	ITI	
Évolution des proportions d'espèces commerciales		Pression de populations humaines près d'habitats clés		
Nombre d'espèces sur la liste rouge IUCN		Paramètres d'eutrophisation		
Évolution du nombre d’espèces clés de voûte		Fréquence et volume des marées noires		
Pression de pêche sur les espèces d'intérêt commerciale		Taux d'érosion		
		Mesure des paramètres d'érosion des côtes		
		Mesure de la surface et du taux d'ensablement		
		Pourcentage de côte protégé contre l’érosion		
		Qualité des eaux (ph, nitrates, métaux lourds, pesticides		

CHAPITRE 7

Méthodologies d'analyse des inégalités écologiques en sciences humaines et sociales

Coord. Valérie Deldrève et Jérôme Longuépée

Rédaction : Valérie Deldrève, Didier Paris, Guillaume Schmitt, Catherine Meur-Férec, Valérie Morel, Philippe Deboudt

Plusieurs méthodologies peuvent être mobilisées pour analyser les inégalités écologiques en sciences humaines et sociales. Elles peuvent être d'ordre :
- spatial , lorsque le critère retenu est celui de la proximité : on peut considérer ici les difficultés ou facilités d'accès au réseau (bus par exemple), mais aussi les structures et l'organisation des quartiers.
- Institutionnel : on travail dans le domaine du foncier : Qui est propriétaire (privé, commune, Etat) ? Quelle est la taille des parcelles ? ; cela permet notamment d'aborder la dimension spécifique du littoral, avec, par exemple, la question du DPM…
- social : il s'agit de traiter des questions des usages, des cultures, (cf. le concept "d'habitus", de Bourdieu.
- environnemental : analyse des particularités du sites à vocation naturelle.

L'analyse de la problématique des inégalités écologiques peut être développée à différentes échelles géographiques en rapport avec l'analyse de la consommation de l'espace littoral et de la pression des usages sur le milieu naturel. La consommation de l'espace littoral par l'urbanisation est fonction des mécanismes locaux du marché foncier (niveau de prix, structure de l'offre), de la répartition géographique des disponibilités foncières et des politiques publiques mise en œuvre localement en terme d'ouverture du foncier, d'acquisitions foncières du Conservatoire du Littoral ou d'autres acteurs publics. Ces dernières politiques, destinées à soustraire à l'urbanisation les espaces de nature, peuvent générer un effet de rente pour les parcelles constructibles ou bâties immédiatement proche des sites protégés. La pression des usages sur le milieu naturel est quant à elle fonction des usages et activités locales, de la structure de l'offre touristique locale (hébergement : camping dominant ou résidences secondaires ; politique d'accueil des campings-cars ; tourisme populaire ou de standing), des politiques publiques de protection de la nature mises en œuvre localement dans le cadre des P.L.U.

Ces deux approches peuvent être appréhendées à différentes échelles spatiales :

- la parcelle (unité foncière de base) ;
- la commune (cadre de la mise en œuvre des P.L.U.) ;
- l'agglomération comme territoire de projet (cadre de la mise en œuvre du SCOT, avec lequel les P.L.U. des communes doivent être compatibles ; idem pour les autres documents : P.D.U., Schéma d'urbanisme commercial, P.P.R. etc… - notion de cohérence territoriale) ;
- le territoire de projet au-delà de l'agglomération : périmètre des D.T.A., qui s'impose au SCOT ; Pays (contrat de pays) ; SRADT.

Les différentes figures de l'utilisateur de l'espace littoral (février 2007, Didier Paris)

FIGURE	RAPPORT AU FONCIER	TYPE DE JOUISSANCE DU TERRITOIRE	FONCT. SOCIALE TERRITORIALISE (?)	COMPORTEMENT (?) DANS LE TERRITOIRE LITTORAL	ASSISE SPATIALE
Le grand propriétaire foncier	Les propriétaires	Jouissance foncière	L'acteur foncier	Poids politique local important.	Local ou régional/national ou international
Le propriétaire foncier institutionnel		Jouissance foncière		Peut jouer le rôle de stabilisation sur le marché foncier local	Local ou régional/national
Le propriétaire occupant d'une résidence secondaire		Joui. foncière et d'usage	L'usager récurrent	Bénéficie de la rente foncière (mutation) ;	Local ou régional/national ou international
Le propriétaire occupant d'un logement principal		Joui. foncière et d'usage	L'habitant (occupant)	En fonction de ses moyens peut suivre ou non le marché foncier littoral	local
Le locataire d'un logement principal	les non propriétaires	Jouissance d'usage		Subit le marché locatif	local
Le touriste : hôtel ou locataire ou camping ou sauvage		Jouissance d'usage	L'usager occasionnel	Pur hédonisme	Local ou régional/national ou international
L'excursionniste (journée) de passage		Jouissance d'usage		Pur hédonisme	Local ou régional/national ou eurorégional (NPDC)
Le travailleur indépendant d'une commune littorale (d'un secteur d'act. litto ?)		Jouissance éco	Les acteurs économiques	Bénéficie de l'activité liée au littoral	local
Le salarié dont l'emploi se situe dans une commune littorale (d'un secteur d'act. litto ?)		Jouissance éco		Marché du travail du bassin d'emploi local	local
Le salarié temporaire dont l'emploi dépend d'un secteur d'act. Lié au litto. (tourisme)		Jouissance éco tempo.		Marché du travail du bassin d'emploi local	Local ou régional/national ou eurorégional (NPDC) / international
L'entreprise d'un secteur économique lié à l'espace littoral	*Propriétaire foncier ou non*	Jouissance éco		Bénéficie de l'activité liée au littoral	local
Le citoyen d'une commune littorale ou d'une commune proche			Les acteurs politiques	Arbitre collectivement quant aux choix d'usage et aménagement	local
L'élu d'une commune littorale ou d'une commune proche				Décide des usages et aménagement	local
Le militant pour la défense de l'environnement littoral				Veille collectivement au respect de l'environnement… ou à la défense d'intérêts privés NIIMBY.	Local ou régional/national *(international ? Greenpeace)*

Le propriétaire foncier institutionnel	Le grand propriétaire foncier	Le propriétaire occupant d'un logement principal	Le propriétaire occupant d'une résidence secondaire	Le locataire d'un logement principal	Temporairement en résidence	De passage
++	++	+	+	-	--	--

Les recherches réalisées en France sur les inégalités écologiques ont utilisé plusieurs méthodes pour leur analyse. Le tableau ci-dessous rassemble ces différentes méthodes :

Dans le cadre de ce projet, différentes méthodologies ont été utilisées pour l'analyse et l'évaluation des inégalités écologiques :
- des méthodologies qualitatives coordonnées par Valérie Deldrève dans le quartier du « Chemin Vert » à Boulogne-sur-Mer, au Touquet et une investigation préliminaire à Marseille (dans le quartier des « Hauts de Mazargues ») ;
- une analyse géographique sur l'Archipel du Frioul à Marseille par Vincent Herbert ;
- des méthodologies quantitatives basées sur l'analyse de l'utilisation du sol dans les territoires littoraux à partir de sources d'informations géographiques par Guillaume Schmitt ;
- des méthodologies de croisement de données qualitatives et quantitatives par l'ensemble de l'équipe, dans le cadre d'une démarche interdisciplinaire.

Les résultats de ces démarches sont présentés dans la partie 2.

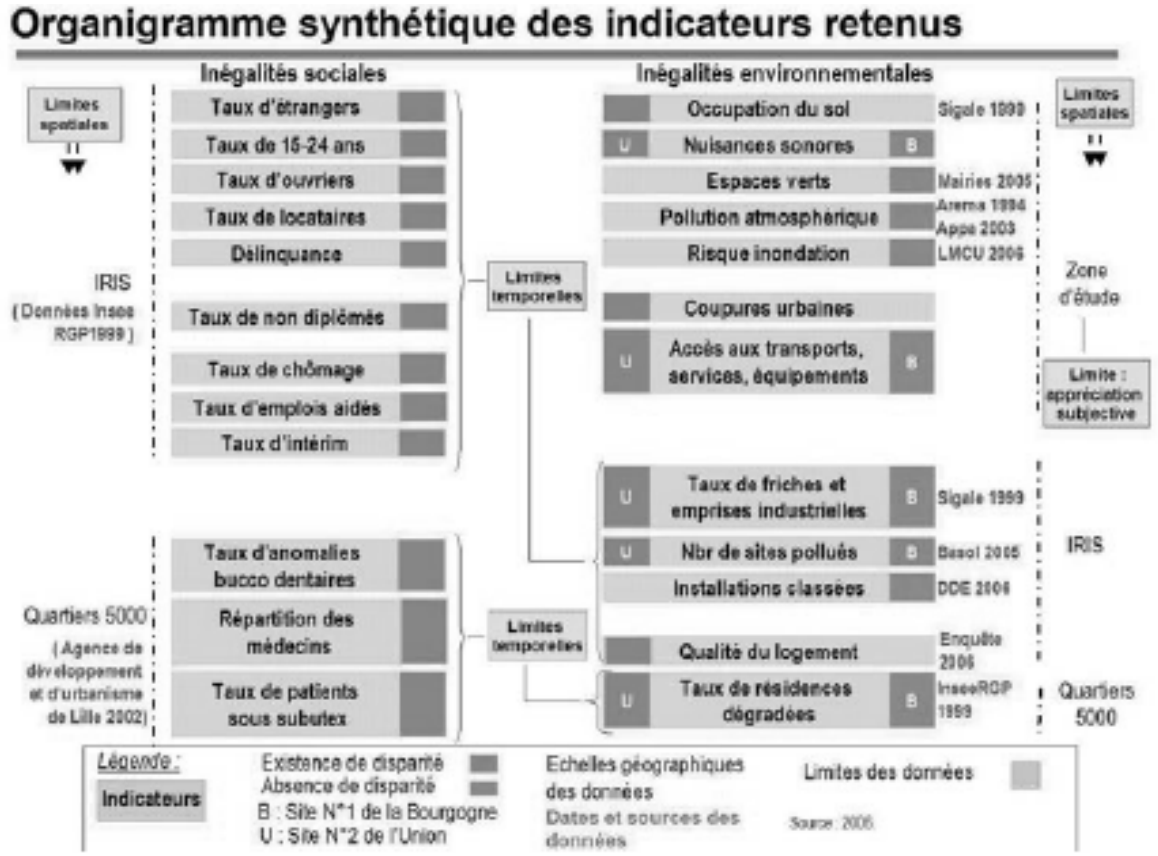
Méthodologies d'analyse des inégalités écologiques dans les recherches de L. Laigle, G. Faburel et I. Roussel

(Ph. Deboudt, 2008)

Auteur(s)	Approche	Sources et méthodologie	Références
L. Laigle (2004, 2005, 2006, 2007[57])	Analyse des disparités socio économiques et environnementales	Enquêtes de l'INSEE, de la DIV et du MEDD qui fournissent des statistiques sur les conditions de logement et la qualité de l'environnement urbain qui comportent des informations objectives et subjectives sur l'accès à l'urbanité, les nuisances urbaines et les risques environnementaux auxquels les citadins peuvent être exposés selon leurs caractéristiques sociales et leurs lieux de résidence (taille de la ville, types de quartiers et d'habitat).	- INSEE, 2001, enquête permanente sur « les *conditions de vie des ménages* » et partie variable « *Vie de quartier* », Avril – Juin 2001. - Revue *INSEE Première* pour les numéros suivants : N° 868, N°926, N°934, N°950, N°962, (croisement de certaines données sociales et du cadre de vie) - DIV (Délégation Interministérielle à la ville), 2004, « *Observatoire national des zones urbaines sensibles* », notamment Chapitre 6 « Les nuisances et les risques environnementaux », p. 125 – 131. - MEDD, 2004, Enquête sur les Points Noirs du Bruit, http://www.ecologie.gouv.fr/ - MEDD, 2004, Bases de données sur les risques « environnementaux », Basol et Basias, http://www.ecologie.gouv.fr/
L. Laigle (2004, 2005, 2006, 2007[56])	Croiser des données sociales, urbaines, économiques et environnementales selon une approche territoriale.	L'intérêt est de faire apparaître des phénomènes de cumul qui se concentrent sur certains territoires et pas sur d'autres. Il s'agit de mettre en évidence le cumul des problèmes qui concernent des catégories spécifiques de populations et se concentrent sur certains territoires.	

[57] Laigle L. (dir.), 2007, Métropolisation et inégalités écologiques : quelles politiques de développement urbain durable ? Une comparaison entre trois agglomérations européennes (Hanovre, Milan et Lille), CSTB, Rapport final de recherche, ANR, PIDUD-CNRS, 215 p. (146-147).

Auteur(s)	Approche	Sources et méthodologie	Références
G. Faburel	Géographie des inégalités environnementales	- Typologie des espaces favorables ou défavorables à la qualité de l'environnement - Typologie socio urbaine des communes - Croisement des typologies	FABUREL G., GUEYMARD S. (2007), *Vécu environnemental et qualité de vie en région Île-de-France. Une approche des inégalités environnementales*, Rapport intermédiaire, Programme Politiques territoriales et développement durable, PUCA-MEDD, janvier 2007, 58 p.
I. Roussel	Identification des indicateurs ou indices d'inégalités sociales et environnementales	- Organigramme synthétique - Tri des données par thème et par date	Scarwell H., 2007, Élaboration de savoirs croisés sur les inégalités environnementales en contexte urbain et développement durable dans le Nord-Pas-de-Calais. Expérimentation sur le quartier de la Bourgogne (Tourcoing) et sur la zone de l'Union (Tourcoing, Roubaix, Wattrelos). In Compte rendu du séminaire du 16 janvier 2007 du programme D2RT, Les inégalités écologiques facteurs ou non d'aggravation des disparités sociales, p. 10.



S

(Scarwell, 2007[58])

[58] Scarwell H., 2007, Élaboration de savoirs croisés sur les inégalités environnementales en contexte urbain et développement durable dans le Nord-Pas-de-Calais. Expérimentation sur le quartier de la Bourgogne (Tourcoing) et sur la zone de l'Union (Tourcoing, Roubaix, Wattrelos). In Compte rendu du séminaire du 16 janvier 2007 du programme D2RT, Les inégalités écologiques facteurs ou non d'aggravation des disparités sociales, p. 10.

7.1 L'enquête sociologique

Rédaction : Valérie Deldrève

7.1.1 Enquête sociologique en vue d'analyser le rapport à l'environnement littoral et les formes de mobilisation environnementale dans le quartier du Chemin Vert (Boulogne-sur-Mer)

Les travaux de sociologie sur le Chemin Vert (août 2006-septembre 2008) ont consisté en la réalisation d'une enquête qualitative pour appréhender les rapports des habitants à l'environnement littoral. La mise en œuvre d'une étude sociologique conjointement à l'étude géographique du quartier du Chemin Vert doit permettre d'approfondir l'identification des liens entre inégalités écologiques et inégalités sociales et de donner sens, ou non, aux objectifs des projets de renouvellement urbain mis en œuvre dans le quartier depuis 2004. Quels rapports entretiennent les habitants de ce quartier avec le littoral ou la mer ? Dans cette perspective, une méthodologie quantitative, appliquée en vue de mesurer les inégalités écologiques, s'avérait inadaptée. Il ne s'agissait pas, en effet, d'évaluer, mais d'explorer ces rapports (en termes de pratiques et de représentations), en évitant de provoquer par des questions portant directement sur le sujet un « sur-dimensionnement » de la relation des résidents à leur environnement littoral (ce qui excluait l'emploi d'un questionnaire ciblé sur les usages et représentations de l'environnement littoral et marin). S'ajoutait, en outre, la difficulté de passer un questionnaire auprès d'une population aux conditions de vie précaires et peu mobilisable dans le cadre d'une enquête aussi formelle et ostensiblement portée sur l'environnement (taux élevé de refus et de non réponse). Ainsi l'enquête qualitative représente une option forte, axée sur l'environnement tel qu'il est vécu par les résidents de ce quartier littoral (et non tel qu'il a été défini dans le cadre de cette recherche ou dans celui du projet de rénovation urbaine). Ont été réalisés à cet effet une vingtaine d'observations des usages du rivage boulonnais, ou encore des rassemblements associatifs du quartier, et vingt-six entretiens semi-directifs auprès de résidents et de quelques informateurs privilégiés (bailleurs, personnels de la mairie, travailleurs sociaux)[59]. La sous-population ainsi touchée n'est pas statistiquement représentative du quartier du Chemin Vert, mais elle est toutefois diversifiée en fonction de l'âge, du genre, du type de ménage et du sous-quartier ou sous-ensemble d'appartenance. La moitié d'entre-elle est locataire, depuis moins d'un an, de logements sociaux neufs, produits phare de la réhabilitation de Transition. Sans être l'objet premier de notre recherche, cette réhabilitation était incontournable *in situ*, idoine pour investir des thématiques telles que l'appropriation des lieux ou la sensibilité des résidents à la valorisation de la dimension maritime du quartier. Les résultats de cette enquête apporte d'une part des enseignements sur les usages associés à l'environnement immédiat des résidents et sur la valeur qu'ils lui confèrent, des enseignements qui interrogent les formes constitutives de l'inégalités écologique ainsi que leur lien avec les autres formes d'inégalités sociales.

[59] Plusieurs guides d'entretien ont été utilisés selon qu'ils s'adressaient aux résidents ou des informateurs, Le principal d'entre eux (guide d'entretien résidents) figure ci-dessus

Guide d'entretien « résidents » du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer :

Les questions préalables à l'enquête sont les suivantes :

- Qui sont les résidents (caractéristiques socio-démographiques) ?
- Comment caractériser le Chemin vert et le Touquet du point de vue environnemental et urbain ?

Les questions d'identification recouvrent les données suivantes (variables explicatives potentielles) : Lieu de résidence exact, si possible budget logement et revenus mensuels du foyer ? Statut (propriétaire ou locataire) ? Statut marital et nombre de pers dans le foyer ? Profession ? Lieu de naissance ? Année ? Niveau de diplôme ? Idem conjoint (e) ? Si possible : Idem père et mère ? Idem enfants adultes hors du foyer ?

Autres questions personnelles inhérentes à l'objet d'étude :
- Où travaillent-ils (s'ils travaillent)? Entreprise et site ?
- Où les enfants sont-ils scolarisés ?
- Font-ils partie d'associations, lesquelles ? objet, genèse de l'engagement, motivation et rôle
- Partent-ils en vacances ? Où (pourquoi ?) et avec quelle fréquence ou régularité ?
- Quels emplois du temps, loisirs ?

Le guide d'entretien doit permettre de répondre (à travers un ensemble d'indicateurs) aux questions suivantes, des questions qui englobent le rapport au littoral dans d'autres dimensions, comme celle du cadre de vue et de la sociabilité.

- A propos du « cadre de vie »
Comment définissent-ils leur environnement, ou cadre de vie ? Quels qualificatifs emploient-ils ? Quelle référence dans leurs propos à la mer et au littoral (en quels termes ?), ou au quartier et à la ville ?
De quelles nuisances souffrent-ils (pollutions sonores, olfactives, visuelles et sources) ; de quels avantages bénéficient-ils ? En quels termes l'expriment-ils ? Et les hiérarchisent-ils ?

Leurs aspirations en terme de cadre de vie ? Qu'est-ce qu'un « beau » cadre de vie selon eux ? Est-ce que le littoral est « agréable » (ou autre qualificatif), la mer ?

- Le littoral
Quels usages ont-ils du littoral : professionnels, de loisirs (lesquels), à quelle fréquence ? De même pour les enfants ? Y-a-t-il un mode de vie littoral ?

Quelles perceptions ont-ils du littoral et de la mer et quels modes de connaissance (types et canaux) ?
Connaissent-ils l'Ifremer, la station maritime de Wimereux, Nausicaa ou Maréis ?

Existe-t-il une mémoire familiale, collective liée à la mer et au littoral (familles de marins-pêcheurs, d'ouvriers de Capécure…) ? Si oui quelle image de la mer véhicule-t-elle ?

- Le quartier, l'habitat
En quels termes parlent-ils de leur lieu de résidence ? Quelle est leur mobilité résidentielle éventuelle intra et intergénérationnelle ? Les facteurs de résidence (relevant du choix et du non-choix, les justifications) ? Leurs projets éventuels de mobilité résidentielle, géographique ? Leurs aspirations en la matière (où aimeraient-ils résider ?) ? Qu'est-ce qui prime dans leurs choix ou aspirations : les rapports familiaux, de voisinage (comment se caractérisent-ils ?), la proximité d'un lieu de travail, l'appartenance au littoral, l'accès à la mer ?

En quels termes parlent-ils du Chemin de vert (« leurs quartiers ?...»), quels qualificatifs ? Et de Boulogne ? de la Côte d'Opale, de la Région ?

Ont-ils entendu parlé (ou fait l'objet ?) du programme de réhabilitation du quartier (pour le Chemin Vert) et quels aspects citent-ils ? Qu'en pensent-ils ?

- Sensibilité écologique
Se montrent-ils sensibles aux questions environnementales en général, littorales, et locales ? Comment ? (par ex : font-ils le tri sélectif (s'il y est) et pourquoi ?)
Quels modes de connaissance (empirique, scientifique…) ont-ils des questions environnementales, types et canaux (pratiques, médias…) ?
Quelles actions ou mobilisations éventuelles ?

Dénoncent-ils des problèmes associés ou non à leur lieu de vie ? Au nom de quel statut, en quels termes, des problèmes sociaux ou environnementaux (à propos notamment de la raréfaction des ressources, de l'appauvrissement de la biodiversité) ? Connaissent-ils les mesures de prévention, ou de préservation de l'environnement, qu'en pensent-ils ?
Connaissent-ils les gestionnaires de l'environnement littoral et marin ? Degré de confiance et respect de la réglementation ?
Plus largement rapport au politique, à l'administration et aux scientifiques ?

7.1.2 Enquête sociologique en vue d'analyser le rapport à l'environnement littoral et les formes de mobilisation environnementale au Touquet

L'enquête de terrain menée au Touquet porte sur les formes d'inégalités environnementales décelables en un lieu pourvu de fortes aménités environnementales. Tout à la fois ville littorale, station balnéaire, espace de dunes et de forêt, zone d'estuaire, le Touquet représente, dans le cadre de ce programme, un «cas d'étude » privilégié (un terme que nombre d'interviewés utiliseront). Lieu de résidences secondaires, il abrite également des logements sociaux et se divise en quatre quartiers clairement identifiables (celui des Dunes, de la Forêt, du Centre ville et de la Pointe nord). Partant de ce constat, nous avons décidé, comme dans l'étude menée au Chemin Vert à Boulogne, d'explorer le rapport que les résidents entretiennent avec le littoral et la mer, et plus largement avec leur « cadre de vie », une notion qui se pose « à l'articulation entre l'environnement avéré et l'environnement vécu » (S. Manusset et alii, 2007), entre éléments objectivables (tel le niveau sonore) et subjectifs (et par conséquent éminemment culturels). Elle nous a permis de ne pas focaliser l'entretien de manière exclusive sur l'environnement naturel, et notamment littoral, de manière à appréhender celui-ci dans un ensemble : soit l'environnement tel qu'il est défini par les résidents du Touquet.
25 entretiens semi-directifs ont été menés au Touquet, environ 6 par quartier. Ces entretiens ont été complétés par des entretiens plus brefs et plus directifs auprès des services de la Mairie, d'agents immobiliers et de commerçants. 14 observations ont également été réalisées dans les quartiers, les lieux de loisirs, lors d'une assemblée générale de l'Association de Sauvegarde des Forêts et des Dunes (ASFD), durant lesquels ont été recueillis de courts entretiens ou discussions plus spontanés.

Les interviewés, hommes et femmes, ont entre 32 et plus de 70 ans (en majorité plus de plus de 48 ans), de catégories supérieures, en activité ou retraités, résidents permanents ou très réguliers. 6 d'entre eux font partie de l'ASFD, aussi le guide d'entretien principal, présenté ci-dessous, a été modifié à leur adresse, comme à celle des commerçants, agents immobiliers et représentants des services de la Mairie interviewés.

Afin de présenter et d'analyser le rapport que ces résidents nouent avec leur environnement et les formes d'inégalités écologiques qu'il donne à lire, nous dissocierons les résultats de l'enquête de terrain menée à la pointe nord, de ceux des autres quartiers. En effet, la population plus modeste qui y réside, en logement social, revêt une spécificité assez méconnue du Touquet. Nous souhaitons la mettre en exergue, afin d'en évaluer la portée et les limites dans les dimensions ci-dessous traitées et relatives aux aménités environnementales et urbaines associées au Touquet ou encore à la sensibilité et à l'engagement écologique.

Guide d'entretien des résidents permanents ou réguliers du Touquet :

Les questions d'identification : lieu de résidence (adresse), date d'arrivée, type de logement, résidence principale ou secondaire, statut (locataire ou propriétaire), budget logement (si possible), revenu mensuel du foyer (si possible), statut marital / nombre de personnes dans le foyer, en activité ou a la retraite, profession et lieu d'exercice, année et lieu de naissance (pour l'interrogé et le ménage), niveau de diplôme
Autres questions personnelles inhérentes à l'objet d'étude : Lieu de travail, lieu de scolarisation des enfants, participation a la vie associative (Adhère-t-il à une association ? si oui, laquelle et quel rôle joue-t-il au sein de celle-ci ?),
- Si maison principale : Partent-ils en vacances ? Où et à quelle fréquence ? / Si maison secondaire : Que ce soit lors de week-ends plus ou moins prolongés ou pendant les vacances partent-ils toujours au Touquet et à quelle fréquence ?
- Quels sont les loisirs individuels et familiaux ?
- A-t-il de la famille au Touquet ou dans sa région ? Si oui, depuis quand vit-elle ici ? Si non, où habite-t-elle ?….

L'environnement :
- Comment le décrit-il ? le qualifie-t-il ? Parle-t-il de « cadre de vie » et en quels termes ?
- Que pense-t-il de la proximité de la mer ? Est-ce, selon lui, un avantage ou un inconvénient ? Et des autres aménités environnementales (dunes, forêts…)
- Est ce un choix de venir résider ici, quelles sont les motivations ?

Le littoral
- Exercice d'une profession liée au littoral ? ou pour d'autres membres de votre famille ?
- Comment profite-t-il de la proximité de la mer (fréquentation de la plage, à quelles occasions ? Seul, en famille ou entre amis ? De même pour les dunes ? Les pratiques nautiques ?) Et pour la forêt ?
- Plus généralement, que pense-t-il du littoral (en quels termes l'évoque-t-il, quelles préoccupations…) ?

La ville, le quartier, l'habitat
- Est-ce un logement neuf ou ancien ? Satisfaction à son égard ? Pourquoi ce logement ? ce quartier ? Qu'en pense-t-il ?
- Que pense-t-il du quartier et du Touquet en général ? Quel type d'aménités/d'inconvénients sont spontanément cités ?
- Quels sont les éléments déterminants dans le choix de la ville/ du quartier/ de la résidence ?
- Aspiration à résider ailleurs ? Où et pourquoi ?
- Lien avec la région (types d'attache, mobilités …)

Sensibilité écologique
- Est-ce que l'état de l'environnement, notamment marin et littoral, leur semble satisfaisant ou préoccupant (niveau global, local)?
- Connaissance de projets en rapport avec l'environnement ou l'aménagement du cadre de vie, que la mairie ou des associations du Touquet aurait pu développer ? Opinions ?
- Lesquels voudrait-il voir être mis en place ?
- Participe-t-il au tri sélectif ? Depuis quand ? Qu'en pense-t-il? Autres pratiques quotidiennes relevant de l'écologie ?
- Intérêt pour les sujets écologiques ? Lectures, connaissances, avis, expériences en la matière

7.2 Analyse de la consommation de l'espace littoral et observation des dynamiques foncières, méthodes d'investigation et aide à la définition de stratégies foncières (application à la Côte d'Opale)

Rédaction : G. Schmitt

La croissance démographique des communes littorales[60], la relative rareté des disponibilités foncières et les prix de l'immobilier limitent l'accès à la propriété et ont tendance à reléguer une frange de la population à l'intérieur des terres. L'intégration de l'arrière pays est de plus en plus un élément essentiel de compréhension des effets induits et des tensions créées par les modes de développement singuliers des territoires littoraux[61]. La notion d'inégalité écologique apporte des éclaircissements sur les liens entre les questions environnementale et sociale. L'objectif est d'interroger les politiques publiques et plus particulièrement les stratégies foncières d'amont des territoires littoraux du Nord-Pas de Calais au regard de cette double entrée à partir de trois approches interconnectées. La première concerne les logiques de l'observation et son canevas actuel. A l'heure où « les systèmes d'information et de gestion du territoire »[62] sont tiraillés entre :

- le foisonnement d'approches décentralisées, notamment avec la création d'observatoires par les PNR, les SCoT, les agences d'urbanisme et de développement et les collectivités locales ;
- l'actualisation ou a contrario l'abandon des anciens standards régionaux / nationaux ;
- et une volonté, émanant entres autres des services décentralisés de l'Etat, d'harmonisation à des échelles permettant de dresser des typologies63.

La deuxième consiste à bâtir un cadre méthodologique et de s'interroger sur les outils mobilisables. Les potentialités offertes par les Systèmes d'Information Géographique (SIG) ne se limitent pas uniquement à la superposition de différentes couches d'information et à la représentation cartographique[64]. Ils favorisent également la réalisation de diagnostics et de comparaisons territoriales. Dans ce domaine, l'une des difficultés actuelles et le foisonnement d'informations disparates[65]. A partir de la thématique « occupation du sol », une méthodologie d'investigation indépendante des données mobilisées, reproductibles et multiscalaires est proposée. Par une approche systémique de l'ensemble des modalités de changement, l'objectif est de dépasser la vision des acteurs locaux de l'aménagement, encore trop souvent linéaire[66], de consommation des terres agricoles au profit de l'étalement urbain. La troisième tend à définir les principaux enjeux fonciers, sociodémographiques et d'occupation du sol des territoires littoraux du Nord-Pas de Calais. L'intérêt est lors de prise de décision sur des projets d'aménagement ponctuel de les resituer dans une logique d'action sur l'ensemble du territoire de référence et dans le cadre des documents de planification tels que les SCoT et les PLH.

---

[60] DRE Nord-Pas de Calais, 2006 : Dynamiques, enjeux et pistes de stratégies, Région Nord-Pas de Calais. DRE Nord-Pas de Calais, 11 p.

[61] SMCO, 2005 : Appel à projet pour un développé équilibré des territoires littoraux par une gestion intégrée des zones côtières. Dossier de candidature du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale. SMCO, 70 p

[62] Prélaz-Droux R., 1995 : *Système d'information et gestion du territoire*. *Approche systémique et procédure de réalisation*. Presses polytechniques et universitaires romandes, collection META, 156 p.

[63] DGUHC, 2006 : Aide à la construction d'un système informatif et de représentation des dynamiques territoriales sur le littoral métropolitain. DGUHC, 26 p.

[64] Bordin P., 2002 : *SIG. Concepts, Outils et Données*. Hermès, Lavoisier, 259 p.

[65] Gervais M., 2003 : Pertinence d'un manuel d'instructions au sein d'une stratégie de gestion du risque juridique découlant de la fourniture de données géographiques numériques. Thèse de 3ème cycle, Université de Marne-La-Vallée, 344 p.

[66] Brunet R., 1993 : *Les mots de la géographie*. Editions Reclus, La Documentation Française, 518 p.

La trame des valeurs et des structures foncières représente un médiateur des relations qui s'établissent entre groupes sociaux et milieux naturels d'une part, entre lieux d'autre part. Faits de propriété, faits de pouvoir, mécanisme des prix médiatisent les possibilité d'inscription de l'homme et de ses activités dans un espace support et théâtre du jeu social. La distribution des valeurs foncières exprime les fonctions attribuées au territoire par une société en mouvement. Elle peut devenir l'un ou même le principal agent de discrimination, de hiérarchisation voire d'aliénation d'un espace. Dans un espace limité, les contradictions et les concurrences sociales se traduisent par des ségrégations, à la base de la différenciation spatiale.
Une étude comparable à celle menée pour la Côte d'Opale n'a pas été envisagée pour le littoral de Marseille dans le cadre de ce projet.

7.3 Méthodologies de croisement de données qualitatives et quantitatives pour l'identification et l'évaluation des inégalités écologiques

7.3.1 Quels indicateurs pour analyser les inégalités écologiques ?

Rédaction : Valérie Morel, Catherine Meur-Férec

Un indicateur est une donnée qui a été sélectionnée à partir d'un ensemble statistique plus important car elle possède une signification et une représentativité particulières. Les indicateurs condensent ainsi l'information, et simplifient l'approche de phénomènes, souvent complexes, ce qui en fait des outils de communication précieux. Suivant le modèle développé par l'OCDE, les indicateurs sont classés en :
- indicateurs d'état : ils offrent une description de la situation environnementale ;
- indicateurs de pression : ils rendent compte de la pression exercée par les activités humaines sur l'environnement ;
- indicateurs de réponse : ils permettent d'évaluer les efforts consentis pour résoudre un problème environnemental.
La mise au point d'une part, d'un ensemble d'indicateurs pertinents d'un point de vue scientifique et politique, et harmonisés à l'échelle de la problématique et d'autre part d'un tableau de bord, sont deux enjeux importants, afin de pouvoir mesurer le mieux possible notre cheminement sur la connaissance des inégalités écologiques sur les littoraux.

Comment les indicateurs peuvent-ils interroger les inégalités écologiques sur les littoraux ? Qu'attendons nous de ces indicateurs ? Pour quelles finalités souhaitons nous les mettre en place ? Quels intérêts ?

Les indicateurs sont un moyen de croiser les disciplines (un outil pour l'interdisciplinarité) ; un moyen de lecture du territoire littoral (un outil pour créer du lien entre scientifiques et gestionnaires) ; un moyen de détecter les inégalités.

- *Les indicateurs existants*

Indicateurs et GIZC (des travaux existants) :
- http://www.ifen.fr/littoral/pages/seminaires_actes.htm
- http://ioc3.unesco.org/icam/index.php?option=com_content1task=view&id=24&Itemid=58

Indicateurs et performance environnementale :
- http://www.ifen.fr/donIndic/Indicateurs/perf2000/indicateur.htm

- *Quelles natures d'indicateurs* ?

Dans un contexte de réflexion sur les inégalités écologiques, il parait nécessaire de recourir à la fois à des indicateurs de performance environnementale et des indicateurs de dynamique des systèmes. Ces deux groupes d'indicateurs doivent permettre parallèlement de donner un « état des lieux » de l'inégalité écologique et de témoigner de la dynamique des « inégalités écologiques ».

- *Quelques idées d'indicateurs* :

- les indicateurs du développement à venir
    - taux d'artificialisation
    - part des terres bâties
    - part des terres cultivées
    - localisation des prêts à taux zéro
    - trafic des voies de communication
    - fréquentation
- Protéger et améliorer la biodiversité
    - quantité d'habitats naturels
    - part des zones protégées pour la conservation de la nature
- Identité sociale
    - revenu moyen des ménages
    - % de la pop ayant une formation supérieure
    - Valeur de l'immobilier
    - part de résidences secondaires

Deux catégories d'indicateurs peuvent être mobilisés :

- Les indicateurs contextuels (« objectifs »)

Sont précisées les rubriques thématiques et les sources.

1) Pression urbaine (par commune)

- Densité de population : attention, il faut coter à l'envers, plus c'est dense, moins il y a de nature par personne, donc cote faible (risque d'inégalité écolo ou de faible qualité environnementale) : INSEE
- Indicateur d'urbanisation: rapport entre la zone urbanisée et la surface de la commune : attention, il faut coter à l'envers, plus c'est urbanisé, moins il y a d'aménités naturelles : PLU, agence de développement et/ou d'urbanisme, mairie, DDE.
- potentiel de développement urbain : rapport entre la zone d'urbanisation future et la surface de la commune (indique l'espace qui peut être urbanisé, reflète la pression urbaine sur les espaces de nature, ou agricole…) : PLU, agence de développement et/ou d'urbanisme, mairie, DDE.

2) Indicateurs sociaux (par commune)

- Ecarts de revenus : rapport interdécile (indique les écarts entre les plus riches et les plus pauvres) : INSEE
- Revenu moyen des ménages : Internet JDN Management
- ou revenu médian : INSEE
- indicateur de richesse : INSEE (rapport entre le revenu médian des ménages et la richesse fiscale de la commune) : INSEE rapport internet "Profil, n° 20 fév 2007
- ou % de Rmistes (reflète le niveau de pauvreté de la population) : INSEE

- Prix moyen du m² à vendre par commune de France : Internet JDN Management
- ou Prix moyen de l'immobilier sur 3 ans en fonction des transactions effectuées
- % de résidences secondaires : reflète la fonction « aménité » de la commune : Internet JDN Management (existe aussi : le rapport à la moyenne nationale et le classement)
- PCS, cadre et prof intellec (reflète les profs supérieures) : Internet JDN Management (6 PCS : agric, artisan com, cadre et prof intel, prof interm, employés, ouvriers)
- Niveau d'étude : Bac +3 (donne une idée incomplète du capital culturel) : Internet JDN Management (existe aussi « sans diplôme, CEP, BEPC, CAP et BEP, Bac »)

3) Indicateurs nature : voir 6.1

- Pourcentage d'espace protégés pour leur qualité écologique (ZNIEFF, ZICO, SPS, Natura 2000, Réserve naturelle, Parc naturel national…) : reflète la « valeur » écologique reconnue de la commune.
- Indicateur de protection des espaces de nature : pourcentage d'espace à forte protection (foncière : CEL, ENS, Réserve Naturelle ou Parc Naturel National) : reflète le force du statut de protection.

4) Indicateurs « aménités littorales »

- Plage (linéaire balnéaire, plage accessible…)
- Qualité eau baignade
- Port de plaisance, activités nautiques (pavillon Bleu)
- Qualité paysagère : OGS, patrimoine UNESCO, ZPPAUP, CEL, site inscrit ou classé, panorama, appréciation guide Michelin

- Les descripteurs qualitatifs (« subjectifs »)

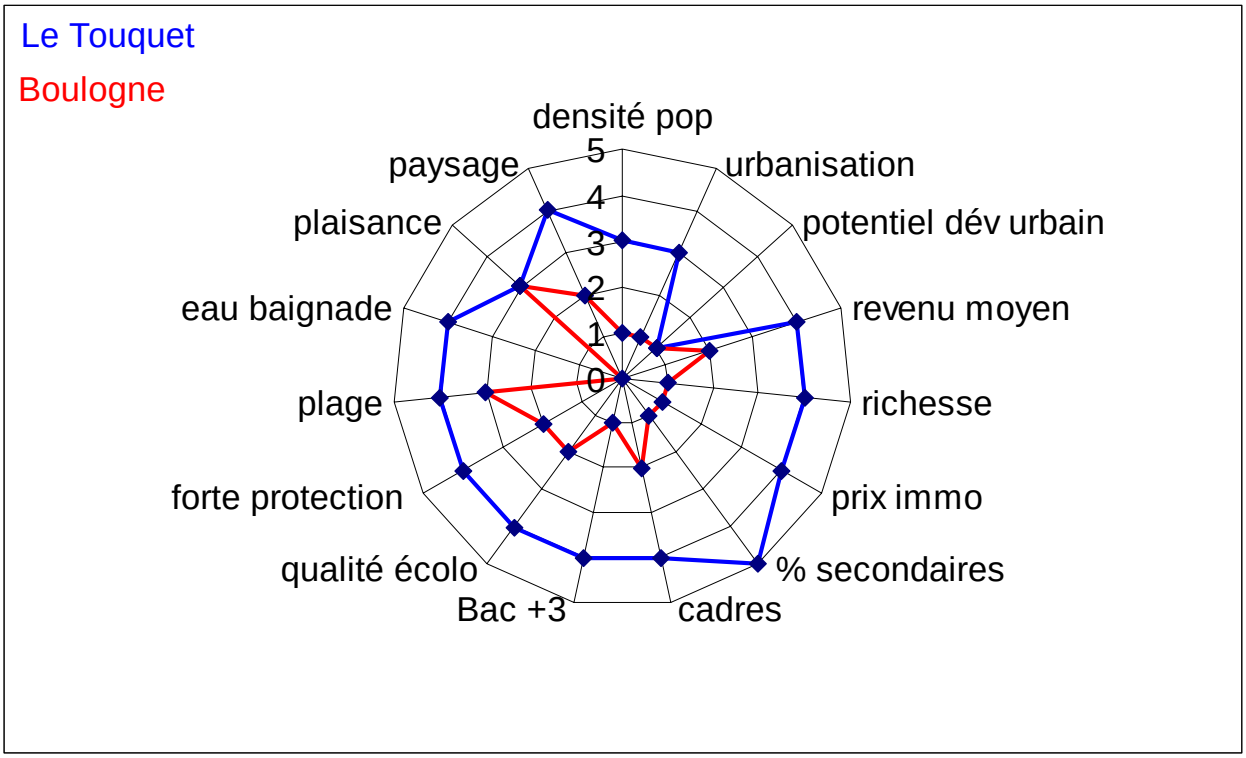
Méthodologie

Changement d'échelle, travail à partir d'enquêtes qualitative en sociologie dans les quartiers (Chemin Vert, résidences du Touquet…). Cf. chapitre 7.1

- Proximité (accès mer immédiat, à pied à moins ½ heures, transport en commun, seulement voiture)
- Gratuité
- Vue sur la mer
- Sentier côtier, site de nature ouvert au public
- OGS, PNR
- Equipements (récréatifs, commerciaux…)

Le croisement entre toutes ces données peut être réalisé à partir d'un radar « généraliste » centrée sur un territoire (principalement la commune en raison de l'importance de la disponibilité des indicateurs pour cette échelle territoriale) et de la traduction préalable de toutes les données en côte, par exemple de 1 (faible potentiel d'inégalités écologique) à 5 (fort potentiel d'inégalités écologiques)

Exemple[67] :



[67] Les valeurs représentées sur ce radar sont hypothétiques et ne sont utilisées que pour illustrer un exemple de représentation sous la forme de radar.

7.3.2 Les grilles d'analyse et tableaux de bord (radar)

Rédaction : Philippe Deboudt

L'élaboration de grilles d'analyses aboutissant à l'élaboration d'indices synthétiques présentés sous la forme de graphique en radar a été testé pour deux communes de la Côte d'Opale à partir d'une méthodologie élaborée dans le cadre d'un projet de recherche concernant l'évaluation de la VULnérabilité des TErritoires Côtiers aux risques d'érosion et de pollution maritime (VULTEC), le long des côtes de la Manche et de la Mer du Nord (Meur-Férec *et al*., 2004, 2005, 2006a, b) et mobilisant une équipe de chercheurs en sciences humaines et sociales[68] pendant deux années (2002-2004), associant géographes, économistes et sociologues.
Un travail réalisé en 2006[69] (Brunel et al., 2006) a utilisé la méthodologie élaborée par C. Meur-Férec et al. (2004, 2005, 2006a, b) pour l'évaluation de la vulnérabilité en proposant une adaptation pour l'identification et l'évaluation des inégalités écologiques. Les résultats de ce travail sont présentés ci-dessous.
La structure des grilles reste identique : elles se composent de quatre colonnes, comme le montre le tableau ci-dessous :
- Les deux premières colonnes présentent les descripteurs, ainsi que les outils de description utilisés. Le descripteur correspond à l'élément que l'on souhaite apprécier, et l'outil de description, à la manière dont on va le renseigner, aux données qu'on va utiliser.
- La troisième colonne synthétise les différentes données par rubrique afin d'homogénéiser les différents éléments qui sont renseignés de manière hétérogène. On fixe donc une côte de 1 à 5 à chaque rubrique en fonction des données de la deuxième colonne, en sachant que 1 est la note minimale, et 5, la note maximale.
- La quatrième colonne expose l'indice synthétique de la grille, qui correspond à la moyenne des différentes côtes, ainsi que l'écart type cette moyenne.

[68] Avec la participation des chercheurs de l'équipe du projet VULTEC (Programme PNEC) coordonné par Catherine Meur-Férec , Maître de Conférences HDR en géographie, Université du Littoral Côte d'Opale : Philippe Deboudt ; Valérie Deldrève ; Hervé Flanquart ; Anne-Peggy Hellequin ; Vincent Herbert, Jérôme Longuépée ; Valérie Morel,; Emmanuel Torres†

[69] Brunel C., Dupont A., Hallynck C., 2006, *Les inégalités écologiques sur le littoral de la Côte d'Opale. Etude des communes de Camiers, Cucq, Merlimont et Le Touquet*, Rapport d'Atelier, IUP ENVAR 2ème année, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 2 vol., 206 p.

Grille n°			
DESCRIPTION		**EVALUATION PAR RUBRIQUE**	**INDICE SYNTHETIQUE**
descripteur	**outils de description**		
A. 1ère rubrique		Côte : Note minimale 1-2-3-4-5 Note maximale	Moyenne des côtes + Ecart type
1. 1er descripteur	outils de description (source) Renseignement		
2. 2eme descripteur	outils de description (source) Renseignement		
B. 2ème rubrique		Côte : Note minimale 1-2-3-4-5 Note maximale	
1. 1er descripteur	outils de description (source) Renseignement		
2. 2eme descripteur	outils de description (source) Renseignement		

L'objectif de cette démarche expérimentale est de présenter un outil qui permet d'évaluer la présence d'inégalités écologiques sur le territoire de communes littorales, afin de pouvoir les comparer. Nous avons réalisé ce travail à l'échelle des communes en raison de la disponibilité de nombreux indicateurs pour cette échelle géographique, mais il serait intéressant de renseigner ces grilles pour comparer certains quartiers. La démarche a été expérimentée pour deux communes de la Côte d'Opale : Le Touquet et Cucq. Les données utilisées sont issues de l'INSEE, de la DIREN, de l'analyse des entretiens avec les acteurs locaux, et des documents d'urbanisme. La cotation proposée dans les grilles n'a pas une prétention d'objectivité ou de quantification de l'inégalité écologique mais représente une valeur relative et subjective. Sept grilles ont été réalisées pour chacune des communes : une grille « état des lieux environnemental et paysager », une grille « état des lieux social », une grille « foncier », une grille « risques et nuisances », une grille « capacité de réaction », une grille « pression anthropique », et une grille « accès et homogénéité du cadre de vie ».

La première grille a pour but de cerner **le cadre environnemental et paysager du territoire**. Elle cherche à évaluer les inégalités écologiques entre territoires. Elle met en avant la difficile question du « comment donner une valeur à l'environnement ». Il est toujours difficile de savoir si on se trouve plus dans une inégalité, ou dans une simple différence de situation. Nous avons tenté de répondre à cette question délicate en appréciant la qualité du cadre environnemental, à travers des descripteurs comme la qualité du fleurissement de la commune, ou encore à travers la perception des habitants, qui est primordiale pour juger de la qualité du cadre de vie. Nous nous sommes aussi penchés sur une appréciation quantitative de ce cadre grâce à certains calculs que nous avons mis en place, comme le m² d'espaces verts et naturels par habitant, qui permet de relativiser la quantité d'espaces verts présents sur la commune. Une étude du niveau de protection nous a aussi paru nécessaire. Il est en effet très intéressant de voir comment les espaces naturels sont pris en compte et gérés au sein de la commune, grâce à la dépense pour l'environnement, ou encore grâce au nombre d'employés dédiés à cette question. Outre l'appréciation du cadre environnemental, nous avons pensé qu'il serait aussi utile d'évaluer le cadre paysager, à l'aide des données concernant les monuments historiques, ainsi que l'intégration du bâti au paysage.

La deuxième grille porte sur **l'état des lieux social de la commune**, tant sur le plan du dynamisme, que des inégalités. Il a été difficile pour cette grille de distinguer l'inégalité sociale de la mixité. En effet, le but n'est de stigmatiser la mixité sociale, mais les inégalités. La mixité est un objectif pour beaucoup, alors qu'on cherche à combattre les inégalités.
Cette grille a pour but de mettre en évidence ou non le lien entre les inégalités écologiques, et les inégalités sociales. Les données démographiques visent à souligner le dynamisme de la commune : sa population est-elle âgée ? Le nombre de cadres y est-il présent ? Les données sur l'emploi et celles sur les inégalités cherchent à mettre en évidence les situations de précarité d'emploi, et de niveau de vie, les écarts de situation dans la population. L'interprétation de cette grille doit se faire avec précautions, car un 5 dans la dernière rubrique signifie que les inégalités sont absentes du territoire, mais les habitants peuvent soit être pauvres, soit être riches. Le sens de la cotation, comme d'ailleurs l'ensemble des cotations, trouve sa valeur grâce aux autres indices.

La troisième grille porte sur **le foncier**. Son but est de déterminer si le marché immobilier est ouvert ou non. Elle cherche donc à mettre en évidence une inégalité écologique majeure de notre territoire, celle de l'accès au foncier qui peut donner lieu à une forme de ségrégation spatiale. Cette grille peut donner du sens à l'évaluation de la grille précédente. En effet, si on obtient 0 à cette grille, on comprend que le marché immobilier est fermé, et que de ce fait, la population qui compose la commune est une population aisée. Cette analyse passe par une analyse du marché immobilier, en cherchant à savoir si celui-ci est naturellement favorable à l'accueil de tous types de population. Le pourcentage de résidences secondaires apparaît être un élément important de cette analyse, car il peut révéler une spécificité du foncier. En effet, une forte proportion de résidences secondaires sur le territoire révèle l'attractivité importante de celui-ci, et nuit à l'accès pour tous au foncier. La présence de politiques de régulation de ce marché semble alors être un point important, qui permet de voir si la commune se place comme un régulateur des problèmes. La présence de logements sociaux, ou encore la maîtrise du foncier semblent être des données importantes à ce sujet. Les conflits d'usage, et de propriété du sol sont aussi un thème important dans cette réflexion. Ils contribuent en effet à la spéculation et à la raréfaction du foncier. Mettre en évidence ces tensions n'est pas choses facile. Nous avons pris les descripteurs qui nous semblaient être les plus révélateurs. Ainsi, nous avons choisi de regarder si les documents d'urbanisme avaient été cassés sur le plan judiciaire, si la date de ces outils permettait de prendre en compte la loi littoral qui cherche à réguler les tensions entre construction et préservation, et d'analyser les activités économiques présentes sur la commune. Ce dernier descripteur permet de juger si la commune a une activité mono spécifique. Si c'est le cas, il sera encore plus difficile pour elle d'opérer à une régulation des problèmes, ne vivant principalement que d'une seule activité.

La grille **gestion des risques et nuisances** révèle une autre importante caractéristique du territoire : est-il soumis ou non à des maux environnementaux ? Elle permet d'évaluer la sûreté du cadre de vie au niveau de la commune. Elle prend en compte à la fois les risques naturels, les risques industriels, et les autres nuisances. Les risques sont appréciés à l'aide d'une évaluation des aléas, de la gestion des risques par les ouvrages, ainsi que par les documents préventifs. La question de la vulnérabilité du territoire a été mise de côté, car nous aurions eu du mal à l'évaluer. Nous avons tenté de mettre en évidence les différentes nuisances présentes sur le territoire, comme celles liées à la qualité de l'air, au trafic routier, ou encore à la production de déchets. Les données concernant ce thème se sont cependant révélées difficiles à trouver, et nous n'avons pas pu renseigner les descripteurs qui les concernaient.

La cinquième grille étudie **la capacité à faire évoluer les choses**, à s'approprier les problèmes afin de les résoudre. Nous avons donc d'abord cherché à savoir si la population participait à la vie politique de la commune, et si elle était bien représentée. La participation aux élections, la participation citoyenne nous ont alors parues intéressantes.

Nous avons aussi cherché à voir si la population votante, donc présente toute l'année, représentait une part importante de la population maximale de l'été, pour se rendre compte si oui ou non, le territoire se trouve majoritairement face à des personnes qui ne sont pas à même de ses problèmes, et ne souhaitent pas forcément les mêmes choses que les habitants permanents. La mobilisation des habitants hors du champ politique est aussi importante, nous avons donc étudié l'influence des associations, notamment à l'aide des questionnaires que nous avons réalisés sur les communes. La mobilisation de la commune, qui passe par son budget, mais aussi par ses démarches opérationnelles, est aussi un axe qu'il nous a paru intéressant de traiter, mais nous n'avons malheureusement pas trouvé les données concernant les budgets communaux.

La gestion de la pression anthropique est étudiée dans la sixième grille. La pression est en effet un élément important. Elle peut aggraver les problèmes, et focaliser l'attention sur les problèmes environnementaux. La qualité du cadre est en effet menacée par cette pression. La pression a ainsi été étudiée d'un point de vue statique, à travers les densités de population et du bâti, mais à travers l'accessibilité du territoire, qui expose potentiellement le territoire à de nouveaux problèmes, mais aussi d'un point de vue dynamique, avec la volonté de souligner les différences existant entre la pleine saison, et la saison morte. La morphologie de la ville est un élément important de cette dernière composante, car si la ville est bipolaire, cela signifie que l'écart de population dans l'année sera d'autant plus dur à gérer, que toute la commune n'est pas concernée par ce phénomène. La capacité d'accueil est aussi un point important, dans le sens où elle offre la possibilité aux personnes de gagner le territoire, et d'y rester à qui le souhaite. Nous avons donc pris en compte la capacité d'accueil des communes, et nous avons décidé de ramener le nombre de personnes supplémentaires présentes en été sur le territoire de la commune, pour bien se rendre de la sur-fréquentation de certains espaces. Nous avons ajouté à ce thème un descripteur capacité de charge, qui ne peut être rempli pour le moment, la réflexion sur cet outil n'étant pas encore assez poussée.

La dernière grille cherche à mettre en évidence **les inégalités de cadre de vie, et d'accès aux aménités naturelles au sein de la commune**. Elle étudie la répartition de l'occupation du sol, pour voir si la densité ainsi que la présence des espaces verts sont bien réparties sur toute la commune. Cette étude passe aussi par la perception des habitants qui est primordiale. L'étude de l'accès aux sites passe également par la perception des habitants, mais aussi par la présence ou non d'infrastructures et d'aménagements dans les sites, qui permettent à la population de profiter du cadre agréable, même si les aménités ne sont pas à proximité de chez eux. La répartition des risques sur la commune est aussi un point intéressant, que nous n'avons cependant pas pu traiter, par manque de données. La question de la vue sur la mer a été évacuée car il nous a semblé qu'en ce qui concernait certaines communes, elle ne représentait pas forcément un avantage. En effet, vue sur la mer rime pour certains territoires avec vue sur un parking au front de mer.

Après avoir établi ces grilles, nous les avons renseignées pour chacune des deux communes que nous avions choisies de détailler, puis nous avons analysé les résultats et établi les graphiques en radar.

Les grilles non renseignées sont présentées ci-dessous. Les résultats complets de ce travail sont présentés dans le rapport de C. Brunel et al. (2006) et peuvent être demandés à Ph. Deboudt (philippe.deboudt@univ-lille1.fr).

GRILLE ETAT DES LIEUX ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER
(1= PATRIMOINE NATUREL ET PAYSAGER PEU PRESENT; 5=PATRIMOINE PAYSAGER ET NATUREL IMPORTANT)
COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Appréciation qualitative du cadre environnemental		Cadre environnemental de mauvaise qualité 1-2-3-4-5 cadre environnemental de très bonne qualité	
1. Caractère des espaces naturels	Zonages scientifiques (DIREN)		
	Sites à protection juridique plus forte (dont espaces remarquables L146-6)		
2. Diversité des espaces naturels	Types de milieux présents sur la commune (PLU)		
3. Qualité du fleurissement de la commune	Nombre de fleurs au concours national des villes fleuries + observations		
4. Appréciation de l'intégration des modes de déplacement doux	Présence de voirie destinée aux déplacements doux (observations)		
5. Perception des habitants et usagers	Question 1 des enquêtes		
B. Appréciation quantitative du cadre environnemental		Pas d'espaces de nature 1-2-3-4-5 Quantité maximale d'espaces de nature	
1. Quantité d'espaces verts et naturels	Pourcentage d'espaces verts et naturels sur la surface communale (site de la commune)		
2. Linéaire côtier urbanisé en continu ou non	Part du linéaire côtier communal urbanisé (calcul sur carte IGN)		
3. Espaces verts et naturels par habitants	M² d'espaces verts et naturels par habitants (nombre maximum d'habitants)		
C. Niveau de protection/gestion		Espaces naturels non protégés 1-2-3-4-5 Espaces naturels totalement protégés	
1. Espaces naturels protégés	Part du territoire communal sous protection foncière		
2. Niveau de restriction d'accès aux espaces naturels	Arrêtés municipaux, clôtures autour des sites (étude PLU)		
3. Dépenses de protection de l'environnement	Pourcentage du budget de la CCMTO consacré à l'environnement (bulletin d'informations de la CCMTO)		
4. Qualité du service technique et environnement	Nombre d'employés municipaux préposé à l'environnement		
D. Qualité du bâti		Très faible qualité du bâti 1-2-3-4-5 Très haute qualité du bâti	
1. Patrimoine et histoire de la ville	ZPPAUP, monuments classés		
2. Politiques municipales d'entretien du bâti	Existence de politiques municipales d'entretien du bâti, opérations de rénovation urbaine		
3. Efforts d'intégration au paysage	COS		

GRILLE ETAT DES LIEUX SOCIAL DE LA COMMUNE
(1= INEGALITES SOCIALES ET MANQUE DE DYNAMISME ; 5=PAS D'INEGALITES SOCIALES, DYNAMISME IMPORTANT)

COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Données démographiques : dynamisme de la commune		Manque de dynamisme 1-2-3-4-5 Dynamisme	
1. Solde migratoire selon les PCS, source d'un certain dynamisme	Part des cadres et professions intellectuels supérieurs dans la population de + de 15 ans (INSEE 1999)		
2. La structure par âge de la commune	Part des - de 30 ans dans la population / Part des + de 60 ans (INSEE 1999)		
3. Taux de variation de la population	Taux de variation annuelle totale (INSEE 1999)		
B. Emploi et revenu		Précarité de l'emploi 1-2-3-4-5 Stabilité de l'emploi	
1. Taux de chômage	Taux de chômage (INSEE 1999)		
2. Proportion de salariés au statut précaire	Part des travailleurs en CDD, emplois aidés, stagiaires rémunérés et intérim dans la population active (INSEE 1999)		
3. Revenu moyen d'activité par habitant	Revenu moyen par habitant (INSEE 1999)		
C. Inégalités sociales		Fortes inégalités sociales 1-2-3-4-5 Pas d'inégalités sociales	
1. Écart entre les plus pauvres et les plus riches	Ecart interdécile par rapport au revenu annuel (entre le premier et le neuvième) (INSEE 2001)		
2. Présence des couches sociales les plus basses / Présence des couches sociales les plus hautes	Part des ménages non imposables/Part des ménages assujettie à l'impôt sur la fortune (INSEE 1999)		
3. Qualité de vie, de confort des ménages	Part des résidences principales sans baignoire ni douche ni WC (INSEE 1999)		

GRILLE FONCIER
(1=ACCES DIFFICILE A LA PROPRIETE, SEGREGATION SOCIALE ; 5=ACCES FACILE A LA PROPRIETE, PAS DE SEGREGATION SOCIALE)

COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Marché immobilier		Accès difficile à la propriété 1-2-3-4-5 Accès facile à la propriété	
1. Pourcentage de constructions neuves	Pourcentage de constructions neuves dans le parc de logement (données INSEE 1999)		
2. Part des résidences secondaires	Part des résidences secondaires (données INSEE 1999)		
3. Prix du m², comparaison avec région ou autres communes littorales	Prix du m² immobilier (INSEE)		
B. Politique foncière		Pas d'intervention de la commune 1-2-3-4-5 Intervention forte de la commune	
1. Politiques foncières de la ville: la ville se pose-t-elle comme un régulateur?	La ville instruit-elle son urbanisme? + Présence de plan logement, PLH…		
2. Ouverture de la politique foncière aux catégories sociales les moins aisées	Nombre de logements sociaux par rapport au parc de logement (INSEE 1999)		
3. Maîtrise du foncier	Pourcentage de terrains qui appartient à la commune		
C. Conflits liés au foncier		Conflits importants et récurrents 1-2-3-4-5 Pas de conflits	
1. Contentieux entre les différents acteurs	Dernier POS/PLU cassé (rapport diagnostic du PLU et entretiens)		
2. Documents urbanisme bien appliqués	Date révision du POS, application de la loi littoral (entretiens)		
3. Mixité des fonctions, pluralité des acteurs	Différentes activités économiques, de quoi la ville vit-elle? (Appréciation subjective)		

GRILLE GESTION DES RISQUES ET NUISANCES
(1=RISQUES IMPORTANTS ; 5=RISQUES NEGLIGEABLES)

COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Risque naturel		Risques importants 1-2-3-4-5 risques négligeables	
1. Aléas : érosion (érosion de la plage, des dunes)	Recul du trait de côte de 1947 à 1995 (ULCO, USTL))		
2. Gestion du risque	Ouvrages de défense côtière		
3. Documents de prévention et gestion du risque	PPR prescrits (prim.net)		
B. Risque technologique		Risques importants 1-2-3-4-5 risques négligeables	
1. Aléas : présence industries, transport, stockage…	Appréciation de ce risque		
2. Gestion du risque	Ouvrages de protection		
3. Documents de prévention et de gestion du risque	PPRT		
C. Nuisances		Risques importants 1-2-3-4-5 risques négligeables	
1. Qualité de l'air	Indicateur de la qualité de l'air		
2. Mobilité-circulation-stationnement	nombre de voitures par jour, trafic		
3. Production de déchets	Différence été-hiver		

GRILLE CAPACITE DE REACTION
(1=PRISE EN MAIN DIFFICILE ; 5=APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET DES PROBLEMES)

COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Représentativité		Faible représentativité 1-2-3-4-5 Forte représentativité	
1. Participation des citoyens aux élections	Taux de votants au 2nd tour des législatives de 2002 (site ministère intérieur)		
2. Ecart entre le nombre d'habitants permanents, et le nombre de personnes présentes en été	Fréquentation maximale-habitants permanents (à partir données INSEE, et entretiens avec les acteurs)		
3. Participation citoyenne	Présence de démarche de participation citoyenne (entretiens)		
B. Mobilisation des habitants			
1. Perception des habitants et usagers	Appartenance à une association environnementale; confiance dans les associations (enquête)	Faible mobilisation 1-2-3-4-5 Forte mobilisation	
2. Vie associative	Associations environnementales, ou de propriétaires influentes sur notre territoire		
C. Mobilisation budgétaire et dynamisme de la municipalité		Faible mobilisation budgétaire 1-2-3-4-5 Forte mobilisation budgétaire	
1. % du budget consacré à l'environnement, au développement durable, à la qualité de vie…	Equilibre entre ces deux parts		
1bis. % du budget consacré aux politiques sociales			
2. Documents existants ou en cours: PLU, SCOT, Agenda 21…	Présence de ces 3 documents		

GRILLE GESTION DE LA PRESSION ANTHROPIQUE
(1=PRESSION FORTE ET INEGALE DANS L'ANNEE ; 5=FAIBLE PRESSION HOMOGENE SUR L'ANNEE)

COMMUNE :

DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Pression : étude statique		Forte pression 1-2-3-4-5 Faible pression	
1. Densité du bâti	Densité du bâti (à partir des données INSEE)		
2. Densité de population hab./Km²	Densité de population hab./km² (à partir des données INSEE)		
3. Accessibilité de la commune	Présence d'infrastructures majeures		
B. Pression sur l'année : étude dynamique (Différence saison / hors saison)		Pression inégale dans l'année 1-2-3-4-5 Pression égale toute l'année	
1. Différence d'occupation humaine entre hiver et été	Ecart entre le nombre d'habitants permanents et la fréquentation maximale de la station (à partir INSEE, et observation des acteurs locaux)		
2. Evénementiel: pression très forte à un moment donné	Evènement remarquable		
3. Morphologie de la ville	Morphologie mononucléaire ou polynucléaire (pression bien répartie ou pas)		
C. Capacité d'accueil et de charge			
1. Capacité d'accueil de touristes	Nombre de chambres d'hôtel, et d'emplacements de camping	Forte capacité d'accueil 1-2-3-4-5 Faible capacité d'accueil	
2. Fréquentation en touristes et excursionnistes par rapport à la surface (sur fréquentation?)	Fréquentation estivale par rapport à la surface de la station balnéaire (à partir des données INSEE+ entretiens avec les acteurs)		
3. Définition de la capacité de charge	Réflexion sur l'outil, définition, respect		

GRILLE ACCES ET HOMOGENEITE DU CADRE DE VIE
(1=INEGALITES DE CADRE DE VIE ENTRE LES QUARTIERS, ET ACCES AUX AMENITES DIFFICILE; 5=PAS D'INEGALITE DE CADRE, PAS DE PROBLEME D'ACCES)

COMMUNE :

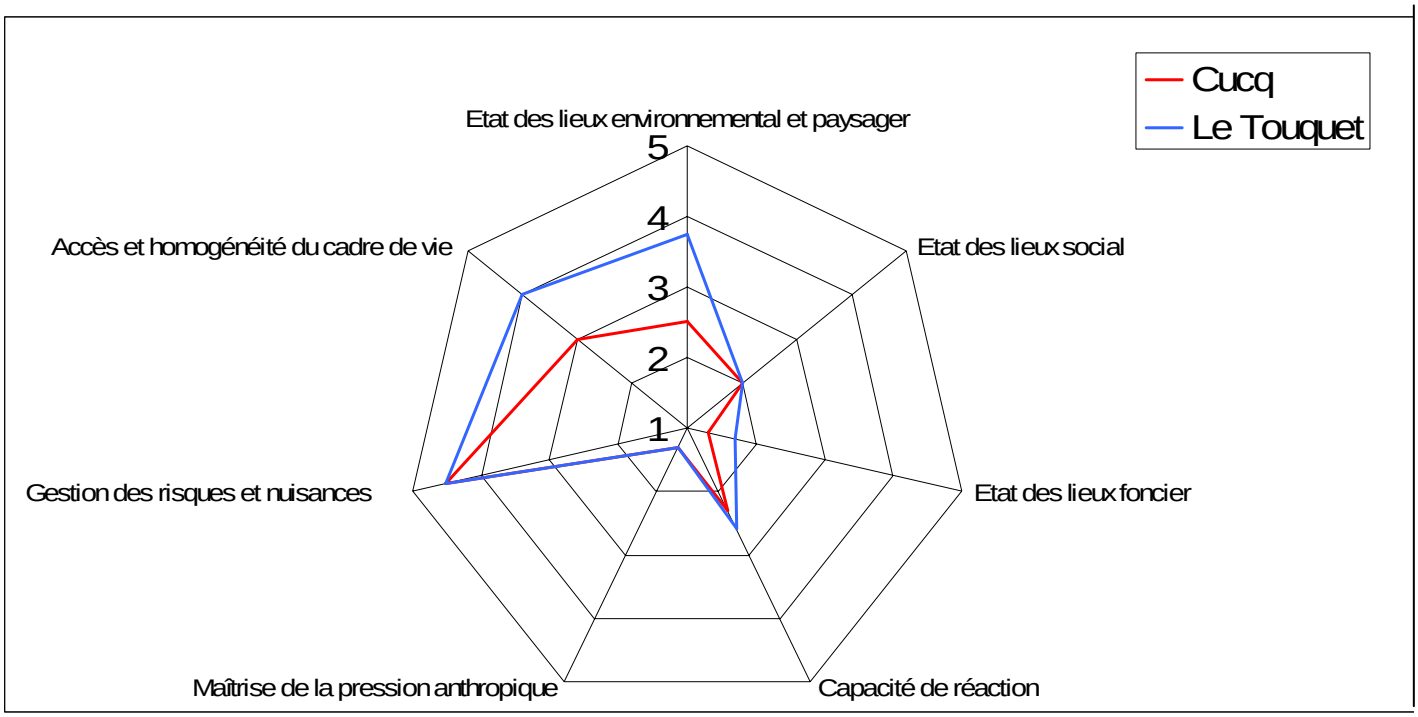
DESCRIPTION		EVALUATION PAR RUBRIQUE	INDICE SYNTHETIQUE
descripteur	**outils de description**		
A. Répartition de l'occupation du sol		Répartition non homogène 1-2-3-4-5 Homogène	
1. Répartition de la densité, homogénéité ou non	Ecart entre la zone la plus dense et la moins dense (observations)		
2. Répartition des espaces naturels et verts	Nombre de personnes qui ne sont pas à moins de …mètres d'un espace vert (manque de données précises à l'îlots, observation carte IGN)		
3. Perception de l'homogénéité du cadre de vie par les habitants	Question n°2 du questionnaire de représentation : le cadre de vie est-il identique sur toute la commune?		
B. Accessibilité des aménités naturelles		Non accessibilité 1-2-3-4-5 Accessibilité	
1. Accessibilité des aménités naturelles	Présence d'infrastructure pour s'y rendre (observations)		
2. Praticabilité des aménités naturelles	Présence de parking, sentiers, fléchage,…		
3. Perception de l'accessibilité par les habitants	Question n°6 du questionnaire de représentation: les sites naturels sont-ils facilement accessibles?		
C. Répartition des risques sur la commune		Très forte vulnérabilité de tous les habitants 1-2-3-4-5 Vulnérabilité nulle	
1. Vulnérabilité risque érosion	Part des habitants soumis à ce risque		
2. Vulnérabilité risque industriel	Part des habitants soumis à ce risque		
3. Vulnérabilité nuisances bruit/circulation	Part des habitants soumis à cette nuisance		

Représentation des résultats :

Tableau des indices synthétiques des deux communes	Cucq	Le Touquet
Etat des lieux environnemental et paysager	**2,5**	**3,7**
Etat des lieux social	**2**	**2**
Etat des lieux foncier	**1,3**	**1,7**
Capacité de réaction	**2,3**	**2,6**
Maîtrise de la pression anthropique	**1,3**	**1,3**
Gestion des risques et nuisances	**4,5**	**4,5**
Accès et homogénéité du cadre de vie	**3**	**4**

Grâce à ces différents indices, nous avons pu réaliser un graphique en radar pour chaque commune afin de visualiser sa situation dans chacun des domaines étudiés, et de pouvoir croiser les différents résultats entre eux, pour leur donner plus de sens. Nous avons choisi de superposer les situations des deux communes, afin de pouvoir comparer les résultats. (Voir page suivante). On peut constater que le profil des deux communes se ressemble. Elles ont chacune les mêmes atouts, et les mêmes défauts de manière plus ou moins prononcées. Leur situation environnementale et paysagère est bonne, en particulier pour Le Touquet. De plus, leur cadre de vie est relativement homogène et l'accès aux aménités naturelles y est relativement bon. Ces territoires sont donc favorisés par rapport aux autres, donc attractifs. Leur cadre de vie les valorise, et ce sur la majorité de leur territoire, et elles offrent ce cadre, à qui veut le voir. La gestion des risques est aussi un atout de ces communes, comme on peut le constater. On remarque cependant, que Cucq et Le Touquet ont des notes faibles en ce qui concerne les quatre autres branches. Comme dit précédemment, leur cadre de vie attire, et ces communes subissent une très forte pression anthropique, qu'elles ne parviennent pas à gérer. Ceci est vrai sur le plan touristique, mais aussi sur le plan foncier. On remarque que l'état des lieux du foncier est un point noir de cette évaluation. L'accès à la propriété ou à la location sur ces territoires est très restreinte, et représente un luxe. Ceci est d'ailleurs confirmé par la branche état des lieux social, qui montre bien que la commune est le lieu de nombreuses inégalités. Leur population est de plus en plus riche, mais aussi de plus en plus âgée. Un manque de dynamisme certain peut y être constaté. Ceci se reflète aussi dans la branche capacité de réaction. Les communes face à cette pression foncière et anthropique, n'arrivent pas à réagir, et leurs habitants ont du mal à se faire entendre. Cucq et Le Touquet sont donc bloquées dans une spirale descendante si elles ne prennent pas en main leur situation.

La tentative d'évaluation des inégalités écologiques a mis en avant de nombreux éléments constatés sur le territoire. On voit bien ici, que les inégalités écologiques sur notre territoire concernent majoritairement la question de l'accès au foncier. Cette question en pourra être réglée que si les communes mènent une politique plus globale, qui vise aussi bien à réguler la pression anthropique, qu'à préserver le milieu naturel. Elles ne doivent plus subir leur territoire, mais en prendre les rênes de manière raisonnée et équilibrée. Il leur faut pour cela s'ouvrir aux autres, multiplier les partenariats, et intégrer leur population à ce processus.



Evaluation des inégalités écologiques sur les communes de Cucq et le Touquet

CONCLUSION DE LA PARTIE 1

« *Dans le cadre d'une pensée pluraliste, en mesure de reconnaître plus d'un paradigme théorique, une action peut être guidée par plus d'un postulat pour autant que ces perspectives variées ne soient pas contradictoires et qu'elles reposent chacune sur des fondements valides et légitimes : Idée de « juste principe d'épargne » permettant des actions environnementales à la fois justes (dans la distribution) et responsables (en lien avec l'humanité). »* (Ferrari *et al*., 2006)

Regards d'acteurs sur la notion d'inégalité écologique

Rédaction : Philippe Deboudt

Pendant le déroulement du projet, la rencontre avec de nombreux acteurs impliqués dans la gestion des territoires côtiers a permis de recueillir des avis, réflexions sur l'intérêt d'une recherche sur les inégalités écologiques. Ces entretiens auprès d'acteurs impliqués dans la gestion du littoral ont été réalisés entre avril et juin 2006 pour tenter d'identifier leur compréhension de la notion d'inégalité écologique.

La notion d'inégalité écologique est généralement associée aux inégalités d'accès au foncier entraînant des phénomènes de ségrégation sociale. Les acteurs mettent en avant l'importance de la concertation dans l'approche des inégalités écologiques. Le partage des connaissances et des enjeux est un préalable quasi indispensable à l'élaboration d'une réflexion commune sur les inégalités écologiques. Il sera d'autant plus aisé qu'elle s'appuie sur une stratégie locale partagée, fondée sur le contexte environnemental du territoire.

Extraits des entretiens réalisés avec les acteurs en Côte d'Opale (avril-juin 2006)

<u>Remarque</u> : les extraits des retranscriptions d'entretiens réalisés par Brunel et al. (2006) et présentés ci-dessous ne sont pas autorisés à la reproduction. Les personnes interrogées n'ont pas autorisé la reproduction et/ou la diffusion de leur propos hors le présent rapport de recherche.

- Service urbanisme d'une commune littorale du Pas-de-Calais

« Il n'y a pas d'inégalités liées au cadre de vie, et le territoire est accessible. Les inégalités écologiques sont liées au tourisme, qui augmente la demande en logement et donc exerce une pression foncière sur le territoire, et crée de la ségrégation sociale. En effet, les habitants doivent aller se loger dans l'arrière pays ou les locations sont plus abordables. De plus, les adaptations à la loi Littoral réduisent l'espace urbanisable au profit de la sauvegarde du patrimoine naturel.
Il y a une peur récurrente chez les habitants du front de mer, qui serait la disparition de leur point de vue suite à la construction de collectifs touristiques. »

- Maire d'une commune littorale du Pas-de-Calais

« Aujourd'hui, le thème du développement durable est très abordé sur le littoral. On a tendance à plus axer la réflexion sur l'environnement, mais ce sont les trois pôles qu'il faut développer. Un des projets de -, qui montre que la ville cherche à préserver l'économie tout en améliorant l'environnement est celui de « *No car on the beach* ». Il prévoit de rendre le front de mer aux piétons, tout en créant de nouveaux espaces de parking en arrière. Les inégalités sur la commune existent de fait. En effet, la partie plage, à la vocation balnéaire, n'a pas le même niveau de service que le centre-ville. Une inégalité écologique, celle de l'accès au foncier, est très présente. La ségrégation sociale est incontestable, elle est due au prix du foncier très élevé, et au fait que de nombreux jeunes ménages ne peuvent pas habiter à –

Mais grâce à la préemption urbaine, 17 hectares ont été achetés afin de réaliser des équipements mais aussi du logement dit « social » (on parle plus de logements à vocation d'acquisition, destinés en particulier aux jeunes ménages). A la station-plage, l'inégalité est encore plus forte, car les terrains n'ont pas de prix : « plus rien n'est en effet disponible pour la construction ».

- Chargé de mission environnement et planification dans une mairie d'une commune littorale (Pas-de-Calais)

« A -, quand on parle de Développement Durable, on a l'impression que les domaines sociaux et économiques sont lésés par rapport à l'environnement, et qu'il n'y a pas d'équilibre entre ces trois pôles. Cependant, l'économie est aussi un sujet de préoccupations communale. La ville est consciente que si elle n'avait pas sa partie balnéaire, elle serait une ville morte. Elle ne vit qu'à travers l'économie du tourisme, qui lui est aujourd'hui indispensable. C'est entre autres pour rompre cette dépendance que le projet éolien est né, pour créer de l'emploi autrement que de façon saisonnière et de la taxe professionnelle. La commune subit donc la primauté de l'environnement, mais l'accorderait sans problème à l'emploi si cela était possible. Par les prix très élevés du foncier, la mixité sociale est compromise dans la commune. Des projets tentent d'y remédier, comme les actions menées par Habitat 62/59, qui a construit des logements à prix raisonnables afin de jouer sur l'offre et la demande, et ainsi juguler les prix. Si les prix sont un problème, le caractère secondaire des résidences l'est aussi. En effet, on ne compte que 700 résidents permanents dans la partie balnéaire, 3.000 les week-ends et 20.000 l'été. Si les inégalités d'accès à la propriété sur la commune sont importantes, celles liées à la qualité de vie entre habitants de la commune le sont beaucoup moins. Le cadre de vie de la commune est, en effet, différent selon les quartiers, mais une hiérarchie entre eux serait subjective. »

- Chargé de mission dans une communauté de Communes de la Côte d'Opale

« Le thème du développement durable est repris par beaucoup d'élus, qui tentent de l'appliquer. Ils recherchent à mettre en place des politiques pour animer le territoire sur les quatre saisons, pour pérenniser les emplois, et donc augmenter le nombre d'habitants permanents. Ils associent cette démarche à un souci de préservation environnementale. Ainsi, tout ce qui doit être fait pour les espaces naturels l'est. Coupler les besoins économiques, avec les besoins environnementaux est assez difficile, comme l'illustre l'application de la loi Littoral. Celle-ci bloque la plupart des possibilités de développement, et les acteurs locaux doivent alors s'adapter, et trouver des solutions en fonction de ces différents impératifs. On peut alors dire que, en ce qui concerne les 3 pôles du développement durable, le pôle environnement est déjà bien mis en place. Il faut désormais pérenniser l'économique le social. De nombreuses actions et réflexions sont mises en place en direction du social, mais il est difficile d'agir compte tenu la situation foncière. La ségrégation sociale existe en effet de fait. Tout le monde ne peut pas vivre sur le littoral. Le manque de terrain et la spéculation foncière qui s'en suit se répandent sur toute cette zone. On constate que ce problème gagne aussi les communes arrière-littorales de «l'avant pays ». Les acteurs locaux font de nombreux efforts pour atténuer cela. Ce n'est pas la volonté qui est absente, mais les outils. De nombreuses communes voient en l'intercommunalité un espoir, mais cette structure est encore trop jeune. On peut aussi noter que la ségrégation sociale ne se fait pas que par le prix du foncier, mais aussi parfois par des représentations mentales.

- Chargé de mission à la Direction Régionale de l'Equipement Nord-Pas-de-Calais

« Le développement durable est un thème largement abordé par les acteurs locaux, comme, par exemple, le SMCO avec sa démarche dans l'appel à projet DATAR GIZC (gestion intégrée des zones côtières). Cependant, même si cette volonté existe, chacun préfère agir de son côté, et faire « son » développement durable, seul, en ne diminuant surtout pas sa capacité financière. Les jeux politiques prennent une place trop importante ; de nombreux projets manquent de lisibilité ; des zones à urbaniser parsèment le territoire de toutes parts. On remarque par exemple qu'en ce qui concerne l'économie, les principales actions consistent à créer des zones d'activités, très coûteuses et difficiles à intégrer à tous les niveaux. Il existe donc un déséquilibre entre les trois pôles majeurs du développement durable que sont l'économie, l'environnement, et le social. Tout le monde est d'accord pour s'investir, à condition de ne pas payer, de ne pas avoir de contraintes, de ne pas partager les projets. Chacun pense à « son » territoire, à « son » mandat. L'absence de projets globaux, qui dépassent les querelles politiques, peut être déplorée.

On ne recense qu'une multitude d'actions ponctuelles, non coordonnées. L'Etat a aussi sa part de responsabilité dans la difficile application de ce concept si prometteur. En effet, la superposition des outils, et en particulier des échelles, est une entrave à son bon déroulement. Par ailleurs, l'émiettement des services de l'Etat, entre ministères et entre territoires contribue largement à un jeu difficilement coordonnable. Aussi, l'échelle de la commune n'est pas pertinente face à ces enjeux, et nuit à cette réflexion. L'émergence d'un interlocuteur unique de part et d'autre (Etat et Collectivités) faciliterait grandement les échanges.

Les inégalités écologiques existent sur le littoral, en particulier entre le Nord et le Sud de la côte. En effet, les villes du Nord, comme Dunkerque ou Calais, sont défavorisées en terme de cadre de vie, et n'offrent pas à leurs habitants un accès facile au rivage, et aux espaces naturels. Ces inégalités sont grandement liées aux courbes de pollution et d'urbanisation. Le littoral Sud est, lui, plus privilégié, en ce qui concerne le cadre de vie. Mais en même temps, il est très touché par des difficultés d'accès au foncier, et une certaine stratification des habitations - plus on se rapproche de la côte, plus les prix sont élevés ; ce sont donc les plus riches qui y habitent. Trouver une solution à ces problèmes n'est pas chose facile. On constate que ces inégalités écologiques (pollution, et accès à un cadre de vie agréable) sont très fortement corrélées aux inégalités sociales. Ces réflexions sur les inégalités écologiques ne doivent pas négliger la notion de valeur du paysage. Il est très difficile de l'évaluer, et de définir une hiérarchie entre ces milieux. La notion d'inégalités écologiques est donc fortement liée à cette appréciation du paysage par les différents individus. »

- Chargé de mission à la DIREN Nord Pas de Calais

« Le thème du développement durable revient souvent, mais on à tendance à mettre en avant le concept de développement, sans forcément prendre en compte le paramètre de durabilité. Quand on parle de développement durable, on doit parler de la recherche de « l'impossible équilibre ». La difficulté pour les élus est d'être confrontés à des pressions provenant d'une multitude d'acteurs. Etant élus et ayant pour soucis de donner du travail, des logements, des équipements à leurs habitants, ils sont tentés de mettre de côté le volet environnemental, quand celui-ci est un frein, pour donner la primeur aux besoins sociaux et économiques. Sur la côte d'Opale, on peut trouver deux façons différentes d'aborder le développement durable. Pour le nord de la côte, les pressions sociales sont telles, que les communes ont besoin de se développer économiquement, et le côté environnemental est alors mis de côté. Pour le Sud, c'est un peu différent, dans la mesure où les communes sont plus touristiques, et où le cadre de vie est resté beaucoup plus naturel qu'au nord. Actuellement, l'ensemble des réflexions des élus, des acteurs du développement, des chambre du commerce et d'industrie reflètent la manière dont ils considèrent le territoire resté naturel : c'est, pour eux, la plupart du temps une réserve foncière. La DIREN, elle, est dans une optique différente. Quand se trouve sur un territoire donné une zone Natura 2000, une ZNIEFF, ou terrain en ZICO, c'est qu'on leur a attribué une valeur à part entière. Le problème, c'est que bien souvent les zones naturelles, représentées en blanc sur les cartes IGN, sont perçues comme des zones à développer par les auteurs de l'aménagement du territoire, parce que financièrement parlant ce sont des territoires qui ne rapportent rien. Par exemple, si on institue une fiscalité environnementale, c'est-à-dire que le gouvernement décide d'attribuer une compensation aux communes qui préservent leur environnement, cette dotation de compensation encouragera les communes à préserver les territoires. Le jour où cet impôt existera, les problèmes environnementaux n'existeront plus. Aujourd'hui, un des problèmes majeurs est que beaucoup de territoires sont sanctuarisés et deviennent pour la collectivité improductifs. pas de taxe professionnelle, pas de taxe d'habitation. Ils ne rapportent rien en comparaison avec une zone d'activité. Révision après révision, zones d'urbanisation future après zones d'urbanisation future, le littoral va être urbanisé à 100%. Au regard de l'étalement urbain sur le territoire des communes littorales, on se rend compte que c'est une fuite en avant qui va à l'encontre des équilibres voulus par la loi Littoral. Ce phénomène, qui menace l'équilibre environnemental, est aussi en train de saborder l'attractivité de ces territoires. Un défi important pour ces communes est de dégager du foncier pour la population locale, qui n'a pas les moyens de s'implanter dans ces communes. Sur la côte d'Opale, c'est au Touquet que le foncier doit être le plus cher. Mais on constate en général sur la côte que le foncier atteint des prix exorbitants. Cependant certaines communes n'arrivent pas, ou ne veulent pas intervenir sur le foncier, et créent, de fait, une ségrégation sociale forte sur ces secteurs. Comment gérer cette problématique ? Aucune solution pour faire baisser le prix du foncier n'existe. Nous sommes aujourd'hui dans un système libéral où la demande fait les prix. Une ségrégation est alors parfois générée, à cause de la spéculation foncière qui se développe.

La solution n'est pas de préempter des territoires naturels pour les urbaniser, en pensant aider les catégories sociales les plus basses à accéder à ces territoires. Si on ouvre ces espaces à l'urbanisation dans ce but, il n'est pas évident que les prix diminueront, et qu'une certaine mixité sociale apparaisse. L'étalement urbain ne doit pas se faire dans ce sens là. Sur cette compétence particulière, il devrait être fait « un tour de table » entre les différents acteurs. Ils pourraient intervenir, mais sur quels fondements ? Quel type d'intervention peut faire baisser le prix du terrain ? L'autre solution, qui n'est d'ailleurs en rien une solution, est ce qui ce fait actuellement sur certaines communes. Elles reconstruisent la ville sur la ville, elles surélèvent, et créent de la densification en hauteur, comme Stella-plage, ou Hardelot. »

- Directeur d'une l'Agence de Développement de la Côte d'Opale

« Le thème du développement durable revient très souvent dans le domaine de l'aménagement, même s'il n'est pas forcément labellisé « développement durable », ou « HQE ». La prise de conscience grandit, mais de nombreux efforts restent encore à faire. Les démarches pédagogiques doivent être continuées, et l'Etat doit continuer de développer une politique de défiscalisation en lien avec ces thèmes, pour inciter les élus à s'en soucier. Ce ne sont pas en effet les seuls aspects normatifs qui permettront de mettre en pratique les notions liées au développement durable. Les lois doivent orienter ce processus, en permettant notamment aux différents documents de s'adapter au contexte.
Elles doivent aider les élus à sans cesse prendre du recul, à travailler pour ne pas figer leur territoire dans le temps, afin de prendre en compte les différentes problématiques actuelles, dont l'équilibre entre les trois pôles que sont économie, environnement, et social, fait aujourd'hui partie. A ce sujet, on peut constater qu'aucune de ces trois composantes n'est réellement mise de côté, les élus sont la plupart du temps sensibilisés aux problèmes environnementaux. Le problème vient plus du fait que ces trois domaines sont encore trop souvent traités indépendamment les uns des autres. Quelques exemples peuvent être notés mais ils sont encore trop rares. Le Sud de la Côte d'Opale souffre beaucoup de ce manque d'articulation. La pression anthropique a poussé beaucoup d'élus à ne penser que sur un mode binaire basé sur la construction et la protection. Ils n'ont parfois pas pris le temps de réfléchir au développement qu'ils souhaitaient mettre en place.
Les solutions à ces problèmes devront venir du terrain. Les acteurs devront beaucoup plus se concerter, et analyser ensemble le territoire. Il faut organiser les différentes structures, articuler les différents acteurs. Le véritable problème vient plus de la méthode utilisée que des outils. Les inégalités écologiques sont une des conséquences de ce manque de réflexion et de coopération. Parler d'inégalités écologiques entre territoires n'est pas forcément valable. Les secteurs ont chacun un patrimoine différent, une approche différente. Chaque lieu a son micro écosystème, son mode de fonctionnement. Les différences existent, mais on ne peut pas réellement parler d'injustice. L'injustice se situe moins entre les territoires, qu'entre les individus qui n'ont pas toujours la possibilité de choisir leur cadre de vie, parmi ces différentes situations. En effet, une géographie sociale et une ségrégation sociale sont bien visibles. La mixité sociale, voulue dans les la loi SRU, souhaite la construction de logements aidés, mais la population les rejette parfois, par manque d'information. De plus, l'augmentation très importante des prix du foncier conduit à une segmentation, et un rejet de certaines populations. Ceci constitue un véritable défi à relever. Deux solutions se posent : jouer sur le cycle des prix du foncier, en augmentant fortement l'offre de logement, mais cette solution pourrait être un désastre au point de vue environnemental ; ou maîtriser le foncier, c'est à dire créer du logement social. Il s'agit d'un travail de pédagogie auprès des riverains, mais aussi de décisions importantes, qui ne sont pas toujours simples à prendre. Les inégalités seraient donc plutôt sociales, et situées entre les individus. En regardant la situation actuelle, il peut être difficile de rester optimiste quant aux inégalités futures. »

- Chargé de mission à l'Office National des Forêts

« L'objectif du développement durable est de restaurer puis d'entretenir les milieux pour que nos petits enfants puissent les connaître. Cependant, est ce que couper les milieux du public est réellement compatible avec le développement durable ? L'ONF procède à une gestion conservatoire et interventionniste pour préserver certains milieux. Si ce type de gestion est durable, alors oui, l'ONF mène une politique de développement durable. Dans le cadre de la réserve biologique domaniale de Merlimont, c'est évidemment la composante environnementale qui est privilégiée, car c'est l'un des seuls sites où une telle protection est encore possible.

Préserver l'environnement de cette façon n'engendre pas de déséquilibre entre les trois composantes du développement durable à court terme, si les choix de gestion sont accompagnés d'explications. Ceci n'a pas encore été beaucoup traité par l'ONF. Cette gestion conservatoire, et donc à but uniquement environnemental, se fait uniquement parce qu'il y a des craintes sur la pérennité de la biodiversité des littoraux. Evidemment, un tel type de gestion crée des inégalités écologiques. Seules certaines personnes privilégiées peuvent fréquenter la réserve biologique, et donc profiter de cet espace exceptionnel. Cette inégalité vient donc du statut même de la réserve, mais ce n'est pas la plus importante. La propriété en créé une autre : certaines personnes possèdent de très grands domaines littoraux, et dont ils sont les seuls à pouvoir profiter. Pour diminuer ces inégalités, il faudrait toucher au droit à la propriété. Ceci pourrait éventuellement être modifié en confortant le Domaine Public Maritime, qui est un espace ouvert à tous. Des efforts sont également à faire du côté des usages du littoral, comme pour les chasseurs, qui sont beaucoup moins nombreux que les touristes, mais qui ont des droits en plus. On peut également souhaiter une meilleure gestion du Domaine Public Maritime, afin de savoir qui fait quoi, comme en cas de marée noire. Pour l'améliorer, ce n'est pas à l'Etat d'intervenir, mais aux différents intervenants et collectivités territoriales. Le Conservatoire du Littoral (EPA) s'occupe de la maîtrise foncière, tandis que l'ONF (EPIC) gère les terrains. Les deux établissements sont complémentaires, mais il faut y associer les communes. »

- Chargé de mission à la Délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire littoral

« Le développement durable ne veut rien dire en lui-même, Tout le monde emploie ce thème, sur le littoral pas plus qu'ailleurs. Il est utilisé dès que l'on met en oeuvre des politiques. Pour une petite commune cela va consister à mettre en place l'assainissement, l'électricité, la restructuration de voierie et de l'aide sociale. On trouve ensuite des degrés supérieurs d'application, notamment avec les communautés de communes. Les choses sont appréhendées à une échelle plus vaste (énergie renouvelable, gestion des déchets...). Le développement durable est différent selon le lieu traité. Le choix d'urbanisation va être différent selon la grandeur de la commune considérée. Le développement durable est intégré dans les communes par l'intermédiaire du PLU, généralement sous forme d'un PADD conforme, théoriquement, à ce concept. La cohérence des PLU, et leur durabilité, tient à leur capacité à évoluer et à la volonté des territoires à avoir une trame de développement bien défini, et qui intègre les différents paramètres. Dans ce cadre, l'établissement des SCOT semble pouvoir apporter plus de cohérence. Pourtant, ce type de document peut rencontrer un problème de légitimité : le PLU est réalisé par les élus locaux, qui sont issus du suffrage direct, mais le SCOT est, lui, mis en place par des élus, issus du suffrage universel indirect. Cela peut nuire à l'impact de ce type d'outils. Dans sa mission, le Conservatoire du littoral s'est très peu préoccupé de la fonction sociale. La fonction touristique, dans les stations balnéaires où la résidence secondaire a pris le pas sur les résidences principales, a un côté négatif, car on se retrouve à certaine période face à des villes « fantômes ». Il devient très difficile de maintenir la population locale. L'habitat social volontaire quant à lui dépend des politiques communales. Ce sont aux pouvoirs publics locaux d'agir, avec notamment les outils donnés par la loi SRU. Malgré quelques efforts certains, on observe tout de même sur le littoral une certaine ségrégation sociale, entre les communes littorales et les communes à l'intérieur des terres. Au regard du prix du foncier, on se rend bien compte que le foncier et les locations en bordure de mer ne sont pas accessibles à tous. Les plus démunis sont ainsi obligés de partir s'installer en arrière des côtes. L'accès à cet espace privilégié est limité pour ceux qui veulent y habiter. Le foncier est soumis à la loi de l'offre et de la demande, et comme nous nous trouvons dans des espaces de qualités, où l'attractivité est importante, la demande est importante. Dans ce cadre, les auteurs publics doivent intervenir, avoir une planification renforcée. Avec le droit de préemption le foncier est raréfié d'une certaine mesure, la spéculation s'intensifie alors. De ce fait, une réflexion urbaine mieux pensée est nécessaire et pourquoi pas des fusions communales pour augmenter la cohérence des territoires. Avec moins de communes, on travaillerait mieux. Il faut à tout prix ancrer le dialogue entre les différents acteurs du territoire, et prendre du temps pour échanger. L'espace littoral est donc un espace attractif, car de qualité. Face à cette pression grandissante, ce milieu doit donc être « hyper-protégé », notamment contre l'urbanisation. Les axes de développement urbain sont donnés par la loi Littoral et le code de l'urbanisme sur le littoral, mais rien n'est fixé pour les communes arrières littorales, où souvent la planification spatiale est absente. On se retrouve alors face à de nombreux espaces dégradés, dans la mesure où ces espaces manquent de contrôles d'urbanisation. Le nécessaire besoin d'une réflexion cohérente à une échelle plus petite est mis ici en évidence. Les communes vont plus vite en matière de planification, d'urbanisation, que les intercommunalités, d'où l'émergence d'une difficulté supplémentaire pour organiser une planification cohérente du territoire. »

- Directeur d'une association de défense de l'environnement

« Dans la zone littorale, le cadre de vie peut être différent d'une commune à l'autre : il n'est pas le même au Touquet et à Etaples, mais dans tous les cas, les espaces naturels ne sont jamais très loin. Aujourd'hui, la tendance est de considérer les espaces naturels publics comme des jardins publics, voire de les privatiser, comme par exemple pour le projet d'accro-branche dans le parc du centre ville de Berck, contre lequel les habitants se sont mobilisés. Le tourisme est effectivement en plein essor, et demande de l'espace pour pratiquer ces activités de loisirs. Les élus voient alors les espaces naturels comme des friches, et les habitants les voient comme des terrains de jeux pour se défouler. On ne perçoit pas la nature en tant que telle, il faut qu'elle serve à quelque chose. Faire payer l'accès à un espace naturel serait scandaleux, même s'il s'agit de faire payer une partie du coût de gestion à l'usager. Si cette idée émerge c'est parce qu'il ne reste que très peu d'espaces naturels, que l'on veut alors « muséifier ». Mais on assisterait alors à une inégalité complète. La nature est, en effet, un loisir qui ne coûte rien, et le jour où elle deviendra payante, les personnes qui ont peu de moyen ne pourront plus y aller. La solution n'est pas de faire payer l'accès à quelques sites pour les protéger, mais de faire une « protection extensive ». Il faudrait éparpiller la fréquentation, plutôt que de la focaliser sur un site, comme cela est fait par exemple avec les opérations « Grand Site ».
Ces opérations sont économico-touristiques, et utilisent des sites, comme le Blanc-Nez par exemple, comme emblèmes. L'objectif du Conservatoire du littoral est d'acquérir 2500 hectares dans le Nord Pas-de-Calais, qui pourraient alors être mis à disposition du public. De même, il faudrait s'employer à restaurer des espaces anciennement dégradés, à proximité des habitations. Les espaces naturels de proximité sont une ambition du conseil régional, qui souhaite faire en sorte que personne ne se trouve à plus de 20 minutes d'un espace naturel. Cette initiative constitue une bien meilleure approche du problème de l'aménagement du territoire que le laisser-faire actuel où chaque élu local essaye d'attirer le plus de monde possible dans sa commune ou son secteur géographique. L'attitude des élus locaux relève d'un pur opportunisme économique dénué de toute analyse sur le long terme et ne peut à ce titre certainement pas prétendre à une politique clairvoyante d'aménagement du territoire. Pour régler les problèmes d'inégalités écologiques et d'urbanisation du littoral, c'est l'organisation de la société qu'il faut revoir. Il paraît essentiel de citer les chiffres de l'IFEN sur le ratio des espaces naturels dans la région du Nord-Pas-de-Calais pour appréhender ces phénomènes. La région, la deuxième la plus peuplée de France, est l'avant-dernière en termes de superficie d'espaces naturels. Tout ce que le GDEAM dénonce trouve, sinon son origine, au moins une amplification évidente dans cette inadaptation de la ressource « nature » à la demande du « développement ». Pour parler crûment, la nature, il n'y en a plus assez pour qu'on puisse encore en faire n'importe quoi. Dans cette réalité statistique réside assurément un élément fondamental de l'analyse circonstanciée des problèmes de conflits d'usages et d'inégalités en matière d'accès aux espaces naturels. »

- Chargé de mission au syndicat mixte EDEN 62 (gestion des propriétés du Conservatoire du Littoral)

« Le développement durable n'est qu'un concept, il n'y a pas de réalisation spécifique sur le littoral. On est toujours dans une phase de développement. Il faut créer de l'emploi, créer une activité économique et donc urbaniser (il faut produire, grandir). Le développement durable est souvent compris et mis en place comme cela. Aujourd'hui, Camiers a des réflexions de type développement durable mais ce ne sont que des réflexions, encore peu visibles sur le terrain. Au niveau décisionnel, en général, il semble y avoir un déséquilibre, ou l'économie semble prédominer sur l'environnement. On a une mise en danger de l'environnement, et il n'y a pas de vue faunistique. A terme cela serait catastrophique pour les espèces qui n'ont pas un niveau d'adaptabilité suffisant et certaines espèces à valeur patrimoniale pourraient disparaître (elles sont patrimoniales justement parce que peu adaptatives, sensibles aux changements liés à l'homme, non adaptées à notre civilisation, notre évolution). Le secteur d'Opale sud est un secteur privilégié. Tout le monde a accès aux sites, grâce à l'action du Conservatoire du littoral et du Conseil Général. Les citoyens ne sont jamais bien loin d'un espace naturel, d'un environnement de qualité. Ils sont accessibles à tous et sont surtout vraiment à proximité, à la différence du boulonnais par exemple, où l'on a besoin de prendre la voiture pour sortir de l'environnement urbain. La fréquentation des sites est mixte, toutes les catégories sociales viennent s'y promener ou avoir une activité sportive. Il n'y a pas de ségrégation sociale dans la fréquentation des sites. Cependant sur certains sites, on observe une ségrégation, mais elle est crée par les personnes qui fréquentent les sites. Il y a des regroupements par catégorie sociale sur certains sites, la population fait elle-même la ségrégation.

Les ouvriers de Boulogne auront plutôt tendance à se regrouper sur les dunes d'Ecault et les cadres supérieurs d'Hardelot vont se regrouper sur les dunes du mont St Frieux. Dans le cas des litiges, personne n'empiète sur la propriété publique, personne ne s'approprie le terrain public. Il peut y avoir des soucis de limite de propriété mais cela est dû au mauvais placement ou manque de borne. »

- Emile Vivier (Président d'honneur de la Fédération Nord Nature)

« Les inégalités écologiques sur le littoral ne semblent pas être liées à la surexposition aux risques, ou à la pollution, mais plutôt à l'inaccès à ce cadre de vie privilégié. On ressent fortement ce dernier type d'inégalité, qui met en place une forme de ségrégation sociale, et ce spécifiquement au Touquet. C'est une zone très riche en espaces naturels protégés, l'urbanisation n'y est plus possible. Cela a un prix, pour l'habitat qui est ainsi devenu inaccessible. Dans ce cadre, c'est la protection qui fait augmenter les inégalités. Qui pourrait apporter une solution ? Qui pourrait instaurer une équité entre les trois pôles du développement durable ? Peut-être un gouvernement mondial. Mais il n'en existe pas, et il n'existera probablement jamais. Aujourd'hui ces questions ne sont de toute façon pas vraiment à l'ordre du jour. La préoccupation majeure est l'économie mondiale. »

PARTIE 2

Les inégalités écologiques en Côte d'Opale et sur le littoral de l'Aire métropolitaine de Marseille

Études de cas

Introduction
Philippe Deboudt 153

CHAPITRE 1
Territoires littoraux en Côte d'Opale et sur le littoral de Marseille : emboîtement d'échelles et lieux d'investigation des inégalités écologiques 155
Coord. Vincent Herbert et Philippe Deboudt

CHAPITRE 2
Les conflits d'usage dans l'estuaire de la Canche 183
Coord. Jean-Claude Dauvin

CHAPITRE 3
Inégalités écologiques, marché foncier et utilisation du sol dans les marges urbaines du sud de la Côte d'Opale 205
Coord. Guillaume Schmitt

CHAPITRE 4
Inégalités écologiques et planification dans les stations balnéaires du Touquet Cucq et Merlimont (Pas-de-Calais) 219
Coord. Philippe Deboudt et Didier Paris

CHAPITRE 5
Les inégalités écologiques au Touquet (Pas-de-Calais) : perception et réalités géographiques 263
Coord. Valérie Deldrève et Philippe Deboudt
Avec la participation de Vincent Belhassen

CHAPITRE 6
Inégalités écologiques, inégalités sociales et territoires littoraux : l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-mer 303
Coord. Valérie Deldrève, Vincent Houillon et Philippe Deboudt

CHAPITRE 7
Les enjeux de conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais : Côte bleue, Frioul, calanques de Marseille à Cassis 337
Coord. Gérard Bellan et Denise Bellan Santini

CHAPITRE 8
L'archipel du Frioul : Lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain marseillais ? 369
Coord. Vincent Herbert

CHAPITRE 9
Quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles (Ensuès la Redonne, Côte Bleue, Bouches du Rhône) 389
Coord. Denis Berthelot et Jérôme Dubois

CHAPITRE 10
L'aménagement des plages du Prado à Marseille :
la construction d'un bien commun 411
Coord. Arlette Hérat

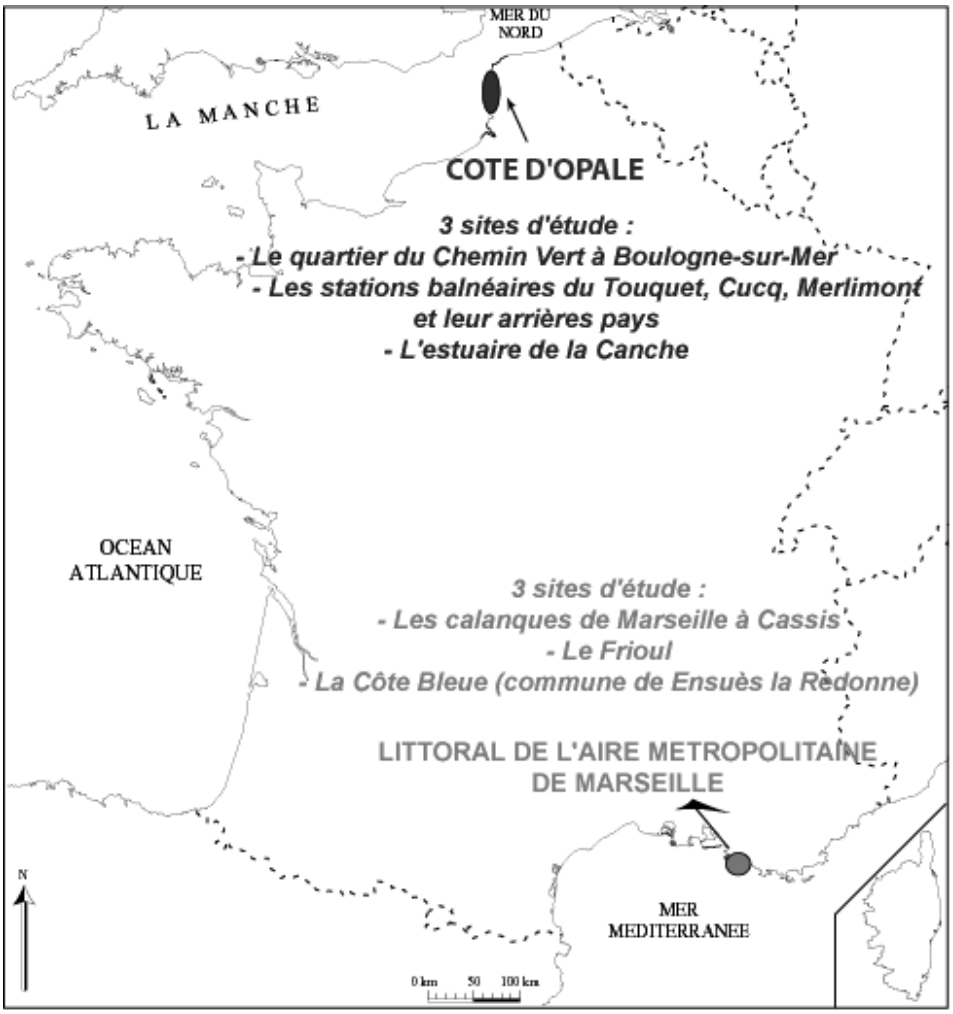
Perspectives
Le quartier des Hauts de Mazargues (Marseille)
Coord. Philippe Deboudt, Valérie Deldrève 423

Introduction

Rédaction : Philippe Deboudt

Le choix des sites d'étude et d'investigation des inégalités écologiques analysés dans ce projet résulte d'une part de l'expérience des membres de l'équipe sur les deux zones littorales « Marseille » et « Côte d'Opale » et d'autre part, de rencontres-débats, associant les membres de l'équipe et les acteurs, sur les deux territoires, en mai et juin 2006. Les comptes-rendus exhaustifs de ces deux « temps forts » de la première année du projet sont présentés en annexe. L'objectif de cette deuxième partie de la recherche, correspondant à une investigation des inégalités écologiques sur le terrain, n'est pas de proposer une juxtaposition de monographies sur l'étude des inégalités écologiques dans des portions de territoires littoraux en Côte d'Opale et à Marseille. Nous proposons à partir de différents sites littoraux une typologie des inégalités écologiques (**1.3**). Pour chacun des sites choisis, les membres de l'équipe du projet ont mis en exergue une facette de l'inégalité écologique, selon un point de vue disciplinaire. Certains sites ont permis une approche interdisciplinaire de l'inégalité écologique. Préalablement à la présentation des travaux réalisés sur les différents sites, nous avons rassemblé quelques éléments de cadrage sur les littoraux Côte d'Opale (**1.1**) et de Marseille (**1.2**).

Localisation des sites d'étude :



CHAPITRE 1

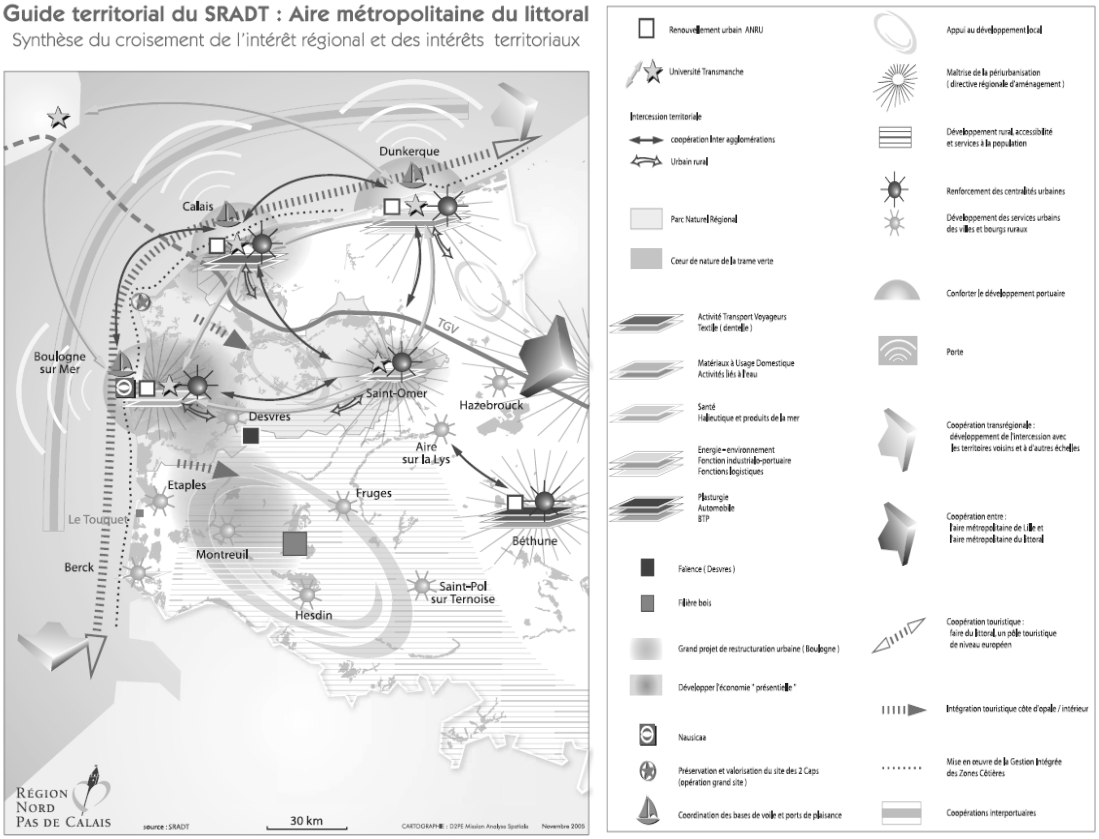
Territoires littoraux en Côte d'Opale et sur le littoral de Marseille : emboîtement d'échelles et lieux d'investigation des inégalités écologiques

Coord. Vincent Herbert et Philippe Deboudt

1.1 La Côte d'Opale : présentation géographique

1.1.1 La Côte d'Opale : un territoire littoral inséré dans la deuxième façade maritime mondiale

Le littoral de la Côte d'Opale représente une façade littorale de 120 km, entre la frontière Belge et l'estuaire de l'Authie. A l'échelle mondiale, le littoral de la Région Nord-Pas-de Calais est intégré à la seconde façade maritime mondiale, la Northern Range ; une position qui offre des potentialités de développement importantes et diversifiées mais qui exacerbent les concurrences entre les territoires susceptibles d'en bénéficier et les conflits entre les fonctions (protection des milieux, artificialisation par l'urbanisation) et les usages (portuaires, touristiques, industriels…) de la zone côtière, par nature spatialement limitée. A l'échelle européenne, ce territoire Côte d'Opale s'est structuré dans le cadre de la mise en œuvre du processus de gestion intégrée des zones côtières avec deux étapes majeurs : la création du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale en lien avec le projet GIZC sélectionné en 1996 par la commission européenne dans le cadre du programme de démonstration européen sur la GIZC et la reconnaissance nationale du territoire en 2005 dans le cadre de l'appel à projet de la DIACT et du DG Mer « Pour un développement équilibré des territoires littoraux ». Ce territoire Côte d'Opale est subdivisé en quatre zones géographiques, le Dunkerquois, le Calaisis, l'Audomarois et le Boulonnais-Montreuillois qui représentent 354 communes et 730 000 habitants. Les principales caractéristiques géographiques de ce territoire sont résumées dans le tableau et la carte suivante extraite du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire de la région Nord-Pas-de-Calais.



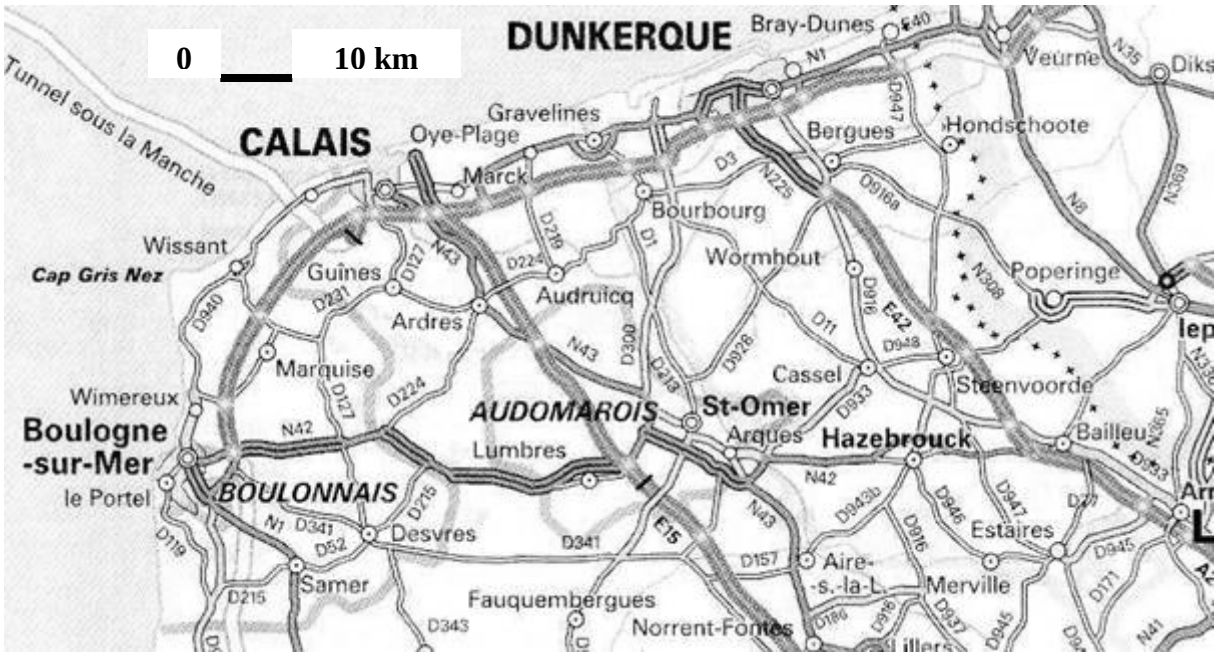
Extrait du SRADT Nord-Pas-de-Calais, septembre 2006

Les principaux traits géographiques et enjeux de développement et de gestion du territoire Côte d'Opale ont été présentés dans Deboudt et al. (2005)[70]. Le texte ci-dessous en reprend les principaux éléments.

La Côte d'Opale : un territoire industriel, urbain et touristique caractérisé par une très forte pression anthropique et une importance vulnérabilité aux risques naturels et industriels

La densité des communes côtières (657 hab/km²) est nettement supérieure à la moyenne du littoral français (272 hab/km^2). Entre le début des années 1960 et le milieu des années 1970, une Zone Industrialo-Portuaire (ZIP) s'est développée à Dunkerque en liaison avec la sidérurgie et la pétrochimie (figure 2) : Dunkerque est le premier port français pour l'importation de minerais et le troisième pour le trafic de marchandises. Ce développement industriel s'est poursuivi dans les années 1980 avec, en particulier, la construction du plus grand centre de production d'énergie nucléaire de l'Europe du Nord Ouest à Gravelines et, dans les années 1990, avec le développement du trafic de conteneurs. Ce développement a provoqué l'artificialisation totale d'un vaste ensemble alluvial et dunaire de plus de 14 km de long. De fait, et en associant à l'industrie, l'urbanisation notamment balnéaire, les espaces naturels littoraux n'occupent plus que 7 km de rivages dunaires dans le département du Nord (80% du linéaire côtier est artificialisé). En revanche, dans le département du Pas-de-Calais, seuls 20 % des 112 km de côte sont artificialisés (Meur-Férec, 1995).

[70] Deboudt P., Dauvin JC, Desroy N., Dewarumez JM, Dubaillle E., Ghezali M., Meur-Férec C., Morel V., 2006, 10 ans de Gestion Intégrée des Zones Côtières en Côte d'Opale. *Acte du colloque du MEDD "Prospective du littoral, prospective pour le littoral"*, 1er et 2 mars 2005, Paris



Les ports de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer (extrait de la carte IGN n°909, France, 1995, 1/100 000).

Cette artificialisation est liée à deux types de développement : d'une part, la croissance des ports de Calais et Boulogne-sur-Mer, respectivement le 1er port français pour le transport de passagers et le 1er port français pour la pêche et la transformation des produits de la mer (figure 2); et d'autre part, celle des stations balnéaires (Le Touquet-Paris-Plage, Hardelot, Wimereux…). Parallèlement au développement industriel, à celui de l'urbanisation et du tourisme, « l'ouverture » de la Côte d'Opale par la construction du Tunnel sous la Manche et de l'autoroute A16 a accentué les pressions anthropiques s'exerçant sur ce territoire côtier et entraîné une forte demande et consommation d'espaces naturels. Les constructions pourraient croître de 30 % dans les années à venir si l'on se réfère aux zonages des terrains constructibles des documents d'urbanismes (Plans Locaux d'Urbanisme) (ENR, 2000). Par ailleurs, la croissance importante de ces enjeux sur les territoires côtiers s'accompagne d'une dynamique érosive du trait de côte mettant en péril les installations humaines de bord de mer (Meur-Férec, 2002). Plusieurs épisodes érosifs, concernant en particulier des côtes à falaise (Wimereux, site des Deux Caps) montrent la difficulté de trouver des solutions à long terme pour gérer l'occupation du rivage face aux risques naturels (Meur-Férec et Morel, 2004). En outre, le littoral de la Côte d'Opale concentre des zones de forts risques industriels. Ainsi, on recense treize établissements SEVESO (seuil haut) sur le littoral dunkerquois et trois établissements SEVESO (seuil haut) dans le port de Calais. Ces sites industriels présentent des risques d'explosion, d'incendie et d'émanations toxiques dans des espaces densément urbanisées et, un réel danger pour les hommes et les milieux naturels de la région Nord-Pas-de-Calais. La pression anthropique est par ailleurs renforcée, dans cette région, par le trafic maritime : le détroit du pas de Calais qui relie la Mer du Nord à de la Manche orientale, constitue l'une des routes maritimes les plus fréquentées du monde puisque environ 700 navires s'y croisent chaque jour sous la surveillance du Centre Régional d'Opérations de Surveillance et de Sauvetage du Gris Nez (CROSS Gris-Nez). Ce trafic (18 % du trafic maritime mondial) correspond à l'approvisionnement des grands ports de la Manche et de la mer du Nord, mais aussi aux échanges transmanche, à la pêche et à la plaisance. Les côtes du Nord-Pas-de-Calais apparaissent de ce fait très vulnérables aux collisions entre les navires et à la pollution par les hydrocarbures (Meur-Férec et al., 2004). Les derniers accidents en date (naufrage du Tricolor le 14 décembre 2002 et collision entre le Vicky et le Tricolor le 1er janvier 2003) ont entraîné des pollutions récurrentes des plages et des eaux du littoral Nord-Pas-de-Calais.

Des milieux côtiers terrestres et marins caractérisés pas une importante richesse patrimoniale protégée par de nombreux outils fonciers, réglementaires ou contractuels

Le littoral de la Côte d'Opale possède, notamment en raison de la structure géologique particulière du Boulonnais et de la plaine maritime flamande, une morphologie variée imbriquant étroitement de vastes étendues dunaires, des côtes à falaises de calcaire ou de grès et de marnes, des estuaires, des zones humides et des polders (Battiau-Queney *et al.*, 2001 ; Deboudt, 1997). Dans le domaine marin, cette même structure géologique associée à une courantologie particulière (étranglement du détroit), permet le développement de vastes formations sédimentaires accueillant des assemblages faunistiques caractéristiques (Davoult *et al.*, 1998). Cette richesse patrimoniale, écologique et paysagère est reconnue et protégée par plusieurs outils fonciers, réglementaires ou contractuels (Dewarumez *et al.*, 2002). Les espaces naturels littoraux sont incorporés à l'intérieur de nombreux périmètres de protection réglementaires, de périmètres contractuels ou de zonages scientifiques (sites classés, propriétés du Conservatoire du Littoral, Espace Naturel sensible - zone de préemption -, réserve biologique domaniale, ZNIEFF de type 1, ZICO, Zone de Protection Spéciale, Zone Spéciale de Conservation, Site d'Intérêt Communautaire …). Sur les 147 km du linéaire côtier de la Côte d'Opale, 111 km sont protégés dont 40 au point de vue foncier (ENR, 1999, 2000). A titre d'exemple, la frange côtière entre le cap Gris Nez et la baie d'Authie connaît une véritable concentration de mesures de protections foncières, réglementaires ou contractuelles, nationales ou internationales : on y dénombre plus de 80 mesures de préservation avec de multiples recouvrements, principalement concentrées sur le cap Gris Nez et les rives nord des estuaires de l'Authie et de la Canche (Vassallucci, 1997). Ainsi, 44 habitats d'intérêts communautaires ont été recensés dans les espaces naturels sur 190 en Europe et 30% de la superficie des communes littorales est reconnu d'intérêt pour la diversité biologique. Cet arsenal d'outils de protection continue de s'étoffer notamment par la désignation des sites Natura 2000 : ainsi, le « Platier d'Oye », le « cap Gris-Nez » et « l'estuaire de la Canche » désignés par un arrêté du Journal Officiel du 6 janvier 2005, s'ajoutent aux sites des dunes flandriennes décalcifiées de Ghyvelde et aux dunes de la plaine maritime flamande (est de Dunkerque).

Les acteurs de la préservation du patrimoine naturel

A l'image des autres régions françaises, de nombreuses structures se partagent les compétences sur les espaces naturels littoraux (Dauvin *et al*. 2004). Sur ce littoral densément et anciennement occupé, de nombreux organismes ont joué des rôles pionniers en matière de politiques publiques de préservation des espaces naturels (Meur-Férec, 1995). Ainsi, la Région Nord-Pas-de-Calais, par exemple, s'est dotée dès 1978 d'un organisme (Espace Naturel Régional) pour gérer et mettre en valeur le patrimoine naturel régional. De leur côté, les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais mènent des politiques particulièrement volontaristes pour l'acquisition et la gestion de sites naturels. Ils collaborent étroitement avec le Conservatoire du Littoral et lui apportent un soutien logistique et financier important, notamment pour la gestion de ses terrains. Le Conseil général du Pas-de-Calais a notamment créé une structure (EDEN 62 : Espaces DEpartementaux Naturels 62) qui gère à la fois les espaces naturels qu'il a acquis et ceux du Conservatoire du Littoral. La délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du Littoral se démarque par l'ancienneté de son action (la première acquisition, les Garennes de Lornel au nord de l'estuaire de la Canche, date de 1976) et l'importance du patrimoine foncier acquis qui représente 3 208 ha répartis sur 20 sites, soit près de 30% du linéaire côtier compris entre la frontière belge et la baie de l'Authie. Ces acquisitions foncières représentent presque trois fois la moyenne nationale des acquisitions du Conservatoire du Littoral. Par ailleurs entre Berck et Merlimont, un ensemble dunaire de plus de 800 ha est passé directement du régime de la grande propriété privée à une situation foncière complexe comprenant 450 ha institués en Réserve Biologique Domaniale et gérés par l'Office National des Forêts.

Ce milieu dunaire a été choisi en 1993 comme site pilote dans le cadre d'un programme européen LIFE pour la biodiversité et la protection dunaire (Favennec et Barrère, 1997). Le Parc Naturel Régional (PNR) des Caps et Marais d'Opale est un autre exemple de la volonté d'agir des acteurs locaux (élus et associations). Créé en mars 2000 à partir de la fusion des PNR du Boulonnais et de l'Audomarois, ce PNR regroupe 152 communes dont 13 littorales, 6 intercommunalités, 5 organismes consulaires, le département du Pas-de-Calais et la région Nord-Pas-de-Calais. Etabli sur 130 000 ha, il regroupe 186 000 habitants. L'action du PNR est exprimée dans le cadre d'une charte représentant l'engagement de tous les acteurs à faire aboutir un projet de territoire.

Par la mise en valeur de son potentiel, la région connaît un développement touristique notable, qui s'appuie, outre les espaces naturels, sur des pôles balnéaires anciens et de renommée nationale (Hardelot) ou internationale (Le Touquet-Paris-Plage…). Ces pôles touristiques se concentrent surtout dans la partie sud-ouest le la Côte d'Opale.
Cette activité conduit à la situation paradoxale d'un accroissement important de l'urbanisation sur les zones côtières, dont les indicateurs sont en lien avec les superficies constructibles et les permis de construire délivrés pour des résidences secondaires, et les contentieux relatifs à la non application de la loi littoral. L'ENR a estimé que la bande littorale (2 kms retenus) avait subi un accroissement du taux d'urbanisation de 15,7% entre 1977 et 1992 (ENR, 2000). Concernant la fréquentation, le site du Cap Blanc-Nez accueille plus d'1 million de visiteurs par an.
Cette forte fréquentation et la pression anthropique croissante qui en découle ont été rendues possibles par des aménagements importants dans le domaine des infrastructures de transport. Le projet le plus emblématique reste le tunnel sous la Manche, mis en service en 1994, et directement relié à l'Autoroute A16, maillon fondamental de la route des estuaires et de l'ouverture à l'Europe de l'Est.
Il convient d'ajouter aussi la question relative aux enjeux socio-économiques et au risque côtier. Outre le risque de pollution maritime, la côte subit, notamment dans le secteur du site des deux Caps, une forte érosion côtière, qui posent un souci de gestion à moyen et long terme des territoires locaux.

En résumé, la côte d'Opale est caractérisée par une succession spatiale de fonctions variées : stations touristiques, paysages naturels et agricoles, villes portuaires et industrielles… Ces enchaînements territoriaux multiplient les marges territoriales et favorisent les situations de seuils et de ruptures spatiales

Il apparaît donc que le littoral de la Côte d'Opale présente la situation d'être fortement urbanisé et industrialisé, de subir des pressions anthropiques croissantes, mais aussi d'être particulièrement protégé. Cet apparent paradoxe s'explique par une forte prise de conscience de la valeur de l'environnement naturel caractéristique des territoires très anthropisés (Berque, 1999). Elle se concrétise par le développement de politiques publiques volontaristes et ambitieuses répondant à une forte demande sociale d'espaces naturels et une structuration originale des acteurs du littoral (Dauvin *et al*., 2002 ; Meur-Férec, 1995 ; Baron-Yelles et Meur-Férec, 1999).

*1.1.2 La Gestion Intégrée de la Zone Côtière en Côte d'Opal*e

Rédaction : Catherine Meur-Férec, Philippe Deboudt[71]

La Côte d'Opale (littoral de la région Nord-Pas-de-Calais) représente l'un des territoires littoraux français qui a mis en oeuvre le plus précocement la GIZC. Territoire industriel, urbain et touristique caractérisé par une très forte pression anthropique et une importance vulnérabilité aux risques industriels et naturels (Meur-Férec et Morel, 2004), la Côte d'Opale est reconnue en France et en Europe comme un territoire pionnier et moteur en matière de GIZC (Deboudt et al., 2005). Dès 1995, elle fait partie des 35 zones expérimentales sélectionnées par la Commission européenne dans son programme de démonstration sur l'aménagement intégré des zones côtière. En 2005, elle compte à nouveau parmi les lauréats de l'appel à projets national sur la GIZC lancé par la DIACT[72] et le Secrétariat Général e la Mer[73] (SG Mer). A l'issue de cette récente expérience, un premier bilan, parfois en demi-teinte, peut-être tiré.

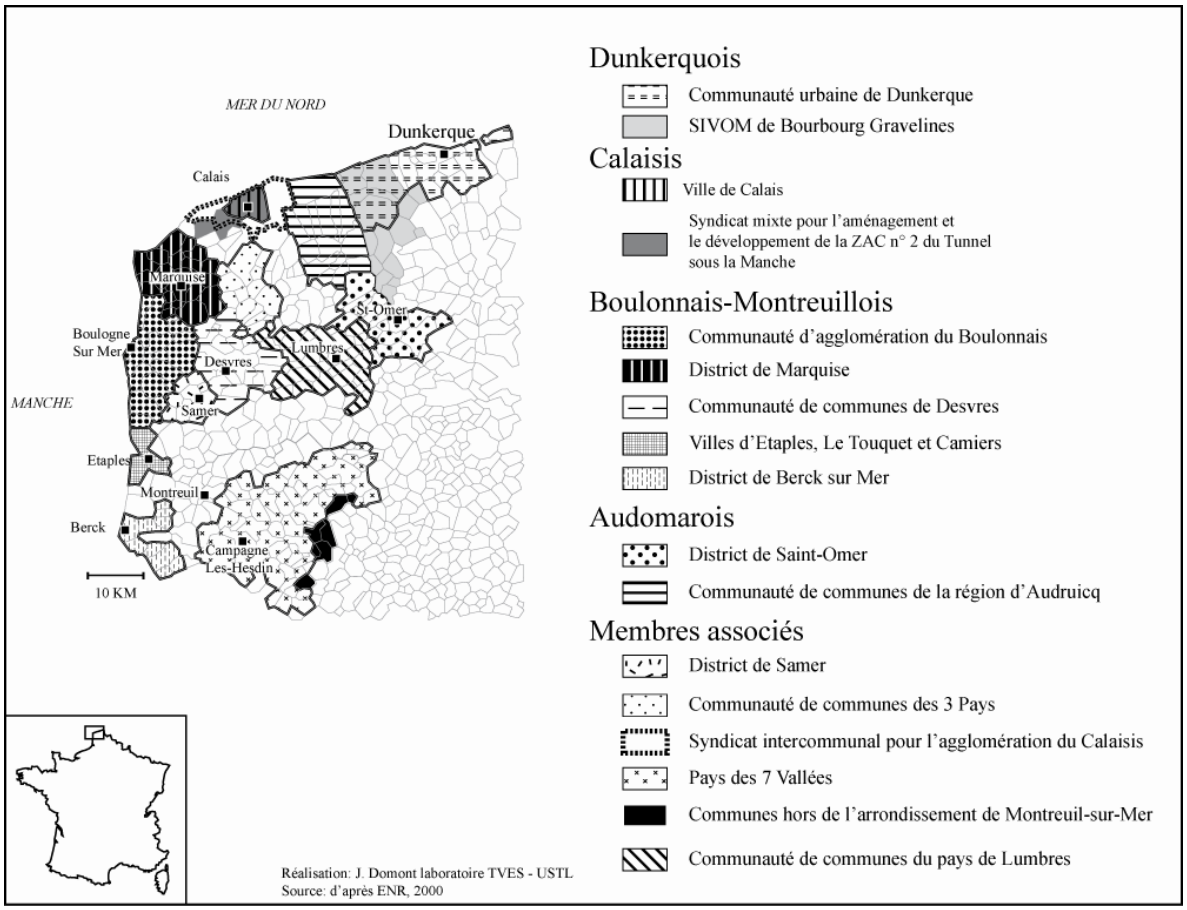
La Côte d'Opale, un territoire de GIZC reconnu à l'échelle européenne dès le début des années 1990

Le début des années 1990 marque le commencement de l'expérimentation de la GIZC en Europe. Dans la continuité de la conférence de Rio (1992), le Conseil de l'Europe adopte en 1994 une résolution concernant une stratégie de gestion intégrée des zones côtières et la Commission européenne lance en 1995 un programme de démonstration sur l'aménagement intégré des zones côtière à partir de 35 zones expérimentales (programme LIFE 96 ENV/F/434 ; Commission européenne, 1999). Un *projet porté par* le Syndicat Mixte de la Côte d'Opale (SMCO), avec la collaboration de l'Université du Littoral Côte d'Opale, est retenu par la Commission Européenne, plaçant le Côte d'Opale parmi les 3 territoires littoraux français pilotes du programme de démonstration européen sur la GIZC (avec la rade de Brest et le bassin d'Arcachon) (Ghézali, 2000). Une des originalités du projet Côte d'Opale réside dans les limites spatiales particulièrement larges du territoire choisi pour la mise en œuvre d'une GIZC. Ces limites ne recouvrent pas la représentation traditionnelle d'un territoire littoral associé aux seules communes côtières mais incorporent une partie importante de l'arrière-pays. Elles permettent de faire émerger un nouveau cadre territorial qui s'étend de la frontière belge à l'Authie et comprenant quatre grands espaces géographiques : l'Audomarois, le Boulonnais, le Calaisis et le Dunkerquois. Ce territoire rassemble les 36 communes côtières de la région Nord-Pas-de-Calais, sur 130 km de linéaire côtier, et 384 communes de l'arrière-pays. Il regroupe près de 800 000 habitants sur deux départements. Une telle extension de la zone côtière de la Côte d'Opale, notamment vers l'intérieur des terres, s'explique par « une série de solidarités socio-économiques (impact du tourisme balnéaire sur l'arrière pays, attractivité économique des villes portuaires), socio-écologiques (interactions entre les bassins versants et les eaux marines) et socio-politiques» (Ghézali, 2000).

[71] Le texte reprend les principaux éléments de : Meur-Férec C., Deboudt P., Capet Y., 2008, Etude de cas : La GIZC en Côte d'Opale : expérience d'un territoire de projet, *Le développement durable*, dir. Y. Veyret, SEDES ed., 359-364

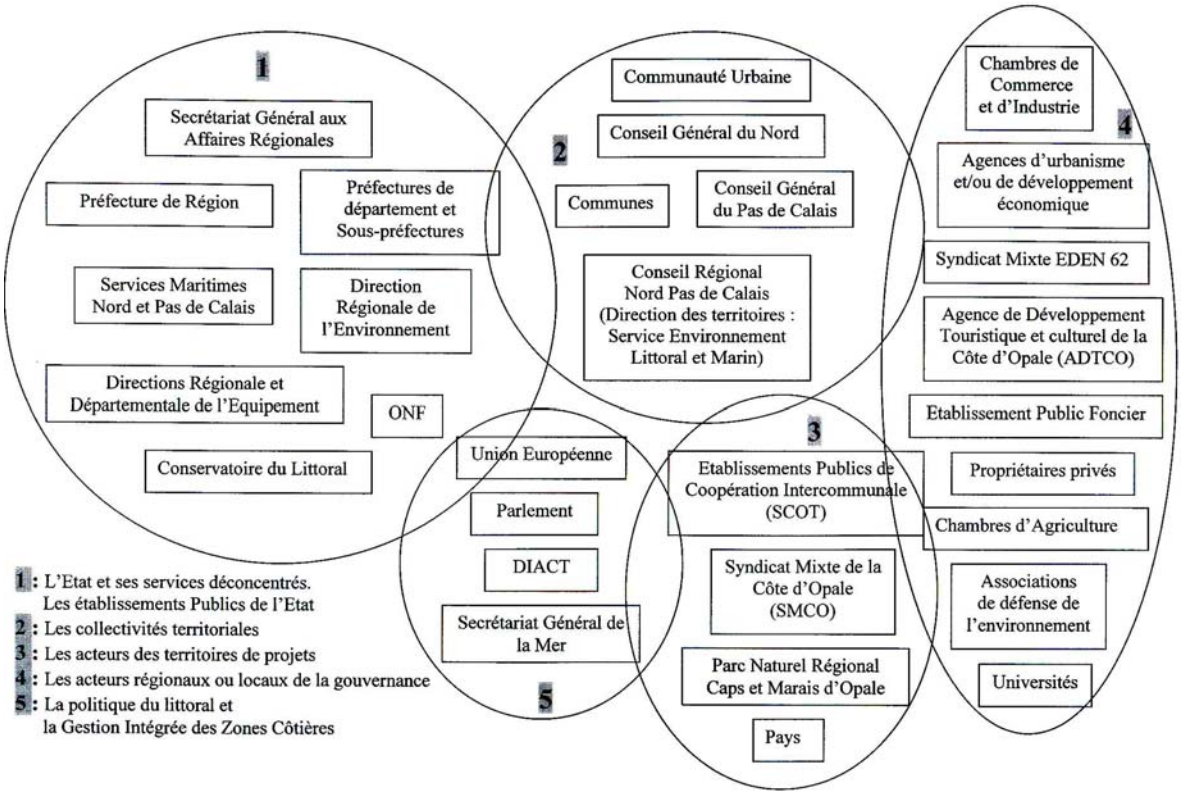
[72] La Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) a été renommée Délégation Interministérielle pour l'Aménagement et la Compétitivité des Territoires (DIACT), en janvier 2006.

[73] Appel à projets « pour un développement équilibré des territoires littoraux par une gestion intégrée des zones côtières », janvier 2005. *www.territoires-littoraux.com*



Territoire et acteurs du SMCO en 2000.

Pour gérer ce nouveau cadre territorial, un syndicat mixte s'est constitué en 1996 : le Syndicat Mixte de la Côte d'Opale (SMCO). Il regroupe les treize principales structures intercommunales du territoire, les Chambres de commerce et d'industrie de Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer et Saint-Omer et les Chambres d'agriculture du Nord et du Pas-de-Calais. L'Université du Littoral Côte d'Opale est associée au SMCO. La création du SMCO en 1996 a permis au territoire de la Côte d'Opale de disposer d'un outil fédérateur de projets. Cette structure, en offrant les moyens de répondre à des programmes nationaux et internationaux en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, *etc.* a permis de conférer à la Côte d'Opale une véritable identité de territoire de projet. Répondant aux critères d'intégration sectorielle et administrative de la GIZC, le processus mis en place sur la Côte d'Opale rassemble un grand nombre d'acteurs, très diversifiés.



Les principaux acteurs impliqués dans la gestion de la zone côtière en Côte d'Opale (D'après Deboudt, 2004)

L'expérience de GIZC mise en œuvre dans ce nouveau territoire de projet a donné lieu à plusieurs réalisations. La première étape a été la connaissance globale du territoire avec la réalisation d'un diagnostic territorial (ENR, 1999, 2000), associée à un Système d'Information Géographique Côte d' Opale. Puis, le projet «*Côte d'Opale*» a pris forme, en 1998, dans la rédaction d'une Charte pour le développement du littoral qui intègre le processus de GIZC. Cette charte intègre l'objectif d'un développement durable dans les 12 schémas sectoriels qui la composent.
Par ailleurs, plusieurs projets, initiés dans le cadre du programme de démonstration européen, ont été finalisés : en particulier le Plan Littoral d'Actions pour la Gestion de l'Erosion (PLAGE) qui tente d'apporter une réponse cohérente et concertée face aux risques d'érosion des espaces urbanisées (SMCO et ENR, 2003). Le SMCO est aussi la structure porteuse du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du delta de l'Aa, institué en 2002.

La Côte d'Opale, un territoire de GIZC reconnu par l'État comme « projet locomotive » au niveau national

Dix ans après une première reconnaissance européenne comme zone de démonstration GIZC, le projet Côte d'Opale est à nouveau sélectionné en 2005 parmi les lauréats de l'appel à projets « pour un développement équilibré des territoires littoraux par une gestion intégrée des zones côtières » lancé en 2005 à la suite du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 14 septembre 2004. Cet appel à projet national, coordonné par la DIACT et le SG Mer, vise à soutenir des territoires littoraux français engagés dans un processus de GIZC et, grâce aux retours d'expériences, à alimenter la stratégie nationale dans ce domaine. Parmi les 49 réponses à l'appel à projets, 25 dossiers de candidature, dont celui de la Côte d'Opale, ont été retenus et financés pour une expérience de 18 mois (figure 3) (Meur-Férec, 2006).

Le projet « Côte d'Opale » a été unanimement reconnu par le jury comme un projet « modèle » et « locomotive », particulièrement avancé dans le processus de GIZC. Le projet Côte d'Opale se démarque notamment dans son avancement en matière de stratégie de gestion des risques d'érosion côtière et de pollutions marines et par sa réflexion engagée sur la question de la gestion du foncier littoral (problème de ségrégation sociale en raison de l'élévation du coût de l'immobilier et du foncier). Il présente également des modalités de gouvernance « avancées » qui reposent sur une expérience acquise dans le pilotage de dispositifs antérieurs (SAGE, Natura 2000, Opération Grand Site). Le projet est en effet animé de façon partenariale dans un processus de co-production où chaque acteur est invité à contribuer formellement à la vie du projet. Ainsi, le comité de pilotage est largement ouvert et rassemble des représentants de collectivités locales (Intercommunalités, Conseil Régional, Conseils Généraux), de services de l'Etat (SGAR, DIREN, DRE, DDE, Services Maritimes, Affaires Maritimes …), d'établissements publics (CEL, IFREMER, …), d'universités (ULCO, Lille I) d'organismes consulaires et des représentants socioprofessionnels et associatifs.

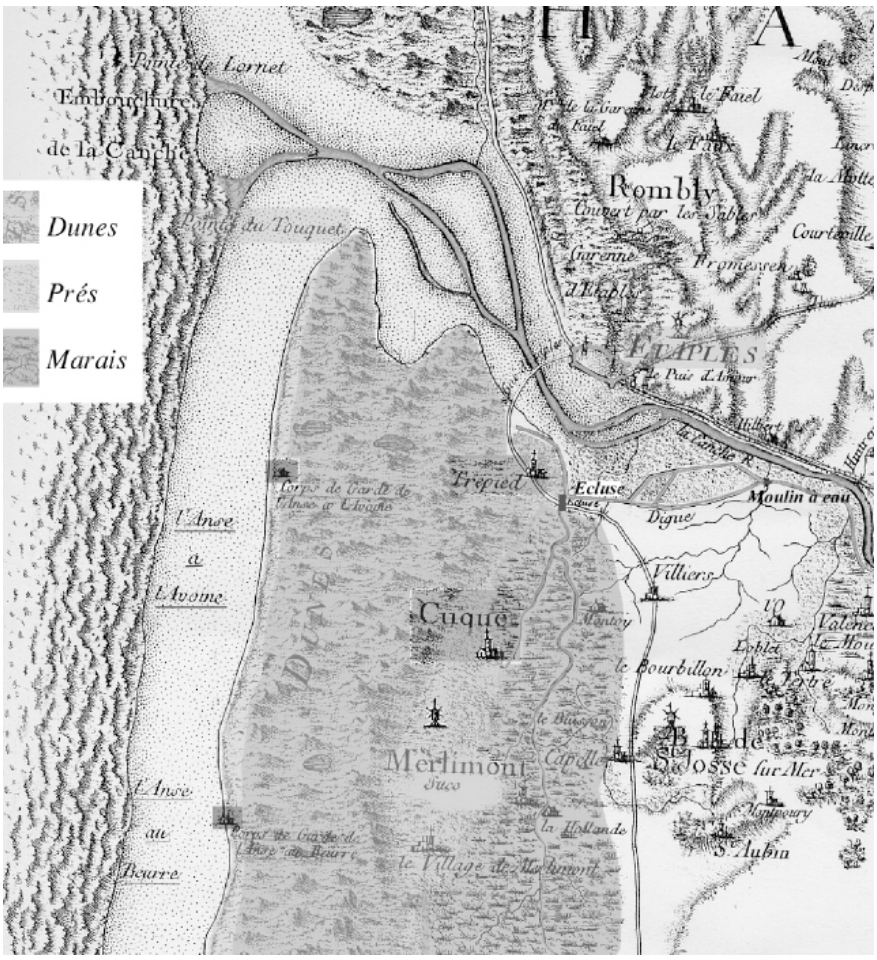
1.1.3 Les communes étudiées : présentation générale

Notre étude de ce territoire est limitée à la partie sud de la Côte d'Opale, au sud de Boulogne-sur-Mer.

Estuaire de la Canche, Le Touquet, Camiers, Sainte Cécile, Cucq, Merlimont

Les communes étudiées, sont des communes touristiques voisines, situées sur le littoral de la Manche, au sud du Pas-de-Calais. Quatre d'entre elles, Camiers-Sainte Cécile (au nord de la baie de Canche), Cucq-Stella-Trépied, Merlimont et Le Touquet (toutes trois au sud de la baie) font partie de la Communauté de communes Mer et Terres d'Opale, créée en 2001, regroupant 15 communes et 31 000 habitants. La population estivale des quatre communes littorales approche les 100 000 habitants, et apporte donc un développement économique important. La cinquième, Neuchatel-Hardelot, se situe plus au nord, à la frange sud de l'agglomération de Boulogne-sur-Mer, et n'est donc pas dans la continuité géographique des quatre autres, mais relève du même système balnéaire du département du Pas-de-Calais. Ces stations touristiques sont nées à la fin du 19ème siècle ou début 20ème, et n'ont pas toutes connu le même schéma de développement, mais se sont influencées mutuellement. Qu'elles soient des extensions de centres urbains anciens, ou des créations ex-nihilo, les stations littorales ont tout d'abord été des landes naturelles avant de devenir des terres convoitées. Quelques investisseurs privés se sont partagés les cordons de dunes, et après quelques tentatives infructueuses d'agriculture, puis de sylviculture, la côte d'Opale est investie par des sociétés à vocation immobilière et spéculative. Le développement des stations balnéaires, très planifié au départ, fut le plus souvent chaotique et la situation actuelle porte les traces des très nombreuses planifications et extensions aléatoires. Dans les années 1930, de nombreux projets émergent sur papier mais avec la situation financière du moment, ceux-ci tombent vite dans l'oubli, comme la station de « Golf-plage », ou de « Saint Frieux », ou encore les projets d'infrastructures comme celui du boulevard maritime reliant toutes les stations, dans l'objectif d'une ville linéaire côtière comme en Belgique. J.-M. Dewailly (1984) a étudié la naissance et le développement de ces stations.

Les environs de Cucq, d'après la carte de Cassini, 1760, approximativement 1/50 000



Ce site littoral rassemble différentes unités morphologiques et écologiques des côtes de la Manche Orientale dont la continuité spatiale et la complémentarité fonctionnelle nécessite de réunir ces différents sites en un vaste «éco-sociosystème» qu'il convient de préserver et de gérer dans sa globalité. L'estuaire de la Canche aux dimensions modestes 2 km de large sur 4 km de profondeur appartient au type «picard» caractérisé, sur sa rive sud, par un «poulier» (forme d'accumulation), classé en 2001 au titre de la loi de 1930, et par un «musoir» (forme d'érosion) sur sa rive nord auquel s'ajoute une système complexe de contre poulier appelé Pli de Camiers. Depuis la fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} siècle, plusieurs signes morphologiques témoignent des modifications de fonctionnement morphosédimentaire de l'estuaire. La rive sud semble marqué par de l'érosion alors de la rive sud présente des signes d'accrétion. Ces modifications sont le fait des perturbations hydrodynamiques introduites par la mise en place d'équipements dans le chenal de la Canche. Ces derniers ont été installés pour conserver la navigabilité du chenal d'accès au port d'Etaples-sur-Mer pour les bateaux de pêche et surtout pour les bateaux de plaisance. Depuis le 6 janvier 2005, l'estuaire est désigné zone de protection spéciale au titre du réseau Natura 2000. L'estuaire de la Canche est encadré par deux ensembles dunaires présentant chacun des intérêts patrimoniaux exceptionnels. Dunes de Camiers-Saint-Cécile : sur la rive nord de l'estuaire se développe le massif dunaire de Camiers-Sainte-Cécile. Ce dernier a été en partie consommé par le bâti pour répondre à la demande immobilière très marqué depuis les années 1970. Dès 1976, le Conservatoire du Littoral a soustrait une partie de ces dunes à la pression foncière en devenant propriétaire de 465 ha.

En juillet 1987, ces dunes auxquelles il faut rajouter 40 ha de DPM sont devenues une réserve naturelle gérée par EDEN 62. Il s'agit d'un massif dunaire exceptionnel par les différents stades de développement qu'il présente : dunes blanches, grises, à fourrés ou boisés dunes sèches et humides.

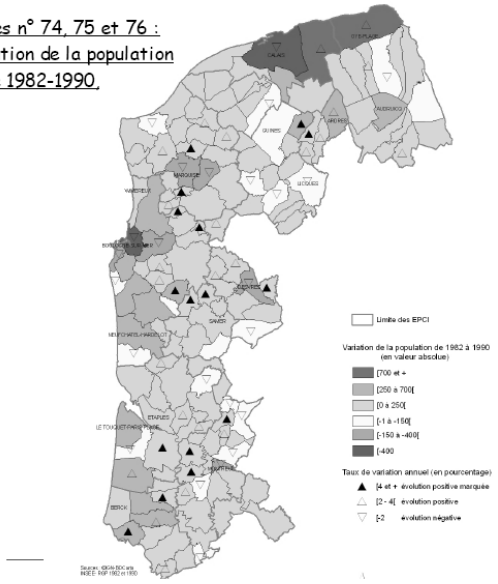
La rive sud de l'estuaire de la Canche est bordée par un massif dunaire qui s'étend sur 5 km entre l'estuaire de l'Authie plus au sud et l'estuaire de la Canche. Les hommes se sont implantés sur ce vaste massif dunaire au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle en y installant la station balnéaire du Touquet. Cette barrière dunaire isolant de la mer les zones basses inondables arrière dunaires s'est vue de plus en plus consommée, artificialisé lors des différentes étapes de construction de la station du Touquet qui au fil du temps a su renouveler son image touristique. Jusqu'aux années 1960, le Touquet affirmait une vocation balnéaire qui depuis les années 1970 s'est imposée comme «Station des Quatre saisons» en accueillant différentes manifestations de loisirs tout au long de l'année telle la course de l'Enduro. Aujourd'hui, les espaces dunaires subissent toujours les pressions de l'urbanisation. Dans le dernier projet de PLU (printemps 2004), des projets de port de plaisance et de nouveaux lotissements étaient avancés. L'enjeu majeur sur ce littoral est de pouvoir concilier la protection de ces espaces et du patrimoine naturel avec l'augmentation de la fréquentation et l'accueil du public. De déterminer les seuils d'acceptabilité de fréquentation des différents sites en évaluant leur vulnérabilité.

Dynamiques démographiques et socio-urbaines et sociales[74]

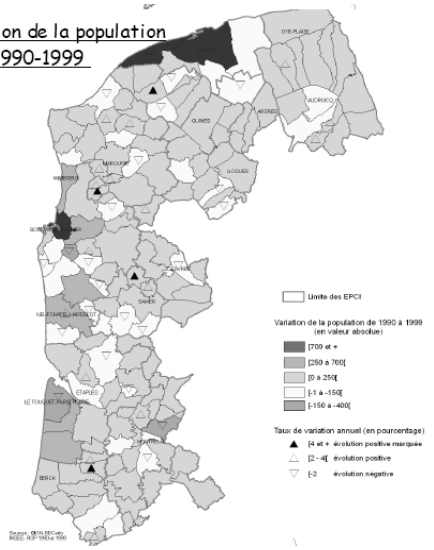
Le bassin d'habitat du secteur Sud de la Côte d'Opale est un territoire multipolaire, puisqu'il s'articule autour de deux aires urbaines majeures situées sur la frange littorale (Berck et Étaples-Le Touquet) et d'un autre pôle à dominante plus rurale (Montreuil-sur-Mer). On le distingue nettement du bassin d'habitat de Boulogne-sur-Mer, qui montrait clairement une influence très nette de l'agglomération boulonnaise sur l'ensemble de son aire d'influence. Ces pôles sont complémentaires au niveau des débouchés qu'ils proposent, mais l'influence de l'attrait du littoral se fait beaucoup plus sentir que pour le précédent bassin d'habitat. Le reste du territoire du secteur Sud de la Côte d'Opale comprend essentiellement des communes multipolarisées qui ne se retrouvent pas sous l'influence directe de tel ou tel pôle urbain. Cependant, il faut noter l'attractivité toute relative du pôle urbain de Berck qui voit sa couronne périurbaine s'étendre vers les communes au Sud, le long de l'axe structurant que forme l'autoroute, constituant ainsi un secteur économique secondaire. Les communes multipolarisées de l'arrière-pays de cette zone constituent un territoire « tampon » résidentiel et enclavé, localisé entre les pôles urbains situés sur le front de mer et le petit pôle d'emploi à dominante rurale que constitue Montreuil-sur-Mer dans l'arrière-pays. Plus à l'Est, sur les marges de l'arrière-pays de la Côte d'Opale, le territoire est essentiellement à dominante rurale et s'organise notamment autour du petit pôle de services qu'est Hucqueliers.

[74] D'après : CETE Nord Picardie, 2007, Enjeux fonciers du littoral du Pas-de-Calais, Fasquel F. (DDE 62), Strady C. (CETE 59).

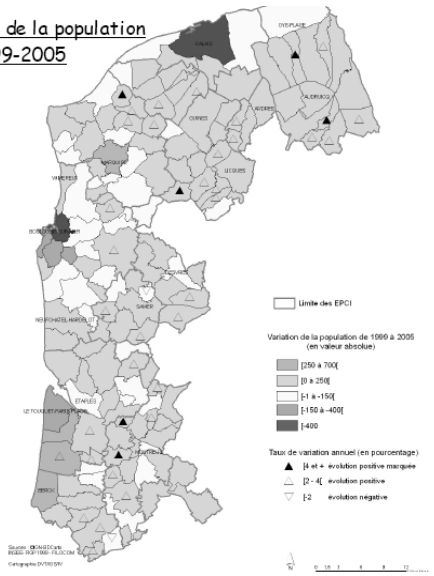
Cartes n° 74, 75 et 76 :
Évolution de la population entre 1982-1990,



Évolution de la population entre 1990-1999

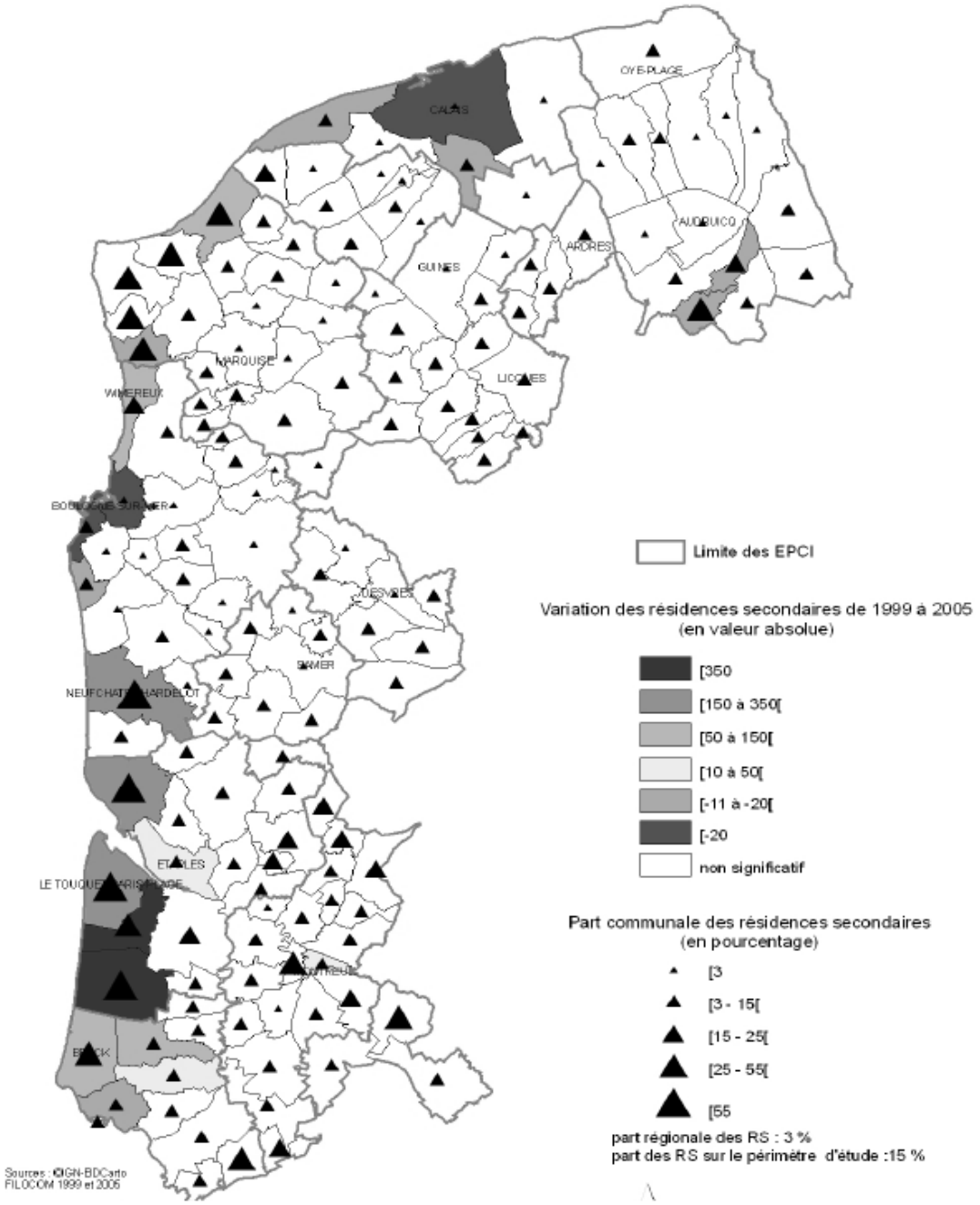


Évolution de la population entre 1999-2005

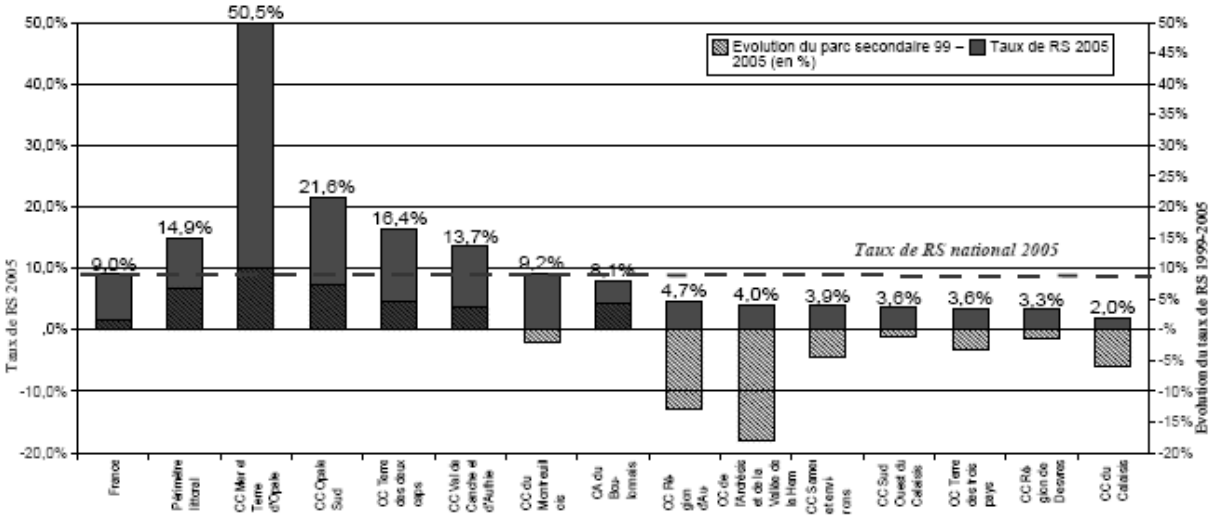


Évolution des résidences secondaires 1999-2005

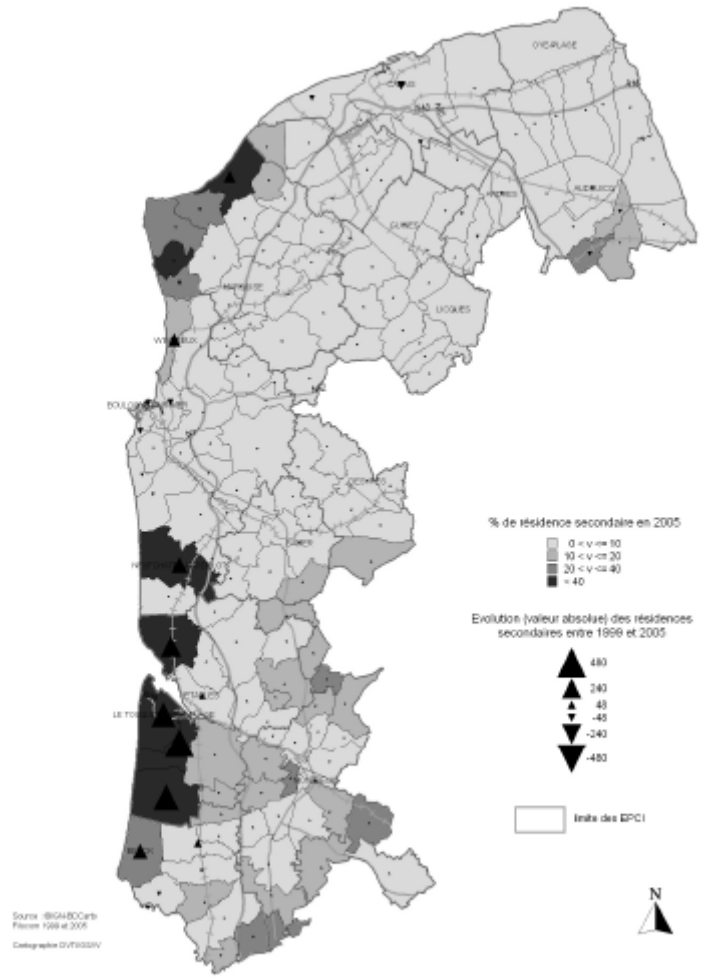
L'étalement et l'importance de cette production sont encore plus marqués dans le Sud, où par ordre d'importance Cucq, Merlimont, Berck, Camiers et Le Touquet ont totalisé près de 2 800 nouveaux logements, soit près du quart de la totalité des logements produits sur le périmètre. Or, ce dynamisme est majoritairement destiné à satisfaire la demande en résidences secondaires, phénomène totalement absent sur les deux autres secteurs. En effet, sur la CC Mer et Terres d'Opale, ce sont au total plus de 2 800 nouveaux logements dont 1330 résidences principales seulement (47%) qui sont apparues. Si la part régionale des résidences secondaires est de 3% (France 9%) elle est de 15% sur tout le périmètre.



Graphique n° 84 : évolution du parc de résidences secondaires 99-05 (Filocom) :

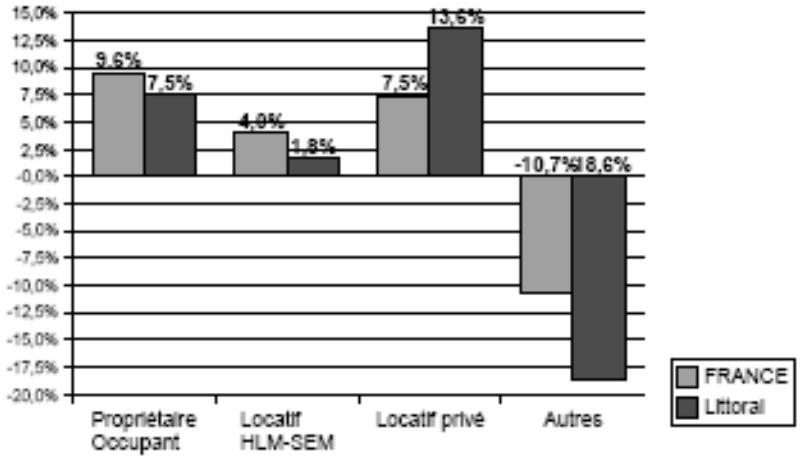


Part communale des résidences secondaires entre 1999 et 2005

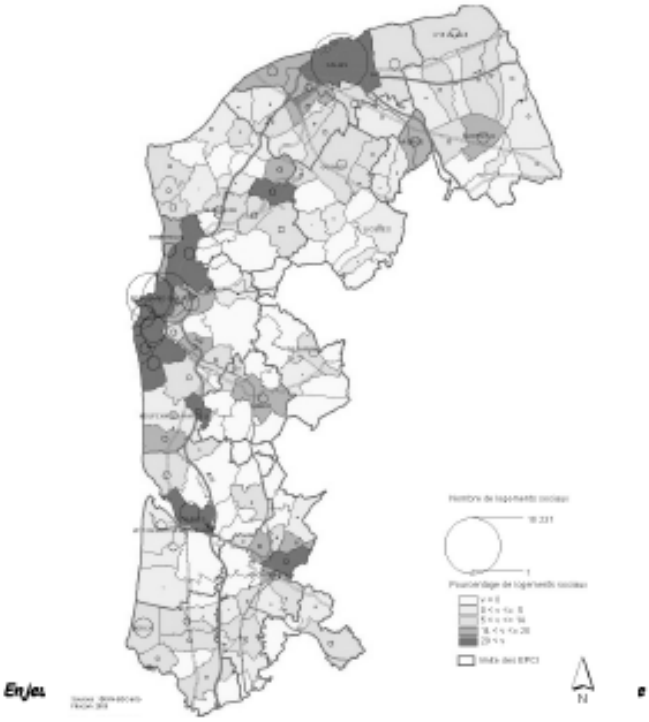


La part des résidences secondaires est restée plutôt stable sur le périmètre entre 1999 et 2005, bien que leur nombre ait cru globalement de 1 850 logements. Nous l'avons vu précédemment, le sud du périmètre a une évolution propre en matière de résidence secondaire : un taux de résidences secondaires très élevé et une progression toujours soutenue sur la bande littorale. Sur l'arrière pays de la côte d'Opale, bien que le pourcentage de résidences secondaires soit important sur certaines communes (Inxent, La Madeleine sous Montreuil, Brimeux, Nempont St Tirmin) il n'y a pas eu d'augmentation significative du parc entre 1999 et 2005 : le dynamisme des communes littorales n'a donc pas profité à l'arrière pays. Ainsi, la CC du Montreuillois, voit son taux de résidences secondaires passer de 10 à 9% en 2005 soit une diminution de 2% du parc de 1999; une légère baisse qu'il faut cependant relativiser puisqu'elle représente moins de 11 logements. Au sein de ces résidences principales, trois parcs principaux se distinguent : les propriétaires occupants, le locatif privé et le locatif HLM. En France, les poids du locatif social et privé au sein du parc des résidences principales sont restés relativement stables entre 1999 et 2005, or celui des propriétaires occupants a augmenté d'un peu plus d'un point. Sur le littoral du Pas de Calais, l'augmentation de la part du parc locatif privé s'est faite au détriment du parc social, conduisant ainsi à une inversion de leur position respective au sein du parc. En effet, la croissance du parc privé est telle (+ 4 000 logements en 6 ans) qu'elle supplante l'évolution du parc social qui lui n'a augmenté pour sa part que de 500 logements. D'ailleurs, on peut voir (graphique n°88) que l'évolution du parc locatif social sur le littoral est deux fois moins importante (+1,8%) qu'en France entière (+4%), alors que celle du parc locatif privé l'est presque deux fois plus (+13,6% contre +7,5%). Ceci dit, la part des logements locatifs sociaux reste encore supérieure à 20% du parc des résidences principales sur l'ensemble du périmètre, ce qui cache un certain nombre de disparités notables entre les EPCI du littoral, comme nous le verrons plus loin.

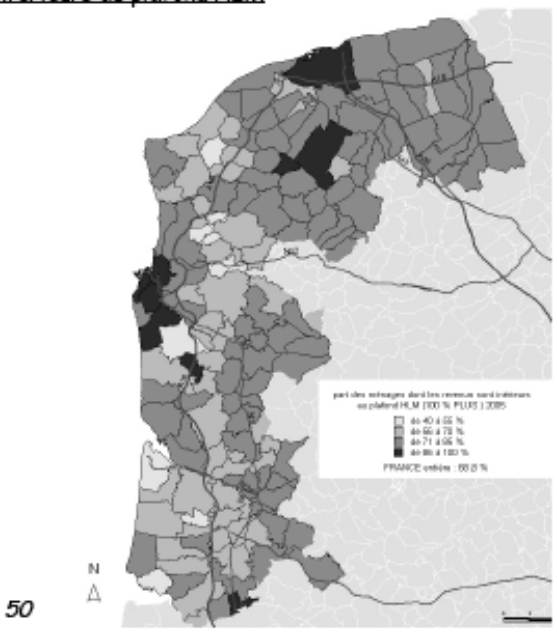
Graphique n° 88 : Évolutions des différents segments de résidences principales



Carte n°93 : Part du parc locatif HLM par commune 2005



Carte n° 94 : Part des ménages dont les revenus 2005 sont inférieurs au plafond HLM



Les évolutions sont globalement similaires sur tout le littoral, que la commune dispose d'un parc important ou non. Ce parc de plus de 32 000 logements en 2005 est d'ailleurs concentré sur quelques communes : Calais (10 231, représentant 29,5% des RP de la commune), Boulogne (6 648, soit 29,5% de ses RP), Outreau (2 179, soit 36,9%), Le Portel (1 659 avec 36,4%), Etaples (1 185 soit 25,2%) et Berck (1 129 soit 10,3%) ont un parc supérieur à 1 000 logements. Ainsi, juste une petite dizaine de communes dépassent les 20% de logements locatifs sociaux en 2005 alors que sur tout le périmètre, les besoins sont importants. En effet, lorsque l'on regarde les ressources des ménages et leur éligibilité au parc HLM, Pittefaux est la HLM est la plus faible avec un taux de ...42% (et maximum 87% pour Nempont-St-Firmin).

1.2 Le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille

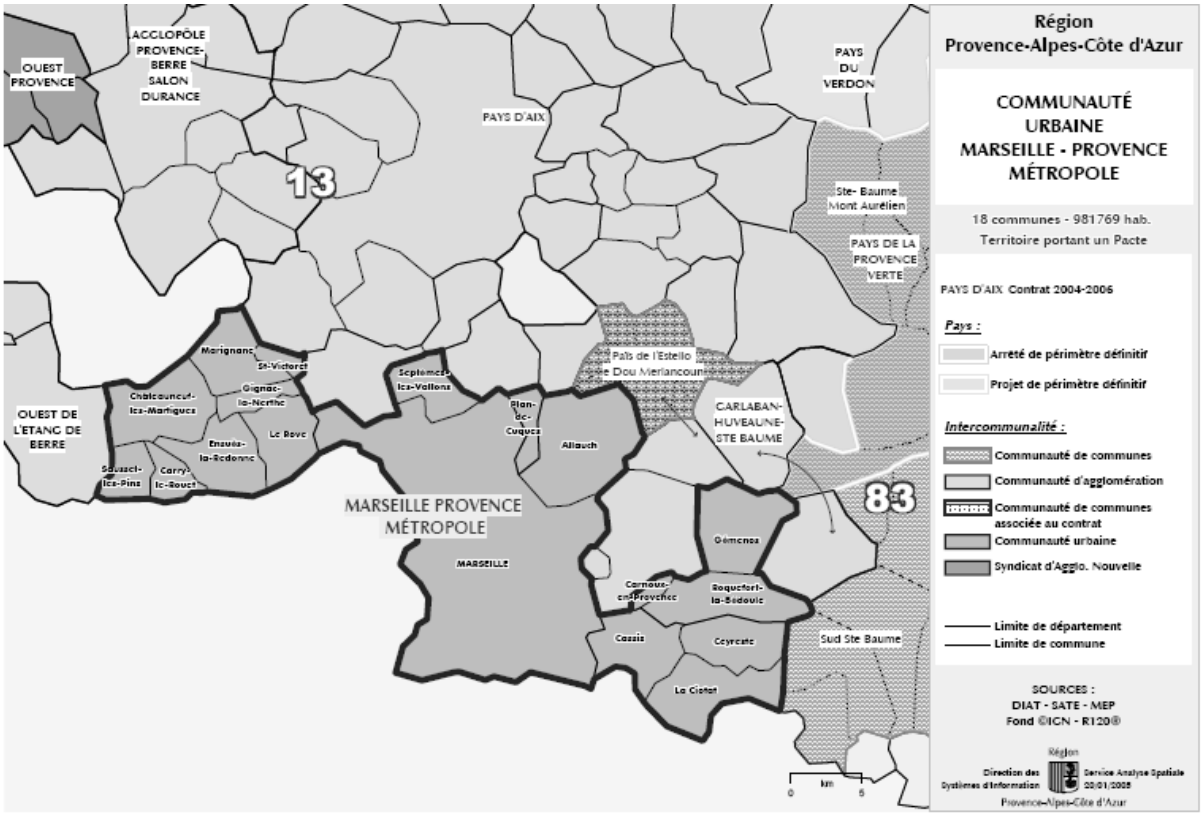
1.2.1 Présentation géographique

Rédaction : Gérard Bellan

L'aire métropolitaine de Marseille concentre tous les enjeux liés à la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières : la préservation d'espaces naturels et marins de haute valeur écologique (calanques de Marseille à Cassis, réserves naturelles, sites Natura 2000, archipels des îles du Frioul, parc marin de la Côte bleue), le développement économique et portuaire d'une métropole littorale de près de 1 million d'habitants dont plus de 800 000 dans la commune de Marseille et la satisfaction des enjeux de justice sociale. On peut considérer que l'ensemble des problèmes de gestion susceptibles de se présenter sur les côtes françaises de Méditerranée sont peu ou prou représentés au sein de cette Communauté, dominée à tous égards par Marseille, deuxième ville de France, premier port de Méditerranée. Marseille est en premier lieu caractérisé par son port de commerce, premier port de France et de Méditerranée, troisième port européen en tonnage (90 MT), qui s'étend d'est en ouest, de la Joliette à Fos-sur-Mer. Les activités sont diversifiées, avec une fort ancrage industriel et pétrochimique (terminaux pétroliers çà Fos, terminaux GPl à Lavéra) : Fos produit le quart de la sidérurgie française. Les bassins est, qui s'étendent du port de la Joliette jusqu'à l'Estaque sont plus orientés vers les trafics de marchandises diverses et conteneurisées. La ville est résolument orientée vers l'accueil de passagers, puisque le port de la Joliette est spécialisé dans les ferries et navires de croisières, en provenance de la Corse et du sud de la Méditerranée (environ 200 000 croisiéristes par an). La CUMPM compte également 24 ports de plaisance (dont 13 à Marseille). Elle est, dans ce domaine, le deuxième complexe européen. Le littoral de Marseille correspond aussi à des sites terrestres et des îles classés en réserve, des réserves et des zones marines protégées, 9 ZNIEFFs-Mer nouvelle génération (6 de type I, 3 de type II), deux secteurs éligibles au réseau Natura 2000 et, surtout, un vaste secteur terrestre et marin candidat à la création d'un Parc National, débordant quelque peu, à l'est de la Communauté sur la ville de La Ciotat.

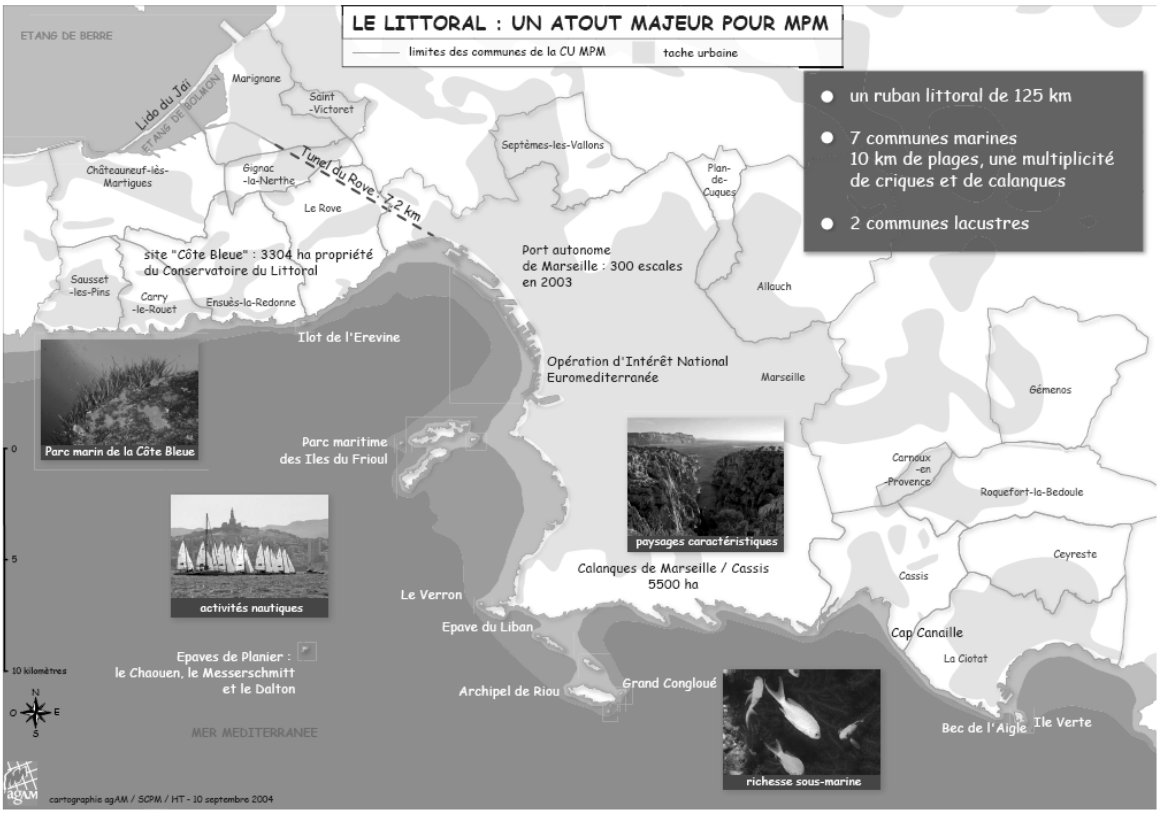


La Communauté Urbaine de Marseille (Marseille Provence Métropole) représente la troisième agglomération de France, réunit 18 communes dont 7 disposent d'une façade maritime. Marseille est désormais au cœur du dispositif de la CUMPM. La région urbaine s'étend jusqu'à Aubagne à l'Est et au Nord jusqu'aux abords d'Aix en Provence. A l'Ouest, et au sud, la coupure est nettement marquée par la présence de zones naturelles (massif des Calanques pour la partie sud, Côte Bleue et la chaîne de l'Estaque pour la partie ouest). Plus de 980 800 habitants vivent sur 60 475 hectares. Cet espace, qui intègre 125 km de trait de côte, peut présenter un « concentré » des problématiques liées à la gestion des zones côtières.



Quatre sites ont été sélectionnés dans cet espace :

- la commune d'Ensuès la Redonne dans l'entité territoriale de la côte bleue ;
- l'archipel du Frioul
- les plages du Prado à Marseille
- les calanques entre Marseille et Cassis.



(Source : Communauté Urbaine de Marseille, Mairie de Marseille, 2005, *Réponse à l'appel à projets de la DIACT et du SG Mer « Pour un développement équilibré des territoires littoraux par la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières* », 36 p.)

1.2.2 Le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille et la GIZC

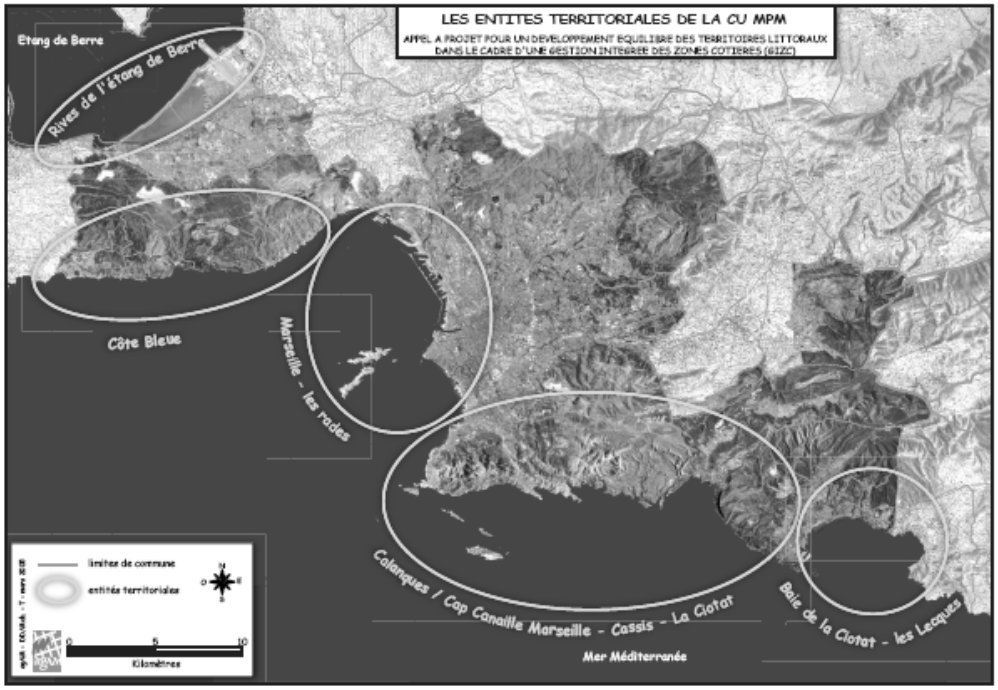
Rédaction : Philippe Deboudt et Vincent Herbert

La ville de Marseille et la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole (MPM) ont proposé en 2005, dans le cadre de la réalisation d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) la mise en œuvre d'une démarche inductive et itérative de gestion de l'espace littoral, terrestre et maritime, pour conjuguer les enjeux énumérés précédemment. Cette démarche a été accompagnée d'une volonté d'adhésion des acteurs au projet. La stratégie d'élaboration de la politique de préservation et de valorisation de la zone côtière a consisté en la promotion de projets concrets, partagés et portés par l'ensemble des acteurs, sur des zones à fort enjeu ou sur des thématiques particulières. Pour parvenir à l'élaboration d'un plan de gestion globale de la rade de Marseille, la Mairie et la Communauté Urbaine ont réalisé un schéma des vocations littorales[75].

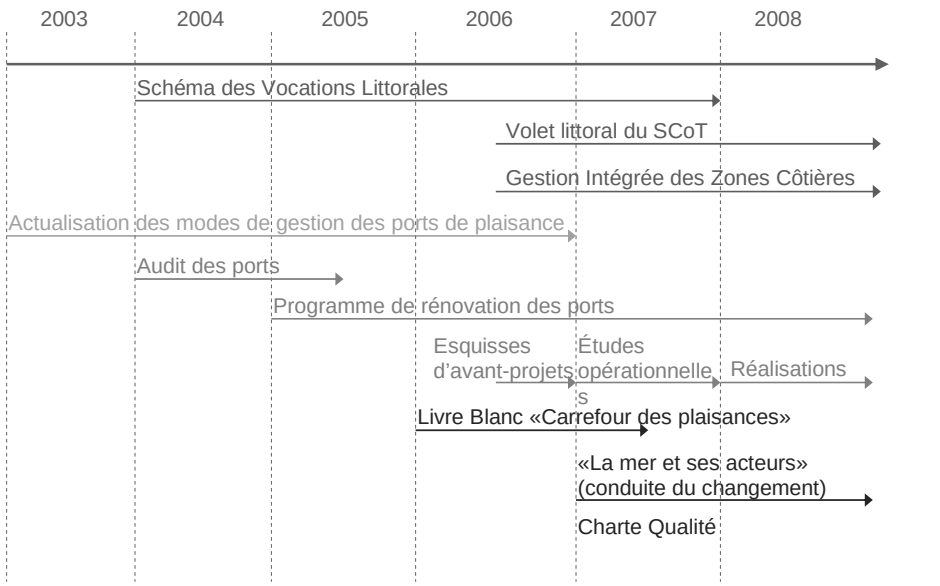
[75] Les documents présentés ci-dessous sont extraits de :

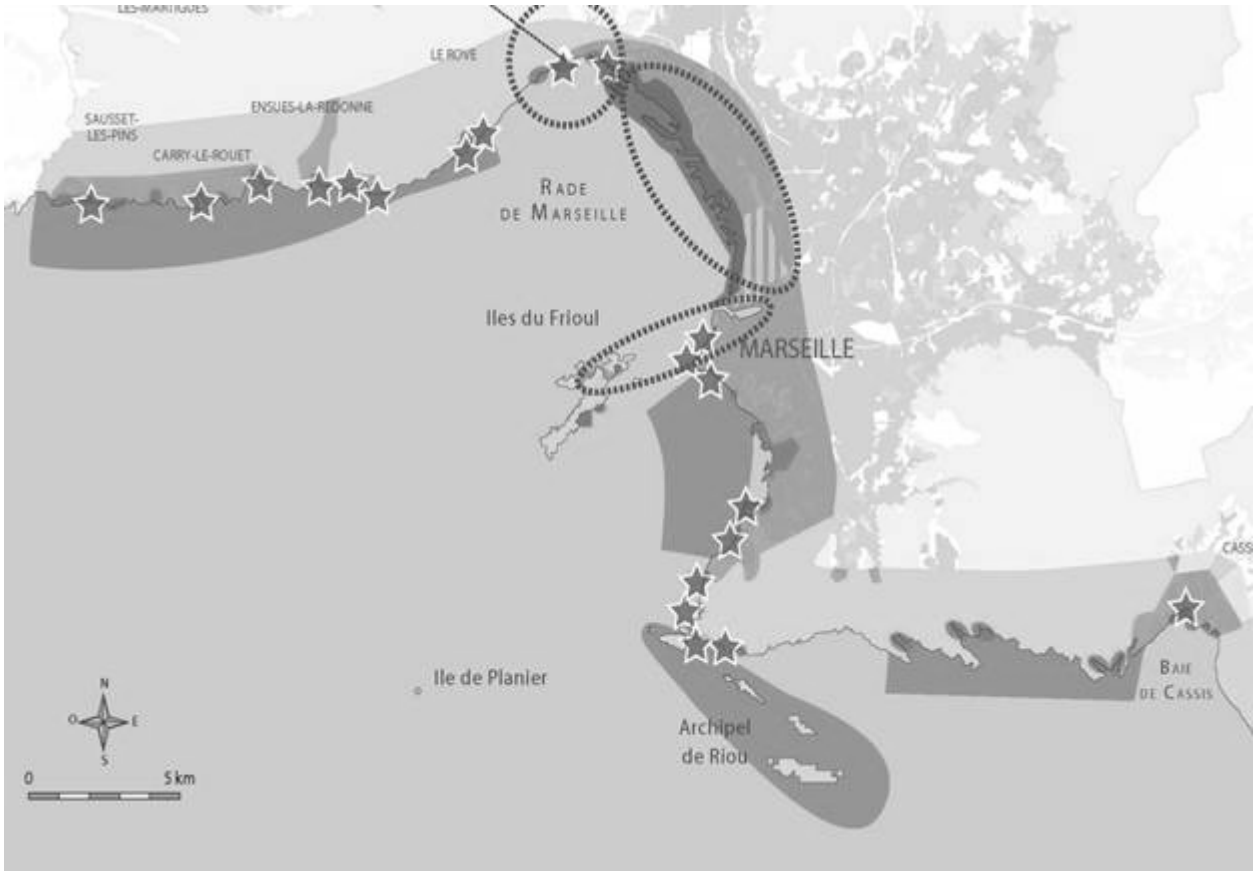
- Communauté Urbaine de Marseille, Mairie de Marseille, 2005, *Réponse à l'appel à projets de la DIACT et du SG Mer « Pour un développement équilibré des territoires littoraux par la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières* », 36 p.
- Ville de Marseille, PRGM, Agence de l'Eau, 2006, Atlas cartographique. Etude état des lieux, diagnostic littoral de Marseille. Dossier préalable au plan de gestion de la rade de Marseille,
- Actes Journée du 14 novembre 2006, Pour une gestion durable du littoral de Marseille, Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole.

Ce schéma vise à construite des consensus autour de projets ou de réalisations « structurantes » ou à forte valeur symbolique portées par les différents acteurs (institutionnels, économiques et sociaux) qui se reconnaissent à travers leur appartenance à un territoire et à un projet dont l'identité est affirmée. Tous les projets d'échelle communale touchant au littoral ont bénéficié entre 2005 et 2007 de ce processus de co-construction et de concertation pour permettre à l'ensemble des acteurs de s'accorder progressivement sur les principaux enjeux des interventions humaines sur les territoires, sur l'équilibre à établir entre les activités souvent antagonistes, et sur les actions à mettre en oeuvre.



Calendrier des démarches de MPM





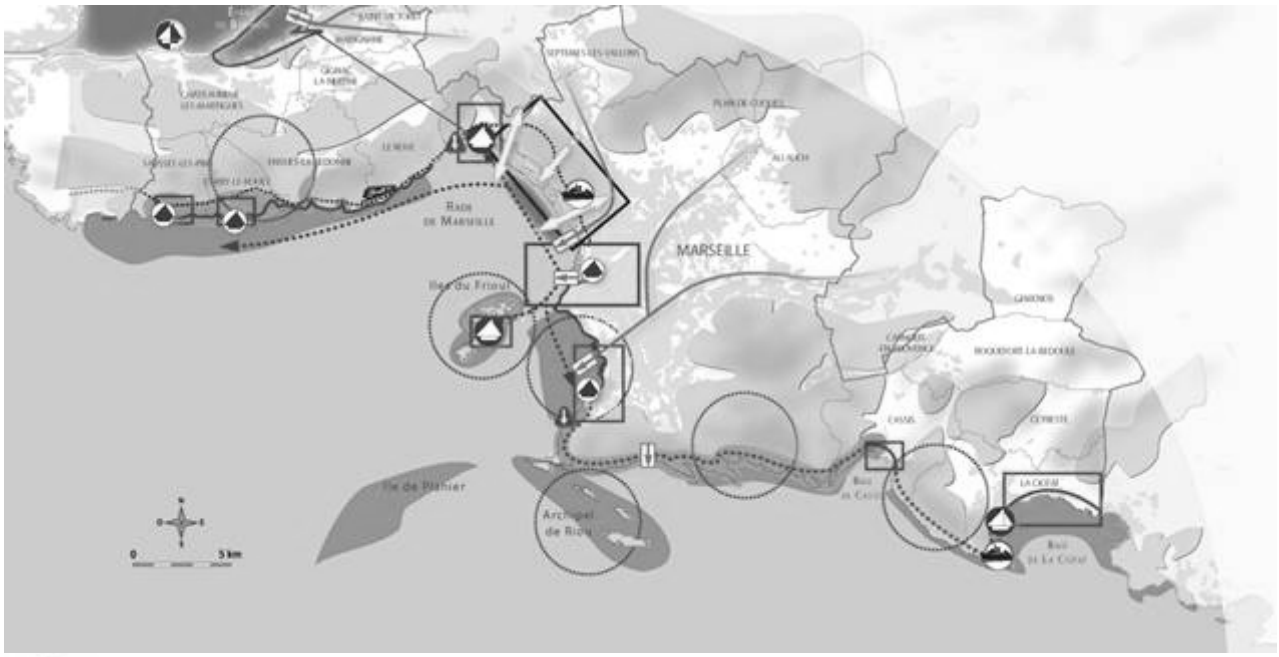
Vocations dominantes

- Espace naturel valorisé
- Espace naturel marin remarquable
- Espace urbain
- Espace agricole
- Espace balnéaire et de loisirs
- Activité économique nécessitant la proximité du littoral
- Autre activité économique
- Pôle d'équipement touristique
- Port de plaisance

Espaces en évolution

- Vocation en mutation et/ou posant question

(Source des deux cartes : Marseille Provence Métropole, 2006, Schéma des vocations littorales, orientations, 35 p. ; Agence d'Urbanisme de Marseille (AGAM), 2006, Schéma des vocations littorales de MPM, Synthèse, 35 p., cartes.)



- Agrandir ou créer un port
- Optimiser le plan d'eau et améliorer l'accueil
- Développer les pôles de réparation navale
- Conjuguer l'aménagement des bassins Est et des espaces urbains
- Constituer des pôles touristiques littoraux
- Aménager le sentier du littoral et de découverte
- Réguler l'hyperfréquentation estivale
- Améliorer la relation ville-port et ville-littoral
- Appuyer la redynamisation urbaine et économique sur le littoral
- Valoriser et sécuriser la voie ferrée de la Côte Bleue
- Développer les navettes maritimes
- Mettre en place un outil de gestion des espaces naturels
- Espaces naturels littoraux remarquables
- Réhabiliter les étendues d'eau dégradées
- Lutter contre la pollution occasionnelle ou permanente des cours d'eau
- Lutter contre les autres atteintes à la qualité des eaux
- Réhabiliter les sols pollués

1.3 Emboîtement d'échelle et territoires d'investigation des inégalités écologiques

Rédaction : V. Herbert, O. Lozachmeur, P. Deboudt

1.3.1 Une démarche systémique dans le cadre des marges urbaines littorales

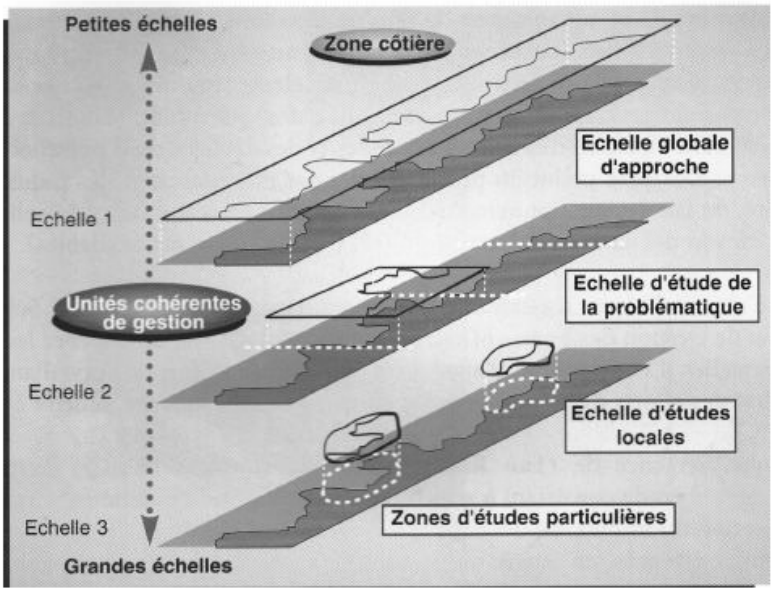
L'étude sur le terrain des inégalités écologiques nécessite une articulation de différentes échelles spatiales :

- Les échelles dites locales (grande échelle): elles incluent la maille territoriale élémentaire (dans un cadre appliqué, elle correspond à l'unité fonctionnelle) : l'analyse est extrêmement fine, puisqu'elle peut cibler le quartier, voire les habitations, dans un contexte d'enquêtes : étude de fréquentation d'une calanque, perception d'une population au sein d'un îlot de résidences, usages et comportements au sein d'un port de plaisance, conditions de vie au quotidien sur une île (Frioul)… Ce niveau peut s'étendre jusqu'à l'échelle communale, où les données statistiques sont relativement accessibles (Plan local d'Urbanisme, cadastre, données INSEE…) ;

- Les échelles intermédiaires : elles correspondent à la prise en compte de la situation du territoire étudié : il conviendra de placer son contexte dans un cadre intercommunal (Marseille Provence Métropole (ou Communauté d'Agglomération de Boulogne-sur-Mer pluri-communales) voire régional (entités physiques et administratives comme la Côte d'Opale ou la région PACA) ;

- Les échelles dites globales (petite échelle géographique) permet, dans une analyse systémique, d'intégrer les échelles de dimension nationale, européenne et internationale : la prise en compte du « système monde »c est nécessaire dans un cadre juridique (Convention de Montégo Bay, loi littoral…), physique (variations du niveau marin relatif) et socio-économique (marchés émetteurs du tourisme…).

Les différentes échelles de la GIZC



[1] Commission océanographique intergouvernementale (COI), "Guide méthodologique d'aide à la gestion intégrée des zones côtières", Série des Manuels et Guides, n°36, *UNESCO*, Paris, 1997, p.17.

Cette prise en compte des différentes dimensions des territoires, permet d'affiner l'analyse, en intégrant les nuances scalaires. L'intérêt d'une approche systémique réside essentiellement dans l'analyse des interrelations entre ces échelles distinctes, mais aussi entre les unités identifiées, mais variées d'un même niveau spatial. Il faut ainsi marquer une distinction entre les facteurs endogènes et les facteurs exogènes : des inégalités d'origines endogènes (différences entre deux quartiers par exemple) pourraient être distinguées d'inégalités d'origines exogènes (fréquentation de l'archipel du Frioul, de la ville du Touquet, essentiellement d'origine extérieure).

1.3.2 Typologie des sites au regard des inégalités écologiques

Les deux espaces retenus permettent d'analyser la question des inégalités écologiques à différentes échelles géographiques, qui intègrent les dimensions liées au site et aux situations.
On peut y distinguer, par exemple, les structures suivantes :
- des ensembles unipolaires, qui sont davantage identifiables à Marseille et dans son agglomération : s'y dégagent des ensembles homogènes, comme la Côte Bleue, les Calanques, les îles du Frioul ;
- des ensembles polycentriques, fondés sur des unités urbaines qui organisent le territoire de telle sorte qu'il apparaît comme un espace multipolaire : la Côte d'Opale présente cette organisation en forme de "stratification" des marges urbaines.

Les différents sites individualisés associent des approches variées : des dichotomies intérieures, par rapport au trait de côte, au statut du foncier et à l'accès au rivage, mais aussi perpendiculaires au rivage avec une dichotomie entre les espaces à vocation naturelle et les espaces urbanisés. La dimension maritime est plus marquée à Marseille et la dimension terrestre plus marquée en Côte d'Opale (absence d'îles notamment). La figure 2 synthétise le choix préliminaire des sites d'étude du projet.

Ainsi, dix sites ont été retenus pour illustrer la problématique des inégalités écologiques dans les marges urbaines littorales. Outre les aspects liés à leurs diversités fonctionnelle et spatiale, ils permettent d'appliquer des approches qui relèvent de la pluridisciplinarité : droit, écologie et biologie, économie, géographie, sociologie. Ainsi, les problématiques qui ont fait l'objet d'une étude particulière sont les suivantes :

1- Estuaire de la Canche : conflits d'usage et inégalités écologiques.
2- Le Touquet / Cuq / Merlimont : marché foncier, utilisation du sol et inégalités écologiques.
3- Le Touquet / Merlimont : inégalités écologiques, inégalités sociales.
4- Le Touquet : inégalités écologiques et aménités littorales.
5- Le site du Chemin Vert (commune de Boulogne/Mer) : inégalités écologiques, inégalités sociales.
6- Calanque, Frioul, Côte Bleue : les enjeux de la conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais.
7- L'Archipel du Frioul : lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain ?
8- La Côte Bleue (Commune de Ensuès la Redonne) : quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles.
9- Le Prado : la construction d'un bien commun.
10- Les Hauts de Mazargues : inégalités sociales, inégalités écologiques, quelles relations ? (Perspectives de recherche)

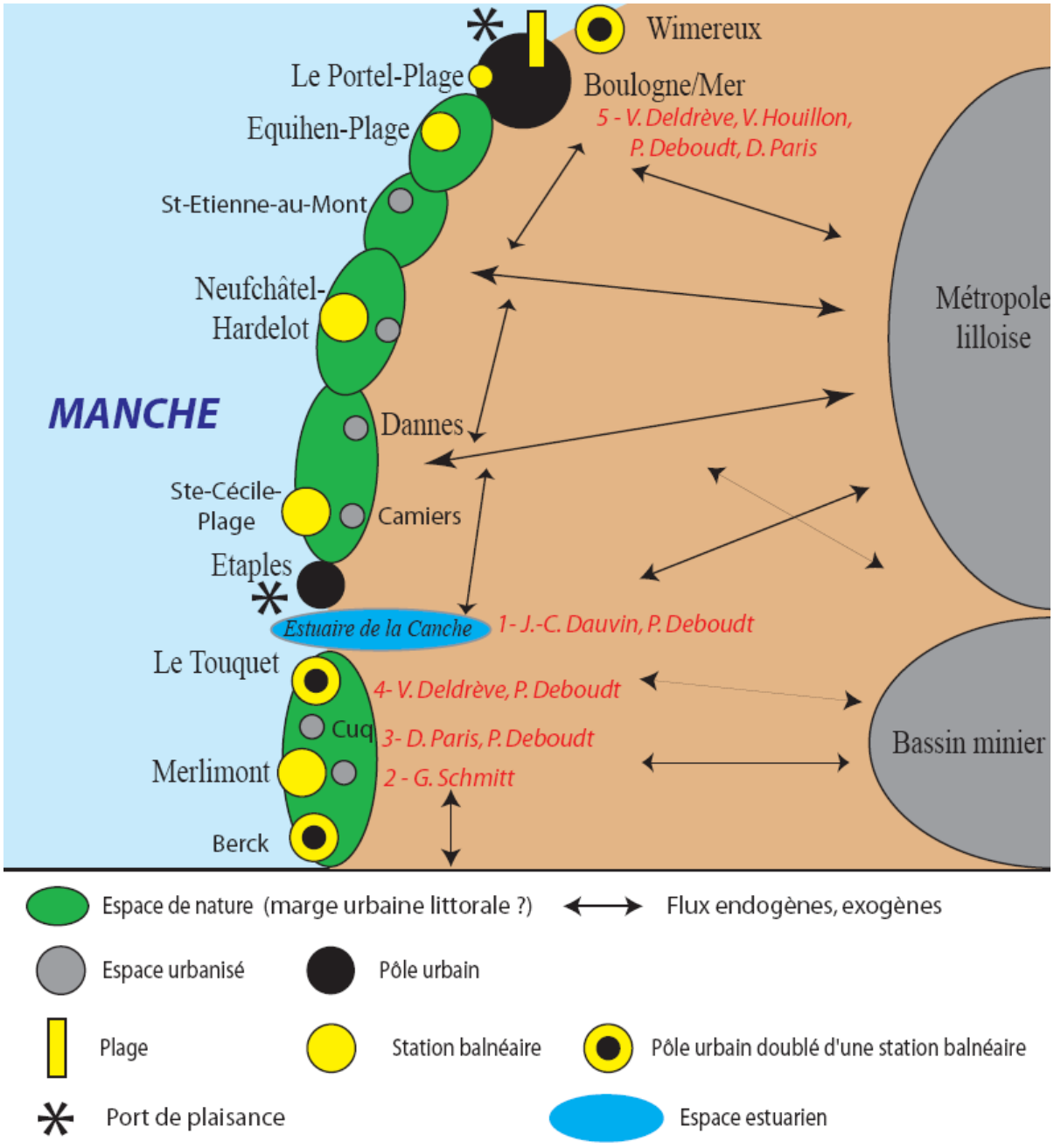
Ces sites peuvent faire l'objet d'une typologie fonctionnelle et spatiale organisée selon 5 groupes :

1/ Les sites qui correspondent à un cadre de vie urbain bénéficiant de la proximité d'espaces de nature ou d'aménités environnementales : le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer (étude de cas n°5), Le Touquet (étude de cas n°3) et Les Hauts de Mazargues à Marseille (étude de cas n°10, en perspectives).
2/ Les sites à vocation naturelle dominante (haute valeur patrimoniale), reconnue par des mesures de protection, et dont l'ouverture au public engendre une fréquentation importante : le site des Calanques (étude de cas n°9), l'estuaire de la Canche (étude de cas n°1) des espaces infra-communaux comme Merlimont, Le Touquet ou Neufchâtel-Hardelot (étude de cas n°4).
3/ Les sites marqués par la recherche d'un équilibre entre la préservation d'espaces de nature et l'urbanisation : la Côte bleue (étude de cas n°7), les stations balnéaires de la Côte d'Opale (Merlimont, Le Touquet, Neufchâtel Hardelot) (étude de cas n°2)
4/ Les sites à vocation maritime et urbaine : le cas particulier relatif à l'aspect insulaire de l'archipel du Frioul qui combine des espaces protégés de haute valeur patrimoniale et le cadre de vie urbain d'un quartier « maritime » de Marseille (étude de cas n°6).
5/ Les espaces construits en milieu fortement urbanisé pour réduire les inégalités écologiques : le Prado constitue un cas très original (étude de cas n°8).

En conclusion, les deux espaces retenus, qui représentent chacun environ une trentaine de km de trait de côte, permettent d'exprimer différentes approches dans le cadre de l'étude des inégalités écologiques des marges urbaine littorales. La prise en considération et l'intégration des différentes organisations territoriales, à dominante polarisée ou hétérogènes permet d'illustrer la dynamique de systèmes spatiaux et fonctionnels variés.

Sites d'études des inégalités écologiques des marges urbaines littorales

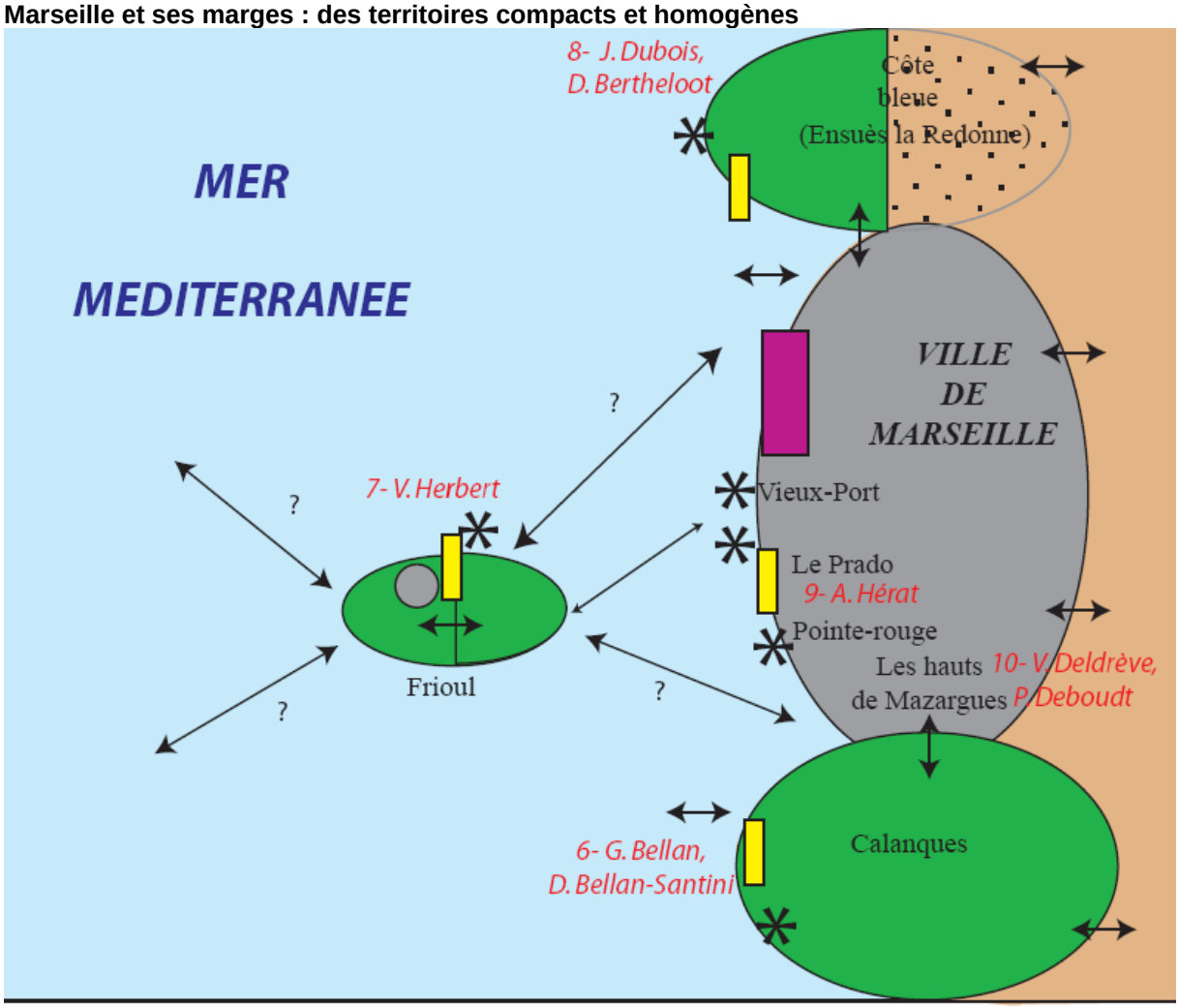
La Côte d'Opale (secteur sud-ouest) : alternance de pôles urbanisés et d'espaces intermédiaires



Sites étudiés :
1- Estuaire de la Canche : conflits d'usage et inégalités écologiques
2- Le Touquet / Cuq / Merlimont : marché foncier, utilisation du sol et inégalités écologiques
3- Le Touquet / Cuq / Merlimont : inégalités écologiques, inégalités sociales
4- Le Touquet : inégalités écologiques et aménités littorales
5- Quartier du Chemin Vert (Boulogne/Mer) : inégalités écologiques, inégalités sociales

© V. Herbert, 2008

Marseille et ses marges : des territoires compacts et homogènes



Espace de nature (marge urbaine littorale ?) ⟷ Flux endogènes, exogènes

Espace urbanisé — Pôle urbain — Espace mixte

Plages, criques

Port de plaisance — Port de commerce

Sites étudiés :

6- L'Archipel du Frioul : lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain ?

7- La Côte Bleue (Commune de Ensuès la Redonne) : quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles

8- Le Prado : la construction d'un bien commun

9- Les Calanques : espace naturel protégé, convoité à haute valeur écologique

10- Les hauts de Mazargues : inégalités sociales, inégalités écologiques, quelles relations ?... (en perspective)

© V. Herbert, 2008

CHAPITRE 2

Les conflits d'usage dans l'estuaire de la Canche[76, 77]

Coord. Jean-Claude Dauvin

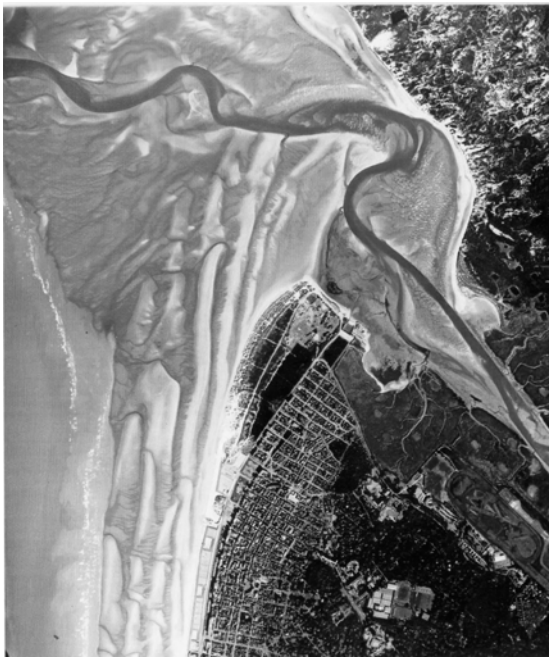
Rédaction : Jean-Claude Dauvin

Le littoral de la Côte d'Opale se caractérise par une grande diversité de paysages : sites dunaires et estuariens susceptibles de constituer des réserves naturelles comme le long de la Côte d'Opale (dune Marchand, Platier d'Oye plage, baie de Canche) ou paysages de falaises et de caps (Gris-nez ou Blanc-nez), de terres mais aussi des paysages d'estuaires (Dauvin, 2002a). A ce titre l'estuaire de la Canche ou plutôt la baie de Canche fait partie des baies et estuaires Picards avec la Somme en Picardie et l'Authie limite entre les deux régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais. Ces espaces estuariens littoraux, longtemps considérés comme zones humides insalubres ou inutiles, sont aujourd'hui reconnus comme étant parmi les milieux naturels les plus riches du monde avec un patrimoine naturel incomparable (Barnaud & Fustec, 2007). Ce sont des espaces de transition entre la terre et l'eau, qui remplissent diverses fonctions leur conférant des valeurs biologiques, hydrologiques, économiques et sociologiques remarquables. Sur le plan biologique, on peut dire qu'ils sont des milieux de vie importants pour leur biodiversité puisque sur les seulement 3 % du territoire qu'elles couvrent, on peut trouver un tiers des espèces végétales et animales remarquables ou menacées, la moitié des espèces d'oiseaux et la totalité des espèces d'amphibiens et de poissons (Barnaud & Fustec, 2007). Au niveau hydrologique, leur importance est due au fait qu'elles participent à la régulation du débit des cours d'eau. Elles ont aussi des fonctions économiques car elles permettent par exemple les développements portuaires essentiellement à vocation touristique ou de pêche côtière, l'aquaculture dont la mytiliculture... Et enfin, on peut également leur reconnaître des fonctions importantes au niveau social et culturel car elles représentent des lieux de détente, de découverte et de loisirs, propices à de nombreuses activités récréatives, telles la navigation, la chasse ou la pêche à pied ou au moyen de petites embarcations. En raison de leurs caractéristiques, leur situation, il est reconnu que les estuaires remplissent un certain nombre de fonctions socio-économiques (Barnaud & Fustec, 2007). Ce sont des pôles d'activités commerciales, des bassins d'emplois. Par conséquent, ils constituent des espaces attractifs, objet d'une urbanisation croissante. Ainsi, les zones situées aux abords de l'estuaire de la Canche sont des communes ayant un fort attrait touristique : Le Touquet, Etaples et Camiers tous trois communes à attraction touristique. Ainsi, le Touquet, possède 5400 habitants à l'année et une capacité d'accueil touristique d'environ 5000 personnes. Etaples au Sud-Est 11177 habitants à l'année mais 13200 en saison haute. Camiers au Nord 2237 habitants, plus de 12000 en été en intégrant les hameaux de Ste Cécile et St Gabriel. La construction de la station de tourisme du Touquet dans les dunes a provoqué d'autres aménagements. Cependant, comparé à la situation de la zone de l'est Dunkerquois, l'impact de l'urbanisation a été plus limité. Il reste également de nombreux marais et prairies humides dans l'arrière littoral de la baie de Canche (Marais de Balençon et Marais de Cucq-Villiers).

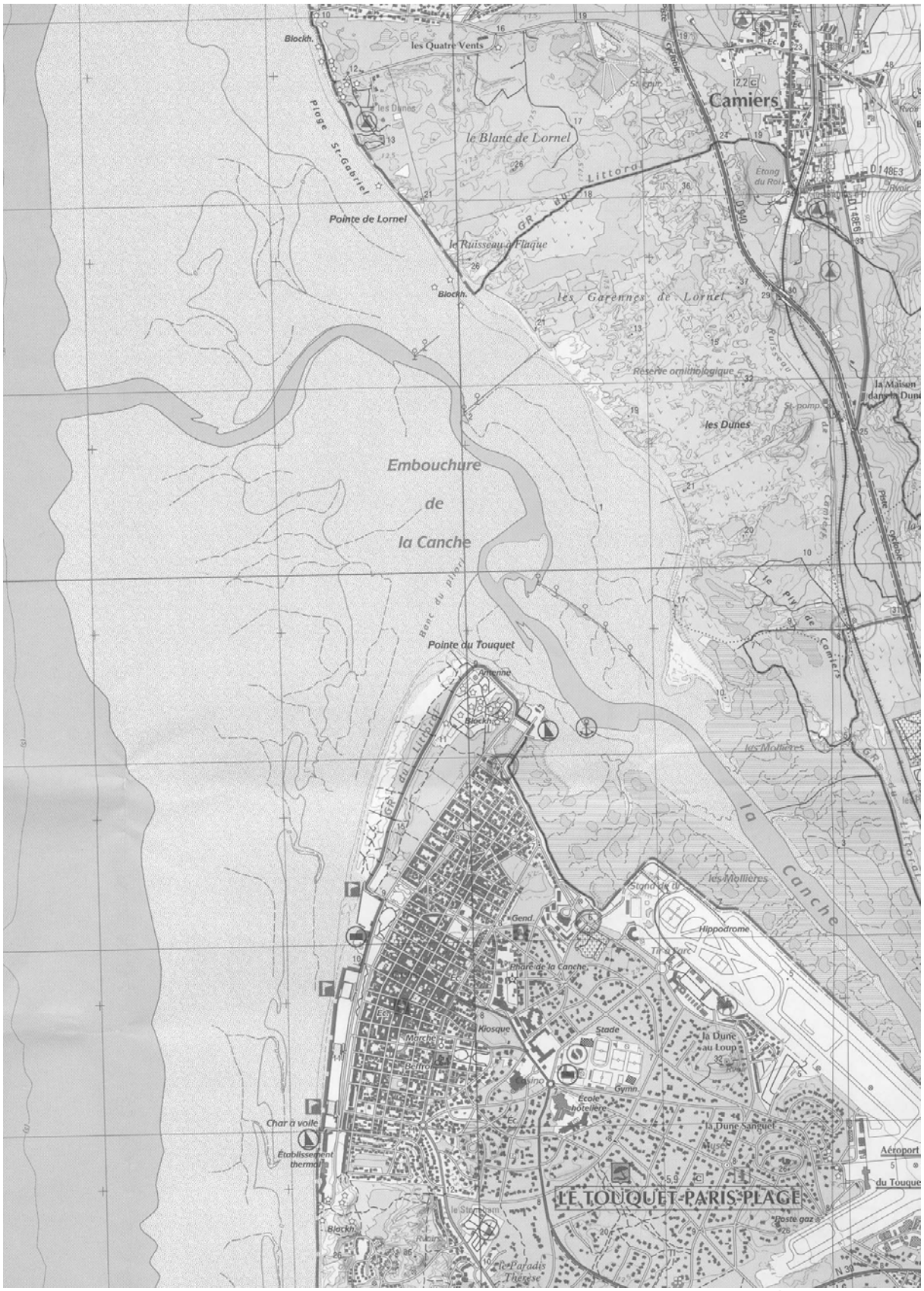
[76] Ce chapitre est issu d'une recherche réalisée par D. Nicolle en 2005 sous la direction de J.-C. Dauvin. Les résultats de ce travail ont été réinterrogés en lien avec les inégalités écologiques.

[77] Nicolle, D., 2005. *Les conflits d'usage dans les zones à fort intérêt patrimonial : l'exemple de l'estuaire de la Canche.* Master 2 professionnel mention Droit des zones côtières, Université du Littoral Côte d'Opale, 135 pp + annexes.

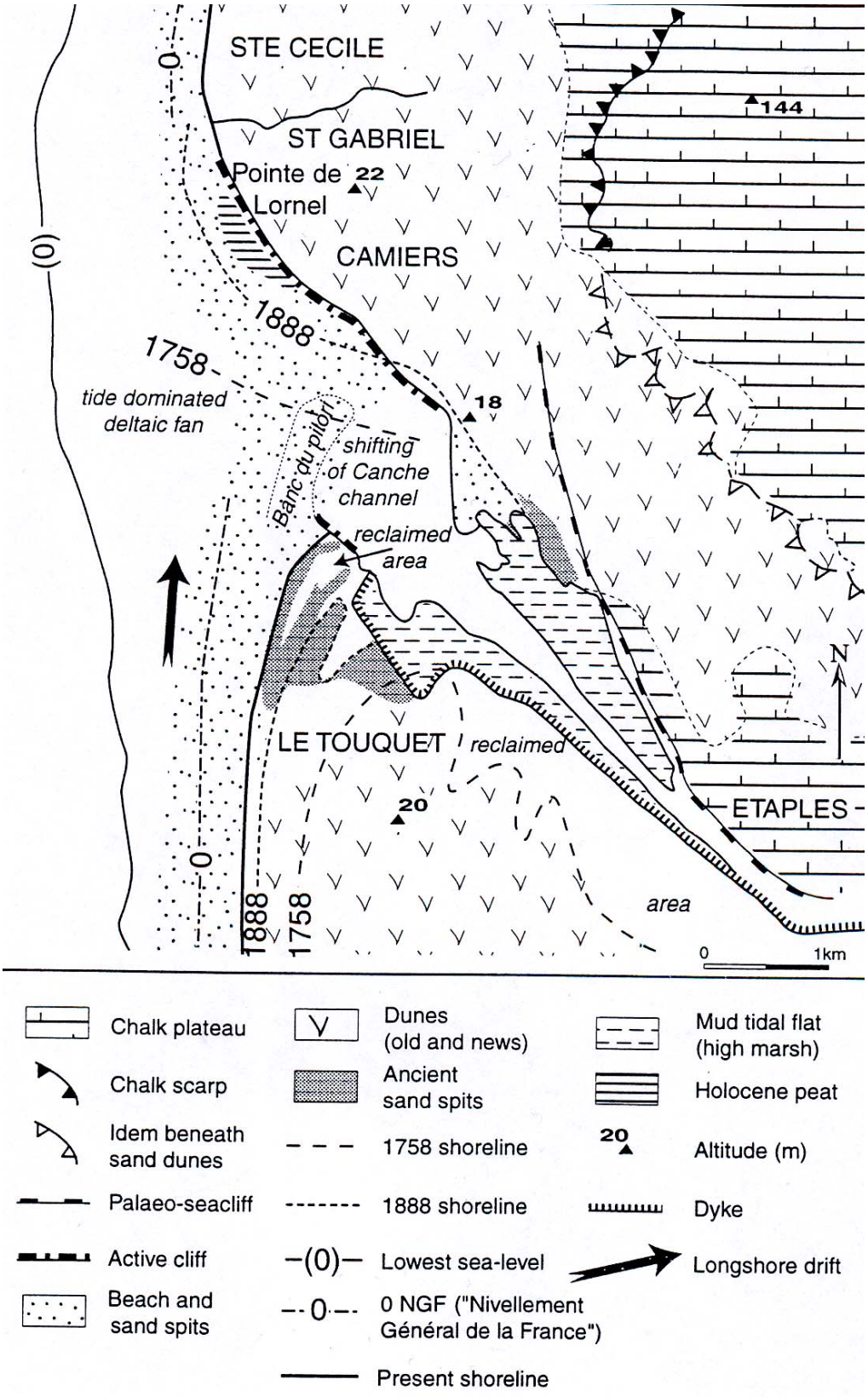
La Canche est classée en rivière domaniale donc en domaine public fluvial dans sa section en basse vallée depuis le site dit ‘le moulin Bacon’ à Montreuil sur Mer, jusqu’au pont de chemin de fer sur la commune d’Etaples sur Mer. Tout le reste de son linéaire et l’ensemble de ses affluents sont classés en non-domanial. Dans la partie Nord, il reste d’importants sites dunaires naturels qui n’ont pas été urbanisés. Les plus grands sites à protéger dans la région Nord-Pas-de-Calais sont localisés dans cette partie du littoral. Ce sont le site du Mt St Frieux, 1289 ha à protéger à terme et déjà 467 d’acquis et les Garennes de Lornel, 1000 ha à protéger et 465 acquis par le Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres (CELRL) dit Conservatoire du Littoral. Cette zone offre les meilleures possibilités dans la région pour conserver et protéger des milieux naturels à une échelle permettant de maintenir des complexes dunaires d’une grande biodiversité et d’une grande qualité. Cependant, ce site ‘naturel’ rencontre des problèmes liés tant à des activités marines qu’à des activités terrestres. Ainsi, du côté marin, les difficultés sont principalement dues aux zones de baignade et aux sports nautiques, tout simplement aux pratiques liées aux milieux marins (endigages, remblais, comblement, poldérisation, mytiliculture, bouchots, ostréiculture, modification des profils de fonds), ou encore aux phénomènes naturels, telles que l’envasement ou l’ensablement. Du côté continental, on rencontre des problèmes liés à la circulation de véhicules motorisés, à la chasse qui entraîne une diminution de la capacité d’accueil, des dérangements, également à l’évolution biocénotique (assèchement du milieu, modification des apports en eau salée), et enfin du vandalisme (dégradation du bâti et de la signalétique). Du fait de cette attractivité, l’estuaire de la Canche est ainsi soumis aux pressions anthropiques dont celles des aménageurs. L’estuaire de la Canche est le seul estuaire de type picard ayant conservé une rive nord, ‘le musoir’, indemne de tout endiguement et altération notable, constituant ainsi, un site unique que l'on peut qualifier d'exceptionnel avec son système complexe de contre poulier du Pli de Camiers, associé par ailleurs à un vaste ensemble de dunes plaquées sur l'ancienne falaise crétacique (Desaunay, 1974). Sa forme est celle d'un entonnoir de 2 km de large sur 4 km de profondeur. Cependant, au Sud de l’estuaire, la sédimentation provoque l’avancée d’une langue de sable appelée poulier ou ‘Banc du Pilori’, qui tend à fermer l’estuaire. Le poulier progresse au détriment du musoir, situé sur la commune de Camiers, qui voit son trait de côte s’éroder. A marée basse, seuls persistent un ou plusieurs chenaux, entrecoupés de bancs totalement ou partiellement émergés, constituants de faux chenaux ou bâches.



Photographie aérienne verticale, embouchure de la Canche et Le Touquet



Extrait de la carte IGN 1/25/000 n°2105 ET, 2001, Le Touquet Paris Plage, Berck, vallée de la Canche



Croquis morphologique de l'estuaire de la Canche (Source : Battiau-Queney et al., 2001[78])

[78] Battiau-Queney Y., Fauchois J., Deboudt P., Lanoy-Ratel P., 2001, Beach-dune systems in a macrotidal environment along the northern French coast (English Channel and southern North Sea, *Journal of Coastal Research*, Special Issue, p. 580-592.

2.1 Richesse patrimoniale, enjeux de conservation et protection des milieux naturels

La richesse patrimoniale

La frange littorale recèle un patrimoine biologique remarquable. En effet, sur l'ensemble des zones estuariennes françaises, on constate que 30 % des espèces végétales remarquables et menacées vivent dans ces zones ; environ 50 % des espèces d'oiseaux dépendent de ces zones et le 2/3 des poissons pêchés en mer côtière s'y reproduisent ou s'y développent (Dauvin, 2002b). Les milieux littoraux sont reconnus comme particulièrement intéressants sur le plan botanique : alors que les espèces maritimes ne représentent que 6 % de la flore française, ces espèces constituent 14 % de la flore protégée au niveau national. La valeur patrimoniale de la végétation littorale peut être estimée par référence à l'annexe I de la directive habitats du 21 mai 1992. Parmi les habitats spécifiquement maritimes présents sur les côtes françaises Atlantique Manche Mer du Nord, sont mentionnés à l'annexe I de la directive habitats et considérés comme prioritaires les arrières-dunes fixées à végétation herbacée du littoral atlantique (dunes grises ou noires) et les landes littorales. Sont aussi mentionnées, mais non prioritaires, l'ensemble des végétations des laisses de mer, des levées de galets et des falaises maritimes, ainsi que les prés-salés et formations ligneuses des vases salées (schorre et slikke), les dunes embryonnaires (à chiendent), mobiles (à oyat), arbustives (à argousier, à saule des dunes), boisées, également les dépressions intradunaires (pannes humides), et les estuaires.

L'inventaire des espèces et de leurs milieux de vie, a mis en exergue, par rapport aux observations du passé, la banalisation et l'appauvrissement de la plupart des milieux littoraux ; la flore particulière se trouve menacée sous l'effet de plusieurs facteurs. Les phénomènes naturels tels que les tempêtes ou la mobilité du trait de côte font partie des causes de cette dégradation mais l'activité humaine est venue aggraver cette situation. Les zones les plus menacées sont les milieux dunaires de par l'urbanisation mais aussi par la fréquentation touristique avec la circulation diffuse et incontrôlée des piétons ou des véhicules, l'implantation de campings, la concentration des spectateurs de compétitions sportives…ainsi que par la cueillette ou l'arrachage d'espèces ornementales qui fleurissent en pleine saison touristique, comme l'œillet de France, le chardon bleu ou encore le lis de sables… Autre exemple avec la flore des pannes, qui a bien failli disparaître du fait de son assèchement par prélèvement de la nappe d'eau douce pour les besoins de l'agriculture, des villes voisines ou même des golfs…qui a entraîné son embroussaillement. Mais plusieurs espèces hélophiles de petite taille telles que des orchidées (comme le liparis de Loësel), espèces rares sur l'ensemble de l'Europe, ont pu être sauvées in extremis dans les dunes de la mer du Nord par un débroussaillage effectué sous le contrôle du Conservatoire régional des sites. Abri, refuge et repos pour les poissons et les oiseaux, reposoirs, zone d'hivernage, nourriceries sont autant de fonctions assurées par les estuaires pour la faune. Les vasières constituent des zones de nourrissage pour les oiseaux à marée basse et les poissons à marée haute (Dauvin, 2002b). Les estuaires ont aussi souvent un rôle de halte migratoire ou de zone d'hivernage pour les oiseaux migrateurs qui viennent s'y reposer, s'y nourrir ou encore s'y nicher. L'un des problèmes menaçant la richesse faunistique des estuaires est la surfréquentation ou les activités de loisir comme la chasse qui, à elle seule, présente une gêne sur environ un tiers des terrains, engendre la plupart du temps un piétinement et un dérangement catastrophique de la faune et son évolution biocénotique.

Les inventaires patrimoniaux

Les espaces

Pour déterminer un espace d'intérêt patrimonial, deux niveaux sont à prendre en compte (Ghézali & Dubrulle, 2002). 'L'habitat d'intérêt patrimonial contient le plus souvent une ou plusieurs espèces patrimoniales, mais il peut aussi correspondre en même temps à certains critères utilisés dans le cadre de la définition des espèces : vulnérabilité, rareté, endémicité… En ce qui concerne la protection, il sera plus efficace et plus facile de s'attacher à la protection et à l'intervention sur des habitats plutôt que sur des espèces. Le site ou la zone d'intérêt patrimonial regroupe en général plusieurs habitats dont certains ont un intérêt patrimonial évident. Il s'agit dans ce cas du résultat d'un processus de zonage avec hiérarchisation et d'outils de gestion impliquant des responsabilités au niveau national ou international dans le cadre du développement durable'.
Pour permettre aux Etats de connaître leurs zones présentant un intérêt patrimonial biologique, l'Union européenne a institué un inventaire au travers de la directive Oiseaux de 1979 afin de connaître les zones importantes pour les oiseaux sur l'ensemble du territoire européen et la France, en 1982, a lancé son propre inventaire dans le but de savoir où se situent les zones d'intérêt faunistique et floristique sur son territoire tous deux réalisés par le Muséum National d'Histoire Naturelle, établissement qui depuis 1992 est spécialement chargé dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne Habitats du 21 mai 1992 de gérer l'un des centres thématiques européen de l'agence européenne pour l'environnement.

De simples inventaires dénués de force juridique mais tout de même utiles pour la préservation des espèces et des espaces sont présents en Canche : une ZICO délimitée par la Ligue de Protection de Oiseaux en 1992 (LPO) en réponse à la Directive 'Oiseaux' de 1979 située entre les communes de Camiers, Etaples et le Touquet qui s'étend sur 5050 ha, et des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) créées en 1982 par le Ministère de l'Environnement, proposées par les Directions Régionales de l'Environnement (DIREN) et validées par le Secrétariat Faune-Flore (SFF) puis le Service du Patrimoine Naturel (SPN) au Muséum National d'Histoire Naturelle. Ces inventaires de connaissances scientifiques permettent aux décideurs d'avoir une connaissance aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacées. Deux types de zones sont distinguées : les zones de type I (ZNIEFF I) correspondant à des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et les zones de type II (ZNIEFF II) correspondant à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent intégrer des ZNIEFF de type I. En baie de Canche, une zone de 2090 ha composée de zones vaseuses, prés salés, pannes saumâtres, complexes dunaires avec dunes basses, dunes plaquées sur l'ancienne falaise et panne inondable, située sur les communes de Camiers et Etaples, entre le domaine public maritime, les terrains du Conservatoire du Littoral et des propriétés privées, a été désignée comme ZNIEFF de type I. Cette zone rassemble tous les types de biotopes qui peuvent exister dans les estuaires et les systèmes dunaires : mollières avec slikke et schorre, drainées par de nombreux chenaux et ponctuées de marigots, pannes saumâtres enserrées dans des cordons sableux, dunes basses embryonnaires, dunes blanches à Oyats, dunes moussues embroussaillées et boisées, pannes et dépressions inondables paratourbeuses et même pelouses calcicoles sur sables. Vers l'intérieur des terres, les dunes sont plaquées sur l'ancienne falaise et s'élèvent à plus de 80 m d'altitude. La richesse de ce site tient aussi du fait que cette géomorphologie est tout à fait remarquable et ne se retrouve en Europe que sur les côtés du sud-ouest du Portugal.

Situé dans la partie sud du site d'étude, on trouve également la zone des dunes de Mayville, également classée en ZNIEFF de type I pour la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel régional ou national. Cette zone, située sur les communes de Le Touquet et de Cucq, s'étend sur 513 ha sur des terrains de propriété privée et communale, et est principalement composée de dunes calcicarifères avec pannes inondables. Les Dunes de Mayville sont constituées de dépôts sableux récents, mais avec un relief souvent marqué en 'croc' et isolant quelques dépressions ou pannes entre les cordons dunaires. Ce système présente différentes séquences de végétations avec dunes blanches mobiles à Oyat, dunes noires couvertes de pelouses rases et dunes embroussaillées à Sureau noir, Troène et Argousier enserrant ça et là quelques communautés végétales hygrophiles.

Les espèces

L'estuaire de la Canche est donc reconnu pour sa grande richesse biologique, pour la multiplicité d'espèces faunistiques et floristiques plus ou moins rares que l'on peut y rencontrer, et signalée dans les inventaires ZICO ou ZNIEFF. Ainsi, sur les 'Garennes de Lornel', site du Conservatoire du Littoral inclus dans la Réserve Naturelle de Baie de Canche, 485 espèces de plantes ont été inventoriées dont 13 espèces d'orchidées comme le Liparis de Loësel. On y trouve également la pyrole à feuilles rondes, la sagine noueuse, la parnassie des marais, la véronique germandrée, l'épipactis des marais, l'orchis incarnant, l'ophrys abeille. Les dunes fixées, à végétation herbagée, sont des habitats d'intérêt patrimonial majeur, que l'on retrouve dans la directive Habitats-Faune-Flore en tant qu'habitats prioritaires. Mais c'est l'avifaune qui caractérise le plus la réserve naturelle.

En tout, ce sont une dizaine d'espèces strictement menacées en France et cinq espèces des annexes II et IV de la directive Habitats Faune-Flore et I de la directive Oiseaux que l'ont peut y recenser. Le canard chipeau, espèce strictement menacée en France et inscrite à l'annexe I de la directive Oiseaux, subit une forte menace au niveau des Garennes du Lornel comme d'ailleurs dans d'autres sites du Conservatoire et afin d'éviter sa disparition totale, il est recommandé d'éviter de faucher en période de reproduction et de limiter l'implantation de la chasse. Au total, ce sont 80 espèces d'oiseaux d'intérêt patrimonial majeur que l'on peut trouver sur la Réserve Naturelle de la Baie de Canche et 77 espèces y ont niché. Les espèces principales, hivernantes ou de passage sont des Anatidés et des limicoles, qui trouvent sur la Réserve naturelle une importante source de nourriture, appartenant aux espèces de Canard Colvert, Sarcelles d'hiver et d'été, Canards souchet, siffleur, pilet, Tadorne de Belon oiseau emblème de la réserve qui niche dans les terriers de lapins, Macreuses noire et brune, Eider a duvet, Bécasseaux, Courlis, Pluviers, Barges, Huitrier-pie, Vanneau huppe, Chevaliers, Mouettes, Goélands, Sternes. De plus deux espèces rares (Blongios nain et Eider a duvet) y ont été observées en période de reproduction. La population d'Engoulevents d'Europe est remarquable (31 à 38 chanteurs en 1995). En 1996, on recensait 22 à 28 couples de cette espèce alors que la population de la région Nord-Pas-de-Calais n'excédait pas 60 couples. L'estuaire de la Canche est un site d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau (jusqu'à 385000 migrateurs en 1989). Ainsi, 50000 oiseaux d'eau ont été observés à la même époque au niveau de l'estuaire, avec les laridés qui font la particularité de la Baie de Canche (EDEN62, 2005).
La réserve naturelle abrite certains mammifères comme le sanglier, le chevreuil, le blaireau, le renard, la fouine, l'écureuil, le blérot et parfois le phoque veau marin, inscrit sur la liste rouge nationale, aux annexes 2 et 5 de la directive Habitats et également protégé par la Convention de Berne. On trouve également de nombreuses espèces à surveiller telles que le blaireau ou encore la belette, le grand rhinolophe.

Les amphibiens sont bien représentés avec quatre espèces de tritons (crêté, alpestre, ponctué, palmé), le crapaud calamite, la rainette verte amphibien menacé en France et inscrite aux annexes II et IV de la directive Habitats connaît aussi un grave danger sur le site de la réserve naturelle, qui serait dû à la pollution, un comblement des mares, un assèchement des marais et il est conseillé, afin d'éviter son éradication sur la réserve, de maintenir par exemple les buissons le long des berges des mares, ou encore d'assurer des coupes régulières dans la végétation… Un total de 30 % des espèces (animales et végétales) présentes sur la réserve naturelle de la Baie de Canche ont un intérêt patrimonial.

2.2 Les normes juridiques sectorielles du territoire estuarien

La difficulté pour la protection des estuaires tient au fait qu'aucun statut juridique propre ne leur soit attribué (Payen, 2003 ; Baron, 2003). Au contraire, ils sont encadrés par une multitude de régimes particuliers, sectoriels relevant de branches du droit très diverses : droit de l'urbanisme, droit de l'aménagement du territoire, de l'environnement, domanialité publique, droit portuaire…ce qui fait que les différents partenaires/acteurs de l'estuaire peuvent se retrouver dans une situation de concurrence, voire de conflits. On trouve ainsi sur les estuaires, comme sur le littoral en général, des 'délimitations de zones protégées dont les périmètres se recouvrent, se chevauchent ou se complètent' (Alard, 2002 ; Dauvin, 2002 ; Dauvin et al., 2006).

Les mesures de protection nationales des estuaires appliquées à l'estuaire de la Canche

Le Domaine Public Maritime (DPM). La toute première protection du littoral concerne, le DPM propriété de l'Etat, sa gestion appartient au préfet maritime. Ainsi, ce sont deux autorités différentes qui officient sur le littoral : le préfet de département pour tout ce qui est terrestre et le préfet maritime pour ce qui est relatif au DPM.

Normalement donc, 'toutes les actions menées dans la frange littorale sont du ressort du préfet de département et toutes les actions menées en mer sont du ressort du préfet maritime'. Cependant ce régime juridique de la domanialité publique maritime rend difficile toute intégration des deux espaces les condamnant à une gestion séparée alors que l'estuaire, interface terre/mer, présente une unité écologique. La répartition des compétences préfet maritime-préfet de département n'est pas toujours simple (Nicolle, 2005). Cette dichotomie ne semble guère utile et ne contribue pas à une gestion efficace du domaine public dans son ensemble, comme une seule entité. Même si une modification a été apportée par la loi 'Démocratie de proximité' du 27 février 2002 (Loi n°2002-276 du 27 février 2002 Démocratie de proximité, JO du 28 février 2002, page 3808) qui permet au Conservatoire du Littoral d'acquérir des terrains du DPM '*lorsque les espaces du DPM ont vocation à une protection naturelle durable ou présentent une continuité écologique avec ceux du Conservatoire'* cette possibilité ne paraît pas suffisante (Nicolle, 2005).

La loi Littoral. La loi du 3 janvier 1986 dite Loi Littoral relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral comporte, comme son intitulé l'indique, des dispositions de protection du littoral. Cette loi s'applique aux communes riveraines des mers et océans, des étangs salés, des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1000 ha, les communes riveraines des estuaires et deltas lorsqu'elles sont situées en aval de la limite de salure des eaux et participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux, ces communes figurant sur une liste fixée le 29 mars 2004 par décret en Conseil d'Etat, après consultation des conseils municipaux intéressés.

Ainsi cette loi Littoral, impose que l'urbanisation des espaces proches du rivage doit être justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme (PLU), ancien plan d'occupation des sols (POS), sauf si elle est conforme à un Schéma de cohérence territoriale (SCOT), ancien schéma directeur (SD), à un schéma d'aménagement régional ou compatible avec un schéma de mise en valeur de la mer, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. Si ces documents n'existent pas, toute nouvelle construction nécessite l'accord du préfet. En dehors des espaces urbanisés, sont interdites les constructions dans la bande des 100 m à compter de la limite haute du rivage, sauf pour les services publics ou des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau (Nicolle, 2005).

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE). Le SAGE Canche est un instrument établi par la loi sur l'eau de 1992 réglementant l'utilisation de l'eau dans un objectif de gestion équilibrée de la ressource en instituant divers instruments. La Canche est la plus importante rivière non canalisée de la région Nord-Pas-de-Calais. Son bassin versant de 894 km^2 (101600 habitants en 2000) s'étend sur le haut et le moyen pays d'Artois et a une longueur de 85 km. Auparavant, seules les agences de l'eau (Etablissements Publics Administratifs, EPA) existaient et contribuaient dans le cadre de leurs compétences à la protection de l'environnement littoral et marin. La loi de 1992 a institué les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et le SAGE qui définissent tout un ensemble de recommandations pour préserver les zones humides tant pour leur intérêt patrimonial que fonctionnel. Les SAGE sont élaborés, révisés et suivis par un organisme ad hoc, la Commission Locale de l'Eau (CLE) mise en place par le représentant de l'Etat, le préfet de département, à l'initiative des collectivités locales et qui rassemble les élus, les services de l'Etat, les usagers, organisations professionnelles et associations de protection de l'environnement. Ils sont soumis à l'avis des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin. Le périmètre des SAGE est déterminé par le SDAGE ou à défaut par le préfet. Le projet de SAGE est adopté par la commission locale de l'eau et approuvé par le ou les préfet(s) concerné(s) après une mise à disposition du public pendant une durée de deux mois. Le syndicat mixte constitué pour l'élaboration du SAGE Canche a précédé son installation de manière à pouvoir assurer la maîtrise d'ouvrage de la Commission Locale de l'Eau (création en mai 2000) ; il s'étend sur une superficie de 1274 km^2, une région, un département, 16 communautés de communes soit un total de 203 communes concernées (Nicolle, 2005).

Le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL). Le CERRL fut créé par la loi 75-602 du 10 juillet 1975, comme établissement public administratif chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique foncière pour la sauvegarde de l'espace littoral, pour le respect des sites naturels et des équilibres écologiques et de proposer des solutions concernant l'urbanisme et la protection de l'espace littoral. Le Conservatoire du Littoral a compétence dans les cantons du littoral tels qu'ils existaient au 10 juillet 1975, dans les communes riveraines des mers, des océans, des étangs salés ou des plans d'eau intérieurs d'une superficie au moins égale à 1000 ha, dans les communes riveraines des estuaires et deltas, lorsque tout ou partie des leurs rives est situé en aval de la Limite de Salure des Eaux, dans les autres communes qui participent directement aux équilibres économiques et écologiques littoraux et qui font la demande au préfet, après avis de ce établissement et accord du préfet. L'action du Conservatoire du Littoral sur les estuaires et les zones humides en général n'est que très récente, elle date de la loi du 2 février 1995 qui proclame, en son article 44, modifiant ainsi l'article L243-1 du code rural, devenu L322-1 du code de l'environnement, la compétence du Conservatoire du Littoral sur les 'communes riveraines des estuaires et des deltas, lorsque tout ou partie de leurs rives sont situées en aval de la limite de salure des eaux' et 'aux autres communes qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux et qui font la demande auprès du préfet…', afin de permettre les acquisitions de zones humides prévues dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature en compensation de la destruction de zones humides de valeur internationale par le

port autonome de Nantes-Saint-Nazaire. Sa compétence a de nouveau été étendue récemment par la loi 2002-276 du 27 février 2002 (modifiant l'article L322-1 du code de l'environnement), suite au rapport de M. Louis Le Pensec sur la refondation du Conservatoire publié en juillet 2001. Désormais, le Conservatoire du Littoral ne se limite plus à la partie terrestre du littoral et peut acquérir des parcelles du DPM mais 'l'affectation ne doit intervenir qu'au cas par cas, lorsque les espaces du DPM ont vocation à une protection naturelle durable ou présentent une continuité écologique avec ceux du Conservatoire du Littoral'. Ces terrains lui sont été confiés pour la mise en place d'une protection cohérente entre ses terrains et les espaces maritimes qui forment avec eux une unité écologique. Cette acquisition foncière, associée à l'inaliénabilité des terrains et à leur inconstructibilité, comme le garantit le Conservatoire du Littoral, constitue dans les secteurs à forte pression spéculative la protection la plus adaptée et la plus fiable sur le long terme. La toute première acquisition du Conservatoire sur l'ensemble du territoire national a eu lieu en Baie de Canche suite au projet de création d'un barrage qui aurait menacé l'existence de l'estuaire (voir plus loin). Cette acquisition concernait les Garennes de Lornel et s'étendait à l'époque sur 195 ha. Aujourd'hui, le Conservatoire possède plus de 465 ha sur le site d'étude qui sont gérés par EDEN62, EDEN62, organisme créé sous forme de Syndicat Mixte par le Conseil Général du Pas-de-Calais, gestionnaire des espaces naturels sensibles dont les missions principales sont d'assurer la protection et la gestion des Espaces Naturels Sensibles du département tout en assurant l'accueil et la sensibilisation du grand public, soit environ 11% de l'ensemble des terrains du conservatoire sur le territoire Nord-Pas-de-Calais-Picardie répartis en vingt-huit points. Le Conservatoire du Littoral est aidé dans son action par le département qui, au travers de la taxe départementale des espaces naturels sensibles peut contribuer à son financement et qui s'attache également à acquérir des terrains afin de les préserver ou qui peut encore transférer son droit de préemption au Conservatoire du Littoral afin d'acquérir des terrains à protéger (Dauvin, 2002a ; Nicolle, 2005).

Espaces Naturels Sensibles. Depuis 1985, les départements peuvent instituer une taxe afin de protéger les espaces naturels sensibles c'est à dire les zones dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison des pressions d'aménagement qu'il subit, soit en raison de son intérêt particulier. Ainsi, cela peut concerner les sites, les paysages et les milieux et habitats naturels rares et menacés, les sentiers figurant sur le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, ainsi que les chemins situés le long des cours et plans d'eau afin de les ouvrir au public ou de réaliser des itinéraires de promenade ou de randonnée. Cette taxe est instituée à l'initiative du Conseil général et est perçue dans tout le département sur les constructions nouvelles entrant dans le champ d'application du permis de construire et sur les installations et travaux divers soumis à autorisation. Elle permet ainsi au département de profiter du développement urbain pour financer la gestion des zones à protéger. En 2001, dans le Pas-de-Calais, elle s'élevait à 1,5 %. En tout, elle a permis au Conseil général du Pas-de-Calais d'acquérir 3625 ha sur 30 sites dont 465 en baie de Canche qui sont gérés par EDEN62 (Nicolle, 2005).

Les mesures de protection réglementaire

Réserve de chasse. Le domaine public maritime de l'estuaire de la Canche est classé en réserve de chasse maritime. Cette réserve a été instituée par un arrêté du 25 juillet 1973 du ministre de l'environnement et de la protection de la nature et du ministre des transports. Cet arrêté indiquait que la réserve de chasse maritime était constituée de l'estuaire de la Canche, interdisant de ce fait la chasse à la hutte dans les mollières du DPM. Cet arrêté fut modifié par un autre arrêté interministériel en date du 30 juillet 1974 changeant les limites de la Réserve et les plaçant sur les sables noyés à marée haute et en mer. Ainsi, selon l'article premier cet arrêté, la Réserve de chasse maritime s'étend 'à l'est [jusqu'à] une ligne allant du cercle nautique du Touquet-Paris plage au feu des dunes de Camiers ; au sud jusqu'à la

limite de l'esplanade du Touquet, au nord jusqu'à la pointe de Lornel, et vers le large jusqu'à trois milles en mer calculés au droit des côtes, à partir des laisses de mer' (Nicolle, 2005).

Monuments naturels et sites. L'estuaire de la Canche est également protégé par les réglementations issues de la loi du 2 mai 1930 relative aux monuments naturels et sites, ayant pour objet de réorganiser la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque et qui a notamment institué les notions de site inscrit et de site classé. Ainsi le site classé de la pointe du Touquet s'étend sur 380 ha dont 338 sur le DPM. Suite au décret du 27 novembre 2001. Le site des 'Dunes d'Etaples', situé sur la rive Nord de l'estuaire de la Canche, a été inscrit sur l'Inventaire des sites pittoresques du Pas-de-Calais par arrêté du Ministre des Affaires culturelles de l'époque le 25 janvier 1971. Il a une superficie de 116 ha. Une partie de ce site inscrit s'est trouvée d'ailleurs par la suite doublement protégée mis cette fois-ci de manière plus concrète, grâce à la présence de la Réserve Naturelle instituée en 1987 (Nicolle, 2005).

Réserve Naturelle de la baie de Canche (RNBC). Instituée par la loi du 1er juillet 1958 qui a introduit un article 8 bis dans la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des sites, prévoyant la possibilité des créer des Réserves Naturelles 'en vue de la conservation et de l'évolution des espèces', la réserve naturelle constitue un outil de protection des milieux naturels qu'il a été décidé de créer notamment sur l'estuaire de la Canche, afin, une fois de plus, de préserver son patrimoine biologique. La création d'une réserve va, en général, interdire ou du moins réglementer toute action susceptible de nuire au développement de la flore et de la faune ou d'entraîner la dégradation des biotopes et du milieu naturel concerné. La réserve naturelle de Baie de Canche (RNBC) a été instituée par arrêté du 9 juillet 1987. Elle s'étend sur 505 ha5a,45 ca, et y intègre une partie de l'estuaire. Cette réserve possède une très grande richesse patrimoniale puisqu'on y recense 80 espèces d'oiseaux d'intérêt patrimonial majeurs, 18 espèces d'intérêt patrimonial pour les invertébrés, 30 % de la flore régionale est présente sur la réserve. Environ, 30 % des espèces (animales et végétales) présente sur la réserve naturelle de la Baie de Canche sont donc des espèces patrimoniales. L'estuaire de la Canche est un site d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau. C'est même le plus important entre la Baie de Somme et les zones littorales de la Hollande et du Sud-est de l'Angleterre. Cette réserve est gérée par EDEN62 ainsi que par le Syndicat Mixte de la Côte d'Opale (EDEN62, 2005).

Zone de Protection Spéciale (ZPS). En Baie de Canche, une Zone de Protection Spéciale (ZPS, baie de la Canche) a été désignée par la France en 1991 au titre de la Directive Oiseaux. Elle comprend l'ensemble de la réserve naturelle, la réserve de chasse maritime préexistante, et 40 ha de zone supplémentaire en fond d'estuaire qui avaient été préalablement exclus du périmètre de la réserve. Au total, elle s'étend sur 5032 ha répartis sur les communes de Camiers, Etaples, Lefaux, Le Touquet-Paris-Plage (arrêté du 6 janvier 2005 du Ministère de l'écologie et du développement durable) (site internet de la DIREN Nord-Pas-de-Calais).

Sites d'Intérêt Communautaire. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) au titre de la directive Habitats-Faune-Flore n'ont pas encore été approuvées par l'Union européenne**,** contrairement aux ZPS. Sont donc proposés des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC), dont une proposition concerne en partie l'estuaire et l'ensemble de la réserve. La première proposition de ce site faite le 31 mai 2001 s'étendait sur 530 ha. Une autre proposition a été faite à l'Union Européenne en avril 2002 pour 1658 ha (Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen) (site internet de la DIREN Nord-Pas-de-Calais).

Les espaces ainsi délimités ZPS, ZSC et SIC au titre du Réseau Natura 2000, doivent faire l'objet de mesures visant à conserver ou à rétablir les habitats naturels et les populations

faunistiques et floristiques. Dans la circulaire du 23 novembre 2004, le Ministre de l'écologie et du développement durable, M. Serge Lepeltier, est venu relancer le réseau Natura 2000. Ainsi, afin notamment de 'stopper la perte de biodiversité d'ici 2010 tout en valorisant et gérant les territoires de façon durable' comme le préconise la stratégie nationale de développement durable, le réseau Natura 2000 avait pour but d'être achevé d'ici fin 2006 'sous réserve de l'appréciation finale de la Commission Européenne'. Comme nous l'avons dit plus haut, les Zones Spéciales de Conservation ne sont toujours pas approuvées par l'UE.

En résumé, on assiste sur l'estuaire de la Canche comme dans beaucoup d'autres estuaires dont celui de la Seine (Alard, 2002 ; Dauvin, 2002 ; Desroy et al., 2006), à un empilement de d'inventaires de connaissance patrimoniales et de mesures de protection sur une même zone qui se complètent ou se chevauchent. Cette reconnaissance souligne donc l'intérêt écologique de son patrimoine aussi bien au niveau des espèces remarquables et des espaces remarquables, protégées ou non. Ce mille-feuilles ne contribue pas forcément à une meilleure protection du milieu ; au contraire, cela est souvent source de conflits d'usages comme souligné plus loin. La gestion et l'animation des sites patrimoniaux sont confiées à EDEN62 ce qui démontre la forte implication du Département du Pas-de-Calais dans cette politique de réduction des inégalités écologiques, à la fois dans la reconnaissance de zones présentant une richesse patrimoniale remarquable et la présentation à un large public de cette richesse. Ainsi, plusieurs kilomètres de sentiers permettent de découvrir les différents milieux naturels.

L'accès aux observatoires est libre et offre de nombreuses opportunités de spectacles et d'émotions mémorables. Des visites guidées du site pour les groupes sont organisées à la demande pendant toute l'année.

2.3 La gestion de la zone côtière à l'échelle locale : la persistance d'une pression anthropique sur le patrimoine naturel. Entre conflits et concurrences d'usage.

Au fil du temps et de l'évolution des rapports entre l'homme et le littoral, les conflits d'usage ont évolué. S'ils ont longtemps été d'ordre économique, ils sont de plus en plus d'ordre écologique, parce que les biens et services procurés par les écosystèmes ont été évalués et pris en compte dans le développement durable aux cotés des autres piliers que sont les valeurs économiques et les perceptions des groupes sociaux. De sorte que les conflits d'usage opposent des groupes socio-économiques aux intérêts divergents mais aussi de plus en plus le monde de l'économie à celui des protecteurs de l'environnement. L'estuaire de la Canche n'échappe pas à la règle littoral = conflits car situé à la charnière des nombreuses activités humaines, il en résulte une pression anthropique importante. Très classiquement, les activités balnéaires, portuaires et cynégétiques y sont les trois sources d'activités potentiellement perturbatrices des systèmes naturels. La Baie de Canche connaît de nombreux conflits entre une volonté d'aménagement de la zone afin, entre autres, de la rendre encore plus attractive touristiquement et d'améliorer l'économie locale plus généralement et une volonté de protéger ce milieu dont la richesse patrimoniale est incontestable[79]. Toutefois, ces conflits peuvent parfois être considérés comme de simples concurrences d'usage et donc dans un certain sens réduire les inégalités environnementales entre espaces patrimoniaux sensibles et remarquables et l'accessibilité au plus grand nombre à ces environnements peu anthropisés.

[79] Les conflits liés à l'enduro du Touquet ne sont pas inclus dans l'analyse en raison d'un lien non direct avec la problématique estuarienne.

Le Barrage Canche-Ternois et la création de Nord Nature

A la fin des années 1960, suite à un projet de pompage des eaux de la Vallée de la Canche sur la commune d'Hesdin située à 40 km en amont du Touquet, il fut envisagé de créer un barrage en Baie de Canche, au Touquet, afin d'alimenter en eau l'agglomération lilloise. Tout avait déjà été planifié par les élus locaux (surtout le maire du Touquet) ceux des conseils généraux du Pas-de-Calais et du Nord et enfin du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais et une commission interdépartementale avait été crée pour mettre au point les différents aménagements nécessaire entre le pompage des eaux de la Canche et la construction du barrage du Touquet. Un expert niçois consulté sur le projet, prétendait que sans ce barrage, l'estuaire serait obstrué par le sable et la vase… A l'époque déjà, beaucoup de personnes avaient protesté contre ce projet. Les scientifiques en général du fait de la destruction du milieu estuarien avec sa végétation spécifique, les zoologistes pour la perte de la faune interditale importante de l'estuaire, les ornithologues et les chasseurs, même si leur motivation était différente, contre la disparition du lieu passage important pour les oiseaux migrateurs que constitue l'estuaire de la Canche. Pour ces acteurs, la disparition de ce milieu estuarien dont la richesse patrimoniale était déjà reconnue, n'était pas envisageable. D'autant plus que dans le cadre d'un inventaire national du début des années 1960 les scientifiques avaient inscrit cet estuaire sur la liste des espaces naturels à protéger, des botanistes français (Les professeurs Géhu et Wattez) et étrangers avaient déjà mis en exergue l'importante flore de l'estuaire et des zoologistes tel que la Professeur René Defretin de l'Institut de Biologie Maritime de Wimereux, ancêtre de la Station Marine avaient inventorié sa faune. L'importance de la productivité biologique de l'estuaire était reconnue, elle était de 2000 t par an d'animaux marins dont plus de 1000 t de poissons juvéniles ainsi que pratiquement la totalité des crevettes grises de tous les bateaux crevettiers d'Etaples.

La productivité biologique était la source de la productivité économique et constituait le revenu de plus de 3000 habitants (pêcheurs et professions connexes). D'où son importance majeure et la nécessité de sa prise en considération. Cet espace avait même été déclaré d'importance internationale en 1967 par le bureau MAR (organisation scientifique internationale pour l'étude des MARécages). L'ensemble de ces scientifiques se sont engagés dans la direction de la Fédération Nord-Nature créée en 1970, afin de défendre les intérêts biologiques et écologiques de l'estuaire de la Canche. Pourtant, fin 1970, même si le projet semblait définitivement adopté, les scientifiques n'ont 'baissé les bras'. Milieu 1971 fut envoyé au Ministre chargé du dossier un 'Mémoire sur la Canche', suivi en septembre 1971 par un rapport du Professeur R. Defretin présentant une critique sévère du projet et annonçant clairement les risques pour la productivité marine. Le tout ponctué par deux débats. L'un (en janvier 1971) réunissant les responsables politiques, administratifs, associatifs et scientifiques, professionnels (de la pêche surtout), où l'on a pu voir la prise de conscience des pêcheurs concernant les enjeux d'un tel aménagement, a abouti à la création du groupement de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil. L'autre débat a eu lieu en novembre 1971 et a abouti à la décision de réaliser une étude sur la productivité de crevettes et poissons en Baie de Canche afin de mesurer l'ampleur de l'impact de la construction d'un barrage sur ces populations. D'autres études scientifiques sur les productivités animale et végétale ont été menées jusqu'en 1975, toujours afin de montrer les effets néfastes d'un tel aménagement. Entre temps, l'étude d'impact du projet avait même débuté.

Finalement (après un réveil miraculeux !) en 1976, les partisans du barrage ont commencé à se retirer progressivement du projet (Agence de l'Eau Artois-Picardie puis Conseil Régional). Ce qui est certain, c'est que l'ensemble de ces études aura contribué à faire reculer le projet mais quant à savoir, si c'est le seul enjeu écologique qui a contraint les responsables locaux à se retirer…rien n'est moins sûr, d'autant qu'entre l'annonce de projet (1970) et sa fin (1976), le coût des travaux aurait doublé… Toujours est-il que c'est un projet qui a échoué et pour l'instant l'agglomération lilloise 'survit' et l'estuaire n'est pas (encore totalement) comblé en sable ou en vase !

Ce projet aura été l'occasion pour le Conservatoire du Littoral de faire sa toute première acquisition foncière puisque c'est pendant cette affaire qu'il a acquis 195 ha des 'Garennes de Lornel' en 1976 (Site internet Nord Nature, Dossier Ensemble pour la Nature : Les premiers grands combats).

Activité cynégétique et protection de la nature : des activités inconciliables ?

L'article L 220-3 issu de l'article 2 de la loi sur la chasse du 20 juillet 2000 définit la pratique de la chasse comme 'tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la capture ou la mort de celui-ci'. Cependant, la pratique de cette activité, de ce droit (comme le prouve les lois relatives à la chasse), a de tous temps provoqué des oppositions entre protecteurs de la nature et chasseurs en Baie de Canche. Tout à commencé avec la loi sur la protection de la nature du 10 juillet 1976 qui a ôté toute autonomie au droit cynégétique en modifiant profondément le statut des espèces sauvages et de leurs habitats et en créant une nouvelle catégorie juridique, les espèces protégées. Elle refond également le statut des espaces protégés et accorde un statut nouveau aux réserves naturelles. C'est ainsi que, dès le début des années 1980, l'estuaire de la Canche, zone d'intérêt majeur repérée par les écologistes, botanistes et ornithologues, fut proposé par la région Nord-Pas-de-Calais (avec l'Environnement Naturel Régional), par la Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Environnement et par le Conservatoire du Littoral, avec l'accord du Département du Pas de Calais et le soutien actif des associations, dès le début des années 80, comme Réserve Naturelle la zone Sud de la Baie de Canche (rive Nord) associée au massif dunaire de Camiers. Ainsi cette loi, qui constitue le fondement juridique des 149 réserves naturelles que compte actuellement la France (en juillet 2001), a-t-elle posé des limites à un droit de la chasse qui était jusqu'alors indépendant. Par la suite, sous l'influence des textes européens Directive Oiseaux et Directive Habitats, des conventions internationales et des textes internes (dont les textes de création de réserves naturelles), le droit de la chasse est devenu de plus en plus subordonné au droit de l'environnement (Site internet Nord Nature, Dossier Ensemble pour la Nature : Les premiers grands combats).
Cette évolution explique en partie les antagonismes actuels entre certains chasseurs et certains protecteurs de la nature. Les premiers acceptent mal que leur conduite soit décidée au niveau national ou européen et défendent les circonstances locales et leurs particularismes ; les seconds recherchent une protection des espèces et des espaces à grande échelle et un encadrement plus précis des pratiques cynégétiques qui ont des effets négatifs sur l'environnement chassé.
Outre le reproche bien connu adressé aux chasseurs concernant le fait de tuer des animaux, la chasse a également des effets négatifs auxquels on ne pense pas forcément et qui engendrent aussi des conflits (comme par exemple la pollution au plomb) avec les protecteurs de la nature. Il ressort de l'enquête réalisée par Provence (2001) 'les modes de chasse au gibier d'eau (botte, passée, hutte), qu'ils soient pratiqués dans la RN ou en périphérie, sont particulièrement dévastateurs du point de vue des prélèvements et des dérangements indirects des oiseaux, et sont par conséquent en totale opposition avec les objectifs de protection des RN accueillant les oiseaux d'eau migrateurs'. Par exemple en Baie de Canche, les chasseurs, par leurs tirs, effrayent les oiseaux qui décollent, décrivent parfois plusieurs cercles avant de se reposer plus loin, voire dans les dunes. Les réserves naturelles à vocation ornithologique comme en Baie de Canche deviennent finalement des pièges pour les oiseaux qui s'y réfugient : ces oiseaux repèrent vite que ces RN leur procurent un refuge. Mais leurs nécessaires déplacements entre zones de gagnage et zones de remise (et inversement) les obligent à sortir des RN. Les chasseurs, postés en périphérie de celles-ci, sont idéalement placés pour faire un beau tableau de chasse!

L’arrêté ministériel du 21 mars 2002 modifiant l'arrêté du 1er août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement (J.O du 4 avril 2002, p. 5946) préconise, pour la chasse aux oiseaux d’eau dans les zones humides, l’utilisation de la grenaille d’acier pour les projectiles, à la place du plomb à partir de 2005.
La chasse au gibier d’eau migrateur est importante sur les mollières et vasières des estuaires en général et en baie de Canche en particulier. C’est probablement le conflit qui entraîne le plus de discorde concernant la conservation de la nature dans la région Nord-Pas-de-Calais. Les chasseurs de la Baie de Canche sont principalement regroupés au sein de l’Association des Chasseurs Maritimes des Chasseurs de Gibier d’Eau de la Baie de Canche qui compte actuellement environ 500 adhérents. La chasse se pratique ici de deux manières : soit à la botte c’est à dire de jour, à la passée et lors des mouvements de limicoles (en fonction des marées, lors des migrations), concerne les limicoles mais aussi les passeraux et se localise principalement sur les 40 ha de domaine public maritime compris dans la Réserve Naturelle et le poulier interne soit à la hutte, c’est à dire de nuit dans les mares de chasse, en attirant les oiseaux d’eau grâce aux appelants. L’activité cynégétique en Baie de Canche a largement contribué à l’aspect actuel de l’estuaire avec les mares de chasse qui ont entraîné le modelage des mollières par les buttes issues du creusement. Toutefois, l’activité cynégétique en Baie de Canche n’a pas connu que des ‘jours heureux’. Au moment de la création de la Réserve Naturelle dans les années 1980, les chasseurs de l’époque ont beaucoup protesté contre ce projet puis après contre sa mise en place effective. En effet, le dossier de création était prêt dès 1982 à être soumis au ministre chargé de la protection de la nature de l’époque mais il a rapidement dû être revu à la baisse sous la pression des chasseurs, soutenus par les élus locaux, d’autant que l’article L 332-2 du Code de l’environnement issu de la loi du 10 juillet 1976 (article 18) prévoit que chaque décret de création d’une réserve naturelle ‘soumet à un régime particulier et, le cas échéant, interdit à l’intérieur de la réserve toute action susceptible de nuire au développement naturel de la flore et de la faune sauvages, et plus généralement d’altérer le caractère de ladite réserve, notamment la chasse (…)’. La Fédération Nord-Nature est à nouveau intervenue et début 86 tous les accords étaient obtenus et l'arrêté ministériel signé, mais la chute du gouvernement en mars 1986 a tout arrêté : rien n'est paru au Journal Officiel. Ce n’est que le 9 juillet 1987 qu’a été créée officiellement la Réserve Naturelle de Baie de Canche. C’est alors que l’Association des l'Association Maritime des Chasseurs de Gibier d'Eau de la Baie de Canche a entamé des démarches (recours gracieux adressés au Premier Ministre puis procès) contre le décret portant création de la RNBC. Les requérants soutenaient en premier lieu que ce décret avait été pris selon une procédure irrégulière puisque l’avis de l’Association de chasse n’avait pas été recueilli alors que celle-ci disposait d’un bail de chasse d’une durée de neuf ans à compter du 1er juillet 1978. Cependant le Conseil d’Etat dans son arrêt du 19 juin 1992 a rappelé que ce bail ne constituant pas un droit réel l’accord écrit de l’association n’était pas nécessaire.
Ensuite, à leurs yeux, la mise en place d’une telle protection n’était pas réellement justifiée mais la Cour rappelle que le territoire de la Baie de Canche concerné par cette Réserve a été étudié et qu’il est prouvé ‘qu’il constitue un milieu d'accueil particulièrement propice pour les oiseaux d'eau, qu'il s'agit d'un site favorable aux limicoles pour lesquels il constitue une étape migratoire essentielle que, malgré la proximité de plusieurs pôles d'activités humaines, il présente les caractères propres à la sauvegarde des oiseaux migratoires et que [par conséquent] son classement en réserve naturelle a pu légalement être décidé en application des dispositions précitées et que ses limites n'excèdent pas la surface nécessaire à la conservation des espèces’. Dans le fond, ce que contestaient les chasseurs était la restriction de leur territoire de chasse.

La protection juridique RN d'un site n'a pas pour objet principal la stricte interdiction de la chasse. Seule la réglementation des réserves de chasse et de faune sauvage a pour objet principal l'interdiction de la chasse. Dans le cas de la RNBC, la pratique de la chasse n'est pas totalement interdite. L'article 7 du décret du 9 juillet 1987 prévoit que 'le Commissaire de la République peut prendre, après avis du comité consultatif, toutes mesures en vue d'assurer la conservation d'espèces animales ou végétales ou la limitation d'animaux surabondants dans la réserve', et l'article 9 de ce même décret limite la chasse dans la Réserve Naturelle aux lapins et sangliers dans la partie située à l'est de la Route départementale 940 ainsi que sur une parcelle de la commune d'Etaples située dans la Réserve et des parcelles de la commue de Camiers sur lesquelles un bail avait été consenti en 1978 par le Conservatoire du Littoral et duquel il découle une autorisation de chasser le lapin et les colombidés pour trois personnes en même temps ainsi que d'utiliser un cabanon et une ancienne hutte. Ce fut donc là un grand bouleversement dans leurs habitudes que les chasseurs se sont vu imposer… Par la suite, une redélimitation de la réserve a été amorcée mais n'est toujours pas achevée. En effet, en 1997 des négociations entre l'Etat et les chasseurs ont eu lieu afin de redélimiter la RNBC. Au niveau du 'pli de Camiers', situé dans la RNBC, on trouvait quatre huttes de chasse. Ces négociations ont abouti à ce que les chasseurs en déplacent deux et en suppriment une. Pour la quatrième, il été prévu que le périmètre de la RNBC soit reculé d'une surface de 20 ha afin qu'elle ne se retrouve plus sur le DPM de la Réserve Naturelle non chassable. Un déclassement de cette partie de la RNBC était donc prévu afin d'être placé sous la réglementation d'un arrêté de protection des biotopes c'est à dire d'un arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale des sites, tendant à favoriser sur tout ou partie du territoire d'un département la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales et végétales à protéger. En contre partie de ce déclassement, 2000 ha de plage, donc de DPM attenant à la RNBC, devaient être intégrés à cette dernière. Les chasseurs ont tenu leur engagement et ont donc effectué les travaux nécessaires. Ils ont manifesté ici leur bonne volonté et leur envie de pratiquer leur loisir en accord la protection de la nature. Cependant, depuis 1997, rien n'a bougé de la part de l'Etat, celui-ci n'a toujours pas édicté le décret fixant les nouvelles limites de la RNBC. Les chasseurs ont manifesté ici leur bonne volonté et leur envie de pratiquer leur loisir en accord la protection de la nature. Un climat de collaboration à l'échelle de chaque RN, sur le terrain, est difficile si, en amont, les organismes gestionnaires n'entretiennent pas eux-mêmes de bonnes relations avec les structures représentatives de la chasse. De bons contacts au niveau des structures facilitent généralement les rapports sur le terrain, même si des exceptions sont possibles. Alors, par accord tacite, également pour démontrer sa volonté d'un maximum de quiétude dans la gestion de la RNBC, le syndicat mixte EDEN62 a décidé de laisser les chasseurs exercer leur activité selon les délimitations fixées lors des négociations, malgré que les 2000 ha de DPM ne lui soient pas encore revenus du fait de l'absence de décret officialisant les nouvelles limites de la RNBC décidées lors des négociations de 1997.

Cette situation ne va cependant pas dans le sens du Groupement de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil (GDEAM) qui réclame tout du moins le respect de la réglementation fixée par le décret de 1987, ou mieux encore l'interdiction de toute chasse sur le périmètre de la RNBC. Le temps où chasseurs et gestionnaires étaient forcément 'ennemis' et ne pouvaient pas s'entendre est désormais révolu. Le plan de gestion de la RNBC peut être un outil relativement souple et adapté pour améliorer les rapports avec les chasseurs et élaborer avec leur collaboration des mesures en faveur d'une meilleure gestion cynégétique. Les relations partenariales entre responsables de RN et chasseurs sont nécessaires. D'ailleurs, la loi chasse du 26 juillet 2000 considère que les actions de sauvegarde et de gestion des habitats entre chasseurs et autres usagers de la nature (donc notamment les responsables de RN) constituent la base essentielle d'une chasse durable et acceptée de tous. 56 % des organismes gestionnaires ayant répondu au questionnaire envoyé dans le cadre de cette étude (Provence, 2001) estiment entretenir des relations de coopération/partenariat avec les structures cynégétiques (43/77).

D'après le gestionnaire d'EDEN62, Alexandre Driencourt, c'est le cas concernant la RNBC. Le seul souci, évoqué aussi par le Conservatoire du Littoral concerne l'absence de redélimitation officielle de la réserve comme prévue après les négociations de 1997. De plus, une incertitude liée à la mise en place du Réseau Natura 2000 est aussi évoquée quant à la pratique de la chasse.

Natura 2000 et la notion de 'perturbations'

Les Directives européennes Oiseaux et Habitats n'interdisent pas la pratique de la chasse. Cependant, on trouve dans ces textes la notion de 'perturbation' (Provence, 2001) qui n'est pas définie explicitement. Craignant que cette notion, reprise par le réseau Natura 2000, ne vienne leur interdire toute pratique de la chasse dans les zones désignées Natura 2000 les chasseurs continuent de protester contre la mise en œuvre de la directive. Au niveau de la Baie de Canche, concernée par Natura 2000, un groupe dénommé Natura 2000 62, s'est constitué à cette fin. Pour ces groupes de pression, Natura 2000 est synonyme d'interdiction. Or, en principe, la désignation d'un site dans le cadre de Natura 2000 ne conduit pas, à priori, à l'interdiction des activités humaines préexistantes, ni des activités nouvelles dès lors que celles-ci ne remettent pas significativement en cause l'état de conservation favorable des habitats et des espèces concernées. Les exigences économiques, sociales et culturelles doivent être prises en compte dans la gestion de ces sites. La conservation des espèces et des habitats nécessite de perpétuer des pratiques humaines qui ont permis de les sauvegarder.

Aujourd'hui, les malentendus commencent à se dissiper grâce à une meilleure information. Il a fallu expliquer que les mesures de sauvegarde communautaire s'intéressaient avant tout au fonctionnement du milieu et non pas au loisir de chasse. Il semble que les chasseurs manquent d'informations concernant les textes européens malgré qu'ils soient impliqués dans la prise de décisions concernant leurs activités. Est-ce que les chasseurs ont raison de craindre la mise en place effective du Réseau Natura 2000 et de sa notion de 'Perturbation'? La chasse doit-elle être considérée comme activité perturbatrice? La question reste entière même si une réponse qui semble définitive a déjà été donnée par la Cour de Justice des Communautés Européennes. En effet, dans le différend opposant les préfets de Loire-Atlantique et Maine-et-Loire à diverses associations de chasseurs, le tribunal administratif de Nantes a posé une question préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes (T.A. de Nantes 3/12/92).

La réponse de la Cour de justice en date du 19 janvier 1994 est très explicite et a priori condamne toute action de chasse puisqu'elle estime que 'toute activité de chasse est susceptible de perturber la faune sauvage et qu'elle peut, dans de nombreux cas, conditionner l'état de conservation des espèces concernées, indépendamment de l'ampleur des prélèvements auxquels elle donne lieu' puisque comme nous l'avons déjà évoqué les bruits que produisent les chasseurs (par leurs tirs notamment), poussent les oiseaux à consacrer la majeure partie de leur énergie à se déplacer et à fuir, au détriment du temps consacré à leur alimentation et à leur repos en vue de la migration.
La France a d'ailleurs déjà été condamnée (officieusement) par la Commission Européenne en septembre 1994 lorsque celle-ci lui a adressé un avis motivé pour non-respect des exigences de la directive Oiseaux de 1979 en ce qui concerne la chasse aux gibiers d'eau à l'intérieur de la ZPS de la Baie de Canche. La Commission reprochait à la France d'autoriser la pratique de la chasse dans la RNBC et d'avoir ainsi agit à l'encontre de la réponse apportée par la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE) concernant la notion de 'perturbation'. La position de la Commission a tout de même été modifiée depuis quelques années puisqu'elle a, à plusieurs reprises, confirmé au Ministre de l'Environnement, que la directive Habitats et par suite le Réseau Natura 2000, n'avait pas pour objet de créer des sanctuaires de nature.

Cependant, comme le fait remarquer le rapport d'information du Sénat (Rapport N°309 du Sénat sur la Mise en œuvre de la directive 92/43 CEE, http://www.senat.fr/rap/r96-309/r96-3097.html) tant qu'il n'y aura pas confirmation officielle de cette position de la Commission, c'est la position de la Cour européenne qui viendrait s'imposer…
Par conséquent, il semble que pour l'instant, les chasseurs qui pratiquent leur activité sur la Baie de Canche, peuvent craindre, si un recours d'une association de la protection de la nature contre la pratique de la chasse en Baie de Canche venait à épuiser toutes les voies de recours internes et arrivait jusqu'à la Cour de Justice des Communautés Européennes, que celle-ci décide d'interdire toute pratique de la chasse dans la ZPS de Baie de Canche, c'est à dire la RNBC et ses environs…
Cependant, les chasseurs se disent concernés par la protection de la nature au même titre que les responsables de RNBC, les points de convergence entre la chasse et la protection de la nature étant de plus en plus importants, ils acceptent de plus en plus de faire des concessions pour la protection de la nature et se rendent bien compte que si ces efforts n'étaient pas réalisés, ils perdraient leur droit de chasse non pas parce qu'il leur serait retiré, mais tout simplement parce qu'il n'y aurait plus rien à chasser sauf si des lâchers de gibier avaient lieu régulièrement. De plus la loi du 30 juillet 2003 relative à la chasse oblige en son article 6 (article L 421-5 du code de l'environnement) les fédérations départementales de chasse et les fédérations locales à participer 'à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental, à la protection et à la gestion de la faune sauvage ainsi que de ses habitats', ce qui incite d'autant plus les chasseurs à participer à la protection de leur environnement de chasse.
En Baie de Canche, l'Association Maritime des Chasseurs de Gibier d'Eau de la Baie de Canche cherche de plus en plus à s'impliquer dans la protection du milieu. Dernièrement, un projet d'implantation de moutons sur les communes d'Etaples et du Touquet (comme ce que l'on trouve en Baie de Somme) est à l'étude. Pour l'instant la mairie du Touquet a donné son accord, contrairement à la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale qui n'y voit pas une priorité, et une analyse de l'impact d'un tel projet sur l'environnement est en cours. De plus en hiver, les oiseaux peuvent profiter de l'entretien des terrains que les chasseurs réalisent (notamment la tonte des pelouses) pour la pratique de leur activité et cherchent à proposer des solutions pour faciliter l'accès sans danger des touristes à la Réserve Naturelle et aux terrains environnants (ils ont par exemple proposé la réalisation d'un chemin qui longerait la voie de chemin de fer qui coupe la RNBC en deux). Cependant, l'importance patrimoniale reconnue de la zone, à laquelle ils ont et continuent à participer, a entraîné la mise en place de protections fortes, ce qui restreint considérablement leur droit de chasse.

Pour résumer ces relations chasse-protection de la nature, il est clair que les pratiques évoluent dans le bon sens, celui de la conciliation. On pourrait même plus parler aujourd'hui d'une relation de concurrence d'usage plutôt que de conflit. Cependant, ce qui est encore à déplorer, c'est le manque de concertation dont bénéficie l'association de chasse lors de la prise de décision, comme pour la création d'un chemin de randonnée qui passe en travers de leur terrain de chasse.

Le port de plaisance du Touquet : un projet utopique ?

En application de la loi Littoral, lors de l'élaboration de son PLU, en remplacement de son POS, la municipalité du Touquet avait prévu de valoriser l'ancien terrain de camping de la Canche en le transformant en plan d'eau faisant fonction de futur port de plaisance. Mais ce projet a été annulé, au motif que l'espace en cause peut être qualifié de naturel. Par conséquent, toute construction y est normalement interdite et le projet de port de plaisance de la mairie du Touquet n'est normalement pas réalisable (Site internet Nord Nature, Dossier Ensemble pour la Nature : Les premiers grands combats).

Cependant pour l'ancien maire de la commune, Léonce Deprez, cet espace ne peut pas être qualifié de naturel, car il a été totalement nivelé durant la deuxième guerre mondiale, dans le cadre de l'édification du mur de l'Atlantique. En outre, ce terrain a été utilisé comme terrain de camping durant plus d'une vingtaine d'années jusqu'en 1997, il est de plus protégé par les flots de manière artificielle par des enrochements et une voirie communale, et est actuellement occupé par des gens du voyage.
Cependant, depuis novembre 2001, le site de la 'pointe du Touquet', dans lequel le port s'insérerait, est classé parmi les sites du département du Pas-de-Calais, pour son caractère pittoresque et scientifique présentant un intérêt général au sens de l'article L. 341-1 du Code de l'Environnement. Ainsi, toute autorisation de travaux susceptibles de modifier ou détruire l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation expresse du ministre après avis de la Commission départementale ou supérieure des sites, perspectives et paysages ou du préfet. Ce classement est supposé préserver l'intégrité du site vis à vis d'opérations d'aménagement ou de travaux susceptibles de lui porter atteinte. Le projet n'est pourtant pas 'irréaliste' car on a pu voir des projets tout aussi perturbants pour la nature aboutir. Pour exemple, on peut citer le cas récent du projet 'Port 2000' sur l'estuaire de la Seine au sud des limites actuelles du Port du Havre se caractérisant par des aménagements en mer et à terre dont la construction a été prise en considération par l'Etat en date du 5 décembre 1998 par un décret du ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, Jean-Claude Gayssot (Desroy et al., 2006).

Conclusion

La Baie de Canche est un espace à très fort intérêt patrimonial, que les pouvoirs publics ont tenté de protéger mais par une réelle accumulation/superposition de mesures de protection sans coordination. Ce 'trop plein' de réglementations ne contribue pas à un développement 'paisible' de ce territoire littoral puisque des conflits y sont apparus, d'autres sont encore d'actualité et certains seront probablement à venir. Rien n'est donc acquis du côté des conservateurs de la nature, telles que soient les réglementations et les mesures de protection. Le dernier exemple de projet de construction d'un Port de Plaisance à la pointe du Touquet est flagrant vis-à-vis d'un site protégé mais qui peut continuer à être convoité à des fins d'aménagement touristique. A cet égard, l'estuaire de la Canche n'est pas un cas isolé d'espace littoral objet de conflit d'usages. Toutes les zones littorales sont concernées de par leur attrait dû au grand nombre d'activités qui peuvent s'y exercer et la richesse écologique qu'elles contiennent. Cependant l'exercice de certaines de ces activités n'est pas compatible avec la préservation de la richesse patrimoniale du littoral, protégée, par un ensemble de dispositions législatives et réglementaires qui se chevauchent et sans doute n'améliorent pas la situation.

Le même constat a été fait dans l'estuaire de la Seine au sujet de la construction de Port 2000. En effet, afin d'accueillir, opérer et alimenter les plus grands porte-conteneurs dans les meilleures conditions de compétitivité, le Port Autonome du Havre (PAH) a lancé le projet Port 2000 qui devrait répondre à cette attente en améliorant les performances et les capacités du PAH. Port 2000 consiste à développer un ensemble d'équipements portuaires destinés à traiter les plus grands porte-conteneurs des opérateurs de lignes maritimes conteneurisées. L'Etat a décidé, en date du 5 décembre 1998, de prendre en considération cette demande d'extension du PAH, après avoir été déclaré projet national d'intérêt public par le Président de la République Jacques Chirac en septembre 1995. Le décret du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement de l'époque, considérait que cet aménagement était majeur pour l'économie française, de la basse vallée de la Seine et en particulier du PAH comme créateur d'emploi, tout en reconnaissant la nécessité de préserver l'intérêt écologique du site. L'importance de la recherche d'un équilibre entre les objectifs de développement économique liés au projet Port 2000 et la protection des milieux aquatiques et naturels par une gestion intégrée exemplaire de l'estuaire a donc été clairement soulignée (voir la revue Travaux, 2006).

Des mesures d'accompagnement destinées à minimiser l'impact hydro-sédimentaire et préserver durablement les vasières, notamment la grande vasière intertidale nord ont été choisies après modélisation (Hamm & Viguier, 1997; Hamm *et al.*, 2001 ; Dauvin et al., 2006). Ces deux exemples illustrent donc la pression économique qui pèse encore sur les espaces d'intérêt patrimoniaux. Ne serait-il pas plus précautionneux d'envisager des développements dans des zones déjà urbanisées ou industrielles dont portuaires plutôt qu'à chaque fois chercher à rogner sur des espaces 'naturels'. Les inégalités liées au facteur nature (habitats naturels, présence d'espèces et d'espaces remarquables, emblématiques) devraient être mieux intégrées dans les inégalités des politiques locales en ce qui concerne la protection du milieu et la réglementation des usages que l'on peut qualifier d'inégalités de gouvernance (Bellan et al., 2007). Ainsi pour la baie de Canche, il a été vu que le futur était lié à plus de concertation, plus de prise en compte des perceptions des citoyens y compris pour la nature ou l'emploi, en résumé aller vers un nouveau type de gouvernance. Ainsi dernièrement en 2005 il a été décidé la mise en place d'un 'Pays Maritime et Agricole du Montreuillois' regroupant quatre intercommunalités dont 'Mer et Terres d'Opale' où sont membres les communes du Touquet, Camiers et Etaples intégré dans le contrat de projet 2007-2013. Cependant au delà du dialogue, de la concertation, des projets, des solutions ne pourront pas toujours satisfaire l'ensemble des personnes représentées au sein des structures intercommunales, comme les communautés de communes ou les pays. Toutefois, ce principe de gouvernance participative s'il est effectivement appliqué, devrait permettre aux acteurs intéressés d'exprimer leur point de vue et d'éclairer l'avis de certaines personnes dont le jugement peut être faussé par manque d'informations comme les chasseurs vis-à-vis de Natura 2000. Par ailleurs, plus récemment, un arrêté du 19 février 2008 du MEDAD a confié au préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, aux préfets de la Somme et du Pas-de-Calais, la conduite de la procédure d'étude et de création d'un parc naturel marin à l'ouvert des trois estuaires sur la Manche : la Somme, l'Authie et la Canche[80]. Cette zone maritime est identifiée comme l'une des priorités géographiques dans le document de doctrine de création d'aires marines dans les eaux métropolitaines françaises présenté par l'Etat le 20 novembre 2007 à Boulogne-sur-mer lors du colloque sur les aires marines protégées. Une mission sera très prochainement mise en place par l'Agence des aires marines protégées, sous l'autorité des trois préfets, pour définir, en concertation avec l'ensemble des partenaires – élus, socio-professionnels, usagers – le périmètre du parc naturel marin, les grandes orientations de gestion et la composition du conseil de gestion, dans lequel les représentants des élus et acteurs locaux occuperont une place prépondérante. L'échéance est fixée à 2010. Les difficultés actuelles et passées rencontrées dans la gestion de ce territoire littoral soulignent les défis posés par cette perspective.

[80] http://www.ecologie.gouv.fr/Parc-naturel-marin-a-l-ouvert-des.html

CHAPITRE 3

Inégalités écologiques, marché foncier et utilisation du sol dans les marges urbaines du sud de la Côte d'Opale

Coord. Guillaume Schmitt[81]

Rédaction : Guillaume Schmitt

Introduction

A travers le prisme des inégalités environnementales, aborder les notions d'utilisation du sol et de marché foncier, amène à s'interroger sur les interrelations qu'ils entretiennent, à la valorisation/dévalorisation des territoires en termes de choix résidentiel des individus. L'utilisation du sol telle que définie comme la fonction socio-économique des surfaces ou des activités humaines (territoires agricoles, zones urbaines, forêts …), est à la fois un des résultats et un des facteurs de disparités territoriales. L'utilisation du sol induit une utilité de l'espace quantifiable en superficie et des actions humaines à des temporalités plurielles visant à l'organiser et le planifier (Campbell J., 1996). Le marché foncier et plus particulièrement celui des terrains à bâtir répond également à cette double logique : il est à la fois générateur d'inégalités sociales dans les capacités différenciées des ménages à « *user* » et « *abuser* » d'un lieu tout en étant le fruit des diverses usages d'un territoire, lui donnant ainsi sa valeur. Le sud de la Côte d'Opale connaît des trajectoires territoriales singulières, où sur les mêmes communes, la volonté de préservation des espaces naturels dans une région très urbanisée et la prédilection de la maison individuelle suivent des logiques pouvant être contradictoires. Dans cette perspective, s'intéresser aux inégalités environnementales dans les marges urbaines des territoires littoraux passe dans un premier temps par une mise en perspective à différentes échelles spatiales des dynamiques récentes d'utilisation du sol, notamment de l'urbanisation. Dans un second temps, l'évolution de la construction de logements et plus particulièrement de maison individuelle fait l'objet d'une mise en perspective à l'échelon communal en insistant notamment sur les rôles respectifs du marché en termes de sélection des nouveaux résidants et du foncier en termes de distanciation socio-spatiale des individus.

3.1 Une première interrogation par l'utilisation du sol

3.1.1 Vers l'appréhension du contexte régional

Bâtir un cadre de comparaison

Partant de l'hypothèse que l'utilisation du sol est révélatrice des dynamiques du système spatial côtier, notre premier objectif est d'identifier les spécificités du littoral du Nord-Pas de Calais (Cheylan J. P. et *al.*, 1999). La formalisation d'un cadre d'analyse et de comparaison constitue donc un objectif ancillaire, devant, à termes, fournir des moyens d'investigation génériques transposables à d'autres territoires.

---

[81] Schmitt G., 2007, Le bilan foncier du territoire : un cadre méthodologique d'observation et de suivi des changements d'occupation du sol, *Etudes Foncières*, 126, 24 – 27.

Schmitt G., 2007, Inégalités écologiques et utilisation du sol : situation de la région Nord-Pas de Calais », *Développement durable et territoire*, Dossier 9 « Inégalités écologiques, inégalités sociales », URL : http://developpementdurable.revues.org/document3472.html

Schmitt G., 2008, Observation des dynamiques foncières, méthodes d'investigation et aide à la définition de stratégies foncières des territoires littoraux de la région Nord-Pas de Calais. Actes de colloque : « *Dynamiques foncières et transformations des espaces littoraux français* », Université de La Rochelle, 1er juin 2007, 16 p. , A paraître

L'appréhension du littoral et de l'arrière pays à travers l'utilisation du sol répond à des logiques, de seuils, de ruptures et de discontinuités variables d'un lieu à l'autre (Carroué L. et *al.*, 2002). Une tentative de circonscription par cette unique « variable » serait sans doute infructueuse dans la mesure où, la délimitation se fonde généralement sur des approches multicritères (Dumas P., 2004). L'hypothèse retenue est que l'arrière pays littoral du Nord-Pas de Calais est un espace de confluence contenu à la fois et de manière variable selon la localisation dans le système spatial littoral et dans le système spatial métropolitain de cette région.
Il s'agit donc d'un espace aux marges floues se caractérisant par des tensions :

- endogènes, à proximité par exemple des pôles urbains ;
- métropolitaines, essentiellement sur ses franges ;
- littorales, avec notamment la bifurcation des tensions d'origines métropolitaines initialement vouées à se concentrer sur le bord de mer, mais reléguées dans l'arrière pays du fait par exemple de plus grandes disponibilités foncières.

Les fonctions d'observation et d'information sont généralement très présentes dans les projets de GIZC (DGUHC, 2006). Plusieurs types d'informations peuvent être mobilisées tels que les données et les indicateurs. D'une part, les données décrivent des caractéristiques de l'espace et des activités humaines et s'expriment selon des échelles de temps et d'espace déterminées, selon des stratégies de mesure (observation, suivi…) et des méthodologies. D'autre part, les indicateurs servent à l'évaluation ou à l'aide à la décision. Ils sont donc constitués selon des objectifs stratégiques ou de gestion et se réfèrent généralement à une situation standard (DIACT, 2006). Bien que certains indicateurs soient spécifiques à des actions locales, une normalisation des méthodes de conception et une harmonisation des données mobilisées sont des pré-requis à l'élaboration de comparaisons et à l'identification de bonnes pratiques (IFEN, 2006b[82]). Les informations potentiellement utiles à la GIZC sont de fait très nombreuses et couvrent les domaines terrestre, marin, social et économique. De nombreux observatoires internationaux, nationaux, régionaux et locaux existent déjà et collectent une grande partie de ces informations[83]. L'utilisation du sol et son évolution sont fortement mobilisées dans l'observation des principes d'équilibre : « *maîtrise du mieux possible du développement à venir du littoral* » et « *utilisation des ressources naturelles de manière durable* » (IFEN, 2006a).

Données mobilisées

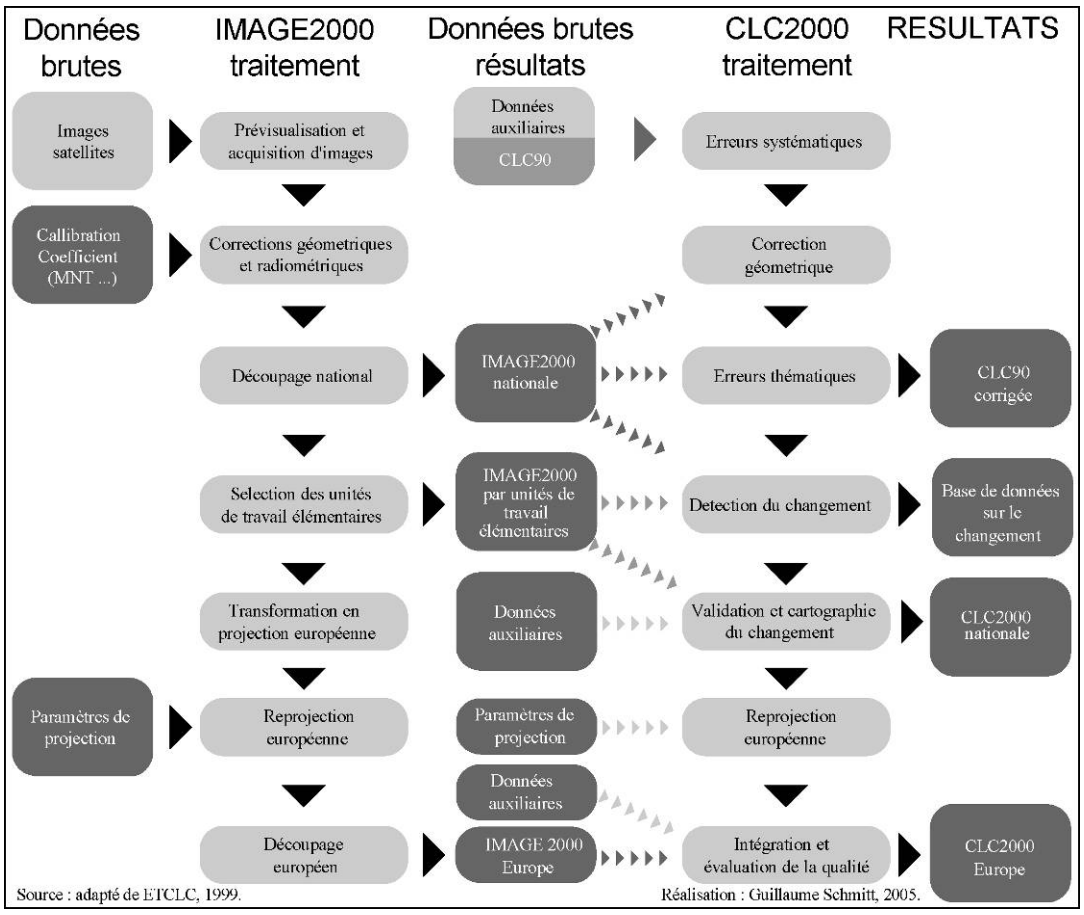
S'appuyant sur le recours accru aux Systèmes d'Informations Géographiques, de nombreuses bases de données d'utilisation du sol ont été créées depuis la décennie 1990 pour produire des cartographies numériques. Mis en oeuvre par la Commission européenne en 1985, et organisé par l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) en 1990, le programme CLC 5Corine Land Cover) rejoint par ailleurs une préoccupation de plus en plus affirmée pour le suivi de l'environnement et pour l'étude des pressions exercées par certains modes d'occupation du sol sur l'environnement (AEE, 1995 et 2006d). CLC est en effet un des volets du programme européen CORINE (COoRdination of INformation on the Environment), lancé par la Direction Générale de l'environnement de la Commission européenne (DG XI) pour créer un système d'information harmonisé devant servir d'aide à la gestion et à la prise de décision de la Commission Européenne en matière d'environnement.
Dans ce contexte, la base de données CLC est singulière en offrant, à l'échelle européenne, une cartographie comparable des modes d'utilisation du sol en 1990 et en 2000 (Buttner G. et *al.*, 2004). CLC présente deux avantages majeurs :

- une couverture géographique vaste se distinguant par une harmonisation de l'information sur l'ensemble des pays de l'Union Européenne et certains pays limitrophes. Les modes d'utilisation du sol sont représentés à travers une nomenclature identique et à partir d'une résolution spatiale invariante **;**
- une actualisation permettant une étude diachronique.

[82] Des projets, comme le programme DEDUCE visent à l'harmonisation et la sélection d'indicateurs.
[83] Par exemple observatoire du littoral français.

La production de CLC témoigne par ailleurs de l'utilisation de plus en plus fréquente de l'imagerie satellitaire (Feranec J., 1999). L'inventaire cartographique CLC est dérivé de l'interprétation d'images SPOT et Landstat selon les dates et les pays couverts. Il reprend plusieurs des propriétés de ce support d'information géographique :

- caractère exhaustif et importante étendue de la prise de vue **;**
- forte répétitivité temporelle des enregistrements, même si pour CLC l'actualisation au niveau européen n'est que décennale ;
- automatisation de certaines procédures facilitant le traitement statistique et le croisement avec d'autres sources d'information (figure 1). Ainsi, bien que l'interprétation d'images satellites renseignement principalement sur l'occupation du sol, le recours à des documents annexes (photographies, cartes …) permet d'intégrer dans la nomenclature des aspects relatifs à l'utilisation du sol (IFEN, 2005).



Méthode de réalisation de CLC2000 et de CLC change 1990-2000

Globalement homogène et disponible à deux dates distinctes, CLC n'est pas pour autant une source d'information exhaustive, notamment si l'on considère l'Unité Cartographique Minimale théorique (UCM) de 25 ha pour l'utilisation du sol et de 5 ha pour le changement.

Sur la région Nord-Pas de Calais, il s'avère toutefois que la plus petite entité cartographiée est de 2 ha. Par ailleurs, la conception de CLC repose sur la généralisation d'un type d'occupation du sol considéré comme dominant (Bossard M. et *al.*, 2000). En conséquence, certains espaces vont être qualifiés par exemple d'agricole alors que des habitations dispersées peuvent être présentes. D'autre part, les changements entre deux dates sont a priori sous-estimés, puisque la méthode d'homogénéisation exclut les changements de petite superficie.

La bibliographie abonde sur le sujet et témoigne de la difficulté de prendre en compte l'ensemble de la diversité de l'espace (Perdigao V. et Annoni A., 1997 ; Bossard M. et *al.*, 2000; Buttner G. et *al.*, 2002 ; Santiago S., 2004 ; Weiers S. et *al.*, 2002 et EEA, 2006b). Cependant, l'effet de généralisation et l'orientation « environnementale » de CLC ne semble pas aboutir pour autant à une restriction d'utilisation majeure, les études comparatives relèvent généralement l'intérêt de CLC pour des approches diachroniques en prenant en compte les approximations inhérentes à une abstraction de la réalité « physique » de l'espace sous forme cartographique (CERTU, 1997 ; Girard M.C. et *al.*, 1997 ; Gallego F. J. et *al.*, 1999 ; EEA, 2006a et 2006c).
Par ailleurs, aucune base de données n'est « *neutre* » (Guerois M., 2003 et CERTU, 2005). La façon dont les entités spatiales sont classées, répond à des prérogatives, certes techniques, mais surtout à des considérations mettant, pour le cas de CLC, tout d'abord l'accent sur l'occupation puis sur l'utilisation du sol. Ainsi, le niveau détaillé de la nomenclature de CLC comprend 44 classes réparties en 11 postes pour les territoires dits artificialisés, 11 pour les territoires agricoles, 12 pour les forêts et milieux semi-naturels, 5 pour les zones humides et 5 pour les surfaces en eau. En 2000, sur le Nord-Pas de Calais, 29 classes sont représentées :

- 11 pour les **territoires dits artificialisés** : *tissu urbain continu* et *tissu urbain discontinu* pour les zones urbanisées ; *zones industrielles et commerciales*, *réseaux routier et ferroviaire et espaces associés*, *zones portuaires* et *aéroport*s pour les zones industrielles ou commerciales et les réseaux de communication ; *extraction de matériaux* et *décharges et chantiers* pour les mines, décharges et chantiers ; *espaces verts urbains* et *équipements sportifs et de loisirs* pour les espaces verts artificialisés non agricoles ;
- 5 pour les **territoires agricoles** : *terres arables hors périmètres d'irrigation* pour les terres arables **;** *vergers et petits fruits* pour les cultures permanentes ; les prairies ; l*es systèmes culturaux et parcellaires complexes* et *les territoires principalement occupés par l'agriculture avec présence de végétation naturelle importante* pour les zones agricoles hétérogènes ;
- 7 pour **les forêts et milieux semi-naturels** : *forêts de feuillus*, *forêts de confères* et *forêts mélangées* pour les forêts ; *landes et broussailles* et *forêts et végétation arbustive en mutation* pour les milieux à végétation arbustive et/ou herbacée ; *plages, dunes, sables* et *végétation clairsemée* pour les espaces ouverts sans ou avec peu de végétation ;
- 4 pour **les zones humides** : *marais intérieurs* et *tourbières* pour les zones humides intérieures ; *marais maritimes* et *zones intertidales* pour les zones humides maritimes ;
- 2 pour **les surfaces en eau** : *plans d'eau* pour les eaux continentales ; *mers et océans* pour les eaux maritimes.

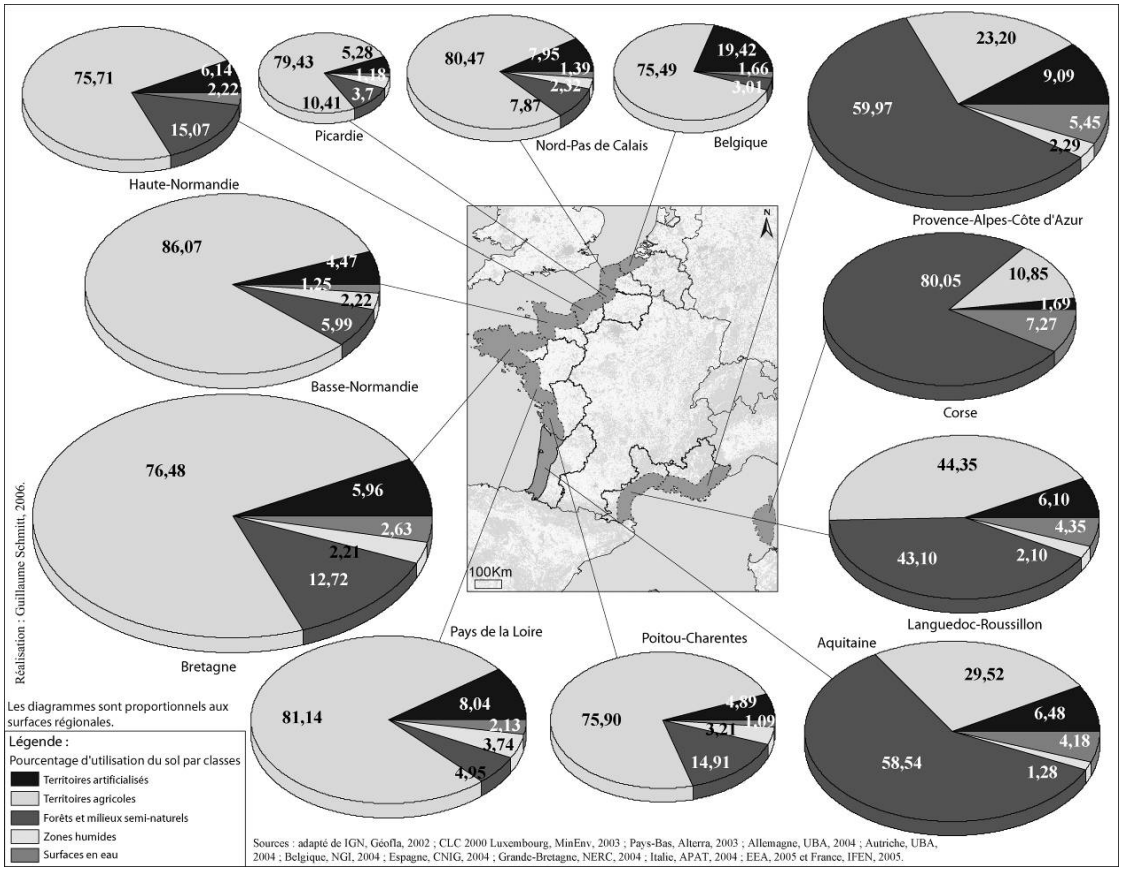
3.1.2 Le littoral de la région Nord-Pas de Calais au regard de l'utilisation du sol

Le littoral : un territoire naturel dans une région urbaine ?

L'étendue géographique de CLC diffère de celle des limites administratives (frontières internationales, régions, départements …), puisque CLC comprend des classes de zones humides maritimes, d'eaux maritimes, de plages, de dunes et de sable. Ainsi, le croisement de CLC avec les limites administratives entraîne une fragmentation des classes littorales. Afin de remédier à cette différence d'étendue, l'analyse des espaces littoraux est basée sur l'aspect contigu des entités[84] et sur une distance seuil (50 km). Ce bornage est certes arbitraire, mais a tout au moins l'avantage de créer un cadre normatif pour l'ensemble des régions investies. D'autre part, limiter la comparaison au contexte français serait oublié le caractère transfrontalier du Nord-Pas de Calais.

[84] D'un point de vue technique, le recours à la base de données CLC et la volonté de ne pas exclure de l'analyse certains milieux spécifiques ont orienté les traitements informatiques, en incluant une zone tampon de 1 Km au delà des limites administratives côtières usuellement utilisées. Ainsi, les zones humides maritimes et les plages, telles que définies par CLC sont tout au moins partiellement intégrées au calcul des indicateurs.

La « zone NPdC » est proportionnellement la troisième « zone » française par son taux d'artificialisation (7,95 %) et sa forte proportion (80,47 %) de territoires agricoles (figure 2). Par rapport à la moyenne régionale, « la zone » de 50 Km de rayon est proportionnellement moins artificialisée (d'environ 5 points), plus agricole (d'environ 2 points) et avec une présence d'espaces naturels plus forte (d'environ 3 points). La « zone belge » est près de 2,5 fois plus artificialisée que le Nord-Pas de Calais, les espaces dits naturels sont plus de 2 fois moins représentés. « La zone picarde » est moins artificialisée, les espaces dits naturels, notamment les zones humides et les surfaces en eau, sont proportionnellement plus importants. Néanmoins au sein de ces « zones » de 50 Km, de fortes disparités apparaissent, notamment dans la proportion des espaces dits naturels et des territoires artificialisés[85]. La tendance générale correspond à une diminution de la proportion des territoires artificialisés, des zones humides et des surfaces en eau à mesure que l'on s'éloigne de la côte. Sur l'ensemble du littoral français, à moins de 500 m de la mer, les territoires artificialisés couvrent 27,2% de l'espace contre 6 % entre 5 000 et 10 000 m de la mer et 4,83 % sur toute la France (IFEN, 2006a). Les milieux à végétation arbustive et/ou herbacée et les espaces avec peu de végétation représentent 24 % de l'espace à moins de 500 m de la mer contre 7,8 % au niveau national. A contrario, les territoires agricoles sont peu présents sur le littoral proche de la mer. Leur part est deux fois plus faible en bord de mer que sur l'ensemble du territoire. Il en est de même pour les forêts qui ne représentent que 9 % des espaces proches de la mer contre 26% du territoire métropolitain. La situation du littoral belge est plus singulière avec un taux de territoires artificialisés en général plus élevé à proximité de la mer que les régions françaises. Ce dernier connaît une diminution significative après 4 km, avant de connaître une hausse vers 12 km.



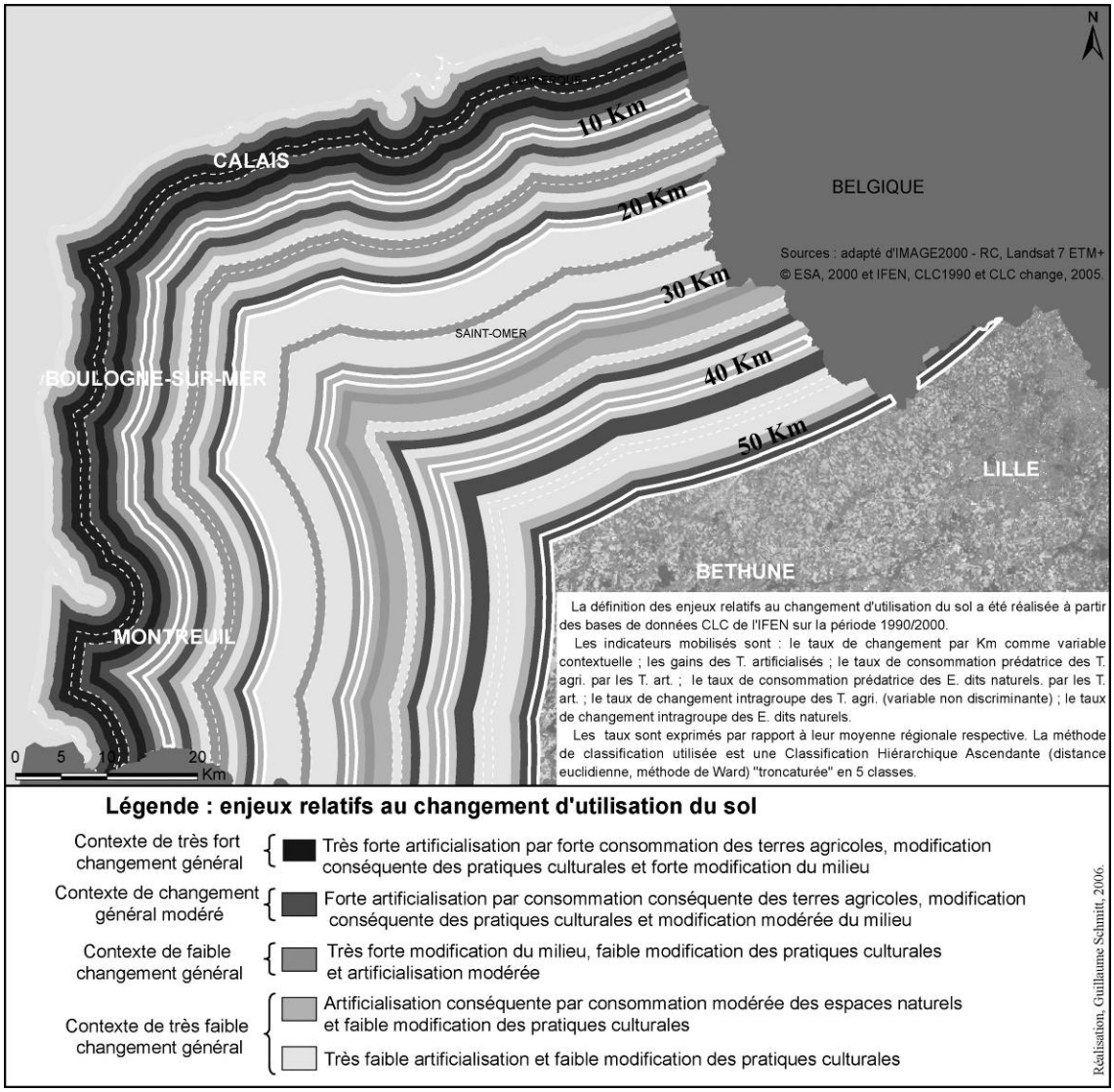
Répartition de l'utilisation du sol (en 5 classes) en 2000 dans un rayon de 50 Km du littoral des régions françaises et de la Belgique

[85] L'axe des abscisses des graphiques commencent à « - 1 Km », ce qui correspond à la zone tampon au delà des limites administratives côtières.

Une artificialisation accentuée dans l'arrière-pays

La structure de l'utilisation du sol du littoral du Nord-Pas de Calais n'est pas particulièrement plus singulière que celle des littoraux des autres régions françaises. La diversité des modes d'utilisation le rend néanmoins spécifique dans son contexte régional. En effet, il est à la fois un espace à forte proportion d'espaces dits naturels, tout en étant fortement artificialisé. L'artificialisation a tendance à se concentrer dans les interstices de l'armature urbaine préexistante. Les territoires littoraux s'inscrivent dans des logiques endogènes (développement touristique…) de modifications de l'utilisation sol et dans des logiques non exclusives telles que l'étalement urbain. Il s'avère donc que le changement est réparti selon un gradient plus ou moins continu à la limite côtière. Trois ensembles aux marges floues apparaissent (figure 3) :

- entre 2 et 9 km, la progression des territoires artificialisés est forte, notamment ;
- entre 10 et 30 Km, la proportion de changement est moindre et concernent sporadiquement les espaces dits naturels ;
- au-delà de 30 Km, l'artificialisation connaît de manière discontinue un regain.



Enjeux relatifs au changement d'utilisation du sol selon la distance au littoral du Nord-Pas de Calais

3.2 Changement d'échelle et approfondissement thématique

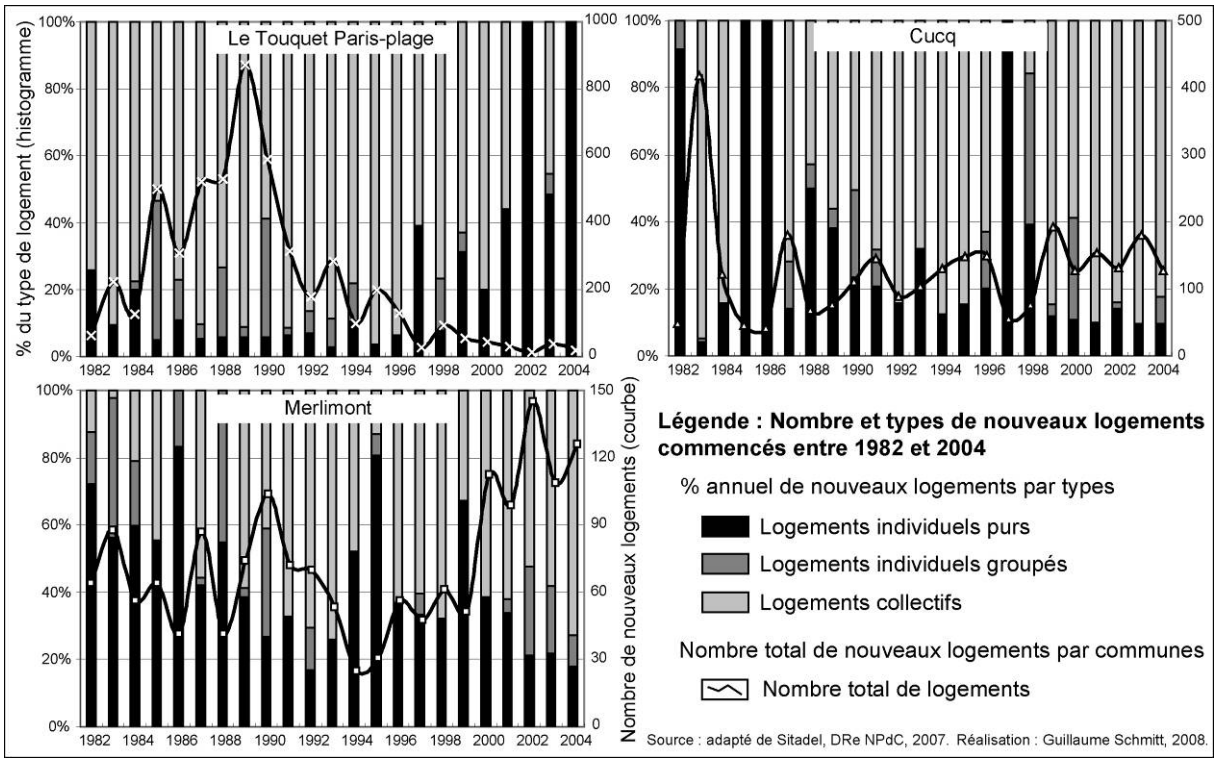
L'artificialisation est donc forte sur les territoires littoraux de la région Nord-Pas de Calais. Au sein de ces derniers, la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale voit, entre 1990 e 2000, les espaces agricoles diminuer 2 fois plus vite que sur le Nord-Pas de Calais et la proportion d'espaces naturels se réduire, alors qu'elle augmente sur le reste de la région (EPF NPdC, 2007). Plus de 40 % du changement d'utilisation du sol correspond à la construction d'habitation. Cependant, cette dernière a connu des périodes de croissance plus importante (entre 1980 et 1990) et prend depuis 2000 des formes variées, notamment sur les communes de bord de mer (Schmitt G., 2007).

3.2.1 Détour temporel dans la construction résidentielle des communes littorales

Le Touquet Paris-Plage, Cucq et Merlimont : 3 communes fortement urbanisées

L'étude de l'expansion urbaine des communes littorales est, de longue date, âprement développée[86]. Son suivi connaît un nouvel essor avec notamment la création d'un observatoire du littoral. Il n'est nullement question ici de revenir sur l'historique de la densification démographique des littoraux, mais davantage de cibler nos propos sur les trois communes littorales étudiées en insistant tout particulièrement sur leurs différenciations de plus en plus marquées en termes de construction de logements.
Au regard de l'évolution des permis de construire relatifs au logement, se transcrivent assez nettement les formes successives de la croissance résidentielle des communes littorales de la Côte d'Opale. Bien que restant soutenu, le rythme de construction est globalement moindre depuis 2000, notamment en comparaison des valeurs enregistrées en Bretagne ou en PACA (IFEN, 2004). Néanmoins, Les villes de bord de mer de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale ne s'inscrivent pas complètement dans ce schéma de raréfaction des logements neufs. En effet, elles suivent des tendances singulières et parfois contradictoires (figure 4). Ainsi sur Merlimont, la construction de nouvelles habitations connaît un regain depuis 1999 avec une proportion grandissante de logements individuels groupés (sous forme de lotissements par exemple). Les maisons individuelles représentent tout de même environ 40 % de la totalité des résidences commencées entre 1982 et 2004, contre un peu moins de 20 % à Cucq. A contrario sur cette dernière, la proportion de logements collectifs (appartements) est plus importante, notamment depuis 2000. Après une période de très forte croissance entre 1982 et 1995, la construction sur le Touquet Paris-Plage avoisine celles des communes méridionales jusqu'en 1998, pour connaître depuis 2000 un très net ralentissement. Les nouveaux logements sont donc rares et prennent principalement la forme de maisons individuelles.

[86] En témoigne par exemple le rapport de Picquard M. en 1973 ou Robin M. et Verger F., 1996.



Evolution du nombre de logement par types entre 1982 et 2004 sur les communes du Touquet Paris-Plage, Cucq et Merlimont.

Ainsi, face à la relative rareté de l'espace constructible (loi littoral, protection des espaces naturels…), trois types d'organisation résidentielle apparaissent :

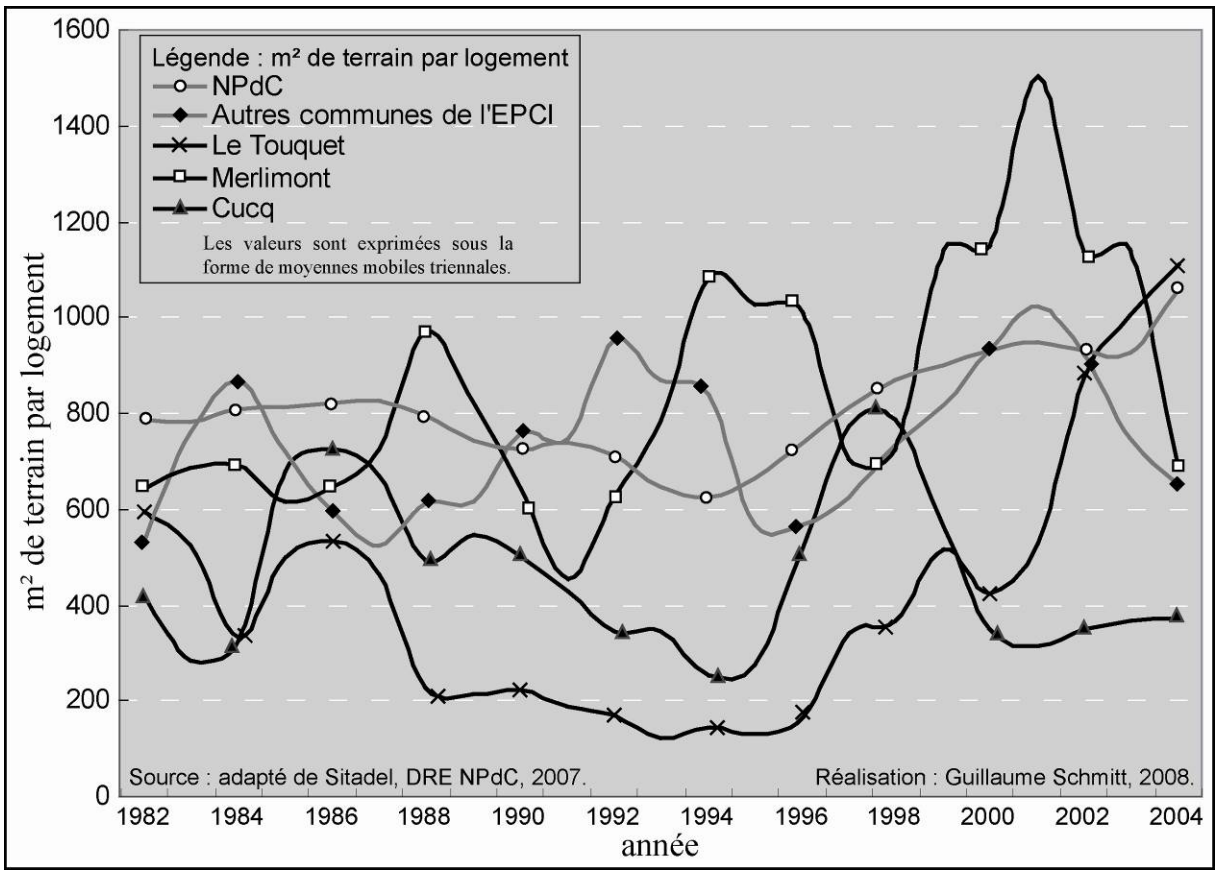
- sur le Touquet Paris-Plage, la maison individuelle est le type de logement neuf dominant ;
- sur Cucq, la construction est plus ou moins constante au fil du temps avec une propension marquée aux logements collectifs ;
- sur Merlimont, les logements neufs individuels groupés sont plus nombreux.

Vers des terrains dévolus au logement de plus en plus grands ?

Dans un contexte de demande accrue de logements et de considérations des enjeux environnementaux, la rationalisation des usages de l'espace est au cœur des problématiques d'aménagement (Cluzet A., 2007). La hausse actuelle des prix de l'immobilier et sa démultiplication sur les valeurs foncières[87], associées à une disponibilité de terrain limitée sur le littoral devraient se traduire, dans un modèle classique d'adaptation de l'offre à la demande, par une diminution de l'utilisation de l'espace par logement. Or, force est de constater que la situation est loin d'être aussi schématique sur le Nord-Pas de Calais (figure 5). Paradoxalement, la taille des terrains voués aux nouvelles habitations a tendance à augmenter depuis 1995. Cette hausse est concomitante des aspirations résidentielles individuelles de plus en plus affirmées (Djefal S. et Eugene S., 2004).Ainsi, entre 1997 et 2004, les logements individuels purs représentent plus de 40 % des constructions neuves et les logements individuels groupés un peu moins de 25 %.

[87] Voir à ce sujet les principes de charge foncière et de compte à rebours (Vilmin T., 1999 et Renard V. 2004).

Néanmoins sur les communes du sud de la Côte d'Opale, la situation est plus contrastée avec une réduction de plus de 50 % de la superficie par logement sur la commune de Cucq entre 1998 et 2004 ; une très forte hausse, puis une baisse sur Merlimont et un triplement sur le Touquet Paris-Plage.



Evolution entre 1982 et 2004 de la surface moyenne de terrain par logement sur la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

In fine, les règles du marché ne peuvent à elles seules expliquer de telles oppositions. L'accès à la terre à des fins d'habitation[88] semble suivre « *une séquence dialectique usage – marché – usage* » (Granelle J-J., 2004 - p 94), où dans un premier temps, les processus d'attraction résidentielle concourent à la structuration sociale, qui, à son tour, participe à la détermination de la valeur de l'espace. Prix d'usage que certaines catégories sociales sont disposées à payer, afin d'avoir accès aux espaces convoités. Le marché foncier en vue de la construction d'une maison individuelle apparaît alors comme un double lieu de génération d'inégalités environnementales :

- tout d'abord par **une maîtrise de son proche voisinage**, symbolisée par l'acquisition d'un espace de l'entre soi (le terrain à bâtir) ;
- puis, notamment en zones littorales, par **l'accès à un environnement jugé de qualité**.

[88] Sous formes de résidences principales et secondaires.

3.2.2 Littoralisation, marché foncier et relégation

Le marché foncier des terrains à bâtir ou la distanciation socio-spatiale des individus

Dans le contexte récent de hausse des valeurs immobilières, de nombreux auteurs[89], s'accordent sur le fait que l'une des principales difficultés d'évaluation de leur répercussion, réside dans l'aspect lacunaire de l'information portant sur le foncier. En région Nord-Pas de Calais, une collecte[90] des extraits d'actes de mutations est mise en place depuis 1989 et permet de disposer de renseignements détaillés sur chaque transactions[91] (ORHA et EPF NPdC, 2006). Bien que la relation entre niveau de revenu et profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) ne soit pas systématique, cette dernière reste révélatrice du capital économique des individus (Madoré F., 2004). A l'échelle régionale, le marché des terrains à bâtir destinés à la maison individuelle laisse apparaître que les catégories socioprofessionnelles les plus aisées ont tendance à acheter des terrains plus grands et plus chers (figure 6).
Cette situation est renforcée sur les communes du Touquet Paris-Plage avec un niveau de prix près de 3 fois supérieur à la moyenne régionale. D'une part, plus de 45 % des transactions s'effectuent au profit de la PCS « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » et environ 30 % au profit des « cadres et professions intellectuelles supérieures », contre respectivement 8 et 15 % sur le reste du Nord-Pas de Calais. D'autre part, les terrains alloués sont généralement entre 15 et 30 % plus grands. Sur la commune de Cucq, les transactions sont moins onéreuses, plus nombreuses et sur des superficies plus ou moins équivalentes à la moyenne régionale, mais les acquisitions sont néanmoins majoritairement effectuées par des PCS supérieures. Les terrains sur la commune de Merlimont ont généralement une valeur et une superficie moindre et les PCS dites populaires sont plus présentes que sur les deux communes septentrionales, mais dans des proportions restant toutefois inférieures au reste de la région. Le marché des terrains à bâtir est un segment du marché de l'habitat à « entrée sélective », ne serait-ce que dans le délai de construction nécessaire, une fois l'acquisition effectuée. Il est donc souvent nécessaire de disposer d'un second logement, qualifié de temporaire, dès lors qu'il s'agit de « faire bâtir » sa résidence principale. La sélection est d'autant plus renforcée, dans les secteurs à forte croissance des résidences secondaires. Le différentiel financier entre des primo accédants et des ménages en quête de lieu de villégiature peut, notamment sur le littoral, contraindre les premiers à redéfinir leur projet résidentiel en périphérie des centres et pôles urbains (ORHA, 2007). A l'échelle des communes investies, un troisième échelon de sélection apparaît où la taille des terrains ouverts à l'urbanisation et les prix pratiqués créent schématiquement un gradient Nord-Sud :

- entre un secteur à entrée restreinte et réservée aux personnes pouvant acheter à des prix sortant des logiques de marché et souhaitant disposer de conditions environnantes et environnementales maîtrisées ;
- et un secteur plus ouvert où la sélection s'effectue schématiquement par le prix qu'un ménage est prêt à payer pour bénéficier d'un environnement littoral.

[89] A titre d'exemples, voir Renard V., 2004 ; Repentin T., 2005 ; Collectif, 2006 et SNAL, 2007.
[90] Par le biais de l'Observatoire Régional de l'Habitat et de l'Aménagement.
[91] Par exemple : le type de vendeur, d'acquéreur, leur origine géographique, la taille du terrain, le prix…

Surface moyenne en m² selon la profession et catégorie socioprofessionnelle

Surface moy.	NPdC	Touquet	Cucq	Merlimont
1	1488	1858	1348	1003
2	1250	1454	1289	1020
3	1200	1919	1277	973
4	1166	1423	1143	947
5	1192	1490	1115	1105
6	1055	1126	1365	843

Prix moyen en euros selon la profession et catégorie socioprofessionnelle

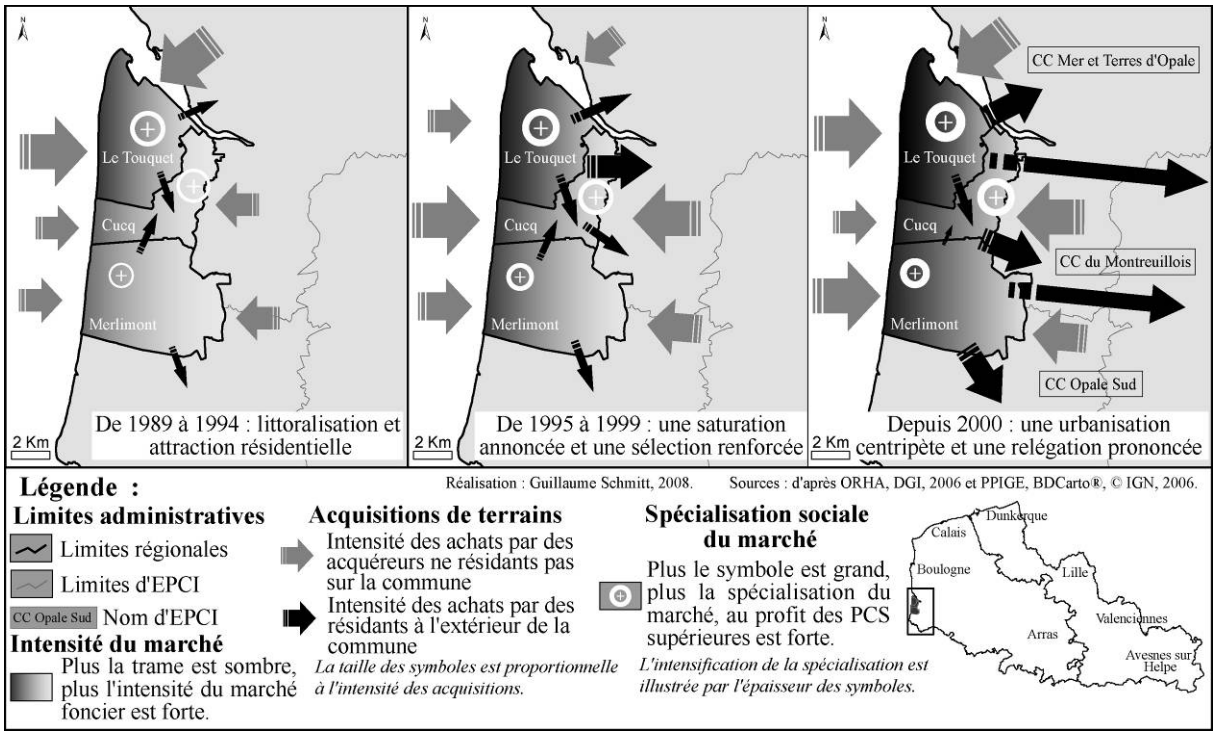
Prix moyen	NPdC	Touquet	Cucq	Merlimont
1	42 686	111 584	33 221	25 696
2	43 509	109 969	31 657	27 542
3	31 817	120 797	29 958	23 946
4	26 120	103 839	29 053	22 565
5	24 267	86 302	28 689	23 956
6	30 474	105 793	32 494	20 935

Légende :
1 : Artisans, comm., chefs d'entr. ; 2 : Cadres, profess. intel. sup. ; 3 : Prof. intermédiaires, techniciens ; 4 : Employés ; 5 : Ouvriers ; 6 : Retraités.
Source : d'après ORHA, DGI, 2006. Réalisation : Guillaume Schmitt, 2008.

Surfaces et prix moyens des terrains destinés à la maison individuelle par catégorie socioprofessionnelle sur les communes du Touquet Paris-Plage, Cucq et Merlimont entre 1989 et 2002.

D'une littoralisation centrifuge à une urbanisation centripète

Outre les processus sélectifs en termes de professions et catégories socioprofessionnelles, la poussée démographique du littoral amène également à s'interroger sur les mouvements migratoires. Le marché foncier des terrains à bâtir des communes du sud de la Côte d'Opale est en quelques sortes transfiguré par sa mise en perspective à travers les logiques de périurbanisation, relégation et dans une certaine mesure de gentrification (Donzelot J., 2004). A l'examen de l'évolution dans le temps de l'origine géographique des acquéreurs et de la localisation de leur achat, trois périodes plus ou moins distinctes s'entremêlent et se succèdent (figure 7). Depuis 1989, la construction de maison individuelle ne s'est pas diamétralement démentie sur le littoral, on assiste à une bifurcation des flux de terrains à bâtir dans l'arrière-pays. Les trois communes restent des secteurs d'attraction résidentielle, notamment des PCS supérieures tout en étant des lieux où la possibilité de « faire bâtir » est de plus en plus contrainte. La traduction spatiale en est un éloignement progressif du lieu de résidence initial et une urbanisation de l'arrière-pays.



D'une littoralisation centrifuge à une urbanisation centripète : marché foncier des terrains à bâtir sur les communes du Touquet Paris-Plage, Cucq et Merlimont

Dans un premier temps, le marché foncier des trois communes est d'ores et déjà spécialisé par des acquisitions préférentielles des PCS aisées, mais à des degrés divers. Celui du Touquet Paris-Plage est le plus sélectif tout en étant le plus attractif, notamment pour des acquéreurs résidants hors de la région Nord-Pas de Calais. Il s'agi schématiquement d'une acquisition en vue de construire une résidence de villégiature estivale, de fin de semaine, de retraite sur des terrains de vaste superficie. La construction sur les communes de Cucq et Merlimont prend davantage la forme de logements collectifs ou groupé, tout en ayant une proportion non négligeable de nouvelles maisons individuelles. La sélection sociale selon le niveau de prix et la taille des terrains disponible est effective, mais ne semble pas limiter fortement pour autant les acquisitions de terrains par les résidants des trois communes.
Dans un deuxième temps, avec la hausse, certes variable, du prix des terrains et la relative raréfaction de l'espace constructible, les acquisitions par des personnes extérieures ont tendance à se concentrer sur la partie méridionale. Les communes limitrophes de l'arrière-pays accueille davantage de résidants originaires du « bord de mer » souhaitant accéder à la maison individuelle.
Dans un troisième temps, les transactions sont moins nombreuses sur les communes côtières, tout en impliquant sur de plus vastes superficies. Les acquéreurs des PCS dites populaires sont moins présents et ont tendance à acheter des terrains de plus en plus loin de leur lieu de résidence d'origine.

Conclusion

L'accès au foncier est en soi un segment de marché des plus particuliers, dans la mesure où sa plus ou moins grande consommation pour certains ou production pour d'autres est l'une des principales formes de transcriptions des aspirations sociales, voire sociétales, des individus. En effet, la maison individuelle avec terrain (jardin) de l'entre soi constitue bien souvent une forme de réussite sociale de plus en plus plébiscitée. Au delà même du parcours résidentiel des ménages, il peut s'agir dans certains cas également d'une forme de réussite territoriale pour des collectivités en quête de rebond démographique et fiscal.

Dans ce contexte, les marges urbaines littorales constituent des secteurs aux multiples enjeux. Leur attractivité résidentielle tient en grande partie son origine dans la qualité intrinsèque ou véhiculée que l'on accorde aux paysages littoraux. Ces derniers font d'ailleurs d'une part l'objet de protection justifiée et d'autre part de volonté conservatoire (de maîtrise) de la qualité de l'espace environnant des résidences principales ou secondaires construites sur le littoral depuis une trentaine d'années. Outre le phénomène NYMBY, la maîtrise de l'entre soi par l'acquisition d'un terrain de vaste superficie en est l'une des principales formes. Les processus sélectifs, par notamment l'imposition de certaines normes architecturales ou plus prosaïquement par un prix d'entrée élevé en sont d'autres illustrations. Dans cette perspective, l'arrière pays des communes littorales du sud de la Côte d'Opale apparaît, dans une certaine mesure, comme un déversoir des aspirations sociales non pourvues sur la côte, d'une frange non négligeable de la population. Les conséquences sur l'utilisation du sol sont, sur des territoires souvent moins bien dotées en ingénierie publique et en capacité de planification, une accentuation des tensions sur les espaces naturels déjà forts peu présents dans le Nord-Pas de Calais.

CHAPITRE 4

Inégalités écologiques et urbanisme dans les stations balnéaires du sud de la Côte d'Opale (Camiers, Le Touquet, Cucq-Stella-Plage, Merlimont)

Coord. Philippe Deboudt et Didier Paris

Introduction

Ce chapitre mobilise la réflexion de deux ateliers d'étudiants réalisés sur le sujet des inégalités écologiques en 2006 et 2007[92]. Il s'agit d'étudiants de l'Institut d'Aménagement et Urbanisme de Lille, de l'ancien IUP ENVAR et du MASTER mention Aménagement Urbanisme et développement des Territoires, spécialité « ECODEV ». Les animateurs nationaux du programme incitaient en effet à associer des travaux d'étudiants à la recherche. C'était évidemment une démarche formatrice pour ces étudiants, sur un sujet difficile. L'objectif était ici d'abord d'identifier, par rapport à un terrain d'étude précis, des pistes de réflexion, à travers notamment des entretiens avec des acteurs de terrain, des élus locaux.

Entretiens réalisés par les deux ateliers :
- Elus : JF RAPIN, Maire de Merlimont ; L. DEPREZ, Député-maire du Touquet ; Mr Fasquelle (1er Adjoint à la mairie du Touquet) ; Mr DELECOURT, adjoint au maire de la commune de Neufchâtel-Hardelot ;
- Responsables communaux et intercommunaux : Sébastien BAILLET chargé de développement à la mairie de Camiers ; Mr DUTRIAUX du service urbanisme de Cucq ; A-L LENOIR du service urbanisme du Touquet ; C. DELENCLOS de la Communauté de Communes M Territoires d'Opale ;
- Agence d'urbanisme : O. DELBECQ directeur de Boulogne Développement ;
- Responsables structures de protection-valorisation de l'environnement : Mrs H. BRABANT et V. PILLON d'EDEN 62 ; Maxime Lemaire Parc Naturel Régional des caps et marais d'opale (Planification et Paysage) ; Etienne DUBAILLE du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres ; J-C HOLDERIC de la DRE, B. DERMAUX de l'ONF ;
- Etat : Pascal SCOURNAUX de la DIREN ; Olivier DEGALLAIX (chargé de mission sur le territoire du Calaisis) et Frédéric FASQUEL (responsable de l'Unité Etude et Connaissance Territorial) D.D.E Boulogne-sur-Mer ;
- Associations : E. VIVIER de Nord Nature, Mrs M. EVERARD et D. FACON du GDEAM

[92] Brunel C., Dupont A., Hallynck C., 2006, *Les inégalités écologiques sur le littoral de la Côte d'Opale. Etude des communes de Camiers, Cucq, Merlimont et Le Touquet*, Rapport d'Atelier, IUP ENVAR 2ème année, dir. Ph. Deboudt, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 2 vol., 206 p.
Cresson A., Faroux P., Fourmaux E., Ivanova R., 2007, *Les inégalité écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux*, Rapport d'Atelier du Master 2ème année « Conception de projets en écodéveloppement » (ECODEV), Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 1 vol., 105 p. (sous la direction de Ph. Deboudt et D. Paris)

4.1 L'intégration complexe des enjeux de conservation dans les documents d'urbanisme

Sur le littoral de la Côte d'Opale, l'analyse de la situation du patrimoine naturel aujourd'hui montre l'importance de l'évolution des conceptions et des pratiques depuis les projets envisagés au début des années 1970 (CONSERVATOIRE DES ESPACES LITTORAUX ET DES RIVAGES LACUSTRES, 2002 ; DAUVIN *et al*., 2002 ; ESPACE NATUREL REGIONAL, 2000). Sur les 4 000 km^2 de la Côte d'Opale, près de 20 % sont concernés par un patrimoine naturel remarquable ayant fait l'objet d'inventaires scientifiques (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique -ZNIEFF de type I-, Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux –ZICO-, Zone de Protection Spéciale –ZPS- et Zone Spéciale de Conservation –ZSC-, Site d'Importance Communautaire –SIC). Sur environ 60 % de la superficie des communes, le patrimoine naturel est protégé par des mesures foncières ou réglementaires. Quarante-quatre habitats d'intérêt communautaire ont été recensés dans les espaces naturels, et 30 % de la superficie des communes littorales sont reconnus d'intérêt pour la diversité biologique. Les espaces naturels littoraux sont incorporés à l'intérieur de nombreux périmètres de protection réglementaires, de périmètres contractuels ou de zonages scientifiques (sites classés, propriétés du Conservatoire du littoral, Espace naturel sensible – zone de préemption –, réserve biologique domaniale, ZNIEFF de type 1, ZICO, ZPS, ZSC, SIC... On en compte plus de 80 du cap Gris-Nez à la baie de l'Authie (VASSALLUCCI, 1997). L'ensemble des mesures de protection couvre 20 % (10 670 ha) de la superficie des communes littorales (ESPACE NATUREL REGIONAL, 2000) et 3 208 ha font l'objet d'une maîtrise foncière par le Conservatoire du Littoral. Cet Etablissement Public a joué un rôle important dans la protection du patrimoine naturel, en le faisant échapper définitivement aux projets d'aménagement touristique. Cet établissement public est aujourd'hui un acteur fondamental de la politique française de préservation du patrimoine naturel, en associant une stratégie d'acquisition foncière à une mission d'ouverture de ses terrains au public et de conseil auprès des collectivités locales. Sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais (figure 4), le Conservatoire du littoral mène une stratégie d'acquisition foncière depuis 1976 et est propriétaire d'environ 3208 ha, répartis sur 20 sites, qui représentent presque 30 % du linéaire côtier régional. Les graphiques de la figure 4 montrent l'évolution des superficies acquises, des actes de vente signés et du coût des acquisitions depuis 1976. On peut noter l'exercice plus difficile de sa mission d'acquisition foncière à partir de 1995. En effet, les négociations sont multipliées avec de plus en plus de propriétaires pour acheter des entités foncières de plus en plus petites. L'augmentation du prix du foncier n'a pas été suivie par une augmentation suffisante de la dotation financière (CONSERVATOIRE DU LITTORAL, 2002).
Au contraire du bilan très satisfaisant de l'action du Conservatoire du littoral (LE PENSEC, 2001), la loi Littoral, votée par le Parlement en 1986, est assez bien représentative des difficultés pour faire valoir une stratégie de préservation du patrimoine naturel face aux pressions du développement économique sur les côtes. Ce texte avait l'ambition de faire la synthèse de toutes les dispositions et réglementations relatives à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. L'étude de quelques contentieux relatifs à l'application de cette loi dans le cadre de ses dispositions relatives à l'urbanisation du littoral montre la permanence de tendances visant à développer à l'échelle locale des stratégies de développement des activités économiques, au détriment de la préservation d'espaces naturels (NORD NATURE, 2000 ; VANBRUGGHE, 2002).

À côté de ce bilan très satisfaisant pour la protection du patrimoine naturel – d'autant plus satisfaisant si on le met en perspective avec les projets et les conceptions d'aménagement des littoraux au début des années 1970 – l'activité touristique et l'urbanisation ont continué de progresser sur le littoral français, et plus précisément sur celui de la Côte d'Opale.

Trois critères permettent de le mesurer :

- les superficies de terrains construites dans les communes littorales et le nombre de permis de construire délivrés pour la construction de résidences secondaires ;
- l'état de compatibilité des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme avec la loi Littoral ;
- les contentieux, entre la révision des POS ou PLU et l'application de la loi Littoral pour préserver le patrimoine naturel, jugés dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et le Conseil d'État.

ROBIN & VERGER (1996) ont montré la progression de l'urbanisation sur le littoral français pendant les vingt premières années d'intervention du Conservatoire du littoral. Une étude de L'IFEN (2000) conclut aussi à un maintien de la pression de la construction sur le littoral métropolitain depuis 1980 : « Examinée à l'échelle des communes littorales métropolitaines, la construction suit depuis 1980 le même rythme que celui observé sur l'ensemble du territoire, sans changement quantitatif significatif depuis le vote de la loi Littoral en 1986 : 77 % des superficies nouvellement construites entre 1990 et 1996 sur les cantons littoraux ont été réalisées sur les communes du bord de mer. Cette artificialisation résulte de la pression combinée du tourisme (Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon), des activités agricoles (Bretagne) ou de l'habitat permanent (Provence-Alpes-Côte d'Azur). Sur la Côte d'Opale, l'analyse des occupations du sol, entre 1977 et 1992, a montré la même tendance avec un accroissement de 15,7 % de l'urbanisation dans une bande littorale de 2 km (ESPACE NATUREL REGIONAL, 2000).

Le Parlement a voté en 1986 une loi relative à « l'aménagement, la protection et la mise en valeur » du littoral. L'un des principaux objectifs de cette loi est de limiter l'artificialisation des espaces naturels dans le cadre de l'application des dispositions qui ont modifié le code de l'urbanisme (articles L. 146-1 à L. 146-9). Nous retiendrons surtout les dispositions de l'article L. 146-4 qui impose, par exemple, l'inconstructibilité d'une bande de 100 m au-delà de la limite haute du rivage, ainsi que la restriction de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage, et de l'article L. 146-6 qui permet, dans les documents et décisions relatifs à la vocation de l'occupation du sol, de préserver « les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel ou culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques ». Le décret d'application R. 146-1 du 20 septembre 1989 a précisé la nature de ces paysages remarquables ou caractéristiques du littoral : « les dunes, les forêts et zones boisées proches du rivage de la mer… les marais, les vasières, les tourbières, les plans d'eau, les zones humides et milieux temporairement immergés ». Seuls des aménagements légers y sont autorisés dès lors qu'ils permettent l'ouverture au public et leur gestion. Notre propos n'est pas d'entreprendre une réflexion juridique sur l'application de la loi Littoral (BECET, 2002), mais de montrer les difficultés de son intégration dans les stratégies de gestion du littoral par les collectivités locales.

Le principal problème dans l'aménagement du littoral est lié au décalage fréquent entre la réservation d'un site à un usage ou une activité, et son affectation réelle. Les projets d'aménagement du littoral, planifiés par les collectivités locales dans leur plan local d'urbanisme (PLU), permettent de comprendre la poursuite de l'artificialisation du littoral parallèlement à la préservation des espaces naturels. Les plans d'occupation des sols (POS), institués par la loi d'orientation foncière de 1967 et transformés en plans locaux d'urbanisme (PLU) par la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain (13 décembre 2000), sont l'outil principal de planification de la vocation des territoires d'une commune, en affectant à certaines zones des vocations de développement d'activités économiques, d'urbanisation ou de protection des espaces naturels (zone ND). Le PLU doit être compatible avec le schéma de cohérence territoriale et avec tous les dispositifs normatifs. L'analyse de la mise en compatibilité des PLU avec la loi Littoral sur la Côte d'Opale illustre bien les difficultés d'application de cette loi à l'échelle locale (tableau 2, figure 6).

Sur les 26 communes du littoral du Pas-de-Calais, 14 communes ont un PLU approuvé intégrant les dispositions de la loi Littoral, 11 communes ont un PLU en cours de révision n'intégrant pas encore la loi Littoral, et une commune (Escalles) a un PLU approuvé n'intégrant pas les dispositions de la loi Littoral (état en octobre 2003). Le tableau 2 montre donc la difficulté d'intégrer à l'échelle locale les dispositions de la loi Littoral dans les PLU. Par ailleurs, le tribunal administratif de Lille a annulé la révision des PLU des communes de Cucq et de Merlimont, respectivement en 1999 et 2002.

Plusieurs conflits opposent en effet collectivités locales et associations de défense de l'environnement à propos de la révision des PLU, destinée à planifier des projets d'aménagement touristique lors de la délivrance de permis de construire en zones naturelles protégées (NORD NATURE, 2000 ; VANBRUGGHE, 2002). Cette situation montre une volonté persistante de certains élus pour aménager la zone côtière sans tenir compte d'une gestion globale du littoral. Dans ces situations de conflits, l'arbitrage est alors confié au juge administratif ou au Conseil d'État qui devient un acteur de la gestion du littoral. Les collectivités locales essaient de modifier leur PLU pour permettre la délivrance de permis de construire dans des zones non constructibles au titre de l'application de la loi Littoral. Ces contentieux montrent aussi la difficulté pour les services de l'État d'exercer une mission de conseil auprès des collectivités locales.

Sur la Côte d'Opale, plusieurs conflits juridiques ont opposé des communes littorales avec des associations (statut loi 1901) de défense de l'environnement, la fédération Nord Nature et une association adhérente, le Groupement de défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil (tableau 3). La fédération Nord Nature a été créée en 1970 pour s'opposer au projet de construction d'un barrage sur l'estuaire de la Canche, projet abandonné en 1976. Nous avons rassemblé dans le tableau 3 les différents contentieux qui ont opposé ces associations à des communes littorales, à propos de l'application de la loi Littoral relative à la protection des espaces remarquables (articles L. 146-6 et R. 146-1) et de l'inconstructibilité de la bande des 100 m (article L. 146-4) (d'après NORD NATURE, 2000 et la jurisprudence du tribunal administratif de Lille en 1999 et 2002). Tous ces contentieux sont postérieurs au vote de la loi Littoral en 1986 et montrent les difficultés de son application sur le terrain. Plusieurs points communs apparaissent entre ces conflits : les aménagements concernent des projets de développement touristique au détriment d'espaces naturels dunaires, généralement classés en ZNIEFF de type 1. Ces projets sont envisagés à l'occasion de la révision des POS par la réservation de ces espaces protégés en zones constructibles. La juridiction administrative a pratiquement toujours annulé les délibérations des conseils municipaux qui approuvaient les révisions de POS concernant ces projets d'aménagements touristiques au titre de l'application des dispositions de la loi Littoral relative à l'inconstructibilité de la bande des 100 m et, surtout, de la protection des espaces remarquables. Malgré la construction depuis le début des années 1970 d'un arsenal réglementaire pour la protection des espaces naturels littoraux, des associations de défense de l'environnement veillent à l'application de la loi Littoral dont les modalités d'interprétation sont précisées par un juge administratif. Il faut noter l'importance du zonage ZNIEFF (BELLAN-SANTINI, 2002), caractérisant les Zones d'intérêt écologique faunistique et floristique, pour la détermination des espaces remarquables évoqués dans l'article L. 146-6 de la loi Littoral. L'existence et l'actualisation de ce zonage sont fondamentales pour l'application de la loi Littoral dans ses dispositions relatives à la préservation du patrimoine naturel. Le juge administratif s'appuie généralement sur ce zonage pour déterminer les espaces naturels à protéger au titre de la loi. La vigilance des associations de défense de l'environnement permet, à l'occasion de recours auprès des tribunaux administratifs, l'application des dispositions de la loi Littoral relatives à la protection des espaces remarquables. Le caractère juridique très rigide de cette disposition permet de protéger efficacement des milieux naturels littoraux qui sont, d'une part, d'un très grand intérêt écologique, et, d'autre part, convoités par des projets d'aménagements de collectivités locales ou de promoteurs. La mise en œuvre d'une gestion intégrée de la zone côtière devrait faire échapper au juge administratif l'arbitrage en matière de choix entre préservation des espaces naturels et développement économique. Cependant, cette évolution ne doit pas aboutir à l'effet inverse.

Les contentieux entre projets d'aménagement et volonté de préservation des milieux dunaires sur la Côte d'Opale (Sources : Jugements du tribunal administratif de Lille)[93]

Années	Communes	Description du contentieux	Issue Juridique
1991	SAINT-ETIENNE-AU MONT	Projet de construction d'un Sun Park Côte d'Opale : Permis de construire pour la construction sur 77 ha de dunes de 750 villas représentant une capacité d'accueil de 4500 lits, parking de 1580 places, hôtel de 1460 m2, commerces, salles de sport et de congrès, aquapark de 3500 m^2 Recours en annulation par l'association Nord Nature	Permis de construire annulé en septembre 1992 par le TA de Lille. La dimension du projet excède les dimensions d'un hameau et nécessite l'aménagement d'une voie spéciale à partir du réseau routier existant, donc non respect de l'art L146-4 de la loi littoral. Confirmation de l'annulation suite à un jugement en appel par la CA de Nancy, pour le non respect de l'art. L146-6 de la loi littoral.
1992	HARDELOT	Révision du POS et classement en zone urbaine (UF) de milieux dunaires situés au sud de la commune. Recours en annulation par Nord Nature et Hardelot Opale Environnement.	Annulation du recours par le TA de Lille en mai 1993. Suite à un recours contre ce jugement devant le Conseil d'Etat, celui-ci a confirmé la décision en 1996.
1970	LE TOUQUET	Projet de construction d'un barrage sur l'estuaire de la Canche et l'urbanisation des deux rives Recours de l'Association Nord-Nature	Mise en évidence de l'importance de la production primaire et secondaire pour l'activité halieutique. Projet abandonné en 1976.
1988	LE TOUQUET	Projet de construction d'un centre d'isothérapie à la Pointe du Touquet. Recours en annulation du permis de construire par l'association Nord-Nature.	Le TA de Lille annule le permis le 24 octobre 1988. Non respect de l'article L 146-4 de la loi littoral (Inconstructibilité de la bande des 100 m).

[93] Deboudt P., 2004, La place de la nature dans la gestion intégrée de la zone côtière : réflexions d'un géographe. *Oceanis*, Institut Océanographique, vol. 30, n°1, 13-50

1994	LE TOUQUET	Permis de construire pour la construction d'un complexe touristique Pierre et Vacances à la Pointe du Touquet (centre de remise en forme et une résidence hôtelière de 82 logements). Recours en annulation par le GDEAM.	Permis de construire annulé par le TA de Lille en décembre 1996. Non respect de l'art L146-6 et R146.1 du code de l'urbanisme. Site classé en 2002.
1997	CUCQ	Révision du POS et le projet d'urbanisation des dunes de Stella-Plage Recours du GDEAM	Annulation de la révision du POS par le TA de Lille en 1999. Absence d'analyse des incidences des projets d'urbanisation au sud de la commune sur les espaces dunaires et
2002	MERLIMONT	Révision du POS approuvé en novembre 1998 par le Conseil Municipal et modification des zonages des espaces dunaires situés au nord et au sud de la commune Recours du GDEAM	Rapport de présentation du POS incomplet et Non respect de l'article L146-6 et R146-1 du code de l'urbanisme Annulation du POS le 10 avril 2002 par le TA de Lille
1994	BERCK	Projet de construction d'un centre de thalassothérapie sur le site de l'ancienne usine des dunes (Berck Nord).Permis de construire délivré en décembre 1998. Recours en annulation de l'association Nord Nature.	Projet abandonné en 2001.

TA : Tribunal Administratif, CA : Cour d'Appel

4.2 Histoire urbaine et communes littorales

Camiers Sainte Cécile

La commune de Camiers Sainte Cécile s'étend sur 1613 hectares, dont 215 urbanisés. Elle se situe au nord de l'estuaire de la Canche, et au sud du mont Saint Frieux. Elle est divisée en deux noyaux : la partie balnéaire avec Sainte Cécile, qui compte 700 résidents permanents, 3 000 les week-ends et 20 000 l'été ; et le bourg de Camiers où réside plutôt une population permanente. Ces deux noyaux sont séparés par la D940 mais aussi par une frontière culturelle et sociale entre les « touristes » et les « paysans ».[94] Sur le territoire de la commune de Camiers, Sainte Cécile est une station littorale créée avec celle de Saint Gabriel à la fin du 19ème siècle. En 1894, la famille de Rosamel, notables de Camiers, lance Sainte Cécile à partir d'un plan en damier de 15 voies perpendiculaires à la mer et 6 voix parallèles au rivage, découpant des lots de 250 et 500m². En 1897, on y prévoit quelques grands projets comme l'assainissement, un hôtel, une chapelle, une digue, un vélodrome. Mais le domaine est vendu en 1904 à la Société des Plages familiales et économiques qui tente sans succès d'y promouvoir des vacances populaires et philanthropiques. Avant la première guerre mondiale, le domaine est racheté par « T*he Channel Coast and Mediterranean freehold Resorts Limited* ». La station jumelle, Saint Gabriel, disparaît en 1912 après que la mer eut détruit le Grand Hôtel et les espérances des promoteurs. A partir de 1936, la station s'ouvre aux familles et classes moyennes, qui viennent alors en nombre. A ce moment là, la station s'agrandit alors progressivement par des opérations de lotissement.

[94] S. Baillet, Camiers



Place centrale de Ste Cécile et grue de chantier en arrière plan



Programme immobilier à Sainte Cécile, proche de la plage



Enrochement du cordon dunaire



Une des nombreuses impasses de Ste Cécile, conduisant aux dunes



Camping des dunes à St Gabriel



Bourg de Camiers, vu du coteau

Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C, IUP ENVAR 2 - 2006



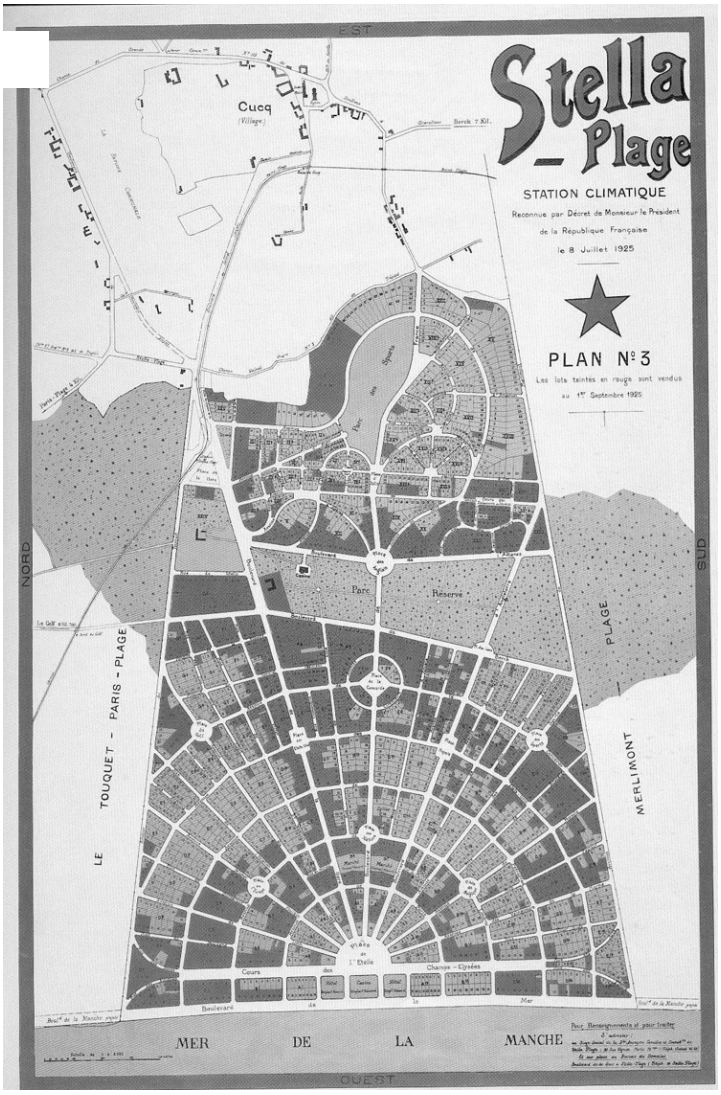
Photographie aérienne oblique de la station de Camiers – Sainte Cécile (NAI, Mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

Cucq – Stella-Plage

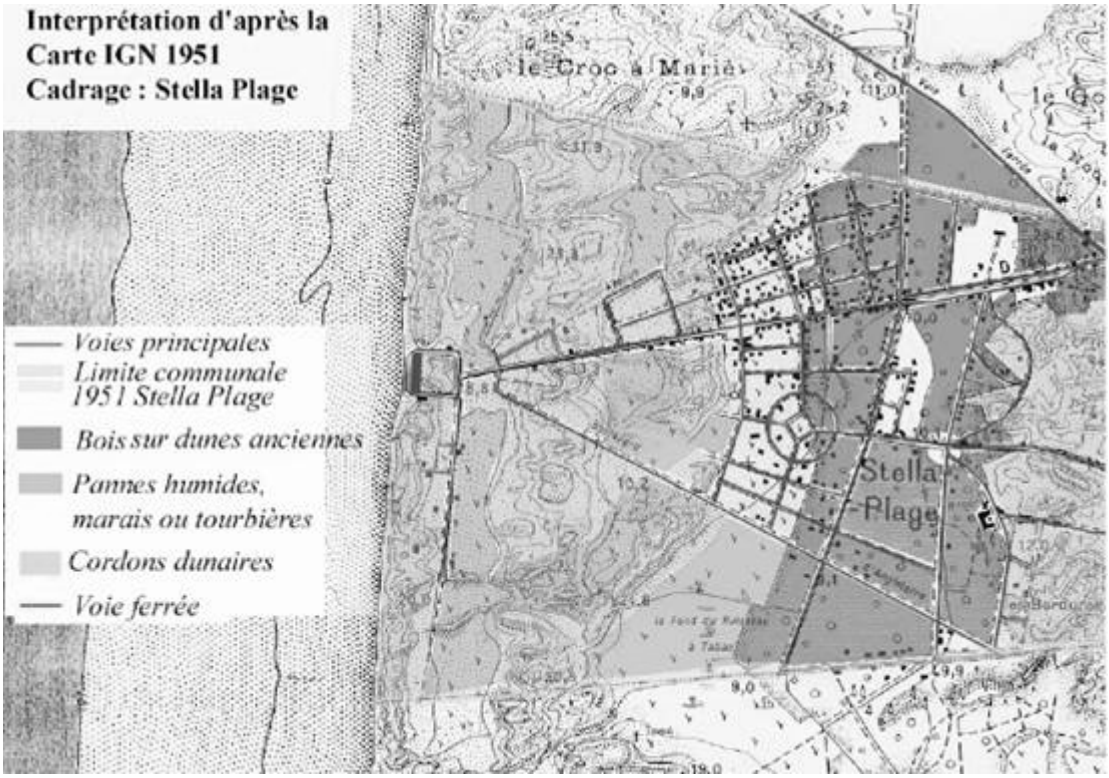
La commune est divisée en trois pôles : Cucq, Trépied, et Stella-plage, sur une superficie de 1 200 hectares dont environ 400 urbanisés. Le territoire des dunes et des forêts de Stella-Plage est acheté en 1914, et un plan de lotissement est élaboré, pour ordonner cet espace de 351 hectares. Le contexte de guerre mondiale est peu propice au développement économique et il faut attendre 1922 pour que la gare soit construite sur la ligne de chemin de fer Berck-Le Touquet. En 1925, la station est classée station climatique. La même année, le plan de lotissement est approuvé, et le développement peut réellement commencer. Il s'agit d'un plan en forme d'étoile, composé de voies rayonnantes concentriques, dont le centre est la place de l'étoile, fermée du front de mer par le casino et deux hôtels symétriques. Le cours des Champs Elysées, parallèle au rivage, doit devenir le lieu de promenades mondaines, abrité du vent. « *De larges voies, des villas dans la verdure, du sable fin, sont des charmes qui promettent un grand succès* »[95] : effectivement, ce plan en étoile traduit la volonté de créer une station balnéaire différente, et son large réseau de routes permettant de rejoindre la mer rapidement, répond aux besoins d'une nouvelle ère, celle de l'automobile. La distance à la mer n'encourageant pas le piéton, un mini tramway assure, dans les années 1920, la navette jusqu'à la plage. Mais ce plan fut compromis par l'absence de nivellement dans la partie la plus proche du rivage. Ainsi, les premières constructions s'installent sur le terrain plat de l'arrière-pays, ce qui donne à Stella sa plus originale particularité, le maintien de vastes espaces ouverts, occupés par les dunes, au sein de la station, notamment lorsque l'on s'approche du rivage. Dans le projet initial, une ville d'hiver dans l'arrière station était prévue, protégée des embruns. Le centre de la station avec les hôtels et le casino s'installent finalement à cet endroit, plutôt qu'en front de mer. Ainsi, Stella vante son cadre verdoyant et la pureté de son air plutôt que les vertus des bains de mer. Comme le Touquet, elle prône les plaisirs du jeux, des spectacles, et la chasse en forêt. Dans les années 1920, Stella, « la cadette du Touquet »[96] vise la même clientèle que cette dernière, mais elle devient à partir de 1935 une plage plus populaire, « pour les familles tranquilles que le bruit ou le luxe des plages mondaines écartent un peu »[97]. Aujourd'hui, Stella est une station restée très familiale, mais que la très forte montée des prix du foncier n'épargne pas. La commune entière compte actuellement 5 000 habitants à l'année, et l'hébergement touristique permet d'accueillir 20 000 personnes. La population est en hausse, grâce au solde migratoire positif, notamment par l'installation définitive de nombreux retraités qui étaient alors jusque là en résidence secondaire. En effet, deux tiers du parc de logement sont constitués de résidences secondaires et la demande est toujours très importante, mais l'offre est très basse. Ainsi, les prix montent jusqu'à atteindre des prix très hauts à Stella-plage, et cette hausse des prix touche également les bourgs de Trepied et Cucq, mais en moindres mesures. Concernant le milieu naturel, on distingue trois structures non urbanisées : le paysage dunaire, les bocages, et le paysage d'agriculture, de plus en plus intensive. Treize entités naturelles sont établies en ZNIEFF, et l'établissement d'un PLU s'impose pour préserver ces milieux riches des pressions anthropiques et foncières. Actuellement, le PLU est en révision, et cela depuis plusieurs années, et rencontre de nombreux problèmes. En effet, la municipalité souhaiterait « finir » l'aménagement de Stella, en complétant le front de mer, qui, on l'a vu, n'a pas été urbanisé totalement. En effet, cette volonté de créer un « centre-plage » se heurte aux contraintes urbanistiques et notamment la loi Littoral. La commune doit alors engager des frais importants pour employer les services d'agences spécialisées dans ce type de problématiques, et les nombreux recours et oppositions d'associations retardent les travaux et propositions. Face à cela, les techniciens et élus se sentent quelque peu découragés et regrettent le manque de flexibilité de la loi Littoral.

[95] Abbé J-M Laroche, Promenades anecdotiques sur le littoral du Pas-de-Calais, 1931
[96] Les échos mondains du Touquet, 1925
[97] Benoît Cimetière, Brochure pour le syndicat d'initiative de Stella-Plage, 1958

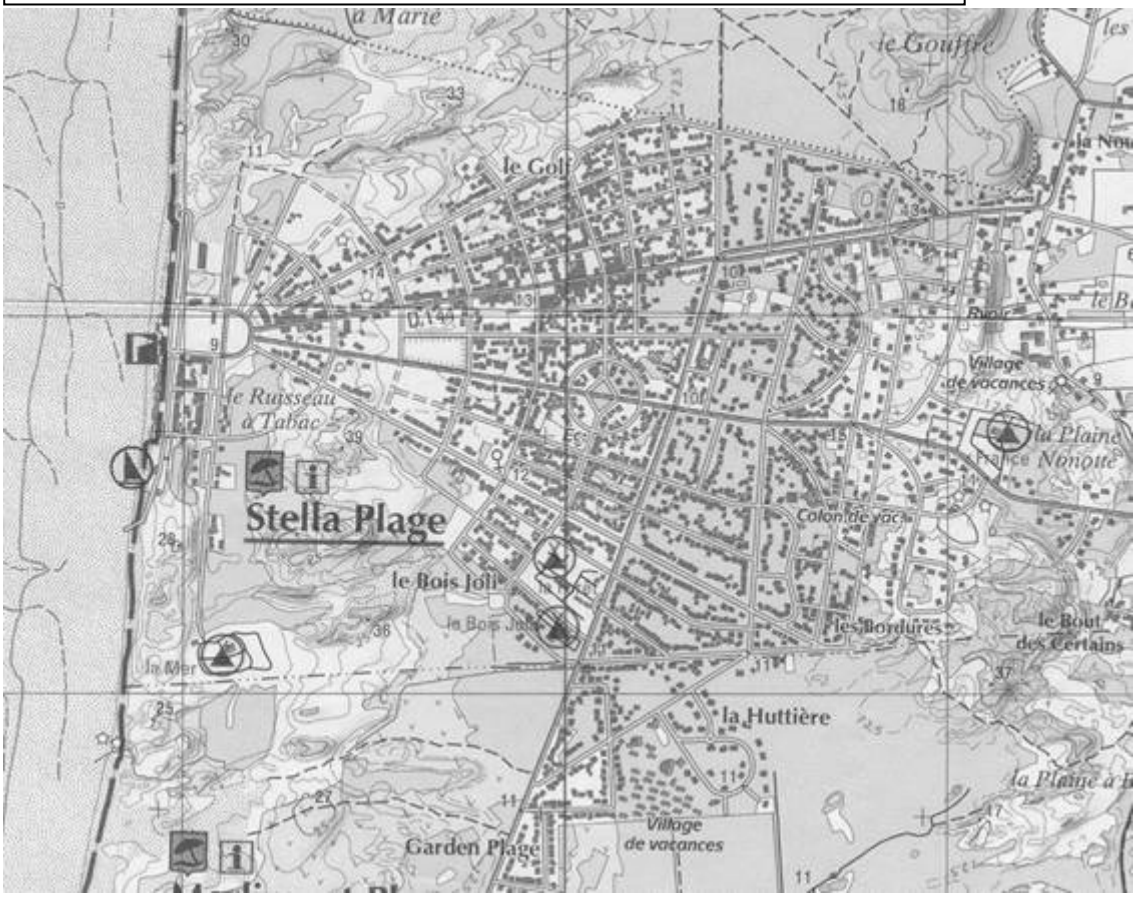
Plan de Stella – Plage. 1925



L'urbanisation de Stella Plage en 1951
Source : Etude relative à l'élaboration du PLU de Cucq 01/2003



L'urbanisation de Stella Plage en 2001: Carte IGN 2001 1/25 000



Présentation de Cucq



Maisons dans la forêt dunaire de Stella-plage



Logements sociaux à Cucq



Reliquat de dune dans Stella-plage



Le front de mer de Stella-plage, vu de la dune au sud de la station



Au premier plan, l'urbanisation de Stella, puis le massif dunaire; et au dernier plan, les terres agricoles et les éoliennes de Camiers



Le front de mer de Stella et les parcs de stationnement



Dent creuse sur le front de mer de Stella

Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C, IUP ENVAR 2 - mai 2006



Photographie aérienne oblique de la station de Stella-Plage (NAI, Mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

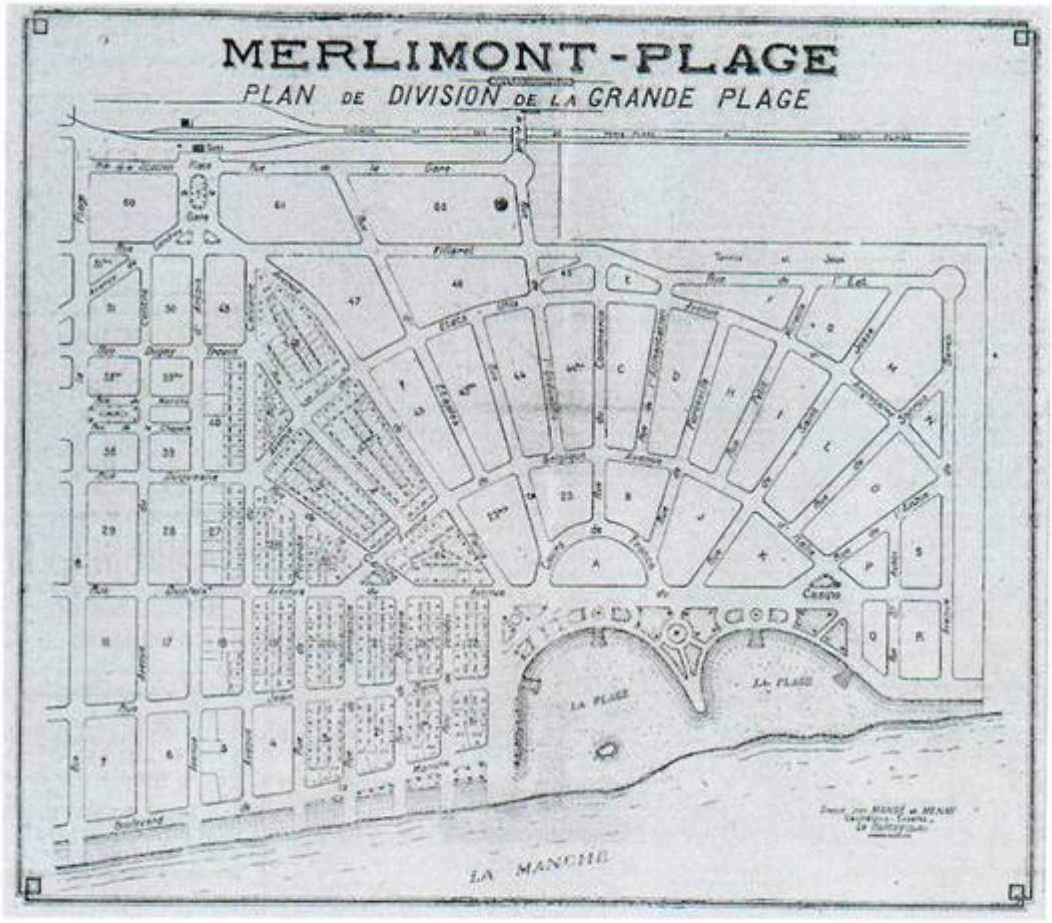
Merlimont

La commune de Merlimont s'étend sur 2149 hectares, dont 70% d'espaces protégés. Cette commune comprend deux gros hameaux séparés, le « centre-ville » et le « centre-plage », distants de 3 Km. Les types d'espaces sont nombreux : dunes, marais, forêts et espaces dunaires composent cette commune semi-rurale. En 1900, alors que le Touquet est en plein essor, Merlimont n'est encore qu'un village agricole. D'abord côtier, le village est détruit au 17ème siècle par le mouvement des dunes, reconstruit à l'intérieur des terres, puis envahi par les eaux du marais au 18ème siècle, Merlimont s'éloigne définitivement de la mer en s'implantant à 3 km du rivage. En 1901, un lot de terrain comprenant le chemin qui mène à la mer est acheté par le président de la Chambre italienne de Paris, qui entreprend aussitôt de partir à la conquête de la plage. Une trame urbaine est axée sur deux directions, parallèlement et perpendiculairement à la mer, sans tenir compte du relief dunaire pourtant très accidenté. Merlimont-plage souhaite suivre le développement classique des stations balnéaires, et le casino s'installe en 1911 au château de Merlimont-village. Après la 1ère guerre mondiale, le maigre développement de la station se concentre autour de l'avenue de la plage, en laissant beaucoup d'espaces vides, ce qui inquiète les promoteurs. Les promotions et les incitations à construire sont alors nombreuses. De nombreux projets émergent à ce moment là, et certains voient le jour comme les bains chauds ou la digue, mais d'autres restent dans les cartons, comme le projet des deux grandes plages abritées sur le modèle de Cabourg-les-bains, ou encore le projet d' « autodrome » qui, mieux qu'un hippodrome, devait apporter une animation extraordinaire à la station. Dans les années 1930, les grands projets sont abandonnés, et Merlimont-Plage devient une station balnéaire familiale. Aujourd'hui, Merlimont-Plage s'est extrêmement densifiée, mais est restée une station familiale très attractive l'été et beaucoup moins en hiver. La commune de Merlimont passe de 3 000 habitants en hiver à 15 000 en été, et plus de trois quarts des résidences sont à caractère secondaire. Merlimont-village est un noyau villageois organisé le long de la départementale très fréquentée, et est situé entre les marais et les dunes.
Si le tourisme s'est bien développé et constitue la principale et quasi unique ressource de la ville, celle-ci a su préserver de l'urbanisation d'importants espaces naturels. En effet, près de 70% du territoire est donc protégé à des degrés divers, dont 400 hectares de massif dunaire géré par l'ONF, et fermés aux visiteurs. Avec tous ces niveaux de protection, la commune n'a plus beaucoup de possibilités d'extension, et le maire ne souhaite pas protéger d'avantage le territoire communal. Les zonages et les diverses acquisitions des territoires naturels de la commune par le Conservatoire du Littoral ou l'ONF se sont plus ou moins imposés à la commune, qui a du composer avec eux, ainsi qu'avec les réglementations spécifiques du littoral avec plus ou moins de bonheur : le Plan Local d'Urbanisme de 1998 a ainsi été annulé. La commune essaye de tirer aujourd'hui avantage de ces vastes espaces protégés. Au niveau social, « la ségrégation sociale est incontestable »[98], et la municipalité, consciente de ce problème, cherche à apporter des solutions, malgré la faible disponibilité du foncier et son prix élevé. Ainsi, elle use de son droit de préemption pour acheter des terrains et y réaliser des opérations immobilières à faibles coûts.
La commune est actuellement dans la réalisation de son futur PLU. Le document d'urbanisme en cours est le Plan d'Occupation des Sols de 1983, le PLU de 1998 ayant donc été annulé en 2001 par décision du tribunal administratif. Les problèmes principaux ressortis du diagnostic territorial sont ceux de la circulation et du stationnement, de l'organisation de la voirie, mais aussi de la gestion architecturale avec l'objectif de mieux intégrer les futurs projets dans le paysage existant. Un des projets du maire, et qui lui tient à cœur, est celui intitulé « no car on the beach ». Ce projet de remise du front de mer aux piétons, tout en créant des espaces de stationnement en arrière, allie l'amélioration de l'environnement et du paysage tout en préservant l'économie touristique.
La commune souhaite encore se développer, autrement que par extension, et notamment en jouant sur la qualité.

[98] J-F Rapin, Maire de Merlimont

La richesse du patrimoine naturel (dunes, des marais et des forêts) se traduit par le fait que près de 70% du territoire est protégé à des degrés divers : ZNIEFF 1, zones de protection réglementaire. De plus, 400 hectares du massif dunaire sont gérés par l'ONF et fermés aux visiteurs.

Projet d'agrandissement de Merlimont Plage vers 1920



Projet d'agrandissement de la plage de Merlimont par la Société foncière de la Manche.

Pôle balnéaire de Merlimont





Vue aérienne de Merlimont ;
mai 2001 ;

Patrimoine naturel

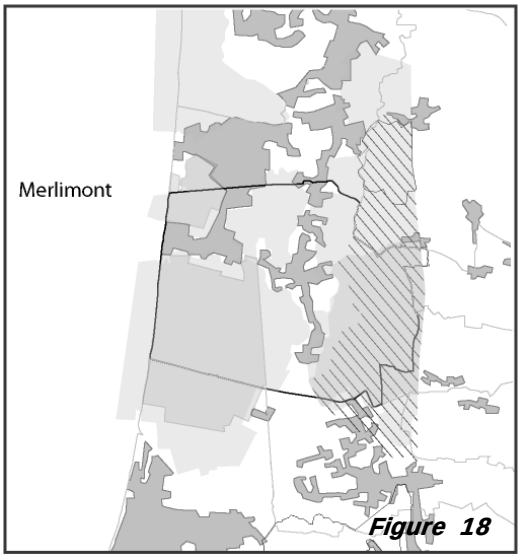


Figure 18


Front de mer de Merlimont -
le speed sail, exemple d'usage de la plage


Architecture typique de Merlimont-plage


Rue principale de Merlimont-village


Les enrochements sur la plage de Merlimont


Résidence du lac, entre la station et le bourg,
résidences de standing en construction



Opération immobilière au nord de la station


Merlimont-Plage en mai: de nombreuses résidences
inoccupées


Merlimont-Plage: de nombreuses rues mal
organisées, en impasses, vers les dunes

Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C - IUP ENVAR 2 - 2006



Photographie aérienne oblique de la station de Merlimont (NAI, Mai 2007

© Philippe Deboudt, 2008

Neufchâtel-Hardelot

Neufchâtel-Hardelot est une commune littorale de la communauté d'agglomération du Boulonnais qui, avec la communauté de communes de la Terre des deux caps, celle du Pays de la Faïence de Desvres et celle de Samer et Environs, s'inscrit dans le Pays du Boulonnais. À ce titre, elle est également concernée par le périmètre retenu pour le futur SCOT, qui inclut l'ensemble de ces EPCI à l'exception de la communauté de commune de la Terre des deux Caps.
Située dans la couronne périurbaine de Boulogne-sur-Mer, Neufchâtel-Hardelot est desservie par l'autoroute A16 depuis Boulogne-sur-Mer. Sa bipolarité représente une particularité : Hardelot, sur la frange côtière, concentre l'activité touristique et une grande majorité des résidences secondaires, tandis que, au-delà des dunes, Neufchâtel concentre les fonctions administratives et la population permanente, ainsi que l'activité agricole. La partie résidentielle d'Hardelot s'est développée dans la forêt plantée et présente donc des parcelles construites de taille importante, et une urbanisation peu dense.



Source : Cresson A. Faroux P, Fourmaux E. Ivanova R.



Pôle balnéaire : Hardelot



Neufchâtel

Patrimoine naturel



Figure 18



Photographie aérienne oblique de la station de Hardelot (NAI, Mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

4.3 Un cadre privilégié grâce aux mesures de protection, mais un espace convoité qui génère des conflits et des inégalités quant au libre accès pour tous.

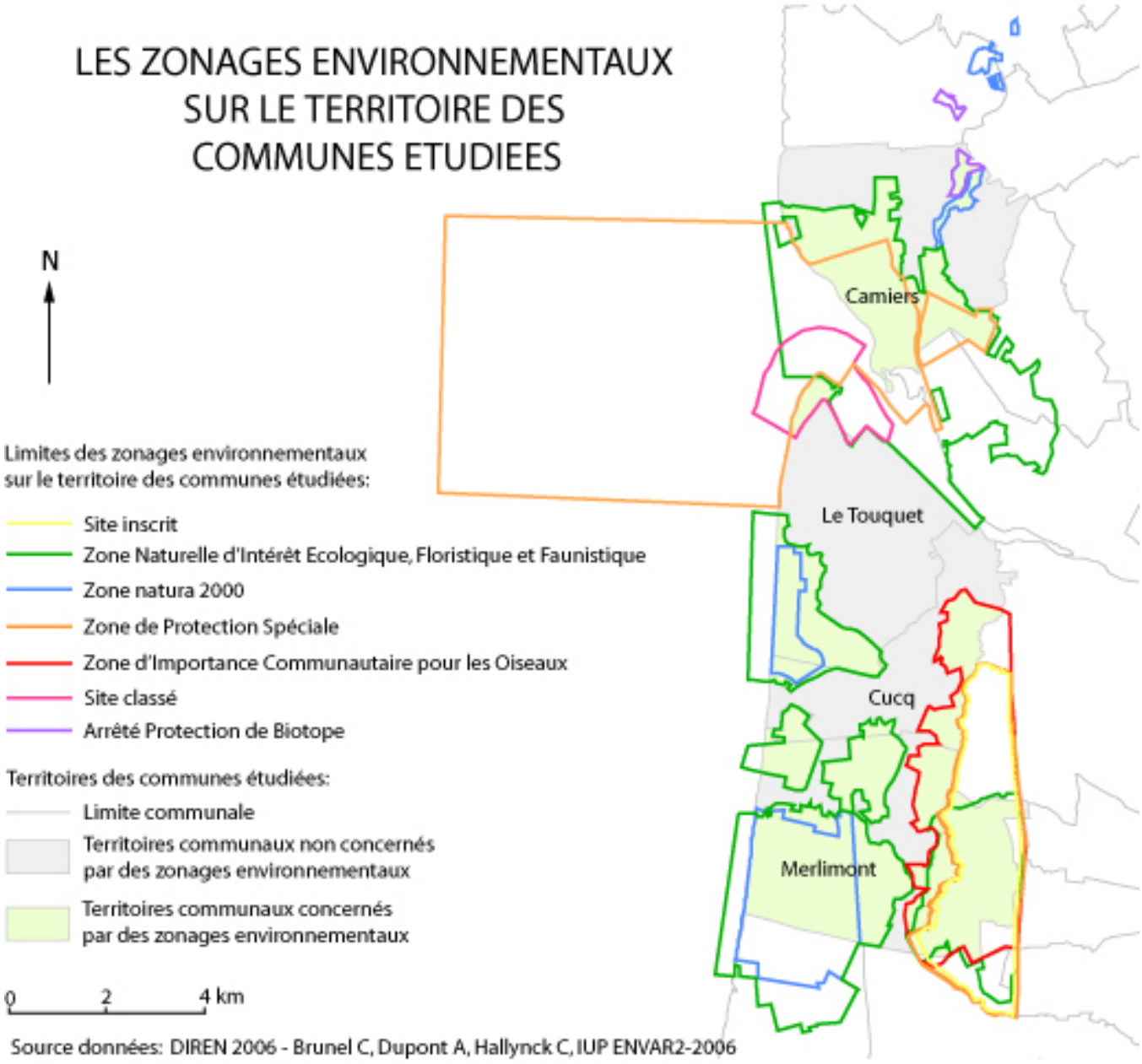
Ces communes possèdent un cadre de vie de choix : peu pollué, naturel et préservé, à l'exemple du Touquet ou de Cucq. Ainsi, la première compte 46,3% de sa surface communale en espaces verts et naturels, et la seconde 47,5%. Rapporté au nombre de personnes présentes l'été sur ces communes, cela correspond à 400m² par personne pour Cucq et 216m² pour le Touquet.

Sur ces communes, de nombreux espaces sont concernés par divers zonages :

- Des inventaires scientifiques tels que les Zones Naturelles d'intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique, les Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux ;
- Des zones de protection du milieu, telles que les Arrêtés de Protection de Biotope, les Sites Classés, ou encore les Zones de Protection Spéciale.
- Des espaces protégés foncièrement par le Conservatoire du Littoral
- Des espaces remarquables L146-6 d'après la loi Littoral.

Sur la carte représentant les zones de protection du milieu et les inventaires scientifiques pour les quatre communes au sud de la Canche, on remarque tout d'abord que Merlimont est la commune la plus concernée des quatre. Le massif dunaire mais aussi les marais de Balançon sont concernés. Le territoire de Cucq, plus petit, est un peu moins concerné, mais est concerné tout de même par plusieurs inventaires scientifiques, et le massif dunaire qui le sépare du Touquet est propriété du conservatoire du littoral. Une grande partie du Touquet étant urbanisée, seules les dunes au sud de la commune sont concernées par une ZNIEFF et une zone Natura2000, ainsi que la pointe du Touquet, qui est inscrite en site classé avec l'estuaire, également ZPS et ZNIEFF. Une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager concerne une partie du centre-ville et de la forêt, et 99 bâtiments sont classés monuments historiques. Une grande partie de la commune de Camiers, les Garennes du Lornel, est propriété du Conservatoire du Littoral, et répertorié en ZNIEFF et ZPS. En arrière du bourg de Camiers, le coteau calcaire est en APB et Natura2000. Pour Neufchatel-Hardelot, le territoire communal est bordé de dunes et de forêts, zones d'intérêt écologique remarquable : environ 40% du territoire est répertorié en ZNIEFF 1.

LES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES ETUDIEES



Source données: DIREN 2006 - Brunel C, Dupont A, Hallynck C, IUP ENVAR2-2006

Ces espaces remarquables, notamment ceux du Domaine Public Maritime, sont accessibles et ouverts à tous. Bien collectif national, le D.P.M. ne peut être cédé ni à des particuliers, ni même à des collectivités, ce qui n'interdit pas la possibilité de concession (qui entraîne cahier des charges et redevance). Les sites du Conservatoire relèvent du même principe d'accessibilité et d'ouverture au public. Ici, le Conservatoire possède trois sites : les garennes du Lornel à Camiers, les dunes de Mayville entre le Touquet et Stella, et les dunes de Stella.
L'accessibilité des espaces naturels dépend aussi de la présence ou non de chemins de randonnées. Ceux-ci permettent une fréquentation plus aisée mais aussi canalisée, et offrent aux promeneurs une possibilité de découvrir le milieu naturel. La Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale a repris cette compétence et développe un réseau de chemins de randonnées à travers son territoire. Ces sentiers sont bénéfiques pour les gestionnaires du milieu car les visiteurs sont canalisés et ne détériorent pas l'ensemble de l'espace, et ces sentiers, quand ils sont accompagnés d'information, sensibilisent les promeneurs. Ils sont également bénéfiques pour les communes, qui peuvent offrir à leur population et aux visiteurs des chemins de découverte, et peuvent ainsi tirer parti de leurs aménités naturelles.

Plan des sentiers de randonnées de la CCMTO



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C,
IUP ENVAR 2 - mai 2006

Le cadre bâti offre des différences, des nuances, qui peuvent être soulignées en termes d'approche sensible des paysages urbanisés et d'ambiance, principalement entre le secteur balnéaire et les bourgs, dont l'ambiance est celle presque celle des bourgs ruraux classiques, à l'exemple de Merlimont.

La rue principale de Merlimont Village



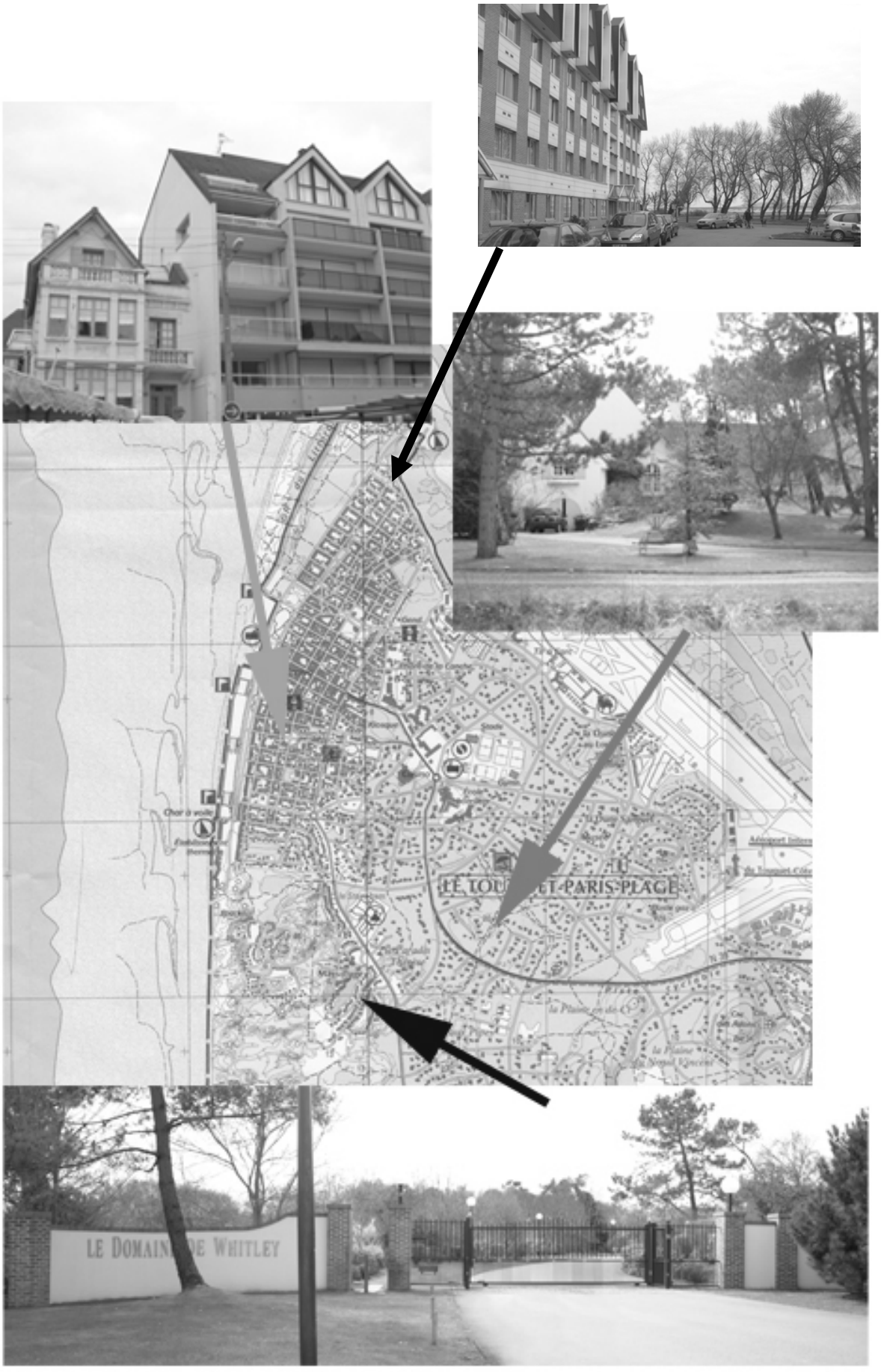
Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 – mai 2006

La rue principale de Merlimont Plage, avenue de la plage



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 – mai 2006

La commune du Touquet joue sur cette question de l'ambiance à travers de nombreux détails : un revêtement rouge sur l'ensemble de sa chaussée, qui la distingue de celles des autres villes ; un boisement et un fleurissement important ; de nombreux panneaux verts foncés indiquant les animations, etc. Il s'agit de souligner le caractère balnéaire de la ville, la distinguant ainsi de communes plus classiques, et de mettre en scène le paysage de la station pour le visiteur. Par ailleurs, la partie qui longe la mer, planifiée par Daloz, est très dense, mais c'est aussi la partie de la station la plus vivante, avec de nombreux commerces. La forêt est beaucoup moins dense. Elle a gardé les mêmes règles que celles fixées par John Whitley, c'est à dire des parcelles non clôturées, et de nombreux arbres. Les zones les moins denses sont occupées par des parcelles de 3000m² indivisibles. Si ces parcelles doivent être ouvertes pour donner au passant une impression de forêt parsemée de villas, d'autres domaines sont fermés par des barrières, comme le domaine de Whitley ou la résidence de Mayville. Cependant, le promeneur peut tout de même accéder aux dunes et aux résidences.



Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C - IUP ENVAR 2 - 2006
Carte IGN

Le territoire littoral est devenu le territoire d'expression des antagonismes entre préservation du milieu naturel et projets des élus, qui disent aujourd'hui être conscients que la richesse environnementale et paysagère de leur territoire est, pour leur commune, un facteur d'attractivité. Cette richesse est même largement mobilisée dans la communication.

Brochure touristique de Merlimont



Brochure touristique de Stella Plage



Dans cette perspective ils acceptent une certaine préservation des espaces naturels. Cependant, concrètement, la protection de l'environnement passe encore largement par le rôle des associations de défense. Suite à l'augmentation des connaissances en biodiversité ces 30 dernières années, le nombre de zones naturelles à protéger s'est accru et les zones à urbaniser se sont réduites. S'ajoute à cela, la loi Littoral, qui limite l'urbanisation et protège les milieux naturels, et sert d'appui lors de recours en justice. Les associations environnementales, dans lesquelles les résidents de loisir sont présents, restent très vigilantes contre les projets consommateurs d'espaces et disposent d'outils et savent utiliser les média. Par leur action, ces associations contribuent, certes à la protection légitime de l'environnement, mais aussi à la protection de la « valeur nature » dans le processus de valorisation du cadre de vie, valeur qui reste captée par une frange de la population, par exemple à travers la valeur des biens immobiliers des résidents.

Les associations ne reculent pas devant le conflit, à l'exemple de celui qui a concerné l'emblématique Enduro du Touquet qui ces dernières années a déchaîné les passions, opposant les défenseurs de l'environnement aux motards et aux spectateurs. Dans ce débat, les « pro-Enduro » minimisent les impacts de la course sur le milieu naturel, soulignent au contraire l'importance des retombées économiques et médiatiques de cet évènement, ainsi que la prise de conscience que l'Enduro a entraîné, notamment sur la question de l'entretien des dunes par la plantation d'oyats. Les « anti » pouvaient arguer que la DIREN elle-même

émettaient d'importantes réserves sur le tracé de la course dans les en raison de l'affluence des visiteurs (entre 150000 et 300000) qui piétinent les dunes ainsi que du passage des motos.

La pression des défenseurs de la nature avait failli conduire à son annulation en 2005, mais aboutit l'année suivante à une modification du parcours afin de mieux préserver les dunes. On ne peut exclure que pour une partie de la population touquétoise, l'opposition à un évènement fondé sur les sports mécaniques, traumatisant pour le milieu naturel, se nourrisse d'un regard social critique envers le type de public drainé par l'événement, ce qui renvoie à la question de l'usage du milieu naturel par tous. Sur la protection de l'environnement, on peut citer également l'Association de Sauvegarde de la Forêt Dunaire, qui, au Touquet, attaque régulièrement la municipalité sur de nombreux sujets : la pratique du Quad dans les dunes, l'appropriation par le privé d'un espace public, ou l'existence d'une décharge sauvage.

L'annulation des Plans locaux d'Urbanisme de Cucq, de Merlimont et du Touquet, doit beaucoup aux recours en justice des associations qui dénonçaient l'empiètement sur des zones naturelles. D'une façon générale, les associations environnementales attaquent régulièrement les projets des communes, dans un but de préservation et de respects des réglementations, à l'exemple du projet de port de plaisance dans l'estuaire de la baie de Canche : les associations y sont fortement opposées, dans la mesure où le site est classé, répertorié en ZNIEFF et en Zone de Protection Spécifique. Les rapports entre associations et élus sont donc souvent conflictuels, via média interposé.

Si la présence d'enjeux environnementaux majeur exacerbe les tensions entre acteurs de locaux, et spécifiquement entre élus et associations, le territoire littoral représente par ailleurs un espace convoité, pour la pratique de différentes activités, qui n'est pas sans concerner la question des inégalités écologiques. En premier lieu certaines pratiques entraînent des problèmes de gestions et opposent également défenseurs et pratiquant de ces activités. Ainsi, est totalement interdite dans les dunes, la pratique sauvage de sports motorisés est une réalité et pose des problèmes (voir document ci-après).

Dans ces milieux naturels, se côtoient donc sports motorisés, activités cynégétiques, promenade, ce qui crée des problèmes majeurs liés à la sécurité. Peu de contrôles ont lieu, mais les faits sont là, comme le relate la presse. Sur mer, les mêmes problèmes existent. Dans la baie de Canche, Zone de Protection Spéciale et Site Classé, la pratique du jet ski n'est pas interdite, la seule réglementation étant une limitation de vitesse, peu respectée. Cette pratique perturbe la faune, qui y nidifie et s'y nourrit.

Ces conflits rendent compte aussi d'inégalités en matière d'usage et de pratique du milieu naturel, puisque le plus souvent c'est la loi du plus fort qui s'impose. Notamment, les conflits entre chasseurs et autres acteurs sont très récurrents dans la zone littorale, où cette pratique est ancienne et bien ancrée dans les mœurs. De nombreux élus locaux la cautionnent, et cherchent à entretenir de bons rapports avec les associations de chasseurs. Pour chasser, ceux-ci doivent louer des espaces, et s'approprient alors le territoire. En effet, lorsque des chasseurs occupent un territoire, tout autre usage en est exclu. Cette appropriation est contestée par de nombreux autres usagers, et les chasseurs revendiquent leur droit de chasse, protestent contre les autres usages ou les divers projets qui empiètent sur leurs terrains de chasse. Encore une fois, la presse est souvent le moyen d'expression des conflits entre les différents usagers (voir documents suivants)

4.3.1 Une dimension sociale des inégalités écologiques ?

Dans ce type de station, la principale entrée concernant la question des inégalités écologiques concerne le logement Le principal obstacle est celui du prix du foncier. Du fait de la forte demande et de la rareté de l'offre - l'urbanisation étant limitée par les réglementations et les protections -, les prix sont élevés : 4 826,32 euros[99] du m2 au Touquet, pour une moyenne nationale de 3 197 euros.
Pour les acteurs communaux rencontrés, les principaux déséquilibres sociaux s'expriment à travers les difficultés des populations locales, et en particulier des jeunes, à se loger, ce qui génère des inégalités liées à un environnement de qualité, dont la valeur est captée par les résidents secondaires. Agir sur ce point représente pour eux un enjeu primordial, afin de réduire les inégalités sociales, et de maintenir une dynamique économique et sociale au sein de la commune. Les élus de Merlimont et Neufchâtel-Hardelot, interrogés, constatent l'accroissement de la part des résidents permanents, notamment sur leur partie « plage ». Il s'agirait notamment des retraités qui occuperaient de façon permanente leur résidence secondaire. A Hardelot, depuis 5 ans, davantage de permis de construire sont accordés à des résidents permanents. Pour les élus, ce phénomène peut favoriser le renforcement d'une activité « commerçante » viable et régulière durant l'année qui reste encore relativement fragile. Cependant les acteurs communaux souhaiteraient aussi attirer les jeunes ménages. Au Touquet, près de 31% de la population a plus de 60 ans, contre 21% pour la moyenne nationale. La part des moins de 30 ans est également plus faible que la moyenne nationale, avec 35,2% contre 38%. Le plus haut niveau de vie des retraités d'une part, qui leur facilite l'acquisition de biens immobiliers par rapport à de jeunes couples, et le processus de transformation des résidences secondaires en résidences principales une fois la retraite venue d'autre part sont ainsi à la source d'un processus inégalitaire intergénérationnel qui s'exprime avec plus d'ampleur dans ces stations balnéaires où les retraités contribuent à la flambée du prix du foncier.

[99] INSEE 1999

La difficulté reste donc ici la production de logements accessibles dans l'optique de préserver une certaine mixité sociale. Cependant des outils existent que pourraient mobiliser davantage les communes pour introduire une certaine mixité sociale, à commencer par l'acquisition de foncier pour y produire des lotissements communaux. A Neufchâtel-Hardelot comme à Merlimont, le prix du foncier rend difficile de telles opérations pour des petites communes. Ainsi à Merlimont, s'il n'y a pas de HLM, la municipalité a cependant mis en place quelques opérations d'accession à la propriété à prix inférieurs à ceux du marché. A Neufchâtel-Hardelot , la commune projette le rachat de deux zones, une cimenterie (5ha = une centaine de parcelles) et une zone derrière la mairie, dans le but de réaliser des logements en accès à la propriété pour les jeunes ménages grâce à des prix accessibles, ainsi que des logements locatifs, des parcelles libres (de 400 à 700 m²), ainsi que des équipements. Cucq possède 6,4% de logements sociaux en 1999. Ceux-ci sont situés dans les bourgs de Cucq et Trépied, et aucun ne se situent à Stella-Plage, où les prix sont plus élevés. A Camiers, la commune essaye d'apporter des solutions, par exemple à travers un partenariat avec Habitat 59/62 qui a construit des logements à prix raisonnables.

En matière de logement social, la loi Solidarité Renouvellement Urbain de 2000 impose aux communes de plus de 5000 habitants un taux de logements sociaux de 20%. Le Touquet est la seule de nos communes qui y est soumise. En 1999, à la veille de l'adoption de la loi SRU, les logements sociaux représentaient 11,4du parc selon l'INSEE. Comme dans les autres stations, il ne reste plus de foncier disponible pour bâtir des logements HLM, ce qui nécessite le recours au droit de préemption. Cependant, quelques programmes de résidences à caractère social ont été développés à la Pointe du Touquet sur la rive sud de l'estuaire de la Canche. Rappelons ici que la loi SRU ne concerne pas ces communes, puisqu'elle ne s'applique en Province qu'aux communes de plus de 3500 habitants dans des agglomérations de 50 000 habitants.

Logements sociaux au Touquet, face à la baie de Canche



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 – mai 2006

Logements sociaux à Cucq



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 - mai 2006

Ces territoires sont donc fréquentés par deux types de populations, les résidents permanents et les résidents occasionnels. Cette différence s'illustre par la localisation géographique pour les communes multipolaires, mais aussi dans la culture et le niveau social. Ainsi à Camiers, au détour des entretiens l'existence d'une « barrière mentale », ou culturelle et sociale, entre le bourg et la station, était évoquée. D'un côté, ceux qu'on appelle les « paysans » se retrouvent face aux « touristes ». Le territoire et ses problèmes ne sont pas perçus de la même façon par les deux populations. Dans les enquêtes auprès des populations, plusieurs personnes résidant occasionnellement dans ces communes ont reconnus s'intéresser d'avantage aux problèmes environnementaux qu'aux problèmes sociaux parce qu'elles ne sont pas là toute l'année. En effet, les réalités de la vie, comme la précarité ou l'exclusion sont occultées par le désir de nature et d'un environnement toujours meilleur. Les résidents secondaires viennent chercher dans ces communes la jouissance d'un cadre « naturel » et agréable, en tout cas la représentation qu'ils s'en font, et non pas la confrontation aux soucis de la vie quotidienne. Les habitants permanents n'ont forcément pas cette vision de la commune, ni les mêmes priorités. Les élus essayent alors de concilier les deux, mais certains parlent de « la primauté environnementale » qui s'imposerait à la commune.

Un autre aspect lié aux inégalités sociales relatif aux touristes concerne le rapport à la résidence pendant les vacances, résidence secondaire ou camping. Ainsi, la présence de terrains de camping traduit en partie, par rapport aux résidences secondaires, la dimension sociale de ce type d'accueil et en conséquence l'orientation des stations. Ainsi, si Cucq accueille six campings, dont plusieurs autour des bourgs, Le Touquet n'en possède qu'un seul.

Camping des dunes à St Gabriel



Source : http://campingdesdunes.online.fr/

Camping de la mer à Ste Cécile



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C, IUP ENVAR 2 – mai 2006

4.3.2 Les stratégies foncières en question

L'attractivité de cette zone s'est renforcée ces dernières années. Elle subit en conséquence une forte pression, pour la fréquentation et pour ce qui concerne le foncier, comme le montre ci-après la carte du nombre de permis de construire délivrés sur le littoral. Les communes étudiées sont très représentatives de cette situation, notamment Le Touquet. La pression s'est déplacée là où les disponibilités foncières existent, comme à Cucq. Cette pression foncière tient pour partie à la demande en matière de résidences secondaires (carte ci-après). Leur proportion dépasse 45% du parc local pour toutes les communes qui retiennent ici notre attention.

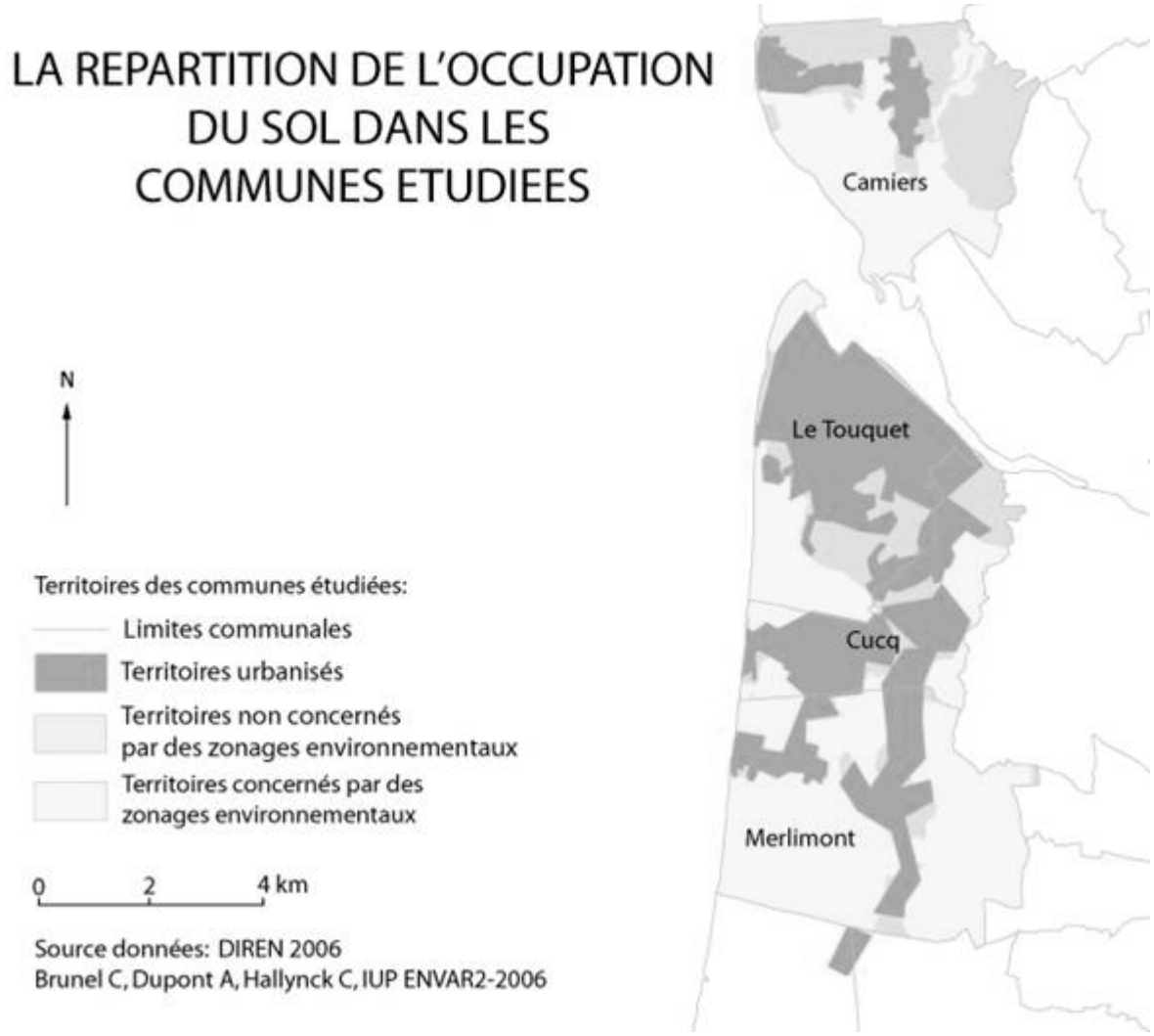
Une étude du CETE Nord Picardie[100] a analysé les enjeux fonciers sur la Côte d'Opale et notamment sur les communes étudiées dans notre étude. Nous présentons ci après les principaux résultats qui confirment les réflexions proposées précédemment.





[100] CETE Nord Picardie, 2007, Enjeux fonciers du littoral du Pas-de-Calais, Fasquel F. (DDE 62), Strady C. (CETE 59).

L'urbanisation est donc l'un des plus gros défis auquel ces communes ont à faire face, notamment pour les communes de la Communauté de communes Terre et Mers d'Opale. Aujourd'hui, il est très difficile pour elles de s'agrandir. En effet, les différents zonages et réglementations restreignent fortement leur extension, et le milieu associatif, fortement opposé à cela, mène des actions en justice en ce sens. En conséquences, les terres agricoles servent de variable d'ajustement, et sont perçues comme de la réserve foncière pour de futurs programmes de logements ou des zones d'activités, ce qui provoque le recul de l'agriculture dans les marges urbaine.



Plusieurs PLU, ou leurs révisions, ont été annulés en justice par des recours d'associations, et les communes fonctionnent alors avec des documents d'urbanisme anciens (cf. 4.1). Ainsi, Merlimont a vu la révision de son PLU de 1998 annulée en 2002 –suite à un recours du GDEAM - voir document ci dessous - par le tribunal administratif, et aujourd'hui, c'est le POS de 1983 qui est en vigueur. La commune est actuellement dans la réalisation du PLU, mais cela prend du temps et elle sait que les contentieux seront inévitables.

ANNULATION DU POS DE MERLIMONT

Le tribunal administratif de Lille donne raison au GDEAM et met fin, pour l'instant, aux perspectives de constructions dans les sites dunaires remarquables de Merlimont !

Par un jugement en date du 10 avril 2002, le tribunal Administratif de Lille a prononcé l'annulation du Plan d'Occupation des Sols révisé de la commune de Merlimont. Cette heureuse issue intervient après plus de trois ans d'une procédure engagée par le GDEAM pour faire prévaloir le droit de l'urbanisme que l'ancienne municipalité s'était entêtée à vouloir contourner.

La portée du jugement est importante pour la protection des espaces naturels proches du rivage. En effet, pratiquement tous les zonages qui prévoyaient encore une urbanisation dans les sites naturels dunaires sont invalidés.

L'annulation est basée sur deux moyens : l'illégalité du rapport de présentation, qui est la base légale du POS, et le caractère remarquable des sites dunaires en vertu de la loi Littoral.

Sur le premier point, le tribunal a estimé que *« le rapport de présentation ne peut être regardé comme ayant procédé à une description complète de l'état initial du site ni à une analyse des incidences de la mise en œuvre du POS sur l'environnement »*. Bien entendu, ces aspects sont des étapes préliminaires obligatoires. Leur absence rend donc le document d'urbanisme illégal. Si cet aspect est purement formel, il n'en est pas moins important. En fait, les zones concernées sont parties intégrantes de milieux dunaires d'un haut niveau d'intérêt écologique et paysager dont la justification de l'urbanisation est impossible en regard de la loi littoral.

Le second moyen retenu a une incidence plus directe car il porte sur le fond : *« les zones 30NA, 32 NA, 32 NAb 32 Nac, 32 NDb à Merlimont-plage sont contraires aux prescriptions des articles L.146.6 et R.146.1 du code de l'urbanisme »* qui rendent obligatoire la préservation des sites et paysages remarquables du littoral.

Concrètement, le jugement verrouille les velléités d'extension de l'urbanisation de la station balnéaire de Merlimont dans les espaces vierges. Le jugement est catégorique : les dunes environnant la station balnéaire doivent être préservées sans nouveau compromis sur les surfaces périphériques. C'est l'intégralité des sites remarquables, en l'occurrence les « dunes de Stella/Merlimont », celles du « Communal de Merlimont » et les dunes sud de Merlimont qui méritent protection en application de la loi Littoral. Le message est important pour toutes les communes du littoral qui tendent régulièrement à contourner la loi en « redécoupant » les sites en fonction de leurs projets et de l'appétit des promoteurs.

Si le jugement est une grande victoire en ce qui concerne les espaces dunaires, il faut regretter que le tribunal n'ait pas suivi le GDEAM au sujet de certains zonages arrière-dunaires qui entraîneront la disparition de nombreux hectares de prairies humides.



Récente barre d'immeubles en front de mer à Merlimont: une conception de l'urbanisme digne des ... années 50 et complètement hors-la-loi!

Enfin, il faut également regretter la continuation de l'urbanisation au sud de Merlimont-plage durant le temps de la procédure. Ainsi, de nombreuses constructions ont été réalisées dans deux zonages invalidés par le Tribunal, ce qui laisse bien entendu une certaine amertume.

Le jugement rendu par le tribunal n'en reste pas moins globalement très satisfaisant pour les espaces naturels du bord de mer. La réalisation de toutes les velléités de développement touristique de la station balnéaire de Merlimont-Plage auraient porté un grave préjudice à l'un des secteurs les plus exceptionnels du littoral du Nord de la France. L'action du GDEAM devrait permettre au plus grand nombre de continuer à jouir de ces magnifiques paysages naturels. Elle rappellera aussi le nécessaire respect des lois et règlements d'urbanisme qui sont trop souvent interprétés de façon laxiste ou complaisante.

Cependant, la commune a porté l'affaire en appel et, par prudence, il faudra attendre l'issue de cette seconde phase dans l'espoir de voir consolider ces acquis.

Aujourd'hui, la commune ne dispose pas d'arguments juridiques valables face aux promoteurs. Rien n'empêche donc les promoteurs de détruire les villas existantes pour reconstruire à la place des immeubles, à l'exemple récent d'une résidence de vacances construite au milieu du d'un tissu de villas.



La commune ne dispose quasiment plus de foncier. Elle est bordée par les espaces protégés et la mer, elle ne dispose donc plus de possibilité d'extensions. La municipalité a cependant réussi à se rendre propriétaire d'un terrain qu'elle souhaite aménager sous la forme d'une ZAC, avec des parcelles en accession à la propriété. Mais cette zone n'étant pas reliée au tout à l'égout, la norme impose un découpage de parcelles équivalentes à 1000 m²…ce qui précise dès le départ le profil sociologique des futurs acquéreurs.

Camiers est la seule des quatre communes de la Communauté de communes Terre et Mers d'Opale a n'avoir pas pu son PLU annulé. A partir du milieu des années 1990, la municipalité a du s'adapter aux contraintes imposées par la loi littoral, qui concerne ici 1 200 hectares d'espaces non urbanisés. Elle fait alors le choix de développer le, concept d'Eco-station et confirme cette volonté dans la révision de son PLU. Ainsi, de nombreuses zones, qui étaient constructibles sur le POS, ne le sont plus désormais. Une importante parcelle au Nord de Ste-Cécile est par exemple devenue inconstructible avec le PLU. Si la commune joue la carte de l'environnement, elle doit également garder les moyens économiques de pérenniser cette politique. Sa principale ressource étant le tourisme, elle cherche à attirer plus, et plus longtemps, et à générer plus d'activité autour de cette fréquentation. Elle cherche également à diversifier ses activités économiques, comme avec son projet éolien. Camiers, avec 700 hectares appartenant au Conservatoire du Littoral, un Plan Local d'Urbanisme « exemplaire » selon les services de l'Etat[101] et une urbanisation future très limitée, tente une nouvelle forme de développement littoral tout en se conformant aux contraintes urbanistiques de ce milieu. Aujourd'hui, l' enjeu de la révision du PLU est de renforcer le parti pris environnemental, avec notamment la mise en place de corridors verts entre les différents espaces naturels (du nord au sud, de l'est à l'ouest), et en neutralisant de plus en plus l'urbanisation. Aussi, Sainte Cécile, qui n'a pas de digue, souhaite réaliser un sentier en bois qui longerait le front de mer, selon une demande des habitants.
Sur un territoire, qui subit une forte pression anthropique en été, concilier environnement, tourisme et habitat représente aujourd'hui le principal défi de la commune, en même temps que celui de maintenir un équilibre minimum de la vie locale entre périodes de saison et hors-saison.

[101] S. Baillet, Camiers

Si le projet de PLU de Neufchâtel-Hardelot reflète ces objectifs de diversification sociale, il reste à déterminer si cela ne risque pas de se faire au dépend des préoccupations environnementales. La question se pose particulièrement sur la zone de dune, en bordure de la zone littorale et espace remarquable du point de vue environnemental, que la commune souhaite faire passer en zone AU pour l'aménagement d'un nouveau quartier, du fait de sa continuité avec le tissu urbain. En contrepartie de la constructibilité de cette zone à fort intérêt écologique pourrait être proposé le classement de plusieurs zones d'intérêt écologique secondaire en zones naturelles protégées, mais de moindre intérêt pour l'urbanisation.
Le caractère touristique et la saisonnalité de la fréquentation sont également une problématique importante. La population est multipliée par 4 à 5 entre l'hiver et l'été. A Cucq, on passe de 5 000 à 20 000 habitants, et au Touquet de 6 000 à 30 000. Cette différence de population se décrit entre autres par une part importante de résidences secondaires dans le parc de logement des communes. Au Touquet, ce taux est de 72%, pour une moyenne nationale de 10%. A Cucq, ce taux est un peu moins important (60%), et cela est sûrement du au fait que deux des trois noyaux de la commune sont des bourgs vivant toute l'année.
Ce différentiel d'occupation se traduit par des problèmes de gestion importants : entre autres, les infrastructures et les équipements doivent permettre l'accueil et le bon fonctionnement de la station pour le maximum de population. Les stations d'épuration, les infrastructures routières, la collecte des déchets, des eaux usées, etc. doivent être capables de fonctionner à plein pendant l'été, mais doivent aussi être opérationnels durant toute l'année. Ils sont exploités au maximum pendant quelques mois, puis apparaissent disproportionnés pendant le reste de l'année. Ils induisent des investissements importants ainsi que des coûts de fonctionnement en ce qui concerne l'entretien.

Une autre spécificité du littoral tient au paradoxe de l'exposition aux risques naturels. Dans les agglomérations industrielles, l'exposition aux nuisances –voire aux risques- liées aux activités se traduit généralement par une plus faible valeur du foncier, comparée aux quartiers non exposés. En général, une sélectivité sociale en découle, avec les populations aux revenus les plus modestes qui se retrouvent les plus exposées. C'est sur ce postulat que repose largement les concepts d' «environnemental justice» ou d' «inégalités écologiques».
Ici, les populations les plus vulnérables sont celles situées en front de mer, soumises au risque de submersion et d'érosion, et celles situées dans les dunes, menacées par leurs mouvements. Ces zones, qui bénéficient du cadre de vie et des points de vue les plus recherchés, sont aussi celles dont le prix du mètre carré est le plus cher et dont les populations ne sont donc pas les moins favorisées, contrairement au schéma précédent. Une certaine dimension irrationnelle apparaît donc. Dans le mécanisme mental de production de la valeur, le risque, perçu dans le cadre d'un hypothétique long terme, malgré son caractère inéluctable et son terme relativement court déjà présent dans certaines stations (Wissant, non étudiées ici, au nord de Boulogne par exemple), ne pèse pas autant que la valeur de jouissance immédiate, celle du paysage et du cadre de vie, voire que la valeur patrimoniale d'un bien transmis au sein de la famille, plus ou moins chargé d'affect. Ainsi, paradoxalement, les populations les plus aisées seraient ici les plus vulnérables. A Stella-plage, de nombreuses maisons sont installées dans les dunes, et à Camiers, plusieurs immeubles collectifs se trouvent en front de mer sous la menace de l'érosion. Bien entendu ce schéma doit être nuancé : l'exposition au risque n'est pas partout du même niveau. Mais la proposition de mérite sans doute réflexion et approfondissement. En tout cas elle donne sens à une réflexion spécifique sur les inégalités écologiques en milieu littoral.

Le front de mer de Ste Cécile



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 – mai 2006

Maisons dans les dunes à Stella Plage



Source : Brunel C, Dupont A, Hallynck C
IUP ENVAR 2 - mai 2006

Le concept d'inégalités écologiques est donc un concept encore en construction. La réflexion sur ce thème appliquée au milieu littoral, et notamment ici aux stations de la Côte d'Opale ouvre de des pistes de réflexion utiles aux recherches futures. Elle permet notamment de mettre en évidence l'exacerbation de certains processus autour de la réalité de la pression humaine sur des espaces à haute valeur environnementale, pression économique sur le foncier ou anthropique sur les milieux. Les entretiens réalisés ont montré l'intérêt des acteurs locaux pour cette question des inégalités écologiques.

Sur le littoral touristique du sud de la Côte d'Opale, les inégalités écologiques se traduisent d'abord par une inégalité d'accès au logement, du fait des prix très élevés de l'immobilier, et de la faiblesse des politiques en faveur du logement social. Agir contre ces inégalités est loin d'être simple, compte tenu du contexte particulier de ces territoires. La raréfaction des terrains disponibles, du fait des classements de protection, exacerbe les conflits. Par ailleurs d'importants enjeux existent également autour de la mise en concurrence des usages, où les inégalités d'accès au milieu naturel tiennent souvent à l'application de la loi du plus fort à travers l'instauration de rapports de force entre les divers groupes d'usagers, par exemple des chasseurs. Les équilibres sociaux, les équilibres environnementaux sont fragiles. Déjà, dans certains secteurs, les communes étudiées, les points de rupture des équilibres sociaux, semblent avoir été atteints. Est-ce le prix à payer de l'attractivité de ce territoire de la Côte d'Opale. Si les conditions climatiques ne sont pas celles des côtes méditerranéennes, la côte d'Opale est insérée dans une vaste aire régionale qui représente un marché important : 4 millions d'habitants pour le Nord Pas-de-Calais (tourisme local), 9 pour la Belgique toute proche dont le littoral, totalement bétonné dans les années 1950-1960 n'offre plus les même aménités naturelles, une trentaine de millions dans le sud de l'Angleterre, 10 millions en Ile de France, soit plus ou moins 80 millions de citadins à moins de deux heures de route…dont des métropolitains londoniens, parisiens et bruxellois aux revenus très élevés : on comprend l'enjeu que représente ces rares espaces naturels du littoral de l'ensemble Manche-Mer du Nord en terme d'appropriation, qu'elle soit foncière ou d'usage. Aujourd'hui, comparé par exemple au littoral atlantique, dont les conditions climatiques et paysagères ne sont guère différentes, caractérisé par une dynamique démographique lié à un solde migratoire positif, la Côte d'Opale semble encore relativement épargnée. Il est clair que dans l'avenir, en raison d'un nouveau regard sur la région du Nord de la France, de la proximité immédiate des grands marchés urbains cités plus haut, et de leur intérêt paysager et environnemental, les stations de ce bout de littoral au cœur de l'Europe risquent d'être confrontées à une pression accrue. Seule une anticipation politique permettra le maintien des équilibres minimum, la qualité de l'environnement et un accès équilibré pour toutes les catégories sociales.

Cette réflexion renvoie aussi aux critiques formulées sur la qualification des espaces remarquables selon les dispositions de l'article L 146-6 de la loi littoral. Catherine Bersani (2000)[102] a énoncé les principales difficultés liées à la mise en œuvre de cette disposition :

« ***Une nouvelle "servitude d'utilité écologique" pour le patrimoine ?***

Le régime des espaces remarquables se situe de manière atypique au sein des différents zonages protecteurs de la nature et du paysage.

Une superposition "mécanique" des contraintes de protection

En premier lieu, la notion d'espace remarquable se superpose à un certain nombre de zonages protecteurs. Elle additionne les sujétions des deux régimes. En second lieu, ce mécanisme cumulatif entraîne automatiquement la soumission de territoires étendus au nouveau régime sans qu'évidemment ce point ait été examiné au moment de choisir et de faire approuver les périmètres concernés. Ce mécanisme cumulatif porte une atteinte sévère à la jouissance de la propriété privée. La comparaison avec les autres modalités de protection du patrimoine est éclairante à ce propos. On distinguera trois catégories de zones dans le tableau suivant, détaillant leurs caractéristiques :
- des zones bénéficiant de protections juridiques tenant, soit à la préservation des paysages (sites classés ou inscrits), soit à la protection du milieu et des espèces naturelles (parcs naturels, zones de protection dérivant de la réglementation européennes, arrêté de biotope) ;
- des zones à dominante naturelle bénéficiant d'une protection foncière permettant leur acquisition par un organisme public aux fins de mise à disposition de ces espaces au public ;
- des zones inventoriées comme intéressantes du point de vue de la protection des espèces végétales ou animales, qu'il s'agisse de zones recensées au plan national (ZNIEFF) ou européen (ZICO, SIC) et dont les mesures d'aménagement doivent tenir compte.

Retrouver des espaces de liberté pour les communes

- Encadrer la définition des espaces remarquables au sens de l'article L146.6

La qualification d'espace naturel remarquable a donc été, sauf exception, largement retenue, avec ou sans le consentement des élus, s'agissant d'une protection efficace, gratuite et facile à mettre en oeuvre au plan local. Cette politique peut conduire à des situations de blocage, surtout lorsqu'elle ne prend pas en compte des activités traditionnelles comme les cultures marines, la capacité d'accueil effective des communes ou la constructibilité résiduelle. Ainsi en est-il dans le Morbihan où une conception extensive des espaces remarquables a amené la délimitation de minces bandes en bordure de la mer contraignant les espaces urbanisés voisins,81 malgré quelques décisions en sens inverse du Conseil d'Etat pour indiquer que d'autres procédures comme le simple classement en espace boisé au plan d'occupation des sols suffisait à protéger un bosquet (commune de ST-PHILIBERT). Cette conception extensive est encouragée par les textes d'application de la loi littoral qui ont eu tendance à élargir cette notion, comme cela a été expliqué au point 1.1. La Mission tient à alerter les ministres sur la gravité des inconvénients que recèle cette tendance à l'exhaustivité qui outrepasse l'esprit de la loi. Au delà de la méconnaissance de la décentralisation et du droit de propriété à laquelle il vient d'être fait allusion, elle souligne l'absence de réel dispositif de gestion du régime des espaces remarquables. Elle s'interroge sur les conditions dans lesquels leur qualification pourra être remise en cause à l'occasion du renouvellement des documents d'urbanisme et en cas de disparition de toute liberté d'action foncière pour une commune.

[102] Bersani C., Bondaz M., Ravail B., 2000 - *Rapport sur les conditions d'application de la loi littoral*, Rapport à l'attention du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, Conseil Général des Ponts et Chaussées, Paris, 114 p.

Déjà au cours de son enquête, des fonctionnaires de l'Etat lui ont indiqué que les élus n'accueillaient plus leurs propositions pour les POS de 1997 comme ils les avaient volontiers reçues en 1

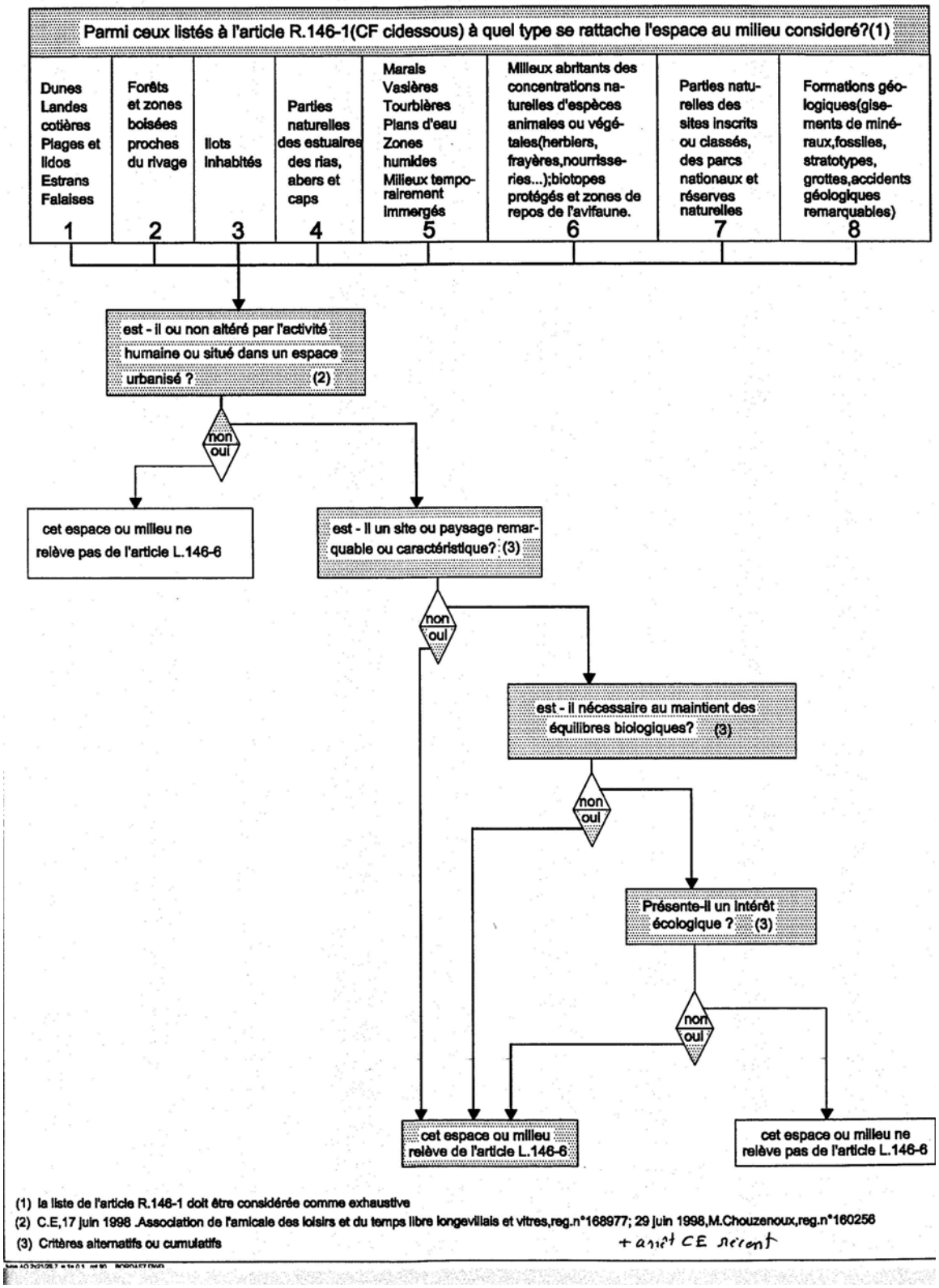
- Réserver aux espaces effectivement les plus exceptionnels une mesure aux contraintes sévères

La qualification d'espace remarquable doit être réservée aux espaces les plus intéressants nécessitant un stade de la protection avancé (juste avant la création d'un parc national ?). Elle ne doit pas s'appliquer automatiquement à toutes les zones présentant un intérêt d'un point de vue écologique, mais à celles d'entre elles qui ont soit un caractère unique ou rare, soit qui sont représentatives d'un ensemble de sites analogues contribuant fortement à l'identité d'une région, un seul étant alors retenu au titre des espaces remarquables. Ainsi, la délimitation d'une ZNIEFF ne devrait pas emporter automatiquement un classement en espace remarquable. D'autres mesures de protection sont en effet destinées à permettre une sauvegarde des intérêts faunistiques et floristiques (classement en espace boisé, réserve, arrêté de biotope…) sans être aussi contraignantes. La notion d'espace remarquable n'est pas adaptée aux sites partiellement construits pour lesquels, si une forte protection est indispensable, la législation des sites ou des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager est plus appropriée. En effet, la qualification en espace remarquable renvoie à l'article R 142-1 qui ne prévoit que des aménagements légers limitativement énumérés et limite à 20 mètres carrés toute création de surface hors oeuvre nette (SHON), c'est à dire habitable. Les habitations existantes ne peuvent alors être modifiées ou reconstruites en cas de destruction, quel qu'en soit le motif, sécurité ou confort. Quant aux activités économiques, même concourant à la mise en valeur du site et à l'accueil du public que la loi aurait autorisé, il n'en est, en l'état actuel du droit, tout simplement pas question !
Que fera-t-on d'un patrimoine bâti existant, éventuellement intéressant du point de vue culturel, voué à la dégradation ? En l'état, seule la technique du pastillage82 permet d'"épargner" les bâtiments existants, mais cet artifice est d'une légalité douteuse... En conclusion, ne devraient donc être qualifiés d'espaces remarquables que les espaces :
- quasi-exclusivement naturels ;
- remarquables ou caractéristiques selon une interprétation stricte, et donc sur un territoire plus limité que les zones naturelles inventoriées pour leur intérêt écologique »

DDE 2A/BAUH

identification d'un espace ou milieu relevant de l'article L.146-6

(ce tableau a été réalisé en collaboration avec patrick HOCREITERE (DGUHC) à partir de celui de guy MARTIN,docteur en géographie,ingénieur territorial,paru au BJDU n° 5/98)



(1) la liste de l'article R.146-1 doit être considérée comme exhaustive

(2) C.E,17 juin 1998 .Association de l'amicale des loisirs et du temps libre longevillais et vitres,reg.n°168977; 29 juin 1998,M.Chouzenoux,reg.n°160256

(3) Critères alternatifs ou cumulatifs + arrêt CE suivants

Finalement, la discussion engagée autour de la qualification de l'espace remarquable du patrimoine naturel littoral qui justifie la mise en œuvre de dispositifs de conservation contraignants doit être accompagnée d'une réflexion sur les inégalités écologiques associées à cette qualification. Ce faisant, elle doit permettre l'intégration des préoccupations écologiques et sociales et favoriser l'appropriation de la mise en œuvre des politiques publiques par les acteurs et les citoyens.

CHAPITRE 5

Les inégalités écologiques au Touquet (Pas-de-Calais) : perceptions et réalités géographiques

Coord. Valérie Deldrève et Philippe Deboudt

Avec la participation de Vincent Belhassen[103]

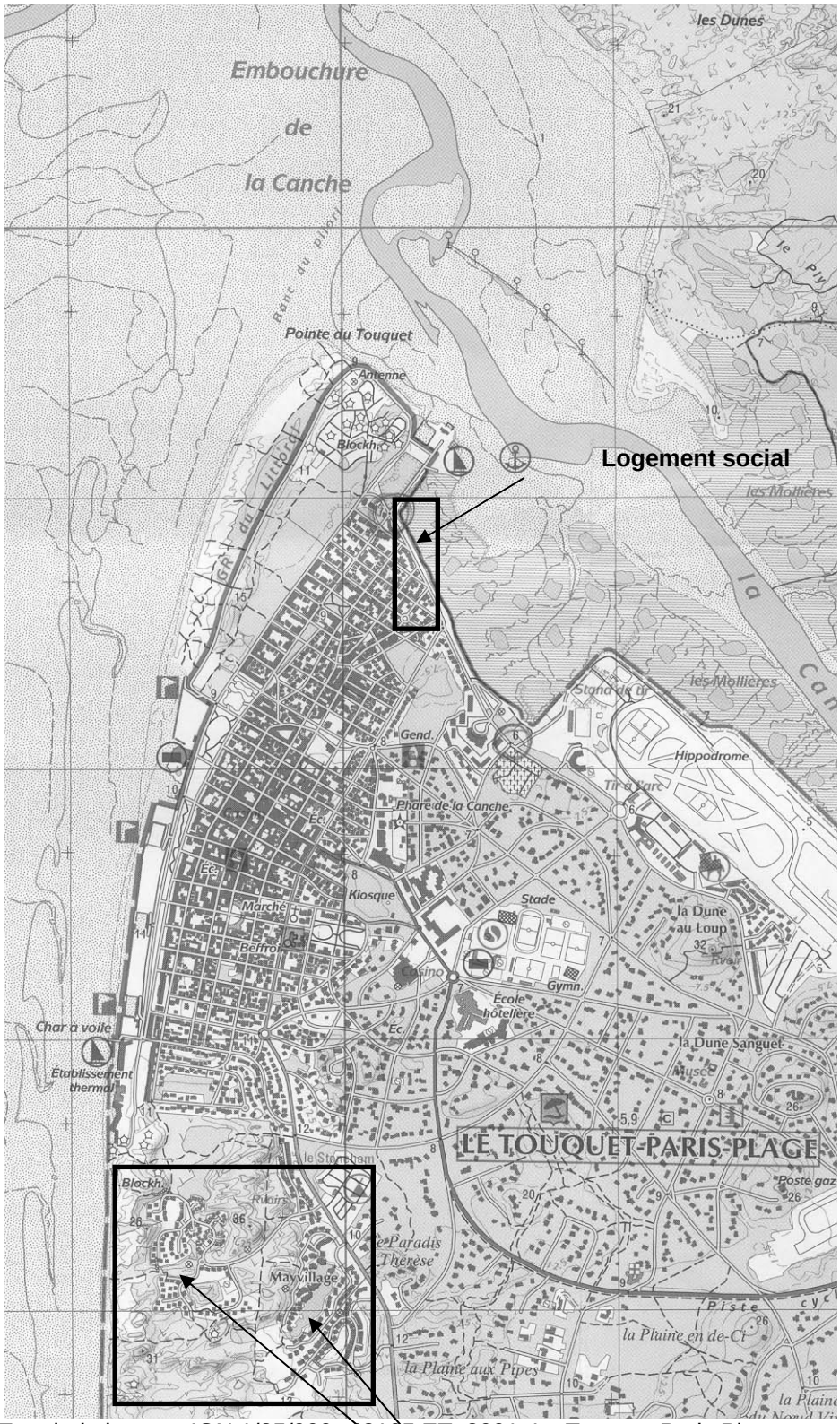
Introduction et méthodologie

Le Touquet Paris-Plage est l'une des stations les plus renommées et connues de la Côte d'Opale (Pas-de-Calais). Elle « rayonne » par son cadre forestier, sa plage, son architecture au style très « british », et par ses animations, comme le célèbre mais aussi contesté Enduro du Touquet ou Enduropale. Tout commence lorsqu'Alphonse-Jean-Baptiste Daloz, notaire parisien, achète en 1837 l'espace de la future station balnéaire. En 1856, il décide de fixer les dunes par des oyats puis par des pins maritimes. Dès 1875, la forêt est propice à l'accueil de pavillons de chasse et de villégiature. En 1880, le nivellement et le découpage parcellaire de ce qui constitue encore aujourd'hui la zone la plus dense sont effectués. Comme dans les autres stations, de nombreux projets apparaissent, puis sombrent bien vite, comme le projet d'une autre station au sud du Touquet, Mayville. Malgré l'échec de ce projet, John Whitley et Allen Stoneham achètent par le biais du *Touquet Syndicate Limited* des terrains boisés à l'est du boulevard Daloz et du centre dense. Les règles y sont très différentes, les vastes parcelles respectent la topographie et l'absence de limite et de clôture sont imposées.

Au début du 20ème siècle, le Touquet est déjà très prospère, notamment grâce à la forte présence britannique. En 1912, le Touquet acquiert son autonomie administrative et quitte la tutelle administrative de la commune de Cucq. De nombreux équipements sont mis en place pour satisfaire les désirs de loisirs des touquettois : une piscine sur la plage, l'hippodrome gagné sur le lit de la Canche, puis en 1936, l'aérodrome permet d'assurer des liaisons avec l'Angleterre. De fastueux hôtels voient le jour, un casino, un imposant Hôtel de ville, et de très nombreuses villas remarquables dont celles de l'architecte Louis Quételart. La clientèle du Touquet est donc celle des grandes familles anglaises et françaises du début du siècle, et ont transformé ce massif dunaire mobile en une station balnéaire moderne et luxueuse.

Aujourd'hui, le Touquet a conservé cette structure urbaine en deux parties. Le centre, qui longe la mer de façon très dense, dynamique avec de nombreux équipements, commerces et restaurants. La piscine a été remplacée par un complexe aquatique (Aqualud), plus moderne, et les parcs de stationnement recouvrent aujourd'hui la digue. Sur le front de mer, beaucoup de villas ont laissé la place à des immeubles de parfois plus de dix étages. Si celui-ci a été défiguré pour certains, cette transformation a répondu aux nouveaux besoins touristiques des années 1960. Aujourd'hui, le front de mer garde la trace de ces différentes époques, et on trouve de petites villas juxtaposées à de grands immeubles. La forêt peut se découper en plusieurs zones, selon la densité des habitations. Ainsi, les grands hôtels, le Palais de l'Europe et le casino se trouvent à la « lisière » de cette forêt, dans une zone assez dense. De nombreux projets ont été imaginés, sont abandonnés ou discutés : barrage sur la Canche, centre d' « isothérapie » ou village-vacances, port à la Pointe du Touquet.

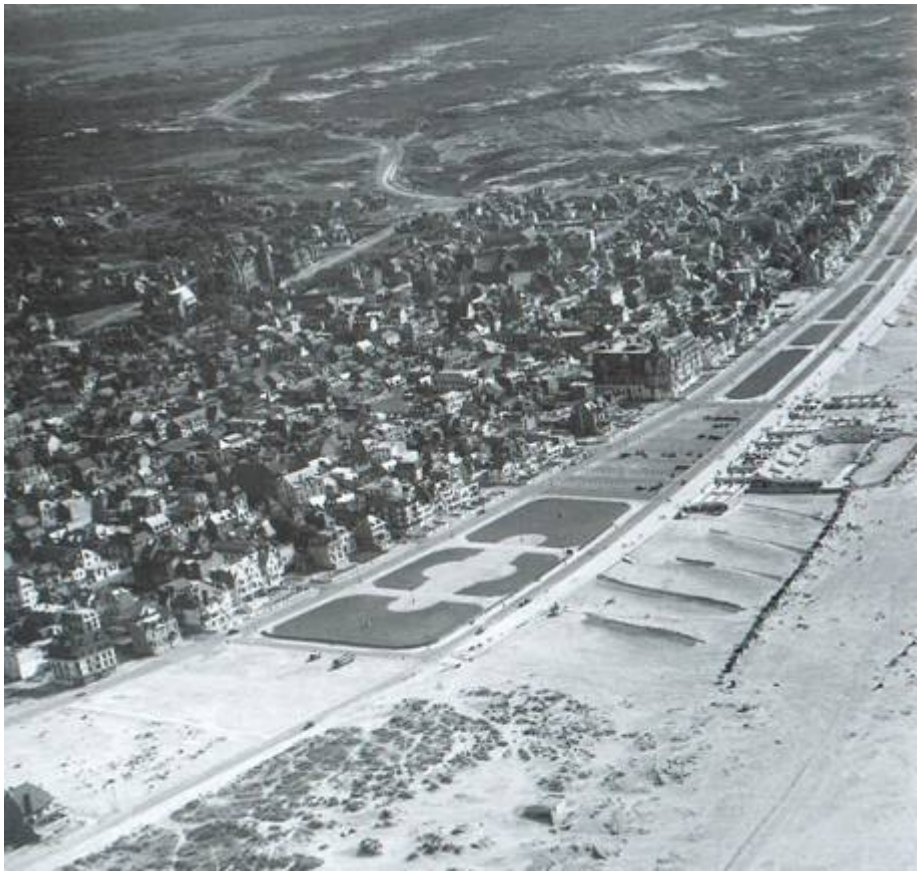
[103] Belhassen V., 2007, *Travail exploratoire, réalisation de guides d'entretiens et d'entretiens dans la commune du Touquet Paris Plage (Pas-de-Calais) pour l'identification et l'analyse des inégalités écologiques*, Rapport de contrat, INECOLITO, dir. V. Deldrève, Université de Lille 1.



Extrait de la carte IGN 1/25/000 n°2105 ET, 2001, Le Touquet Paris Plage, Berck, vallée de la Canche

Par son attrait, le Touquet est devenue une ville où le foncier n'a plus de prix. Il ne reste plus de terrains à bâtir, et tout ce qui est à vendre se vend, à n'importe quel prix. Prototype de la station bourgeoise, tout le monde ne peut pas s'y offrir un logement, notamment ceux qui y travaillent, et habitent dans les communes voisines. Ce problème de ségrégation sociale est perçu par la municipalité et la communauté de communes Mer et Terres d'Opale, qui y voient le danger de perdre la population active et jeune.
La municipalité a cherché, ces dernières années, a conserver cette image de station « chic » au cadre de vie remarquable, avec ses avenues boisées, le centre-ville fleuri, le golf, etc. La moitié du territoire communal est constitué d'espaces de nature non constructibles. De plus, les 200 hectares d'espaces forestiers sont artificiels, mais le milieu naturel, non artificiel, est représenté par 370 hectares d'espaces dunaires ainsi que la baie de Canche.
Avec 5 000 habitants permanents et plus de 30 000 l'été, le Touquet, est encore une station qui fonctionne par saison. L'été est la période la plus active, même si la ville n'est pas totalement déserte en hiver. L'une des grandes stratégies du maire historique du Touquet, Léonce Deprez, a été d'attirer une population tout au long de l'année et ainsi pérenniser les emplois. L'autre stratégie a été d'en faire une station de renommée européenne, pour attirer touristes et congrès étrangers. Ces deux ambitions se résument dans le titre de la station du Touquet : « Station européenne des quatre saisons ».

Vue aérienne du Touquet en direction de Stella Plage, photo de R. Durandaud, 2 septembre 1949



Présentation du Touquet Paris-Plage



Le front de mer du Touquet: immeubles récents côtoient anciennes villas



Piste pour cavalier le long de la baie de la Canche



La navette électrique pour un meilleur accès du centre-ville - le fleurissement



Deux styles architecturaux dans le centre dense le jour du marché



La séparation de la voirie entre cyclistes et automobilistes

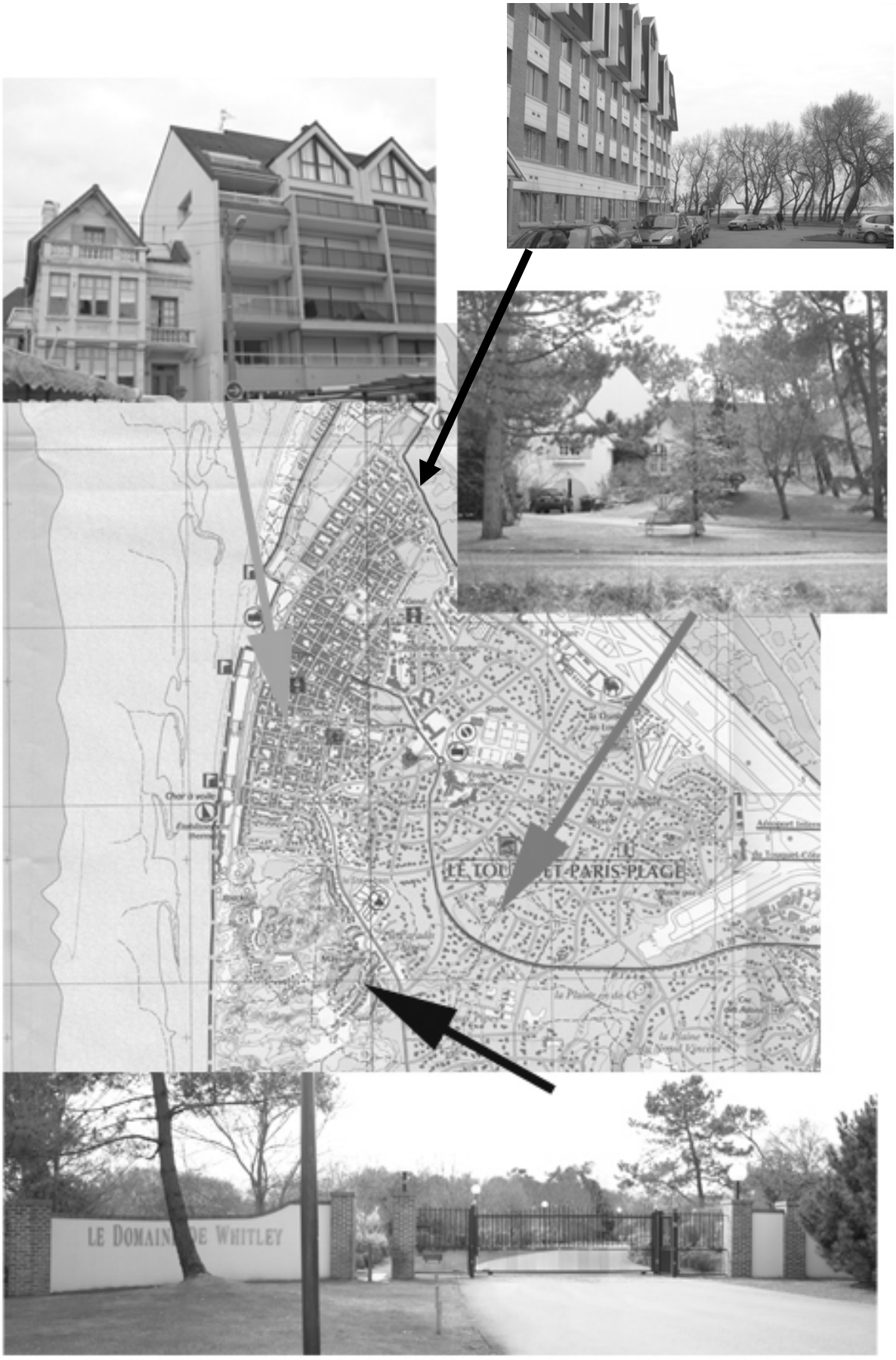


De nombreuses villas classées monuments historiques

Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C, IUP ENVAR 2 - mai 2006



Photographie aérienne oblique Le Touquet (NAI, mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008



Photos: Brunel C, Dupont A, Hallynck C - IUP ENVAR 2 - 2006
Carte IGN

L'enquête de terrain menée au Touquet porte sur les formes d'inégalités écologiques décelables en un lieu pourvu de fortes aménités environnementales. Tout à la fois ville littorale, station balnéaire, espace de dunes et de forêt, zone d'estuaire, le Touquet représente, dans le cadre du projet INECOLITO, un «cas d'étude » privilégié (un terme que nombre d'interviewés utiliseront). Lieu de résidences secondaires, il abrite également des logements sociaux et se divise en quatre quartiers clairement identifiables (celui des Dunes, de la Forêt, du Centre ville et de la Pointe nord). Partant de ce constat, nous avons décidé, comme dans l'étude menée dans le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer (chapitre 6), d'explorer le rapport que les résidents entretiennent avec le littoral et la mer, et plus largement avec leur « cadre de vie », une notion qui se pose « à l'articulation entre l'environnement avéré et l'environnement vécu » (S. Manusset et alii, 2007), entre éléments objectivables (tel le niveau sonore) et subjectifs (et par conséquent éminemment culturels). Elle nous a permis de ne pas focaliser l'entretien de manière exclusive sur l'environnement naturel, et notamment littoral, de manière à appréhender celui-ci dans un ensemble : soit l'environnement tel qu'il est défini par les résidents du Touquet.

25 entretiens semi-directifs ont été menés au Touquet, environ 6 par quartier. Ces entretiens ont été complétés par des entretiens plus brefs et plus directifs auprès des services de la Mairie, d'agents immobiliers et de commerçants. 14 observations ont également été réalisées dans les quartiers, les lieux de loisirs, lors d'une assemblée générale de l'Association de Sauvegarde des Forêts et des Dunes (ASFD), durant lesquels ont été recueillis de courts entretiens ou discussions plus spontanés. Cette partie du travail a été réalisée avec la participation de Monsieur Vincent Belhassen. Les interviewés, hommes et femmes, ont entre 32 et plus de 70 ans (en majorité plus de plus de 48 ans), de catégories supérieures, en activité ou retraités, résidents permanents ou très réguliers. 6 d'entre eux font partie de l'ASFD, aussi le guide d'entretien principal, présenté ci-dessous, a été modifié à leur adresse, comme à celle des commerçants, agents immobiliers et représentants des services de la Mairie interviewés :

Guide d'entretien des résidents permanents ou réguliers du Touquet

Les questions d'identification : lieu de résidence (adresse), date d'arrivée, type de logement, résidence principale ou secondaire, statut (locataire ou propriétaire), budget logement (si possible), revenu mensuel du foyer (si possible), statut marital / nombre de personnes dans le foyer, en activité ou a la retraite, profession et lieu d'exercice, année et lieu de naissance (pour l'interrogé et le ménage), niveau de diplôme

Autres questions personnelles inhérentes à l'objet d'étude : Lieu de travail, lieu de scolarisation des enfants, participation a la vie associative (Adhère-t-il à une association ? si oui, laquelle et quel rôle joue-t-il au sein de celle-ci ?),
- Si maison principale : Partent-ils en vacances ? Où et à quelle fréquence ? / Si maison secondaire : Que ce soit lors de week-ends plus ou moins prolongés ou pendant les vacances partent-ils toujours au Touquet et à quelle fréquence ?
- Quels sont les loisirs individuels et familiaux ?
- A-t-il de la famille au Touquet ou dans sa région ? Si oui, depuis quand vit-elle ici ? Si non, où habite-t-elle ?….

L'environnement :
- Comment le décrit-il ? le qualifie-t-il ? Parle-t-il de « cadre de vie » et en quels termes ?
- Que pense-t-il de la proximité de la mer ? Est-ce, selon lui, un avantage ou un inconvénient ? Et des autres aménités environnementales (dunes, forêts…)
- Est ce un choix de venir résider ici, quelles sont les motivations ?

Le littoral
- Exercice d'une profession liée au littoral ? ou pour d'autres membres de votre famille ?
- Comment profite-t-il de la proximité de la mer (fréquentation de la plage, à quelles occasions ? Seul, en famille ou entre amis ? De même pour les dunes ? Les pratiques nautiques ?) Et pour la forêt ?
- Plus généralement, que pense-t-il du littoral (en quels termes l'évoque-t-il, quelles préoccupations…) ?

La ville, le quartier, l'habitat
- Est-ce un logement neuf ou ancien ? Satisfaction à son égard ? Pourquoi ce logement ? ce quartier ? Qu'en pense-t-il ?
- Que pense-t-il du quartier et du Touquet en général ? Quel type d'aménités/d'inconvénients sont spontanément cités ?
- Quels sont les éléments déterminants dans le choix de la ville/ du quartier/ de la résidence ?
- Aspiration à résider ailleurs ? Où et pourquoi ?
- Lien avec la région (types d'attache, mobilités …)

Sensibilité écologique
- Est-ce que l'état de l'environnement, notamment marin et littoral, leur semble satisfaisant ou préoccupant (niveau global, local)?
- Connaissance de projets en rapport avec l'environnement ou l'aménagement du cadre de vie, que la mairie ou des associations du Touquet aurait pu développer ? Opinions ?
- Lesquels voudrait-il voir être mis en place ?
- Participe-t-il au tri sélectif ? Depuis quand ? Qu'en pense-t-il? Autres pratiques quotidiennes relevant de l'écologie ?
- Intérêt pour les sujets écologiques ? Lectures, connaissances, avis, expériences en la matière

Afin de présenter et d'analyser le rapport que ces résidents nouent avec leur environnement et les formes d'inégalités écologiques qu'il donne à lire, nous dissocierons les résultats de l'enquête de terrain menée à la Pointe nord, de ceux des autres quartiers. En effet, la population plus modeste qui y réside, en logement social, revêt une spécificité assez méconnue du Touquet. Nous souhaitons la mettre en exergue, afin d'en évaluer la portée et les limites dans les dimensions ci-dessous traitées et relatives aux aménités environnementales et urbaines associées au Touquet ou encore à la sensibilité et à l'engagement écologique.

5.1 Les habitations collectives de la pointe nord

5.1.1 Localisation, présentation du site

Les habitations collectives sont situées tout au nord de la ville du Touquet. Elles se situent près de l'hippodrome et du centre nautique nord, au bord de rive sud de l'estuaire de la Canche. Elles sont les plus proches du site classé (en 2001) de la Pointe du Touquet. Cette situation géographique offre un panorama exceptionnel à la fois sur la baie de Canche, sur la forêt et sur le cœur de la ville. La majeure partie des locataires, approximativement 600, de classe moyenne voire populaire, est employée par la Commune. Les logements furent construits entre 1968 et 1975 par le bailleur social « Pas-de-Calais Habitat », en marge de la ville et à proximité du dépôt de matériels de la mairie. Il servait à la fois de remise et de décharge Dans l'esprit de développement urbain de haut standing que souhaitait la Commune, ce type d'habitation ne pouvait être construit qu'en marge de celle-ci. Toutefois, au début des années 1990, lorsqu'un hôtel 5 étoiles vint s'implanter à quelques mètres seulement des résidences collectives, elle prit conscience du potentiel de ce site au bord de la Canche. La pointe nord est, par ailleurs, convoitée depuis plusieurs années dans le cadre d'un projet de « port nature » destiné à accueillir des bateaux de plaisance. Ce projet est aujourd'hui au point mort, la baie de Canche étant protégée par de nombreux outils réglementaires et notamment le classement du site au titre de la loi de 1930 en 2001.



Photographie aérienne oblique de la Pointe du Touquet (Rive Nord de l'estuaire de la Canche) Photographie NAI, Mai 2007
© Philippe Deboudt, 2008

Les résidences sociales, de 6 ou 7 étages, sont les plus hautes de la ville. Certains locataires jouissent donc d'une vue imprenable sur toute la baie de Canche ou sur la ville du Touquet. A proximité de la baie, les résidents bénéficient également de l'accès aux plages pour la baignade, aux dunes et à la forêt avoisinante pour les promenades. Le quartier est, depuis quelques temps, relié à la ville par un service de navettes électriques gratuites et desservi par des pistes cyclables, un désenclavement consécutif à l'ouverture de l'hôtel qui a drainé la rénovation du quartier et de ses logements.





Logements sociaux et vue sur la baie de Canche (Deboudt, septembre 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

Le bailleur, *Pas-de-Calais Habitat*, afin de ne pas « dénaturer » le site de la Pointe Nord et de conformer son parc à l'image de marque du Touquet, a mené récemment plusieurs actions : l'installation de paraboles collectives sur les toits évitant l'accrochage sauvage d'antennes privées aux fenêtres, la rénovation progressive des façades, et l'aménagement de parcs pour enfants au coeur des espaces verts. Le bailleur applique, en outre, avec une grande rigueur la politique de tri sélectif mise en place par la mairie.

Voyons maintenant, au terme de cette rapide présentation, comment les résidents habitent ce décor à la fois urbain et naturel valorisé, et comment ils se l'approprient. Quelles relations entretiennent-ils avec ces différents cercles d'appartenance que représentent leurs quartiers, la ville du Touquet et l'environnement naturel qui l'abrite ? Quelle lecture des inégalités écologiques et du lien étroit que la sociologie tisse entre elles et les inégalités sociales autorise l'exemplarité de cette petite communauté, modeste quant aux statuts et revenus de ses membres, mais au cadre de vie semble-t-il privilégié ?

5.1.2 Vivre au Touquet « autrement »

Habitat social, employés, pour la plupart de la Commune (à la comptabilité, au secrétariat, aux espaces verts, à l'entretien…), faible mobilité géographique, départs en vacances restreints, car trop coûteux, ou restreints à des « visites » dans la famille et chez des amis, les familles de la Pointe Nord affichent leur distinction. Elles ne collent pas à l'image de la population du Touquet, se sentent « à part » et l'expriment sous deux registres combinés et paradoxaux : celui de l'inégalité sociale manifeste et celui du privilège :
« *On est des employés de la mairie. Ici, c'est comme dans les hôtels : le personnel dort dans des chambres sous les toits, pendant que les clients dorment dans des suites royales. Ici c'est pareil, on n'a pas les moyens de vivre dans des grands hôtels, mais on y est tous les jours pourtant* ».
Ainsi le sentiment d'inéquité sociale que suggère la métaphore employée est immédiatement tempéré dans les discours par celui d'être réellement privilégié par rapport à tous ceux qui souhaiteraient résider le Touquet sans y parvenir (parmi lesquels les employés qui n'ont pas obtenu de logement social). Le privilège naît d'une contradiction apparente dont les interviewés semblent jouer : ils n'ont « *pas les moyens* » d'habiter cette commune « *magnifique », « prestigieuse* »… et ils y résident pourtant !
« Ici c'est vrai qu'on est pas fort payé, comme tous les agents communaux, voire même moins. Mais on a un avantage inestimable, c'est de pouvoir habiter en bord de mer, avec la forêt de l'autre coté, des gens rêvent d'habiter ici, mais n'en n'ont pas les moyens. Nous, on n'a pas les moyens, et pourtant on nous donne l'opportunité de vivre ici, grâce à notre travail. C'est quand même magnifique et unique ça non ! »
Le privilège en soi n'est pas perçu comme contestable, puisque légitimé par l'utilité, le travail accompli au sein de la ville. Il nourrit cependant une attitude empreinte de reconnaissance à l'égard de la mairie, pourvoyeuse de travail et, indirectement, de logement au sein de la Commune.

Ainsi les locataires de la Pointe Nord se sentent-ils résidents à part entière du Touquet, et ce bien qu'ils y vivent différemment. Locataires à l'année dans une commune de résidences secondaires et touristiques, ils souffrent de la cherté de la vie qui, si elle épargne leurs loyers et les impôts locaux, se manifeste à chaque comptoir, épicerie, restaurant touquettois, décrit comme des « *pièges à touristes* » inaccessibles. Aussi faute de navettes intercommunales régulières, la voiture est présentée comme la condition *sine qua non* pour vivre au Touquet sans y acheter, ni se priver des biens de consommation habituels ou de sorties en famille. Les modes et lieux de consommation ne sont pas les seules formes de distinction, ni même les plus radicales - puisque les touristes eux-mêmes tendent à s'approvisionner aux supermarchés des environs. En revanche, le mode d'habiter le quartier, et la commune, semble plus ségrégatif, et suscite le sentiment de ne rien partager avec les autres Touquettois : *« On n'a rien a à voir avec eux alors on ne se mélange pas trop, c'est vrai. ».*
Ils ne se reconnaissent pas dans les objectifs et activités des associations du Touquet et préfèrent s'investir dans la vie de leur quartier, un quartier « *pas comme les autres* » et rarement associé aux autres : *« Par exemple, quand il y a des réunions entre quartiers, on nous oublie. Pour certains, on n'existe même pas c'est sûr ! Et puis, de l'autre côté, nous aussi on ne fait pas attention à eux »*. Le « eux » désigne les propriétaires des résidences principalement secondaires des autres quartiers, et plus particulièrement ceux des dunes et de la forêt. Les représentations nourries à leur égard sont ambivalentes. Tout comme les flux de touristes, ils apparaissent comme « nécessaires à la ville » ; leur présence justifie le nombre élevé d'employés dont les interviewés font partie.

Mais leur mode de résidence est assimilé à l'apanage de personnes âgées et étrangères dont les interviewés ne partagent ni le mode de vie, ni les aspirations : *« Déjà parce qu'on est pas sûr de parler la même langue, vu le nombre d'anglais qui achètent là-bas et puis aussi parce qu'on n'est pas du même monde. Je suis sûre que le bruit des enfants ou des animaux doit les emmerder, alors que moi je suis pour la vie, dans le respect bien sûr des autres, mais c'est quand même plus agréable de voir des gamins jouer que de rien entendre du tout juste du silence ! Ah non ! ça non merci (…). En plus ce que vous ne savez pas c'est que pratiquement toute l'année ces maisons sont vides. Les gens qui ont ces maisons ne viennent que pendant les vacances, ou pendant les longs week-ends. Alors imaginez vous : toute l'année sans voisin, ça doit être très triste non »*

Loin d'aspirer à l'isolement, valeur croissante des modes d'habiter (IFEN, 2006), les résidents de la pointe nord valorisent le lien social, entretenu par le voisinage, la vie associative et les réunions à l'initiative du bailleur ou du gardien, un lien renforcé par les relations professionnelles entre employés de la mairie : *« Et puis, il y a aussi le voisinage qui est important, même si c'est vrai que quand on vient s'installer, on ne peut pas vraiment savoir à côté de chez qui on va vivre. Quand je vois des fois des gens qui achètent une maison sans avoir été voir qui était leurs voisins ! Franchement, je ne comprends pas comment c'est possible. Nous ici, c'est vraiment sympa, on se connaît presque tous, déjà parce que beaucoup travaillent à la mairie, mais aussi parce qu'on participe à des réunions de quartiers pour parler de ce qu'on aimerait bien ici. Par exemple, on organise des sorties pour les jeunes, on fait aussi des lotos et ça c'est vachement bien pour créer des relations de voisinage. Comme ça, on se connaît et on se parle plus facilement. »*
Le collectif est érigé en valeur. Ni la difficulté potentielle de protéger sa vie familiale et privée au regard des voisins et collègues, ni les nuisances sonores inhérentes à ce mode de résidence ne semblent relativiser l'agrément de pouvoir habiter ensemble. Quant aux conflits de voisinage potentiels, ils ne résistent pas, selon les propos recueillis, au mode de régulation interne au quartier, une régulation composée de plusieurs éléments : respect de la convention signée avec le bailleur, médiation du gardien très impliqué dans la vie collective, et surtout entretien d'une dynamique de bon voisinage via des rapports interpersonnels multiples et de nombreuses activités en commun : « *Ça c'est vrai que pour ça ce quartier est vraiment sympa. On s'entend tous bien, on se prévient quand y en a un qui fait une fête et qu'il va faire du bruit, c'est quand même normal, il nous invite même a prendre un verre des fois. On parle aussi de tous les travaux qui vont être faits dans les immeubles, on compare nos immeubles, on se bat un peu tous ensemble pour obtenir ce qu'on veut »*

Autres agréments inhérents au quartier, sa tranquillité et son aspect verdoyant, fleuri, parfaitement entretenu à l'image du Touquet, sont extrêmement valorisés, L'environnement immédiat, à la fois urbain et naturel, constitue également des attraits incontestables, maintes fois dépeints en des termes enthousiastes : « *Donc, on a la mer d'un côté, la forêt de l'autre côté, et un centre ville qui vit toute l'année. En plus nous on est loin de rien, mine de rien. On n'a pas de problème de stationnement. Nous on est tranquille parce qu'on est un peu en dehors du centre ville sans pour autant en être très loin. On est même pas à 500 m de la mer en passant par les dunes. J'ai le centre équestre au coin, de ce coté là, j'ai le tennis, alors j'ai vraiment tout. On a un cadre tranquille, mais avec tout à notre disposition* ».
La distance au centre ville n'est plus vécue comme un facteur d'isolement depuis la mise en place récente de navettes électriques gratuites qui desservent les différents quartiers du Touquet et épargnent les résidents excentrés des encombrements et problèmes de stationnement.

Les interviewés se montrent très sensibles à ce désenclavement et à la prise en considération croissante de leurs conditions de vie qui se traduit diversement (enfouissement des câbles, entretien des espaces verts, ravalement des façades et insonorisation en cours des logements…) : « *La commune a refait les routes et aménagé des parcs autour des espaces verts, il y a eu des réhabilitations des bâtiments au niveau des façades, des intérieurs, on refait les peintures, et les appartements en général, on a remis des éviers neufs à tout le monde, les WC, les chasses d'eau. Bientôt on va changer les portes et les fenêtres pour mieux isoler les appartements. Il n'y a pas que les aspects esthétiques, il y a aussi les aspects pratiques qui améliorent le quotidien* »
Cette revalorisation tous azimuts des espaces les plus publics aux plus privés, qu'ils convoquent pour définir leurs conditions de vie ou qualifier leur « *cadre de vie* », est spontanément associée à l'ouverture d'un hôtel 5 étoiles à quelques mètres de leurs résidences. Celle-ci a profondément marqué l'histoire du quartier, en lui conférant en quelque sorte un statut à part entière, une valeur intrinsèque : *« C'est vrai qu'au début on était un peu les pestiférés du Touquet ! Ils nous avaient mis complètement à l'extérieur de la ville, près des hangars de la mairie, sûrement pour que les touristes ne voient pas qu'au Touquet aussi il y a des HLM. ! Mais pas de chance, un grand hôtel est venu se construire juste à coté de chez nous et du coup, depuis, c'est des centaines et des centaines de touristes qui voient qu'au Touquet, c'est comme partout, il y a la classe moyenne qui vit dans des tours.* »
Les transformations qui s'en suivirent sont toutes saluées par les résidents. Parmi eux toutefois, les voisins immédiats de l'hôtel, dont la vue sur l'estuaire est obstruée et le quotidien profondément affecté par les bruits et odeurs divers et nocturnes d'un établissement dont le dynamisme est à l'image d'une station touristique et balnéaire de renom, supportent amèrement le coût du changement : *« Alors l'hôtel c'est beau ; mais de façade, coté Canche, avec la fontaine et tout ça. Mais derrière, c'est nul, bruyant et moche. Nous, on est du coté livraison, on se tape les camions, les poubelles. Nous on a que les nuisances en fait… Alors imaginez les gens qui rentrent du travail et qui veulent dormir, et bien l'hôtel, c'est un truc de loisir, alors c'est la fête, il y a des british, des soirées Claude François tout le temps. Alors ce n'est pas possible ! Donc l'hôtel, il est beau de l'extérieur, c'est vrai qu'il a amené plein de bonnes choses, mais il y a aussi des inconvénients. Et je dirai que le Touquet, c'est ça, de l'extérieur c'est magnifique, paradisiaque, mais en réalité il y a quand même pleins de trucs qui dérangent. ».*

5.1.3 Aimer le Touquet pour ses aménités

L'ensemble des interviewés soulignent, il est vrai, les revers de la vocation touristique du Touquet, mais de manière plus tempérée que dans l'extrait précèdent où les nuisances occasionnées par la trop grande proximité de l'hôtel empreint l'ensemble du regard porté sur la ville. Outre le coût de la vie locale déjà souligné, un autre type d'inconvénient est cité régulièrement, à savoir l'encombrement des routes que provoque l'afflux des touristes et propriétaires de résidences secondaires lors des vacances, jours fériés, et des week-ends ensoleillés. Ils citent également deux autres insuffisances inhérentes à la politique de développement régional et communal que sont le manque de correspondance rapide entre le Touquet et les grandes métropoles et l'absence de sources d'embauche autres que la Mairie et l'hôtellerie-restauration dont les emplois sont dépeints comme peu enviables. L'une des conséquences regrettées est le départ forcé des jeunes, au demeurant attachés à la ville et à la proximité familiale. Ces contreparties de politiques locales peu contestées, bien qu'insuffisamment concertées - regrettent les résidents à propos de l'implantation de l'hôtel ou du projet de construction de parkings souterrains en bordure de mer -, semblent largement compensées par les aménités inhérentes à la résidence au Touquet.

Ainsi les interviewés ne tarissent-ils pas d'éloges sur leur ville : *« Magnifique. Les paysages sont magnifiques, on a la mer d'un côté et la forêt de l'autre, c'est rare ça quand même surtout dans le coin. Et après vous regardez le centre ville, moi je le vois, je passe mes journées là-bas, vu que je travaille dans le centre ville, et bien c'est magnifique, c'est propre et tout. »*
Citant tour à tour les espaces verts, la propreté des rues et de la plage, la proximité de la forêt, de la mer et la finesse du sable, les interviewés décrivent le Touquet comme une alliance entre mer et forêt, ville et nature. *« Alors qu'ici c'est trop gai, c'est merveilleux. Il y a une nature, bon un petit peu artificielle quand même parce qu'on sent que c'est quand même l'humain qui a participé à cette nature, mais c'est beau quand même* ».
Le Touquet est présenté comme un *équilibre* ordonné, par l'homme, entre ses différentes composantes. Et, si distinction est faite entre éléments naturels et intervention anthropique, c'est souvent pour souligner leur heureuse combinaison, à l'origine même de l'histoire du Touquet et de sa renommée. L'accent est constamment mis sur l'esthétique des lieux, entretenu par la Commune dont le travail est d'autant valorisé qu'il est reconnu en dehors de ses frontières : « *Vous aviez déjà vu des espaces verts aussi fleuris et beaux ? C'est rare la mairie travaille beaucoup la dessus. On d'ailleurs été décoré pour ça, un truc européen, du sérieux, non c'est nickel !* »

Les aménités dont bénéficient les résidents sont nombreuses. Les unes sont imputables aux aménagements réalisés par la ville, telles les « belles routes », les pistes cyclables ou encore l'hippodrome et le tennis. Les autres proviennent de l'environnement naturel, soit la proximité de la forêt, des dunes, de la plage et de la mer. Les paysages, perçus comme « magnifiques » et « encore sauvages » sont le cadre de promenades très appréciées[104], de sorties familiales. L'accès à la plage est davantage prisé en période estivale où il est concurrencé par les nombreux touristes : « Q*uand il fait beau, c'est magnifique d'aller dans les dunes, de se balader, ou d'aller sur la plage faire bronzette, se baigner ou faire du cerf volant avec le gosse. On va quand même plus vers la mer que vers la forêt. Je ne sais pas pourquoi on préfère ; c'est peut être parce que la forêt on l'a toujours eu et que la mer moins, alors on se rattrape (*l'été) »
Le reste du temps, les résidents fréquentent davantage la forêt, lieu de prédilection de la promenade. Les lieux de nature sont également le théâtre aux décors variés du centre aéré communal. La plupart des enfants des résidences y sont inscrits et participent aux courses d'orientation en forêts, comme aux divers jeux de plage. L'appropriation de l'environnement immédiat, omniprésente dans les discours, relève avant tout de la sphère des loisirs familiaux. Elle est alors exprimée en des termes qui gomment la frontière entre ville et nature : *« ça doit rester secret ! Non sérieusement, je ne sais pas, on connaît les passages par les dunes pour aller se baigner, on connaît bien la forêt pour aller faire du vélo, on n'est sûr de ne pas se perdre. On connaît les magasins pas chers ou les bars et les restaurants qui font la meilleure cuisine par exemple. On adore aller se promener parce que le paysage est magnifique, il ne s'arrête jamais de changer, on passe d'un décor un peu sauvage avec les dunes, ça donne des fois l'impression d'être perdu et d'être tout seul, et puis on arrive sur une plage magnifique* !».

[104] Ainsi comme pour la grande majorité des français, « qui fréquentent les espaces naturels, la simple promenade reste la finalité principale » des Touquettois (Maresca, Hébel, 1999)

Par ailleurs, si les loisirs nautiques sont cités moins fréquemment que d'autres, ils n'en sont pas moins le support de relations et d'activités à la fois familiales et amicales : *« J'adore aussi la bronzette, aller faire la sieste sur la plage quand il fait beau mais pas trop chaud, c'est super agréable quand même. Et puis la mer on adore, on a un bateau. On a un voilier et nos amis aussi ont un bateau, mais le leur est à moteur et c'est mieux. Nous c'est un voilier, j'aime moins, mais c'est quand même sympa. Dès que le temps le permet, on s'appelle et hop on part en mer pour aller se baigner en pleine mer et les hommes font de la pêche, ça c'est leur passion*. *Mon mari adore tout ce qui tourne autour de la mer, il a fait de tout, du char a voile, du bateau, de la plongée, plein de trucs comme ça, de la pêche. C'est vrai qu'on a tout essayé, on est souvent à la base nautique*. »

La gratuité de la plupart des aménités est un attribut inestimable et fortement souligné par les interviewés :« *Et puis, il faut dire aussi sur les activités qu'on peut faire ici, et là je parle pour moi personnellement, mais les activités qu'on aime faire sont dans la plupart des cas gratuites. Ça ne coûte rien de se promener avec ses chiens dans la forêt, ou aller se baigner dans la mer, aller voir les chevaux s'entraîner des trucs comme ça quoi* »

Ce qui signifie également que les activités coûteuses comme le cheval, le golf ou autres, et ce bien que des cartes de réduction soient distribuées par la Mairie, ne sont pas perçues comme financièrement accessibles ou culturellement adaptées. Ainsi l'environnement urbain et naturel que représente le Touquet, et notamment le site de la pointe nord, est-il vécu comme porteur d'aménités. Il favorise la vie hors travail, les loisirs hors domicile, un mode de vie accessible, dans certaines limites jugées acceptables, à l'ensemble des résidents, y compris les plus pérennes d'entre eux et peut-être les moins visibles : ceux qui y travaillent.

5.1.4 Un rapport à l'écologie à la fois distant et structurant

L'importance que revêt l'environnement naturel du Touquet ne nourrit pas une conscience écologique de même ampleur. Les enjeux associés à la préservation des dunes, de l'estuaire ou de la forêt, leur intérêt sur le plan écologique sont assez mal identifiés, et sont davantage définis sur le plan paysager et des aménités collectives. Ainsi les interviewés ne s'émeuvent-ils pas des constructions qui fleurissent dans les dunes et de leur méfait potentiel sur le cordon dunaire, mais s'inquiète davantage de l'aspect verdoyant et de l'image du Touquet : « *Non pas trop, elles sont belles les maisons et il reste encore pas mal de nature. Mais en plein milieu de la ville, ils plantent des arbres, ils mettent des fleurs et tout. Comme ça alors, ça va : on n'est pas encore recouvert de béton. Et même quand vous regardez les maisons dans la forêt, elles se marient très bien avec le décor. Et c'est pareil au bord de la mer, sauf, comme je vous le disais, le front de mer qui là fait vraiment cité balnéaire, c'est-à-dire un endroit pour stocker des vacanciers et ça ce n'est pas terrible. Il fallait garder au Touquet un esprit village. ».*

La nature est plantée dans la ville et la ville est plantée dans la nature, une double interpénétration que les interviewés apprécient et tiennent à dépeindre. L'extension de la ville n'est critiquée que lorsqu'elle limite l'espace naturel accessible. Elle signifie alors la privatisation de parties de dunes ou de forêt au profit de résidences secondaires, au demeurant peu occupées, et l'exclusion d'une population qui s'était appropriée les lieux à travers des usages réguliers, voire quotidiens. Les interviewés dénoncent cette pratique tout en tolérant les nouvelles constructions, pour autant qu'elles *« collent à l'image du Touquet* » et participent à son dynamisme, au maintien de ses emplois.

Est moins tolérée l'appropriation de la nature à des fins tout autant privées que restreintes lorsqu'elle se fait domestication poussée… : *« Alors ils achètent un peu partout, que ce soit près des dunes comme à Whitley ou en centre ville, ou même dans la forêt. Vous voyez on arrête pas de construire dans la forêt et c'est des maisons qui sont quasi tout le temps vides à l'année. Alors, c'est un peu un caprice de gosse d'acheter une grande baraque. Il y en a, c'est presque des châteaux…et eux ils ne viennent que quelques semaines dans l'année… Je ne comprends pas tout des fois. Ils ont des hectares de terrain et ils sont jamais dedans, ça sert a quoi ? En plus ils veulent habiter dans la forêt et ils rasent tout dans le jardin, comme des anglais en fait c'est ça ! Alors là aussi, qu'on m'explique a quoi ça sert d'habiter dans la forêt si c'est pour couper tous les arbres !* ».

De même l'Enduro est qualifié de nécessaire à la Commune, d'autant que le tourisme se modifie : les séjours sont moins longs, tributaires d'une météo aléatoire et peu favorable ces dernières années. Source de revenus et d'emplois, cette manifestation n'est pas perçue comme négative sur le plan écologique. Les deux nuisances qu'elles drainent, à savoir les déchets laissés sur place par la foule de visiteurs et la dégradation des plantes dans les dunes, sont immédiatement prises en charge et les traces effacées par la Commune : *« C'est pas mal critiqué, mais moi de mon point de vue je ne suis pas pour détruire la nature, bien au contraire. Mais, moi, je vois comment fonctionne la ville, il y a quand même 10% de la population qui travaillent pour la mairie, donc 6000 habitants ça fait 600 employés, et vous pouvez me croire que le lendemain vers 7, 8h du matin il n'y a plus rien.. C'est hyper nettoyé, hyper propre. »*
Les rues et plages sont nettoyées, les plantes et arbres détruits sont aussitôt replantés. La remise en cause de l'Enduro n'est pas écologique selon les interviewés, elle relèverait davantage du conflit de classe. Ainsi l'Enduro serait trop populaire aux yeux des propriétaires des résidences secondaires dont les biens tant matériels que symboliques se retrouveraient directement menacés par la foule drainée par la manifestation, périodique, invasive, bruyante et source de dégâts potentiels (portails brisés…). Nuisances auxquelles se montrent moins sensibles les locataires de la pointe nord davantage préoccupés par la vitalité économique de leur commune : « *L'Enduro c'est une course populaire, alors c'est sûrement ça qui dérange les bourgeois d'ici, mais sinon c'est génial et ça fait vivre du monde Nous par exemple, on travaille ce week-end là et ça nous fait gagner une petite prime. Et puis ça permet aux commerçants aussi de se rattraper des mauvaises saisons qu'il y a en ce moment. C'est vrai qu'en ce moment c'est moins rempli que d'habitude alors l'Enduro, avec ses 400 000 personnes, ça doit leur renflouer les caisses, c'est sûr* ! »
Le débat écologique que les opposants à l'Enduro entretiennent autour de l'évènement dissimule selon les résidents de la Pointe Nord « une mentalité trop bourgeoise », ou pour le dire autrement un rejet plus global des loisirs populaires, dont le développement nuirait à l'image du Touquet et aux aménités que seule confère une résidence de haut standing en un lieu préservé du plus grand nombre. Ainsi les prix de l'hôtellerie-restauration, des mobil homes et des emplacements de camping-cars qui ne bénéficient d'aucun aménagement spécifique seraient des moyens d'écarter les visiteurs non désirés, en bref de privilégier certains usages et de sélectionner ceux qui peuvent y prétendre

Pour en revenir à la conception que les interviewés ont de la nature, elle se présente comme une mixité d'espaces verts et fleuris propres à embellir la ville, de forêts, de dunes, de plages et de mer, mais sans conférer une importance prédominante à l'entrée maritime. Leur nature est littorale certes, mais surtout verdoyante, aménagée par une volonté politique forte, qui est également celle de réparer les dommages occasionnés par les usages récréatifs et les activités économiques qui font vivre la Commune. Celle-ci a construit son image de « village » entre urbanité et nature et son avenir dépend de cette image. Les résidents, et ce bien qu'ils déplorent d'être trop peu consultés – rappelons-le - font entière confiance en la personne ô combien prédominante du maire pour préserver cette image, et donc la nature qui en est constitutive, contre des pressions foncières et des usages économiques trop invasifs ou dégradants. Rien d'irréversible n'est fait et ne sera fait selon eux.

L'écologie se fait alors synonyme dans leurs discours de souci de propreté et de réparation immédiate des petits dégâts qui pourraient nuire à la nature touquettoise. Car au Touquet, la propreté est sacrée, préoccupation écologique et esthétique à laquelle la Mairie consacre de nombreuses heures de travail : *« La ville, ici, est très soucieuse de la protection de la nature et de l'écologie, il n'y a qu'à regarder la propreté des rues, le nombre de poubelles dans les rues pour empêcher les gens de jeter […]. Ils avaient même distribué des cendriers jetables en carton sur la plage pour que les gens y jettent leurs mégots plutôt que de l'enterrer dans le sable* ». « *C'est vrai que nos plages sont magnifiques avec le sable et la propreté aussi. Vous avez vu nos plages comment elles sont propres et ça je suis bien placé pour en parler, vu que je suis aux services techniques, je vois tout ce que fait la mairie pour garder sa ville, mais aussi la plage et les forêts les plus propres possibles. Il y a plus de 50 personnes qui travaillent à l'entretien de la ville, alors vous voyez ça fait du monde* »

Citée à de maintes occasions, présentée dans les entretiens comme un élément important, constitutif de l'identité du Touquet, la propreté des espaces publics fait la fierté des résidents et des employés de la Mairie. Tous se conforment à sa discipline par respect pour l'image de la ville et du travail accompli, voire de la nature telle qu'elle est donnée à voir en ces lieux. Pour quelques interviewés toutefois, cette discipline est un comportement écologique élémentaire qui répondrait à un souci plus global pour la nature animale et végétale planétaire : « *On fait attention à nos déchets déjà, et ça tout le monde ne le fait pas. Quand on voit des fois certains endroits après le passage de certains groupes on est dégoûté, c'est clair. Pourtant la mairie met des poubelles un peu partout, mais rien n'y fait, il y a quand même des gens qui laissent leurs poubelles par terre. Ce n'est pas grand-chose quand même. Je pense que c'est vraiment un manque d'éducation où des gens qui n'ont pas conscience du tort que ça crée à la planète. Dès fois, avec les marées, on voit un paquet de déchets qui vient sur nos plages et c'est grave ça quand même. L'autre fois j'ai vu à la télé qu'il y avait des baleines ou des dauphins qui mourraient étouffés en mangeant des sacs plastiques que les hommes laissent traîner. Mais ça les gens ne le savent pas ou alors ils s'en foutent. Et puis les gens qui laissent leurs déchets, ce sont souvent les gens qui n'habitent pas là, c'est clair parce que les gens qui habitent là, même s'ils s'en foutent de la nature, ils laissent rarement leurs déchets pour la propreté de leur ville, simplement. »*

Etroitement associé dans les discours à la propreté et aux préoccupations environnementales illustrées, le tri sélectif est une pratique respectée, très tôt mise en place comme gage de l'engagement écologique individuel et collectif des résidents. De même, si les navettes sont appréciées pour leur gratuité, elles sont également citées comme indicateur des intentions écologiques louables de la mairie : *« Ils sont offerts gratuitement par la mairie, en plus c'est électrique alors au point de vue de l'écologie et de l'environnement c'est nickel* ». L'intérêt pour l'environnement local est justifié par la résidence : ceux qui le traite sans égard lui sont étrangers, et les résidents se montrent, en revanche, très protecteurs vis-à-vis de ce qui fait leur cadre de vie. Les préoccupations pour l'environnement plus global semblent croître avec son usage, sans pour autant que celui-ci en soit une condition suffisante. La prise de conscience des enjeux environnementaux mêle inextricablement le local et le global, le respect pour la vie, l'équilibre naturel, les valeurs esthétiques et la responsabilité à l'égard de enfants : *« J'adore la pêche, mais c'est pareil je relâche après ça ne m'intéresse pas de tuer pour manger, on en est plus là (…) D'ailleurs, il y a un truc qui m'énerve, des fois je vois des chasseurs qui chassent et c'est seulement pour tuer, après on retrouve les cadavre des animaux dans les poubelles : ça sert a quoi ? Et après ils se disent protecteurs de la nature… Avec une carabine…C'est pas sérieux ça ! Non faut faire gaffe à notre environnement, pour que ça reste toujours beau et puis le climat, regarde aujourd'hui ça ne veut plus rien dire : on est début juillet et il pleut ici, il neige en Amérique du sud ou en Afrique ! ça ne veut plus rien dire et ça et c'est à cause des hommes et de leur pollution.. Non faut faire gaffe, surtout pour nos mômes., Voilà*.. »

L'engagement écologique est vécu comme personnel et ne suscite aucune mobilisation collective. Les interviewés ne se reconnaissent ni dans les objectifs, ni dans les acteurs des associations touquettoises impliquées dans la défense de l'environnement. Quant aux actions associatives locales, elles se concentrent sur la dynamique de quartier et notamment sur les loisirs des jeunes. A souligner toutefois l'émoi et la mobilisation (évoqués spontanément par les interviewés à propos des questions d'environnement) suscités par le projet d'installation d'une « antenne relais Orange » sur le toit d'une résidence. Les craintes soulevées sont principalement d'ordre sanitaire et la mobilisation, vraisemblablement soutenue par les convictions écologiques du bailleur social, est présentée comme structurante à l'échelle des résidences et efficiente. Elle est légitimée par le « principe de précaution » que les interviewés citent tout aussi spontanément : *« Pourtant la mairie nous a conviés avec les techniciens orange, ils nous ont expliqué que ce n'est pas dangereux. Alors des locataires ont demandé à Orange une lettre officielle qui les engagerait personnellement a être pénalisé même dans 30 ans si on remarque qu'il y a quelque chose pour la santé. On attend toujours le courrier, alors non faut faire gaffe. On applique ici le principe de précaution ».* ***«*** *Une antenne pour les téléphones portables, alors on a dit non, on s'est fait insulté en expliquant qu'on était contre le progrès, qu'on avait qu'à jeter nos portable. C'était tendu avec la mairie, mais nous on savait que ça pouvait être dangereux, j'avais même vu dans une émission un scientifique qui disait que le progrès tuerait l'homme et que dans 100 ans il n'y aura plus d'humains sur terre (…). Alors nous on a utilisé le principe de précaution et on a gagné pour l'instant il n'y a pas d'antenne sur notre toit ».*

Ainsi les interviewés légitiment leur action par le principe de précaution et se réfèrent à des informations relayées par internet ainsi que par leur propre réseau de connaissance : *« Regardez sur internet, l'association Robin des toits et vous verrez un peu les problèmes des portables. J'ai l'impression que ça être le même débat que pour l'amiante. Dans 15 ans, on pleurera nos morts et on dira qu'on ne savait pas. Alors non, c'est pas possible comme ça, alors on parle de principe de précaution et comme ça on est couvert. »*
S'en suit, dans deux des entretiens, une lecture politique des problèmes environnementaux (absente des autres entretiens menés à la pointe nord), de leurs causes et de leurs traitements. C'est alors la dimension sociale et le pouvoir de l'argent, qui sourdent de ces points de vue. Le coût des mesures de préservation qu'il s'agisse du tri, d'une voiture moins polluante ou du reboisement, devrait être imputé aux responsables des dégradations, et non être supporté par les classes moyennes et populaires, des classes peu représentées au Touquet mais non moins actives : *« C'est toujours nous qui payons. Là j'ai entendu dire qu'ils veulent reboiser une partie de la ville pour la pollution, le CO2 je ne sais pas quoi et ça qui c'est qui va le payer ? Le promoteur qui à côté a construit des villas dans la forêt et qui a enlevé des arbres pour ça ou la mairie et donc nous. Ben ça va être nous, c'est sûr alors doucement avec l'écologie, je ne veux pas être méchant, mais on est toujours en train de dire que c'est à cause de nous, mais faudrait regarder vraiment le problème et là on trouverait sûrement les vrais coupables »*
Cette lecture, bien que minoritaire, vient renforcer l'interprétation plus communément partagée d'une ségrégation sociale manifeste, issue de l'appropriation des Dunes et forêts du Touquet à des fins privées et restreintes qui se voudraient exclusives. Les deux lectures combinées laissent à penser que les inégalités écologiques ne sont pas seulement inhérentes aux aménités auxquelles chacun peut prétendre, ou encore aux risques auxquels on est exposé. Elles sont également liées au pouvoir différentiel des uns et des autres à peser sur les décisions qui sont prises en matière de préservation de l'environnement, ainsi qu'à l'imputation des responsabilités collectives et à la répartition du coût de la réparation. Ainsi celles-ci sont-elles perçues comme injustes car non proportionnelles aux aménités auxquelles chacun peut prétendre (ce n'est pas celui qui profite le plus qui paie le plus), ni aux dommages que l'on a occasionnés. L'inégalité ainsi produite est légitimée, voire renforcée par l'instrumentalisation du discours écologique qui se fait alors celui de la domination, conférant à la notion d'inégalité écologique une consistance éminemment politique.

5.2 Les résidents des quartiers des dunes, forêt et centre ville

5.2.1 Présentation des quartiers

Les quartiers résidentiels du sud de la ville

Les dunes ont été le théâtre vivant d'une série de constructions, dénommées Mayvillage, West Green et Whitley. Les projets qu'elles concrétisent avaient pour ambition d'offrir aux résidents à venir un lieu unique porteur d'un maximum d'aménités environnementales, telles que la vue sur la mer, l'accès direct aux dunes et la tranquillité d'un milieu de nature. Toutefois l'expansion progressive de ces quartiers diminue peu à peu ces aménités. Aussi la majeure partie des habitants s'oppose clairement aux futurs projets de constructions, qui nuisent à la valeur écologique et économique de leurs quartiers.



Cordon dunaire du Touquet (partie sud) : Mayvillage, West Green et Whitley
Photographie aérienne oblique NAI Octobre 2006
© Philippe Deboudt, 2008

Ces derniers sont conçus dans des enclos fermés, assortis d'un règlement de copropriété très strict. Dans chacun d'eux, seuls trois ou quatre modèles de résidence sont proposés, en maisons individuelles ou mitoyennes. Bien que les trois quartiers doivent leur cadre exceptionnel à la nature, nous nous sommes davantage attachés, dans cette étude, aux résidents du quartier de West Green bordant un lac. Sans infrastructure excessive, il semble parfaitement intégré dans les dunes. Le lac naturel et les dunes, plus présentes qu'à Withley où elles disparaissent sous l'effet d'aménagements multiples (voiries, terrains de golfs…), sont régulièrement entretenus avec une forte volonté de préservation. C'est à notre sens le quartier le plus représentatif de l'ambition de vivre au plus près de la nature, une nature présente au sein même des logements entourant le lac sur lequel s'ouvrent leurs grandes baies vitrées



Photographie aérienne oblique des lotissements (NAI, mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008



Photographie aérienne oblique des lotissements (NAI, mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008



Photographie aérienne oblique des lotissements (NAI, mai 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

West Green s'est implanté juste après Mayvillage, et appartient au même syndic de copropriété. Les résidences « Whitley » ont été construites ultérieurement, perçues très négativement à West Green, où la beauté de la vue et l'existence même du lac étaient menacées par la disparition des dunes sous les nouvelles constructions. Un projet, « Whitley III », sur la même zone dunaire est actuellement en attente, freiné par la mobilisation hostile des propriétaires soutenus par l'Association de Sauvegarde des Forêts et des Dunes.
L'ensemble des résidences bénéficie d'accès directs aux dunes et se situe à proximité de la forêt, des golfs ; le quartier est relié au centre ville grâce à des pistes cyclable. Le cadre naturel a été pour la plupart de ces résidents un attrait propre à déterminer leurs choix de résidence. Ils sont propriétaires en ces lieux de résidences secondaires, transformées bien souvent en résidences principales lors de la retraite. L'entretien collectif des extérieurs, proposé par le syndic, n'autorise aucune personnalisation des abords du logement, et confère au quartier une certaine uniformité ou homogénéité, un style assez britannique conjuguant des jardins à la végétation contenue et ordonnée sous les façades claires aux volets bleus. Les offres de résidence et notamment celles du quartier Whitley s'adressent principalement à des acheteurs anglais. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à acquérir un logement au sein de la commune, aussi leurs aspirations réelles ou projetées inspirent-elles les opérations d'aménagement (résidences privées et fermées, golfs, pubs…).









Lotissements Le Touquet
(Philippe Deboudt, septembre 2007)
© Philippe Deboudt, 2008

La forêt et ses villas

La zone forestière du Touquet est la partie la plus éloignée de la côte, première à être traversée lorsque l'on entre dans la ville. Les Touquettois s'avèrent conscients de la valeur de cette forêt qui améliore sensiblement la qualité de l'air, détériorée par le trafic et les encombrements routiers, et offre une alternative aux traditionnelles activités des stations balnéaires. Les maisons construites dans la forêt sont aussi les premières du Touquet. Nombre d'entre elles appartiennent encore à de « grandes » familles de « souche Touquettoise » La toute première de ces villas abrite aujourd'hui le musée du Touquet, au cœur de la forêt. Les propriétaires sont des personnes particulièrement aisées (notons qu'une maison dans ce secteur coûte entre 1,5 et 3 millions d'euros). Beaucoup sont retraités, et les professions libérales sur-représentées. Les villas sont pour la plupart des résidences secondaires, vides hors des longs week-ends, des vacances et des périodes de beau temps. La plupart des résidents recherchent en ce lieu l'isolement (peu de voisinage) et la tranquillité, certains peut-être également l'image de marque que confère l'incontestable appartenance à une gentry parisienne et touquettoise. Le cadre naturel est facteur d'aménités, mais, à quelques exceptions près, il ne pénètre les parcs et les jardins que sous des aspects extrêmement domestiqués. Ainsi les espaces gazonnés et les grandes allées gravillonnées ont-ils repoussé la forêt aux limites des propriétés.

Centre-ville et front de mer

Nous entendons par centre-ville le cœur de la commune, dotée de commerces variés (Magasins alimentaires, vestimentaires, bars, restaurants, casinos,…).et d'édifices publics. Il s'étend du front de mer (sur toute sa largeur) au boulevard Daloz, traversé de petites rues en sens unique, une réglementation destinée à limiter le plus possible le trafic automobile. Vu dans sa globalité, le centre-ville se présente sous une forme très géométrique.
Le front de mer est occupé dans son intégralité par des immeubles d'appartements locatifs sur cinq ou six étages, séparés de la plage par un grand parking qui devrait être réaménagé dans les années futures (projet de parking souterrain). Ce type d'immeuble se retrouve également dans plusieurs des rues du centre ville, jouxtant de petites maisons individuelles qui sont pour la plupart des maisons de vacances.
La population qui réside en centre ville se divise en trois catégories : les vacanciers, les professionnels de l'hôtellerie-restauration, et les retraités, le plus souvent âgées, qui recherchent la proximité des commerces et la perçoit comme une nécessité (c'est le cas notamment de certains habitants qui ont quitté la forêt du Touquet ou les quartiers résidentiels des dunes à cet effet), Les deux dernières catégories recouvre une population résidente à l'année. La première, quant à elle, est celle des résidents occasionnels. Il s'agit pour la plupart de familles qui louent un appartement ou une maison individuelle pour le week-end ou les vacances. Lors de notre période d'observation (de juin à septembre 2007), le taux d'occupation était peu élevé malgré la saison estivale, une faiblesse, imputable aux conditions météorologiques, et qui témoigne si nécessaire des aléas de l'activité touristique.
Les habitants du centre-ville ne recherchent donc pas forcément la tranquillité, puisqu'il s'agit de la partie la plus animée de la ville (bars, restaurants et accès au front de mer). L'animation, qui plus est annuelle, est même perçue comme une aménité importante, de même que la propreté et l'esthétique des lieux (l'entretien et la mise en valeur des espaces verts ou des voiries). Les ménages qui viennent s'installer dans le centre-ville du Touquet sont désireux de vivre dans une commune qui reste active toute l'année (principe des « 4 saisons » instauré par la Mairie), et de bénéficier également de ses aménités environnementales, deux sources d'agrément citées par l'ensemble des résidents du Touquet

5.2.2 Pourquoi résider au Touquet ?

Les interviewés des trois sous-quartiers présentés se déclarent tous très attachés à la ville du Touquet et ont choisi d'y habiter. Ils l'aiment « pour son environnement », une expression polysémique que leurs propos assimilent au cadre de vie à la fois urbain et naturel propre au Touquet. La motivation première de ce choix est la recherche d'un endroit calme et proche de la nature. La situation du Touquet entre mer et forêt fut souvent l'élément qui présida au choix du lieu de résidence, un choix qui a pu être également influencé par la notoriété et le standing de la station balnéaire : *« Il faut dire que le Touquet avait une très bonne réputation à l'époque, ce n'était pas aussi cher qu'aujourd'hui et aussi connu mais ça avait déjà sa réputation (…) On appelait ça l'Arcachon du Nord, c'est vous dire ! (…) On parlait à l'époque de 800 hectares de forêts de pin en bord de mer, c'était unique ! (…) Nous ça nous a plu tout de suite. »*
La plupart justifie ce choix par un véritable «coup de cœur » ou « coup de folie » immédiat pour le Touquet et ses paysages, découvert alors qu'ils passaient des vacances en famille ou cherchaient une maison secondaire : *« ça a été mon plus grand coup de folie, je viens de Belgique et je cherchais une maison secondaire et cette région a été vraiment un coup de foudre, l'environnement m'a vraiment séduit, ce coté nature et tout quoi (…) Cet été là en 95, il faisait très chaud et mes enfants qui étaient encore très jeunes voulaient aller à la piscine, alors on est allé à la piscine du Touquet, l'Aqualud, et puis on s'est promené et on a vu une affiche qui disait de venir acheter dans un endroit paradisiaque et rare sur l'autre versant, et c'était la résidence de West Green qui était quasi neuve. Et là le coup de folie, on a acheté dans la nuit quasiment. »*
La forte attractivité du Touquet est également évoquée par un jeune couple, résidents d'une commune voisine, qui cherche à acheter au Touquet depuis plusieurs années. Le Touquet les a séduits lorsqu'ils étaient enfants par l'esthétique du paysage et cette fois encore le standing de la commune : *« Déjà quand j'étais petit je disais à mes parents que je leur achèterai une maison au bord de la mer au Touquet […] On adorait aller se promener dans les dunes là-bas ».*
Aujourd'hui, ils souhaitent concrétiser « leurs rêves d'enfant » et recherchent la tranquillité, un endroit très fleuri et proche de la nature, une maison à proximité des dunes parce qu'ils adorent la mer. Un cadre de vie exceptionnel, doté d'aménités paysagères importantes, et qui se démarquerait de ce qu'ils ont actuellement, à savoir une vue «*vraiment horrible, rien d'exceptionnel, une rue banale avec pas de vue à part l'immeuble d'en face* ». Selon Maresca et Hebel (1999), dans l'opinion publique française actuelle « c'est le paysage des « grands éléments naturels (…) qui jouent le plus fortement sur l'appréciation positive du paysage ». Le registre qui vient ensuite est composé des espaces cultivés (registre bucolique), puis des jardins et espaces verts. Ainsi « Au regard de leur qualité environnementale, les cercles de ce paysage reçoivent une appréciation de plus en plus positive à mesure que le regard s'éloigne, par référence implicite à ce qui cristallise la ville ».
Par ailleurs, comme l'ensemble des interviewés, ce couple ne conçoit pas d'aller chercher « l'exceptionnel » hors de la région. Tous ont souhaité rester dans le Nord Pas de Calais, parce qu'ils aiment cette région, sa population, et surtout parce qu'y résident leurs familles. Le Touquet est alors défini comme un compromis idéal entre la recherche d'un cadre de vie « exceptionnel » et la proximité familiale ou encore la faible mobilité géographique qu'ils consentent à cette recherche : « *On reste habiter dans le coin, pour la famille et l'ambiance chaude des habitants d'ici mais on veut un endroit joli à habiter et qui change de ce qu'on connaît déjà […]. Ici, au Touquet, on n'a pas l'impression d'habiter dans le nord (…)* ».

Les aménités les plus évoquées par l'ensemble des interviewés à propos du Touquet sont, dans l'ordre, les suivantes : La propreté, la tranquillité, la beauté du paysage et la réputation de la station. Cet ordre nuance finalement l'importance de la nature, dont les composantes sont pourtant très présentes dans les entretiens, et révèle l'imbrication des éléments constitutifs de la valeur du cadre de vie.

Ainsi la notion d' « agrément du cadre de vie », « engage d'autres dimensions que le seul décor de l'espace où l'on réside, notamment le voisinage, la tranquillité ou au contraire l'animation, l'offre de services… » (Maresca et Hebel, 1999). Par ailleurs, pour les personnes encore en activité, la proximité du Touquet avec Paris est considérée comme un avantage supplémentaire qui leur permet de travailler régulièrement dans la capitale sans renoncer à des week-ends prolongés (voire à une résidence quasiment à l'année pour quelques uns) au cœur de la forêt[105] !
Le dynamisme du Touquet, décrit à travers les animations culturelles, sportives et festives du centre ville tout au long de l'année, est également systématiquement cité au titre des aménités du Touquet tant par le jeune couple qui déplore que leur commune voisine soit *« morte à part deux mois dans l'année et quelques week-ends où il fait beau* », que par les interviewés plus âgés et retraités, qui logent en centre ville afin de bénéficier de la proximité des commerces et de la mer : « *Quand on a voulu acheter au Touquet, on était dans l'esprit de trouver une maison de vacances qui servirait de maison principale quand on serait à la retraite. (…) Alors on cherchait à la fois une maison qui se trouvait près de la mer parce qu'à l'époque avec les enfants, fallait pas être trop loin de la plage (…) et on savait que quand on serait à la retraite on aurait encore plus de mal à se déplacer alors on voulait quelque chose en centre ville*.».
Même pour celles et ceux qui n'aspirent pas à vivre en centre ville en bord de mer, parce que trop éventé, bruyant ou trop fréquenté par les touristes, ceux-là même qui ont préféré la quiétude des quartiers des dunes et de la forêt, la possibilité de profiter des animations des « 4 saisons » reste une opportunité appréciée. A titre d'exemple, habiter un quartier comme celui de West Green confère une certaine « autonomie » à l'égard de la vie du centre dont on peut bénéficier du dynamisme sans en supporter les contraintes, ni renoncer à certains autres avantages : *« C'est un très bon compromis d'habiter la bas, c'est les avantages du centre ville sans habiter en centre ville, je peux aller rapidement en centre ville à vélo par là et de l'autre coté on a un chemin à travers les dunes qui nous emmène directement à la plage ».*

Le choix du quartier

*A*insi le choix du quartier est-il influencé par plusieurs facteurs : le niveau de revenu est le moins évoqué bien que l'un des plus importants. Il est associé à une autre variable – la catégorie socio-professionnelle[106] – qui influe sans conteste sur l'aspiration à un cadre de vie exceptionnel tel que les dunes, la mer, ou plus valorisé encore, la forêt, et plus encore sur les possibilités de l'assouvir.
L'âge enfin pèse de manière indéniable en introduisant des contraintes (difficultés de déplacement, isolement familial..) auquel le lieu de résidence doit pouvoir répondre (l'accès aux commerces, aux soins, aux animations, aux réseaux sociaux…)
Les relations sociales, notamment de voisinage, nouées au sein des quartiers sont peu valorisées. L'isolement l'est davantage, sans prendre toutefois la même signification d'un quartier à l'autre. Si en centre ville, il est globalement peu regretté par une population vieillissante dont il accroîtrait la vulnérabilité, il est, en revanche, cité comme aménités dans les deux autres quartiers.

[105] On remarquera que pour les résidents de la pointe nord, la distance qui sépare Le Touquet des grandes métropoles est, au contraire, trop importante. La proximité est une variable des plus relatives, dépendante des revenus et contraintes professionnelles et familiales de chacun.
[106] Parmi les résidents du Touquet sont sur-représentés les cadres supérieurs. A la lumière des entretiens réalisés, il semblerait (ce que l'on ne peut confirmer faute de données statistiques plus précises) que la forêt concentre les résidences les plus chères et les propriétaires les plus aisés.

Dans celui de la forêt, on protège son intimité des promeneurs et du voisinage que l'on fréquente peu : *« J'ai des voisins, ça fait plusieurs années maintenant qu'ils habitent là et on ne se parlent pas beaucoup. Moi je fais des efforts d'amabilité mais alors eux pas du tout. Comme je vous le disais ce n'est pas pour les voisins qu'on viendrait habiter ici, c'est clair. Les gens cherchent la tranquillité alors pas question pour eux de venir parler avec leur voisin, non ce n'est pas imaginable. » .*

Les relations de proximité sont vécues comme des contraintes, voire des atteintes aux libertés individuelles lorsque les modes d'habiter la forêt divergent entre voisins[107] Dans les dunes et notamment à West Green, les résidences sont privées mais collectives et accolées les unes aux autres, sur un site dont l'accès est fermé. La propriété individuelle s'intègre alors dans une collectivité dont les intérêts sont pris en charge par un syndic unique et une association de co-propriétaires. Ainsi les choix individuels des propriétaires sont-ils soumis aux décisions collectives. La proximité des logements limite l'isolement, mais l'appropriation de l'espace, comme propriété privée, n'en est pas moins manifeste. Elle s'exprime notamment à travers l'opposition collective aux nouvelles constructions (Whitley 3) ou encore dans les discussions vives entre co-propriétaires et syndic sur les bonnes pratiques en matière de gestion des lieux, d'entretien et de travaux, d'uniformisation du quartier et de son intégration soignée dans le paysage des dunes : « *Je ne dis pas que nos maisons ont du cachet mais ce qui est formidable c'est qu'elles s'ouvrent complètement sur la nature, on ne voit pas du tout ses voisins, on a de grandes baies vitrées sur le lac.. C'est ça qui nous a subjugué on a l'impression d'être sur le lac, le cadre est vraiment exceptionnel, c'est ce qui nous a séduit avant tout. Et donc les extérieurs de maisons doivent se fondre au maximum dans le décor naturel, donc je pense qu'il faut garder le bois, il faut garder les tons de sables (…) Donc on s'est battus assez fort à ce sujet là.* »

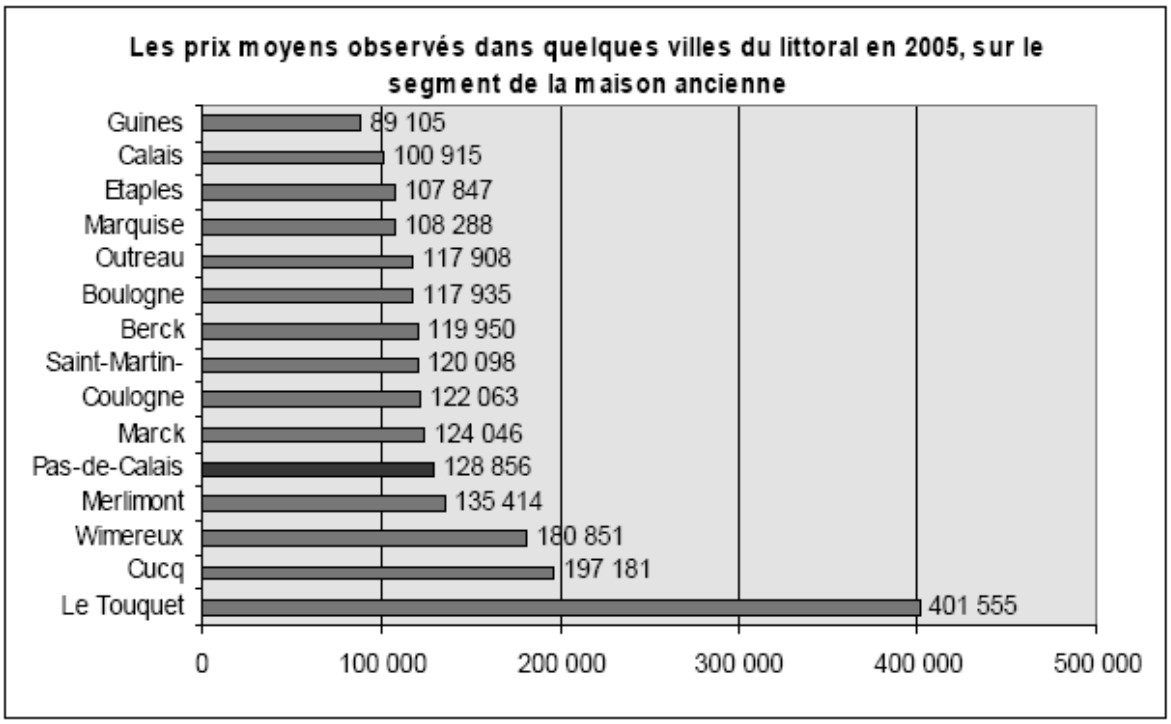
A West Green, le sentiment d'isolement est inhérent à la vue sur le lac et surtout à la situation géographique du quartier - excentré, au cœur des dunes -, ainsi qu'à sa fermeture aux non résidents, un isolement entre pairs en quelque sorte.

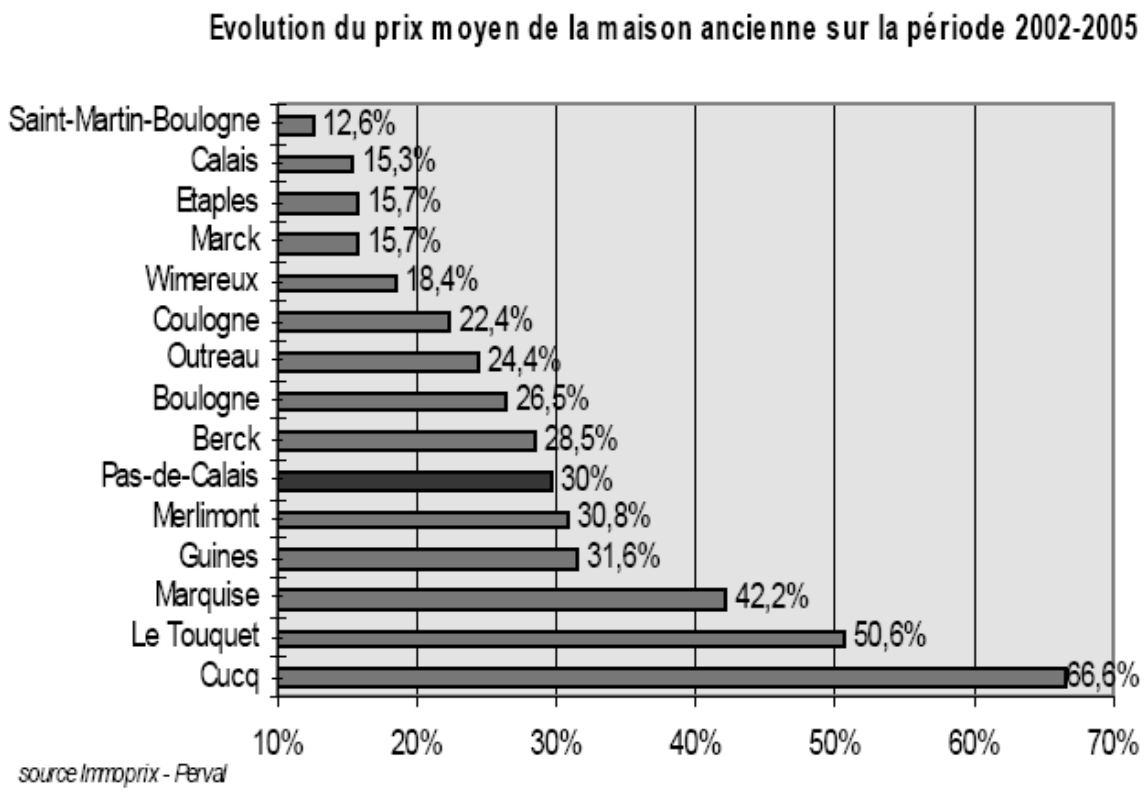
Mais l'isolement n'a de valeur que lorsqu'il est désiré et non subi, ainsi les résidents de West Green comme ceux du centre ville, apprécient qu'à la différence des autres villes côtières, le Touquet reste vivant toute l'année : *« Vous êtes sûr de trouver vos légumes vos viandes ou vos poissons toute l'année, et nous on a vraiment l'impression d'habiter, surtout tout au bout, là où on habite à West Green, l'impression d'habiter dans un écrin de verdure magnifique, une qualité de vie magnifique et d'être au centre de toutes les activités du Touquet.* ***»***

Le coût des aménités

Le coût de cet isolement dosé et des aménités dont bénéficient les propriétaires du Touquet est élevé : « *Habiter ici ça se paie, et cher, très cher* », cherté de la taxe foncière et du prix des maisons ou des appartements : une résidence dans la forêt coûte entre 1,5 et 3 millions d'euros, à West Green un duplex de 72m^2, coûtait 640 000 FF hors taxe et frais, soit 95 522 euros en 1995 et 1800 000 FF soit plus de 268 567 euros en 2007. Trois types de facteurs justifient un tel coût selon les interviewés :

[107] C'est le cas notamment, repris plus loin, pour un résident qui n' « entretient » pas son jardin comme le souhaiteraient ces voisins, parce qu'il privilégie le rapport à la forêt.





(Source : CETE, 2007)

- Le premier est le décor, son esthétique et son originalité : « *Quand vous voyez d'un côté la mer avec ses dunes et vous sentez le bon air marin et que de l'autre côté vous avez la forêt avec un vrai sentiment de nature, c'est évident que si vous construisez une maison au milieu de tout ça et bien, c'est très cher et c'est normal.* »

- Le deuxième est la demande forte que suscite l'attractivité du Touquet notamment auprès des retraités et des anglais[108]. Les promoteurs immobiliers vendraient des maisons à des prix qui ne correspondent pas du tout aux prix du marché[109]. Par ailleurs, le turnover est important, de nombreux propriétaires revendant leur bien au gré des changements de situation (séparation, mutations professionnelles…) ou de manière à réaliser une plus-value conséquente Les interviewés qui ont acquis un logement à West Green en 1995 évoque une sélection socio-économique croissante propre à renforcer le standing et l'image associée du Touquet.
- Le troisième élément qui pourrait justifier le coût d'une résidence au Touquet est relatif aux activités et services offerts par la Mairie, aux frais de personnel et de fonctionnement induits et à la plus value qu'ils confèrent à la valeur des habitations : *« Quand on voit tout ce que la mairie propose comme services à ses habitants, c'est aussi là le luxe d'habiter ici. C'est comme réserver en première classe, c'est plus cher mais au moins on a plein d'avantages, on en a pour notre argent comme on dit ! »*

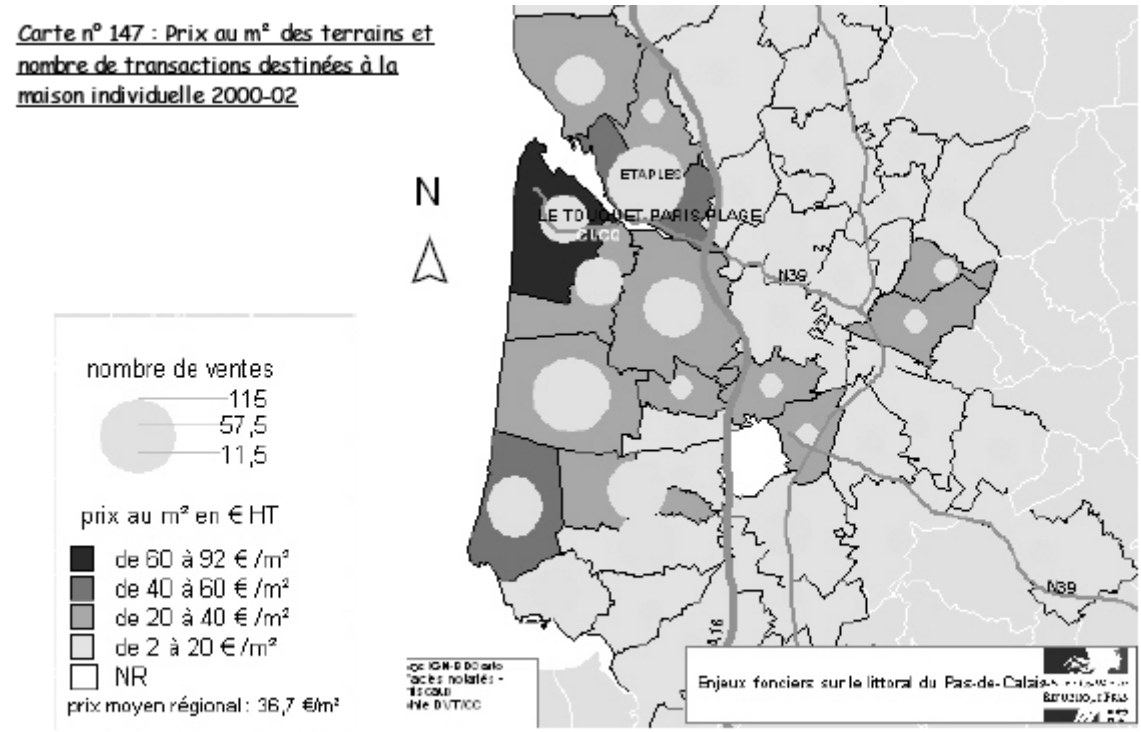
Le sentiment de payer pour des aménités réelles, inaccessibles au plus grand nombre, freine toute contestation, renforce le sentiment de bénéficier d'un cadre de vie exceptionnel, et encourage de nouvelles demandes : *« Moi personnellement ça ne me dérange pas de payer autant de foncier parce que c'est fleuri c'est joli, quand on arrive on sait pourquoi on paie aussi cher. Quand on voit qu'il n'y a pas de papiers ou d'autres détritus qui traînent c'est quand même une grande satisfaction. Parce que c'est vrai que les services de la ville sont impeccables, ça il faut le dire (…) C'est aussi ça le coté agréable du Touquet, il y a un coté agréable, familial, chic et bon genre, voilà il y a une certaine forme de snobisme aussi, faut pas se le cacher, mais on est bien; on est très très bien, quand on arrive c'est toujours vert, c'est toujours fleuri... je crois que de ce coté la mairie a fait du Touquet un petit bijou ça faut le reconnaître. ».*

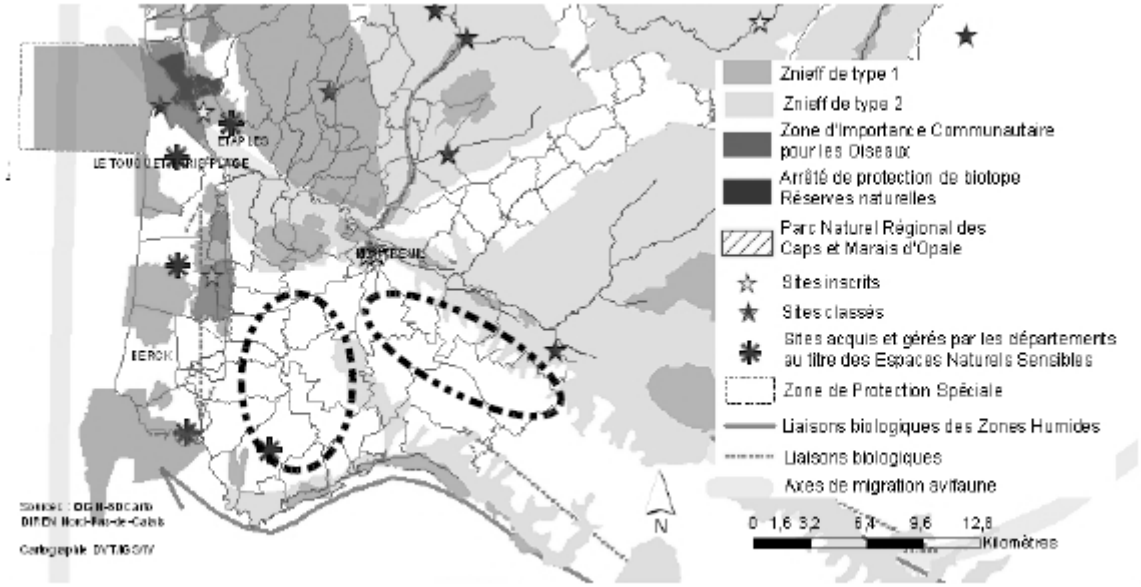
Les aménagements les plus récents, telles les pistes cyclables, protégées des voies carrossables par un espace de verdure, et les navettes électriques gratuites, ajoutent au coût, un coût alors assimilé à celui du bien-être et de la sécurité : *« C'est quand même très agréable de se promener à vélo sur ces pistes avec toute la sécurité que ça amène pour les enfants. Vous pouvez vous balader jusque Stella a vélo, vous pouvez aller à Etaples sans problème, vous pouvez laisser les enfants aller chercher le poisson, il n'y a aucun souci, ils ne sont pas en danger, donc c'est très appréciable aussi de ce côté-là ».*

Ainsi les activités citadines ou/et littorales les plus ordinaires ont, au Touquet, un cadre et des conditions d'exercice privilégiées, source d'aménités beaucoup moins ordinaires et par conséquent plus coûteuses

[108] Cette affirmation assez nettement partagée ne semble pas validée par les statistiques. En effet, selon celles-ci , les acheteurs sont certes d'origine régionales beaucoup plus variées que dans les autres communes, mais la proportion d'étrangers est faible et celle des retraités également

[109] Selon une étude du CETE (2007), les prix de l'immobilier au Touquet n'ont de semblables que ceux qui se pratiquent sur la Côte d'Azur. Dans le classement des stations balnéaires effectué par le Nouvel Observateur, le Touquet est au 9^{e} rang pour le niveau des prix des locations, mais au 20^{e} pour celui des prix de l'immobilier (Nouvel Observateur, n°2173, du 29 juin au 5 juillet) !





(Source : CETE, 2007[110])

[110] CETE NORD PICARDIE, 2007, Enjeux fonciers du littoral du Pas-de-Calais, Fasquel F. (DDE 62), Strady C. (CETE 59).

Des aménités littorales classiques valorisées

A la fois communes, et différenciées selon l'âge

Les activités littorales les plus cités ne se différencient pas d'un quartier à l'autre, ni selon le milieu socio-professionnel d'appartenance, la proximité est le facteur le plus impactant sur la fréquence et le type de relation nouée avec l'environnement naturel[111]. Elles recouvrent prioritairement les promenades dans les dunes et la forêt, puis la fréquentation de la plage par beau temps lorsque les enfants viennent en vacances Ce sont donc des loisirs communs, dans le sens où ils ne relèvent pas d'une logique de distinction sociale, qui rythment le quotidien et font de celui-ci pourtant un mode de vie à part : « *C'est quand même très très appréciable, je ne sais pas si il y a beaucoup de personnes qui peuvent aller travailler a vélo en prenant l'air par la mer, ou même le soir quand on ferme aller se faire une digue, aller se promener en bord de plage prendre l'air les journées sont longues (…) .. Donc ce n'est pas vraiment pour la bronzette, car pour moi j'ai passé l'âge de ça, mais c'est surtout pour la qualité de l'air, et la qualité de l'environnement qui est assez sauvage dans certains endroits et, ça, c'est vraiment agréable et ça j'adore*. »
Si les activités de plage et la mer ont pu jouer un rôle majeur par le passé, lors des vacances en famille (jeux de plage et baignade pour les jeunes enfants, char à voile et activités nautiques pour les plus grands), ce rôle semble aujourd'hui secondaire. La plage et la mer sont associées dans les discours à des loisirs familiaux, à la présence des enfants ou des petits-enfants. Pour de nombreux interviewés, la mer au Touquet n'a de valeur que parce qu'elle fait partie d'un tout : *« c'est l'ensemble mer et forêt qui fait qu'ici c'est magnifique […] si il n'y avait que la mer peut être qu'on aimerait moins, c'est même sûr*. ». Par ailleurs, elle est assimilée au tourisme, à la sur-fréquentation du Touquet et au front de mer urbanisé :
« Avant c'était du bonheur mais aujourd'hui c'est plus d'ennui que de bonheur (…) quand on voit la population que ramène la plage c'est trop. Vous rajoutez l'Aqualud et là vous vous faites le tableau (…)]. En plus c'est pas très beau le front de mer. ».
L'Aqualud n'est jamais cité dans les entretiens au titre des aménités. Il est qualifié de « *gros bouton tout moche, un furoncle* » sur un front de mer bétonné et destiné à faire le plein de touristes. La thalasso semble mieux considérée, même si peu de résidents disent en profiter. Elle semble correspondre davantage à l'image du Touquet et de la clientèle qu'elle veut se donner. De même le centre hippique et le golf sont appréciés et fréquentés, principalement par les enfants pour le premier. Le golf, quant à lui, est qualifié de « *très belle réussite* » par les golfeurs comme par les non golfeurs, parfaitement intégré dans ce décor littoral dont il constitue désormais une aménité valorisée : « *les golfeurs qui jouent sur des sites comme ça doivent être enchantés, c'est magnifique* ». L'un des trois parcours, baptisé « la mer », réservé aux golfeurs confirmés, n'est pas sans rappeler l'ambiance maritime et venteuse des golfs anglais, tel St Andrew - cite une interviewée.
Les activités prisées se modifient au cours des trajectoires de vie, les sources d'aménités aussi. De la mer, les résidents n'ont plus la même utilité. Quelques-uns ne la citent que pour la plus-value qu'elle confère à leur habitation, les autres, couples aujourd'hui sans enfant, apprécient la proximité de la mer pour le bon air marin - le « parfum de vacances qui s'en dégage » -, la possibilité de manger « du poisson et des fruites de mer excellents », l'aspect sauvage des dunes où se promener en toute quiétude, la lumière de la Côte d'Opale qui se transforme au moindre rayon en toile de maître[112].

[111] Cette observation est conforme aux données plus générales dont nous disposons. Ainsi Dobré et alii montrent que la proximité est un des facteurs les plus importants de la fréquentation des forêts (enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de plus de 15 ans de 1000 individus).
[112] La métaphore utilisée ici pour restituer de manière synthétique les appréciations esthétiques des résidents, relatives au paysage touquettois nous rappelle la dimension éminemment culturelle du paysage : « *C'est la culture, la convention, la connaissance qui tracent le dessin, qui confèrent à une impression rétinienne cette qualité que nous éprouvons sou le nom de beauté* » (S. Shama, 1999).

L'accroissement du nombre de touristes les conduit à fuir la plage lorsqu'elle est la plus agréable. Ils ne consentent d'y retourner que pour accompagner la famille qu'ils reçoivent lors des congés scolaires. Seuls de jeunes adultes amateurs de char à voile et d'activités nautiques, ainsi que deux couples interviewés, plus jeunes que la moyenne, entretiennent avec la mer des relations très étroites à travers plusieurs activités telles que le canoë, le dériveur et le catamaran pour l'un, la pêche pour l'autre, armateur d'un petit bateau sur lequel il navigue avec quelques amis pêcheurs à Etaples. Amoureux des paysages sauvages, et en particulier le la pointe nord – *« le plus bel endroit de la région* » -, ces couples s'opposent farouchement au projet d'aménagement portuaire dont elle fait l'objet, et à la fréquentation induite par l'ouverture d'une base nautique.
Comme leurs aînés, ils s'inquiètent également des projets de construction qui entament les dunes. Cette inquiétude est accrue à West Green où la pérennité du lac est directement menacée par la disparition des dunes qui le protègent. Les résidents du West Green ont conscience d'habiter un lieu de vie exceptionnel qualifié de « magique », de « magnifique » :
« on ne retrouve ça dans aucun autre quartier a ma connaissance, car même si il y a d'autres quartiers qui sont construits près des dunes on ne ressent pas les dunes comme on peut les ressentir chez nous ».
Mais cette aménité que certains d'entre eux sont venus chercher en quittant un milieu de vie citadin, voire industriel, une aménité que ces derniers n'hésitent pas à qualifier de « vitale », est fragilisée par la pression urbanistique. Aussi s'inquiètent-ils des constructions croissantes, des aménagements de standing qui donne à Whitley un air de cité et gomment l'espace dunaire, et plus encore de projet « Whitley3 » (dont ils ont pris connaissance en découvrant des compteurs d'eau au cœur des dunes). Ainsi leurs intérêts semblent-ils rejoindre la défense du milieu naturel, un milieu vulnérabilisé par ses aménités.

<u>Le revers des aménités… le Touquet entre logique d'ouverture et de fermeture</u>

A travers « Whitley 3 » comme à travers bien d'autres projets, la pression urbanistique et du tourisme se fait sentir de manière croissante. Les interviewés oscillent alors entre deux tendances, parfois dans le même discours. Ils observent l'ensemble des aménagements du centre ville, les constructions de résidences, de centres de vacances et d'hôtels destinés à accueillir massivement les touristes. La plupart considèrent le tourisme et l'arrivée de nouveaux résidents comme « normal » ou « nécessaire », mais le risque de « saturation » leur semble proche. Il est perçu dans les kilomètres de bouchon à l'entrée de la ville à la belle saison et une douzaine de week-ends par an, dans la sur-fréquentation de la plage l'été et le nombre de résidences construites depuis les années 1970, dont nombre d'entre elles restent vides à l'année y compris depuis quelques années en haute saison. Comment justifier alors de nouvelles constructions s'interrogent les interviewés ? Les aménités du Touquet sont conditionnées au maintien d'un équilibre fragile qu'il s'agit de ne pas rompre ; ce qui fait la valeur du Touquet, selon eux, c'est un « compromis » : «*Nous ce qu'on cherchait, c'était un vrai compromis entre une ville qui est vivante et qui a une bonne réputation, mais aussi une bonne renommée, si je puis dire, et un endroit tranquille à coté pour pouvoir vivre sans trop de stress (…). Le Touquet ramène quand même beaucoup de monde, mais offre aussi des îlots de solitude, des endroits où on peut être tranquille seul, dans le calme. Les dunes sont des endroits magnifiques pour ça. Si vous y allez vous verrez, vous pouvez marcher des heures sans croiser personnes (…) Et a contrario, si vous voulez croiser du monde vous allez dans le centre ville, ou sur le plage du front de mer. Pour ça c'est génial le Touquet. Alors maintenant on peut se poser la question : combien de temps cet équilibre va tenir* »
Les touristes sont nécessaires à la vitalité et au développement du Touquet - *« il y a à peine 5000 habitants alors que le nombre de touristes est 10 fois plus grand, alors nous travaillons principalement avec les touristes »* – commentait une restauratrice. Les anglais notamment représenteraient, selon elle, 50% du dynamisme économique de la Commune.

Le tourisme français est, quant à lui, essentiellement « de proximité », de provenance, lilloise, parisienne, reimoise, et très tributaire des conditions météorologiques – « *Vous n'allez pas louer un appart, avec ce que ça coûte, pour rester enfermer dedans* ! ». Le tourisme à la journée est important, mais ne représente qu'une source de revenus modeste pour la Commune et ses commerces : *« ils viennent, ils se garent, passent une journée à la plage et repartent le soir. Ça ne coûte pas excessivement cher* ». Toutefois le prix du parking en centre ville et au bord de mer (destiné à croître avec le projet de parking souterrain) est assimilé à rendre la plage payante et aussi à sélectionner le public - et la clientèle potentielle - qu'on souhaite recevoir : « *C'est vrai que payer un euro de l'heure de stationnement ça revient à dire c'est vrai que la plage est payante. D'ailleurs on le voit bien quand il y a des journées train gratuit* (TER mer à 1 euro*), on voit débarquer beaucoup de gens de Lille et Paris, et c'est vrai que ça ne ramène pas forcement de la belle clientèle pour nous.* »
Le coût du parking, des locations, des commerces et notamment de l'hôtellerie, des restaurants et sandwicheries du bord de mer est dissuasif, de même que l'interdiction de pique-niquer sur la plage, mise en place afin de limiter les déchets et d'alimenter les sandwicheries et restaurants du bord de mer. Ces pratiques dissuasives contribuent à limiter l'accès au Touquet et à profiler les formes de tourisme. Plusieurs restaurateurs changent leurs cartes et baissent le prix des menus lors de l'Enduro – qui conduit au Touquet 300 à 400 000 personnes en un week-end - pour l'adapter à cette clientèle épisodique et massive. Un restaurateur d'origine étrangère, conscient de ne pouvoir vivre toute l'année avec la seule population résidente du Touquet, propose une large gamme de menus et produits toute l'année afin d'attirer un public estival ou autre de passage. Il s'est vu reprocher, selon lui, de « *baisser le niveau social du Touquet* ». Quelques Touquettois, interviewés à ce sujet, déplorent, par ailleurs, la montée de la délinquance chez les jeunes, que manifeste la fréquence des arrestations de jeunes dealers, et l'attribue une population estivale, trop massive, étrangère à la commune.
La sélection par l'argent est une pratique, que remettent en cause des interviewés arrivés il y a une quinzaine d'années alors que les prix étaient moins élevés. Conscients du risque de saturation et de la perte d'aménités subies par les résidents du Touquet, notamment par les plus anciens d'entre eux, ils sont toutefois favorables à une certaine démocratisation de l'accès : « *La plage est à tout le monde », « on ne peut pas empêcher les gens de venir au Touquet* ». Leur lecture ambivalente oscille alors entre :

- une volonté de limiter les nouvelles infrastructures et « voies d'accès », de « ne pas ouvrir les vannes » afin d'éviter le phénomène tant redouté de saturation, dont le seuil reste difficilement mesurable : « *On parle d'un 2eme pont, alors je ne sais pas si ça serait vraiment la solution pour désenclaver Etaples a l'arrivée du Touquet, parce que ça reste un petit nid protégé, donc je ne sais pas s'il faut ouvrir les vannes et laisser passer tout ce flot* »,
- et celle de ne pas refuser le droit auquel peut prétendre tout à chacun de visiter le Touquet et de profiter de ses aménités : « *et en même temps, on ne peut pas empêcher les gens de venir rêver un peu non plus, donc ceux qui viennent à la journée on ne peut pas les empêcher de venir rêver. »*

L'ouverture est, par ailleurs, perçue plutôt positivement, notamment par les commerçants et résidents qui ne sont pas touquettois d'origine : « *Alors c'est un peu a couteaux tirés, avant ils (les « Touquettois de souche ») avaient leur tranquillité, ça on ne peut pas leur enlever, mais du coup ça les enfermait un peu dans une bulle dorée des grandes familles bourgeoises du nord. Alors qu'aujourd'hui, c'est un peu plus ouvert* ».
Ces interviewés savent que la limitation de l'accès par le revenu et autres pratiques dissuasives à l'égard des publics moins favorisés n'ont qu'un effet limité sur la préservation des aménités inhérentes au milieu naturel. Parce qu' « *il y aura toujours des gens pour acheter une maison à 2 ou 3 millions dans la forêt* », parce les projets de construction dans les dunes et d'aménagement de la pointe nord ne servent pas la satisfaction d'une aspiration à la démocratisation, mais celle d'une demande forte et productrice de revenus importants pour la ville, la question de l'ouverture du Touquet leur semble cacher d'autres sources de dégradation environnementale, plus inégalitaires.

Défendre l'environnement au Touquet… DU TOUQUET

Une sensibilité écologique marquée

Comme les résidents de la pointe nord, ceux des autres quartiers sont pour la plupart sensibles au nombre et à la qualité des espaces verts, en ville, au nettoyage des plages et des espaces publics, ou encore à la mise en place précoce du tri sélectif, qui démontrent à leurs yeux l'engagement de la Commune sur la voie de l'écologie: *« on ne se rend compte que beaucoup de choses sont mises en place par la marie* (pour l'écologie)*».* Ils ont alors le sentiment de bénéficier, au Touquet, d'un environnement privilégié sur une planète globalement menacée par l'action anthropique : *« Je fais attention à tout ce qui est écologie. Ça m'intéresse beaucoup, parce que quand on voit comment va notre planète. Juste avant on parlait du mauvais temps ici qui est de pire en pire, mais c'est à cause de nous c'est clair. Bon nous on ne le voit pas au Touquet, c'est vrai, c'est toujours propre, c'est très fleuri, on a des paysages de nature qui nous font oublier que tout le monde n'a pas ça et qu'il y en a même qui le détruise ».*
Ces résidents sont d'autant plus sensibles aux efforts consentis en la matière qu'ils ont fui des milieux de vie ou de vacances pollués[113]. Beaucoup se déplacent à vélo, tous disent spontanément ne pas laisser traîner leurs déchets et respecter scrupuleusement les consignes du tri sélectif.
La vulnérabilité des dunes piétinées par le public de l'enduro qui abîme la végétation nécessaire à leur maintien[114], au mépris « de mois et de mois de travail », est jugée préoccupante: *« Et puis c'est vrai que la nature et les dunes doivent être protégées un maximum, les plantations sont très très fragiles, c'est très difficile de maintenir la végétation dans les dunes et en fait c'est la végétation des dunes qui gardent les dunes, donc si les oyats tout ça, les plantations qu'ils font sans cesse coûtent cher et sont difficile a mettre en place et c'est vraiment ce qui protége les dunes* ».
Le sujet de préoccupation le plus développé est, cependant, sans conteste l' « *équilibre entre le développement de la ville et les constructions et la sauvegarde de la nature* ». Beaucoup citent les pressions exercées par les grands promoteurs immobiliers et soupçonnent quelques accords inavoués contractés avec la mairie. Tous ne partagent pas la confiance dont témoignaient les résidents de la pointe nord à l'égard du Maire et de son aptitude à limiter les constructions en préservant un « état d'équilibre ». L'esthétique des nouvelles constructions et leur capacité à se fondre dans le décor ne modèrent pas leur inquiétude de voir l'environnement naturel et ses aménités disparaître progressivement. Cette inquiétude témoigne d'une grande sensibilité à l'environnement naturel comme composante essentielle et menacée de leur cadre de vie. Mais, circonscrite au Touquet, elle ne revêt que timidement les atours d'une sensibilité plus globale afférente aux préoccupations écologiques de notre société.
Ceux des interviewés, qui démontrent une sensibilité écologique plus développée, mieux formalisée également dans des termes de contestation à l'égard des choix politiques locaux, sont membres de l'Association pour la Défense des Forêts et Dunes.

L'Association de Défense des Forêts et Dunes (ASFD)

L'ASFD est née dans les années 1970, manifestation de résidents contre un projet de constructions collectives en forêt, lors de la mise en place du premier plan d'occupation des sols (P.O.S.). Le projet se réalise, mais partiellement, et l'association semble sommeiller jusqu'en 1995 où elle est reconnue d'utilité publique,

[113] C'est le cas entre autres d'un couple qui prenait auparavant ses vacances dans les Ardennes Belges.
[114] Le piétinement des oyats n'est pourtant pas préoccupant aux yeux des scientifiques, dans la mesure où cette plante a été choisie pour leur résistance à ce type de pratique (Deboudt et al., 2006)

A cette époque, elle se divise entre ceux qui appartiennent au conseil municipal de L. Déprez et les autres membres farouchement opposés au projet d'hôtel Pierre et Vacances. Celui-ci se réalise finalement près du site de la pointe Nord. En 1999, l'association entame une nouvelle lutte, cette fois, contre les nuisances provoquées par l'aéroport, devenu terrain d'entraînement pour les pilotes de la Compagnie Sabena. L'association obtiendra, par la suite, la fermeture de la seconde piste, plus petite, « à risque » pour ses praticiens, et proposera un projet de reboisement du site. La Mairie y obtient cependant un permis de construction pour un collège dont les adhérents de l'association contestent l'utilité[115]. Le lieu leur semble, en outre, de par les nuisances induites par la proximité de l'aéroport et son aspect excentré, peu adapté à l'établissement d'un établissement scolaire. Selon l'association, le projet servirait d'alibi à la viabilisation du terrain « au frais du contribuable » au profit d'autres projets, telle la construction d'hôtels de haut standing et d'un auditorium. Opposée « au bétonnage du secteur », l'association a donc entamé une action devant le tribunal administratif afin que le projet soit suspendu. En 2004, l'association s'est également opposée au projet de construction « Whitley 3 », soit 24 villas dans les dunes et a obtenu son retrait grâce à la Loi Littorale[116]. Elle veille également à ce que la Pointe nord ne soit pas aménagée en port de plaisance. Ce projet est ancien et même récurrent dans l'histoire du Touquet depuis les années 1920. Les études menées alors, puis dans les années 1960, 1980, jusqu'aux plus récentes, arrivent à la conclusion que le projet n'est pas réalisable dans la mesure où le sable en suspension dans l'embouchure exigerait un dragage permanent. En 2006, le Maire relance le projet « Port Nature » cependant : le port serait réalisable au prix d'une canalisation de la Canche très en amont et de la mise en service d'une écluse. Mais seuls quelques bateaux pourraient sortir par marée et le coût serait très important ; par ailleurs, l'équilibre écologique du bassin serait complètement bouleversé. Or le site est non seulement classé, mais aussi protégé par la Loi Littoral et le régime Natura 2000, aussi l'association, opposée au bétonnage, au type d'aménagement projeté et à l'afflux de fréquentation attendu, a-t-elle en main de nombreuses armes pour bloquer la réalisation du projet. Un autre combat, plus récent celui-ci, contre le projet de parking souterrain en front de mer, actuellement suspendu suite à l'annulation de la procédure d'attribution du marché[117], mobilise également l'ASFD, bien qu'il ne touche ni les dunes, ni les forêts. La contestation de l'association ne porte pas sur le prix à venir du stationnement dont s'inquiète nombre de résidents, mais sur la localisation du parking souterrain. Celle-ci créera un flux et un reflux d'automobilistes dans les rues de la ville et l'association propose de penser plus globalement un plan de circulation favorable à l'équilibre entre vélos et automobiles. Elle suggère la création d'un parking excentré et arboré (sur le site de la pointe nord), beaucoup moins coûteux que le projet de parking souterrain confié à Vinci, ainsi que le développement de transports par vélos et navettes. L'objectif est de réduire de 20% le trafic automobile afin qu'il retrouve sa fluidité.

Enfin, la lutte contre l'Enduro est le dernier cheval de bataille de l'association. Déplacé sur la plage depuis 2 ans, il resterait une source de pollution du sable, qui ne serait pas analysé en l'absence de demande de pavillon bleu, et de dégradation des dunes et de l'estuaire, puisque, malgré les engagements de la Mairie à respecter les conditions imposées par le Préfet, le public continuerait à piétiner les dunes et à camper le long de la Canche.

---

[115] Le Touquet ne compte que 5000 résidents et seulement 150 jeunes scolarisés. Même en doublant les effectifs grâce à des jeunes de l'extérieur, le collège, prévu pour un minimum de 450 ou de 600 élèves, ne pourrait faire le plein. Par ailleurs, les disponibilités offertes par les établissements avoisinants ne justifieraient pas le coût de l'implantation soit 18 300 000 euros, selon un adhérent.

[116] Le promoteur, qui avait acheté le terrain avant la promulgation de la Loi Littorale, a commis l'imprudence de retirer du sable et s'est vu traîné devant le tribunal juridictionnel pour cette raison. Non condamné, il a été toutefois été amené à retirer son projet.

[117] Une société hollandaise, également candidate lors de l'appel d'offre, a introduit un recours en justice, un référé pour faire annuler la décision du conseil municipal confiant a Vinci la construction du parking pour vice de procédure. Le projet est donc actuellement suspendu.

Au sein de l'association, les membres parlent « *d'aberration écologique et organisationnelle* », ou encore « *d'économie de Sapeur-Camembert, c'est-à-dire qu'on plante des oyats, on détruit les oyats, et on replante des oyats*. ». Cette pratique dont le coût est loin d'être négligeable servirait, selon eux, à justifier les nombreux emplois à la mairie et à alimenter une stratégie clientéliste. L'ensemble des propos tenus sur l'Enduro est empreint d'une double signification. Il y est dit qu'au départ « *il s'agissait d'une bonne idée pour faire vivre le Touquet » et « lancer une saison d'hiver*, mais que depuis « *ça a pris des proportions hallucinantes » jusqu'à devenir « contre-productif* ». Certes, sous ce terme, sont dénoncées les conséquences économiques et écologiques nuisibles de l'Enduro, mais l'idée dominante s'en écarte : l'Enduro : « ça *ne colle pas à l'image du Touquet* ». L'évènement est même assimilé à une « *invasion du Touquet par une horde sauvage* » que fuirait alors les résidents : « *C'est une population qu'on ne devrait pas faire venir ici, la mairie ne devrait pas favoriser ça. Je connais beaucoup de gens qui ne viennent pas dans leur maison du Touquet pendant ce week-end. Et ceux qui viennent, ils ne viennent que pour surveiller leur villa parce qu'il y a des dégradations »*

Ainsi, comme le suggéraient certains résidents de la Pointe Nord, les antagonismes autour de l'Enduro relèveraient davantage d'enjeux socio-culturels que de l'écologie. Par ailleurs, les évènements que l'association propose comme alternative à l'Enduro, soit un festival de théâtre ou la fête des fleurs qui, à l'image de celle de Nice, animait le Touquet avant le lancement de l'Enduro, mobilisent des références et des formes de culture plus conformes à l'image souhaitée du Touquet. Ainsi le débat autour de l'Enduro donne à lire les hésitations de la Commune entre ouverture et fermeture. La position de l'ASFD à ce sujet est celle de ses quelque 130 adhérents, à 99% propriétaires, de moyenne d'âge élevée, appartenant à des PCS également élevées (professions libérales, commerçants, PDG, consultants, journalistes…) voire, pour quelques-uns, au milieu enseignant dans lequel les associations à visée environnementale recrute de manière privilégiée. Tous se disent « *défenseurs de l'environnement de la première heure* ».

Et il est vrai que les membres de l'ASFD interviewés témoignent d'une sensibilité écologique manifeste. C'est d'ailleurs au nom de cette sensibilité qu'ils disent adhérer à l'ASFD :

« Mais bien avant mon implication dans cette association j'étais soucieux de l'écologie, et de la qualité de la vie. Je pense qu'aujourd'hui c'est vraiment primordial, on fait tellement de bêtises en France notamment et au Touquet en particulier qu'il est grand temps de s'en préoccuper. » Le plus jeune couple adhérent s'est engagé, par ailleurs, à titre personnel dans des actions à forte charge symbolique comme le nettoyage des plages de Bretagne après le naufrage de l'Erika. Une autre interviewée

Les adhérents souhaitent un « *Touquet propre et naturel* » et militent pour que la ville garde au maximum son « esprit originel ». Opposés aux projets de construction et d'aménagement cités précédemment, ils proposent de « vraies alternatives » à la mairie pour mieux vivre au Touquet, et notamment y circuler. Ils souhaiteraient d'ailleurs faire de la ville du Touquet une ville pilote en terme de transport fonctionnant à l'énergie électrique : *« On pourrait imaginer qu'au Touquet on lance un partenariat avec des entreprises spécialisées en transport électrique ou même d'autres choses qui fonctionnent avec des énergies plus écologiques. Je suis sûr que ça ne coûterait pas grand-chose. On servirait de ville test en quelque sorte […] Ca serait une bonne chose pour la ville, ça redorerait le blason de la ville. Ca serait plus vivable ici, l'air serait meilleur et ça serait plus calme et moins pollué*[118]*. ».*

Ces personnes constituent la partie active de la population touquettoise au regard de la sauvegarde de l'environnement. Lors des entretiens, il est apparu que les habitants de la ville du Touquet non membres de l'ASFD sont très attachés à la qualité de l'environnement, mais sont pour la plupart favorables à « un juste équilibre » entre des constructions « nécessaires au développement de la ville » et la sauvegarde de l'environnement naturel.

[118] Notons pour éclairer ces propos, que selon le Nouvel Observateurs (n°2173, du 29 juin au 5 juillet), dans le palmarès « environnement et sécurité », le Touquet serait au 27e rang (sur 32) des stations balnéaires françaises pour la qualité de l'air !

Les adhérents de l'ASFD se différencient des autres résidents puisqu'ils refusent tout projet de développement du Touquet, « toute concession » à ce sujet, « toute négociation » avec la mairie et ses soutiens[119], à laquelle ils s'opposent avec force d'un véritable groupe de pression qui se reconnaît et s'assume comme tel[120] : « *On en a marre de voir des constructions apparaître partout et qui détruisent notre décor […] Maintenant on est en guerre perpétuelle mais sans violence bien […] les autres ils gueulent quand c'est fait, mais c'est déjà trop tard, alors nous on veut agir et se faire entendre avant qu'on nous mette sur le fait accompli […]* »

Certains d'entre eux reprochent aux résidents du Touquet, non adhérents, de ne pas se soucier réellement d'environnement : *« Ici quand on voit qu'on est a peine 100 ou 150 à défendre des idées écologiques avec l'ASFD, c'est facile de comprendre que très peu de monde se souci de la nature, ce qui les intéresse c'est simplement habiter dans un endroit chic et classe […] Ils construisent des maisons dans la forêt en imaginant passer pour des amoureux de la nature et ils détruisent tous les arbres pour construire, ils veulent aménager la pointe nord pensant préserver le site mais ils vont le détruire […] il n'y a que de l'intérêt personnel la dedans. »*

Le couple engagé dans le nettoyage des plages après l'Erika cite leur expérience pour politiser quelque peu le débat, dans une lecture toutefois peu reprise par les autres adhérents : *« C'était vraiment horrible comme vision, et tout ça pour de l'argent [.. .] C'est pareil au Touquet un peu en fait, pour de l'argent on est près à mettre en danger la nature. »*

L'adhésion au GDEAM (Groupement de défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil) fonctionne comme une légitimation de l'action écologique menée par l'association, elle lui confère poids et reconnaissance hors des limites du Touquet et dans ses combats, contre l'Enduro notamment. Mais L'ASFD a avant tout pour objectif officialisé : « de veiller à la protection de l'environnement touquettois, à la sauvegarde de son patrimoine architectural et de ses paysages et à la défense du cadre de vie des habitants »[121]. Ainsi son action reste limitée aux frontières de la Commune, la défense de l'écologie déclinée à l'échelon local :

« *On nous a souvent demandé de participer à des mouvements de contestation contre certains projets dans la région mais on a assez de boulot ici et puis faut commencer par balayer devant sa porte avant de faire chez le voisin (…) Si on arrive a faire avancer les choses ici, ça sera déjà pas mal et puis c'est avant tout pour nous qu'on le fait, et pas pour les autres, alors on reste sur des projets au Touquet*. »

Ainsi le discours écologique et les propositions alternatives (du renouvellement de l'évènementiel à la recherche d'une modernité architecturale homogène et maîtrisée) que l'association propose se font le reflet d'une collectivité – le « nous » - qui s'est appropriée l'environnement et s'efforce de défendre, voire d'imposer, sa vision de la vie et de la ville idéale : *« Moi je souhaite pour le Touquet, qu'il y ait une vraie réflexion sur qu'est ce qu'on peut faire de cette ville ». « Vous savez le Touquet est plein de contradiction comme celle là (l'Enduro) mais bon, la plupart du temps si l'on fait abstraction de tout ça, c'est un endroit magnifique, un peu surfait par endroit, mais tellement tranquille pour les gens comme nous. Et nous on se bat pour que ça reste tranquille comme avant. On ne peut pas laisser faire tout et n'importe quoi, on a mis le prix pour habiter dans ce petit paradis, alors c'est la moindre des choses que l'on nous garantisse ce pour quoi on a payé !* »

L'appropriation de l'environnement par le groupe des résidents constitués en association trouve sa légitimation dans l'investissement financier et le capital économique (et pourrait-on ajouter social et culturel associés) qui est le sien.

---

[119] L'association manifeste une opposition forte à la politique du Maire et, à ce qu'elle nomme, le « clientélisme » des riches touquettois, des commerçants et des personnels de la Mairie qui la soutiennent.

[120] L'association, qui ne souhaite pas que ses membres entrent dans le Conseil municipal, dispose de moyens importants, issus des adhésions et subventions de ses membres, qui leur permettent de recourir au service d'avocats. La notoriété de son président et de certains de ses membres lui confère par ailleurs une bonne audience et une capacité de mobilisation auprès des médias.

[121] CF : http://pagesperso-orange.fr/touquet-asfd/ag2005.htm

Ainsi l'écologie devient une arme qui permet certes de limiter le bétonnage à outrance du Touquet et la perte des aménités consécutives, mais elle se fait aussi facteur de légitimation des inégalités d'accès aux aménités résidentielles et récréatives du milieu naturel. La sensibilité écologique des adhérents interrogés semble certes supérieure à celle des autres résidents. Mieux valorisée - « *C'est très vendeur l'idée d'écologie* (…) remarquait l'un d'entre eux. »-, elle semble puiser sa force dans celle de l'organisation collective et du discours écologique que celle-ci a la capacité d'énoncer et de défendre. Pour autant, cette sensibilité n'est pas de nature différente, accrochée à la sauvegarde de l'environnement de proximité, soit le décor du lieu d'habitation. Bien être personnel et sauvegarde de l'environnement semblent alors se confondre. Cette fois encore l'environnement est cadre de vie et revêt des aspects composites : la qualité de l'air et des paysages, la réputation des lieux, les relations avec le voisinage, avec la Mairie, la qualité des manifestations organisées au Touquet, ou encore la régulation des touristes en période estivale. C'est la présence d'aménités naturelles précieuses et plurielles au sein de ce cadre original qui a poussé les interviewés à choisir le Touquet et les pousse aujourd'hui à se mobiliser au nom de l'écologie.

Conclusion

L'analyse qui précède débouche sur un certain nombre d'enseignements qui peuvent être synthétisés en ces termes :

- Les résidents du Touquet, quelle que soit leur origine géographique ou leur appartenance sociale, développent une relation extrêmement forte avec l'environnement naturel du Touquet, mais cet environnement est composite, défini par ses éléments tant naturels que plus anthropiques et urbains. (« la nature dans la ville et la ville dans la nature »). Pour l'ensemble des résidents : c'est la combinaison des aménités littorales, forestières et urbaines qui fait la valeur et l'originalité du mode de vie touquettois.
- Si en matière de résidence, les aménités sont très inégales puisque associées à des revenus élevés – le cas des employés de la mairie modestement logés en habitat collectif faisant exception -, les aménités récréatives, quant à elles, semblent moins sélectives. Certes les plus coûteuses d'entre elles (golfs, yachting, hippisme, thalasso) sont réservées aux plus aisés, mais la plupart, gratuite, est accessible à l'ensemble des résidents. C'est alors la proximité qui conditionne l'accès, et non la détention d'un capital social et culturel donné, conformément à ce qu'ont pu observer Dobré et alii (2005) au sujet de la fréquentation des forêts françaises. Le capital économique intervient alors indirectement en facteur conditionnant la proximité (en l'occurrence la possibilité de résider au Touquet).
- La valorisation de ces aménités est identique d'un quartier à l'autre, mais leur hiérarchisation (privilégier la proximité des commerces, la fréquentation de la plage…) varie en fonction de l'âge et de la trajectoire ou situation familiale des résidents.
- La sensibilité écologique de ces derniers est importante, là encore quel que soit le quartier d'appartenance. Elle peut être définie comme une sensibilité à la qualité de l'environnement de proximité, à la défense d'un milieu naturel et urbain approprié à travers la résidence et les usages récréatifs (professionnels également pour les employés de la Mairie). Elle peut être exacerbée par les menaces qui pèsent sur cet environnement et ses aménités, mais demeure pour l'essentiel limitée à ces enjeux locaux.
- Au cœur de ces enjeux se mêle à la question de la préservation du milieu celle de l'accès au Touquet et de sa régulation : quelle population est légitime au Touquet et quels usages associés ? Les préoccupations écologiques et sociales ainsi que les avis émis à ce sujet diffèrent (davantage que les pratiques récréatives observées), selon l'appartenance sociale et la trajectoire résidentielle des interviewés.
- Enfin si la possibilité de s'approprier l'environnement conditionne bien souvent des usages respectueux de sa préservation (comme on le verra à travers l'exemple du Chemin Vert), elle conduit ici à la mobilisation d'un discours écologique qui se fait instrument de ségrégation. Comment préserver l'environnement sans accroître les inégalités ?

La préservation se fait au nom d'une collectivité, d'un « nous » (les résidents de la forêt, les membres de l'ASFD, les co-propriétaires de West Green) qui exclut les « autres » (une population plus défavorisée, le public de l'Enduro, les acheteurs anglais…). Les plus grandes atteintes à l'environnement et à la qualité de vie au Touquet sont d'une part la circulation et ses nuisances multiples (sur la qualité de l'air et le bien être de chacun) et d'autre part la progression des constructions (au détriment des dunes, de la forêt, et des aménités pour leurs résidents ou usagers) que les prix élevés semblent stimuler plus que freiner. Le « nous » que représente l'ASFD semble l'acteur le plus capable de limiter ces atteintes et de proposer des alternatives constructives. Mais simultanément ne renforcent-il pas les inégalités en imposant un modèle de cité idéale, définissant par là même qui a ou non le droit de cité, et légitimant enfin le mode d'appropriation qui est le sien ?

CHAPITRE 6

Inégalités écologiques, inégalités sociales et territoires littoraux : l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-mer[122]

Coord. Valérie Deldrève, Vincent Houillon et Philippe Deboudt

En référence à la double dimension sociale et territoriale des inégalités écologiques, les auteurs ont mobilisé les méthodologies de la géographie, de l'aménagement et de la sociologie pour étudier le sens de cette notion et les liens entre inégalités écologiques et inégalités sociales dans un territoire où les recherches sur ce thème sont encore exploratoires, le territoire littoral. Comme les métropoles, les territoires littoraux sont insérés dans la mondialisation en lien notamment avec le développement du transport maritime, du tourisme, de l'économie portuaire et résidentielle. Ces territoires renferment aussi des espaces de haute valeur écologique, objet d'une grande variété de politiques, françaises ou européennes, de préservation du patrimoine et des espaces naturels (politiques réglementaires, foncières, contractuelles). Les relations mises en œuvre dans les territoires littoraux entre, d'une part, des espaces de haute valeur écologique dont le patrimoine naturel est source d'aménités environnementales et, d'autre part, les formes d'appropriation, les mobilités et les usages, souvent conflictuels de l'espace et différenciés en fonction des types de population, peuvent être analysées sous le prisme des inégalités écologiques. Les inégalités écologiques ne sont pas ici principalement abordées en fonction de l'exposition à des nuisances ou des risques mais sont liées essentiellement aux aménités offertes par une situation particulière et notamment aux possibilités de jouissance du milieu naturel. Ainsi, contrairement aux précédents travaux sur les inégalités écologiques ou environnementales, les inégalités écologiques s'expriment à partir de l'accès ou de l'appropriation d'aménités environnementales. D'après la typologie des inégalités écologiques définie par L. Laigle et V. Oehler (cf. supra), les observations réalisées dans un territoire littoral sont susceptibles de révéler au moins quatre types d'inégalités écologiques : des inégalités territoriales en lien avec l'appropriation de l'espace littoral et les différences de valeurs foncières ; des inégalités en lien avec l'accès aux aménités littorales ; des inégalités dans l'exposition aux risques naturels et technologiques ; des inégalités dans la capacité d'influence, de mobilisation et d'action pour la mise en œuvre des politiques environnementales ou urbaines. A partir d'un terrain d'étude combinant à la fois une dimension urbaine, comparable aux espaces urbains déjà analysés en rapport avec les inégalités écologiques (zones urbaines sensibles) et une situation littorale, nous proposons de répondre à plusieurs questions : Quelle est l'influence de la situation géographique littorale dans l'expression des inégalités écologiques ? Les inégalités écologiques sont-elles des facteurs d'aggravation des inégalités sociales ? Comment sont perçus les facteurs de valorisation d'un territoire (aménités littorales) par des populations marquées par de fortes inégalités sociales ?

[122] Deboudt Ph., Deldrève V., Houillon V., Paris D., 2008, Inégalités écologiques, inégalités sociales et territoires littoraux : l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer (France), *Espace, Populations, Sociétés*, 1, 173-190.
Jocteur-Monrozier A., Journieux P., Leleu S., Panayoty M., Polonceaux A., 2007, *Environnement littoral et quartiers de relégation des marges urbaines : mutations, usages et projets ; l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer*, Rapport d'atelier de Master AUDT ENVAR 1ère année, dir. V. Houillon et Ph. Deboudt, Université de Lille 1, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, 152 p.

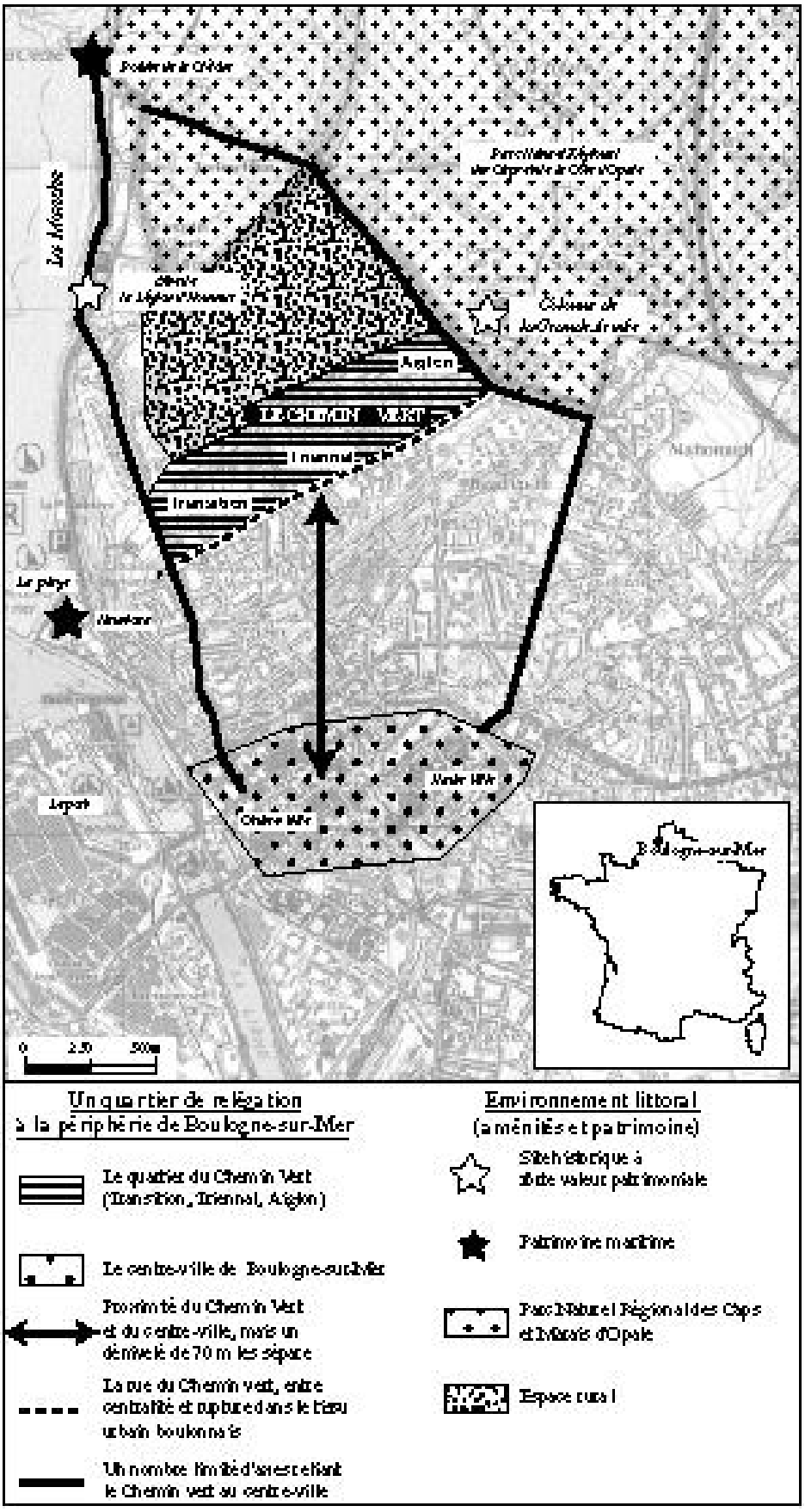
6.1 Le terrain d'étude : un quartier en zone urbaine sensible avec vue sur mer

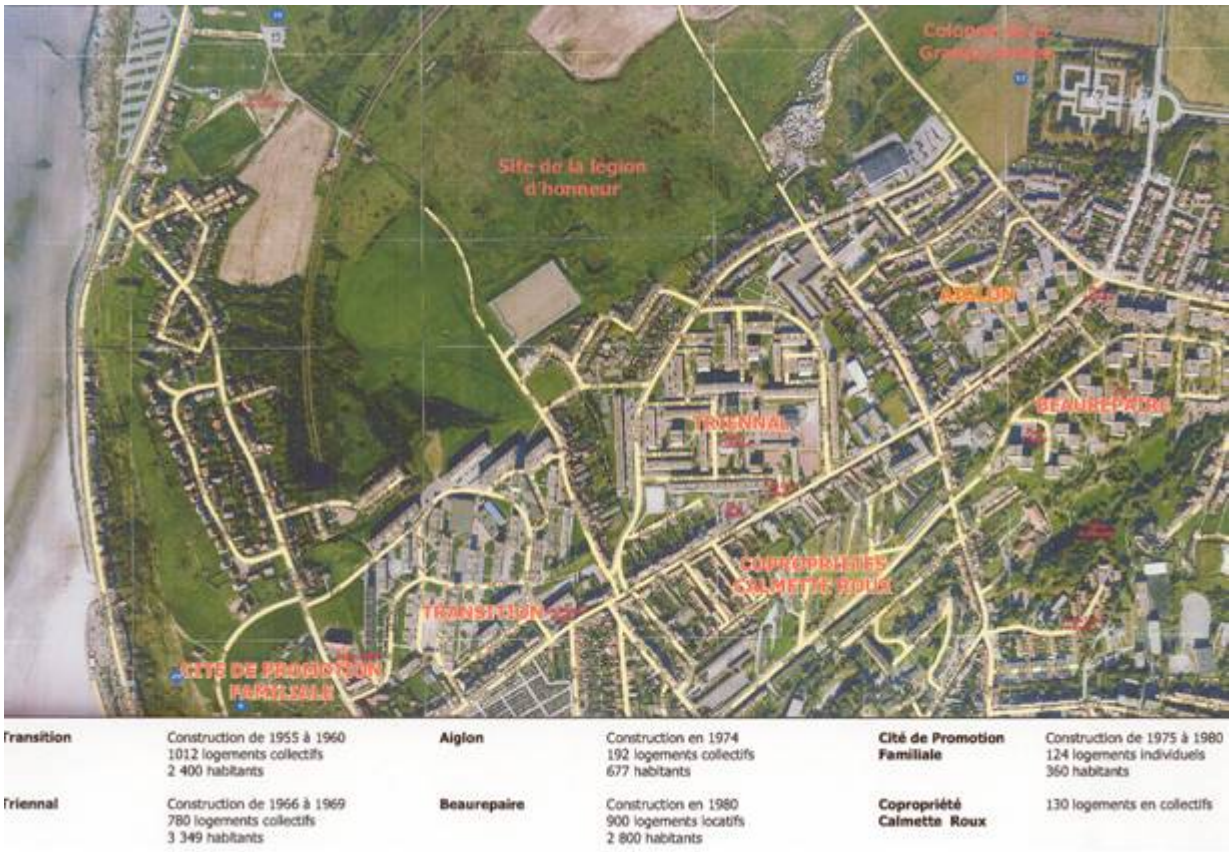
Le terrain d'étude choisi dans cet article correspond à une zone urbaine sensible située dans l'agglomération de Boulogne-sur-Mer : le quartier du Chemin Vert (figure 1). Les zones urbaines sensibles (ZUS) sont en France des quartiers urbains dont le périmètre a été fixé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance de la ville.
Les ZUS sont « caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi »[123]. Le choix de ce terrain permet d'établir un lien avec les recherches menées précédemment dans les métropoles.

Ce quartier est identifié comme un espace de marginalisation sociale. L'objectif de la recherche consiste à étudier les relations entre les inégalités sociales et les inégalités écologiques dans ce territoire urbain littoral. Nous souhaitons démontrer le rôle des politiques urbaines dans la construction de ces relations. Le quartier du Chemin Vert est situé dans la périphérie de l'agglomération de Boulogne-sur-Mer et marginalisé par rapport aux principales fonctions urbaines. Cependant, il s'est développé sur un site bénéficiant d'un potentiel d'aménités environnementales remarquable (vue sur la mer exceptionnelle, proximité géographique avec des espaces naturels protégés ou un parc naturel régional, figure 1). En comparaison des quartiers socialement défavorisés, traditionnellement insérés dans des espaces urbains marqués par la concentration des formes de dégradation environnementale, quels sont les conséquences de ces effets de site sur l'évolution du quartier (d'un point de vue des politiques urbaines) et sur les relations entre les habitants et leur environnement. *A priori*, dans ce quartier, ces effets de site pourraient contribuer à limiter les inégalités écologiques qui, dans des quartiers aux caractéristiques sociales similaires, aggravent les inégalités sociales. Dans le cadre d'une approche sociologique, les inégalités écologiques sont analysées comme des formes d'inégalités sociales. D'où un certain scepticisme à l'idée qu'elles puissent ne pas se confondre dès lors qu'une population socialement défavorisée bénéficie d'un libre accès à la plage, d'un joli point de vue sur la mer ou de la proximité d'un site naturel préservé. Non loin des controverses sur ce qu'est la liberté d'accès, l'appréciation esthétique d'un paysage ou celle plus scientifique d'un écosystème, des questions relatives au contenu normatif de la notion d'inégalité écologique et à son intérêt heuristique se posent. Comment appréhender la complexité sociale sous-jacente, la nature des relations entre inégalité sociale et inégalité écologique ?

[123] Loi du 24 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville : article 2.

Figure 1 : Le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer. Localisation, insertion dans l'espace urbain boulonnais et relations avec l'environnement littoral.





Transition	Construction de 1955 à 1960 1012 logements collectifs 2 400 habitants	Aiglon	Construction en 1974 192 logements collectifs 677 habitants	Cité de Promotion Familiale	Construction de 1975 à 1980 124 logements individuels 360 habitants
Triennal	Construction de 1966 à 1969 780 logements collectifs 3 349 habitants	Beaurepaire	Construction en 1980 900 logements locatifs 2 800 habitants	Copropriété Calmette Roux	130 logements en collectifs

Méthodologie de la recherche

Une étude documentaire (Bourdais, 1997 ; Lottin, 1983) a permis d'identifier les différentes étapes de constitution de ce quartier à la périphérie de la ville de Boulogne-sur-Mer. L'analyse de données statistiques (INSEE, 1998, 1999, 2007) détermine les caractéristiques et l'évolution des facteurs socio-démographiques des populations urbaines. L'étude de l'évolution des politiques urbaines mises en œuvre pour ce quartier, et notamment du projet de rénovation en lien avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, complète les deux approches précédentes pour l'identification des relations entre inégalités écologiques et sociales (Abid et Loubière, 2006 ; ANRU, 2004 ; Castro *et al.*, 2006 ; Leleu *et al.*, 2007). Les travaux de V. Deldrève (2008) ont consisté en la réalisation d'une enquête qualitative pour appréhender les rapports des habitants au littoral et à la mer dans le quartier du Chemin Vert. La mise en œuvre d'une étude sociologique conjointement à l'étude géographique du quartier du Chemin Vert doit permettre d'approfondir l'identification des liens entre inégalités écologiques et inégalités sociales et de donner sens, ou non, aux objectifs des projets de renouvellement urbain mis en œuvre dans le quartier depuis 2004 (Manusset *et al.,* 2007) : Quels rapports entretiennent les habitants de ce quartier avec le littoral ou la mer ? Dans cette perspective, une méthodologie quantitative, appliquée en vue de mesurer les inégalités écologiques, s'avérait inadaptée. Il ne s'agissait pas, en effet, d'évaluer, mais d'explorer ces rapports, en évitant de provoquer, par des questions portant directement sur le sujet, un « sur-dimensionnement » de la relation des résidents à leur environnement littoral (ce qui excluait l'emploi d'un questionnaire ciblé sur les usages et représentations de l'environnement littoral et marin). S'ajoutait, en outre, la difficulté de passer un questionnaire auprès d'une population aux conditions de vie précaires et peu mobilisable dans le cadre d'une enquête aussi formelle et ostensiblement portée sur l'environnement.

Ainsi l'enquête qualitative représente une option forte, axée sur l'environnement tel qu'il est vécu par les résidents de ce quartier littoral (et non tel qu'il a été défini ou pensé par les acteurs dans le cadre du projet de rénovation urbaine). Ont été réalisés à cet effet une vingtaine d'observations des usages du rivage boulonnais ou encore des rassemblements associatifs du quartier, et vingt six entretiens semi directifs auprès de résidents et de quelques informateurs privilégiés (bailleurs, personnels de la mairie, travailleurs sociaux). La population ainsi touchée n'est pas statistiquement représentative du quartier du Chemin Vert, mais elle est toutefois diversifiée en fonction de l'âge, du genre, du type de ménage et du sous-quartier d'appartenance. La moitié d'entre-elle est locataire, depuis moins d'un an, de logements sociaux neufs, produits phare de la réhabilitation de Transition[124] (figure 1). Sans être l'objet premier de notre recherche, cette réhabilitation était incontournable *in situ*, idoine pour investir des thématiques telles que l'appropriation des lieux ou la sensibilité des résidents à la valorisation de la dimension maritime du quartier. Les résultats de cette enquête apporte d'une part des enseignements sur les usages associés à l'environnement immédiat des résidents et sur la valeur qu'ils lui confèrent, d'autre part, des enseignements sur les formes constitutives de l'inégalités écologique et sur leur lien avec les autres formes d'inégalités sociales.

[124] Le quartier du Chemin Vert est composé de trois sous quartiers : Transition, Triennal et Aiglon.

1947	
1960	
1990	

Figure 2 : Inégalités sociales, la ZUS du Chemin vert en perspective
(Population de la ZUS : 7 006 habitants ; Superficie de la ZUS **:** 45 ha)

	ZUS Chemin Vert	Commune Boulogne-sur-Mer	ZUS région 59 62	ZUS France	France
Chômage (1999)	47.6 %	24.6 %	32.1 %	25.4 %	13.4 %
Non-diplômés (1999)	56.4 %	27.5 %	36.1 %	33.1 %	20.7 %
Moins de 25 ans (1999)	49.7 %	35.3 %	41.8 %	39.5 %	31.2 %
Etrangers (1999)	3.4 %	1.7 %	9.2 %	16.5 %	5.5 %
Familles monoparentales (1999)	36.3 %	21.8 %	22.9 %	24.0 %	13.3 %
Revenu médian par Unité de consommation (2004)	5238	11 498	-	10 769 (2002)	17 718 (2002)
Ménages non-imposés sur revenus (2004)	79.3 %	54.9 %	62.4 %	56.3 %	29.2 %
Locatifs HLM (1999)	81.2 %	30.9 %	51.3 %	61.3 %	16.0 %

Sources INSEE RP 1999/DGI 2004 (données fiscales)/ Min. de l'Intérieur (2005) / Min. de l'Educ. Nat. (2004) http://sig.ville.gouv.fr/

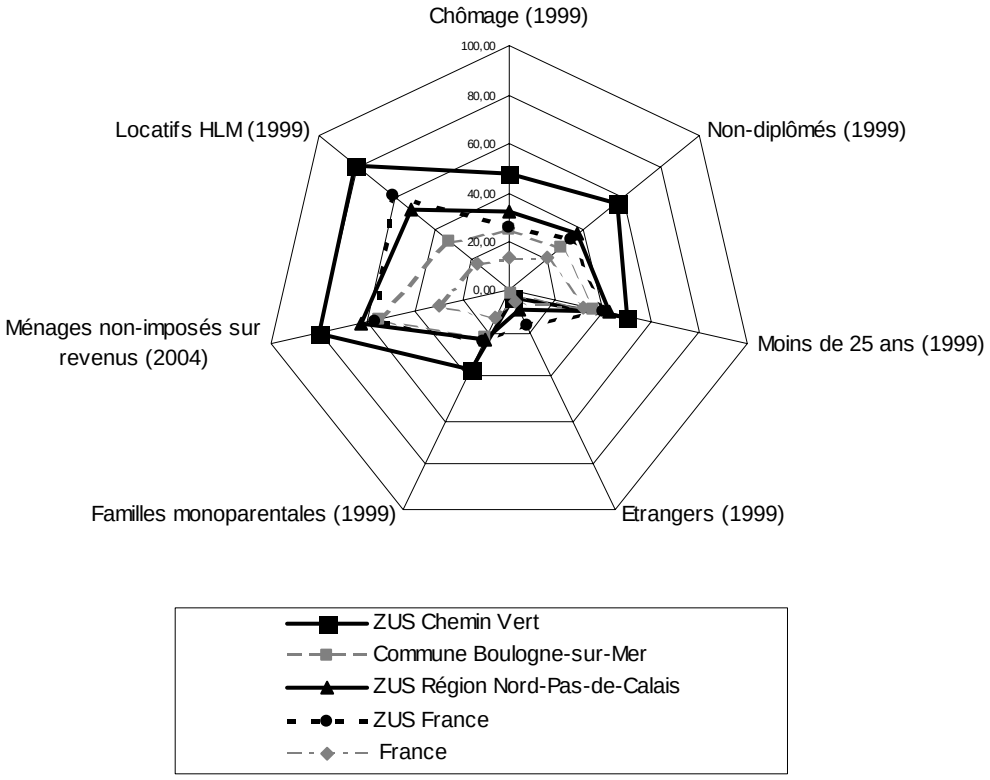


Figure 3 : Le sous-quartier Transition (Données IRIS, RGP 1999)

Ensemble des logements par type

Types de logement	1999	%
Ensemble	**942**	**100,0**
dont :		
résidences principales	902	95,8
résidences secondaires	1	0,1
logements vacants	39	4,1
dont :		
logements individuels	57	6,1
logements dans un immeuble collectif	885	93,9

Population de 15 ans ou plus par sexe et CSP

	1999	Nombre	%	Actifs avec un emploi	Nombre	%
Ensemble	**1 584**			**320**		**100,0**
Agriculteurs exploitants	0			0		0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	8			0		0,0
Cadres et professions intellectuelles sup.	8			8		2,5
Professions intermédiaires	36			24		7,5
Employés	168			76		23,8
Ouvriers	468			212		66,3
Retraités	176					
Autres sans activité professionnelle	720					

Résidences principales selon l'époque d'achèvement

Epoque d'achèvement	1999	%
Ensemble	**902**	**100,0**
avant 1949	51	5,7
1949 à 1974	775	85,9
1975 à 1989	4	0,4
1990 ou après	72	8,0

Population non scolarisée de 15 ans ou plus npar sexe et diplôme

1999	Total	Hommes	Femmes
Population non scolarisée	1 449	671	778
	(100%)	*(100%)*	*(100%)*
Titulaire (%) :			
d'aucun diplôme	61,6	57,2	65,4
du CEP	12,6	12,7	12,5
du BEPC	6,0	5,8	6,2
du CAP ou du BEP	15,9	20,3	12,2
du BAC ou Brevet professionnel	2,6	2,4	2,8
d'un diplôme de niveau BAC + 2	0,8	1,3	0,4
d'un diplôme de niveau supérieur	0,4	0,3	0,5

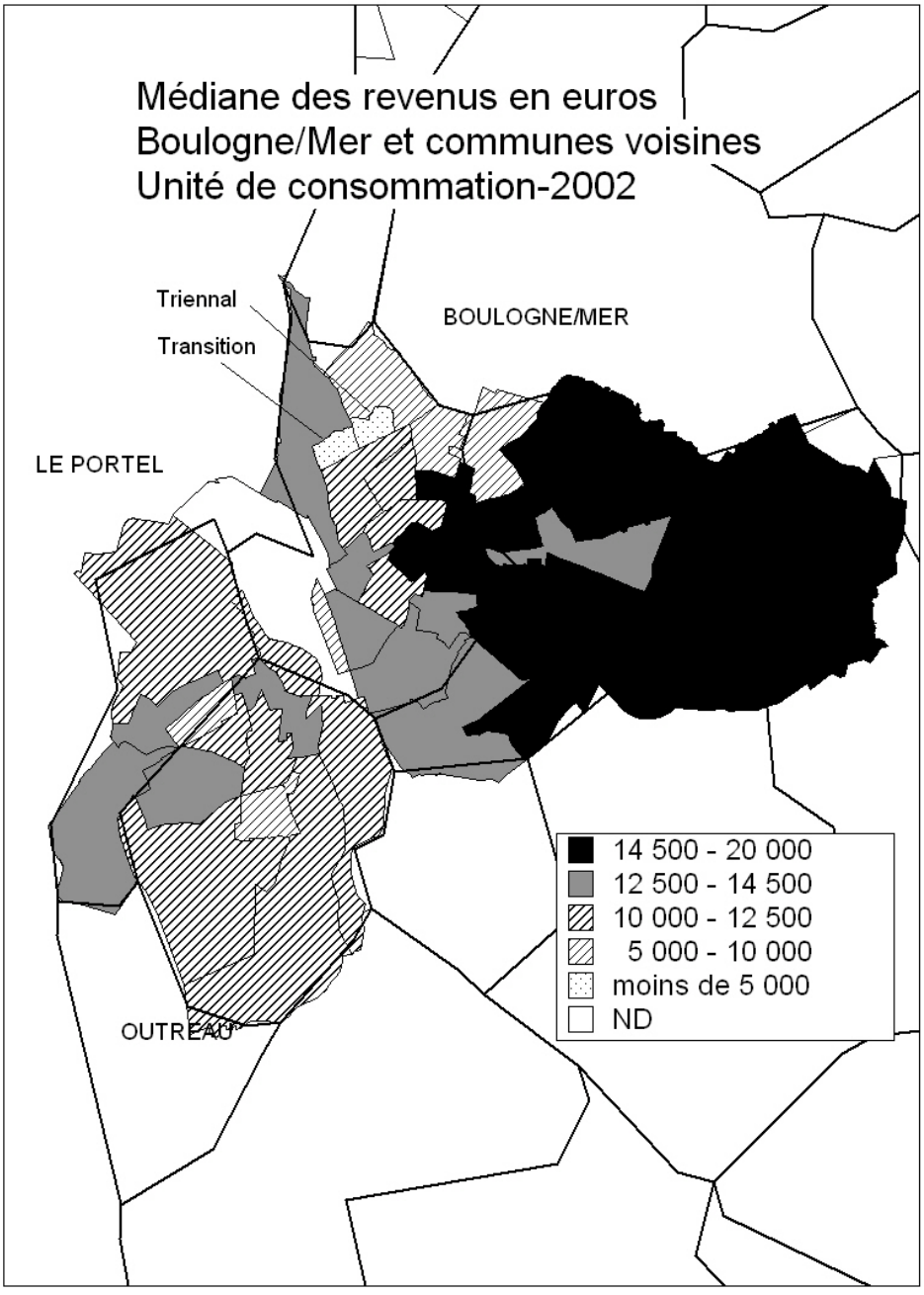
Résidences principales selon le statut d'occupation

	Logements 1999		Nombre de per.
	Nombre	%	1999
Ensemble	**902**	**100,0**	**2 252**
Propriétaires	32	3,5	86
Locataires	862	95,6	2 150
dont :			
logements non HLM	11	1,2	35
logements HLM	845	93,7	2 102
meublés, chambres d'hôtel	6	0,7	13
Logés gratuitement	8	0,9	16

Population totale selon le lieu de résidence antérieure

Population totale	**2 252**	**100,0**
Identique (population "stable")	758	33,7
Différent (population "mobile")	1 494	66,3
Même commune-autre logement	*1 104*	*49,0*
Autre commune	*390*	*17,3*

Figure 4 : Revenus fiscaux (médiane) dans l'agglomération de Boulogne-sur-Mer (INSEE, IRIS, 2002)



6.2. Inégalités sociales et inégalités écologiques dans le quartier du Chemin vert : de l'ignorance à la valorisation de la dimension littorale dans la construction territoriale

6.2.1 Le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer : une périphérie socialement défavorisée marquée par un cumul d'inégalités sociales

Le Chemin Vert s'est constitué en trois étapes entre 1945 et 1974. La construction de ce quartier est contemporaine de la période de reconstruction d'après guerre, suite aux destructions importantes subies pas la ville et le port de Boulogne-sur-Mer (85% de la ville est détruite au lendemain de la Seconde Guerre mondiale). Les habitants sans abri sont relogés dans des baraquements d'urgence. Un espace vacant peut les accueillir sur un vaste espace agricole, à la périphérie Nord de la ville, à l'écart du centre-ville : le Chemin Vert. Le plan de reconstruction de la ville et de son centre (plan Vivien du nom du ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de l'époque) nécessite le relogement de population. Les baraquements du Chemin Vert sont remplacés par les nouveaux logements « Million » en référence à leur prix en anciens francs dans les années 1950. Les « expropriés » du centre-ville sont accueillis dans le quartier « Transition » achevé en 1960. Dans un contexte de difficultés économiques et sociales, la construction des deux autres secteurs du Chemin Vert, Triennal (parce que construit en 3 ans de 1966 à 1969) et Aiglon en 1974 complètera la constitution de cette périphérie urbaine.
Le quartier du Chemin Vert est un quartier « populaire » situé à 1,5 km du centre-ville au nord de la commune de Boulogne-sur-Mer, sur un plateau dominant la zone portuaire de la ville et la vallée de la Liane. Il est composé de trois sous quartiers : Transition, Triennal et Aiglon, dont les limites varient selon le point de vue des acteurs politiques, des habitants, ou encore du découpage statistique. Couvrant un peu plus d'une centaine d'hectares, l'ensemble compte 11 000 habitants (RGP 1999), répartis de manière à peu près équivalente dans les trois secteurs, soit un quart de la population de la ville (45 100 habitants selon l'estimation de 2005). Le quartier se caractérise par une grande jeunesse démographique, 40% des habitants ayant moins de 20 ans, mais surtout par le cumul de toutes les variables de la marginalisation et de la ségrégation sociale et économique. La situation socio-économique du quartier s'écarte en effet fortement de la situation moyenne de la ville, pourtant globalement socialement pauvre et défavorisée dans le contexte français (figures 2 et 3). Près de 50% des actifs sont au chômage alors que la moyenne des ZUS au niveau national est de 20% et de 22% à Boulogne-sur-Mer. La structure des familles est marquée par l'importance de la monoparentalité (1/3 de familles monoparentales). Les ménages sont essentiellement locataires d'un logement social (80% des logements), le reste relevant du locatif privé. Le seul quartier du Chemin Vert concentre la moitié des logements sociaux de Boulogne-sur- Mer, ville où pourtant le logement social est surreprésenté par rapport à d'autres centres urbains de taille équivalente. Toutes ces variables caractérisent une situation de pauvreté que l'on peut résumer par la faiblesse des revenus fiscaux (figure 4). Ceux-ci sont en effet largement inférieurs à la moyenne de l'agglomération, la médiane des revenus étant inférieure à 5 000 euros annuels alors que pour l'ensemble de la France, ce chiffre s'élève à 14 000 euros (RGP 1999). Au total, seule la faiblesse de la population étrangère ou d'origine immigrée singularise le quartier du Chemin Vert de la plupart des quartiers classés en ZUS. A cette accumulation d'indicateurs de difficultés et de marginalisation sociale, s'ajoutent-elles des inégalités écologiques ?

6.2.2 L'environnement urbain : la médiocrité du parc de logements et de l'accessibilité urbaine

Cette périphérie urbaine est assez proche du centre-ville (1,5 km) mais des facteurs topographiques contribuent à sa marginalisation géographique. Un dénivelé topographique relativement important (70 m) isole ce quartier du centre ville. Par ailleurs, cet isolement est renforcé par la coupure urbaine représentée par la présence d'un cimetière et d'un camp militaire qui sépare le Chemin Vert de la ville.
Jusqu'à une période récente, les conditions de vie urbaine étaient marquées par une dégradation environnementale. Les bâtiments « provisoires » du sous-quartier Transition sont très dégradés et très mal insonorisés. Malgré plusieurs programmes de réhabilitation (PALULOS) menés dans les années 1980, la qualité du bâti et du confort est restée faible à Transition et à Triennal. Les populations les plus pauvres sont contraintes d'habiter dans les logements les moins coûteux. L'implantation des immeubles et des tours est aussi un facteur aggravant du malaise social. A Transition, les barres d'immeubles sont parallèles et à Triennal, elles sont organisées autour d'une tour qui peut-être à l'origine d'un sentiment d'enfermement, exacerbé par les nombreuses impasses et l'insuffisance des routes qui traversent le quartier. Les espaces publics sont absents. L'ensemble du quartier constitue une seule et même parcelle appartenant à un bailleur unique. Le découpage foncier avec la ville de Boulogne-sur-Mer n'a pas été réalisé et explique l'absence d'espaces publics intermédiaires, de parcs ou jardins, d'espaces verts, qui faute d'affectation deviennent incivils. Le mono fonctionnalisme résidentiel a pendant longtemps largement présidé à la réalisation de ce type de quartier de grands ensembles. Il a participé à la formation d'une image négative et dévalorisée de cette périphérie urbaine quand même atténuée par l'implantation de services publics (collèges, d'une mairie de quartier, bureau de poste, Police) et plus récemment encore d'une médiathèque. Enfin les entreprises privées sont inexistantes dans ce quartier qui ne dispose pas du classement en ZFU[125]. Les commerces de proximité sont situés dans une rue proche (la rue du Chemin Vert) qui jouxte les trois sous quartiers. Les populations du quartier du Chemin Vert ne sont pas directement exposées à des nuisances environnementales. La vulnérabilité aux aléas naturels est relativement faible (classement en zone bleue dans le PPR falaise du Pas-de-Calais en 2007). Les autres nuisances environnementales (bruit, pollution) sont limitées aux usages des mobylettes, mini-motos et quads. Le quartier du Chemin Vert est donc marqué par d'importants problèmes sociaux, un accès très limité à l'urbanité et une qualité de l'environnement urbain médiocre. Par contre, il est situé dans un territoire littoral bénéficiant d'un potentiel d'aménités. Ces aménités associées à la proximité de la mer ont habituellement été valorisées dans les processus de construction territoriale. Elles l'ont été pour la constitution d'un bien commun dans le cadre des politiques de préservation du patrimoine naturel ou, à l'inverse, dans le cadre d'une appropriation privative de l'espace, pour des populations socialement favorisées (usage résidentiel, touristique de l'espace littoral). Sur ce territoire littoral de Boulogne-sur-Mer, on observe deux trajectoires différentes en terme de construction territoriale :

- la relégation de populations socialement défavorisées dans une périphérie urbaine, marginalisée par rapport à la ville. L'urbanisation « tourne le dos » à la mer. C'est la position de « marge urbaine » qui justifie la construction de ce quartier du Chemin Vert.
- une valorisation des aménités littorales dans les espaces proches du quartier, sur le «front d'urbanisation » de la ville de Boulogne-sur-Mer (périmètre du parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale).

Le quartier du Chemin vert représente donc un espace urbain et littoral original dans lequel la mise en valeur des aménités littorales pourrait constituer un « levier » potentiel d'atténuation des inégalités sociales.

[125] ZFU : Zone Franche Urbaine. Définies pour la première fois en 1996 pour favoriser l'emploi. Les entreprises qui s'y installent bénéficient d'exonérations fiscales.

Figure 5 : Photographies aériennes oblique du quartier du Chemin Vert (Boulogne-sur-Mer)



Transition, Triennal et Aiglon. La colonne de la Grande Armée à l'arrière plan. (NAI, décembre 2006)



Vue vers le nord. Au premier plan, le quartier du Chemin Vert. A l'arrière plan, le littoral de la Côte d'Opale et la station balnéaire de Wimereux. (NAI, mai 2007)



Le Chemin Vert, photographie aérienne oblique. Vue de la plage de Boulogne-sur-Mer (premier plan) vers l'Est.



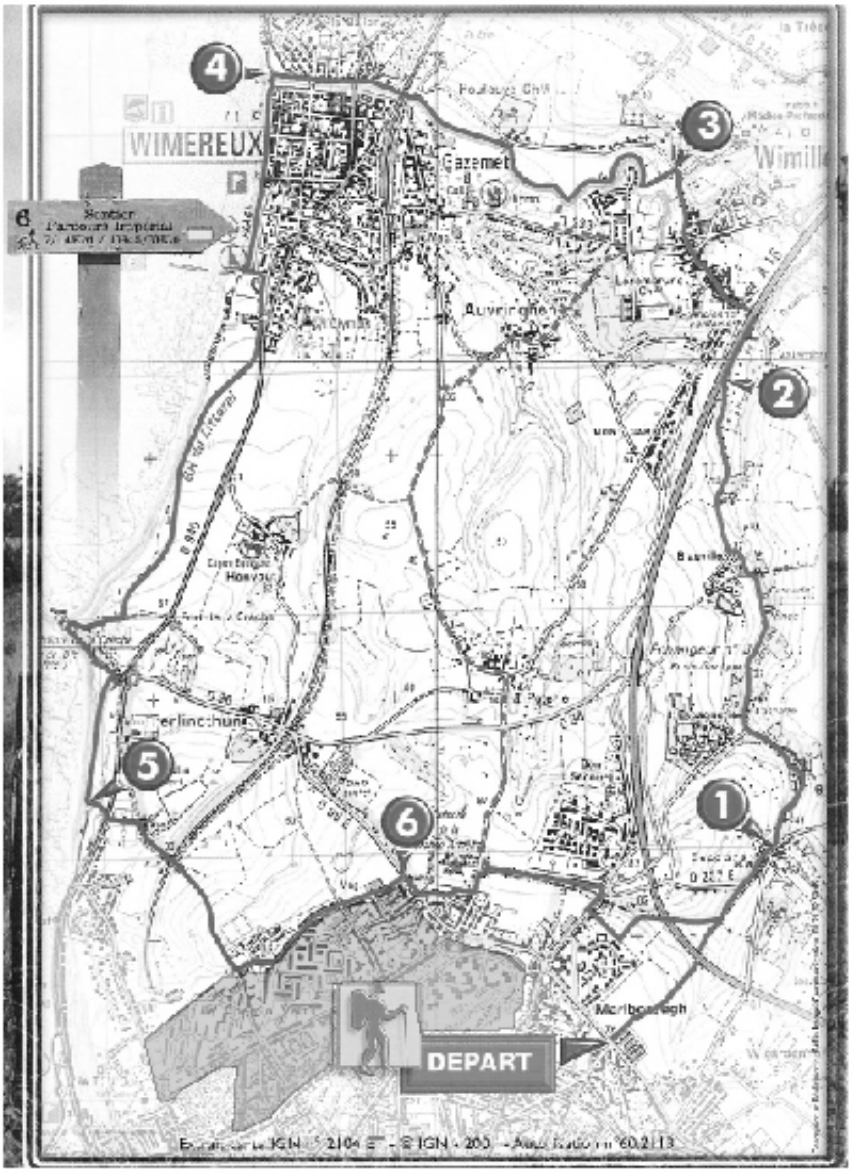
Le Chemin Vert, photographie aérienne oblique. Vue vers le port de Boulogne-sur-Mer et la Manche (Sud-Ouest)

(Pour les quatre photographies : NAI © Philippe Deboudt, 2008)

6.2.3 La valorisation de l'environnement littoral et maritime dans les politiques urbaines récentes

La valorisation des aménités littorales sur le site du Chemin Vert représente une dimension importante du projet mis en œuvre pour le renouvellement urbain de ce quartier dans les années 2000. Un projet urbain sélectionné par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine a utilisé les atouts géographiques du site pour tenter d'atténuer le monolithisme social et la marginalisation urbaine de ce quartier. Contrairement à beaucoup de quartiers situés dans les métropoles où les facteurs de marginalisation sociale sont aggravés par des facteurs de vulnérabilité et de dégradations environnementales, dans le quartier du Chemin Vert, les aménités littorales pourraient constituer un potentiel pour la réduction des inégalités écologiques et l'atténuation des inégalités sociales (figure 5).
Le site présente certes les inconvénients topographiques énoncés précédemment mais il est aussi un atout exceptionnel. La partie nord du plateau bénéficie de la plus belle vue sur mer de la ville de Boulogne-sur-Mer, « un des plus beaux sites du parc HLM de France » pour les urbanistes (Abid et Loubière, 2006). Le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale est mitoyen du secteur de l'Aiglon et de Beaurepaire. Des paysages ruraux situés au Nord du quartier renforcent l'attractivité du site. La proximité d'un patrimoine historique (Colonne de la Légion d'honneur et la Colonne de la Grande Armée) renforce les atouts environnementaux du site. L'histoire urbaine du quartier montre l'absence de liens avec la mer sur le plan de la valorisation patrimoniale et touristique, car l'histoire du quartier est associée à celle d'habitants qui travaillaient en mer ou dans les industries de transformation des produits de la mer. Ce fait représente une forme d'inégalité écologique. Un site littoral identique approprié et urbanisé en lien avec le développement touristique est généralement associé à une valorisation foncière ou immobilière pour des populations socialement favorisées. L'absence de prise en compte de ces aménités environnementales pour le développement urbain d'un quartier rassemblant des populations socialement défavorisées représente une forme d'inégalité écologique.
Le projet de rénovation urbaine du Chemin Vert a été confié par l'ANRU à l'Atelier Castro-Denissof-Casi (2006). Le projet concerne le sous quartier Transition avec la rénovation du bâti (démolition, reconstruction et rénovation de bâtiments) Ces opérations sont actuellement en cours de réalisation. Plusieurs barres ont déjà été détruites, certaines le sont actuellement. De nouveaux logements ont été reconstruits : 300 logements nouveaux avaient été prévus initialement, puis 600 après la visite du site par le ministre du Logement J.-L. Borloo en 2005 qui a souhaité assimiler le quartier du Chemin Vert à une « vitrine » des projets mis en œuvre par l'ANRU. Les objectifs du projet comportent aussi le renforcement des services urbains, définis par les auteurs du projet comme des équipements de loisirs liés au niveau de vie (infrastructures sportives ou à destination culturelle, création d'un véritable espace public avec une place centrale, des services et commerces).
La valorisation de la maritimité a été proposée par les concepteurs du projet comme une idée maîtresse, structurant le projet de rénovation urbaine. Pour les architectes, la maritimité constitue un ensemble de rapports à la mer susceptible de traductions urbanistiques : un espace de loisir récréatif et de proximité propice aux pratiques récréatives (ramassage des moules et des coquillages, fréquentation de la plage) ; un lieu de vie professionnelle pour de nombreux habitants qui sont parfois d'anciens pêcheurs ; un paysage, même si la mer n'est pas toujours directement visible par tous les habitants, notamment à Triennal où les barres donnent souvent sur d'autres immeubles et à Aiglon où elle est masquée par les autres quartiers.

SENTIER PARCOURS IMPERIAL



Quartier du Chemin Vert (Transition, Triennal, Aiglon, Beaurepaire, Calmette Roux et Cité de promotion familiale)

Circuit de 14 Km

Circuit de 7 Km

Source: Fiches les chemins de randonnées dans le Boulonnais (communauté d'agglomération du Boulonnais) et extrait de la carte IGN 2104 (2001)
Conception et réalisation: Astrid Polonceaux
Date: Mars 2007

Le projet comporte aussi la volonté de modifier l'appropriation de l'histoire du quartier par ses habitants en inscrivant dans l'urbanisme l'histoire maritime de Boulogne-sur-Mer. Pour l'atelier Castro-Denissof-Casi (2006), « ce qui peut être vécu comme relégation aux confins urbanisés de la ville peut être retourné comme une situation géographique privilégiée ». La valorisation des aménités littorales représente un des leviers essentiels de la rénovation urbaine et du changement de représentation du quartier du Chemin Vert. En terme de réalisations architecturales, cette mise en valeur des aménités se traduit par la construction de nouveaux logements où l'on privilégie l'horizontalité avec de grandes baies vitrées et des extensions en pignon de proue, loggias et jardins d'hiver tournés vers la mer. Les traitements de façade utilisent les hauteurs et les couleurs. Dans les secteurs rénovés, la transformation du bâti a été radicale. Les habitations s'organisent en îlots ou en bandes, à patio ou petits collectifs, avec jardins et parcs de stationnement. La diversité des nouveaux logements doit permettre d'introduire une mixité sociale (l'une des conditions liées au financement attribué par l'ANRU). La création de nouvelles rues pour désenclaver le quartier et un nouveau plan d'implantation des nouveaux logements améliorent la vue sur la mer. Le symbole de ce nouveau rapport à la mer, inscrit dans l'urbanisme, est constitué par la réhabilitation d'une tour de logement (la « tour O »), la plus haute du quartier, pour la mettre en lumière tel un « phare dans la ville ». Associé à 2 barres maintenues (les autres sont ou seront détruites), l'objectif est d'associer à l'image du nouveau quartier la silhouette d'un paquebot.
La mixité sociale, affichée comme objectif de tout projet de renouvellement urbain, et objectif principal des projets ANRU, est, à ce jour, peu perceptible dans la transformation du quartier. Le projet de rénovation urbaine du quartier Transition prévoit de reloger la grande majorité des habitants déplacés (le relogement des anciens habitants est une obligation des projets ANRU). Ce sont ces mêmes habitants socialement défavorisés qui occupent les nouveaux logements ou qui vont les occuper. Peu d'habitants originaires d'autres quartiers de la ville de Boulogne-sur-Mer seront logés dans les nouveaux bâtiments. La diversification sociale est liée à l'occupation de logements non demandés par les anciens locataires et au développement d'une offre locative libre (dispositif du 1% logement). La revalorisation sociale du quartier souhaitée par le processus de rénovation urbaine se réalise cependant sur les zones voisines où une pression foncière est observée. L'introduction de l'image de la maritimité dans l'urbanisme du quartier est globalement une réussite et contribue à modifier son image mais de nouveaux problèmes apparaissent. La maritimité a été utilisée plus pour l'aspect esthétique des bâtiments que pour leur fonctionnalité. Des problèmes liés à l'architecture des maisons se sont manifestés très rapidement. Les grandes baies vitrées balayées par les vents violents et les embruns salés sont l'objet de dégradations et nécessitent un entretien renforcé. Les frais de chauffage, dont le coût est difficilement supportable par les habitants, pourraient s'élever. La non prise en compte de l'impact des facteurs de l'environnement littoral (exposition à une fréquence de vents forts) dans les transformations architecturales pourrait contribuer à la création de nouvelles inégalités écologiques.





La Tour « O » et projet de réhabilitation
Source : Pauline Journieux, février 2007 et http://www.castrodenissof.com



L'intérieur d'un îlot ; vue des immeubles
Source : Pauline Journieux, mars 2007



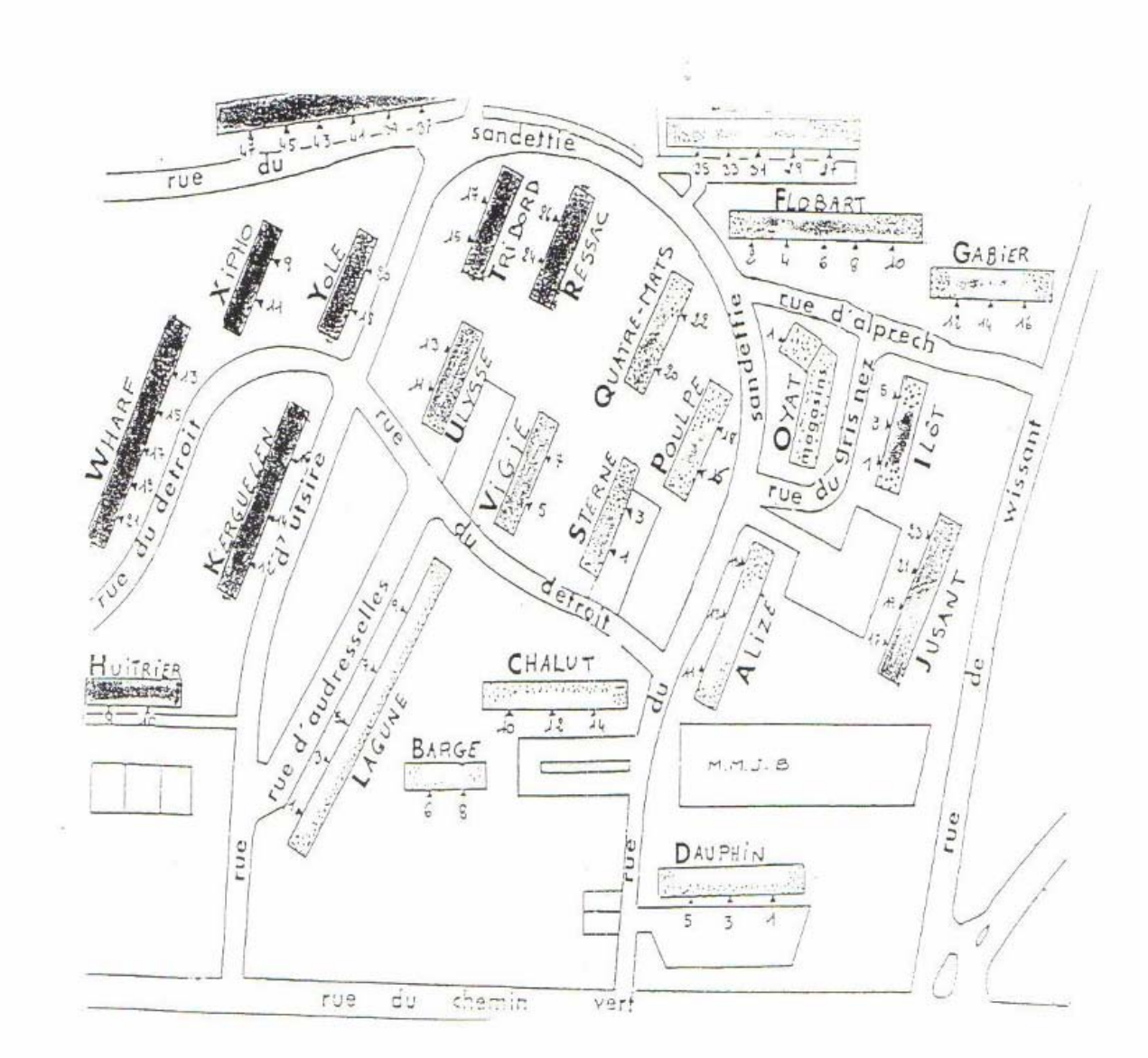
Les nouveaux logements vus de la rue du Sandettie
Source : Pauline Journieux, février 2007



Vue de l'intérieur d'un jardin d'hiver ; appartement en duplex type IV
Source : Pauline Journieux, mars 2007

6.3 Les rapports des habitants du quartier au littoral et à la mer : réussites et échecs des projets urbains dans la réduction des inégalités écologiques

En 2005, une mission de l'Inspection générale de l'environnement et du Conseil Général des Ponts et Chaussées a analysé plus spécifiquement les inégalités écologiques en milieu urbain et notamment dans les zones urbaines sensibles (Dieboldt *et al.*, 2005). Une étude de l'INSEE (Rizk, 2003) a montré le lien entre la dégradation du cadre de vie et le revenu des ménages : les ménages les plus pauvres habitent dans des quartiers plus bruyants. L'observatoire des zones urbaines sensibles a analysé dans son rapport 2004 à partir de l'enquête permanente de l'INSEE sur les conditions de vie des ménages, l'exposition des habitants des ZUS aux nuisances et risques environnementaux (DIV, 2004). D'un point de vue général, les résultats de l'enquête montrent que l'intérêt des habitants par rapport au cadre de vie, quelle que soit la zone de résidence, est atténué ou relativisé par rapport à d'autres questions jugées plus importantes (chômage, délinquance). Les rapports de l'observatoire des ZUS publiés en 2005, 2006 et 2007, n'abordent pas la question des liens entre le cadre de vie et les conditions socio-économiques des populations. L'absence d'intérêt pour cette question est de fait susceptible d'accentuer les inégalités environnementales dans ces quartiers. Dans le rapport de l'Observatoire des Zones Urbaines Sensibles publié en 2004 (DIV, 2004) une question concerne la présence des espaces verts à proximité domicile ; la différence entre les ZUS et les autres territoires urbains porte moins sur la présence des espaces verts que sur leur nombre. Concernant l'exposition aux risques naturels, il n'y a pas de différences significatives entre les communes avec ZUS ou sans. Les différences deviennent plus importantes pour l'exposition aux risques industriels et technologiques : 41% des communes avec ZUS sont exposées au risque industriel et 21 % pour les communes sans ZUS (mais appartenant à des unités urbaines avec ZUS). L'étude sociologique réalisée par V. Deldrève (2008) dans le quartier du Chemin Vert apporte des précisions sur les rapports entre les habitants, leur quartier, le littoral ou la mer. Ces rapports révèlent la persistance ou l'atténuation des inégalités écologiques en lien avec les récentes politiques de rénovation urbaine.



Les noms des bâtiments à connotation maritime dans le secteur de Transition
Source : BOURDAIS V. (dir.), *Le Chemin vers…*, Boulogne-sur-Mer, le 27 mars 1997

Un lien distendu avec la mer pourtant si proche : Recréer un lien avec la mer et plus généralement faire découvrir l'histoire des quartiers : une volonté forte des associations et des pouvoirs publics
Il y a une dizaine d'années, les vingt-quatre bâtiments d'habitation avaient pour nom des lettres (A, B, C…). Cela apparaissait très formel. Pour renouer avec la tradition marine du quartier, ces lettres ont été complétées d'un nom à connotation marine (par exemple, U = Ulysse, E = Equille…) par l'agence nord d'Habitat du Littoral.

Les habitants se sont-ils appropriés ce changement ? La réponse est non. Les habitants de Transition appellent toujours leurs immeubles par des lettres. Les populations les plus jeunes ne savent même pas toujours la signification des nouveaux noms donnés. Par contre à Triennal, les bâtiments avaient également des lettres pour leurs appellations. Cependant, cette dénomination n'a pas été appropriée par la population qui appelle les bâtiments de Triennal par leurs adresses respectives.Donc la dénomination des bâtiments de Transition par les lettres est bel et bien une spécificité qui est rentrée dans l'esprit des habitants du quartier

6.3.1 L'espace vécu du quartier du Chemin Vert et l'appropriation des nouveaux logements

Au cours de l'enquête de terrain réalisée entre août 2006 et septembre 2007 se sont progressivement dessinés les contours du quartier, ses liens avec la ville de Boulogne-sur-Mer, dont il représente une marge urbaine. Les non résidents interrogés pour les rapports étroits qu'ils entretiennent - le plus souvent dans un cadre professionnel - avec la population du Chemin Vert, le distinguent voire l'opposent à Boulogne-sur-Mer : « *ceux du plateau ne descendent pas à la ville », « être du Chemin Vert, ce n'est pas être de Boulogne-sur-Mer* » « *Ce sont des gens qui restent à part »*. Et il est probable que ces propos correspondent à une certaine réalité. Toutefois, pour les résidents rencontrés, le sentiment d'appartenance au quartier n'est pas exclusif, il est au contraire la raison explicite de leur attachement profond à Boulogne-sur-Mer et à leur région :

« *Etre du quartier, c'est être de Boulogne. On est tous Boulonnais ici. Ma mère est née ici et mon père venait de la vieille ville. J'ai toujours habité à Boulogne»*

« La structuration de l'espace résidentielle des sociétés constitue le support matériel, le cadre principal de la vie quotidienne, à partir duquel se fonde l'idée d'environnement – selon Maresca et Hebel (2006)-. Le cadre de vie fonctionne comme une série d'espaces gigognes centrés sur le lieu d'habitat, le logement, puis le « lieu » - quartier, ville ou commune -, puis le « pays », petite ou grande région -, en sont les principales échelles ». Ces échelles renvoient aux cercles d'appartenance à forte charge identitaire des résidents du Chemin Vert, des cercles qui ne sont pas exclusifs l'un de l'autre, mais tendent à se renforcer à mesure qu'ils se resserrent autour de l'habitat.

Les contours du Chemin Vert en tant que quartier sont, par ailleurs, relativement abstraits ou imprécis ; et prédomine l'appartenance à un sous-quartier (Transition, Triennal, ou L'Aiglon) : « *En fait on est de Transition ou de Triennal, ce n'est pas la même chose, on reste dans son quartier* ». S. Manusset et alii (2007) précise que « la définition des « quartiers » comporte à la fois une dimension géographique qui renvoie à leur localisation dans l'environnement urbain et une dimension sociale et culturelle qui porte en elle la perception du quartier par les résidents eux-mêmes ». Ainsi Transition est-il assimilé à l'unité de référence « quartier », par ses résidents, plus que le Chemin Vert lui-même.

Les tensions de voisinage entre locataires de logements neufs semblent ainsi faire sens à la lumière de l'origine résidentielle des protagonistes :

« Quand ils ont commencé à déménager des familles de Triennal, c'est comme si on avait changé Transition. Les problèmes ont commencé ». « (…) Et puis on ne connaissait plus nos voisins et comme ils venaient de Triennal, ce n'était pas la même chose. C'était plus difficile ».

Et les réseaux amicaux sont définis comme internes aux sous quartiers, forgés par de longues années de voisinage. Ainsi les locataires qui ont toujours résidé à Transition, ou plusieurs décennies durant, le décrivent comme une entité à part entière, distincte et « rayonnante » puisqu'ils lui rattachent par extension les rues adjacentes qui le desservent. Conscients de la stigmatisation sociale dont ils font l'objet, ils survalorisent leur quartier, déplorent sa mauvaise image et, pour certains, jusqu'à son nom : « *Transition ne devrait pas s'appeler Transition », « Ce n'est pas un nom pour un quartier*».[126] Les liens familiaux et amicaux, l'ambiance de quartier, où les résidents dénoncent des nuisances propres aux habitats collectifs mais peu d'insécurité[127], la qualité des services de proximité et

[126] Une association de résidents a proposé, à l'occasion de la rénovation, un concours auprès des résidents pour trouver un nouveau nom pour Transition et de desseins associés auprès des plus jeunes. Mais le projet n'a pas été retenu par la Mairie.

[127] Très peu de faits de violence et d'inquiétudes ont été énoncés. Certains interviewés attribuent cette situation peu conforme à celle qu'on prête aux « grands ensembles » à la vitalité du monde associatif. Le bailleur, quant à lui, met l'accent sur les rôles de proximité pour gérer les problèmes potentiels et les nuisances quotidiennes. Le gardien, originaire du quartier et connu de tous, remplit le plus important de ces rôles. Par ailleurs, le Bailleur a créé ils a deux ans un service avec 2 correspondants de nuit (18h-1heure) : « c'est *pour occuper l'espace quand les services publics sont absents, pour qu'il*

l'environnement « exceptionnel » dont il bénéficie sont convoqués tous azimuts pour dépeindre le sous-quartier en termes positifs :
« *C'est très beau ici. On est bien. Il y a tout sur place, tout près et on connaît bien les voisins, C'est sympa. Je ne voudrais bouger pour rien au monde !* »
L'appartenance au quartier (ou plus justement au sous quartier) est sans conteste un élément identitaire fort qui s'enracine dans une histoire de vie personnelle et familiale marquée par une mobilité géographique très faible (limitée aux divers quartiers de Boulogne-sur-Mer et aux communes voisines), voire inexistante :
« *Ma famille est venue au bâtiment « L » après la destruction des baraquements de Wimille et ceux de Bon Secours. Toute ma famille réside dans le quartier*. On n'a pas bougé.»
Seuls les interviewés les plus âgés ont pu bénéficier, au fil de leur carrière professionnelle, d'une mobilité résidentielle ascendante : de Transition à Triennal puis à L'Aiglon. Le chômage croissant et la précarité ont contribué à figer les populations et accru la tendance au repli sur soi[128]. Les mobilités provoquées par les politiques de logement, pour contrer des problèmes d'incivilité (en déplaçant, à titre d'exemple, des résidents de Transition à Triennal) ou plus récemment pour accompagner la réhabilitation de Transition, sont le plus souvent mal perçues - « *on déplace les problèmes, c'est tout* ! »-, et la très faible mixité ainsi insufflée clairement désapprouvée :
« *Dans mon ancien immeuble, c'était animé, les gens se côtoyaient, faisaient la fête tout le temps. Alors que là, les gens se regardent et c'est tout. (…) C'est lié aux nouveaux, au brassage. C'est dommage* »

Le sentiment d'appartenance est de toute évidence renforcé par l'omniprésence de l'univers familial, fondé sur une grande proximité spatiale tant intergénérationnelle que collatérale. L'entraide familiale et les visites quotidiennes sont prégnantes. Les relations entre mères et filles, notamment, sont très structurantes, renforcées par des maternités précoces et la nécessité de lutter contre l'isolement et la précarité :
« Tous les jours, elles (mes deux filles) viennent, avec les petits. On joue aux cartes, on discute. Je ne suis jamais seule. A trois heures, elles vont arriver avec les enfants» ; « *Ma fille et ma petite-fille viennent tous les jours.*».
A la lumière des entretiens et des observations menées au sein des foyers, la famille se présente finalement comme un haut lieu de cohésion et d'insertion sociale, de réalisation de soi, un « cadre d'accès à des identités légitimes » certes traditionnel en milieu ouvrier (O. Schwartz, 1990). Mais c'est aussi bien souvent l'un des seuls qui soit accessible aux résidents rencontrés.
Les liens amicaux nourrissent le même sentiment d'appartenance. Peu étendus, ces réseaux amicaux sont toutefois très présents et reposent sur de longues années de voisinage. Jouant un rôle analogue aux liens familiaux, ils survivent aux mobilités résidentielles qu'ils freinent cependant :
« J'avais peur de bouger, je ne voulais pas. Je connaissais mes voisins depuis 20 ans. Mes meilleures amies sont à Triennal. On se voit encore beaucoup. Elles viennent à la maison e,t moi, je vais les voir aussi, mais ce n'est plus pareil, elles ne sont plus à côté comme avant. On vivait ensemble avant. ».

---

y ait des référents disponibles en plus des services d'astreintes, car la vie est importante, mais pas très saine à ces heures là. Ce n'est pas trop grave, des gamins un peu trop turbulents, le dialogue suffit en général »

[128] Il est vrai qu'il y a peu de demandes pour quitter le quartier, ce qui peut être perçu comme un signe d'attachement ou de repli sur l'univers domicilié. Aujourd'hui la volonté de trouver un emploi se heure à l'idée de la mobilité induite : « *Avec la rénovation, une entreprise qui travaille sur le quartier embauche des gens du quartier. Et ça se passe très bien. Ils veulent trouver un emploi, mais sans bouger* ». Il faut ajouter, cependant, que l'absence de mobilité réduite peut être imputable à un autre facteur : il y a peu très d'autres offres de logement social à Boulogne, comme dans les autres villes voisines. Le parc saturé ne suscite, par conséquent, que peu de demandes.

Quant aux rapports de voisinage, qu'on sait denses en milieu ouvrier, ils se sont affaiblis ces vingt dernières années : « *on se visite peu* » entre colocataires. Résidents et gardiens imputent le déclin de cette pratique, autrefois coutumière, aux politiques de logement et aux mobilités induites : « *Maintenant on ne se connaît plus » ; « On sait ce que l'autre a, mais on ne sait pas qui il est »*. Il est possible également que la dégradation sociale du quartier ait entamé la vitalité des relations de voisinage. Et ce d'autant que la consommation comme pratique valorisante de distinction et d'imitation s'est affirmée comme fin en soi, alors même que la population du Chemin Vert se paupérisait.
La mer première source de revenus au sein de ce quartier, où résidaient des pêcheurs, dockers et de nombreux employés du mareyage et de la transformation des produits de la mer, a cessé progressivement de l'être, sans que d'autres sources d'emploi se substituent à elle. Les relations et notamment les solidarités de travail qui alimentaient la vie de quartier se sont éteintes, accélérant la retraite vers le domicile et la sphère familiale. De nombreuses associations de résidents, veillent à animer une forme de vie collective dans le but explicite de *« faire sortir les gens de chez eux* ». Mais les liens sociaux qu'elles cherchent à tisser sont fragiles, malgré le dynamisme dont elles font preuve, dynamisme matérialisé à travers maintes activités ludiques, sportives ou culturelles et l'ouverture d'une laverie sociale, micro-projet réalisé dans le cadre de la réhabilitation de Transition. La laverie est le seul projet « résident » et associatif abouti. Un autre projet d'envergure, la création d'une régie, est mort-né sans que les responsabilités soient clairement établies. Elles questionnent toutefois les modes d'appropriation souhaités et le contrôle que la mairie et le bailleur entendent exercer.

L'enjeu, inhérent à la réhabilitation de Transition et la condition *sine qua non* de sa durabilité, est sans aucun doute la capacité d'appropriation des résidents. Tous apprécient leurs nouveaux logements, malgré, pour ceux dont le bâtiment délabré a été détruit, quelques réserves initiales voire quelques désagréments (problèmes de construction ou d'aménagement). Selon le bailleur, l'appropriation nécessite des choix avisés en matière d'attribution de logements et surtout un accompagnement social des nouveaux résidents :
« Le relogement est un facteur stabilisant donnant grand espoir pour envisager demain
Malgré tout demeurent des inquiétudes de devoir vivre dans un environnement proche mais différent. C'est une population très sédentaire. Aller à 50 mètres est déjà un déchirement. C'est pourquoi ce doit être l'objet d'un accompagnement social. Ils ont habité durant de très longues années un logement avec des façons d'habiter et on leur dit qu'il faut les changer !
Ça relève de la mission sociale[129] *: Les attributions doivent donc se faire en fonction des typologies familiales, du revenu, des souhaits et des relations de voisinage* ! »
Les locataires ont été logés d'office et en priorité dans la nouvelle cité, en habitat collectif, généralement avec vue sur mer, ou en maison individuelle avec jardin. Mais les 130 familles choisies en commission pour « la première vague » de relogement, l'ont été également pour d'autres motifs : sanitaires, adaptation du logement à la taille restreinte du ménage[130].
Le changement de logement s'opérait sans hausse de charge, ni de loyer[131], et devait bénéficier prioritairement aux résidents du Chemin Vert, que la réhabilitation du quartier ne devait pas chasser :

[129] Il est prévu, en effet, que le service locatif travaille en concertation avec ses assistantes sociales, ainsi qu'avec celles de la CAF et le CCAS. Le travail en commun s'avère, cependant, parfois difficile selon certaines d'entre elles, entre structures de logiques et objectifs différents.
[130] Ainsi certains interviewés, issus des sous-quartiers voisins, avaient déménagé parce que leur état de santé ne leur permettait plus de résider au 3e étage d'un immeuble vieillissant, ou parce que, suite au départ des enfants, ils demandaient un logement de taille inférieure, plus conforme à la compisition nouvelle de leur ménage.
[131] Selon le bailleur, un duplex face à la mer T4 coûte 390 euros par mois. « On s'est engagé – ajoute-t-il - à ce que le taux d'effort mis dans le logement ne dépasse pas 30% (des ressources du ménage). On a signé une charte de relogement avec la mairie, l'Etat, l'ANRU, les associations de résidents, où on s'engage à ce que le taux d'effort soit entre 25 et 30%. Pour 95% des familles ça marche. Mais on ne voulait pas le mettre comme critère impératif car les gens qui veulent faire un sacrifice personnel

« C'était leur grande crainte de devoir quitter leur quartier, mais on leur a garantit qu'il resterait chez eux. » ; «La première inquiétude des gens était d'être chassés. Mais tout le foncier appartient à la ville, c'est un choix de la ville »

Les critères d'attribution semblent plutôt figés et la mixité sociale écartée, malgré l'émergence d'une demande croissante provenant d'autres quartiers :

« On reçoit des demandes de couples qui travaillent à deux et qui ont des revenus supérieurs à ici. La rénovation attire bien sûr. Le quartier prend du cachet et la vue est imprenable. C'est normal. ».

A l'observation, l'appropriation des lieux est rapide, bien que les associations craignaient qu'ils ne soient pas adaptés, faute de concertation préalable et de prise en compte des modes de vie de la population du quartier[132]. Jardins et vérandas sont investis, personnalisés :

« *Mon mari est bricoleur, il a fait son atelier dans la véranda qui fait partie de la cuisine. Et moi je me mets souvent dans la véranda pour lire. Quand il fait chaud on peut rester là, c'est très agréable* » ; « *C'est mieux avec la maison. Mon mari bricole et fait son jardin, ses petites fleurs, il n'y a pas de bonne terre pour les légumes*. »

En revanche, les requêtes des résidents pour clôturer leurs maisons ou améliorer les espaces verts collectifs ne sont pas satisfaites, au nom du respect du projet tel qu'il a été conçu par l'atelier Castro et peut-être des limites imposées à une appropriation sous contrôle :

« Les chiens viennent jusque sur notre paillasson et les papiers volent…. On voulait être chez nous et puis ça aurait fait joli. Mais on n'a pas eu le droit. Pareil il y a des résidents qui ont proposé d'aménager les jardins tout le tour, c'était une bonne idée. Mais ça a été refusé également. »

.Le sous quartier rénové est perçu comme de qualité : « *c'est beau* », et « *agréable à vivre*», « *près de tout* (de la famille, des commerces, administrations, du cimetière où certains se rendent quotidiennement*) comme avant», « mais en mieux* ». Plus orientés vers la mer, les appartements « avec vue » sont prisés. En revanche, les interviewés se montrent globalement insensibles à l'empreinte maritime qui se manifeste à travers la nouvelle architecture des lieux, à la dénomination des ensembles et immeubles. Aucune référence, y compris au nom du sous-quartier rénové : « la Sirène », n'y est faite au cours des entretiens[133]. La proximité de la mer et l'exposition des appartements au vent marin ne semblent pas pour le moment générer de nuisances, ni de coûts induits. Les nuisances décrites sont d'un autre ordre, celui du non respect de l'espace privé ou de la collectivité, des cohabitations difficiles et des incivilités.

L'identité de quartier est au Chemin Vert une référence identitaire structurante qui repose sur divers cercles d'appartenance, de micro-dimensions comme le sous quartier, les réseaux amicaux et surtout familiaux, et d'autres plus méso, soit l'environnement littoral et maritime boulonnais.

---

pour rester là, bénéficier d'un beau logement, comme des personnes âgées qui ont peu d'autres dépenses, se trouveraient exclues. Ce n'est pas toujours possible, mais on essaie de garder un espace de discussion. »

[132] Selon des associations et travailleurs sociaux, impliqués dans un projet de « restitution de parcours de relogement » (en vue d'améliorer les prochains habitats et les services inhérents) qui n'était pas encore mis en place par le bailleur, les nouveaux logements ne sont pas adaptés au mode de vie des résidents. A titre d'exemple, ils citent la hauteur des carreaux dont l'entretien nécessite le recours à une entreprise, ou encore la cuisine américaine trop petite pour abriter les femmes qui « vivent à la cuisine » et « reçoivent au salon ».

[133] Des membres associatifs rappellent à ce sujet que les anciens bâtiments avaient des noms liés à la mer, mais ne disent pas qu'il en est de même pour les nouveaux.

La réhabilitation du quartier de Transition et de ses dimensions maritimes, bien que partiellement identifiées, est considérée comme très positive, objet de revalorisation sociale pour les résidents – « *Tout le monde trouve que c'est beau chez nous*. Celle-ci opère d'autant plus que, jusqu'à présent, seule la famille était source de qualification dans un quartier lourdement stigmatisé socialement. Ainsi l'identité de lieu[134] devient une identité positive puisque le quartier remplit désormais les deux fonctions de différenciation nécessaires, à savoir que « Le lieu doit être perçu comme singulier, différent des autres et ses caractéristiques doivent avoir des attributs uniques qui vont contribuer à une bonne estime de soi » et il doit permettre également, ce qui était déjà le cas avant la rénovation, « de créer une cohésion locale autour d'un « Nous » », en différenciant les résidents du quartier des autres individus.» (Marchand, Weiss, 2006)

6.3.2 Une appropriation difficile des dimensions littorales et environnementales

Le rapport à la mer et au littoral des résidents de la Côte d'Opale et plus particulièrement du quartier du Chemin Vert est à première vue très distant. Nombre d'informateurs disent connaître des enfants ou jeunes adultes qui ne sont jamais allés à la plage, ou d'autres, plus âgés, qui se moquent de la vue sur la mer dont ils bénéficient depuis leur fenêtre. Anecdotiques, ces faits sont présentés comme emblématiques de l'absence de lien entre le quartier et son environnement littoral. Mais le rapport à l'environnement maritime est polymorphe et l'on peut concevoir que les standards actuels de valorisation patrimoniale et touristique liés aux aménités littorales soient moins prégnants dans le Nord-Pas-de-Calais et *a fortiori* au Chemin Vert que dans d'autres régions ou auprès d'autres types de population, familière de ce type de valorisation. Pour autant, l'environnement maritime est bien perçu comme un élément d'identification et de qualification du cadre de vie, et une source d'aménités. Si les résidents ne commentent pas spontanément la vue offerte, une grande partie d'entre eux affirment néanmoins qu'« *il ne faudrait pas leur retirer, ça fait partie de notre vie* », elle constitue une partie intégrante de leur environnement familier qu'ils qualifient volontiers de « *privilégié* » ou d' « *envié* ».
Les aménités sont des « classiques » du littoral : la sortie solitaire au calvaire des marins, en famille sur les chemins aménagés du bord de mer, avec les enfants aux jardins du front de mer, aux abords du centre national de la mer (Nausicaa) ou au Portel, les beaux jours à la plage la plus proche, voire à Wimereux :
« *On marche beaucoup avec ma sœur au bord de la mer. Les gens me disent « tu as de la chance avec la proximité de la mer et je leur dis, en effet, qu'on est en plein dedans ».*
Quelques-uns descendent également ramasser les moules et les crevettes, ou pêcher - «*se faire une digue* » disent les rares amateurs. Quant aux *« vacances, c'est la plage* », excepté pour les personnes âgées ou à mobilité restreinte par de lourds problèmes de santé[135].
Elle pallie les départs en vacances[136] et les activités de loisir, moins familiers ou aux coûts prohibitifs, telles les aménités littorales culturelles et sportives à l'accès plus sélectif (visite de Nausicaa, pratique de la voile…) :

---

[134] Selon Marchand et Weiss, « l'identité sociale positive » renvoie « au succès d'un processus identitaire en relation avec un groupe de référence, de même que « l'identité de lieu positive » renvoie au succès d'un processus identitaire en relation avec un lieu. ».

[135] Ces problèmes sont importants et expliquent qu'une partie des résidents sortent à peine de chez eux (dépression, obésité….). « *La problématique de santé est importante dans le quartier* – rappelait le Directeur du GIP - *.Les indicateurs sont toujours dans le rouge pour trois quartiers du Nord-Pas de Calais. Ici c'est un site sympa, avec une architecture qui s'améliore, plus urbaine, une population extra fragile avec des problèmes graves.* »

[136] Les informateurs interviewés mettent l'accent sur le fait que les résidents du Chemin Vert ne quittent pas leur quartier et ne partent jamais en vacances (de manière autonome), ou alors à quelques kilomètres de leur domicile, sur la Côte. A l'exception d'une dame qui a voyagé plusieurs fois à l'étranger, les résidents rencontrés disent, en effet, soit ne jamais partir en vacances, soit se rendre dans la famille ou chez des amis (afin de restreindre les coûts). Un couple qui partait en camping, avec ses 3 enfants, à 20 kilomètres au sud a cessé de le faire dès lors qu'ils obtenu une

« On est allé à Nausicaa une fois oui. Mais quand on descend, c'est pour se promener ou aller à la plage ou aux jardins avec les enfants, c'est tout. Sinon ça coûte cher, on le fait une fois pour voir ».

Cependant, pour les résidents du Chemin Vert, cependant, la mer et le littoral ne se réduisent pas à des éléments paysagers plus ou moins marquants de leur cadre de vie, ou à une source de loisirs plus ou moins sollicitée. Ils ne sont pas considérés pour autant comme milieu naturel à préserver, seul un interviewé y fait référence sans souhaiter développer. La relation à la mer était pour les plus de 50 ans une relation de travail, et elle l'est encore au regard des évènements récents qu'une jeune retraitée associe spontanément à la mer :

«*On a une bonne image de la mer. La destruction de la Comilog* (usine du front de mer) *a été vécue ici comme un drame, car c'est un poumon de travail qui disparaissait à nouveau. C'est un site qui a toujours existé et qui faisait partie prenante de la mer, du quartier* »

Quelle que fut leur profession (pêcheurs, dockers, saisonniers du mareyage ou de la transformation…), les interviewés soulignent la pénibilité de celle-ci : nocturne ou trop matinale, dans des conditions météorologiques difficiles, physiquement éprouvantes…De proches parents ont péri en mer et beaucoup ont perdu leur emploi :

« Mon mari et ses deux frères travaillaient aux moules, ils faisaient des vacations. C'est fini tout ça » ; « A cette époque (début des années 1980*), même sans ressource, les gens allaient sur le quai et ils trouvaient à s'embaucher occasionnellement comme docker, ou ils faisaient la fin de marché, la revente, ou ils récupéraient un sac de poisson aux petits bateaux. Maintenant ça a disparu. Au niveau de la marée, il y a encore du travail. Mais avant ils apprenaient sur le tas, par exemple pour faire fileteur. Et un bon fileteur gagnait un bon salaire. Maintenant, on demande une formation… »*

La mémoire maritime du quartier n'est pas entretenue, aucun mythe ne la transcende et les métiers de la mer sont peu valorisés :

« C'était dur et puis c'est loin. Des fois quand je rencontre des anciens (marins-pêcheurs retraités) on en parle. Mais en famille non jamais. C'est fini tout ça. Les jeunes ne connaissent pas »

En outre, malgré des perspectives de rémunération attrayantes, la filière halieutique n'attire plus les jeunes, une désaffection qui n'est pas propre au Chemin Vert, mais qui renforce ici le sentiment d'un lien autrefois vital, aujourd'hui distendu, presque oublié, si ce n'est dans une configuration plutôt négative :

« Moi mon fils, il est embarqué à la pêche industrielle. Bon ça lui plait. Mais sinon les jeunes, ils n'aiment plus, ils ne pensent même pas d'aller à la mer. » ; « Pour aller en mer aujourd'hui, il faut aller à l'école, avoir un diplôme, et ici les jeunes ils n'ont rien et ne veulent pas retourner à l'école »

6.3.3 Les effets ambivalents des inégalités sociales sur les inégalités écologiques

Le lien à la mer n'est pas revitalisé grâce à la montée en légitimité des préoccupations écologiques dans notre société. Les valeurs auxquelles se réfère le quartier sont celles de l'identité, de la solidarité et de la reconnaissance en tant que groupe dans un territoire. Les références à l'identité et à la solidarité s'expriment dans le souhait d'un relogement sur place. Chaque sous quartier du Chemin Vert (Transition, Triennal, Aiglon) constitue un territoire à part, avec une hiérarchie implicite entre eux. Les résidents, aux prises avec des difficultés socio-économiques importantes et propres à favoriser un certain repli sur des sphères privées, manifestent globalement peu d'intérêt pour l'environnement littoral et marin.

---

maison : « *on n'en a plus l'utilité maintenant qu'on n'est plus enfermés dans un appart* » Des associations et travailleurs sociaux organisent régulièrement des vacances en montagne ou à la mer. Selon eux, les résidents qui y participent seraient trop démunis pour partir de manière autonome. Ces derniers semblent, en effet, apprécier l'organisation et le collectif, mais insistent sur le fait qu'ils ne pourraient assumer seuls financièrement le voyage.

Plus largement, leurs préoccupations restent étrangères aux questions d'ordre écologique. Ils peuvent être amenés à lire quelques articles sur le sujet, parmi d'autres plus prisés de la *Semaine Boulonnaise*. Mais la presse locale et les magazines qu'ils affectionnent ainsi que les loisirs individuels et familiaux (télévision, cartes, mots croisés…) auxquels ils s'adonnent sollicitent peu les canaux d'information disponibles en la matière. Sur le plan des pratiques, l'instauration du tri sélectif dans les nouvelles résidences représente une petite révolution culturelle à laquelle les résidents, accompagnés par les associations, se sont facilement pliés :
« On les voit bien quand même trier les poubelles. C'est important car ça sert à refaire des choses, c'est bien.ça. » Subsistent quelques problèmes imputables à la division des tâches pré-existantes, telles les poubelles déposées au pied de conteneurs inaccessibles aux enfants chargés de les jeter avant d'aller à l'école : « *Résultat ça s'entasse par terre à l'heure de l'école et après les chiens déchirent les sacs et ça fait sale. Il faut que les habitudes changent».*
La maîtrise des dépenses de chauffage, collectif, est une autre petite révolution pour celles et ceux qui vivaient jusqu'à leur récent déménagement dans de vieux appartements qu'ils chauffaient individuellement. Mais la maîtrise des coûts a un caractère plus concret et immédiat que l'enjeu écologique qu'elle sert, à savoir la lutte contre le gaspillage énergétique. Ils sont tous deux dissociés dans les propos et les manières de penser, où ne subsiste, dans les nombreux entretiens (de résidents ou d'informateurs) où elle est abordée, que la question des charges à supporter.
Pourtant au gré des entretiens, quelques personnes, impliquées dans des associations dont l'objectif manifeste est d'améliorer le cadre de vie et le quotidien des résidents, se sont montrées plus sensibles aux enjeux environnementaux. Leurs discours imprécis témoignent d'un niveau de connaissance assez modeste en la matière. Mais leur intérêt semble grand, nourri par une motivation principale : les implications concrètes pour « les enfants », leurs enfants et ceux des générations à venir :
« A *voir ce qui va se passer pour les enfants. Ça fait peur pour eux. » ; « Il faut réfléchir à ce qu'on va laisser à nos enfants plus tard. C'est quand même notre responsabilité* ».
Les problèmes environnementaux décrits le sont à travers le prisme du quartier : les incivilités, le « *manque de respect* », la dégradation des arbres, la détérioration des poubelles sont autant d'aspects cités pour leurs méfaits sur l'environnement, parce qu'observés et subis. L'environnement, c'est comme le quartier finalement : *« on y vit bien, si on le respecte »*. Les problèmes sont le plus souvent le fait d'enfants, parfois d'adultes de tous âges : des plus jeunes avec « *leurs boosters, ils ont des quads, des mobylettes qui ne cessent de passer et de repasser*» aux plus vieux qui laissent les chiens salir les trottoirs et les entrées des maisons voisines. La responsabilité incombe à *« ceux qui laissent faire* » - « *Tout le monde regarde et personne ne dit rien* » - par crainte des représailles ou par manque de discernement. Les problèmes perçus comme le produit d'un agrégat de comportements individuels, irrespectueux du quartier et par extension de l'environnement, ne sont pas insolubles puisqu'ils relèveraient de la responsabilisation de chacun. L'engagement individuel de ces interviewés puise sa raison d'être dans l'appropriation et le sentiment d'appartenance. Ils sont responsables de « leur » environnement comme ils le sont de « leur » quartier :
« *C'est chez nous et il faut y faire attention pour ne pas tout gâcher. On a un beau quartier et vous avez vu la mer d'ici, c'est beau non ? C'est à nous aussi, la vue, la plage et tout. Alors c'est à nous aussi d'y faire attention*. *Sinon on n'a plus rien finalement*»

Les inégalités sociales que subissent les résidents sont marquées et conscientes, mais sans faire l'objet de protestation. Les inégalités écologiques, quant à elles, ne sont pas vécues comme telles, notamment parce qu'ils ont le sentiment de bénéficier d'un cadre de vie privilégié bien qu'habituel. Ce sentiment est renforcé par la valorisation nouvelle et croissante de leur habitat, dont ils bénéficient au quotidien, et plus largement du quartier auquel ils sont profondément attachés, une valorisation qui n'est plus seulement interne et opère désormais hors de ses frontières (demandes externes de logements, discours gratifiants sur la vue depuis Transition…). Peu conscientes, ces inégalités, atténuées par le processus de rénovation urbaine, demeurent pourtant observables à travers deux dimensions qui interrogent :

- L'accès très limité aux aménités autres que paysagères liées à la mer, inaccessibles de par le coût induit ;
- une méconnaissance des enjeux environnementaux littoraux, y compris locaux, et des politiques associées.

Et comment pourrait-il en être autrement ? Les modalités d'accès aux aménités littorales et à l'écologie demeurent ségrégatives, au point d'écarter ceux qui de par leurs usages passés ou leur proximité spatiale, ont nourri un sentiment d'appartenance au littoral. Un sentiment propre à développer, s'il était légitimé, une auto-responsabilisation vertueuse à l'égard de lieux qu'ils pourraient considérer alors comme « leur environnement » ou mieux encore celui de leurs enfants.

Conclusion

Les réflexions développées dans cet article contribuent à rapprocher les préoccupations sociales et écologiques qui, généralement, s'ignorent mutuellement selon le propos de J. Theys (2007). J. Theys (2002, 2007) a abordé indirectement la thématique des inégalités écologiques, à partir des politiques de remédiation de ces inégalités (politiques locales de développement durable). Ce faisant, il porte un regard assez critique sur ces politiques dans la mesure où elles tendent à se focaliser sur des mesures de conservation de l'environnement ; un environnement dont ne bénéficient pas les populations les plus défavorisées. L'une des hypothèses généralement formulée considère que cela est toutefois différent sur le littoral car le libre accès à la mer, à l'estran, aux plages, aux sentiers littoraux et aux espaces protégés ouverts gratuitement au public et qui appartiennent notamment au Conservatoire du Littoral et aux départements permettent à ces populations d'y accéder. Ces éléments offrent ainsi la possibilité à tout à chacun de profiter d'aménités littorales telles que les paysages et la pratique de la pêche à pied. Les résultats présentés dans cet article montrent la difficulté à établir une relation aussi directe entre, d'une part, la mise à disposition d'aménités littorales par des politiques publiques ou la construction d'espaces urbains valorisant ces aménités et, d'autre part, les usages et les modalités d'appropriation de l'espace par les populations urbaines socialement défavorisées. La réflexion proposée dans cet article, à partir d'une double approche géographique et sociologique sur les inégalités écologiques et les inégalités sociales analysées dans un territoire littoral (quartier de relégation de la ville de Boulogne-sur-Mer concerné par une intervention publique le Chemin vert) conduit à un certain nombre de remarques et ouvre une série de pistes de réflexion sur le thème de la valeur. La dimension environnementale du cadre de vie des habitants est plus une valeur identifiée par les acteurs extérieurs au quartier de relégation (urbanistes, architectes, responsables de l'ingénierie du développement urbain) que par les habitants eux-mêmes. Le regard porté de l'extérieur, qui souligne le potentiel du site en terme de valorisation des aménités littorales, contraste avec le faible degré de perception de cet atout chez les habitants. Certes, les difficultés sociales vécues passent au premier plan, et ne peuvent permettre de se contenter d'un paysage rare pour dépasser les difficultés du quotidien. Par contre, la valeur d'usage de l'environnement maritime proche est réelle et s'exprime à travers différentes pratiques qui amènent les habitants à profiter des aménités du milieu (baignade, pêche, ramassage de coquillages…).

Les acteurs extérieurs de la transformation urbaine du quartier dans le cadre du projet ANRU reprennent à leur compte facilement ce thème de la valeur environnementale, ici le site littoral et maritime, pour développer un concept appliqué à leur intervention : la « maritimité ». L'action de l'urbaniste cherche à faire sens par rapport à son territoire d'intervention. Mais la traduction opérationnelle du concept possède des limites lorsque les habitants eux-mêmes semblent peu sensibles à la valeur à laquelle il se réfère. Si les habitants ne se reconnaissent pas directement dans le concept de « maritimité », l'intervention publique massive et qualitative crée un syndrome paradoxal auprès de certains qui se demandent s'ils sont « *dignes de ces nouveaux logements* » : exclus, vivant dans la pauvreté ou à ses confins, ils expriment un doute soudain, celui d'être des privilégiés : « *et si on ne le méritait pas ?* » La question de l'environnement comme valeur sociale, et non simplement comme aménité, représente certainement une piste intéressante dans l'analyse de la question des inégalités écologiques. Si les habitants, quoique usagers du milieu maritime, ne se reconnaissent pas forcément dans la « maritimité », les associations peuvent réaliser un travail considérable en révélant aux habitants la représentation de la valeur sociale objective ou subjective de l'environnement, sa richesse, et en leur redonnant la fierté de leur territoire, donc de ce qu'ils sont.

Encart : Méthodologie de l'enquête sociologique en vue d'analyser le rapport à l'environnement littoral et les formes de mobilisation environnementale dans le quartier du Chemin Vert (Boulogne sur Mer)

Les travaux de sociologie sur le Chemin Vert (août 2007-septembre 2008) ont consisté en la réalisation d'une enquête qualitative pour appréhender les rapports des habitants à l'environnement littoral. La mise en œuvre d'une étude sociologique conjointement à l'étude géographique du quartier du Chemin Vert doit permettre d'approfondir l'identification des liens entre inégalités écologiques et inégalités sociales et de donner sens, ou non, aux objectifs des projets de renouvellement urbain mis en œuvre dans le quartier depuis 2004. Quels rapports entretiennent les habitants de ce quartier avec le littoral ou la mer ? Dans cette perspective, une méthodologie quantitative, appliquée en vue de mesurer les inégalités écologiques, s'avérait inadaptée. Il ne s'agissait pas, en effet, d'évaluer, mais d'explorer ces rapports (en termes de pratiques et de représentations), en évitant de provoquer par des questions portant directement sur le sujet un « sur-dimensionnement » de la relation des résidents à leur environnement littoral (ce qui excluait l'emploi d'un questionnaire ciblé sur les usages et représentations de l'environnement littoral et marin). S'ajoutait, en outre, la difficulté de passer un questionnaire auprès d'une population aux conditions de vie précaires et peu mobilisable dans le cadre d'une enquête aussi formelle et ostensiblement portée sur l'environnement (taux élevé de refus et de non réponse). Ainsi l'enquête qualitative représente une option forte, axée sur l'environnement tel qu'il est vécu par les résidents de ce quartier littoral (et non tel qu'il a été défini dans le cadre de cette recherche ou dans celui du projet de rénovation urbaine). Ont été réalisés à cet effet une vingtaine d'observations des usages du rivage boulonnais, ou encore des rassemblements associatifs du quartier, et vingt-six entretiens semi-directifs auprès de résidents et de quelques informateurs privilégiés (bailleurs, personnels de la mairie, travailleurs sociaux)[137]. La sous-population ainsi touchée n'est pas statistiquement représentative du quartier du Chemin Vert, mais elle est toutefois diversifiée en fonction de l'âge, du genre, du type de ménage et du sous-quartier ou sous-ensemble d'appartenance. La moitié d'entre-elle est locataire, depuis moins d'un an, de logements sociaux neufs, produits phare de la réhabilitation de Transition. Sans être l'objet premier de notre recherche, cette réhabilitation était incontournable *in situ*, idoine pour investir des thématiques telles que l'appropriation des lieux ou la sensibilité des résidents à la valorisation de la dimension maritime du quartier. Les résultats de cette enquête apporte d'une part des enseignements sur les usages associés à l'environnement immédiat des résidents et sur la valeur qu'ils lui confèrent, des enseignements qui interrogent les formes constitutives de l'inégalités écologique ainsi que leur lien avec les autres formes d'inégalités sociales.

[137] Plusieurs guides d'entretien ont été utilisés selon qu'ils s'adressaient aux résidents ou des informateurs, Le principal d'entre eux (guide d'entretien résidents) figure ci-dessus

Guide d'entretien « résidents » :

Les questions préalables à l'enquête sont les suivantes :
- Qui sont les résidents (caractéristiques socio-démographiques) ?
- Comment caractériser le Chemin vert et le Touquet du point de vue environnemental et urbain ?

Les questions d'identification recouvrent les données suivantes (variables explicatives potentielles) : Lieu de résidence exact, si possible budget logement et revenus mensuels du foyer ? Statut (propriétaire ou locataire) ? Statut marital et nombre de pers dans le foyer ? Profession ? Lieu de naissance ? Année ? Niveau de diplôme ? Idem conjoint (e) ? Si possible : Idem père et mère ? Idem enfants adultes hors du foyer ?

Autres questions personnelles inhérentes à l'objet d'étude :
- Où travaillent-ils (s'ils travaillent)? Entreprise et site ?
- Où les enfants sont-ils scolarisés ?
- Font-ils partie d'associations, lesquelles ? objet, genèse de l'engagement, motivation et rôle
- Partent-ils en vacances ? Où (pourquoi ?) et avec quelle fréquence ou régularité ?
- Quels emplois du temps, loisirs ?

Le guide d'entretien doit permettre de répondre (à travers un ensemble d'indicateurs) aux questions suivantes, des questions qui englobent le rapport au littoral dans d'autres dimensions, comme celle du cadre de vue et de la sociabilité.

- A propos du « cadre de vie »
Comment définissent-ils leur environnement, ou cadre de vie ? Quels qualificatifs emploient-ils ? Quelle référence dans leurs propos à la mer et au littoral (en quels termes ?), ou au quartier et à la ville ?
De quelles nuisances souffrent-ils (pollutions sonores, olfactives, visuelles et sources) ; de quels avantages bénéficient-ils ? En quels termes l'expriment-ils ? Et les hiérarchisent-ils ?

Leurs aspirations en terme de cadre de vie ? Qu'est-ce qu'un « beau » cadre de vie selon eux ? Est-ce que le littoral est « agréable » (ou autre qualificatif), la mer ?

- Le littoral
Quels usages ont-ils du littoral : professionnels, de loisirs (lesquels), à quelle fréquence ? De même pour les enfants ? Y-a-t-il un mode de vie littoral ?

Quelles perceptions ont-ils du littoral et de la mer et quels modes de connaissance (types et canaux) ?
Connaissent-ils l'Ifremer, la station maritime de Wimereux, Nausicaa ou Maréis ?

Existe-t-il une mémoire familiale, collective liée à la mer et au littoral (familles de marins-pêcheurs, d'ouvriers de Capécure…) ? Si oui quelle image de la mer véhicule-t-elle ?

- Le quartier, l'habitat
En quels termes parlent-ils de leur lieu de résidence ? Quelle est leur mobilité résidentielle éventuelle intra et intergénérationnelle ? Les facteurs de résidence (relevant du choix et du non-choix, les justifications) ? Leurs projets éventuels de mobilité résidentielle, géographique ? Leurs aspirations en la matière (où aimeraient-ils résider ?) ? Qu'est-ce qui prime dans leurs choix ou aspirations : les rapports familiaux, de voisinage (comment se caractérisent-ils ?), la proximité d'un lieu de travail, l'appartenance au littoral, l'accès à la mer ?

En quels termes parlent-ils du Chemin de vert (« leurs quartiers ?...»), quels qualificatifs ? Et de Boulogne ? de la Côte d'Opale, de la Région ?

Ont-ils entendu parlé (ou fait l'objet ?) du programme de réhabilitation du quartier (pour le Chemin Vert) et quels aspects citent-ils ? Qu'en pensent-ils ?

- *Sensibilité écologique*
Se montrent-ils sensibles aux questions environnementales en général, littorales, et locales ? Comment ? (par ex : font-ils le tri sélectif (s'il y est) et pourquoi ?)
Quels modes de connaissance (empirique, scientifique…) ont-ils des questions environnementales, types et canaux (pratiques, médias…) ?
Quelles actions ou mobilisations éventuelles ?

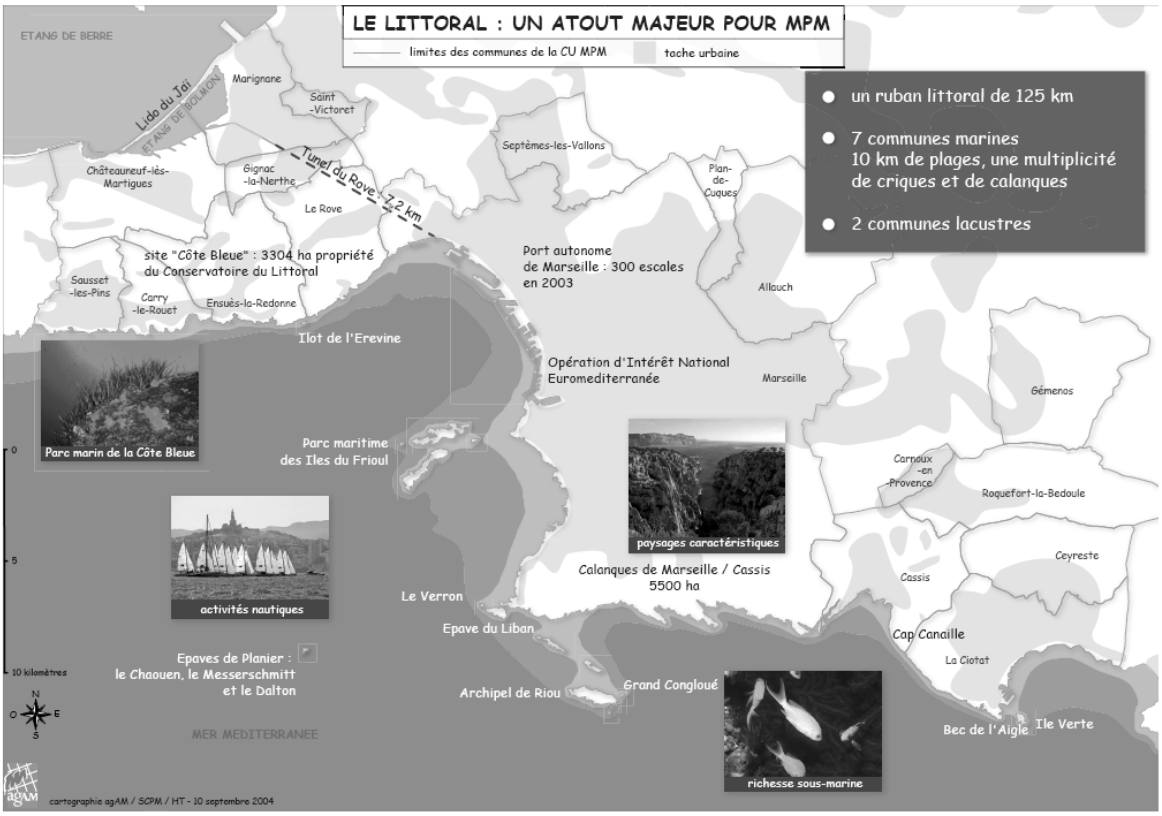
Dénoncent-ils des problèmes associés ou non à leur lieu de vie ? Au nom de quel statut, en quels termes, des problèmes sociaux ou environnementaux (à propos notamment de la raréfaction des ressources, de l'appauvrissement de la biodiversité) ? Connaissent-ils les mesures de prévention, ou de préservation de l'environnement, qu'en pensent-ils ?
Connaissent-ils les gestionnaires de l'environnement littoral et marin ? Degré de confiance et respect de la réglementation ?
Plus largement rapport au politique, à l'administration et aux scientifiques ?

CHAPITRE 7

Les enjeux de conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais : Côte bleue, Frioul, calanques de Marseille à Cassis

Coord. Gérard Bellan et Denise Bellan-Santini

L'angélisme écologique de certains et la sensiblerie de beaucoup sont particulièrement désastreux pour la gestion raisonnée des milieux naturels et la protection de la flore et de la flore indigènes.
Gérard Bellan, 2007



7.1 La Côte bleue et le parc marin

7.1.1 Présentation du territoire

La Côte Bleue : Une Coupure « Verte Et Bleue » Entre Marseille Et Fos

Territoire fortement marqué par sa géologie et longtemps pénalisé par le manque de voies de communication, la Côte Bleue est restée à l'écart du développement industriel de Fos et de l'étang de Berre. Le désenclavement tardif a facilité la croissance de l'urbanisation autour des villages historiques de pêcheurs, et la proximité de l'agglomération marseillaise lui a donné une vocation de « poumon vert et bleu ». Situé entre le Golfe de Fos et Marseille, le territoire de la Côte Bleue occupe la frange littorale du massif de la Nerthe.

L’organisation institutionnelle du territoire

Le bassin versant du territoire Côte Bleue couvre principalement le territoire de cinq communes, d’Ouest en Est : le quartier de La Couronne-Carro Martigues, Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, Ensues-la-Redonne, Le Rove et quelques hectares de Châteauneuf-les-Martigues Les quatre dernières appartiennent à la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (CUMPM). Le SCOT de Marseille Provence Métropole englobe Le Rove, Ensuès-la-Redonne, Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet et vaut schéma de mise en valeur de la mer (SMVM). La Côte Bleue appartient à l’entité géographique dénommée « Côte méditerranéenne » dans la DTA des Bouches-du-Rhône s’étendant du golfe de Fos à La Ciotat et est définie comme un secteur de forte sensibilité paysagère et fortement vulnérable. La DTA définit une carte des espaces à préserver, mais il est autorisé de réaliser des travaux nécessaires à la gestion des milieux ou ayant pour objet la conservation ou protection de l’espace.

L’occupation et l’utilisation de l’espace

La maîtrise foncière et l’encadrement par les plans locaux d’urbanisme ont permis de conserver 80 % du territoire de la Côte Bleue en espaces naturels. Le seul conservatoire du littoral possède 98 % de la commune du Rove, 62,5 % de la commune d’Ensuès-la-Redonne et 4,5% de Carry-le-Rouet.

L’urbanisation

80 % du territoire est voué à rester en zone naturelle. Sur l’ensemble du bassin versant de la Côte Bleue :
- 12,5 % de la surface est urbanisée,
- 1,3 % relève de l’urbanisation diffuse,
- 3,7 % est en zone agricole,
- 2,7% des terrains restants sont voués à êtres urbanisés, soit 2,5 km2 environ,
- 79,8 % resteront en zone naturelle, soit 75 km2

La maîtrise foncière a pu limiter l’urbanisation :
- la ville de Martigues possède 95 % de la commune, multipliant par 8 la surface de zones naturelles entre le POS de 1988 et le PLU de 2006
- le conservatoire du littoral possède 98 % du Rove, 62,5 % d’Ensuès-la-Redonne et 4,5% de Carry-le-Rouet.

Historique de la protection de la côte bleue

De nombreuses protections sont en place sur le site pour protéger la richesse terrestre et des inventaires permettent de mieux connaître le milieu.

Deux ZNIEFF terrestres

Elles regroupent plus de 11 300 ha :
- ZNIEFF 2e génération, de type I : Plaine de Bonnieu et pointe Riche. Superficie de 216 ha. Intérêt lié aux phanérogames, aux oiseaux et à l’écologie. Commune de Martigues.
- ZNIEFF 2e génération, type II : Chaînes de l’Estaque et de la Nerthe, massif du Rove et collines de Carro. Superficie de 11 102 ha. Intérêt lié aux oiseaux, reptiles, mammifères, insectes, à la flore et à l’écologie Martigues, Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, Ensuès-la-Redonne, Le Rove.

Quatre ZNIEFF géologiques

La Côte Bleue possède 4 sites géologiques et paléontologiques couvrant 80 ha, d'intérêt majeur répertoriés à l'inventaire des Z.N.I.E.F.F géologiques.

2.3. Le plus vaste site du Conservatoire du Littoral et des Espaces Lacustres en France continentale

Le domaine « Côte Bleue » du conservatoire du littoral se situe sur les communes du Rove et d'Ensuès-la-Redonne. Il couvre une superficie de 4 029 ha : 2 358 ha sur Le Rove, soit 98 % de la commune, 1 626 ha sur Ensuès-la-Redonne, soit 62,5 % de la commune et 45 ha sur Carry-le-Rouet, soit 4,5 % de la superficie communale.

Natura 2000

Deux propositions de site d'intérêt communautaire Natura 2000 ont été définies ;

- au titre de la directive « Habitats » « Côtes de Carry-le-Rouet, chaîne de l'Estaque, domaines terrestre et maritime » d'une superficie de 5 855 ha incluant les deux zones marines protégées de la Côte Bleue,
- une zone de protection spéciale le site « Falaises de Niolon », (« Oiseaux »).

Un zonage Natura 2000 a été effectué, mais aucun document d'objectifs (DocOb) n'est encore lancé sur la zone.

Un arrêté préfectoral de protection de biotope de 8 ha est proposé dans la plaine de Bonnieu pour la mérendère à feuilles filiformes inscrite au livre rouge.

Une ZNIEFF-mer et deux zones marines protégées

Une ZNIEFF-mer s'étend du Cap Couronne à la calanque de la Vesse. Deux zones marines protégées (statut juridique de zone de cantonnement de pêche) soit ont été délimitées : Carry-le-Rouet, 85 ha et cap Couronne, 210 ha. Depuis 2006, l'Etat pouvant affecter au conservatoire du littoral des zones du domaine public maritime ce nouveau droit pourrait être appliqué sur le littoral de la Côte Bleue.

7.1.2 Le patrimoine naturel du territoire de la Côte bleue

Compte tenu de la proximité géographique et, partant des milieux physiques et biologiques de celle-ci, nous nous rapporterons aux données générales précédemment exposées pour les Calanques de Marseille à Cassis et l'Archipel de Riou et nous nous attacherons plutôt aux particularités de ce territoire terrestre et marin de la Côte Bleue.

Généralités sur le milieu physique continental

La Côte Bleue a été formée lors de l'érection du massif de la Nerthe constitué de roches sédimentaires d'origine très variées secondaires et tertiaires. Exposée au mistral et au vent d'Est, la Côte Bleue est majoritairement rocheuse avec des falaises plus ou moins abruptes, notamment dans sa partie Est. La topographie sous-marine suit le relief terrestre et présente une grande variété d'aspects : plages de sable, éboulis rocheux, tombants. La sédimentologie est dépendante des apports rhodaniens, du fort hydrodynamisme, des activités humaines et des aménagements portuaires de Fos-sur-Mer. La Côte Bleue s'étend le long du chaînon de la Nerthe qui appartient à la Provence calcaire et culmine aux alentours de 240 m. Le relief est marqué par de nombreuses falaises. La superficie du bassin versant est de 95 km2. La côte à dominante rocheuse s'étend de l'anse des Laurons, à l'Ouest, à la pointe de Corbière, à l'Est, sur près de 28 Km. La Côte Bleue a été formée lors de l'érection du massif de la Nerthe, constitué de roches sédimentaires secondaires et tertiaires présente une succession d'anticlinaux et de synclinaux avec des chevauchements.

Le passé géologique et tectonique a modelé la structure du littoral qui présente aujourd'hui un relief diversifié. Le littoral de la zone marine protégée de Carry-le-Rouet constitue une référence à l'échelon international « parastratotype » l'époque aquitanienne du Miocène (- 25 millions d'années) avec des restes fossiles d'un lagon corallien de type tropical.

Caractères particuliers du milieu physique marin

La Côte Bleue est soumise au climat méditerranéen semi-aride. La température moyenne annuelle est de 15°C, avec des températures moyennes hivernales et estivales de l'ordre de 8°C et 22°C. Les précipitations annuelles sont inférieures à 600 mm avec 3 mois d'été sec. Les deux principaux régimes de vent sont le Mistral soufflant de Nord nord-ouest 65 jours/an (rafales à plus de 90 Km/h) et le vent d'Est, 49 jours/an (vitesse moyenne de 36 Km/h). La houle est prédominante de sud-ouest (26,9 %), Sud sud-est (17,5 %) et Ouest sud-ouest (16,8 %) avec des hauteurs maximales de plus de 4 m. Les eaux de la Côte Bleue sont une zone de transition entre les masses d'eau du golfe du Lion, sous l'influence du Rhône et les masses d'eau plus oligotrophes véhiculées par le courant Ligure. Elles sont soumises à des phénomènes d'upwelling et downwelling. Le courant Ligure, permanent, d'Est en Ouest, circule à environ 5 Km de la côte. La présence des d'« eaux blanches » baignant parfois le littoral indique que la Côte Bleue peut être soumise à un courant inverse d'Ouest en Est, dit « contre-courant de la Nerthe », dû au flux rhodanien et s'infléchissant vers le large de Carry-le-Rouet. La topographie sous-marine suit le relief terrestre et présente une grande variété d'aspects : présence à l'est de tombants abrupts (30 m) entre le Cap Méjean et l'île Erevine avec 30 m de profondeur et adoucissement vers l'Ouest. La profondeur de la réserve de Carry-le-Rouet varie entre 0 met - 29,5 m. Les isobathes suivent le trait de côte. La sédimentologie dépend des apports rhodaniens, du fort hydrodynamisme, des activités humaines et des aménagements portuaires de Fos-sur-Mer. Entre - 2 m et – 20 m, un faciès détritique meuble sablo–vaseux alterne avec des substrats durs constitués de molasse Miocène Ces fonds sont recouverts de l'herbier à Posidonies de concrétionnements coralligènes ou précoralligènes, d'algues ou de formations du détritique côtier. De - 20 à – 40 m, des vases sableuses sont interrompues par des dépôts de sables et graviers. Au large, les vases dominent.

Le patrimoine naturel terrestre

Les peuplements végétaux du massif de la Nerthe sont dominés par le pin d'Alep alors que la population de chênes verts y est considérablement réduite. On compte 68 espèces végétales sur la Côte Bleue dont 31 protégées et 26 menacées. Sur le domaine « Côte Bleue » du conservatoire du littoral, le pin d'Alep représente 82,8 % et le Chêne Vert 15,1 % des 522 ha boisés du domaine. L'olivier constitue encore un élément important du paysage. Les zones de garrigue à romarin et garrigue à chênes kermès offrent une couverture végétale relativement basse, mais continue. La roselière de Bourmandariel est remarquable par sa ripisylve La faune terrestre des Massifs de la Nerthe et de l'Estaque est composée de diverses espèces d'Insectes coléoptères, d'Amphibiens, de Reptiles sont particulièrement intéressantes. Une étude des populations d'oiseaux a montré que la Côte Bleue a une faible diversité comparée à des zones voisines. Sur les falaises côtières, on a observé l'aigle de Bonelli, le rare grand corbeau et le balbuzard pêcheur, en transit. Au niveau du port de Sausset-les-Pins, une colonie de fous de Bassan a élu domicile. Six espèces banales de mammifères ont été observées.

Le patrimoine naturel marin

Les écosystèmes sous-marins

La zone marine de la Côte Bleue est très riche et toutes les biocénoses de la Méditerranée nord-orientale y sont représentées : l'herbier à Posidonies, écosystème clef de l'étage infralittoral, les petits fonds rocheux peuplés d'algues et servant de refuge à une faune invertébrée et vertébrée très riche, le coralligène abritant une espèce emblématique, le corail rouge. Quelque 190 espèces de poissons y vivent. Des inventaires ont permis de distinguer sept zones naturelles d'intérêt floristique et faunistique.

La valeur patrimoniale des espèces et habitats marins

L'herbier de Posidonies est le principal biotope de la Côte Bleue et *Posidonia oceanica* son espèce la plus emblématique. Elle constitue de vastes prairies jusqu'environ -30 m. occupant environ 55 % de substrat rocheux et 85 % de substrat sableux soit entre 800 et 1 100 ha. Un herbier à Cymodocées *Cymodocea nodosa* est présent dans l'anse des Laurons. Les petits fonds rocheux sont remarquables par leur développement et leur diversité : encorbellements à *Lithophyllum tortuosum*, peuplement à *Cystoseira stricta*, en mode battu. Les fonds sableux jouent un rôle important dans la reproduction et l'alimentation des juvéniles d'espèces qui vivent plus en profondeur. Le coralligène s'étend entre 10 m et 70 m de profondeur, entre les prairies de Posidonies et les fonds envasés côtiers. Les algues *Mesophyllum* et *Pseudolithophyllum,* les bryozoaires et les polychètes serpulidés sont parmi les constructeurs principaux du coralligène. Les grottes sous-marines de la Côte Bleue, notamment Niolon et La Vesse, ont été explorées depuis 50 ans.188 espèces de poissons ont été référencées dont plusieurs espèces protégées ou patrimoniaux : mérous, corb, hippocampes, syngnathes. Trois espèces d'oursins dont l'oursin diadème, l'ascidie comestible « violet », plusieurs espèces de gorgones, la grande Nacre, *Pinna nobilis* sont considérés elles aussi comme emblématiques du Parc marin. L'espèce invasive, *Caulerpa racemosa* est présente à l'Est de la Côte Bleue.

Deux zones marines protégées

Deux zones marines protégées (statut juridique de zone de cantonnement de pêche) soit 295 ha ont été délimitées afin de préserver les paysages sous-marins et de conserver une zone réserve pour la ressource halieutique (Carry-le-Rouet, 85 ha et cap Couronne, 210 ha dont 80 ha de fonds infralittoraux) Pêche, chasse sous-marine, plongée en scaphandre autonome, mouillage et dragages y sont interdits.

7.1.3 Le patrimoine culturel et paysager

La Côte Bleue est occupée depuis la Préhistoire par les hommes. De nombreux vestiges datant des différentes époques de civilisations témoignent de la richesse archéologique et historique de ce territoire, notamment au Rove et à Ensués. Trois sites bénéficient du statut de monuments classés : le camp de Laure et la chapelle Saint-Michel, (Le Rove), le site de Collet Redon, (La Couronne, Martigues). En plus de sa richesse faunistique et floristique, le paysage de la Côte Bleue est remarquable, voire exceptionnel dans certains espaces : les reliefs ruiniformes de l'Estaque, les calanques de la Côte Bleue, les vallons et versant au Nord du Rove, le terroir résiduel de Saint-Julien et Saint-Pierre, le littoral de cap Couronne, la pointe et le plan de Bonnieu. Il existe un site inscrit et un projet de site classé. La chaîne de la Nerthe a été définie comme un des grands paysages des Bouches-du-Rhône d'après la directive territoriale d'aménagement. On notera 6 grands sous ensembles paysagers et 6 secteurs ou micro-paysages d'intérêt pittoresque, remarquable ou exceptionnel.

Du Rouveau au Grand Vallat, le littoral est en site inscrit sur la commune de Sausset-les-Pins. Un site est en cours de classement aux niveaux des calanques d'Ensuès-la-Redonne et du Rove entre la calanque du Rouet et l'Estaque (Marseille).

7.1.4 Gestion du territoire, du littoral et du milieu marin : menaces et conflits

La côte bleue : un espace encore préservé du développement industriel autour de Marseille

Le territoire de la Côte Bleue a été occupé par l'homme depuis la préhistoire, mais pénalisée par le manque de voies de communication lié au relief de la Nerthe, l'implantation humaine s'est développée sur la frange littorale plus facile d'accès, sous la forme de petits villages de pêcheurs. Malgré sa situation entre le complexe industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer et Marseille, la Côte Bleue est restée longtemps isolée géographiquement et économiquement. L'accès à la Côte Bleue est resté longtemps difficile excepté par la mer jusqu'en 1915, avec l'inauguration de la voie ferrée entre Marseille et Miramas. Il faut attendre 1980 pour que la véritable desserte routière se fasse par la création d'une voie rapide conduisant à la croissance de l'urbanisation autour des villages littoraux. En fait, c'est surtout le tourisme de proximité qui s'est développé le long de la Côte Bleue, poumon « vert et bleu » des agglomérations proches.

Profil démographique

Attractive par la richesse de son patrimoine naturel, son cadre de vie, sa bonne accessibilité et la proximité immédiate de grands centres urbains et bassins d'emploi, la Côte Bleue compte une population résidentielle de 26 000 habitants dont le taux de croissance est stabilisé en raison de la maîtrise contrôlée de l'urbanisation. Le tertiaire est le secteur d'activité prédominant. Plus de 75 % des habitants de la Côte Bleue ne travaillent pas dans leur commune de résidence. Avec moins de 3 000 habitants en 1950, la Côte Bleue a vu sa croissance démographique évoluer progressivement de 1954 à 1968. Dans les années 70, la Côte Bleue a subi une pression très forte des sociétés immobilières prêtes à acquérir des milliers d'hectares pour une urbanisation « aux portes de Marseille ». Ceci a été contrecarré par la détermination des élus, en classant ces lieux en espaces boisés, les déclarant inconstructibles ou en les vendant au conservatoire du littoral (la commune du Rove notamment). La maîtrise contrôlée de l'urbanisation a aboutit à la stabilisation de la population : on prévoit 4500 habitants au Rove et environ 7 000 habitants à Carry en 2010.
Le secteur tertiaire prédomine sur les communes de la Côte Bleue (plus de 75 % hors Martigues) avec notamment des activités de commerce et de services.

Un manque de logements prévisible et une faible capacité d'accueil touristique

La zone est presque saturée et les logements vacants se font rares. Les logements individuels représentent plus de 50 % du parc d'habitations, et avec plus de 90 % au Rove et à Ensuès-la-Redonne. Les résidences secondaires sont de moins en moins nombreuses.

Les activités socio-economiques liées à la terre

Le secteur industriel est quasiment absent de la Côte Bleue alors qu'il est concentré dans la zone industrialo-portuaire de Fos et sur les rives de l'étang de Berre. L'agriculture est très présente au Nord-Ouest du bassin versant, dans la plaine de Saint Julien (Martigues) où la vigne domine Depuis 2000, un élevage caprin a été lancé sur le territoire du conservatoire du littoral au Rove en convention avec le CELRL. Les chèvres pâturent dans des endroits stratégiques afin de garder le milieu ouvert pour le maintien de la biodiversité et la limitation de l'extension des feux.

Les activités socio-economiques liées à la mer

Bien que située entre deux complexes industrialo-portuaires, celui de Marseille et celui de Fos-sur-mer, la Côte Bleue est restée à l'écart de l'industrialisation. Les activités traditionnelles subsistent : la pêche aux petits métiers soutenue par les actions du Parc Marin de la Côte Bleue, anime les principaux ports. L'agriculture se maintient dans la plaine de Saint-Julien. Le tourisme est la principale activité. En été, la population augmente d'un facteur de 2,5 à 3, selon les estimations. La fréquentation touristique est supérieure à 52 000 personnes, nombre de touristes « excursionnistes » n'étant pas hébergés sur le site. Le tourisme de proximité est prépondérant: 59 % sont originaires des Bouches-du-Rhône et 63% de PACA. Lieu de détente pour les habitants des agglomérations voisines, en 10 ans, le nombre de touristes sur les plages aurait été multiplié par six. La proportion d'étrangers est très faible. Le rôle économique de la pêche est important. Cette activité est permanente dans les ports de Carro, Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet et La Redonne-Méjean. L'essentiel des activités de pêche est représenté par les « petits métiers côtiers polyvalents », utilisant des bateaux de faible tonnage à l'intérieur de la zone des trois milles, près de 200 jours/an. Les ports de Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, La Redonne, Méjean et Niolon comptent 127 navires pour 275 marins. Le chalutage illégal dans la bande des trois milles côtiers, pratiqué ponctuellement, a diminué drastiquement avec l'immersion de récifs artificiels de protection destinés à protéger les deux réserves marines. Celles-ci ont eu par ailleurs un impact très positif sur la pêche artisanale. La Côte Bleue abrite 4 ports permanents et 10 petits « ports abri » qui accueillent des bateaux, surtout de plaisance, durant la saison estivale. La capacité d'accueil est de l'ordre de 2000 postes (97% réservés aux plaisanciers).

Atouts et difficultés

Accès, mobilité et déplacements

Les villes et villages de la Côte Bleue sont facilement accessibles par une voie rapide, les communes d'Ensuès-la-Redonne et du Rove en raison du relief et par une voie ferrée littorale. Les voiries locales sont saturées de mai à septembre, notamment les week-ends. La Côte Bleue est à moins de 4 h de Paris Gare de Lyon et à 2 h 30 de Lyon Part-Dieu par le TGV et à moins de deux heures d'avion des aéroports de Roissy Charles de Gaulle et d'Orly. La particularité de la Côte Bleue tient à sa ligne de chemin de fer aménagée au XIXe siècle et longeant la côte de Marseille à Martigues, ligne est empruntée par un nombre de plus en plus important d'habitants de la Côte Bleue travaillant sur Marseille. La disponibilité en stationnement est bonne pour Martigues, correcte pour Carry-le- Rouet et insuffisante sur les communes de Sausset-les-Pins, d'Ensuès-la-Redonne et du Rove. Ce manque de places régule en partie le flux touristique.

Les usages du littoral et leur gestion

Du fait de sa situation proche de l'agglomération marseillaise et des villes de l'étang de Berre, la vocation d'espace de loisirs de la Côte Bleue est confirmée par les nombreux usages récréatifs notamment en mer. Les usages de la bande littorale se développent parallèlement, notamment les promenades et randonnées pédestres sur le sentier littoral. Les usages de la bande littorale se développent avec les activités de randonnée pédestre (sentier des « douaniers »). La fréquentation du massif forestier demeure faible et respectueuse de l'environnement et du site, mais on observe le développement du VTT et bien qu'interdits, de la moto et du squad. Sept sociétés de chasse bénéficient d'une concession de droit de chasse, environ 1100 chasseurs sont répertoriés. Les activités nautiques et subaquatiques prédominant, l'occupation du plan d'eau est importante sans véritable conflit avéré. La Côte Bleue est fréquentée traditionnellement par de nombreuses embarcations de pêche promenade. Les plaisanciers, majoritairement des locaux viennent des agglomérations voisines.

La forte demande en postes de plaisance dans l'aire métropolitaine incite à augmenter l'offre sur le littoral par la création de 4000 anneaux. Cet accroissement peut être vivement contesté par les habitants. Ces activités s'exercent toute l'année. Les compétitions de chasse sous-marine semblent se développer, leur répétition conduit à leur contestation. On recense plus de 80 000 plongées par dont près de 60 000 à Niolon. Le sentier de découverte en apnée d'un sentier sous-marin à Carry est fréquenté par plusieurs milliers de personnes par an.

La gestion du milieu marin : le parc marin de la Côte bleue

Le Parc Marin de la Côte Bleue poursuit depuis 1983 des objectifs de protection du milieu marin, de gestion des ressources côtières, de recherche et de sensibilisation du public. Il s'agit d'un établissement public original (Syndicat mixte) reposant sur la coopération entre collectivités locales et organisations professionnelles de la pêche pour atteindre des objectifs de gestion sur le littoral. Le domaine d'intervention défini dans les statuts du Syndicat Mixte s'étend sur l'ensemble du littoral de la Côte Bleue (soit 28 Km de côtes), de l'anse des Laurons à l'Ouest, à la Pointe de Corbières à l'Est, et sur le milieu marin adjacent jusqu'à 3 milles au large. Il comporte deux réserves marines (cantonnements de pêche) de Carro-Couronne à l'ouest et de Carry à l'est. La particularité essentielle du Parc tient dans son fort investissement dans les récifs artificiels de protection et de production. Le Parc Marin s'implique aussi fortement dans l'éducation et la sensibilisation à l'environnement d'un large public, en particulier scolaire.

7.2 L'archipel du Frioul

7.2.1 Présentation du territoire

Le secteur du Frioul dans le contexte intercommunal

L'archipel du Frioul sépare la rade de Marseille en deux selon l'axe nord-sud. Il est constitué de deux îles principales, Pomègues et Ratonneau reliées par la Digue Berry depuis le XIXe siècle. et de deux îlots satellites : l'île d'If et le Tiboulen de Ratonneau. L'ensemble fait partie d'une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) de 152 ha. Le milieu marin sur une bande de 500 m au droit des côtes fait partie de cette ZSC soit 807 ha autour du Frioul.
L'île de Ratonneau mesure 2,7 Km de long du cap de Croix à la pointe de Brigantin. Sa plus grande largeur est de 600 m au niveau du Fort de Ratonneau où elle culmine à 75 m. Pomègues mesure 2,5 Km de long de la pointe d'Ouriou à la pointe de Marlet et est constituée de deux masses rocheuses, culminant l'une à la batterie de Cavaux (70 m) et l'autre au Fort Pomègues (86 m).

Données historiques, foncières, administratives et statuts juridiques

L'histoire des îles de Marseille est liée à l'histoire de la ville. Les traces les plus anciennes d'activités humaines remonteraient à l'Age du Bronze (Pomègues). Le Frioul a toujours servi d'annexe au port de Marseille, joué un rôle stratégique important et a longtemps été considéré comme un refuge sûr de la côte provençale en cas de tempête. Le Château d'If a été construit en 1554 et les forts de Pomègues et de Ratonneau quelques décennies plus tard. Une quarantaine est instituée en 1627, un Lazaret est aménagé après 1821. En 1859-62 on construit sur le Frioul quatre batteries et une tour de surveillance occupée par des régiments affectés à la défense et la surveillance de la rade de Marseille. En 1942, commence la construction du « Sud Wall » par l'armée allemande. En 1970, la Ville de Marseille achète au Ministère de la Défense une grande partie du Frioul et aménage un port de plaisance, des bâtiments d'habitation et des commerces, provoquant une importante fréquentation touristique, principalement estivale.

Ancien terrain militaire, l'archipel du Frioul appartient en quasi-totalité à la Ville de Marseille depuis 1970 (tableau ci-dessous). Il est rattaché à l'agglomération marseillaise et inclut dans les 1er et 7ème arrondissements.

Tableau 1 : Répartition foncière des espaces naturels de l'archipel du Frioul

Propriétaire	***Propriété***	***Surface (ha et %)***	
Privés	Forts de Brigantin et de Pomègues	5,5 ha	3,62 %
État	Tiboulen et If	43,7 ha	28,75 %
Ville de Marseille	Autres parcelles	102,8 ha	67,63 %
		Total : 152 ha	

En 2002, la Ville de Marseille a labellisé « Parc Maritime des Îles du Frioul » le périmètre NATURA 2000 du secteur du Frioul. Ce Parc doit concilier les activités humaines avec la préservation du patrimoine naturel, permettre la gestion quotidienne des espaces naturels et faire découvrir le patrimoine naturel et historique insulaire. La Ville a réglementé les usages sur l'espace naturel terrestre de l'archipel. Ce patrimoine naturel des îles de Marseille est également soumis aux différents textes réglementaires nationaux classiques en de telles circonstances, notamment la loi du 3 janvier 1986 dite « Loi Littoral ». Les Inventaires « Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique » (ZNIEFF) avaient permis d'identifier la valeur patrimoniale de l'archipel du Frioul et son intégration au réseau NATURA 2000 au titre des Directive « Habitats » et « Oiseaux ».

7.2.2 Le patrimoine des îles du Frioul

Le patrimoine naturel des îles du Frioul

Généralités sur le milieu physique terrestre

Les îles du Frioul sont essentiellement constituées de bancs calcaires karstiques urgoniens (Crétacé inférieur). Les îles ont été isolées du continent lors de la transgression Versilienne (8000 à 9000 B.P.). Les criques sont des paléo-talwegs en partie submergés. Les plages résultent d'accumulations de sables marins et de cailloutis (Morgeret et Saint Estève). Le relief de type karstique de ces grandes masses calcaires entraîne de très fortes pertes des eaux de pluie dans le sous-sol. Les sols de l'archipel sont squelettiques. Des accumulations limoneuses permettent l'installation des végétaux halophiles. Les sols meubles sont restreints aux fonds de calanques de Saint Estève et de Morgeret et aux dépôts éoliens et d'accumulations dans les creux ou les replats. Quelques sols à humus brut sont présents dans les zones abritées du mistral là où la végétation peut mieux se développer. Les îles de Marseille sont situées dans la région la plus sèche de France. Très faible pluviométrie, ensoleillement très important, températures élevées et vents forts caractérisent ce climat. Il n'y a aucun point d'eau permanent naturel. Les moyennes annuelles des précipitations sont de l'ordre de 330 mm/an, les moyennes mensuelles sont toujours inférieures à 60 mm. La moyenne des températures est toujours supérieure à 20°C de juin à septembre et les températures moyennes minimales et maximales sont respectivement de 10,9 °C et 19,5 °C sur l'année. L'influence de la mer maintient une hygrométrie importante les nuits d'été qui contraste avec la sécheresse diurne. Cette rosée nocturne fournit un volume de précipitations occultes jouant un rôle déterminant dans la survie des organismes vivants. L'insolation constitue un facteur important. Mais, le vent est LA composante permanente du climat local : brises de mer et de terre battant tous les jours l'archipel, Mistral (de secteur nord-ouest) et vent de sud-est jouant un rôle déterminant sur les écosystèmes insulaires. On dénombre 53 jours en moyenne de vent fort (>60 Km/h) par an.

L'archipel du Frioul se situe dans la zone de l'étage bioclimatique semi-aride en tant que zone de transition entre les étages thermo-méditerranéen et méso-méditerranéen. L'adaptation des différents éléments du milieu naturel aux vents et aux embruns est une des spécificités des îles. 1.1.4. Les Paysages L'archipel du Frioul présente une côte très découpée avec une multitude de criques et quelques calanques de plus grandes tailles. La végétation halophile ou halorésitante est rase, la roche nue représente d'importantes surfaces sur l'île. Les rares arbres sont isolés et anémomorphosés. À l'abri du mistral, quelques petites pinèdes se développent. En dépit de son l'uniformité apparente, l'archipel du Frioul abrite près de 350 espèces végétales. Cette riche végétation présente de remarquables adaptations aux conditions écologiques particulières du site : mosaïque d'habitats, présence du peuplement halophile littoral *Crithmo– Staticetum*, haut en altitude sur les sommets des îles.

Caractéristiques marines particulières

En tant que telle, la partie marine des Iles du Frioul ne possède point de caractéristiques qui lui soient propres. L'ensemble de l'Archipel, situé au milieu de la baie de Marseille est régi par les conditions générales du climat océanique environnant notamment pour l'importance des vents dominants et des effets liés à la circulation générale d'est en ouest des eaux marines. Il s'y ajoute des apports éventuels, via le contre-courant ouest-est de la Nerthe d'eaux provenant du Golfe de Fos et du Rhône. On notera, néanmoins une baisse générale de la qualité des eaux avec une augmentation des matières en suspension (MES). Ces MES favorisent un envasement des fonds et une sédimentation des peuplements du coralligène. Cette turbidité et cette baisse de la qualité des eaux sont générales au sein de la rade de Marseille et sont attribuées aux pollutions d'origine telluriques, urbaines, portuaires, par les hydrocarbures et les macro-déchets. Les rivages est de l'Archipel peuvent aussi être atteints pas les eaux polluées provenant, par temps d'est, des rejets de l'émissaire de Cortiou.

Le patrimoine naturel terrestre

D'une manière générale, le patrimoine naturel terrestre, tant végétal qu'animal, ne se distingue pas de celui des milieux homologues de l'Archipel de Riou et des calanques de Marseille-Cassis. Seule la plus faible superficie du Frioul et les conditions climatiques qui y règnent apportent des nuances, plus exceptionnellement des modifications aux schémas généraux. L'archipel du Frioul compte 348 espèces végétales avec de nombreuses espèces très rares dont quelques endémiques ; la plupart sont halophiles concentrées sur le littorale rocheux ou inféodées aux milieux très secs. Sur le continent, leur présence se limite à la frange littorale, comme à la Madrague de Montredon et dans la Calanque de Marseilleveyre (au sud de Marseille). L'insularité leur a permis de se maintenir dans un état de conservation remarquable. Les premiers inventaires floristiques remontent à 1897 et les botanistes ont visité le Frioul de manière régulière au cours du siècle dernier. Des cartographies des associations végétales ou de certaines espèces ont été réalisées. Quatorze espèces bénéficiant d'une protection nationale, régionale, figurant sur le Livre Rouge National ou Régional ont été retenues. On retiendra, essentiellement des sténo-méditerranéennes, *Anthemis secundiramea* rarissime en France mais bien représentée sur If et Ratonneau, *Hyoseris scabra* , présente en une seul station, *Lavatera maritima*, très rare sur les îles, *Limonium virgatum* endémique du littoral de Provence, *Melilotus siculus*. très rare en France, *Senecio leucanthemifolius* subsp. *crassifolius*, à sa limite ouest d'aire de répartition en France, *Silene sedoides*, très rare en France *Teucrium polium* L. subsp. *purpurascens* présente, en France, uniquement sur les îles de Marseille. Sur les îles, l'état de conservation des habitats naturels dépend, essentiellement, de deux sources de perturbations majeures : la fréquentation du site et la surabondance des Goélands leucophées à l'origine, entre autres, d'une nitratation des sols sur les zones de reposoirs et de nidification provoquant la déstructuration de la végétation originelle au profit de plantes.

Seize habitats remarquables ou faciès d'habitat ont été identifiés, un est d'Intérêt Prioritaire et cinq d'Intérêt Communautaire. On citera :
- la pelouse littorale à *Brachypodium retusum*, (d'Intérêt Prioritaire) couvrant 6,4 ha,
- la végétation des fissures des falaises calcaires littorales, soumise aux embruns se décline en trois faciès recouvrant 35 ha et dont l'un, le peuplement à *Frankenia* et *Camphorosm* faciès de dégradation du *Crithmo-Staticetum* est d'un intérêt patrimonial majeur,
-les garrigues littorales primaires (19,8 ha) en recul de la frange littorale abritent les espèces halorésistantes,
- la Phrygane littorale à *Astragalus tragacantha* (2,9 ha) présent sur les pentes rocailleuses et les sommets de falaise,
-le peuplement de Pins d'Alep, très morphosés, (0,7 ha), seule formation « pseudo arborescente » de l'archipel.
Plus de 50% de la végétation du Frioul est ainsi constituée d'habitats d'Intérêt européen
Sur les 16 habitats ou faciès d'habitats du Frioul, seuls sept ne sont pas considérés d'intérêt européen. On signalera l'importance des formations des formations nitrophiles et des faciès de dégradation liés au piétinement.
Quatre espèces sont inscrites en Directive Habitats :
- un gecko endémique de la Méditerranée occidentale: le Phyllodactyle d'Europe *Euleptes europaea* ,
- deux Lacertidés le Lézard des murailles et le Lézard sicilien,
- une chauve-souris méditerranéenne, souvent observée sur les îles : le Molosse de Cestoni.
Néanmoins, l'intérêt faunistique majeur du Frioul, réside dans le fait qu'il est un lieu de reproduction pour des oiseaux marins pélagiques. C'est le seul site français abritant les trois espèces de Procellariidés méditerranéens pélagiques, le Puffin cendré *Calonectris diomedea diomedea*, le Puffin de Méditerranée *Puffinus yelkouan* et l'Océanite tempête de Méditerranée *Hydrobates pelagicus melitensis* ainsi que le Cormoran huppé méditerranéen *Phalacrocorax aristotelis desmarestii.* On compte aussi le Faucon pèlerin, le Choucas des tours et le Goéland leucophée dont les îles abritent environ 4000 couples. En dehors de ces espèces « phares », on retrouve 38 de la malacofaune, 274 espèces d'insectes dont un papillon bénéficiant d'une protection nationale : la Proserpine *Zerynthia rumina* et quatre espèces, dont la présence n'a jamais été signalée ou confirmée ailleurs en France, cinq espèces de l'herpétofaune, 14 espèces d'oiseaux nicheurs dont la Chouette chevêche *Athene noctua,* Pomègues et Ratonneau étant les seules îles de la région méditerranéenne française où elle se reproduit de manière certaine, en revanche, la faune mammalienne du Frioul est peu diversifiée, en plus des chiroptères, elle n'est guère constituée que d'espèces anthropophiles: Lapin , Rat, Souris et Chat haret.

Le patrimoine naturel marin

Au sein de l'aire marine de l'archipel, six habitats marins d'intérêt européen ont été cartographiés à l'exception de l'habitat « Biocénose des grottes semi-obscures ». Sur ces six habitats, un habitat est d'Intérêt Prioritaire et cinq d'Intérêt Communautaire. Les biocénoses marines :

- l'Herbier à Posidonie *Posidonia oceanica* est le seul habitat marin d'Intérêt Prioritaire de la Directive Habitats. Il recouvre 107 ha, mais il a connu une importante régression depuis le XIX^{e} siècle. L'herbier de St Estève est en bon état.
- les sables fins bien calibrés infralittoraux, soumis à un fort hydrodynamisme, occupent 12 ha tout autour du Frioul.
- la Roche médiolittorale inférieure présente un bel encorbellement à *Lithophyllum lichenoides* dans les zones battues du Frioul.
- les différents faciès de la biocénose des algues photophiles recouvrent 38 ha. Leur état de conservation est bon dans les secteurs ouest et nord de Pomègues, autour des îlots de Tiboulen, du Grand Salaman et des Eyglaudes.
- l'état de conservation du Coralligène, présent sur 11 h, est moyen.

- il n'existe pas de véritables Grottes semi-obscures autour du Frioul.

Des fonds du détritique côtier et du détritique côtier envasé ont été cartographiés autour du Frioul. La présence d'un faciès de Maerl a été signalée entre If et Ratonneau. On retrouvera, au Frioul, la plupart des espèces signalées dans l'Archipel de Riou. La Posidonie *Posidonia oceanica* est protégée au niveau national. Le *Lithophyllum lichenoides* (= *L. byssoides*), espèce protégée, est significativement représenté dans les zones battues du Frioul. Les peuplements à *Cystoseira amantacea* var. *stricta* et à *Cystoseira zosteroides* sont également protégés. Différentes espèces animales marines d'intérêt européen et patrimonial ont été rencontrées : le Corail rouge, la Datte de mer la Grande nacre la rare Grande cigale, l'Oursin diadème signalé de manière très ponctuelle au Frioul. Parmi les autres espèces remarquables, on citera : diverses éponges, des gorgones la grande porcelaine *Luria lurida*, des étoiles de mer la Petite cigale de mer le Corb *Sciaena umbra,* deux Hippocampes et le Mérou. On rappellera l'importance des Herbiers de Posidonies, des sables fins bien calibrés, des Encorbellements à *Lithophyllum lichenoides* (= *L. byssoides*), des peuplements à *Cystoseira amantacea* var. *stricta* et à Cystoseire *Cystoseira zosteroides* sont protégés au niveau national, du Coralligène. On insistera sur la richesse floristique et faunistique que renferment ces peuplements. En revanche, il n'y a pas de véritables grottes obscures sur le Frioul.

Le patrimoine culturel de l'archipel du Frioul

Les données historiques

L'histoire des îles de Marseille est étroitement liée à l'histoire de la ville. Les traces les plus anciennes d'activités humaines remonteraient sur Pomègues à l'Age du Bronze, des fragments d'amphores étrusques et massaliotes y ont été découverts. Le Frioul a toujours servi d'annexe au port de Marseille, joué un rôle militaire important et a été considéré comme un refuge sûr de la côte provençale en cas de tempête. En 1524, François 1er ordonne la construction du Château d'If et Henri IV celle des forts de Pomègues et de Ratonneau. À partir de 1627, le port naturel de l'île de Pomègues est utilisé comme port de quarantaine, l'île garantissant l'isolement de la ville. En 1821, à la suite de l'épidémie de fièvre jaune, la Ville de Marseille aménage de nouveaux dispositifs sanitaires : construction d'une digue reliant Pomègues et Ratonneau permettant la création d'un vaste port de quarantaine et d'un lazaret, l'Hôpital Caroline édifié sur Ratonneau. Quatre batteries et une tour de surveillance sont construites en 1859-1862 Au moment de l'occupation allemande en 1942, l'état-major allemand décide la construction du « Sud Wall ». Ces chantiers, non achevés lors de la capitulation des îles le 29 août 1944 donneront au site un aspect de friche militaire. En 1970, la Ville de Marseille achète au Ministère de la Défense une grande partie du Frioul et aménage un port de plaisance, des bâtiments d'habitation et des commerces. Le Frioul est, sur le plan de l'archéologie sous-marine, une zone importante notamment sur les sites où les bateaux ont stationné lors des quarantaines obligatoires des siècles passés. On y retrouve des quantités impressionnantes de débris de toutes sortes, voire des pièces de vaisselle ou de mobilier en bon état de conservation.

Les activités actuelles

Le village du Frioul a été construit dans les années 1970, mais un tiers du projet initial a été réalisé. Pourvu de 359 logements et de quelques commerces, le village du Frioul compte une population permanente d'une centaine d'habitants. D'une superficie de 23 hectares, le port du Frioul peut accueillir 650 bateaux. Des navettes quotidiennes desservent le Frioul depuis le Vieux Port de Marseille. On étudie un projet d'extension du village et le doublement de la capacité d'accueil du port de plaisance. Différentes associations, entreprises et structures sont établies sur l'archipel du Frioul.

On signalera :
- le Centre des Monuments Nationaux (Ministère de la Culture) accueille sur l'île d'If 80 à 100 000 visiteurs par an,
- l'Association pour le Renouveau et l'Animation de l'Hôpital Caroline restaure le site et organise des festivals en été,
- le Centre Léo Lagrange a une vocation sociale et éducative,
- le Centre Permanent de Classes de Mer de Marseille accueille depuis 30 ans des classes de mer
- le CEEP, association de protection de la nature, occupe à des fins logistiques le sémaphore de Pomègues et assure la gestion des espaces naturels du Frioul,
- l'UCPA propose des activités sportives et éducatives de voile et plongée.
On citera encore une caserne des marins pompiers de Marseille, le Service de Pilotage du Port Autonome de Marseille, un chantier naval, une ferme aquacole certifiée agriculture biologique, le Service de Pilotage du Port Autonome de Marseille, un chantier naval, une ferme aquacole certifiée agriculture biologique. L'archipel du Frioul est essentiellement fréquenté par des visiteurs en provenance de l'agglomération marseillaise,soit entre 400 000 et 600 000 visiteurs par an, plaisance autour du Frioul comprise. Jusqu'à 2 500 personnes peuvent arriver journellement par navette. Près de 1 200 personnes peuvent être présentes simultanément sur le liseré côtier. La fréquentation du site est très différente en fonction des usagers et des saisons. Si, durant la saison estivale, on observe un engouement pour les plages de Ratonneau, au printemps et à l'automne, les usagers viennent principalement pour découvrir l'île elle-même. Promeneurs et des groupes de randonneurs forment la majorité des visiteurs sur de Pomègues. Cette forte fréquentation pratiquée ou non en masse, souvent sans encadrement, a un impact sur les espaces naturels.

L'aire marine du Frioul constitue un point d'ancrage important pour les usagers de la mer. Plaisance, plongée en scaphandre, pêche sous-marine, pêche de loisir à partir d'embarcations et pêche professionnelle aux petits métiers cohabitent. La plaisance est de type pendulaire et estival. Les dimanches de mai à septembre, 400 à 600 bateaux sont observés au mouillage avec des pics de 750 à 850 bateaux. Les criques abritées et l'ensemble de la côte nord-ouest de Pomègues sont privilégiées. Une activité de plaisance hauturière trouve, au Frioul, un port de relâche permettant l'avitaillement des plaisanciers et des haltes techniques. La plongée sous-marine en scaphandre autonome est un espace de pratique très important pour les opérateurs de plongée basés au Vieux Port du fait de sa proximité et de sa fonction de repli lors de fort mistral ou de vent d'est Concernant la pêche sous-marine et la pêche de loisir embarquée, on distingue une pratique estivale occasionnelle et une pratique assidue de la part de pêcheurs individuels. Cette pression de pêche est relativement importante par rapport à l'activité de pêche professionnelle très développée. La pêche aux oursins en scaphandre autonome est pratiquée par des pêcheurs professionnels. Enfin, depuis 1989 une ferme aquacole, certifiée Agriculture Biologique, produit des Loups et des Daurades royales dans l'anse du port de Pomègues (60 tonnes de production pour une concession de 22 128 m2).

Aléas naturels et menaces anthropiques

Les facteurs naturels contraignants

On a vu l'importance de la fréquentation tant terrestre que maritime de l'archipel du Frioul. Il convient de souligner l'importance des facteurs naturels particulièrement contraignants :sécheresse estivale, faible pluviométrie propre aux îles du Frioul, absence de sol et d'eau douce, relief, force du vent expliquant la rareté des arbres l'influence des embruns dictant un gradient de sel responsable d'une sélection des espèces végétales et d'une zonation halophile littorale La fréquence et de la violence du vent, les embruns chargés de détergents et d'hydrocarbures arrosent l'ensemble de la côte jusqu'au sommet des crêtes, pouvant provoquer la nécrose de la végétation.

Les stations végétales sont d'autant plus sensibles aux embruns pollués qu'elles sont fragilisées par le piétinement. Dans le domaine marin, la source d'altération majeure concerne la variation du niveau marin dont l'élévation semble probable. Sur l'échelle des temps géologiques et historiques, les encorbellements à *Lithophyllum lichenoides* ont déjà été sensiblement affectés par ces variations pour lesquelles les modèles prédictifs restent incertains.

Les influences et menaces d'origine anthropique directes ou indirectes a terre

Un espace péri-urbain très fréquenté

Aux portes de Marseille, le Frioul est un lieu de loisirs « nature » de plus en plus prisé ainsi qu'une île habitée aux activités diverses. Les débordements de la fréquentation en dehors des sentiers aménagés et balisés liés à cette importante fréquentation entraînent le piétinement de la végétation littorale, la multiplication des sentes et des couloirs d'érosion sur les secteurs sensibles le dérangement de l'avifaune (oiseaux marins et rapaces). La présence de chiens (non tenus en laisse ou errants) cause des dégâts sur les zones de reproduction des Puffins cendrés par prédation des poussins et dérangement des adultes. La pratique du camping, des barbecues et du vélo tout-terrain sont des sources de perturbations non négligeables pouvant être accentuées lors des manifestations sportives et culturelles organisées sur ou à proximité des espaces naturels. La pollution lumineuse issue du port, du village du Frioul et du littoral urbanisé de Marseille perturbe les espèces nocturnes.

La mutiplication des espèces animales introduites

Le Goéland est connu comme nicheur sur les îles marseillaises depuis le milieu du XIXiéme siècle mais sa population a augmenté considérablement au cours des dernières décennies par la mise à disposition par l'homme de ressources alimentaires abondantes via les décharges ménagères à ciel ouvert. On observe sa croissance démographique exponentielle sur l'ensemble des îles de est à l'origine d'une perturbation de l'ensemble de l'écosystème insulaire prédation sur les adultes d'Océanite tempête, les puffins et les jeunes Faucons pèlerins, déstructuration de la végétation par le piétinement et l'arrachage lors de la confection des nids , enrichissement du sol en phosphates et nitrates par les déjections, avec l'apparition de plantes nitrophiles opportunistes aux dépens de la végétation originelle au détriment des groupements floristiques originels. Les Goélands ont également un impact direct sur l'avifaune en exerçant une importante. Les espèces végétales introduites et envahissantes telles les Figuiers de Barbarie et les Agaves se développent au détriment de la flore originelle et contribuent à la diminution de la biodiversité biologique.La prolifération des plantes nitrophiles a induit l'augmentation des densités des animaux introduits comme le Rat noir et le Lapin de garenne, accentuant les perturbations sur le patrimoine naturel. Le rat, présent sans discontinuité sur l'archipel du Frioul depuis l'Antiquité est le principal consommateur de la faune et de la flore insulaires, en exerçant une importante pression de consommation sur certaines espèces comme *Plantago subulata* et le Lys des sables *Pancratium maritimum*, par prédation sur les poussins et les œufs de Puffins et sur les Océanites tempête. Le Lapin de garenne peut être responsable de la raréfaction certaines espèces végétales et il perturbe indirectement les communautés animales, en particulier le peuplement de Puffin cendré par son occupation des terriers. La présence de Chats harets et de chiens errants représente un facteur de menace supplémentaire pour l'avifaune de l'archipel.

7.2.3 Les enjeux de protection et de conservation

Les influences anthropiques ou d'origines anthropiques menacent à des degrés divers l'état de conservation des habitats marins. L'espace maritime des îles du Frioul subit une pression de fréquentation printanière et estivale, très importante par les plaisanciers. Sur les zones de mouillages, l'Herbier à Posidonie est dégradé et très morcelé. Certains sites de plongée, tel Tiboulen de Ratonneau, sont trop assidûment fréquentés. Les ancrages forains sur les Herbiers à Posidonie, les Roches infralittorales et le Coralligène ainsi que le nombre important de plongeurs est une source de dégradation des habitats marins et de la qualité patrimoniale des sites de plongée. La pêche aux petits métiers mais surtout le chalutage illégal a aussi des incidences sur ces habitats Le projet de doublement de la capacité d'accueil du port de plaisance du Frioul et le développement des activités touristiques ainsi que les projets extérieurs au site auront des impacts sur la fréquentation maritime de l'archipel. Ces politiques doivent être prises en compte pour concilier durablement activités humaines et préservation de la nature. Ces enjeux doivent se définir à partir de l'inventaire du patrimoine naturel, de son état de conservation et de l'évaluation des menaces dans le temps et dans l'espace. En fonction du degré d'altération des habitats et/ou espèces se dessine un enjeu de conservation qui est le plus souvent sectorisé. L'analyse écologique permet de mettre en évidence quelques problématiques importantes :
- sur terre : les impacts de la fréquentation et des usages terrestres sur la végétation et l'avifaune, les impacts directs et indirects des goélands et des espèces introduites sur la végétation et l'avifaune;
- sur mer : les impacts de la fréquentation et des usages marins sur la flore, la faune et les habitats marins.

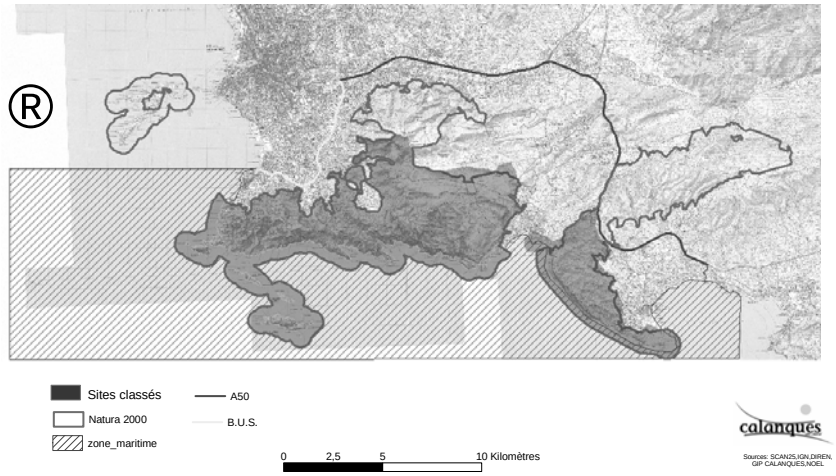
Le secteur Frioul représente un patrimoine naturel remarquable. La flore du Frioul est constituée d'un nombre important d'espèces très rares dont quelques endémiques. Plus de 50% de la végétation du Frioul est constituée d'habitats d'Intérêt Prioritaire et Communautaire. La population de Phyllodactyle d'Europe des îles de Marseille est l'une des seules du littoral provençal renforçant l'intérêt patrimonial européen de l'archipel. Le Frioul est un des rares sites de nidification pour les oiseaux marins pélagiques de Méditerranée (Puffin cendré, Océanite tempête, Puffin de Méditerranée). Il est également fréquenté par des couples de Cormoran huppé méditerranéen estivant, et compte un couple de Faucon pèlerin nicheur. L'importante fréquentation terrestre limite leur extension géographique et les quelques secteurs peu fréquentés constituent des zones refuges qu'il est impératif de sauvegarder. L'augmentation exponentielle de la population de Goéland leucophée met en péril le maintien dans un état de conservation favorable les habitats et les espèces présents sur l'archipel du Frioul. Bien que menacé, le milieu marin autour du Frioul présente également un patrimoine naturel remarquable. La qualité paysagère de ses fonds sous-marins est réputée. Bien abrité des vents dominants, 'archipel du Frioul est un lieu de plaisance et un site de plongée très recherchés lors de conditions météorologiques difficiles.
La synthèse des données écologiques, des activités socio-économiques, des menaces potentielles et des différents enjeux de conservation les reliant, permettent de préciser des objectifs de conservation précis. Les projets de développement socio-économique de l'île doivent être intégrés dans le cadre de la conservation des habitats et des espèces et replacée dans le contexte de la présente gestion du site. L'échelle spatiale des enjeux et objectifs de conservation, évoluant d'une problématique locale à un enjeu national et européen, la reconnaissance d'un patrimoine naturel méconnu, doit structurer une démarche commune, et mettre en lumière une forte convergence d'intérêts, entre les acteurs et les usagers du secteur, autour d'un projet de développement soutenable pour le Frioul.

7.3 Les calanques

7.3.1 Présentation générale

Les Calanques de Marseille à Cassis, qui reçoivent environ 1,2 millions de visiteurs chaque année ; cet espace, dont le foncier est réparti entre l'État, les collectivités territoriales et des propriétaires privés, est le support d'un patrimoine naturel remarquable (espèces animales et végétales et habitats protégés, endémiques terrestres et marines, …). Les archipels du Frioul et de Riou, sites qui connaissent une fréquentation à la fois maritime et terrestre. Pour sa part, le Frioul accueille chaque année 400 à 650 bateaux, 400 000 à 600 000 visiteurs et jusqu'à 1 300 personnes par jour en période estivale. Les plages artificielles du Prado constituent un site particulier, puisqu'elles se situent à Marseille même (partie sud de la ville, à proximité du Vieux-Port. Cet ensemble a été aménagé dans les années soixante-dix, avec la volonté affichée de développer les loisirs balnéaires dans la cité phocéenne. Les problématique du lieu concernent la protection et la fréquentation des sites naturels, la particularité locale étant la très forte proximité (situation de contact) entre l'espace urbain, de dimension internationale, et les espaces de nature, à haute valeur patrimoniale. Les sites littoraux sont sujets aux rejets urbains, directs ou indirects, et à une très forte fréquentation touristique (saison estivale) et locale (loisirs hebdomadaires). Outre la pollution et la surfréquentation saisonnière, des concurrences d'usage sont notables, dont le partage de la ressource entre pêcheurs professionnels et pratique liée aux loisirs peut être un vecteur significatif. Pour pallier à la question des pressions anthropiques, des actions, relatives à la gestion et la préservation des espaces naturels se sont multipliées. D'un point de vue réglementaire, 3 forêts domaniales sont classées depuis les années 30, le massif des Calanques est inscrit comme site « classé » depuis 1959, ainsi que les îles du Frioul et de Riou (1975) et le Domaine Public Maritime sur 500 mètres (1976). Ces îles sont désormais inscrits au réseau Natura 2000. De nombreuses ZNIEFF sont également à signaler, ainsi que des zones marines protégées. Au niveau institutionnel, signalons l'existence d'organismes comme le GIP des Calanques, créé en 1995 Groupement d'Intérêt Public des Calanques de Marseille à Cassis), qui a pour « vocation à animer et coordonner les actions de protection et de gestion en vue de préserver la nature exceptionnelle du site classé des Calanques. Le GIP a également pour mission de préparer la création d'un Parc National ». Ses membres sont constitués de représentants de l'État, des Collectivités territoriales, du monde associatif et des propriétaires privés.

TERRITOIRES DES CALANQUES



Cette présentation générale a pour ambition de souligner trois caractéristiques importantes du territoire des Calanques.

1. Le territoire naturel terrestre et marin des Calanques appartient à un ensemble géographique plus vaste, urbain, globalement situé dans l'aire de compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.
2. L'une des contraintes majeures de l'aménagement et de la protection des Calanques vient d'une structure foncière complexe, où la propriété publique domine avec un parcellaire extrêmement morcelé.
3. L'histoire récente des tentatives de protection des Calanques révèle le poids de l'histoire et de la sociologie et en particulier l'importance des pressions de la société civile de l'agglomération marseillaise.

Le territoire des Calanques et de l'Archipel de Riou qui lui fait face est un territoire non point peri-urbain, mais intra-urbain, bien différent du territoire urbain qui l'encercle en quelque sorte par des marges, elles, péri-urbaine plus ou moins fortement densifiées. Cette structure est particulièrement originale, originalité accentuée par la présence de la mer qui, loin d'être une frontière, est partie intégrante de ce territoire.

Données générales chiffrées :

	Habitants	Superficie km^2
Marseille	803 000	124
Communauté Urbaine MPM	980 800	605
Bouches-du-Rhône	1 835 400	5 088
Région PACA	4 506 250	31 400

* Source : AGAM - Document « de Marseille à la Métropole Euroméditerranéenne », 18.12.2003

Le Littoral de la communauté urbaine « Marseille-Provence-Métropole » comprend plusieurs unités depuis la rive sud de l'étang de Berre et la Côte Bleue jusque La Ciotat. Marseille, un site particulier déterminé par des reliefs importants, un cirque de collines, des fleuves côtiers, une plaine, une anse naturelle (le Vieux Port), le cœur de la ville, un port aménagé tardivement vers la Joliette, au nord du Vieux Port et hors de la commune à l'ouest, vers l'étang de Berre et Fos.

La baie de Marseille et ses 15 îles :

à l'ouest : Archipel du Frioul (Pomègues et Ratonneau), If, Tiboulen de Frioul, Planier,

au centre : Ilot d'Endoume, des Empereurs, Île Daume (de Gaby)

au sud : Maïre, Tiboulen de Maïre, Jarre (Jarre - Jarron), Calsereigne (ou Plane), Riou, Petit et Grand Congloué

La lecture du tableau ci-dessous montre que 4254 h sont propriétés publiques (85 % de la superficie), 590 ha propriétés privées (11 %) et 180 ha propriétés d'EDF (4 %). Les organismes publics sont largement majoritaires dans la répartition des propriétés du massif des Calanques. Cette caractéristique devrait être un élément favorable à la mise en œuvre de politiques de gestion et de protection efficaces.

Mise en évidence des différents propriétaires et de la superficie des terrains correspondants.

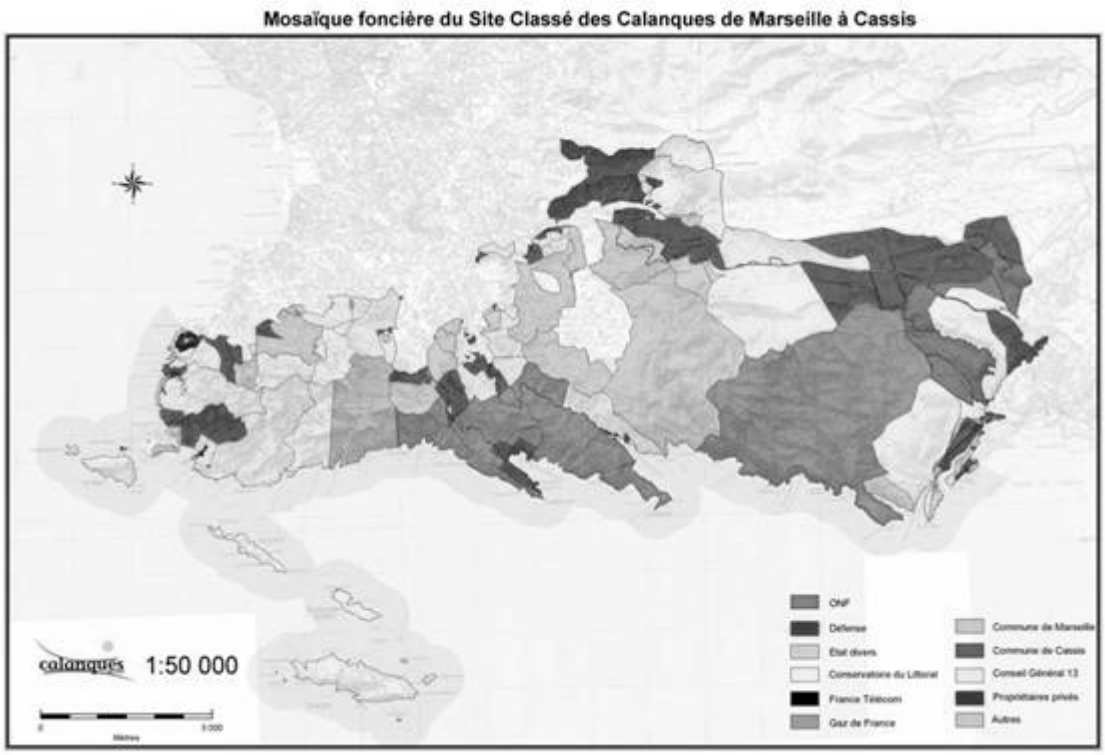
Propriétaires	Localisation	Surfaces	%
ETAT/ONF	Forêts dom. de La Gardiole et des Calanques	1 272	25
ÉTAT/DN	Camp de Carpiagne	122	2
CELRL	Divers dont Port Miou et Archipel	789	16
Départ. Bouches-du-Rhône	Forêts (Marseilleveyre et Vaufrèges)	930	19
Ville de Marseille	Campagne Pastré	997	20
Ville de Cassis	Forêt communale	144	3
EDF	Fontaine d'Ivoire	180	4
Propriétés privés		590	11
Total		5 024	100

La gestion d'un tel site nécessite une observation continue et de nombreux travaux d'entretien, de sylviculture, d'accueil du public et de sensibilisation. Ces travaux s'avèrent particulièrement nécessaires dans les secteurs ouverts au public. Le feu induit une forte régression de la diversité biologique. Une fréquentation importante, souvent désordonnée provoque de nombreuses dégradations nécessitant l'entretien des pistes, des éboulis, des murets, le ramassage (ou non) des ordures, des restrictions de circulation et interdictions de bivouacs, une politique de terrain avec sensibilisation du public et si besoin, une contrainte.

La gestion de la zone maritime est très différente, il s'agit plutôt ici de connaître les acteurs dont chacun a des compétences et des obligations particulières :
- le maire est responsable de la bande des 300 m à partir du rivage (baignades et les engins de plage),
- le département s'occupe des aménagements,
- la direction des Affaires Maritimes réglemente la circulation des bateaux immatriculés. La surveillance est assurée par la Douane, la Gendarmerie Maritime, la Gendarmerie et la Police Nationales. L'ensemble des acteurs dénonce le fait que les abus ne soient pas automatiquement réprimés.

Un« Schéma Cadre de Gestion », aujourd'hui le « cahier de gestion » recherche des solutions applicables aux problèmes majeurs : incendies, fréquentation, structures d'accueil… solutions régulièrement enrichies des points de vue de l'ensemble des acteurs/utilisateurs des Calanques.

Parmi les propriétaires du massif des Calanques, il y a trois Collectivités Locales : la Mairie de Marseille, la Mairie de Cassis et le Conseil Général des Bouches-du-Rhône.



Source : GIP des calanques de Marseille à Cassis. Communication de Gérard Bellan.

La Mairie de Marseille

Les Calanques sont situées à 97 % sur la commune de Marseille. La ville de Marseille possède 997 ha, soit 20 % de la superficie totale du massif. La mairie gère les zones dont elle est la propriétaire par le biais du Service des Espaces Naturels. La gestion du domaine prend différentes formes telles l'accueil du public, la lutte contre les incendies. La position de la mairie se situe entre volonté de préserver ce site exceptionnel satisfaction des nombreux utilisateurs exerçant des pressions importantes pour élargir le cadre des activités praticables.

La Mairie de Cassis

Elle possède 144 ha dans le site classé soit 3 % de la superficie mais une seule des Calanques sur son territoire. Elle est avantagée par sa situation géographique à proximité immédiate de la Calanque marseillaise la plus connue : En Vau (un timbre postal attribue En Vau à la commune de Cassis !). La ville de Cassis, sujette à de fortes pressions de la part des bateliers, pêcheurs et plaisanciers, s'inscrit dans une logique d'utilisation des Calanques, l'aspect économique apparait plus important que l'aspect environnemental. La gestion de terrain est assurée par l'ONF.

Le Conseil Général des Bouches-du-Rhône

Il possède 930 ha dans la zone Vaufrèges-Luminy. La gestion de terrain est confiée à une société d'économie mixte, l'ADES. Les problèmes auxquels est confrontée l'ADES sur le terrain sont classiques, avec de surcroît des cabanons construits illégalement.

Le Conseil Général s'est exprimé en 1997 en faveur de la structure Parc National souhaitant une forte présence gouvernementale au sein de la structure de protection et pense que les organismes actuellement présents (ONF, SDEN, ADES) doivent être représentés, et travailler en concertation sur l'ensemble du massif.

Les collectivités nationales

L'Office National des Forêts est le plus grand propriétaire des Calanques (1272 ha) et gère une très grande partie du massif : dépressage, éclaircie, nettoyage des forêts, mise en sécurité des zones sensibles, entretien de voiries et surveillance générale du site. Son rôle tend vers une réhabilitation du milieu. L'ONF n'a aucun pouvoir décisionnel concernant l'avenir du massif, mais considère que la réglementation existante (loi sur les sites classés) serait suffisante si elle était appliquée. Le Conservatoire de L'espace Littoral et des Rivages Lacustres possède 789 ha dans le massif. La gestion des terrains acquis n'est pas de son ressort. La zone rattachée au continent est gérée par l'ONF ; le Conservatoire Etude des Ecosystèmes de Provence (CEEP) s'occupe de l'archipel des îles de Riou. Le Conservatoire n'a pas de rôle décisionnel concernant l'avenir du massif, mais il suggère que le milieu marin soit pris en compte dans sa totalité. Le Ministère de la Défense Nationale possède 121 ha à Carpiagne, 28 ha situés dans le site classé des Calanques. La gestion en est effectuée par l'ONF. Electricité de France (EDF) avait acquis 180 ha, situés pour la plupart dans la Calanque de Podestat, avec pour objectif la création d'une retenue d'eau jamais construite.

Les propriétaires privés

Ils possèdent 590 ha, pour la plupart en bordure du massif (Sormiou, Morgiou…), soit seulement 11 % du site classé. Ils mettent en place des travaux sur leurs propriétés en fonction des besoins. Répartis sur seulement sur une petite portion du territoire, ils ont peu de pouvoir décisionnel concernant l'avenir du massif.

7.3.2 Historique de la protection des calanques

Depuis plus d'un siècle, l'équilibre traditionnel du territoire des Calanques est rompu ; la sociologie et l'économie des lieux ont profondément été affectées par la disparition progressive des activités agricoles, puis de la pêche côtière, par le transfert de l'industrie vers d'autres zones, la fermeture des carrières etc.… et surtout par l'apparition de nouveaux besoins et comportements liés au développement de l'agglomération marseillaise de la culture urbaine et des usages en matière de loisirs. L'analyse chronologique des évènements depuis le milieu du XIX° siècle montre une alternance de plus en plus forte de pressions extérieures au territoire et de réactions venues du territoire lui-même, propriétaires et usagers, ou d'élus et de représentants de l'Etat. Dès 1865, les projets d'aménagement fleurissent : projet de chemin de fer, desserte routière du massif soit pour lutter contre les incendies ou en vue d'urbanisation (1967). Au cours de ce siècle et demi, deux grands projets se réalisent au sein du massif : ouverture de la carrière de Port Miou au début du XX° siècle et assainissement de Marseille, (construction du grand collecteur -1899-, d'un deuxième émissaire en mer -1980- puis de la station de traitement des eaux usées et des boues -1986) tandis que nombreux projets liés au développement économique de Marseille avortent. En matière d'urbanisation, à partir de la deuxième moitié du vingtième siècle, la pression devient de plus en plus forte aux limites des Calanques : (ZAC à La Cayolle avec 630 logements). Des services relevant de la demande de loisirs périurbains s'implantent à partir des années 80. Les réactions à ces pressions extérieures ont été de trois types ; elles sont apparues successivement et se sont additionnées :

L'organisation des associations a été progressive, relevant non des pressions sur les Calanques mais d'une prise de conscience générale par les habitants des problèmes liés à l'environnement et à la qualité des milieux naturels : Club Alpin Français section de Marseille (1875), Excursionnistes marseillais (1896), Comité de Défense des Calanques (1923), Comité pour la défense des Sites Naturels (COSINA) (1965), Union Calanques Littoral (UCL) (1992). Les associations d'usagers du site et de protection de l'environnement se sont régulièrement mobilisées, souvent avec succès. On relèvera :
- 1910 : protestation publique contre l'extension de la carrière SOLVAY à Port Miou,
- 1923 : création d'un comité de défense des Calanques,
-1972 : Journées Internationales d'Etudes à Luminy et demande de classement du site,
- 1975 et 1976 : classements au titre des sites et paysages « Loi de 1930 », à la demande des associations (COSINA), du secteur économique et de la ville de Marseille.
- 1993 : arrêté préfectoral de biotope pris pour la protection de l'aire de nidification de l'aigle de Bonelli sur la Muraille de Chine à Vaufrèges (Conservatoire du Littoral et du CEEP).
- 2003 : décret de classement de l'archipel de RIOU en Réserve Naturelle.

L'État et les collectivités locales se sont lancé dans des acquisitions foncières et des actions de gestion, dès 1895 avec l'acquisition de la Gardiole, la propriété publique atteignant 4 434 ha soit près de 90 % du territoire. Une gestion s'est mise en place au niveau de chaque propriété publique : ONF pour l'Etat, Ville de Marseille, Conseil Général, Ville de Cassis et EDF. La coordination étant faible, l'un des objectifs du GIP des Calanques créé fin 1999 est d'y remédier. Il s'agit là d'une étape majeure dans le processus devant conduire à la mise en place d'un Parc national. Finalement de 1865 (déclaration d'utilité publique de la construction d'une ligne de chemin de fer de la place Castellane, gare du Prado à la Madrague de Podestat) à 2003 (décret de classement de l'archipel de Riou en Réserve Naturelle Nationale), 57 décisions réglementaires proposées, acceptées, refusées, exécutées, accompagnent l'évolution du territoire des Calanques de Marseille-Cassis et de l'Archipel de Riou.

7.3.3 Le patrimoine du territoire des calanques

En termes de territoire, ce qui est communément désigné sous l'appellation « Les Calanques » est plus précisément le territoire des Calanques de Marseille à Cassis, site classé au titre des paysages remarquables depuis 1975. La valeur patrimoniale de ce territoire doit être entendue au sens large en regroupant les principales caractéristiques des paysages, la richesse faunistique et floristique des milieux naturels et la richesse des cultures humaines.

Le patrimoine naturel des calanques

Paysages et végétation ont été largement façonnés par l'homme, il en résulte que passé et présent y sont étroitement mêlés. En raison de leurs origines géologiques, par l'action des climats qui se sont succédés au cours de ces périodes, la présence de formes karstiques terrestres et marines, les « calanques » ont acquit la structure qu'on leur connaît.

Depuis la dernière glaciation du Würm, datée entre -80 000 et -10 000 ans, le climat s'est progressivement réchauffé. Aujourd'hui, le climat des Calanques est de type méditerranéen tempéré, en raison de la forte sécheresse estivale. Les très faibles précipitations très faibles (< 600 millimètres d'eau) présentent un maximum automnal et un minimum estival. En période estivale, le cumul moyen des précipitations atteignant à peine 60 à 80 millimètres d'eau. L'extrémité occidentale (Cap Croisette) est soumise à un important déficit hydrique (moyenne annuelle <à 400 mm/an), comparable à celle des confins algéro-sahariens. C'est la zone la moins pluvieuse du territoire français**,** certains auteurs ont parlé d'un véritable « morceau d'Afrique » accolé au massif des Calanques. La moyenne annuelle est de 14.5°C,

avec un hiver doux (en moyenne quinze jours de gel par an) et un été très chaud. Les vents dominants sont :
- le Mistral (de secteur Nord – Nord-ouest) (43% des jours ventés) ; il accentue le froid en hiver et augmente l'évapotranspiration des végétaux en été.
- les vents d'Est et de Sud-est, chauds et humides, à l'origine de la majeure partie des précipitations.
La nébulosité assez fréquente sur le massif, notamment le long du littoral Sud, compense les effets asséchants du Mistral.
L'histoire des Calanques a commencé au Secondaire, avec la formation de roches calcaires épaisses d'au moins 1 500 m, dans les mers jurassiques et crétacées. Au Tertiaire, deux grandes « crises » tectoniques ont déformé et transporté horizontalement des unités montagneuses, après le retrait de la mer. Un long cycle d'érosion a ensuite nivelé la zone, suivi d'un mouvement de surrection qui a parfois porté la région à des altitudes considérables et a provoqué la mise en route d'un nouveau cycle d'érosion. Au Quaternaire, lors de la dernière glaciation (Wurm), le niveau de la mer est descendu vers -100 ou -120 m ; puis lors du réchauffement climatique, le niveau est remonté, achevant la formation des Calanques. Les paléo-rivages décrits dans les Calanques témoignent de ces variations du niveau marin. Les témoins des reliefs anciens abondent dans les calanques et participent à l'élaboration des paysages actuels.De nombreuses fissures, plus ou moins larges, éventrent les masses rocheuses, De nombreuses traces de la tectonique cassante sont présentes. La plupart du temps, ce sont de simples diaclases, mais certaines cassures sont des failles, avec rejet. On distingue dans les Calanques deux unités karstiques distinctes : un karst très ancien, remontant au moins au Miocène (15 millions d'années), représenté par des cavités sèches élevées et d'anciennes dépressions fermées et un karst actuel, Quaternaire, fonctionnant au-dessous du niveau de la mer (exsurgences de Port-Miou et du Bestouan). On compte plus de cent cavités sèches dans le massif, ne débouchant pas dans un vaste réseau de galeries. La plupart sont obstruées, à quelques mètres ou quelques dizaines de mètres de l'entrée. La cavité la plus curieusement située et la plus vaste est la grotte Cosquer. qui s'ouvre à la base d'une falaise de calcaire urgonien, non loin du cap Morgiou, par 37 mètres de fond. Seules les exsurgences sous-marines de Port-Miou et du Bestouan sont connectées à des réseaux souterrains actifs. La « rivière » de Port-Miou, la plus importante avec un débit de 3 à 100 mètres ^{3}/s., débouche dans la calanque éponyme, à environ 12 mètres au-dessous du niveau de la mer. On a reconnu quelques avens de grandes dimensions dans le massif du Mont Puget et sur le plateau de la Gardiole et des grottes dans le massif de Marseilleveyre. Enfin, il existe quelques rares formes karstiques superficielles : sommet du mont Puget, sur le plateau de l'Homme mort, dépressions d'origine karstique à Luminy, grande cuvette fermée à l'Ouest Carpiagne, une douzaine de dolines, essentiellement sur les îles de Jarre, Maïre et Plane.
Le site dans sa partie marine, est à la fois sous l'influence de la circulation générale en Méditerranée (courant Liguro Provençal), des vents, notamment le Mistral qui font remonter les eaux profondes ou plonger les eaux de surface, de la houle et de la topographie locale. Il en résulte une forte diversité spatiale et temporelle des eaux, plus ou moins froides, nutritives, polluantes, turbides.
Les fonds sous-marins du port de la Madrague jusqu'au cap Croisette, en rade sud de Marseille sont globalement en pente douce (2% environ), seul le liseré côtier rocheux est abrupt sur les 10 premiers mètres de profondeur. Les falaises abruptes de la face sud de l'île Maïre et du Tiboulen se prolongent en profondeur jusque vers 25-30 mètres, l'île Maïre est séparée du littoral continental par une passe de 65 mètres de large et d'environ 5 mètres de profondeur. La cuvette de Cortiou montre une géométrie en forme d'entonnoir entre les îles de l'archipel de Riou et la côte. Les fonds remontent progressivement (pente moyenne 1.8 %) depuis 80 mètres de profondeur à l'Est de la zone, pour atteindre 8 mètres de profondeur au Plateau des Chèvres. Les hautes falaises des faces sud des îles Jarre et Riou se prolongent jusque vers 40 m de profondeur. L'isobathe 50 mètres se situe à environ 150 mètres au sud de l'île de Riou, soit une pente moyenne de 33 %.

De Morgiou à la pointe de Castelvieil, les fonds sous-marins présentent d'abord une pente assez faible et relativement homogène. Les calanques de Morgiou et de Sormiou sont entaillées dans le massif calcaire ; l'isobathe 50 mètres se situe à environ 1250 mètres du fond de calanque. De la calanque de l'Oeil de Verre à la pointe de Castelvieil, le littoral rocheux est relativement rectiligne, avec deux calanques : Devenson et l'Oule. La pente du fond est marquée, comprise entre 15 et 20 %. L'isobathe 50 mètres se trouve à moins de 250 mètres de la côte et se resserre encore, pour atteindre le pied des falaises au niveau de la pointe Castelvieil. De Castelviel à Cassis, le littoral compris entre les pointes de Castelvieil et de Cacau est marqué par les étroites calanques d'En Vau et de Port Pin ayant une ouverture commune vers la mer sur un fond d'environ 35 mètres de profondeur. De la pointe Cacau jusqu'à l'entrée de la calanque de Port Miou, le littoral est bordé par des falaises, qui se prolongent en mer jusque vers 30 mètres. Dans la zone des Calanques, les vents dominants sont orientés Nord-ouest ou Est. Les vents de secteur Est à Sud-est, principalement observés en automne et en hiver représentent 22 à 27% des situations sur une année moyenne. En dehors de fortes tempêtes, les vitesses sont modérées (30% des observations dépassant 10 mètres/s). Les vents de secteur Ouest à Nord-ouest représentent 40 à 50% des observations. Ce régime turbulent, marqué par de brusques variations de vitesse, s'observe toute l'année, avec une occurrence plus forte au printemps et en automne. Ils induisent une remontée d'eau froide en surface (upwelling) le long des côtes nord du golfe du Lion, notamment le long de la côte de Cassis. Dans cette zone, l'upwelling est spectaculaire en été, la température de surface le long de la côte pouvant passer en quelques heures de 20-25° C à 13-15°C. Le courant général correspond au Courant Liguro Provençal (CLP) circulant d'Est en Ouest le long des côtes provençales. À l'Est de Cassis, le CLP s'éloigne de la côte et continue vers l'Ouest, puis vers le Sud-ouest le long de la pente continentale. En hiver, le développement de méandres cambrés entraînerait une pénétration significative du CLP dans les Calanques. Sur l'ensemble du plateau continental du golfe du Lion, la circulation induite en surface par les vents de Nord-ouest est organisée sous forme de cellules autour des points source d'upwelling. La stratification des masses d'eau joue un rôle majeur dans ce type de circulation. Lorsque la thermocline saisonnière estivale est développée, la couche supérieure glisse facilement sur la couche inférieure. Les courants de moyenne échelle sont relativement homogènes dans chaque couche et les courants induits en surface par le vent peuvent être très différents des courants mesurés à quelques dizaines de mètres de profondeur. En l'absence de stratification, ces courants sont sensiblement identiques et induisent des conditions homogènes dans la masse d'eau, régime prévalant en hiver, quel que soit le régime de vents, mais observé aussi pendant les autres saisons quand soufflent de forts vents d'Ouest ou d'Est entraînant un phénomène de plongée des eaux chaudes (downwelling). La courantologie plus spécifique à la zone de Cortiou présente une grande variabilité. Le site est sous l'influence des remontées d'eau froide et des plongées d'eau chaude. En période de calme ou de vent d'Est, l'influence du CLP domine. En période de Mistral, les courants de surface s'opposent à l'influence du CLP et se dirigent d'Ouest en Est. Pour des coups de vent brefs ou de vitesses plus faibles, ces courants sont plutôt infléchis vers le Sud. En baie de Cassis, la circulation s'effectue globalement vers l'Ouest, sous l'effet de l'extension du CLP en zone côtière. Cette circulation est relativement faible et régulière en été, relativement intense et turbulente en hiver. Cependant, les plus forts vents d'Ouest inversent la circulation générale et induisent une circulation dirigée vers l'Est.

Le patrimoine naturel terrestre

Estimée à près d'un millier d'espèces par René Molinier et ses collaborateurs dans leurs relevés effectués entre 1927 et 1958, elle est ramenée à 657 espèces par une liste récente des plantes vasculaires du site classé des Calanques effectuée par un collectif de botanistes soit environ le septième des espèces répertoriées en France. Disparition d'espèces ou remise à jour d'une nomenclature complexe et pleine de synonymes ?

Sans doute un peu des deux quand on sait qu'un travail de thèse de 1973 (Crouzet, 1973) signale la disparition d'une quarantaine d'espèces sur le massif de Marseilleveyre en comparaison avec un catalogue de 1891. Mais ce sont les espèces « survivantes tertiaires », pour les raisons expliquées plus haut, parmi lesquelles on retrouve l'herbe à Gouffé et l'Astragale de Marseille, protégées au niveau national, qui font la particularité floristique des Calanques. Les études récentes effectuées sur le site au titre de l'inventaire Natura 2000 ont permis de dresser une liste de 83 espèces soit protégées nationalement ou régionalement, soit inscrites sur les listes d'espèces menacées. Dans les Calanques, aux sols plus ou moins fissurés et décapés, au relief tourmenté, auxquels s'ajoutent les variations de lumière, la température, l'apport en sel, le vent, les variations des conditions de milieu ne manquent pas. Cette complexité fait des Calanques un lieu de haute biodiversité et de grand intérêt botanique. L'inventaire des habitats effectué au titre de Natura 2000 recense ainsi 26 habitats naturels auxquels il faut ajouter plus de 40 habitats « mixtes ». Ces habitats se répartissent en cinq groupes :

- habitats littoraux
- habitats rocheux : falaises, éboulis, grottes
- habitats ouverts : garrigues, pelouses, crêtes
- habitats forestiers : pinèdes et boisement de vallons
- habitats humides : très marginaux et liés aux sources

L'intérêt des Calanques et des îles voisines, d'un point de vue zoologique, réside dans la rareté ou les particularités des espèces qui la composent. Ainsi, un grand nombre des espèces présentes sont protégées aux niveaux national et/ou européen ou inscrits sur la liste rouge des vertébrés menacés en France. À titre d'exemple, il faut insister sur les systèmes d'adaptations développés par les invertébrés colonisant ces milieux hostiles par la température et l'insolation élevés, l'extrême sécheresse, la végétation clairsemée et le nombre réduit d'abris offerts. Parmi les insectes, les coléoptères sont particulièrement bien représentés, plus d'une dizaine étant d'intérêt patrimonial. On a dénombré près de 300 espèces de lépidoptères et micro-lépidoptères. L'inventaire de vertébrés effectué en 2004 a permis de mettre en évidence 4 espèces d'amphibiens et 12 espèces de reptiles tous protégés. Dans l'Archipel de Riou, vit le Phyllodactyle d'Europe, petit gecko dont la répartition, limitée à certaines îles et îlots de Méditerranée occidentale situées entre le littoral provençal et les côtes tunisiennes est une énigme biogéographique. Des populations insulaires différenciées (lézard des murailles constituent des entités évolutives originales qu'il importe de préserver. Peu nombreux (51 espèces), les oiseaux nicheurs sont représentés par quelques espèces importantes et ou rares : aigle de Bonelli, faucon pèlerin, hibou grand-duc, grand corbeau, etc. Le massif constitue aussi une voie de passage pour la plupart des espèces migratrices qui longent le littoral. L'archipel de Riou, rare site en Méditerranée où trois espèces d'oiseaux marins pélagiques nichent en syntopie est de première importance pour leur nidification. L'archipel abrite 30% de la population française de Puffin cendré et d'Océanite tempête et 10% de la population française de puffin de Méditerranée. Le cormoran huppé méditerranéen est présent depuis peu. Les falaises et les grottes des Calanques abritent 10 espèces de chiroptères (chauve-souris) parmi les 20 espèces, toutes protégées nationalement, répertoriées dans les Bouches-du-Rhône. Un certain nombre d'habitats qui donnent aux Calanques une valeur patrimoniale forte sur le plan écologique, les critères (non-cumulatifs) retenus étant les suivants :

- danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle
- aire de répartition naturelle réduite par régression ou en raison d'une aire intrinsèquement restreinte
- exemples remarquables de caractéristiques propres à la région biogéographique méditerranéenne
- présence de plusieurs espèces à valeur patrimoniale.

Le patrimoine naturel marin

La géologie tourmentée des Calanques se retrouve sous la surface de la mer. Associée à la forte variabilité physique et chimique des eaux du secteur, elle permet l'existence d'un grand nombre de biotopes. La plupart des biotopes classiques du littoral méditerranéen français sont de ce fait exceptionnellement réunis dans la partie marine des Calanques et des îles. Les habitats les plus remarquables du site sont les Encorbellements à Lithophyllum, les tombants à Coralligènes et surtout les grottes sous-marines. La côte calcaire du massif est l'une des plus riches d'Europe en grottes sous-marines, de nombreuses espèces « nouvelles pour la science » y ont été récoltées. L'herbier à posidonie, habitat prioritaire de la directive Habitat est bien représenté, même s'il ne compte pas parmi les plus beaux de Méditerranée Occidentale.La diversité des habitats entraîne celle des espèces associées et le secteur regroupe donc un nombre élevé d'espèces patrimoniales. Les plus remarquables d'entre elles seront citées dans les chapitres suivants, mais il est intéressant ici de les évoquer en distinguant les différents niveaux « d'intérêt patrimonial ». Des espèces qui bénéficient d'une protection légale au niveau national ou international : la posidonie (Posidonia oceanica) constitutive des herbiers, l'algue calcaire Lithophyllum lichenoides (=L. byssoides) constitutive des trottoirs et une longue liste d'animaux (plusieurs éponges, patelle géante, grande nacre, grande cigale de mer, oursin diadème, hippocampe moucheté, Cétacés à dents). Le mérou brun est protégé de la chasse sous-marine par un moratoire. D'autres espèces font l'objet d'une réglementation particulière d'exploitation (corail rouge, oursin comestible, langouste, homard, araignée de mer, corb). Des espèces dont la disparition serait catastrophique ont un rôle déterminant dans la constitution et la structuration des paysages sous-marins : gorgones et autres anthozoaires coloniaux, grands bryozoaires dressés, algues calcaires constitutives des fonds concrétionnés du Coralligène. Enfin, la zone des Calanques est riche en espèces plus particulièrement recherchées par les pêcheurs, amateurs et professionnels : corail rouge, grands crustacés et poissons nobles : corb, loup, dorade, denti, sars, sériole, serran, chapon, Saint-Pierre. Leur valeur de symbole tient à leur rareté ou à leur raréfaction actuelle, à leur valeur esthétique et à leur valeur commerciale. En milieu marin la flore (algues et phanérogames) mais également la faune, c'est-à-dire la biocénose concourent simultanément à l'appréciation de la valeur patrimoniale du milieu. Une récente cartographie de ces biocénoses sur le site classé, donne les résultats suivants :

Biocénoses	Superficie (ha)	Pourcentage
Peuplements du Médiolittoral et de l'Infralittoral supérieur	Non Connu	Non Connu
Herbier à *Posidonia oceanica*	**413,7**	**18,4**
Matte morte de Posidonie	9,4	0,4
Biocénose des algues photophiles	**185,1**	**8,2**
Coralligène	**73,2**	**3,3**
Biocénoses des fonds meubles de l'Infralittoral	255,2	11,3
Biocénose des fonds du Détritique Côtier	1200,5	53,4
Biocénose des fonds du Détritique Envasé	112,9	5,0

Si ces données sous-estiment les surfaces pour les peuplements des parois verticales, il n'en demeure pas moins que près de 70% de la surface est occupée par des fonds meubles. Malheureusement, ceux-ci sont comparativement moins bien connus. C'est donc sur les biocénoses établies sur substrats solides et sur l'Herbier à Posidonies que se reporte l'intérêt patrimonial, fortement couplé avec l'intérêt paysager parce que visible, de la richesse biologique ou de la dégradation des peuplements suite aux impacts anthropiques. Nous présenterons donc succinctement ces « habitats-biocénoses ». Le long des côtes rocheuses, dans la zone de balancement des vagues et des marées (étage médiolittoral et frange supérieure de l'infralittoral), se trouvent des ceintures étroites d'algues et d'invertébrés spécifiques de ce niveau.

Le *Lithophyllum lichenoides* (=*L. byssoides*)*,* algue rouge calcaire encroûtante peut constituer des encorbellements (bourrelets en surplomb) appelés « trottoir » lorsqu'ils sont de grande taille. Par leur rareté et leur vulnérabilité face aux agressions de surface, ils constituent des constructions d'importance patrimoniale. L'archipel de Riou présente plusieurs sites à encorbellement remarquable pouvant mesurer jusqu'à 1,5 m de largeur. Dans les Calanques, les encorbellements à *Lithophyllum* sont bien développés à En-Vau. *Cystoseira amentacea* var. *stricta,* algue de couleur brun-vert à brun-rouge, constitue, du fait de leur grande taille, des habitats remarquables en termes de biodiversité et de productivité (de nombreux invertébrés trouvent abri entre les feuilles). Ces peuplements sont généralement peu abondants dans la zone côtière entre Marseille et Cassis. L'herbier à posidonie représente l'écosystème pivot des espaces littoraux méditerranéens et sa préservation est un élément majeur du maintien des équilibres littoraux, tant biologiques que physiques. L'espèce et les herbiers sont protégés nationalement et internationalement. L'herbier de Posidonie est très largement représenté dans le site, notamment sur le plateau des Chèvres, dans les Calanques entre Marseille et Cassis. Il a été et demeure soumis à de nombreux impacts anthropiques, mais sa régression semble conjurée. Les massifs anfractueux du coralligène sont le résultat d'un concrétionnement d'algues rouges calcaires. Les grands invertébrés dressés constituent la strate supérieure et marquent la physionomie des "tombants". Cette strate est composée principalement par des grandes colonies de gorgonaires, des éponges, des colonies de bryozoaires branchus. On a dénombré 650 espèces d'invertébrés dans le coralligène du secteur des Moyades-Riou. Ces peuplements du coralligène procurent nourriture et habitats pour de nombreuses espèces vagiles (poissons, crustacés, mollusques). Les cavités dans les zones rocheuses à coralligène sont fréquemment tapissées de corail rouge (*Corallium rubrum*) et peuvent également abriter l'oursin diadème (*Centrostephanus longispinus*) ou l'oursin melon (*Echinus melo*). Les peuplements de coralligène sont plus particulièrement présents sur Maïre, Riou, les Conglue, de Plane, au Bec de Sormiou, au cap Morgiou et à la pointe Castel-Vieil. Le coralligène est généralement associé à un paysage sous-marin remarquable. Les grottes sous-marines sont des milieux particuliers de par les conditions extrêmes qui y règnent : absence de production primaire, oligotrophie, circulation hydrologique très faible, etc. Deux communautés y sont généralement présentes : la biocénose des grottes semi-obscures qui occupe la première partie des grottes où la lumière est insuffisante pour la photosynthèse des macrophytes mais où un riche peuplement recouvre totalement les parois avec une biomasse élevée ; la biocénose des grottes obscures, établie dans les parties reculées avec une couverture des parois très partielle (10 à 40%), une biomasse et une production considérablement réduite et la présence d'espèces habituellement rencontrées à grande profondeur. Le peuplement des parties semi-obscures des grottes se caractérise par la disparition progressive des gorgones et par une riche faune d'éponges ; près de l'entrée, les colonies du corail rouge peuvent couvrir de grandes surfaces. Dans les grottes obscures, on trouve plusieurs espèces patrimoniales protégées par la Convention de Berne comme *Petrobiona massiliana*, *Asbestopluma hypogea*, et de nombreuses autres non classées. Trente-sept grottes sous-marines sont connues sur le site d'étude. Un grand nombre d'espèces trouvées dans les grottes marseillaises ont été décrites comme nouvelles pour la science. Les peuplements cavernicoles sont fragiles, leur reconstitution peut prendre plusieurs siècles (pour les grottes obscures) en raison de la productivité extrêmement réduite du milieu et de son isolement. La plongée sous-marine a des conséquences directes sur les peuplements des grottes, par érosion mécanique des parois, dérangement, prélèvements illicites de certaines espèces. La surfréquentation de certains sites semble être un facteur déterminant de l'altération de ce milieu fragile

Le patrimoine culturel des calanques

Les Calanques ont très tôt été occupées ou utilisées par les hommes, comme en témoignent les vestiges préhistoriques et antiques. L'utilisation du site s'est intensifiée à partir du XVIIIe et surtout du XIXe siècle, avec le développement du pâturage, des industries puis de la villégiature cabanonnière. La fréquentation a explosé au cours du XXe siècle, en raison du développement de l'excursionnisme (dès les années 1900), puis de l'institution des congés payés (1936), et enfin de la civilisation des loisirs (à partir des années 70-80). Le patrimoine culturel des Calanques est riche de vestiges de l'histoire de Marseille et de la région. Deux types de vestiges ont une valeur exceptionnelle : la grotte Cosquer, ornée de peintures et gravure préhistoriques, et les nombreuses épaves sous-marines antiques qui permettent de comprendre les échanges commerciaux. Les plus anciennes traces d'occupation remontent au paléolithique inférieur : des silex datant de 100 000 ans à 300 000 ans (grotte submergée de la Triperie, calanque de Morgiou). Les peintures et les gravures découvertes sur les parois de la grotte Cosquer constituent le vestige préhistorique le plus exceptionnel. Cette grotte submergée, révélée en 1991 par Henri Cosquer, constitue, avec les grottes de l'Ardèche, un élément d'un ensemble important de la connaissance du paléolithique supérieur, pouvant rivaliser avec la grotte de Lascaux. Deux phases ont pu être distinguées :

• Phase 1, vers 27 000 B. P. (Before Present). : milliers de tracés digitaux et les mains négatives

• Phase 2, entre 19 200 et 18 500 B.P. : La plupart des peintures et des gravures ont été exécutées dans cette tranche chronologique. Le cheval domine, avec capridés, bovinés, cervidés. Les animaux marins (phoques gravés et pingouins peints au charbon) constituent une des originalités du site. Une autre originalité réside dans la présence de nombreux signes géométriques, inconnus des autres sanctuaires. Une gravure (tête de cheval surchargée de cornes de bison) suggère un thème mythologique. La grotte Cosquer est un des sites pariétaux le mieux daté au monde. Elle est classée « monument historique » par la Direction Régionale des Affaires Culturelles avec les vestiges archéologiques comprenant les grottes de la Triperie, du Figuier, du Renard et leurs réseaux. Sur l'île de Riou, on a trouvé l'un des plus anciens sites néolithiques d'Europe occidentale (VIe millénaire). D'autres vestiges de cette période ont été trouvés dans l'ensemble du massif, En revanche, de rares vestiges ont été recueillis au mésolithique. Les Calanques présentent des restes de constructions militaires du moyen age sur les îles Maïre et Riou ainsi qu'une chapelle du IXe siècle, détruite au début du XXe siècle. Deux « faro » (fanaux) fonctionnaient l'un sur Maïre et l'autre au sommet de Riou. Les calanques ont été de longue date considérées comme un site stratégique. Batteries, fortins et sémaphores ont été construits, rares sont ceux qui subsistent ou sont repérables. Plus récemment, le patrimoine culturel des calanques est lié aux pratiques qui se sont développées en bordure de l'agglomération marseillaise : abris de pêcheurs dans le fond des calanques, tandis que les collines étaient parcourues par quelques troupeaux. Au début du XIXe siècle, quelques usines se sont installées en périphérie du site. Puis, avec le déclin industriel, la colonisation des Calanques par les cabanons s'accentua, principalement à Callelongue, Sormiou et Morgiou.

Le domaine marin des Calanques abrite environ trente épaves antiques, sur la cinquantaine localisée dans la rade de Marseille. Les épaves aident à dresser un panorama de l'activité commerciale de Marseille et de sa région, notamment de retracer les contacts de Massalia avec l'Etrurie. On signalera tout particulièrement les épaves :

- *Écueil de Miet* (VIe siècle avant J.-C) : amphores étrusques et des canthares
- *Plane 2.* : lingots de cuivre, amphores grecques, massaliètes et puniques, céramique attique.
- *Grand Congloué 1 :* amphores à vin gréco-italiques, vaisselle campanienne.
- *Grand Congloué 2,* amphores, vases campaniens, céramiques, bols hellénistiques. Des études ont démontré que ces amphores venaient de Cosa en Étrurie - l'actuelle Toscane. Ces épaves du *Grand Congloué* furent l'objet de la première fouille sous-marine moderne et ont donné naissance à l'archéologie sous-marine.

-*Riou 2*, : plusieurs centaines d'amphores massaliètes.
-*Petit Congloué* : quinze grandes jarres à vin (dolia) soit environ 200 000 litres,
-*Port-Miou C, Tiboulen de Maïre, Port-Miou B* sont beaucoup plus profondes que les précédentes

On trouve dans les Calanques trois épaves modernes d'intérêt patrimonial :
- *Plateau des Chèvres 1* du XVIe siècle céramique utilitaire de Fréjus.
- *Grand Congloué 4* deuxième moitié du XVIIIe siècle céramique à pâte fine d'Albisola (Ligurie)
- *Le Grand Saint-Antoine* (Jarre)**,** responsable de l'introduction de la peste en Provence en 1720, apportait des soieries et autres marchandises de grande valeur

Les eaux des Calanques abritent aussi de nombreuses épaves de l'époque contemporaine. Celle du paquebot *Liban* (1903) est particulièrement importante, tant au point de vue de son histoire que de son recouvrement biologique. Les vestiges de *l'avion de Saint-Exupéry***,** disparu le 31 juillet 1944, identifié en octobre 2003, gisent dans les parages de la Cassidaigne. La gourmette de l'aviateur a été trouvée entre Cassidaigne et Maïre. Il y eut de considérables controverses au sujet de leur authentification. Du point de vue occupation moderne et contemporaine de la côte, par l'homme, on sait que les petits ports naturels de Montredon, Callelongue, Podestat, Sormiou, Morgiou et Port-Miou étaient habités par des pêcheurs. 75 marins vivaient à Mazargues en 1807. La pêche au thon a été pratiquée, dès 1603 à l'aide des madragues. Certaines fonctionnèrent très longtemps : madrague de Morgiou (1622-1853), Port-Miou (1633-1853), Montredon (1701-1855), Podestat (1714-1876). La récolte du corail permettait de générer des revenus. C'était l'un des plus estimés de Méditerranée. Le travail de cet « or rouge » a donné naissance à une industrie employant plusieurs centaines de personnes à Cassis, Marseille et Aix-en-Provence. Au cours du XIXe siècle, les caractéristiques de la pêche se sont transformées liées au développement du chalutage à vapeur. La pêche a alors régressé dans les Calanques où elle n'est plus (officiellement) pratiquée par « les petits métiers ».

7.3.4 Menaces de la fréquentation et des incendies

La fréquentation annuelle globale des Calanques est estimée à 1,3 million, plaçant les Calanques parmi les « grands sites » très fréquentés)[138].

Flux d'entrées par les principales « portes » :
Sormiou : de 800 à 1 200 personnes/jour
Morgiou : de 50 à 1 000 personnes/jour
Luminy : de 1 200 à 3 000 personnes/jour
Gineste-Gardiole *: de 20 à 1 700 personnes/jour ** interdiction d'accès l'été*
Port-Miou : de 800 à 2 000 personnes/jour
Callelongue : de 400 à 1 200 personnes/jour

Les pratiques majoritaires:
- la marche permet d'accéder aux rivages et regroupe 80 % de la fréquentation terrestre,
- l'escalade avec 2200 voies équipées,
- la plaisance, 25 000 bateaux à moteur ou à voile soit près de 100 000 personnes en été,
- la promenade en mer avec des bateaux armés par des professionnels plus de 300 000 visiteurs par an,
- la plongée sous-marine avec scaphandre autonome représente entre 20 000 et 30 000 visiteurs par an.

D'autres activités sont marginales.
- la répartition géographique de la fréquentation se traduit par la saturation de sites prestigieux ou facilement accessibles.

[138] Ville de Marseille, Direction de l'Ecologie et des Espaces Verts, février 1998. Fréquentation du massif des Calanques de Marseille—Cassis, 53 pages.

- les portes nécessitant une marche longue pour atteindre le rivage sont peu fréquentées
- les trois portes principales sont reliées au réseau routier par des voies urbaines
- l'origine géographique des visiteurs est marseillaise à 70 %, tant à terre qu'en mer.
- la variabilité entre les saisons est importante,
- plus de 90 % des visiteurs se concentrent sur le bord de mer.

La fréquentation des Calanques liée au développement des loisirs urbains et du tourisme présente un « décrochage » vers les années 1980 avec l'arrivée massive des engins à moteurs dans les milieux naturels : voitures et bateaux. Le site, classé depuis 1975 et 1976, est géré par quatre propriétaires publics qui n'ont pas pu mettre en place un dispositif coordonné de répartition équilibrée de la fréquentation. L'analyse actuelle de la fréquentation a été faite à partir des inventaires Natura 2000, à terre et en mer, uniquement donc sur des impacts constatés sur les habitats terrestres et les biocénoses marines.

Les caractéristiques montagneuses du massif des Calanques associées à son positionnement géographique périurbain et à sa dimension littorale en font un site d'exception pour la randonnée et l'escalade. La marche, représente près de 70 % des usagers terrestres soit plus de 700 000 pratiquants par an. La randonnée sportive (plus de 72 000 des marcheurs/an) représente 10% des usages totaux. Les conflits d'usage sont rares. 90% des randonneurs pratiquent individuellement leur sport même si 60% sont membres d'associations .En hiver, la randonnée sportive est la pratique la plus importante du massif. Au printemps, randonnée sportive et marche atteignent un maximum (40% des usages). L'attrait de la mer est un élément important. Aller au bord de mer ou aller se baigner sont les souhaits prédominants des utilisateurs du massif. Les trois principaux cheminements provoquent une saturation du liseré côtier. Plus de 90% des personnes se retrouvent sur le liseré côtier. On observe des phénomènes d'érosion, une diminution des possibilités de régénération végétale et de multiples nuisances. L'escalade est pratiquée sur des voies sportives (équipées) et en terrain d'aventure (partiellement ou non-équipé). On compte 2200 voies équipées, soit 140 Km. Il y a peu de perturbations dans les voies . Le jogging représente 17 % des activités sportives terrestres (10 000 pratiquants par an). Le vélo, VTT, VTC, en plein essor (5 000 pratiquants par an) est une source de conflits sur les sentiers.La chasse est pratiquée par un peu plus de 500 chasseurs (1 chasseur pour 10 ha). Elle est très réglementée et les chasseurs s'attachent à favoriser le gibier.
La partie marine des Calanques et de l'archipel de Riou constitue une zone de mouillage recherchée par les plaisanciers, une zone de découverte et d'exploration des paysages sous-marins exceptionnels et un lieu de pêche privilégié pour les pêcheurs professionnels ou de loisir et les chasseurs sous-marins. L'activité de plaisance, répartie dans les Calanques et l'archipel de Riou a connu un développement important à partir des années 1980 :

	Archipel de Riou (1997-1998)			Calanques 2000
Plaisance	Hiver	Printemps	Été	
Nombre de bateaux sur la période	240	1650	10 000	11 550
Nombre de bateaux/jour		50	110	125
Nombre total de personnes durant la période	640	4570	36 650	36 900
Part des plaisanciers en %	10	25	47	90

En mer, la plaisance est l'activité estivale de loisir la plus pratiquée. Les principales zones de mouillage sont les suivantes :
- le long de la côte nord de l'île de Riou , Plane et Jarre,
- les Calanques : Sormiou, Morgiou, En Vau et Port Pin.

Les impacts sur le milieu sont liés à l'ancrage et la pollution des eaux liée aux rejets des eaux usées.

Les pêcheurs amateurs proviennent en grande majorité de l'agglomération marseillaise et exercent une pression de pêche tout au long de l'année avec un prélèvement important.

	Archipel de Riou (1997-1998)		
Pêche amateur	Hiver	Printemps	Été
Nombre de bateaux sur la période	1 080	1 115	4 610
Nombre de bateaux/jour	12	12	50
Nombre total de personnes durant la période	2 110	2 040	14 280

La chasse sous-marine est une activité liée à la région marseillaise et témoigne du lien social fort entre la ville et ce sport. Les chasseurs sous-marins font peser une pression de pêche sur le milieu naturel avec sélection des individus les plus.

	Archipel de Riou (1997-1998)		
	Hiver	Printemps	Été
Fréquentation totale de l'Archipel	6 580	10 764	76 390
Nombre de chasseurs sous-marins	1010	825	1 850
% de chasseurs sous-marins	17,2	4	205

Les sites de plongée en scaphandre autonome de l'archipel de Riou et des Calanques font partie des 300 plus beaux sites de Méditerranée et sont dotés d'une valeur paysagère et patrimoniale exceptionnelle.

	Archipel de Riou (1997-1998)		
Plongée sous marine	Hiver	Printemps	Été
Nombre de personnes	2 820	10 770	23 820

Cette activité pratiquée surtout en été est en plein essor à Marseille depuis les années 1980 et 70 % des plongeurs proviennent de Marseille. La batellerie regroupe à Cassis 14 bateaux représentant une capacité de transport maximale de 800 personnes. Les impacts négatifs sur le milieu ne sont pas négligeables. La flottille de Marseille, en régression dans les années 1980-90 (248 bateaux en 1984, 135 en 1997) est restée stable de 1997 à 2005. On est passé de 623 marins en 1984 à 339 en 1997. Moins d'une dizaine de pêcheurs travaillent régulièrement dans l'archipel et les Calanques et sont classés dans la catégorie des « petits métiers côtiers polyvalents ». La production de la pêche professionnelle a été estimée à 21 tonnes en 1998. Cette estimation ne prend pas en compte les prélèvements des chalutiers travaillant illégalement ni ceux des pêcheurs dits « semi professionnels » n'ayant pas une activité déclarée. Les zones de pêche sont déterminées de façon précise en fonction des saisons et des espèces ciblées.

La fréquentation induite par la pratique des loisirs maritimes est en croissance régulière et les impacts de chaque activité sont bien identifiés. Les solutions envisageables portent à la fois sur la mise en place de réglementations adaptées, l'information et la sensibilisation, mais aussi sur l'aménagement de mouillages et l'équipement des bateaux. La présence de personnel assermenté dans les calanques est une nécessité absolue pour diminuer les activités illégales : chalutage, braconnage, plaisanciers et bateliers indélicats.

Situé dans une zone à risque météorologique très élevé et au contact direct avec la ville, le massif des Calanques est particulièrement exposé au risque incendie[139] : 117 % de sa surface a brûlé entre 1960 et 2004. La sensibilité au risque d'incendie du massif forestier des Calanques est incontestable et l'impact sur le milieu naturel est avéré ; cet impact est mesurable et prévisible. Ainsi, la prévention et la lutte contre les incendies constituent une condition « sine qua non » de la conservation du massif. Prendre en compte cette menace suppose :
- l'harmonisation et l'intégration des méthodes de conduite de la végétation,
- la coordination des moyens d'intervention actuels,
- la mobilisation de nouvelles techniques comme le pastoralisme, le brûlage dirigé…
Les difficultés rencontrées pour mettre en œuvre sur le terrain les mesures de prévention et de lutte, à partir d'une stratégie globale prenant à la fois en compte l'interface urbaine et un milieu naturel exceptionnel à protéger, sont en partie liées à l'absence d'un maître d'ouvrage unique capable de mobiliser des financements et de travailler en convention avec les propriétaires publics et privés.

Comment déterminer des seuils d'acceptabilité de fréquentation des différents sites ? Comment éviter une fréquentation non respectueuse, voire une utilisation illégale de certains sites et de certaines pratiques ? Comment adopter une stratégie de transport de type « mode doux » (transports en communs, vélos, etc.) ? Comment proposer une amélioration et une compatibilité des règles législatives et des textes réglementaires permettant la mise en place d'un Parc National de deuxième génération adapté à un milieu péri-urbain et à la gestion « durable » de celui-ci ? Ces questions seront débattues dans diverses commissions de concertation, notamment au sein d'une Commission « Mer » et d'une Commission « Parc National » chargées d'étudier les différentes modalités de mise en œuvre d'un tel Parc et des règles normatives nécessaires, ainsi que des diverses alternatives dans le cas où la création de Parcs de deuxième génération ne pourrait se concrétiser ou ne pourrait s'adapter aux Calanques.

Le Ministère de l'Ecologie confie au GIP en 2002 une mission de préfiguration d'un parc national pour les calanques. Outre la valeur de son patrimoine naturel (site Natura 2000), le site des calanques possède une situation très spécifique au regard d'autres sites naturels de valeurs patrimoniales exceptionnelle, à la périphérie d'une aire métropolitaine de plus de 1 million d'habitant.

Depuis le vote de la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, parcs naturels régionaux et parcs naturels marins, le processus de concertation pour la création d'un Parc National des Calanques a été relancé. Longtemps défavorable à ce projet, le Maire de Marseille a accepté (Conférence publique de novembre 2007), le principe de cette création. La procédure de création du parc national et la concertation associée doivent s'achever en 2010[140].

[139] Atelier « Milieu terrestre—surfréquentation et incendie » - Actes du colloque « Parc National des Calanques L'urgence d'agir » organisé le 9 juin 2005 par le GIP des Calanques.

[140] Paragraphe, ajout de Philippe Deboudt

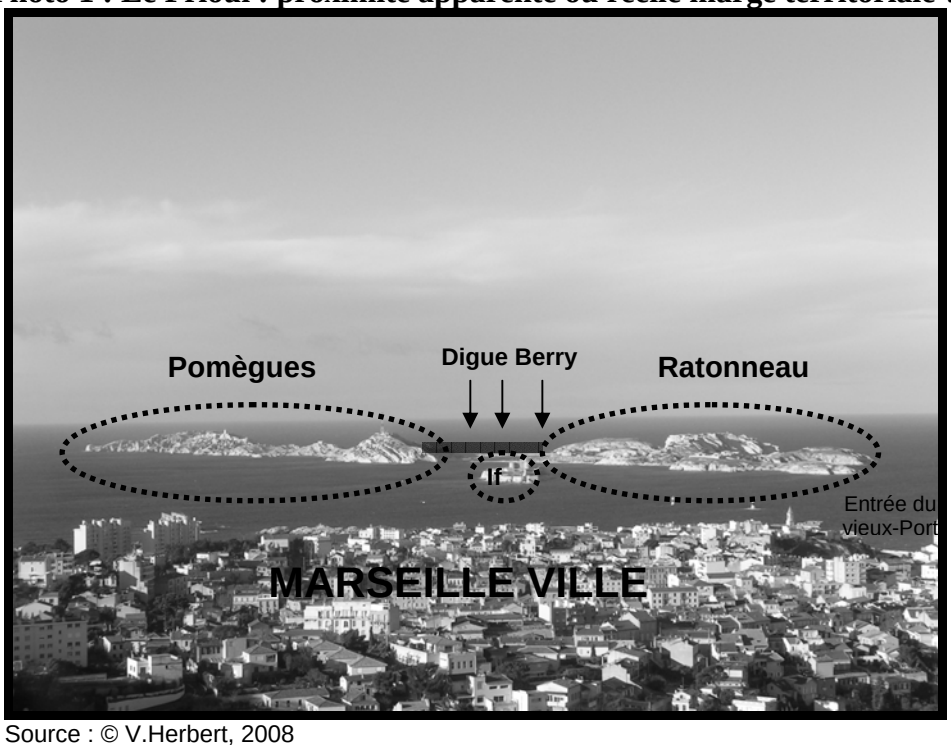
CHAPITRE 8

L'archipel du Frioul : Lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain marseillais ?

Coord. Vincent Herbert

Si Marseille appartient à celui qui vient du large, comme l'a écrit Blaise Cendrars, l'archipel du Frioul présente alors l'entrée incontournable de la ville. L'ensemble, d'une superficie de 209 hectares, est constitué de deux îles principales, Pomègues et Ratonneau, reliées par une digue de 300 mètres (la Digue Berry, datant de 1822), et se localise au coeur de la rade de Marseille, à environ 2 milles nautiques du vieux port. Ce dispositif est complété par l'île de Tiboulen-Ratonneau et l'île d'If, rendue célèbre par le roman d'Alexandre Dumas, « Monte-Cristo ». Cet espace représente, du fait de sa situation d'insularité, une marge territoriale, au cœur du dispositif urbain marseillais. L'accès aux îles est rendu possible par navette maritime en 20 minutes au départ du vieux port.

Photo 1 : Le Frioul : proximité apparente ou réelle marge territoriale ?

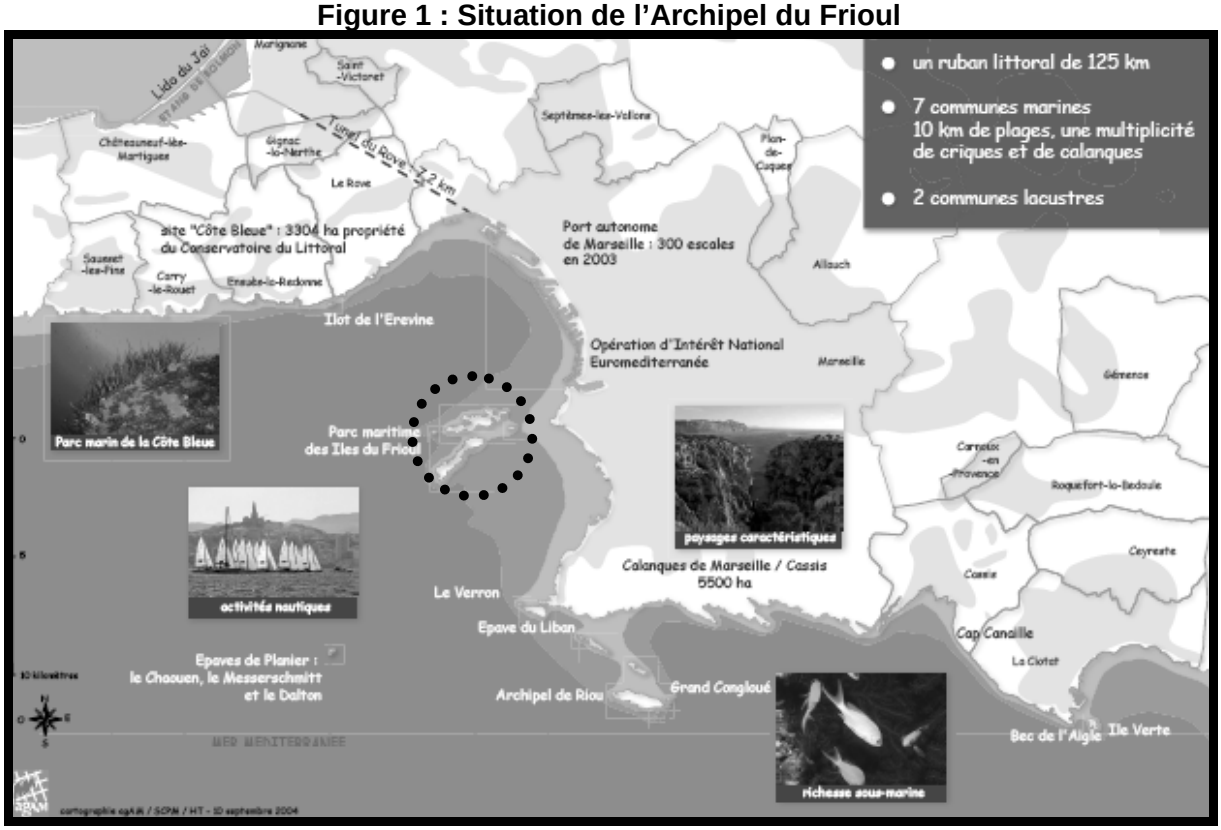


Source : © V.Herbert, 2008

Outre son caractère insulaire, l'originalité du site réside dans le fait que son développement civil est très récent, et ne date que d'une trentaine d'années. Ce lieu est ainsi un territoire de mise en valeur des intérêts patrimoniaux et de projets urbains (volonté politique de créer un quartier de la ville, concentré sur une partie de l'île de Ratonneau) qui doivent concilier à la fois la préservation du milieu et le développement d'une partie du site. L'ensemble répond désormais à une double fonction liée aux aménités, à la fois d'origine endogène (résidentielle) et exogène (loisirs) ; en cela, nous reprenons les travaux de J. Cavailhès *et al*. (2002) présentés *supra*. Dans le cadre de la notion d'inégalité écologique, ce cas d'étude permet de présenter les difficultés liées à la rupture maritime, notamment en matière d'accessibilité, pour les populations riveraines (régularité de l'offre, par exemple) et pour les visiteurs (coût de la traversée). Enfin, les nouveaux projets posent la question de l'orientation de la fonction de l'archipel, qui conduirait à nouvelle forme d'occupation et d'organisation de son territoire, impliquant la question d'une réduction ou, au contraire, d'une plus forte inégalité face au milieu (reprenant, ici, l'approche mésologique selon A. Berque, 2002).

Le concept d'inégalité écologique comprend ainsi la question de l'intégration spatiale du site à l'espace urbain marseillais.

Figure 1 : Situation de l'Archipel du Frioul



Sources : AGAM, 2005

8.1 Un contexte original

La principale originalité du site, d'un point de vue socio-économique, relève de sa fonction résidentielle : effectivement, les premiers habitants civils se sont installés il y a seulement une trentaine d'années (1976). Nous sommes donc en présence de la première génération de « frioulais », dont la culture insulaire est très récente. Ce contexte particulier, et nouveau, semble difficilement intégré à l'échelle administrative, au regard des cartes présentées par les administrations locales : sur le site d'accueil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole (CUMPM) qui présente son territoire, l'archipel du Frioul n'apparaît pas (http://www.marseille-provence.com/, mars 2008). Il y est pourtant indiqué la notion de « communes solidaires ». La question de marge intègre aussi la dimension liée à la perception maritime, où le littoral semble, une nouvelle fois et indéniablement, constituer une rupture liée à l'interface terre-mer.

Figure 2 : Présentation du territoire de la CUMPM



Source : CUMPMP, http://www.marseille-provence.com/

8.1.1 Une histoire civile récente

La fonction de l'archipel a très longtemps été cantonnée à un rôle militaire, sanitaire et stratégique : de nombreux fortins ont été érigés depuis le 16e siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale. Les îles furent aussi utilisées comme lieu de quarantaine entre 1627 et 1828.

Ainsi, jusqu'en 1970, l'Etat était le propriétaire exclusif de l'archipel. A cette date, la ville de Marseille achète une partie des terrains (la majeure partie des îles de Pomègues et de Ratonneau, certaines parcelles de ces îles, ainsi que If restant propriété de la marine nationale) pour y développer un aménagement résidentiel, balnéaire et nautique. La ville devient propriétaire de 151,53 hectares, laissant à l'Etat 31,19 hectares (Ministère de la Défense) et 2 propriétés privées (4,91 hectares). Le projet, impulsé initialement par l'équipe de G. Deferre, alors maire de Marseille, s'inscrit dans une volonté plus globale d'ouverture de la ville vers son littoral : c'est à la même période que se développe le projet d'aménagement et de création de plages artificielles du quartier du Prado, dans le secteur sud de Marseille.

Pour les îles du Frioul, la volonté politique était la création d'un véritable « quartier insulaire », intégré à la ville de Marseille. Le bulletin municipal d'octobre 1974 (*Marseille informations* n°57) use de slogans qui sont au cœur de la problématique de l'accès aux aménités : on peut y lire :

« Le Frioul, centre de loisirs ouvert à tous les marseillais et non un lieu touristique réservé à quelques privilégiés » ;

« Le Frioul ne sera pas un centre de loisirs uniquement saisonnier, il sera ouvert en permanence à tous les marseillais » ;

« Un centre de loisir ouvert à tous les marseillais ».

Ces quelques exemples illustrent une volonté de démocratisation des loisirs liés à l'espace littoral et de nature, et de mixer une population permanente, semi-permanente (saisonnière) et touristique (de passage).

De même, les qualificatifs vantant la qualité des lieux ne manquent pas :
« Atout exceptionnel pour les loisirs balnéaires et nautiques », « bout du monde », « plan d'eau aussi vaste que celui du Vieux-Port », « facteurs favorables qui permettraient d'envisager sur ces îles la création d'un véritable « parc maritime » disposant à la fois des avantages insulaires et de la proximité d'une grande ville ».

Ainsi, en 1972, une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est créée sur une superficie de 17 ha, ainsi qu'un plan d'eau de 21 hectares. Seule l'île de Ratonneau est concernée par le programme d'urbanisation. A cette période, le programme initial, très ambitieux, repose sur trois idées majeures :
- la création d'un village intégré de 1 500 logements, dont 10% de logements sociaux, comprenant aussi un village vacances « pour accueillir des familles dont les revenus seraient insuffisants pour l'acquisition d'un logement » ;
- la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel, avec l'aménagement des îles en zone naturelle ouverte à la promenade et aux loisirs (185 ha) et la rénovation des constructions historiques (forts de Pomègues, et de Ratonneau, Hôpital Caroline) ;
- le développement d'activités permanentes et d'un port de plaisance de 1 500 anneaux (Centre National de Plongée, Etablissement de production de recherche scientifique…).

Outre la fonction résidentielle, le projet intégrait de nombreux équipements administratifs, sportifs et socio-culturels : école primaire, crèche, mairie annexe, poste, bibliothèque, foyer du 3^{e} âge, école de croisière du Centre Municipal de voile, et services divers relevant du commerce et de la santé.

En 1974, le projet d'urbanisation de l'île de Ratonneau est lancé. En 1976, 99 logements et 32 commerces orientés vers la restauration forment le cœur du village du Frioul. Ces bâtiments sont complétés en 1977 par un centre aéré, un centre d'hébergement pour adolescents (170 lits) et 4 courts de tennis. Une station d'épuration permet de traiter les eaux usées.
En 1980, 43 logements sociaux et une SCI de 14 logements sont réalisés. Ils seront complétés en 1981 par la *SCI de Chapelle* (147 logements) et *Les balcons du port* (41 logements).
Depuis, le programme a été stoppé.

Au final, le Frioul ne compte que 359 logements, soit 21,5 % des capacités annoncées dans le programme initial (Agence d'Urbanisme de Marseille, 1999). Les équipements se concentrent
A proximité des quais du port de plaisance.
Concernant les services, de nombreuses infrastructures initialement prévues n'ont jamais été construites, notamment dans le domaine des services publics.

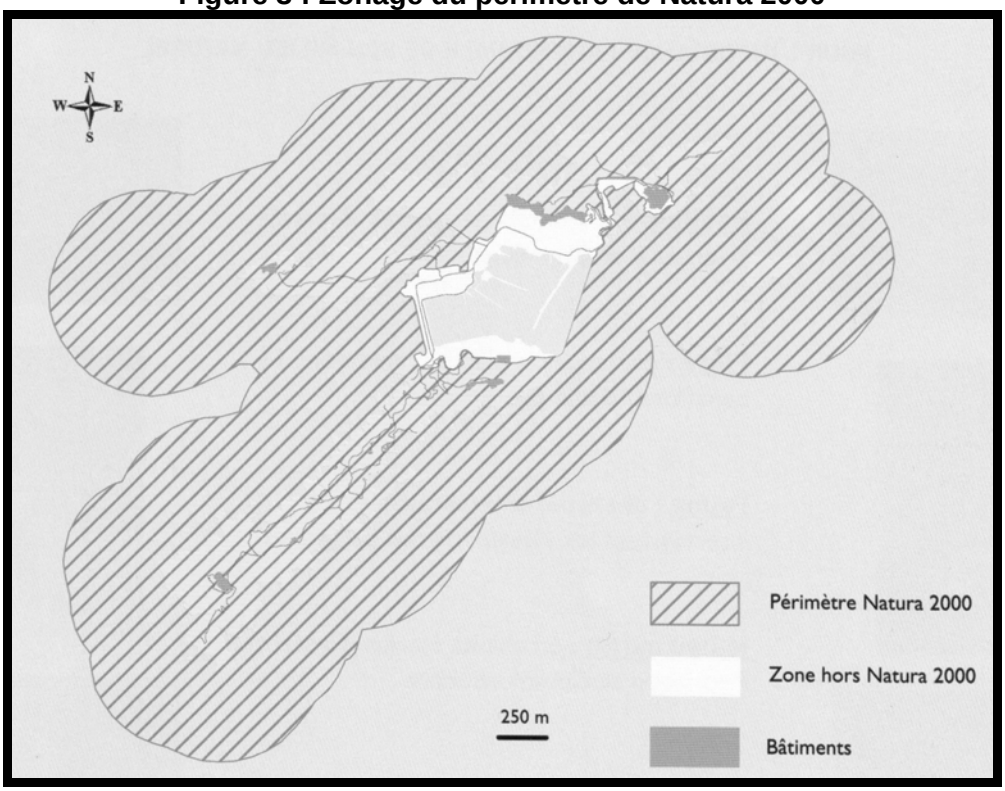
Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, J. Soudain, Président du CIQ du Frioul insiste sur le fait qu'il n'y a pas eu un véritable engouement pour venir s'installer sur le Frioul en 1974 : le lieu n'était pas encore assimilé à un espace de vie « idyllique » ou à un éventuel site résidentiel secondaire ; en cela, la question d'éventuelles inégalités écologiques ne semblent pas encore être fondée, dans les années 70, du moins pour l'aspect résidentiel.

8.1.2 Le site Natura 2000

En parallèle au développement de projets à caractère urbain, une politique de protection et de mise en valeur du site a été mise en place.
Les îles du Frioul appartiennent au réseau Natura 2000, qui reconnaît le caractère remarquable du site.

La superficie terrestre considérée est de 152 ha, et englobe les îles de Pomègues, Ratonneau, If et Tiboulen de Ratonneau ; la superficie marine, quant à elle couvre 807 ha, qui englobe un espace comprenant une bande de 500 m au droit des côtes. Cet espace s'intègre dans un ensemble infra-régional plus vaste qui comprend également l'île d'If, l'archipel de Riou, les Calanques, le Cap Canaille et le massif du grand Caunet. L'objectif annoncé est de « concilier la préservation du patrimoine naturel et les activités humaines dans un espace insulaire situé à proximité de la deuxième ville de France « (CEEP, mai 2006). La préoccupation fondamentale met clairement en avant la relation de proximité et de fréquentation d'un espace à vocation naturelle et l'espace urbain. De nombreux éléments, relevant de faits écologiques remarquables sont à noter :
Dans le cadre de Natura 2000, une ZPS (Zone de Protection Spéciale) couvre l'ensemble des îles de Marseille depuis l'arrêté ministériel du 28 octobre 2002 : issue de la directive 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite « directive Oiseaux » (protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérés comme rares ou menacées à l'échelle de l'Europe : ainsi, pour l'avifaune, 99 espèces d'oiseaux ont été observées sur le Frioul, dont 15 nicheuses ; : 7 figurent en directive Oiseau, dont le Puffin cendré (*Calonectris diomedea diomedea*), l'Océanite tempête (*Hydrobates pelagicus melitensis),* et le Faucon pèlerin (*FalcoPeregrinus*).

Figure 3 : Zonage du périmètre de Natura 2000



Sources : CEEP, 2006

La Directive Oiseaux est complétée par l'identification d'habitats d'Intérêt Prioritaire et Communautaire terrestre, couvrant 60 % de la superficie terrestre de l'archipel.
Le recensement effectué fait état de 360 espèces végétales, dont14 espèces végétales rares et protégées (dont le Raisin de mer, le Lavatère maritime, Astragale de Marseille, Lys des sables, Orpin du littoral…).

Le recensement a permis d'identifier 6 habitats terrestres et retenus dans le cadre de la directive Habitats :

- 1 habitat d'Intérêt Prioritaire : pelouse à Brachypode rameux
- 5 habitats d'Intérêt Communautaire (dont les rochers littoraux à *Limonium*, la garrigue littorale et la pinède).

Le domaine marin fait apparaître, quant à lui, 6 habitats retenus, dont un habitat d'Intérêt prioritaire (l'Herbier à Posidonie) et cinq habitats d'Intérêt Communautaire, localisés essentiellement en bordure du trait de côte.
Ces habitats servent de support de vie à des espèces animales terrestres d'Intérêt Communautaire comme le Phyllodactyle d'Europe (*Euleptes europaea*, qui est un petit gecko nocturne), ou marines comme l'Ourson Diadème, la Grande Nacre ou le Corail rouge.

Le cadre général de préservation pose la problématique de la question du contrôle de la fréquentation touristique, et de l'organisation des usages réservés à la promenade, la baignade, la plaisance, la pêche et la plongée. En effet, l'usage incontrôlé du territoire peut constituer une menace pour la flore (piétinement, cueillette, arrachage, feux, nécrose par embruns pollués…) et la faune (dégradation des lieux de vie et de reproduction, dérangements, braconnage d'espèces sous-marines, pollution par hydrocarbures…).

Le paysage, «révélateur du milieu » (A. Berque, 2002) constitue aussi un élément de prise en compte de la diversité : Le site présente notamment environ 25 km de côtes découpées, réparties en une soixantaine de petites criques dont certaines sont sablonneuses.

8.1.3 L'occupation et la fréquentation de l'île

La problématique de la conservation et de la mise en valeur du site souligne la très forte fréquentation touristique, terrestre et marine, et témoigne d'un effet de rétroaction de la fonction liée aux aménités : la facilité d'accessibilité à ces aménité et la mise en valeur des espaces naturels créent du flux qu'il faut ensuite maîtriser.
Si le village environ 130 résidents permanents (entre 100 et 150, selon la Division Mer et Littoral de Marseille, 95 personnes au recensement de l'INSEE en 1999), auxquels s'ajoutent une dizaine de bateaux occupés à l'année, le site supporte une fréquentation importante, et qui varie en fonction des périodes. En haute saison, la part d'occupation des logements est doublée (environ 200), et près de 400 bateaux sont occupés. Ainsi, la population estivale résidente est de l'ordre de 2 000 personnes.

La fréquentation globale (essentiellement à la journée) est estimée entre 400 000 et 600 000 visiteurs par an : cela représente approximativement la moitié de la fréquentation terrestre de l'ensemble du site des Calanques, qui s'étalent sur 6 546 ha, pour sa partie continentale (CEEP, mars 2006).

Tableau 1 : Flux de fréquentation des îles du Frioul (études de 2000 et 2001)

Haute saison	2 500
Week-end et petites vacances	1 500
Journées exceptionnelles	4 000
Jour ordinaire	500

Sources : Division mer et littoral, Direction de la qualité de vie partagée, Marseille, 2001

D'un point de vu spatial, la fréquentation terrestre est plus importante sur l'île Ratonneau (60 à 70 %, soit en moyenne 1 000 à 1 500 personnes par jour). Elle est à la fois la partie urbanisée (village), mais aussi le point d'embarquement et de débarquement de l'archipel. Elle accueille en outre, les infrastructures liées à la plaisance. L'Hôpital Caroline est également situé dans cette partie. La fréquentation de Pomègues (environ 500 personnes par jour) se concentre surtout dans deux criques.

Les usages terrestres sont conformes à l'orientation fonctionnelle initiée par la mairie : l'étude du CEEP, basée sur un échantillon de 500 personnes en 2003 présente les activités significatives suivantes : plage (35,6 %), promenade (41 %), randonnée (7,7 %), pêche à pieds (6,1 %), animation de sortie de groupe (3,9 %).
Il est notable que l'enquête fait apparaître un important effet de proximité, puisque la moitie des visiteurs est originaire de Marseille.

L'étude des usages maritimes montre également une prédominance de la fréquentation locale. L'enquête du CEEP du 26 août 2002 ciblée l'origine des bateaux au mouillage fait apparaître que 75 % des bateaux sont issus du Quartier Maritime de Marseille et 13 %, de quartiers maritimes limitrophes (Toulon et Martigues).
Si la plaisance est l'activité la plus représentative en été (93,2 % des cas), la proportion de la pêche amateur et de plongeurs augmente entre octobre et mars (respectivement 45,5 % et 8,9 %).
Ce phénomène illustre aussi le caractère saisonnier des activités littorales, dans leur diversité et leur intensité, perceptibles sur le Frioul : les estimations concernant le nombre de navires fréquentant le site varient également de la semaine (entre 400 et 800 plaisanciers) et le week-end (entre 1000 et 2000 personnes). Ces éléments de fait posent la question de la gestion des effets liés à une forte fréquentation du site, impliquant une éventuelle dégradation du milieu. Au niveau du port et du village, il convient d'intégrer, dans la gestion globale des usages, les déchets émanant des activités liés à la fréquentation maritime (eaux de cale, de carénage, eaux usées, batteries, pots de peinture, etc.) et aux diverses pollutions (déversement, rejet de détergents, ordures ménagères). Cela nécessite une politique d'intégration de l'espace insulaire qui s'inscrit dans une continuité territoriale des services sur le Frioul, en lien avec les effets de l'occupation et de la fréquentation anthropique de l'archipel.

Ainsi, l'archipel du Frioul, présenté *a priori* comme un espace « idyllique », à vocation naturelle et à proximité d'un espace urbanisé de dimension européenne, présenterait des contraintes liées, essentiellement à la rupture maritime.

8.2 Les difficultés liées à la rupture maritime

D'après Jacques Soudain, président du CIQ du Frioul, le village insulaire s'apparenterait à un « village de montagne ». Cette réflexion souligne les nombreux contrastes qui persistent, dans la vie quotidienne entre un frioulais et un marseillais du continent. Selon lui, il faut défendre l'idée d'un quartier marseillais, précisé et avancé dans le projet de 1974, l'objectif principal étant que les frioulais soient traités «comme des marseillais » (entretien du 11 janvier 2008).
S'il est désormais reconnu que le Frioul représente de forts intérêts patrimoniaux, naturels et bâtis, agréables à visiter, et rendus accessibles au public, la question concerne la qualité de vie au quotidien : ce qui apparaît comme un privilège pour certains peut aussi comprendre des contraintes liées à la rupture maritime : le Frioul représente, par ce prisme, une marge urbaine littorale.

8.2.1 Des services déficients et une population vieillissante

Le rapport établi par l'AGAM en 1999 note que les projets des années 70 se sont soldés par un échec global. Le constat fait état d'un nombre insuffisant de résidents, de la faiblesse des activités économiques pérennes qui fragilise le territoire et le manque de services de proximité, l'ensemble créant un grand préjudice à la qualité de la vie locale. Il est utile de rappeler que le taux d'occupation annuel du village n'est que de 21,5 % des capacités initialement prévues, avec seulement 150 logements en copropriétés, dont seulement une vingtaine est utilisée en résidence principale. Les listes électorales indiquent 87 personnes inscrites pour le Frioul.

Les infrastructures développées depuis 1974 incluent une dizaine de restaurants, une épicerie, une caserne de marins-pompiers (effectif de 5 personnes), un centre de loisirs (Centre Léo Lagrange, qui emploie 28 salariés), un centre UCPA, un chantier naval employant deux salariés et deux apprentis, une ferme aquacole (trois salariés). Cette dernière, dont l'activité a débuté en 1989, se localise sur l'île de Pomègues, a la particularité d'être la première entreprise aquacole méditerranéenne à avoir obtenu la certification « agriculture biologique ». Enfin, signalons également le Centre d'Etude des Ecosystèmes de Provence (CEEP), qui dépend de la Communauté Urbaine.
Quelques associations permettent d'animer la vie annuelle :

- le Comité d'Intérêts de Quartier (CIQ, qui compte 90 adhérents, soit la quasi majorité des habitants ;
- deux associations de plaisance, l'Association des plaisanciers du Frioul (Princeps) et le Groupement de défense des plaisanciers de la CUMPM.
- l'Association Caroline, désormais remplacée par une maison de quartier.

Cependant les frioulais gardent un sentiment de marginalisation par rapport à la ville de Marseille : le site reste un endroit difficile à vivre, dans une optique active, et conduit à une vie renfermée sur le plan social et culturel.

Le CIQ relève de nombreux soucis de gestion et de lacunes en matière d'infrastructures, comme l'absence de toilettes publiques pour handicapés, des soucis concernant la collecte des ordures ménagères et le nettoyage des conteneurs, ou la nécessité de sécuriser la digue Berry et les passerelles d'accès au port. En outre, les membres du CIQ soulignent des problèmes liés l'environnement : dératisation insuffisante ou inefficace (rat noir, espèce introduite), des nuisances sonores, surtout en période estivale ou le week-end. Les questions liées à la signalétique et au respect de l'environnement sont aussi abordées, preuve que les habitants de l'île souhaitent préserver un cadre de vie en lien avec les objectifs du projet de Natura 2000.
Il convient d'ajouter que la population, initiale, issue de la première génération, vieillit et demande des soins plus adaptés à leur nouvelle condition. Certaines personnes âgées, qui ont connu des problèmes d'adaptation aux conditions locales, sont retournées vivre sur le continent. Le mois de décembre 2007 marque une nouvelle étape dans la vie civile du Frioul, qui déplore à cette date, le premier décès d'un frioulais.

La mairie avance que seule une « masse critique » d'un noyau permanent, fixée entre 350 et 500 résidents, justifierait l'implantation et le développement de services de proximité. Ces mêmes services contribueraient à l'alimentation de revenus fonciers (taxes professionnelles, TVA, taxes d'habitation…).
Selon le président du CIQ, l'argument avancé par la mairie reste spécieux, car les seuils de population, pour un médecin par exemple, sont assez flous et dépendent de caractéristiques très variées, en fonction de la spécificité de chaque territoire.
La question de l'acheminement du courrier postal illustre le problème de la proximité du service : suite au départ en retraite de la factrice en mai 2004, le successeur a dû attendre près de 4 mois pour disposer d'un local prévu à cet effet (bâtiments de l'OPAC sud) ; ce fait est révélateur de la fragilité du lien entre le continent et l'archipel. La question des services de la poste pose aussi la question centrale de la desserte maritime.

8.2.2 Les problèmes d'accessibilité et la question de la desserte maritime

D'après le CIQ, les habitants du Frioul sont résolument et naturellement tournés vers la ville et le Vieux-Port. A ce titre, le transport maritime et la délégation de service public sont une priorité absolue pour les insulaires.
En effet, les actifs sont totalement dépendants du transport pour rejoindre leur lieu de travail. De même, la présence d'enfants scolarisés nécessite un service régulier et adapté à leurs horaires.

Enfin, la problématique de l'ouverture culturelle et sportive demande un service minimum pour la pratique d'activités annexes sur le continent (clubs sportifs, cinéma, théâtre…) : elle concerne l'ensemble des catégories d'âges, des groupes d'adolescents aux personnes retraitées…. Le transport maritime est véritablement le cordon ombilical qui lie le continent au Frioul. L'éventuelle défaillance de celui-ci conduit, par exemple, à un manque de spontanéité de la part des insulaires.
Ces dernières années, de nombreuses tensions liées la fiabilité et de la régularité du transport maritime ont émaillé la vie quotidienne des frioulais. En février 2005, le CIQ du Frioul rappelait que « Le dossier du transport maritime et de la délégation de service public qui en découle [*est*] une priorité absolue pour notre CIQ ». Les aspects liés à la fréquence, aux horaires, aux tarifs, au confort, à l'accès des personnes à mobilité réduite étaient particulièrement mis en exergue.

Concernant la régularité des horaires et la fréquence des navettes, citons les manifestations du 28 mai 2005 et du printemps 2006, ces dernières faisant suite à la cessation d'activité de l'entreprise qui desservait les îles du Frioul et le Château d'If depuis 1947. Selon les insulaires, l'entreprise privée, ne bénéficiant pas de subventions spécifiques de la part des collectivités locales, ne respectait pas son devoir de service public (irrégularité des horaires, navettes annulées pour des raisons liées au seuil de remplissage des navettes…).

Une saisie judiciaire des navettes a modifié le contexte local du transport maritime : le 21 mars 2006, la compagnie If Frioul Express reprend la gestion de la desserte des îles, pour le compte de la CUCPM ; cependant, le nouveau système de rotations ne répond toujours pas aux attentes des insulaires, puisque ce dispositif ne comprend initialement que 7 rotations contre 8 auparavant. Très rapidement, et du fait du très grande mobilisation des frioulais durant 3 semaines, la CUMPM améliore la fréquence du système de rotation, qui passe à 11 trajets par jours. Une seconde navette, d'une capacité de 300 places, permet de renforcer le dispositif, notamment en période estivale (juillet-août), avec 14 allers-retours quotidiens (notamment un départ de Marseille à 23h30 et à minuit du Frioul ; de 9h00 à 18h00, un départ est prévu toutes les 30 minutes environ). Ces navettes avaient été affrétées de façon temporaire, le temps d'assurer la construction et la livraison de deux navettes : ces dernières ont été livrées à la compagnie If Frioul Express en avril 2007.

Tableau 2 : Horaires hivernales des navettes (au 12 novembre 2007)

Départ Marseille	Départ Frioul	Arrivée Marseille
06h45	07h15	07h40
07h45	08h15	08h40
09h00	09h35	10h05
10h30	11h05	11h35
12h15	12h50	13h20
14h00	14h35	15h05
15h30	16h05	16h35
16h45*	17h15	17h50
17h20**	17h55	18h25
18h00	18h30	19h00
19h15	19h45	20h15

* : Week-end, jours fériés et vacances scolaires.
** : Du lundi au vendredi en période scolaire.

D'autres dossiers permettent de mesurer les problèmes de continuité territoriale entre le continent et les îles : l'acheminement du courrier postal a souffert, pendant de nombreuses années, de remises aléatoires auprès de la population insulaire (particuliers, mais aussi associations les entreprises et commerces).

Le nouveau dispositif, qui implique désormais directement la société de transport, semble avoir améliorer ce secteur intimement lié à la logistique.

Une dernière contrainte est d'ordre météorologique : la Direction des Services portuaires (DSP) doit assurer la traversée lorsque les vents sont inférieurs à force 8 (échelle de Beaufort). Ces estimations sont effectuées par les services de la météo marine. Ces seuils posent parfois un soucis d'adéquation entre le lieu où sont établies ces prévisions (au large) et la rade de Marseille : si les relevés météo indiquent force 9, ils peuvent ne pas atteindre force 7 dans la rade ! La DSP étant tenue d'assurer la première et dernière navette à partir de Marseille, cela crée, une nouvelle fois, des incertitudes d'ordre temporel au sujet du rapatriement des scolaires, par exemple. Cet élément, relevant d'un fait de nature, rappelle que certaines périodes (l'hiver notamment) sont sources de conditions de vie difficiles pour les insulaires. L'accès à un cadre de vie naturel et remarquable nécessite une grande adaptation au milieu.

8.2.3 Une ségrégation sociale en lien avec l'accessibilité ?

La régulation de la fréquentation pour préserver le milieu naturel par l'augmentation du coût de la traversée est une solution envisageable. Mais cette problématique conduit inévitablement à l'inégalité sociale et financière en matière d'accessibilité aux aménités.
Elle concerne à la fois la fréquentation d'origine exogène, le tourisme et le loisir pour la population locale marseillaise, mais aussi les usagers réguliers.
Le CIQ du Frioul rappelle régulièrement à la collectivité locale son devoir de service public, en réclamant « le devoir d'équité » en matière de tarification (*Le Petit Frioulais*, n°17, 2005). Cet aspect concerne la revendication, en tant que quartier à part entière de la ville d'une politique tarifaire identique aux marseillais continentaux, dans le cadre de la RTM : celle-ci implique notamment la gratuité pour les enfants de moins de 6 ans, pour les personnes non imposables de plus de 65 ans, les titulaires du RMI (et leurs ayant droit).
Le contexte des élections illustre l'aspect juridique : le Frioul ne dispose pas de bureau de vote. Dans ce contexte, et sans politique d'abonnement de la compagnie de transport, pour accomplir son devoir de citoyen, un frioulais devait payer un trajet pour voter sur le continent ; cette contrainte est antinomique avec le droit de vote, qui est normalement accompagné de la gratuité d'accès au bureau.

Coût de la traversée Aller / Retour
Vieux-Port de Marseille – Frioul(Ratonneau)
(tarifs au premier janvier 2008)

- Tarif normal: 10 €.
- Tarif « Famille » (4 personnes, dont au moins une de moins de 12 ans) : 7,5 € par personne.
- Tarif « Groupe » (à partir de 10 personnes) : 9 € par personne.
- Tarif spécial Résidents du Frioul* : 5 €.
- Tarif spécial plaisanciers du Frioul* : 8 €.

* Les résidents et plaisanciers du Frioul bénéficient d'un tarif réduit à la condition d'être en possession d'une carte d'ayant droit, décernée par la mairie, sur pièce justificative (taxe d'habitation…).

Le Groupement de Défense de la Plaisance et des Plaisanciers de Marseille Provence Métropole (GDPP-MPM) et le CIQ du Frioul ont fait part de leur mécontentement lors d'un communiqué de presse commun le 28 juin 2007, au sujet d'une décision municipal autorisant une nouvelle augmentation du prix de la traversée.

La manifestation du 28 mai 2005, devant l'hôtel de ville de Marseille, avait déjà eu pour objet les revendications des insulaires concernant les augmentations tarifaires annoncées par la société de transport. Finalement, le tarif fut maintenu à 5 € pour les résidents et plaisanciers du Frioul, à la condition d'être en possession d'une carte de résident délivrée par les servi ces de la mairie. En juillet 2007, seuls les plaisanciers ont vu leur tarif augmenter. Depuis, des abonnements mensuels ont été mis en place pour les résidents et scolaires, au prix de 41 € par mois.

Le dossier du transport reste très sensible, puisque le 7 février 2008, de nouveaux incidents se sont produits entre insulaires et employés des navettes. La tension est telle que le CIQ du Frioul a déposé un recours en excès de pouvoir près le tribunal administratif de Marseille. Cette nouvelle polémique (titres d'embarquement des enfants de moins de 6 ans) met en lumière un manque de coordination entre la Communauté Urbaine et le transporteur : situation fréquente dans un contexte de marge territoriale…

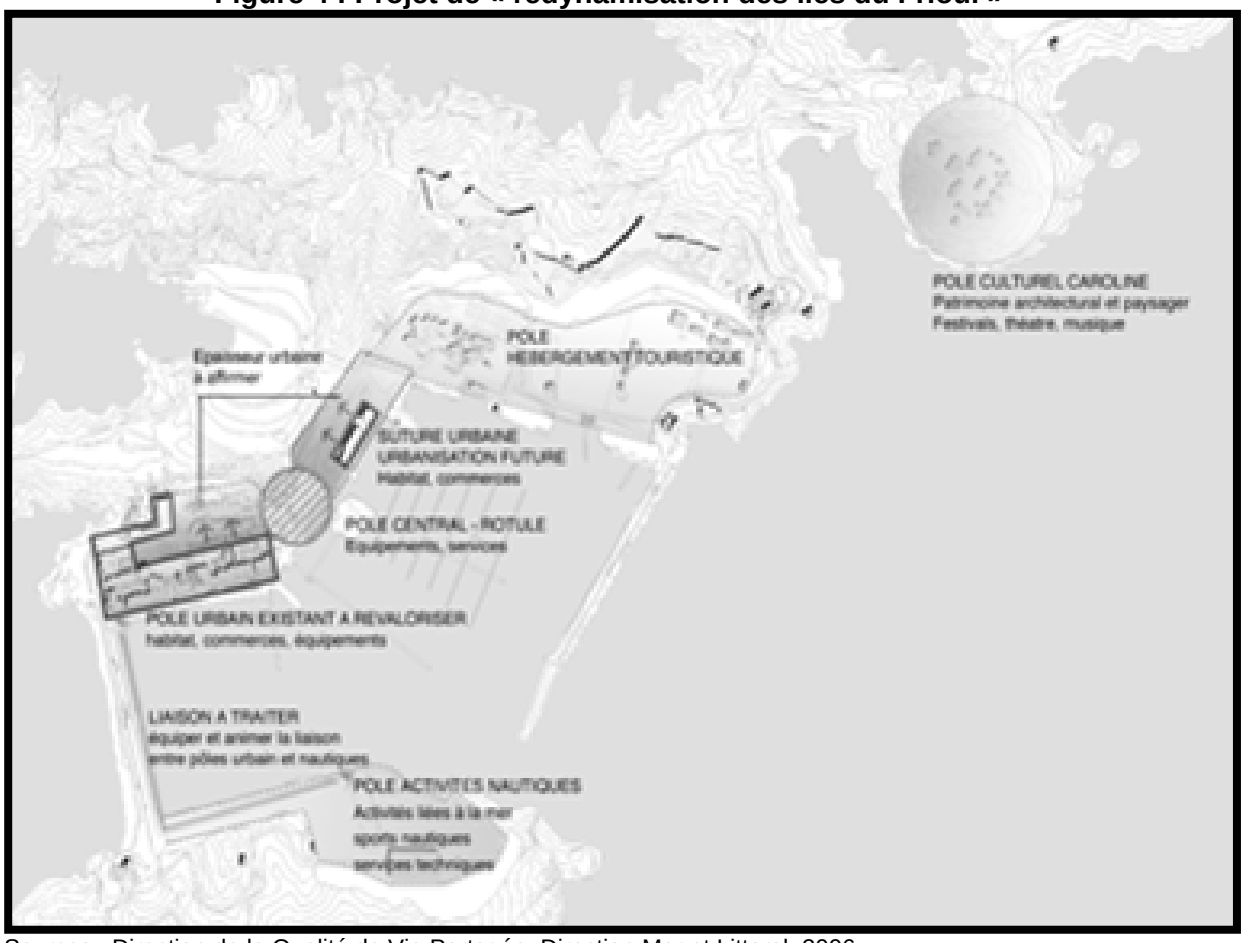
8.3 Une marge persistante

Le Frioul reste un territoire en développement, dont le programme initial n'a jamais été conduit à son terme. De nombreux projets se sont succédés, sans pour autant être concrétisés. Désormais, plus de trente ans après la pose de la première pierre, la mairie et la CUCPM proposent de nouvelles orientations, dans un contexte récent de demande balnéotropique et haliotropique.
Si les habitants du Frioul gardent un sentiment d'isolement, leur crainte concerne désormais la possibilité de voir le développement d'un mode d'usage du foncier et de l'espace frioulais qui impliqueraient une hausse du niveau de vie.

8.3.1 Les futurs projets

Le « Projet-Frioul » a été validé au conseil municipal du 19 janvier 2001, et dans ce cadre, une étude préalable a défini les moyens nécessaires à la « redynamisation des îles du Frioul ». Cette dernière se fonde sur le programme initial de 1974, mais dans l'idée de restructurer le Schéma d'Aménagement urbain actuel. Quatre périmètres sont définis, et répondent chacun à une fonction particulière : le site de l'hôpital Caroline, le village, en lien avec un nouveau pôle d'hébergement touristique et le pôle nature, reposant essentiellement sur l'île Pomègues et le pôle d'activités nautiques, en lien avec le développement d port de plaisance.

Figure 4 : Projet de « redynamisation des îles du Frioul »



Sources : Direction de la Qualité de Vie Partagée, Direction Mer et Littoral, 2006

La volonté affichée est de conduire le village du Frioul en « quartier durable », et l'afficher en tant que « une vitrine de son exemplarité urbaine ». L'objectif principal est de contribuer à l'image et au développement de Marseille, en améliorant notamment la qualité de l'accueil et les offres d'activités touristiques et nautiques. L'évocation à l'équité et au désenclavement de l'île est aussi avancée, puisqu'on y retrouve les arguments liés au maintien d'une mixité sociale, en favorisant le taux d'occupation des logements déjà existants et en développant les rencontres et les échanges. Le pôle « parc maritime du Frioul »repose sur le réseau Natura 2000 ; l'une des possibilités envisagées serait de céder une partie du foncier, dont une grande partie est protégées par diverses réglementations, au Conservatoire de d'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL), notamment la quasi-totalité de l'île de Pomègues : cela permettrait d'instaurer une « taxe sur les passagers maritimes transportés à destinations d'espaces naturels protégés ». Le site accueillerait un Observatoire des îles, dont la fonction concernerait la gestion des espaces naturels, l'animation et l'information des visiteurs. Les aménagements du pôle « territoire villageois » ont pour vocation de « requalifier » les espaces publics et développer les services d'accompagnement : ils comprennent notamment :

- un pôle d'hébergement touristique, centré sur la friche Hoche, intégrant un hôtel d'une capacité de 80 lits (60 chambres) ;
- une extension de la zone d'habitats existante, de 40 logements et des commerces de proximité, l'objectif étant d'assurer le lien urbain entre les deux parties du village ;
- des équipements publics (sanitaires publics, terrains de sports pôle administratif, régie technique d'entretien) ;

Les contraintes intègrent la modification du PLU, le respect des limites de Natura 2000, et l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments.

Le site « Caroline » a pour vocation de devenir un « haut lieu culturel mettant en avant le caractère patrimonial du site, et offrant cette qualité environnementale à différents publics identifiés » (source : Ville de Marseille). Les actions menées dans le cadre de ce pôle culturel seraient variées :

- mise en valeur du patrimoine historique (expositions, conférences…) ;
- développement culturel (spectacles, stages, créations, séminaires…) ;
- chantiers d'insertion (déjà existants, avec 35 salariés en 2004 et 24 en 2002) ;
- développement durable (dans le cadre de la rénovation du site, de la formation…) ;
- d'un pôle culturel centré autour des activités de l'Hôpital Caroline, future centre culturel de rencontre.

Il est notable que l'Association Caroline ait participé à l'élaboration du festival des " Nuits Caroline ", ainsi qu'à des création *in situ* et ai mis en place des chantiers d'insertion (24 salariés en 2002, et 35 en 2004)
L'association étant en liquidation judiciaire depuis 2007, une maison des associations doit assurer le relais de la gestion du site et des activités qui y sont développées.

Le quatrième pôle de développement concerne l'activité nautique, et il se localiserait au sud du plan d'eau du port de plaisance, en lien avec ce dernier, le long du quai de Pomègues, actuellement en friche. Les équipements prévus sont composés d'un un gîte de mer et d'un club house.
Ces aménagements sont directement en lien avec la rénovation et l'extension du port, dont les principaux actions seraient orientées vers la restauration de la digue est, la création d'ouvrages de protection contre les houles et la mise en place d'anneaux flottants pour développer les capacités d'accueil du port (CUMPM, 19/10/2001).Le plan d'eau actuel (28 hectares), n'est occupé qu'au tiers de sa capacité initialement prévue en 1970 (570 anneaux et 100 places de passage). Cette opération, définie comme « lourde » dans le rapport de la Direction de la Qualité de Vie Partagée, Division Mer et Littoral, de la ville de Marseille (DQVP – DML), devait débuter en 2005.
L'étude précise par ailleurs que la globalité du projet n'est viable qu'à certaines conditions :

- l'atténuation du pic de fréquentation estival par une fréquentation plus régulière et étalée à l'année ;
- l'implication plus forte des visiteurs dans la vie de l'archipel (par la présence d'activités) ;
- un seuil minimum de résidents permanents (estimé entre 350 et 500 personnes), ce qui permettrait d'implanter de nouveaux services public et privés ;
- la création de 40 emplois supplémentaires à l'année, et d'une centaine en saison haute.

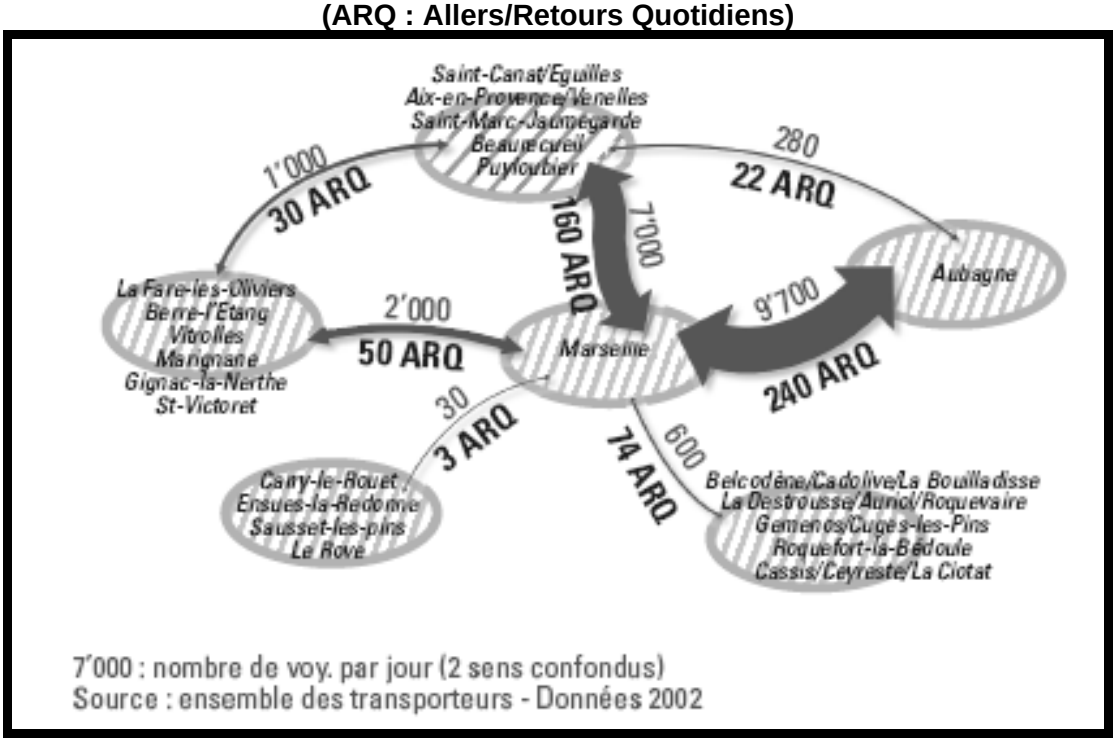
Concernant la démarche d'ensemble, le débouché opérationnel était prévu pour 2006(« travaux en cours ou achevé », DQVP–DML, 2002). En février 2008, ce nouveau projet n'avait toujours pas vu le jour…

8.3.2 L'ouverture à l'espace exogène

Dans le cadre de l'ouverture du Frioul à l'espace exogène et de son lien avec le continent, le plan d'eau qui accueille les navettes et abrite le port de plaisance est au cœur du dispositif spatial de l'archipel : son développement peut représenter une opportunité d'amplifier le lien avec l'extérieur et d'intégrer l'archipel dans un dispositif de transport plus ample. Dans cette optique, le projet «Grand Port Frioul » a pour objectifs la rénovation mais aussi l'extension du port de plaisance actuel, avec le doublement du nombre d'anneaux (les capacités passeraient ainsi de 570 à près de 1 200 postes). En parallèle à l'accueil de bateaux de plaisance, il pourrait être envisagé de développer des lignes de bateau bus. Cette idée est davantage liée à la problématique du transport urbain de Marseille et de son agglomération, en lien avec le PDU (Plan de Déplacement Urbain).

Les déplacements quotidiens représentent 5 560 000 mouvements sur le territoire de la Communauté Urbaine, (CUMPM, 2006, d'après les chiffres de l'enquête *ménages* de 1997). Les analyses insistent sur l'augmentation des déplacements entre Marseille et le reste de l'aire métropolitaine. Ceci induit des déplacements importants de part et d'autre de la rade de Marseille, comme le présente la figure 4.

Figure 5 : déplacements sur le territoire Marseille Provence Métropole (ARQ : Allers/Retours Quotidiens)



Source : CUMPMP, http://www.marseille-provence.com/

Or le PDU semble résolument orienté vers le transport continental, en occultant l'ouverture et le transport maritime comme moyen alternatif de transport urbain. En effet, le PDU actuel ne prévoit qu'une seule desserte maritime, qui assure une liaison du Vieux Port vers l'Estaque, puis en direction de Sausset les pins (Côte Bleue), qu'en période estivale.

La Pointe Rouge (secteur sud de Marseille) est l'un des sites dont l'accès est régulièrement saturé par la circulation automobile, notamment en période estivale. Outre les problèmes inhérents à la circulation (bruit, pollution atmosphérique, stationnements anarchiques) au niveau local, d'autres nuisances sont à signaler à l'échelle de l'agglomération, puisque la saturation touche également les accès autoroutiers, et limite ainsi le principe des autoroutes pénétrantes.

Un groupement d'associations (Association Citoyens 13 et le MNLE, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement PACA), propose d'étendre le service des navettes du Frioul à la Pointe Rouge, en couplant la desserte touristique avec celle des résidents. Elles rappellent notamment le statut de délégation de service public (sous la forme de concession), de la desserte maritime, qui bénéficie d'une situation géographique optimale (le Vieux-Port), en relation avec l'ensemble du réseau terrestre : métro, bus et tramway. On peut aussi rappeler la proximité de la gare SNCF, qui se situe à 20 mn de marche de l'embarcadère. Dans cette optique, l'idée serait d'étendre le service public au développement de lignes maritimes menant à la Pointe-Rouge (Marseille sud), mais aussi en direction de Cassis et de La Ciotat.

Les intérêts d'un tel projet relèvent de l'écologie (moins de gaz à effet de serre, moins d'énergie consommée dans le domaine maritime que sur route ou sur rail…), mais aussi dans le gain de temps. Mais ces intentions demandent l'intégration de ce mode de transport au réseau existant.

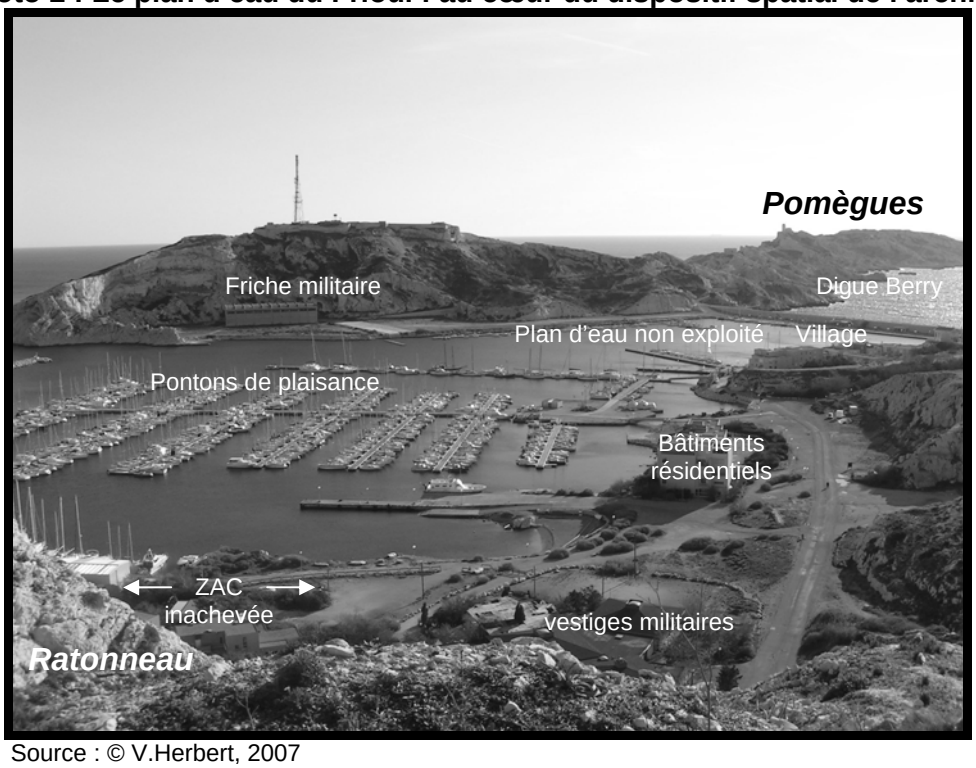
Dans ce cadre, il est nécessaire d'adapter le tarif des trajets dans un cadre plus global de politique de transport public, à l'échelle de la CUMPM, élément revendiqué par le CIQ du Frioul. Il convient aussi d'ajuster l'aspect logistique par des correspondances adéquates entre les navettes et les bus par exemple. Un autres aspect concerne directement le site du Frioul, puisque l'île, bénéficiant d'ores et déjà des services des navettes, pourrait servir de « tête de pont » aux nouvelles lignes. Dans ce cadre, le développement et les nouveaux aménagements du plan d'eau se justifieraient par cette nouvelle fonction de desserte exogène. Or, le développement de cette activité peut poser quelques contraintes.

En premier lieu, il faut considérer qu'il s'agirait d'un aménagement pour l'accueil d'une population mixte, plus importante et aux motivations et usages variés (travail, loisirs, plaisance, transport…). Le site d'accueil doit répondre aux diverses fonctions liées aux attentes de chaque groupe de population. De plus, concernant la mixité des usagers des navettes maritimes, les résidents craignent de dépendre d'une politique de transport qui ne tiendrait compte que des influences touristiques, et qui modulerait en conséquence les fréquences des rotations en fonction de cet unique paramètre.

En deuxième lieu, les plaisanciers du Frioul n'ont une autorisation limitée à 8 h dans les ports de la Communauté Urbaine, mais il n'y a pas suffisamment de places prévues à cet effet (cas du Vieux-Port : dans le cadre d'un développement du nombre d'anneaux au Frioul, se poserait la question de l'éventuel accueil de ces navires de plaisance dans les ports de la CUMPM.

Enfin, se pose la question mésologique et spatiale : le développement et l'aménagement du plan d'eau, dans la perspective d'accroître l'accueil et la pratique de la plaisance, conjuguée au développement des rotations des navettes, doit rester compatible avec le concept de parc maritime et le cadre défini par Natura 2000…

Photo 2 : Le plan d'eau du Frioul : au cœur du dispositif spatial de l'archipel



Source : © V.Herbert, 2007

L'ouverture à l'espace exogène demande donc une grande prudence, en matière d'aménagement du site (plan d'eau qui assure le lien entre les deux îles principales et leur relation avec l'espace exogène) et une prise en compte de la situation globale des services logistiques et équipements existant sur la partie continentale de la CUMPM (rails, route, transport collectifs, mais aussi pontons disponibles…).

8.3.3 Un nouveau territoire, pour qui ?

L'archipel du Frioul se définit depuis plus de trente ans comme un « territoire de projets ». Mais les insulaires, comme les plaisanciers, dont le bateau est posté au Frioul, restent extrêmement vigilants quant au plan de «redynamisation du Frioul » présenté par la mairie de Marseille. Outre l'organisation et les éventuelles orientations du PDU présentées *supra*, leurs questionnements expriment d'autres inquiétudes, en relation avec la hausse contemporaine de la valeur du foncier au Frioul.
Les données INSEE concernant les catégories socioprofessionnelles du Frioul (recensement de 1999), présentent une population hétérogène, constituée à 40 % de cadres, 40 % d'employés, 10 % d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises, et 10 % de professions intermédiaires. Il est notable de préciser que toute personne de 15 ans ou plus ayant obtenu un emploi, et les chômeurs ayant déjà travaillé apparaissent dans ces statistiques, contrairement aux bénéficiaires du RMI, non pris en compte dans ces données. Seules les catégories « agriculteur » et « ouvrier » ne sont pas représentées sur l'île. Si l'absence d'activité agricole relève du postulat, la seconde peut être expliquée par des horaires de travail incompatibles avec le service de rotation (pratique des « trois huit » par exemple). Ainsi, la population du Frioul ne semble pas particulièrement favorisée, au regard des profils socio-économiques qu'elle présente.

Les projets de mise en valeur du patrimoine bâti et naturel du Frioul, associés aux développements d'aménagements présentés précédemment, pourraient, paradoxalement, augmenter de façon significative la valeur foncière de l'archipel, dans un contexte national de hausse du prix du parcellaire littoral, mais aussi au niveau local, dans le cadre de la réhabilitation du centre-ville de Marseille (programme de réhabilitation urbaine de la rue de la République, qui assure la jonction entre le quartier de la Joliette et le Vieux-Port. De façon générale, la ville de Marseille a connu une dépréciation jusqu'en 2001. Désormais, les prix des logements sont globalement à la hausse. Il est difficile d'obtenir des chiffres relevant de façon précise l'évolution du prix du logement au Frioul, faute de rotations suffisamment significatives, en matière de vente de biens immobiliers. Néanmoins, quelques transactions suffisent à estimer la dynamique de la valeur foncière au Frioul : en 2007, un studio de 18 m^2 a été vendu aux enchères pour 135 000 € (soit environ 7 500 € le m^2). Au début de l'année 2008, un studio de 40 m^2 était mis en vente au prix de 250 000 € (soit 6 250 le m^2) ; en comparaison, en 1995, une maison de pêcheur d'environ 70 m^2 trouvait difficilement acquéreur pour le prix de 500 000 frs (soit environ 76 000 €, correspondant approximativement à 1 100 € le m^2). En une quinzaine d'années, les prix auraient donc été multipliés par 7.
Cette hausse significative du foncier, couplée au prix du transport des navettes, pourrait favoriser le développement d'un tourisme de luxe et la pratique d'une plaisance « haut de gamme », incompatibles avec les réalités économiques quotidiennes d'une majeure partie de la population insulaire actuelle.
Toutefois, la DQVP de la ville de Marseille a rejeté les projets prônant les idées relatives à une « île à milliardaires » ou un « paradis des touristes » (DQVP-DML, 2002).
Mais dans la perspective de la réalisation des projets annoncés, il est important de connaître le type de clientèle qui fréquentera le site, dans un cadre de « tourisme d'affaire ou de remise en forme », comme le présente le document de la DQVP-DML de la ville de Marseille. De même, si les activités liées à l'éco-tourisme peuvent être ouvertes à toutes les classes de population, car nécessitant peu de moyens financiers, d'autres semblent orienter une offre plus dispendieuse par le biais de produits spécifiques, relativement peu démocratisés, tels que la plongée sous-marine ou l'organisation de séminaires, ces derniers étant plutôt réservés à des groupes privés ou publics.

Ce constat peut être accentué par le document de la DQVP-DML (2002), écartant le scénario qui considérerait le Frioul comme un « un espace de loisirs et de détente pour les marseillais », sous prétexte que les financements, essentiellement publics, ne permettraient pas un développement viable du site et entraînerait un risque de surfréquentation, incompatible avec le milieu naturel et les dispositions relatives à Natura 2000. Le projet préconisé « [*devra*] prendre en compte l'évolution de la demande touristique et le développement de Marseille, les îles du Frioul doivent ainsi bénéficier d'un projet de développement global, professionnel et ambitieux… » (DQVP-DML, 2002). Le dessein des îles du Frioul semble davantage répondre à une demande impliquant une clientèle exogène à la MPM qu'aux habitants de Marseille. Si les intentions peuvent être avancées en toute logique, dans une optique liée à un développement économique global de la ville de Marseille, il convient d'en maîtriser les éventuels effets néfastes, qui risqueraient d'accentuer les inégalités sociales et écologiques : le cas échéant, elles concerneraient à la fois l'accès des marseillais aux aménités archipélagiques, et le risque d'exclusion des résidents (départ de l'île, ou difficulté d'accéder aux nouvelles prestations du site).

L'archipel du Frioul malgré les différents projets dont il fait l'objet, reste un territoire en marge de la ville de Marseille. Les différents acteurs en charge de la gestion du site alternent leur position entre la volonté de concilier la préservation le milieu et l'ouverture raisonnée au public, tout en affirmant assumer les choix initiaux relatifs au développement urbain et résidentiel d'une partie de l'île. D'autres problématiques concernent le choix lié à la vocation future des deux îles : faut-il sanctuariser Pomègues (classer l'île en réserve écologique) pour développer Ratonneau ?

Est-il possible de maintenir un espace ouvert, au risque d'une dégradation accrue ou faut-il réguler la fréquentation, synonyme, à terme, du développement d'un tourisme de luxe et de l'exclusion d'une partie de la population actuelle ? La mixité des usages et des fonctions peut-elle être transposée en une polyfonctionnalité des fonctions liées au transport maritime par navette / bateau-bus (aspects touristique, résidentiel et relatif au lieu de travail) ? Ces quelques questions rappellent la nécessité de distinguer la perception d'un insulaire résident de celle d'un touriste estival : leur attente en matière d'aménités et leur rapport au milieu sont autant d'indicateurs en matière d'inégalité écologique.

Conclusion

Les caractéristiques liées à l'insularité de l'archipel du Frioul et sa proximité géographique du centre-ville de Marseille (par l'accès au Vieux-Port) permettent une analyse en lien avec la problématique des marges urbaines littorales. Le lieu, qui combine des espaces de haute valeur patrimoniale (mise en valeur des espaces naturels et bâtis par tout un dispositif réglementaire et institutionnel, comme le réseau Natura 2000, la création d'une ZPS, l'application de la loi littoral, la rénovation de sites historique dans un cadre d'insertion social) et un développement urbain récent (milieu des années 70), offre un cas d'étude particulier dans le cadre de la notion d'inégalité écologiques. La gestion du site nécessite une profonde réflexion concernant les enjeux du territoire et une importante concertation en matière de canalisation et de contrôle des flux touristiques, situation finalement devenue classique en France, d'un espace littoral subissant une forte pression anthropique.
De prime abord, l'archipel du Frioul a une connotation relative à l'évasion, au loisir, à la nature, et à l'ouverture maritime. Le paysage, comme indicateur visuel, est comparable à un jardin (minéral et océanique) infini, dans lequel l'archipel du Frioul s'apparente à un parc (maritime), dont la protection des aménité et du cadre de vie est assurée, par différents outils juridiques. Le potentiel d'activité est varié, et répond à la fois à une thématique de loisirs et touristique, en lien avec le potentiel naturel : découverte de la nature, baignade, plongée, plaisance, randonnée, rencontres culturelles... Les résidents apparaissent comme relevant d'une population de « privilégiés », au regard de la faible densité d'occupation de Ratonneau, et du paysage naturel qui constitue leur cadre de vie quotidienne.

Or, une analyse approfondie de cet espace laisse apparaître de nombreuses contraintes inhérentes à la situation particulière et originale du Frioul, relative à la coupure maritime : cet effet de seuil est le prisme des enjeux du territoire local, et interagit sur l'ensemble des problématiques endogènes et exogènes. Les résidents restent entièrement dépendants de la politique des transports collectifs, ainsi que les usagers occasionnels, d'origine extérieure : tarifs pratiqués, fréquence des rotations… Les conditions de vie sont parfois rudes, notamment dues à la forte exposition du site aux houles, notamment en période hivernale. Elles rappellent aussi le manque de certaines infrastructures de base (services administratifs ou médicaux…). Le lien avec le continent intègre aussi les aménagements *in situ*, localisés au cœur géographique du dispositif spatial de l'archipel, entre Pomègues et Ratonneau : accueil des navettes, pontons de plaisance, capitainerie, village et restauration, départ des circuits touristiques, digues de protection contre les houles… On entre ici dans le champ des politiques publiques, comme indicateur d'inégalités écologiques.
De façon plus générale, ces inégalités semblent inévitables, puisqu'elles relèvent aussi de la perception des populations, et de leur approche personnelle (selon que l'on soit résident ou usager occasionnel…). La mixité des usagers des navettes illustre ce paramètre, avec des particularités inhérentes à leur motif de déplacement (touristes, résidents, plaisanciers du Frioul, travailleurs, familles de résidents en visite, mais n'habitant pas sur l'île…). Ces inégalités liées à l'accès peuvent cependant être atténuées par les politiques publiques, relatives à la facilité de transport (PDU), à la tarification adaptée ; mais elles doivent aussi intégrer les contraintes paradoxales liées à préservation du milieu, objet du déplacement. Dans ce contexte, il convient de considérer les critères sur lesquels reposent les politiques de quotas en matière de flux de fréquentation, mais aussi les choix relatifs à l'affectation du zonage du foncier (ZAC ou zone naturelle…).
Cette situation ubuesque et paradoxale est peut-être une explication partielle du report et de l'abandon des différents projets envisagés depuis plus de 30 ans, tel Sisyphe qui poussait éternellement son rocher…

La phase de concertation du Plan de Gestion de la Rade de Marseille menée par la DQVP de la ville de Marseille s'est achevée le 18 décembre 2007 par l'atelier de travail intitulé *« Comment aménager et valoriser les espaces publics littoraux et le patrimoine maritime ?* ». Cette nouvelle initiative offre des perspectives d'ouverture et de concertation sur l'espace maritime et sur la possibilité d'intégrer – enfin – l'archipel du Frioul dans une démarche globale de politique urbaine et littorale. Elle peut s'inscrire dans le cadre conceptuel de « mer côtière », dont l'une des applications pourrait comprendre une double enquête orientée sur les parcours domicile – travail (quartiers marseillais qui connaissent des congestions routières) et sur l'origine socio-professionnelle des passagers des navettes. La première aurait pour objectif d'améliorer la desserte urbaine, par l'utilisation de moyens de transports soutenables, la seconde affinerait la notion d'inégalité écologique en lien avec l'accès aux aménités.

Liste des sigles :
AGAM : Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise.
CEEP : Conservatoire Etudes des Ecosystèmes de Provence.
CIQ du FRIOUL : Comité d'Intérêts de Quartier.
CUMPM : Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.
DML-DQVP-DML - SG : Division Mer et Littoral, Direction Qualité de la Vie Partagée, Secrétariat Général (Ville de Marseille).
GDPP-MPM: Groupement de Défense de la Plaisance et des Plaisanciers de Marseille Provence Métropole.

Entretiens :
- Monsieur P. Langlois, Division Mer et Littoral, Direction Qualité de la Vie Partagée, Secrétariat Général de la Ville de Marseille, février 2007
- Monsieur J. Soudain, Président du CIQ Frioul, janvier 2008

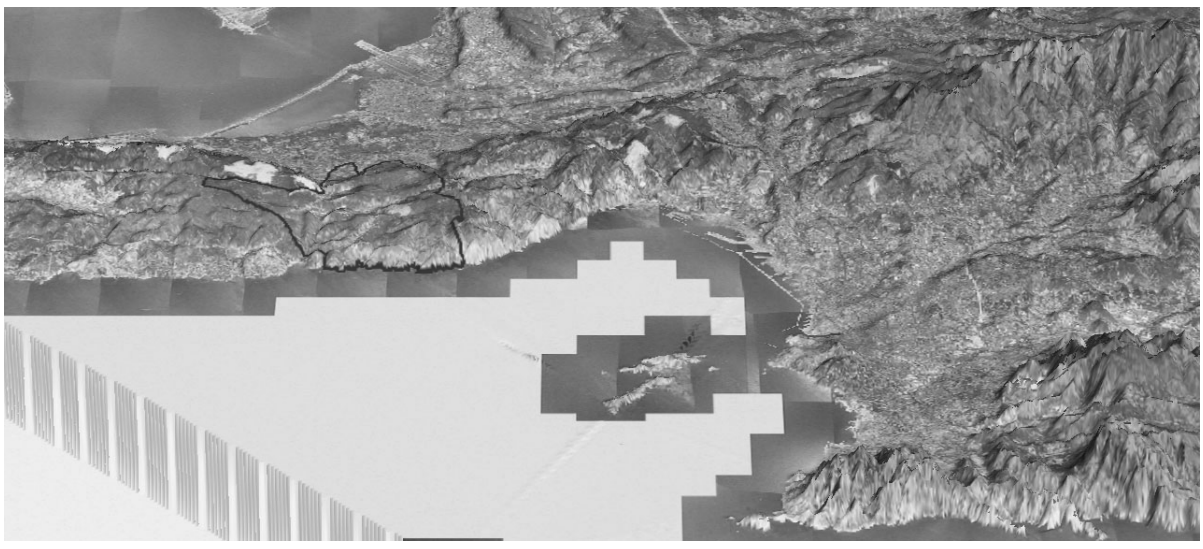
CHAPITRE 9

Quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles (Ensuès la Redonne, Côte Bleue, Bouches du Rhône)

Coord. Denis Berthelot et Jérôme Dubois

Nous vagabondions par monts et par vaux, toujours au bord de la mer pour jouir du soleil et du ciel, et je découvrais des poches d'outre mer, des golfes en miniature, des îlots, des bosquets sacrés, des roches,
des tables à l'antique, un cirque, un désert de pierres en amphithéâtre, des maisons en ruine, d'humbles chaumières mais chacune ennoblie par la présence d'un cyprès qui frissonnait dans la brise de mer comme un ange qu'on chatouille sous ses plumes …
Quoiqu'il en soit du temps perdu puisque je ne faisais rien, je n'ai jamais été aussi heureux qu'à La Redonne.
Blaise Cendrars *: L'homme foudroyé. 1945*

A partir de l'exemple d'Ensuès la Redonne, sur la Côte Bleue, ce travail analyse la façon dont le rapport à la mer organise, par cercles concentriques, la carte des inégalités résidentielles.
Petite ville littorale de 5000 habitants, située aux portes de Marseille dans un milieu naturel remarquable, fait de collines boisées et de calanques se jetant dans la mer, Ensuès ressemble à une carte postale. Dans ce site exceptionnel, la ville a depuis 40 ans pivoté vers la mer. C'est elle qui en redessine le visage pour le moins complexe, par une urbanisation contemporaine toute entière orientée vers la mer, alors que le noyau villageois, et ses pratiques, lui ont tourné le dos durant des siècles.
La densification des calanques, la transformation des cabanons en villas cossues avec vue imprenable, mais aussi les différentes extensions urbaines hiérarchisées socialement en fonction de leur éloignement de la mer, tout indique l'importance de l'appel à la mer et la façon dont il dessine la carte des inégalités.



La commune d'Ensuès : un chaînon calcaire, plongeant dans la rade de Marseille
La complexité du relief de la chaîne de la Nerthe a longtemps préservé la commune d'Ensuès. Entre l'Etang de Berre et la métropole Marseillaise, ce cadre préservé est l'objet de profondes mutations récentes.
©Richier, Berthelot et Dubois 2007

Notre recherche[141] est axée sur ce « désir de rivage »[142] et les effets induits, en termes de stratégies résidentielles, par ce rêve d'un accès à la mer mais aussi, et peut être d'abord, d'une vue sur la mer. Elle nous fait interroger les habitants sur un mode de vie un peu particulier, en périphérie de l'agglomération marseillaise, dans un milieu naturel remarquable et protégé. La question des inégalités écologiques renvoie à la définition de ce qui serait un indicateur partagé du cadre de vie idéal. Dans notre exemple, la vue sur la mer semble bien une référence partagée par tous, le développement urbain des dernières décennies ayant installé une nouvelle échelle des valeurs d'usage du territoire et, partant, des valeurs financières des biens fonciers.

Cette focalisation sur la mer a pour effet de presque faire disparaître l'intérêt des habitants pour le milieu naturel terrestre dans lequel ils vivent. Bien souvent, celui-ci est même considéré comme une contrainte, un territoire à entretenir, voire comme une menace, un territoire qui peut brûler. C'est ainsi que la plupart des constructions tournent le dos à un territoire communal pourtant considéré comme suffisamment riche pour avoir été, à 82%, racheté par le Conservatoire du littoral et faire l'objet d'un projet de classement de site.

C'est en effet une particularité de ce territoire que d'être extrêmement protégé. Soumis à la loi littoral et en grande partie racheté par le Conservatoire du Littoral, il fait aujourd'hui l'objet d'un projet de classement par les services de l'Etat, en accord avec les municipalités, voire à leur demande. Cette protection d'un milieu naturel remarquable est ambivalente. Elle est égalitaire en ce qu'elle permet à chacun, et notamment aux habitants de l'aire urbaine marseillaise, de bénéficier de la beauté du lieu par une « pratique » occasionnelle. Elle est inégalitaire parce qu'elle permet à ceux qui y résident de bénéficier quotidiennement d'un cadre de vie jugé exceptionnel protégé de toute forme d'urbanisation. De ce point de vue, plus on se rapproche de la mer, plus la demande sociale de protection et d'appropriation de l'espace est forte.

Ce sont ces constats sur les représentations et les pratiques habitantes qui nous ont poussé à analyser les différents modes d'occupation et d'appropriation de l'espace selon que l'on se trouve plus ou moins loin de la mer.

Ce rapport est composé de trois parties. La première analyse la forte croissance urbaine au cours des 35 dernières années d'un village agricole qui a progressivement été attiré par la mer et la mise en place de politiques de protection fortes pour contrer ce développement. La seconde étudie, à partir de la forme urbaine et des prix de vente des biens immobiliers, les cercles des inégalités résidentielles en fonction de l'éloignement de la mer. La dernière, enfin, à partir d'une approche plus sociologique, montre que les différentes extensions urbaines se sont faites dans une nature idéalisée.

9.1 Extension et protection.

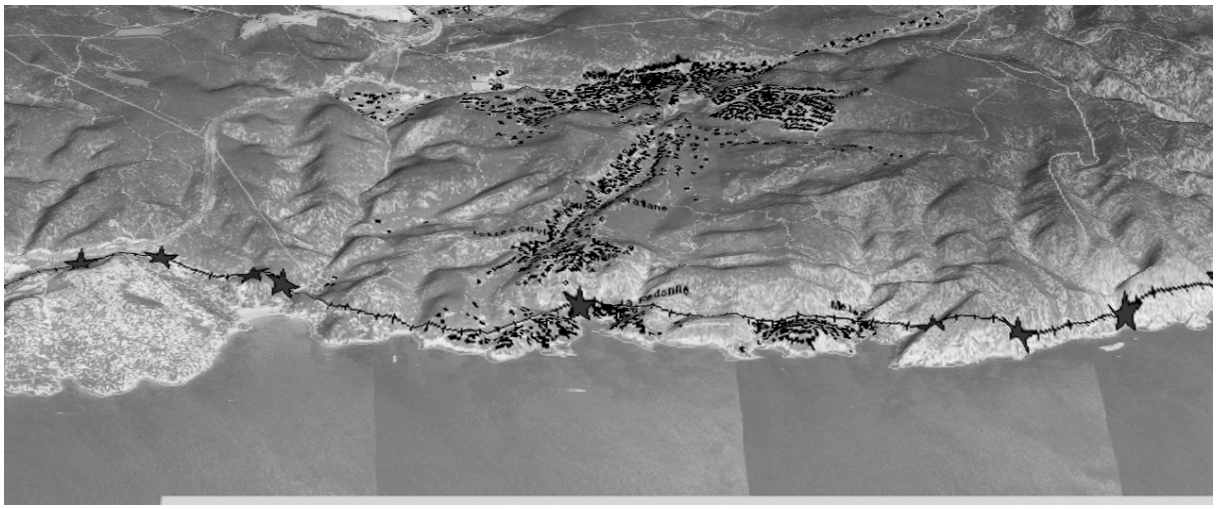
Ensuès est restée tardivement une commune rurale, agricole et pastorale peu tournée vers la mer, sans voie d'accès au rivage. Le noyau villageois initial, aujourd'hui encore bien conservé, est situé à 3 kilomètres de la mer, sans vue directe sur celle-ci. C'est son développement contemporain qui va pousser la commune vers la mer selon les désirs des nouveaux arrivants.

---

[141] Hartmann C., 2007, L'évolution de l'urbanisation et les impacts environnementaux sur les communes d'Ensues la Redonne et Martigues (PACA), Rapport d'atelier de Master « Urbanisme, projet territorial et développement durable » 1ère année, Institut d'Aménagement Régional, Université Aix Marseille 3, dir. J. Dubois et D. Berthelot, 91 p.

[142] Deldrève (V.), Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux, rapport intermédiaire, mai 2007, p. 31.

En réaction à ce développement, et pour le canaliser, les municipalités successives ont soutenu une très forte politique d'achat du Conservatoire du littoral visant à protéger une grande partie du territoire communal, en contrepartie d'extensions et de densifications ciblées.



Ensuès . Morphologie et urbanisation
Des vallons méditerranéens, longtemps voués a une agriculture sèche et au pacage. L'actuelle RD5 liant Marseille à Carry le Rouet passe sur le plateau et explique l'allongement Est Ouest du centre ancien villageois. La voie ferrée littorale, construite à la fin du 19 ème siècle, témoigne par l'importance des ouvrages d'art nécessaires de l'effort entrepris.
Les étoiles rouges représentent les gares.
©Richier, Berthelot et Dubois 2007

9.1.1 Une croissance urbaine vers la mer

A l'image de bien des villages de la région, Ensuès a connu un très fort développement urbain à partir de la fin des années 60. Village de 800 habitants au sortir de la deuxième guerre mondiale, Ensuès n'en comptait que 1041 en 1968. C'est à partir de cette date que la construction de nouvelles résidences va entraîner une forte croissance démographique qui n'est à ce jour pas terminée puisque le dernier recensement de 1999 décomptait 4542 habitants et que les chiffres provisoires du recensement partiel de 2007 tendent vers 5100 habitants.

La commune, d'un village agricole, est ainsi devenue, notamment du fait de la création d'une voie rapide sur la Côte Bleue, un lieu d'habitation d'actifs urbains situé à 30 minutes de Marseille dans un espace naturel de qualité. Cette augmentation de population s'est accompagnée de bouleversements sociaux importants par l'installation, progressive mais massive, de cadres et professions intellectuelles supérieures dans la commune.

Le noyau historique

Le noyau historique est constitué d'un habitat dense de maisons de village de type rez-de-chaussée ou R+1. Ces habitations donnent sur des rues assez étroites dont l'artère principale regroupe, aujourd'hui encore, l'essentiel des services de proximité de la commune. Ses habitants sont pour l'essentiel des descendants des anciennes familles d'Ensuès.

Les calanques

L'urbanisation des calanques est récente. Elle est progressivement le fait des marseillais qui venaient par la mer puisque la côte n'était pas accessible depuis le village. Les gens d'Ensuès n'allaient pas à la mer, ce n'était pas leur culture. La Redonne et Méjean, les premières calanques aménagées, ont été d'abord habitées par ces marseillais et, entre 1890 et 1909, par les ouvriers construisant la ligne SNCF qui va de Marseille à Port de Bouc.
Ces calanques ont par la suite été transformées en petits ports accessibles uniquement par la mer, ce qui explique qu'elles aient été longtemps et uniquement occupées par les pêcheurs et leurs familles, avec une extension limitée aux loisirs côtiers des marseillais. La culture des cabanons, aujourd'hui tant mise à l'honneur, ne date finalement que des années 1930. La cabanisation était le fait de Marseillais pour des activités de détente et de pêche.



« Aux abords de la petite crique, et perchés en équilibre instable mi en l'air et mi basés sur les roches en accore qui tombaient à pic dans la calanque, de la pointe de la passe aux sommets des petits pitons en couronne, parmi les pinèdes censément inaccessibles, étayés par des murettes et stabilisés par des gros quartiers de roche, cent à cent cinquante cabanons à la population flottante et hétéroclite qui venaient à jours plus ou moins fixes de Marseille, miraient dans l'eau bleue… leur architecture improvisée d'agglomération polynésienne. » Blaise CENDRARS : *L'homme foudroyé*. 1945

Signe que deux mondes parallèles ont longtemps coexisté, il a fallu attendre 1972 pour que les calanques soient reliées au vieux village par une route descendant, de manière abrupte, vers la mer. Peu à peu certaines des familles des premiers occupants des cabanons ont vendu leur emplacement stratégique. Aujourd'hui la répartition se fait environ à part égale entre anciennes familles et nouveaux acheteurs fortunés. Ces changements sociologiques se devinent à travers la transformation de cabanons en de très riches propriétés qui dénotent une évolution importante de la culture locale. Ces nouveaux venus forment une population très exigeante face aux nuisances et pour ce qui concerne la qualité de leur cadre de vie qu'ils ont payé fort cher : ils sollicitent souvent la mairie à propos des odeurs de la raffinerie de la Mède et de celles du centre de compostage Biotechn, plus haut dans les collines. Le survol des calanques par les avions atterrissant à Marseille Provence, selon le sens du vent, est aussi un motif de revendication récurrent.

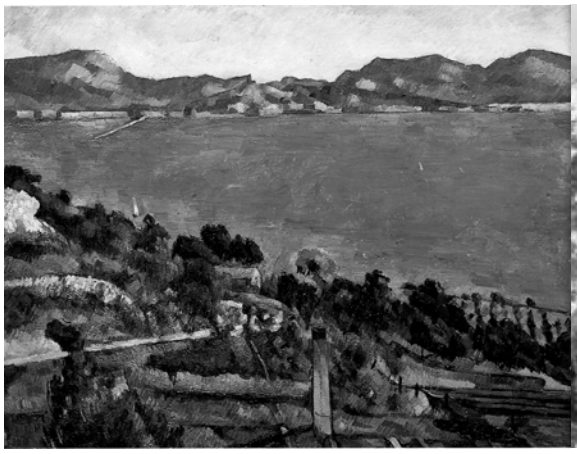
Le vallon de Graffiane

La voie de chemin de fer a aussi conduit à un premier développement du noyau villageois qui, bien que contraint par le relief, va progressivement s'étendre en rejoignant la gare par le vallon de Graffiane. Cette urbanisation, limitée, suit le creux du vallon. Elle est le fait d'anciens du village au début du xxème siècle. En témoignent dans le vallon quelques traces d'agriculture, notamment des vignes.

Les plateaux

La Côte Bleue a subi au cours des années 70 une très forte pression que les pouvoirs publics ont eu des difficultés à maîtriser. En témoigne sur la commune voisine du Rove l'importante voie désaffectée appelée localement « route Pompidou ».

Elle a été réalisée, en contradiction avec les règles d'urbanisme locales alors en vigueur, par la société AMEROVE qui prévoyait de réaliser 4000 maisons avec une vue splendide depuis les plateaux dominant la rade de Marseille. Sa dénomination provient du soutien présidentiel dont se revendiquait l'opérateur. Soutien qui ne s'est jamais manifesté. Les terrains ont été cédés depuis au Conservatoire du Littoral.







Le paysage de Cézanne (Marseille vue de l'Estaque) recherché par les promoteurs. La « Voie Pompidou », résidu de cette tentative de passage en force. Elle parcourt des terrains devenus depuis propriété du Conservatoire du littoral.

© Berthelot et Dubois 2007

Dans ce contexte, la commune voit son urbanisation s'accroître grâce à l'industrialisation de l'Etang de Berre et à la banalisation de l'automobile. Ensuès intègre alors l'espace périurbain marseillais en devenant une commune résidentielle accueillant de nombreux pavillons.
Cette extension progresse au coup par coup. Elle colonise des espaces naturels en suivant le tracé de la RD 48 le long du vallon de Graffiane ou en surplomb de la mer, à l'image du lotissement de la Brise. Les maisons individuelles se répartissent de part et d'autre de cette départementale sans pour autant s'enfoncer dans les espaces naturels collinaires. Il s'agit plutôt d'habitat individuel sur de grandes parcelles qui s'intègrent dans leur environnement.

Les années 1990-2000 sont marquées par l'aménagement en 1991 du lotissement de Chantegrive. Les habitations de type rez-de-chaussée et R+1 s'imposent de façon massive sur le plateau, dominant la mer au loin. Les élus, à l'époque, n'ont pas su s'opposer aux pressions de la promotion immobilière et aux fortes demandes d'habitats individuels. Le nouveau quartier de Chantegrive est relié au village par une voie unique. C'est une bulle, à la fois en termes spatial et social de 1 500 habitants, ce qui est considérable pour la commune. C'est avant tout une urbanisation d'opportunité foncière, sans équipements publics, sans lien social avec le village. Le lotissement est majoritairement peuplé d'urbains venus de Marseille, il n'a pas été investi par les habitants historiques.

La demande de ces nouveaux habitants est plus urbaine, plus militante, que celles des anciens : on assiste à des conflits sur la fréquence du ramassage des poubelles, sur le passage des bus scolaires, sur l'entretien des espaces publics, sur la qualité de l'éclairage public. Il s'agit de classes moyennes qui se sont très fortement endettées pour accéder à la propriété qui était leur rêve. Bon nombre d'entre eux ne parviennent pas à assumer les charges de cette nouvelle propriété.

Depuis 1991, date de leur livraison, la moitié des maisons a changé de mains. Symptôme du malaise social et économique des habitants de ce quartier, la majorité des ventes est liée à une séparation ou à un divorce. Et comme aujourd'hui les prix sont trop élevés, les nouveaux habitants sont de plus en plus des retraités aisés qui achètent une maison dans le Sud.



Chantegrive, un lotissement dense face à l'horizon marin
© Berthelot et Dubois 2007

Comme pour contrebalancer la création de ce lotissement, inquiète d'un risque de développement non maîtrisé de la commune, la municipalité a vendu au Conservatoire une superficie importante de son territoire à la même époque que celle de la création du lotissement.

D'autres opérations, la ZAC Panoramic en 1996, et les lotissements des Oliviers et de la Brise ont contribué à étirer l'urbanisation du village vers la mer et les calanques.
Les parties urbanisées sur la commune sont aujourd'hui très dispersées du fait du relief tourmenté de la commune et correspondent au développement du réseau viaire, par étapes successives. C'est ainsi que plusieurs noyaux d'urbanisations coexistent.
La dernière décennie montre un profond bouleversement de la population résidante. Aujourd'hui, les nouveaux acquéreurs appartiennent à la classe moyenne supérieure. Il peut s'agir soit de primo accédants, cadres supérieurs ou profession libérale, soit de quadras disposant déjà un capital financier de départ.

Beaucoup de personnes extérieures à la région, également attirées par la mer, essentiellement des parisiens et des lyonnais ont acheté sur la commune grâce notamment au développement du TGV. La municipalité estime qu'ils achètent environ un quart des propriétés vendues.

La carte ci-dessous retranscrit l'évolution de l'urbanisation d'Ensuès au cours des récentes décennies :

Approche Socio-historique de l'habitat d'Ensuès la Redonne



	Le noyau ancien : situé à 3km du rivage dans une dépression sans vue sur la mer. Habitat dense de maisons de village donnant sur des rues assez étroites dont l'artère principale regroupe, aujourd'hui encore, l'essentiel des équipements de proximité de la commune. Ses habitants sont pour l'essentiel des descendants des anciennes familles d'Ensuès
	Les Calanques (la Redonne, madrague de Gignac, Méjean, Figuières) : d'abord habitées par des pêcheurs marseillais et par les ouvriers en charge de la réalisation de la ligne SNCF entre**1890 et 1909.** La culture des cabanons, aujourd'hui tant mise à l'honneur, ne date finalement que des années **1930.** Elles sont actuellement occupées pour moitié par des récents acquéreurs fortunés**.**
	Le Vallon de Graffiane : entre 1 et 2 km du rivage, sans vue sur la mer. Il relie le vieux village à la gare (1909) puis aux calanques (1972). Il a été colonisé progressivement par des anciens habitants d'Ensuès.
	Les lotissements et les ZAC : Les années **1990-2000** sont marquées par l'aménagement de lotissements avec vue vers ou sur la mer : Chantegrive à 2,5km du rivage, Panoramic , La Brise, Les Oliviers entre 200 et 300 mètres du rivage) ces opérations sont occupées par de nouveaux venus, dont le revenu croît avec la proximité du rivage.

©Richier, Berthelot et Dubois 2007, suivant les données du PLU

Depuis une trentaine d'années, ce territoire a donc fait l'objet d'une double colonisation, dans le haut de la commune par des urbains de catégories socio professionnelles moyennes de l'agglomération marseillaise, près de la mer par des catégories sociales supérieures venues souvent de plus loin.

9.1.2 Une volonté de protection déjà ancienne

Face à ces bouleversements successifs, la commune a rapidement admis la nécessité d'une politique de protection forte de son territoire tant convoité. Cela s'est très tôt traduit par le classement en espaces naturels d'une grande partie du territoire.

Sur l'ensemble de la commune, les zones N représentent actuellement 82% du territoire. Elles font en outre l'objet d'une surprotection du fait, soit de leur acquisition par le Conservatoire, soit de leur classement en espaces boisés en application de l'article L146-6 qui couvrent 1013 hectares.

30 années de protection montrent que les municipalités successives, conscientes de ne pouvoir limiter seules l'urbanisation de ce site remarquable, ont cherché à mobiliser les compétences de l'Etat avant même le vote de la loi Littoral. C'est ainsi que la commune a appuyé la politique d'acquisition foncière du Conservatoire afin de protéger durablement une grande partie de son territoire.
Aujourd'hui encore, la commune cherche à se prémunir de cette pression par une demande de classement d'une grande partie de son territoire auprès des services de l'Etat.

Un territoire acquis par le Conservatoire du littoral

A partir des années 1976 et 1977, le Conservatoire a commencé une politique d'acquisition systématique des terrains naturels sur les communes du Rove et d'Ensuès, face à la multiplication des projets d'équipement de la côte. C'est ainsi qu'il est devenu propriétaire sur la Côte Bleue de 3000 hectares de terrains dont 1200 hectares sur Ensuès, pour une enveloppe globale de 50 millions de francs à l'époque.



Terrains du Conservatoire sur la Côte Bleue
© Berthelot et Dubois 2007



Source : Conservatoire du littoral PACA (2007)

Du fait de ce volontarisme déjà ancien la Côte Bleue est aujourd'hui le plus grand site du Conservatoire du Littoral en France continentale. La décennie 70 marque le début de l'engagement de la commune pour préserver un espace naturel remarquable, unique, en incitant le Conservatoire à préempter les terrains mis à la vente. La POS, en classant en zones ND inconstructibles ses espaces naturels a ouvert la voie à l'action du Conservatoire.

A cette période celui-ci a acquis en priorité des grands terrains qui n'étaient pas bâtis dans le double objectif de prendre des positions significatives et de minimiser les coûts de destruction des maisons. Ces premiers terrains se situent à l'ouest de la commune en direction de Carry-le-Rouet mais également sur les hauteurs du vallon de Graffiane. Ces acquisitions ont relayé la volonté communale de freiner une potentielle extension de l'urbanisation de Carry-le-Rouet en créant une coupure d'urbanisation assez étendue. En ce qui concerne le Vallon de Graffiane, la commune a voulu freiner l'urbanisation de manière à la maintenir dans les parties déjà urbanisées du vallon et limiter le glissement du vieux village vers la mer.

Au cours des années 1980 le Conservatoire a aussi acheté les terrains situés à la frontière de la commune du Rove mais également autour des calanques et à l'Est du vallon de Graffiane. Il est aujourd'hui propriétaire de 1368 hectares sur la commune, avec l'appui des municipalités successives qui ont toujours considéré qu'il s'agissait là d'un outil de protection efficace, parce que non sujet aux aléas des politiques locales face à l'urbanisation. La commune a ainsi renoncé à son droit de préemption urbain au profit du Conservatoire du littoral. Ce dernier a établi un périmètre de droit de préemption des espaces naturels sensibles avec la participation du département. Le prix minimum des terrains est fixé par le Service des Domaines. L'expropriation n'est pas utilisée afin d'éviter la longue procédure de déclaration d'utilité publique.

La politique menée aujourd'hui continue sur cette dynamique même si la majeure partie des terrains naturels est déjà protégée. La situation n'est plus urgente comme c'était le cas dans les années 1970 où l'urbanisation diffuse risquait de compromettre les grands espaces naturels. Le POS et aujourd'hui le PLU favorisent largement la limitation de l'urbanisation vers certaines zones bien déterminées.

Devenu propriétaire de grands ensembles fonciers, le Conservatoire intervient de façon plus fine sur de petites parcelles stratégiques. Cela concerne à la fois des enclaves naturelles au sein de grands secteurs protégés et des espaces proches du rivage particulièrement sensibles, à l'image de certains petits îlots dans les calanques.

Ses acquisitions se rapprochent d'une part du littoral afin d'enserrer les zones U des calanques et rendre définitivement impossible leur extension. Sur le plateau, d'autre part, le Conservatoire cherche à acquérir les dernières enclaves qui sont toutes des parcelles naturelles encore vierges. Il s'agit le plus souvent de parcelles de fond de vallon, situées au milieu des massifs dont l'acquisition devrait permettre une unité de gestion du site. Il procède par préemption au gré des opportunités. Cette démarche est systématique et s'inscrit dans la longue durée. Le prix d'acquisition par le Conservatoire de ces terrains inconstructibles se stabilise sur la Côte Bleue aux alentours de 0.60 euros du mètre carré. Ce prix n'est pas vraiment élevé car les terrains acquis ne portent plus d'enjeux majeurs en terme de constructibilité, il s'agit souvent de garrigue, et leur inconstructibilité est assurée par les documents d'urbanisme. L'ensemble de leurs usages est extrêmement limité puisque seule la culture pour gibiers est autorisée sur les terrains acquis par le Conservatoire.

Les acquisitions du Conservatoire n'ont pas eu vraiment d'impact sur les prix de l'ensemble des terrains de la commune.
En règle générale, il semblerait que ça soit plutôt la rareté des terrains, réelle sur la commune, comme plus généralement sur l'ensemble de la Côte Bleue qui a contribué à augmenter les prix ainsi que la politique communale visant à limiter l'ouverture à l'urbanisation. En effet, cette dernière entend bien respecter le seuil des 6 000 habitants afin d'offrir un cadre privilégié pour ses habitants mêlé entre les maisons individuelles et la nature.
Ce pari mené pour la conservation de la nature est bien tenu puisque certains habitants viennent même de Carry-le-Rouet ou bien de Sausset-les-Pins, communes limitrophes, pour s'installer à Ensuès car le cadre de vie est perçu comme plus typique et plus respectueux de la nature.

Vers un classement de la Côte Bleue

C'est une délibération de la commune d'Ensuès en date du 26 mars 2004 qui a lancé la procédure de classement. Dans cette délibération la commune demande ce classement parce qu'il s'agit « de la protection la plus forte, susceptible de garantir à plus long terme la préservation du site » et précise que « la mesure de protection des sites la plus efficace et la plus durable aujourd'hui en France est le classement ». Sans doute n'a t elle qu'une confiance limitée dans ses propres documents d'urbanisme et leur pérennité. Il est plus surprenant que le classement projeté se superpose aux acquisitions du Conservatoire. Il faudrait probablement rechercher dans l'opposition des habitants et usagers des calanques aux programmes d'extension des capacités portuaires de la Côte Bleue portées par la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole la raison de ce surcroît de protection.

Une fois encore, dépassé par les externalités d'une croissance urbaine qui lui échappe, la commune a donc cherché à mobiliser les outils lourds de l'Etat afin de se prémunir de son puissant voisin marseillais. En 2006, la commune du Rove, limitrophe, a également délibéré en ce sens.

A l'origine, cette demande de classement ne concernait que la bande littorale et les calanques, en aucun cas la totalité du territoire communal. Néanmoins, le MED, qui avait inscrit la Côte bleue dans une liste des sites qu'il avait prévu de classer, a profité de la demande des élus pour définir une bande d'étude beaucoup plus large puisque la quasi totalité du territoire communal naturel d'Ensuès figure dans le projet de classement.

La totalité des territoires du Rove et d'Ensuès est ainsi concernée. Le site inclura aussi quelques petites parties des territoires de Gignac, Carry et Marseille mais 90% du site classé sera situé sur ces deux communes. La plupart des critères justifiant un classement de site sont au rendez vous, comme le souligne l'étude préliminaire commandée par la Diren : paysage, histoire, patrimoine (militaire ou ferroviaire), richesse écologique… même si une étude d'Eccomed a montré qu'il y avait plus de richesse écologique à Carry qu'à Ensuès.

Le 14 octobre 2007 le préfet a validé le projet de classement de la Diren mais lui a demandé, pour des raisons politiques, et avant de consulter officiellement les collectivités, de prendre l'avis de MPM pour vérifier qu'il n'y aurait pas d'opposition frontale. Le préfet jugeait en outre préférable d'attendre les élections municipales de mars 2008. Car si la protection du milieu naturel reste l'argument officiel de cette demande de classement, la raison de fond pourrait en être davantage la volonté municipale de se prémunir des volontés d'aménagement de la Communauté Urbaine de Marseille dans la baie de l'Estaque puis vers la Côte Bleue. C'est en tout cas l'analyse de la Diren, confirmée implicitement par le préfet qui a demandé à la Diren d'informer la CUM avant tout lancement officiel de la procédure afin de s'assurer de la compatibilité du projet de classement avec ses propres projets.

Ce projet est en outre cohérent avec la DTA qui classe en espace remarquable au titre de la loi littoral l'ensemble du massif.

Les fonds de vallons habités à Ensuès et au Rove ont été sortis du périmètre d'étude du classement de site afin de limiter les problèmes de gestion et d'adaptation du bâti existant. De même, d'anciennes carrières ou le village de l'Estaque en sont également exclus Marseille, qui a de grands projets de développement dans ce secteur, s'y étant formellement opposée. Le classement porte donc essentiellement sur des milieux naturels, à l'exception notable de certaines calanques habitées dans lesquelles l'ABF va bénéficier d'un pouvoir fort. Cette volonté de classement des petits ports et des calanques, proposé par la mairie, est pourtant très fortement partagée puisque les CIQ de chacune des calanques se sont prononcés en faveur de ce classement. Ils sont même à l'origine de la demande de la municipalité auprès des services de l'Etat. Les habitants des calanques ont donc préféré demander de nouvelles contraintes réglementaires plutôt que de risquer de voir s'élever de nouvelles constructions. Si les calanques sont inclues dans le périmètre de classement, plus haut, dans la colline, celui-ci évite pourtant soigneusement les projets d'urbanisation futurs de la commune.

La multiplication de dispositifs de protection interroge. Ces protections, visant à contraindre le développement de la commune, obéissent à des logiques extérieures au territoire communal. Bien que demandées par les équipes municipales successives, elles servent de façon différenciée les habitants d'Ensuès. Cette protection réglementaire apparaît comme une contre sens culturel pour l'habitant traditionnel, ravit les classes supérieures installées dans les calanques qui voient en elles un moyen de préserver leur tranquillité et gêne les périurbains des clases moyennes dans leur désir d'accession à la propriété même loin de la mer compte tenu des prix du foncier. Fondamentalement, la protection apparaît bien souvent au service d'un entre-soi permettant de se prémunir des projets du puissant voisin marseillais et de limiter les accès au rivage aux catégories sociales les plus fortunées.

9.2 Les cercles des inégalités

L'accès physique à la mer, le sentiment d'en être proche, et la vue ont chacun un impact sur la valeur des biens immobiliers. La combinaison de ces trois facteurs y est déterminante. Le rapport à la mer dessine l'échelle de valeur des résidences et de la répartition sociale des habitants. Typologie sociale et relation à la mer sont étroitement liées dans la commune.

Dans les calanques, les pieds dans l'eau ou en position dominante avec un accès direct à la mer, se situent les cabanons et les très belles villas.
Un peu en retrait, un peu plus dans les hauteurs, la deuxième couronne abrite de belles villas avec une très belle vue. Toutefois elles sont incluses dans des lotissements assez denses, orientées vers la mer, certes, mais sans bénéficier d'un accès direct. Ce sont les lotissements La Brise et Panoramic, le bien nommé.
Enfin, beaucoup plus loin, on retrouve les villas plus ordinaires, toutes orientées vers la mer, sans grande qualité architecturale et dans des lotissements une très grande densité, c'est le lotissement de Chantegrive.

Les prix, le paysage et la protection

S'il est malaisé de lier protection et formation du prix des biens fonciers, la relation avec le paysage est plus facilement décelable.
Certes, la relation entre protection et formation du foncier s'établit avec une corrélation forte pour les terrains protégés. Si une spéculation a pu perdurer face aux protections publiques au cours des années 80 et 90 sur le littoral notamment, elle semble en voie de diminution tendancielle malgré une remontée récente liée aux incertitudes boursières. Le prix des terrains acquis par le Conservatoire dans ces espaces a tendance à stagner, voire à régresser en euros constants.
En revanche l'effet des protections environnementales est marginal dans la formation des prix des terrains voisins et nécessiterait pour être établi un échantillon important. En outre la façon dont joue une politique publique sur les prix n'est pas mécanique, par exemple par un effet visible à sa promulgation. Généralement les politiques publiques sont pressenties, annoncées et, après le début de leur mise en oeuvre, mettent du temps à produire leurs effets. Il y a donc des effets d'anticipation autant que d'inertie, qui sont fondamentaux pour l'analyse des prix fonciers. Leur prise en compte nécessite des échantillons importants en taille et sur une période de temps suffisante pour en percevoir les effets. (C. Napoleone) Nous n'avons pas pu procéder à ce recensement et l'échelle de notre territoire d'observation ne permet en tout état de cause pas d'établir des données utilisables. Ce pourra être l'objet d'un travail ultérieur mené en collaboration avec l'INRA et le Conservatoire du Littoral. La recherche pourrait ne pas être dénuée d'intérêt puisque les responsables du ministère de l'Equipement ont évoqué lors de réunions de travail (journée Littoral du 23 juin 2006) la possibilité d'un système de taxation des plus values dont profiteraient les terrains bordant les coupures d'urbanisation. Encore faudrait-il être capable d'en établir à la fois la réalité et le taux.
D'ailleurs, si la conviction qu'une plus value existe est spontanément assez largement partagée par les professionnels de l'urbanisme, elle rencontre plus de scepticisme chez ceux de l'immobilier qui ne constatent pas de lien aussi direct entre voisinage d'un terrain protégé et valorisation du bien. Des contingences viennent en effet parasiter cette relation comme par exemple le risque incendie ou l'exposition accrue aux cambriolages du fait d'un moindre contrôle social de proximité.
La relation entre le paysage et la formation du prix des biens fonciers est plus aisée à établir. Des travaux en ce sens ont été effectués suivant la méthode des prix hédonistes, notamment dans la région de Dijon (Jean Cavailhès, Etudes foncières n°124), qui le montrent bien. Le paysage à Ensuès c'est d'abord la mer. Cela peut constituer un paradoxe dans un village qui lui a historiquement tourné le dos. C'est surtout la manifestation du profond bouleversement qu'a subi ce village passant en 40 ans de 800 habitants ruraux à 5000 périurbains en quête d'horizons marins.
L'étude d'Ensuès montre, à l'instar des travaux des chercheurs dijonnais une certaine myopie dans les stratégies résidentielles. En effet, non seulement le prix des biens est corrélé à la proximité de la mer, mais encore la différence de prix entre une maison ayant vue sur la mer et une ne l'ayant pas diminue au fur et à mesure que l'on s'en éloigne.

De même, lors des estimations qu'ils rendent pour les DIA dans les périmètres de préemption, les domaines intègrent la distance au rivage et la vue sur la mer pour les biens bâtis, mais aussi pour les biens inconstructibles.

Une étude des transactions sur les 24 derniers mois permet de chiffrer approximativement le surcoût lié à la mer :
- Au village, à 3 km de la mer un terrain constructible, sans vue sur la mer est vendu 230 000 euros.
- A Chantegrive, une maison avec vue sur la mer vaut 400 à 450 000 euros soit 10% de plus qu'une maison privée de vue.
- A Bourgailles, sur des grands terrains de 4000 m2, les maisons avec vue sur la mer sont vendues au moins 600 000 euros.
- Dans le vallon de Grafiane les maisons se vendent de 300 000 à 600 000 euros suivant leurs dimensions, leur proximité de la mer et leur hauteur à flanc de coteaux, très peu ont la vue sur la mer. La distance au rivage varie entre 1 km et 1km.5.
- Au lotissement des Oliviers les maisons valent environ 500 000 euros sur des terrains entre 500 et 1000 m2. La mer est à 500m à vol d'oiseau.
- Au lotissement de la Brise, les maisons sont une surface habitable de 150m2 et des terrains de 1200 m2, elles sont vendues 500 000 euros minimum. La mer est également à 500m à vol d'oiseau.
La ZAC Panoramic regroupe des maisons cossues sur des terrains supérieurs à 1000 m2. Elles valent entre 650 000 et 1 000 000 euros, et bénéficient, à ce prix, de la vue sur la mer qui est de 100 à 300m à vol d'oiseau.



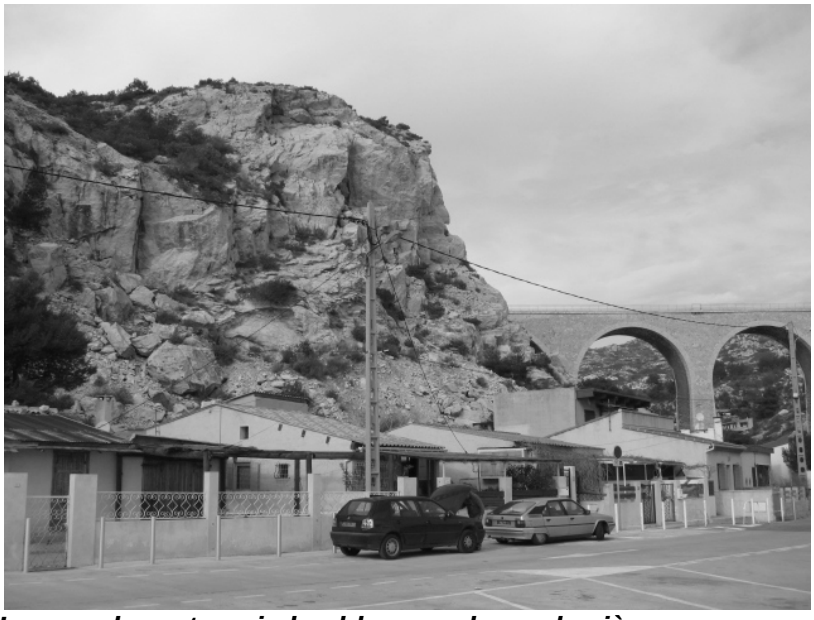
Les villas de Panoramic… … ***celles de Chantegrive***
©Berthelot et Dubois 2007

Enfin, une belle villa sur la mer, dans les calanques, sur un petit terrain forcement réduit vu la topographie des lieux (1000m2 est un grand maximum) coûte de 1,5 à 2 millions d'Euros. Toujours dans les calanques, une petite maison de 100 m2, avec vue sur la mer sur un terrain de 400m2 coûte 630 000 euros. La même, sans vue sur la mer, coûte 500 000 euros, soit une moins value de 26%.



Une architecture déterminée par la vue sur la mer
© Berthelot et Dubois 2007

Les cabanons des calanques constituent une catégorie particulière où la rareté le dispute au « coup de cœur ». Les modalités de leur transmission, au sein des familles ou tout au plus dans un cercle de proche intimité, les plaçaient encore très récemment hors marché. Cela rendait difficile leur évaluation, notamment par les domaines. La constitution d'un prix de référence était alors quasiment impossible. Ces cabanons, de piètre qualité constructive, sont des bâtiments sans valeur intrinsèque. Leur évaluation il y a quelque temps était alors fortement influencée par la valeur de la construction et donc très faible.
La position des domaines a évolué à cet égard. Du fait de mutations survenues ces dernières années, les cabanons ont acquis une valeur considérable qui tient d'abord, à la présence de la mer. Le marché est très faible, ces biens sont d'une rareté extrême, très convoités, les prix de comparaison qui fondent les estimations des domaines très élevés Certains ont pu atteindre 400 à 500 000 euros pour 70 m2 et un jardinet.. Cela a eu une incidence très importante pour le Conservatoire lorsque celui-ci a décidé de se porter acquéreur à La Veysse, calanque voisine d'Ensuès, de cabanons menacés par des éboulements de rochers en provenance de ses terrains.



La mer devant, mais les blocs rocheux derrière
© Berthelot et Dubois 2007

Les services des domaines ont estimé un cabanon les pieds dans l'eau le double de la valeur de son sosie situé en fond de vallon sans vue sur la mer à 100 mètres de distance.
Cela aura probablement dans les années à venir une forte incidence sur l'évolution des catégories socio professionnelles de leurs propriétaires à l'occasion des successions. 50% de ces cabanons appartenant à des familles modestes, les partages successoraux pourront en effet conduire dans nombre de cas à la vente de ces cabanons, aucun des héritiers n'étant à même de racheter la part de ses co-indivisaires.

9.3 Choisir sa nature : la mer, même au loin, le dos à la terre

Quelle que soit la distance à la mer et la typologie du bâti, les maisons tournent le dos assez nettement au milieu naturel voisin de forêt ou de garrigue pour n'être orientées que vers la mer. Cette vue onirique, image d'un milieu naturel peu effrayant parce qu' à la fois distant et hors de toute histoire familiale ou professionnelle, conduit à ne plus voir la nature dans laquelle la maison est construite. Cette mer relève d'une nature fantasmée n'exerçant pas de contrainte sur la vie quotidienne. L'avantage du grand paysage marin c'est qu'il ne demande pas d'entretien, de débroussaillage ou d'arrosage et qu'il fait rêver, ne serait-ce que par procuration. Si la mer est leur horizon commun, les rapports au milieu naturel protégé de la commune changent néanmoins selon les types de population.
Pour les anciens du village, les collines et la chasse, la vigne et l'élevage font partie d'une identité paysanne qui n'est pas si ancienne et donc encore vivace. Dans leur culture, le milieu naturel avait, et a encore, vocation à être à la fois ouvert et très utilisé : chasse, ballade, cueillettes traditionnelles participaient effectivement de l'entretien et des équilibres de ces milieux. Aujourd'hui, le quad ou enduro relèvent de la même attitude : le milieu naturel ouvert appartient à tous, qui peuvent y pénétrer, s'en servir...Cette perception de leur patrimoine local va à l'encontre des volontés du Conservatoire de restreindre les usages de l'espace, voire d'en interdire certains, afin de le protéger, au prix d'une séparation entre la vie locale et ses espaces naturels : le risque est alors celui du sentiment d'une protection imposée, vécue comme une fermeture de l'espace, une captation du territoire au profit de logiques externes, au profit des « autres », les marcheurs et visiteurs d'un jour. Le maire communiste de vieille souche du Rove, commune voisine, limite le plus possible les accès aux massifs pour réserver à ses habitants l'accès à leur territoire, y compris en ne s'occupant pas du sentier du littoral.

Pour les nouveaux habitants des lotissements, cette protection est moins problématique puisque, s'agissant d'urbains, ils n'ont pas l'habitude de fréquenter le massif. Les jardins suffisent. En revanche ils apprécient la tranquillité que cette protection amène et s'insurgent des intrusions qu'y font les promeneurs, motorisés ou non.



Des habitations qui tournent assez nettement le dos à leur milieu naturel immédiat pour ne regarder que la mer
© Berthelot et Dubois 2007

Mais ils sont sensibles aux contraintes qu'impose ce milieu naturel : obligation de débroussailler dans une bande de 50 mètres. Le problème est alors celui du coût… pas toujours bien perçu puisque le risque incendie ne fait pas partie de la culture de ces habitants. De fait bien peu d'habitants de Chantegrive se conforment à l'obligation de débroussaillement. La réalisation d'une piste DFCI a provoqué la colère des habitants du lotissement qui y voyaient d'abord le risque d'une fréquentation accrue des espaces naturels à proximité de leurs propriétés.
La vie de la frontière entre les terrains du Conservatoire et les propriétés riveraines bâties est faite de compromis, de face à face, de dos à dos. Les terrains du Conservatoire étant notamment issus d'un très vaste terrain dont le bornage n'avait pas été fait, le Conservatoire a pris la précaution de ne pas classer dans son domaine propre incessible une bande de terrain tout au long de l'interface entre ses terrains et les espaces urbanisés. Des constructions diverses, piscines, terrasses, parties d'habitations, empiétant sur les propriétés du Conservatoire, celui-ci joue la conciliation. C'est ainsi qu'il a procédé à plus de 80 rétrocessions payantes sur la commune à des riverains qui avaient édifié des constructions sur des terrains n'appartenant pas à son domaine propre avant leur acquisition par le Conservatoire. En revanche, il constate les infractions, poursuit et fait détruire et remettre en état pour les occupations de ses terrains postérieures à leur acquisition. Elles sont nombreuses de la part des habitants mitoyens.



Les terrains naturels du Conservatoire annexés par les riverains
© Berthelot et Dubois 2007

Les propriétaires de petits terrains qui font face aux très grandes étendues libres propriété du Conservatoire peuvent être tentés d'empiéter volontairement sur ces espaces, propriété de l'Etat et donc ressenties comme collectives, sous forme d'aménagements de terrains de sport, de terrasses, de barbecues etc. Une école maternelle y a même fait son espace de récréation. A Chantegrive, les constructions qui peuvent percevoir la mer tournent le dos aux autres espaces, ceux du Conservatoire y compris. Leurs habitants peuvent alors y externaliser des remblais, des clôtures, des canalisations… Ces empiètements sont considérés comme « normaux » compte tenu des dimensions respectives des terrains et du sentiment d'une propriété collective du sol du Conservatoire.
Ces externalisations de l'urbanisation sur les espaces protégés ne sont pas le fait des seuls habitants puisque, sur les terrains du Conservatoire et avec son assentiment, derrière le lotissement de Chantegrive, passe une piste DFCI, s'élèvent un pylône de relais hertzien et une tour de guet pour la prévention des incendies, affleurent des réservoirs d'eau…



Les terrains du Conservatoire, lieu d'implantation d'équipements collectifs
© Berthelot et Dubois 2007

Faire respecter l'immensité de ses propriétés est un combat quotidien pour le Conservatoire. A l'inverse, il doit faire face à une demande très forte d'entretien de ses terrains, de débroussaillage, de nettoyage… la demande sociale des habitants immédiatement riverains va à l'encontre des politiques du Conservatoire qui visent à laisser ces espaces évoluer de la façon la plus naturelle possible.
Les habitants situés à proximité des acquisitions du Conservatoire ont des avis contrastés sur ces espaces protégés classés inconstructibles. Certains pensent que ces acquisitions sont une bonne chose pour eux car ils sont sûrs de n'avoir aucun voisin. Pour d'autres par contre c'est un danger car selon eux le Conservatoire n'entretient pas ses espaces ce qui les met en première ligne lorsque survient un incendie. C'est ce qui s'est passé en 2003…et les propriétaires ne sont pas indemnisés pour les dommages causés.
Dans les calanques, le milieu naturel terrestre est également peu regardé, même si les habitants demandent sa protection, puisque c'est la mer qui est au centre de toutes les attentions. On tourne également le dos au massif auquel s'accrochent les maisons.
La volonté est de rester dans l'entre soi, de ne pas se développer, de ne pas densifier. Il y a un consensus fort sur cette vision, partagée à la fois par la population traditionnelle et les nouveaux arrivants fortunés. Les calanques sont le lieu d un très fort contrôle social. Ce sont les CIQ (un par calanque !) qui sont à l'origine, en 2004, de la demande municipale de classement du site des calanques d'Ensuès, y compris les zones urbaines, considérant que les acquisitions du Conservatoire et le zonage du PLU ne constituaient pas une protection suffisante. Le projet de classement en cours d'élaboration inclut les zones urbanisées des calanques. Les 5 CIQ des 5 calanques formulent la demande d'une protection très forte de leur cadre de vie, y compris parfois à leurs dépens. Les habitants sont prêts à figer leurs habitations ou à passer par les fourches caudines de l'ABF pour tout projet d'aménagement, même mineur. Les CIQ ont organisé des réunions publiques avant de saisir la municipalité sur la demande de classement. Il y a eu une vaste concertation sur ce thème et un grand consensus. Néanmoins, cet affichage unanimiste semble être à usage externe.

On constate en effet de nombreuses infractions au code de l'urbanisme pour travaux réalisés sans autorisation. L'entre soi demeure, le contrôle social de cette petite communauté se substituant au contrôle réglementaire. La vie des habitants des calanques est très liée à l'eau et à la pratique du nautisme sur des bateaux appropriés à cette côte découpée aux accès étroits. Les ports sont très petits, accueillent des bateaux de petite dimension, les listes d'attente pour obtenir un anneau s'allongent sur plusieurs années voire plusieurs décennies. Les associations de riverains ont demandé le classement des ports, très caractéristiques de ces côtes. Si les arguments affichés pour cette demande de classement relèvent du paysage, du pittoresque, des pratiques culturelles et sont d'ailleurs tout à fait recevables de ces points de vue, l'objectif premier est de contrer le projet de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole de développer l'offre de places de bateaux dans la rade de Marseille.



Faire respecter l'entre soi…
© Berthelot et Dubois 2007



…***de lieux privilégiés***
© Berthelot et Dubois 2007

Ces calanques se caractérisent ainsi par une volonté d'entre soi très fort. S'il est garanti d'une certaine façon par le niveau très élevé des prix des biens immobiliers, cet entre soi inégalitaire se trouve renforcé par les caractéristiques physiques des lieux qui justifient un discours offensif de contrôle de l'espace par les habitants avec les outils de la puissance publique.
La demande est celle d'avoir la paix. Il n'y a pas de demande particulière en termes d'équipements publics ou de développement. Les difficultés d'accès et l'éloignement, qui induisent un mode de vie un peu particulier, sont assumés et défendus, personne ne se plaint, comme personne ne veut que l'on s'occupe de ce territoire. L'intime conviction d'appartenir à une petite caste de privilégiés interdit d'une certaine façon aux habitants d'afficher les désagréments de la situation. La difficulté d'accès est plus vécue comme une protection contre autrui que comme une contrainte. Une revendication très forte, à laquelle la mairie a accédé, est la demande de fermeture des routes l'été afin que les calanques, cul de sac sur la mer, ne soient pas engorgées de voitures. Donc, les mois d'été, une barrière est mise par la mairie sur les voies publiques d'accès aux rivages pour abaisser le taux de fréquentation des calanques par les « autres ». Ceux-ci auront-ils le droit d'utiliser les voies publiques pour aller se baigner enfin dans la Mare Nostrum pendant les mois d'hiver ? Ce n'est pas sûr. Les habitants demandent l'extension de cette fermeture à l'ensemble de l'année. L'ensemble de ces revendications est porté au conseil municipal par une adjointe au littoral, habitante d'un cabanon restauré.

Conclusion

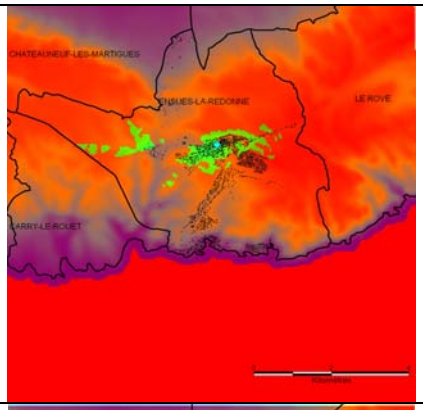
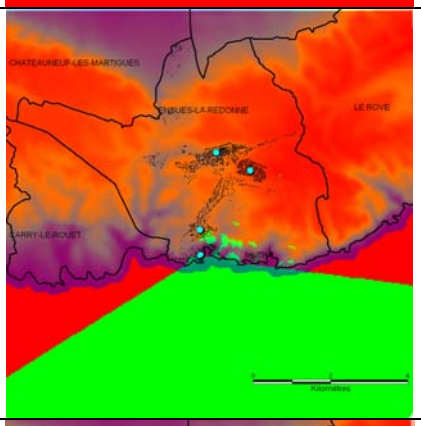
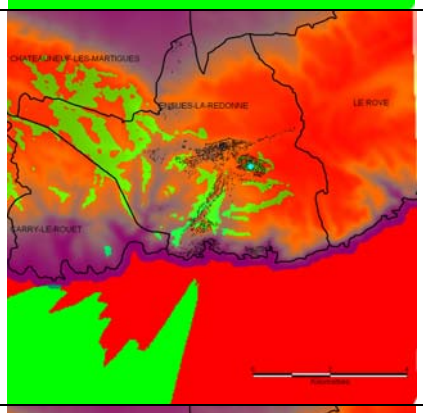
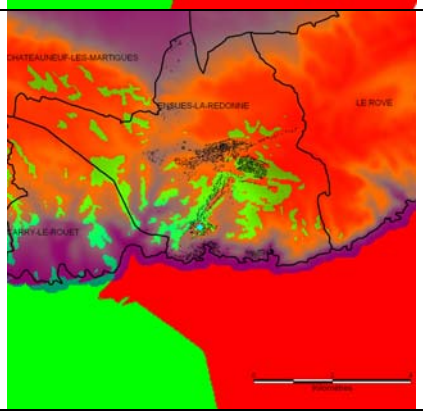
Le cas d'Ensuès la Redonne illustre le passage d'une pratique de rivage à la naissance puis à l'affirmation d'un désir de rivage. Un désir créateur d'inégalités, par la recherche d'une vue sur la mer imprenable et l'appropriation de l'accès au rivage, avec leur corollaire de sélection sociale par le prix des biens.

Le rapport des nouveaux habitants à leur environnement naturel est surdéterminé par ce rapport à la mer au point de leur faire se détourner des espaces terrestres de proximité faisant pourtant l'objet, du fait de leurs qualités de puissants dispositifs de protection.

Si nous avons pu évoquer les relations entre les aménités environnementales nées du rapport à la mer et la formation des prix, le lien entre les politiques de protection et cette dernière nécessiterait des échantillons importants et l'observation sur une longue période Cela pourra faire l'objet d'un travail ultérieur avec l'INRA et le Conservatoire du littoral notamment.

La recherche pourrait ne pas être dénuée d'intérêt puisque les responsables du ministère de l'Equipement ont évoqué lors de réunions de travail (journée Littoral du 23 juin 2006) la possibilité d'un système de taxation des plus values dont profitent les terrains bordant les coupures d'urbanisation. Si la conviction qu'une plus value existe est assez largement partagée dans les milieux professionnels de l'urbanisme, elle laisse par ailleurs sceptiques les professionnels de l'immobilier. La poursuite de recherches en ce sens n'en aura que plus de prix.

La vue de la mer : une histoire de point de vue[143]

	**Centre ancien :** Il tourne le dos à la mer L'espace visible pour un habitant du centre ancien correspond à un espace cloisonné situé sur un plateau calcaire, en liaison avec un axe de communication mineur « le Rove_Carry », l'actuelle RD5 Le noyau ancien correspond à une implantation remontant au 15eme siècle ; une extension récente du noyau villageois s'est faite sur l'axe est -ouest en rapport avec les migrations pendulaires liées à la métropole marseillaise
	**Les Cabanons du Littoral** : Avec ou sans les pieds dans l'eau, ont un contact immédiat avec la mer, mais le cône de vision de celle-ci est très variable du fait du découpage en calanques de la côte
	**La ZAC de Chantegrive :** La position sur un plateau occulte la zone de contact terre - mer ; l'arrière plan visible contribue a mettre en place une impression de dégagement et d'évasion. Le relief segmenté favorise des percées visuelles sous forme de couloirs de vision, ce qui donne une vue sur la mer très variable à quelques dizaines de mètres près
	**La Zac Panoramic :** Plus proche du littoral, simplifie les couloirs visuels, mais laisse de côté le quart sud est du littoral

©Richier, Berthelot et Dubois 2007

[143] Pour l'ensemble des cartes l'espace visible depuis un point des territoires sélectionnés est représenté en vert

CHAPITRE 10

L'aménagement des plages du Prado à Marseille : la construction d'un bien commun[144]

Coord. Arlette Hérat



Photos : Claude Paris

Introduction

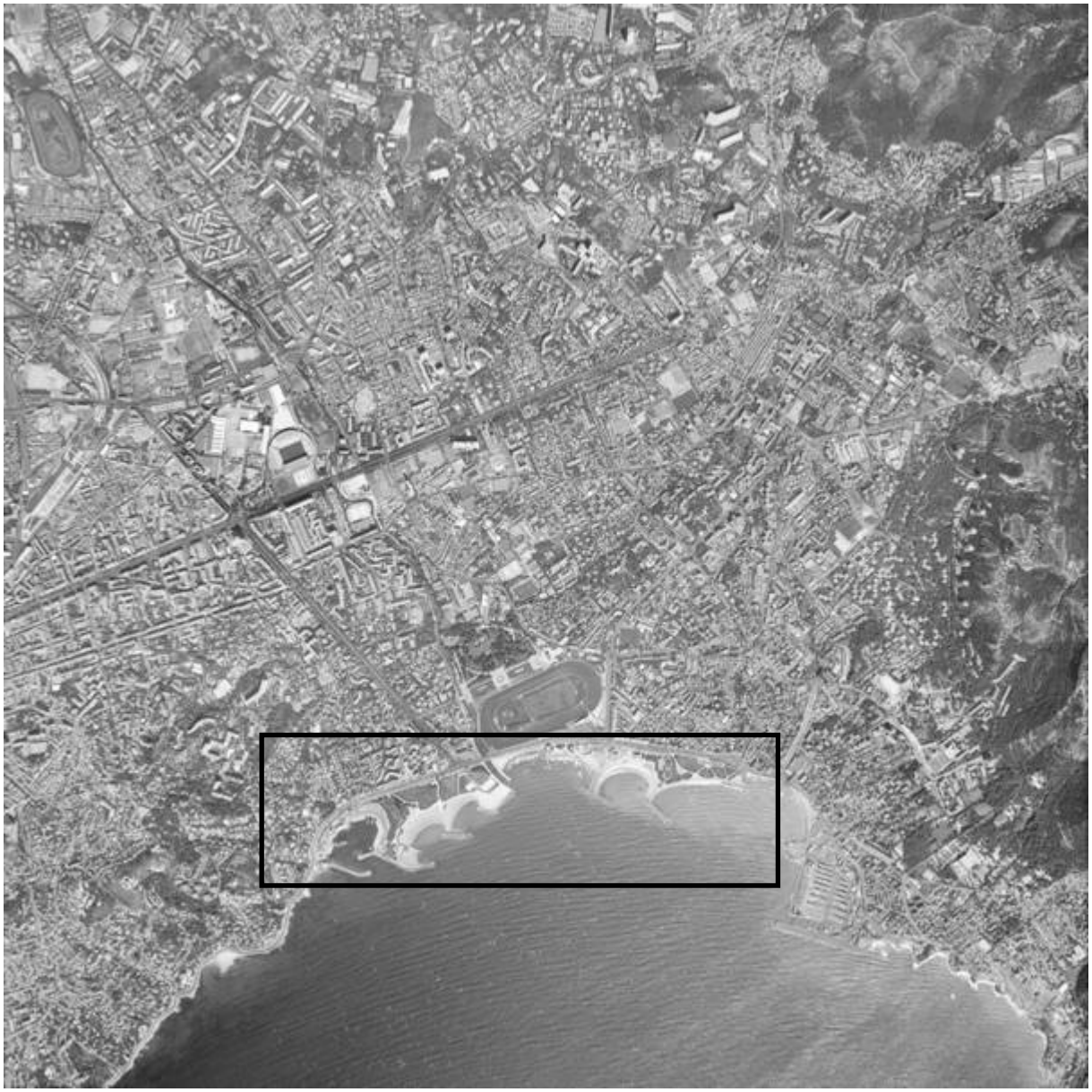
L'ensemble balnéaire des plages du Prado a été réalisé progressivement à partir du milieu des années soixante-dix. C'est un ensemble de 45 hectares, se déployant sur près de trois kilomètres de littoral et dont la caractéristique principale est d'avoir été conquis sur la mer. Il associe des plages protégées par des digues avec un vaste parc et quelques équipements commerciaux regroupés en un secteur. Seuls, quelques buvettes et postes de secours, viennent ponctuer l'ensemble.

Cet espace planifié — au paysage très artificialisé — a tout de suite remporté un grand succès d'usage dans une ville dont l'originalité de la condition urbaine a, cependant, plutôt été décrite à travers l'éloge de ses désordres (Medam, 1995, Roncayolo, 1996). Sans conteste, les plages du Prado représentent aujourd'hui un des espaces publics majeurs de Marseille. Elles figurent d'ailleurs parmi les trois premiers grands aménagements (après le Métro et le TGV) qui, pour les marseillais, ont amélioré l'image de leur ville[145].
Or, la période durant laquelle le projet s'est élaboré (à la charnière des années soixante et soixante-dix) n'a pas encore nommé l'espace public comme une des catégories d'aménagement (Billard, 1988).

Ainsi, à mon intérêt pour l'étude d'une situation locale — approfondir la « complexité marseillaise » — s'est ajouté un questionnement plus large sur la manière dont l'aménagement se fonde et se construit dans un contexte donné (sociétal et doctrinal).

[144] Actes du colloque international pluridisciplinaire "Le littoral : subir, dire, agir" - Lille, France, 15-18 janvier 2008 Proceedings of the international pluridisciplinary conference "The littoral : challenge, dialogue, action" - Lille, France, 15-18 january 2008

[145] Cf. Université de Provence/C.N.R.S./LAMES (Dir. : Pierre Vergès), *Les marseillais parlent de leur ville : étude de l'image de Marseille*, Rapport final ronéoté, Mars 1999, page 34.



Photographie aérienne verticale, IGN, 2003, 1/25 000

Cet article se propose de faire état de premières investigations autour de la genèse du projet, tout du moins, celle qui conduit à l'inauguration d'une première tranche d'opération en 1977. L'étude des documents d'archives et le recueil de témoignages auprès des acteurs[146] nous poussent à percevoir cet aménagement comme l'aboutissement d'un processus traversé par des enjeux forts. Cet exemple, préfigurant ce que pourrait être une conduite de projet « souple » (Asher, 2001), se situe cependant dans une période qui ne connaît pas encore de doutes à propos de la rationalité de l'aménagement. La loi d'orientation foncière de 1967 vient tout juste de créer, avec les Zones d'Aménagement Concertées (Z.A.C.), les outils qui paraissent adéquats pour développer des projets d'une telle ambition.

[146] Impliqués alors en tant qu'architecte-urbanistes, ingénieur, sociologues, paysagiste, dirigeant d'association d'éducation populaire et militant politique, juriste. Les expressions en italique placées dans le corps du texte émanent de ces entretiens ou de la documentation dépouillée.

Au regard de propos recueillis auprès d'un acteur — les plages du Prado sont un bon exemple pour Marseille, mais pas forcément pour l'aménagement —, nous avons pu apprécier, au contraire, toute l'exemplarité de cette réalisation.



10.1 Bien plus que des plages

Observer les plages du Prado revient à embrasser un très vaste espace, où la perception dominante combine mer, sable et pelouses bien vertes. Si ce « vert », exotique en littoral méditerranéen, a été décrié lors de l'inauguration par certains tenants de la culture locale, sa valeur d'usage, par contre, s'est rapidement imposée. Plus, il est devenu la « marque de fabrique » de plages peu ordinaires. Nous verrons plus tard que son arrivée n'était cependant pas programmée…

10.1.1. Plages et ville intimement liées

Ces plages sont complètement insérées dans le territoire de la ville et participent de sa faible densité. En effet, la caractéristique de Marseille est d'être tout autant constituée d'espaces urbanisés que d'espaces naturels. Par leur ampleur, et donc la prise de recul qu'elles autorisent, les plages du Prado permettent d'embrasser des fragments importants de la ville et de ses limites marquées par les collines. Ainsi, si l'activité balnéaire autorise un temps de pause, la ville n'est jamais très loin ; elle reste présente dans le paysage.
Les plages sont maillées au réseau principal de voirie et connectées aux transports publics. L'avenue qui les borde constitue le prolongement de la Corniche (qui épouse le Littoral depuis le centre ville) et elles sont reliées au métro par l'avenue du Prado. Ce large boulevard, créé au milieu du 19ème siècle, a préparé, avec la décision d'étendre le port de commerce au Nord du Vieux-Port, l'avenir du littoral Sud en faveur des loisirs et du résidentiel. En période estivale, le métro se pare d'ambiance balnéaire (shorts, tongs, serviettes autour du cou, glacières et ballons de foot…) ; ainsi la plage est rendue présente dans la ville.

10.1.2. Un grain de sable dans le clivage Nord/Sud de la ville

Ces bonnes conditions d'accessibilité, comme la présence du parc, en font un des espaces pratiqués le long de l'année, par des habitants venus de tous les quartiers. Face à une ville historiquement centrifuge, où le sentiment d'appartenir à un quartier perdure malgré les évolutions profondes que ces derniers connaissent, les plages sont devenues un lieu partagé à l'échelle de la ville, à l'instar du Vieux-Port ou du Stade Vélodrome. Comme ce dernier, elles sont situées dans les quartiers Sud, quartiers résidentiels « bourgeois », qui s'opposent aux quartiers Nord « populaires ».

Des observations nous révèlent qu'à travers les rythmes d'occupation, et les lieux choisis, un certain partage de l'espace s'établit. Ainsi les habitants des quartiers Sud ont certainement plus de loisirs d'usage en semaine alors que, le week-end, les plages « font le plein » grâce à la fréquentation provenant des autres quartiers de la ville. La fluidité de l'aménagement de l'espace n'a pas empêché la constitution de secteurs bien identifiés, propices aux rendez-vous rituels. Et, au-delà de l'activité balnéaire, ce sont divers loisirs et sports « libres » qui se pratiquent régulièrement. Seule témoigne de clivages anciens, l'anse Nord dans laquelle la base nautique municipale — coupée en deux — vient s'encastrer entre un hôtel haut de gamme et un club nautique privé.
L'ampleur de cet espace permet la tenue de manifestations exceptionnelles, certaines pouvant restreindre l'accès public. La construction d'un pôle commercial, lors de la réalisation de la deuxième tranche dans les années quatre-vingt-dix, s'était déjà accompagnée de concessions de plages au profit des bars-restaurants. Au côté populaire répond aujourd'hui le côté « people » qui, avec les soirées privées d'été, contribue à dessiner une nouvelle image que Marseille adresse au monde.
Ainsi, vues de plus près, malgré la forte unité qui se dégage, les plages paraissent comme autant de lieux spécifiques, investis par des catégories diverses de population. Cette mixité sociale est rendue possible à la fois par de bonnes conditions d'accessibilité, l'ampleur de l'espace libre aménagé et la « légèreté » de cet aménagement. Ces deux dernières caractéristiques se trouvent être justement au cœur des bouleversements et des grands débats qui ont agité la construction du projet.







10.2. Les mises à l'épreuve du projet

L'idée d'un projet sur la plage du Prado est ancienne et résulte de la prise de conscience de la fragilité du site. D'une part, exposé plein ouest il subit les vents dominants et la houle, ce qui entraîne une forte érosion. D'autre part, il recueille les rejets captés en amont par l'Huveaune. Sensible au développement des « bains de mer », Alfred Saurel[147] proposait de donner une profondeur à la plage, avec la mise en retrait de la voie longeant le littoral, et de la planter avec des tamaris. En 1928, le Plan Directeur de la Région marseillaise confirme la vocation du littoral Sud en zone de loisirs. Gaston Castel, l'architecte en chef du Département, et Jean Ballard évoquaient alors avec passion l'avenir de la plage[148]. Ils prévoyaient l'installation d'une galerie souterraine afin de rejeter la pollution au large, la création d'un port dans l'anse Nord, l'élargissement de la promenade ainsi que l'organisation de grandes fêtes sur cette nouvelle scène urbaine. Plus tard, Pierre Vago, architecte chargé de nombreux plans de ville à la Reconstruction, aurait proposé un remblaiement sur la mer (*sur plus de 100 m de large*), sans exutoire cependant prévu pour l'Huveaune[149].
Il faudra attendre les années soixante, l'époque où Marseille se pense en tant que future métropole du Sud et où la fonction touristique est mise en avant, pour que le projet de la plage soit réactualisé.

10.2.1. Urbaniser la rade Sud

En 1967 des premières études sont lancées portant sur l'urbanisme, l'hydraulique et l'assainissement.

Des grands principes établis…

Les objectifs initiaux assignés au projet sont les suivants :

- résoudre la pollution due aux rejets de l'Huveaune et à la saturation du réseau d'assainissement. C'est un préalable à l'aménagement du site qui précipitera la réalisation d'un deuxième émissaire et de la station d'épuration de Marseille.
- créer une plage artificielle, conquise sur la mer, permettant de répondre à l'afflux touristique pressenti et à la demande locale. Les déblais des travaux du deuxième émissaire, puis ceux de la construction du métro, serviront d'ailleurs à remblayer le site.
- protéger la plage des vents dominants et de la houle. Des études très poussées vont déboucher sur un système de digues générant des plages protégées[150]. Le découpage en alvéoles viendra faciliter la réalisation de l'aménagement par étapes successives.
- créer un *arrière-pays* justifié par la croyance en des perspectives d'accroissement démographique important[151] et par le souci de financer l'extension sur la mer. Les études d'urbanisme englobent donc un périmètre très vaste (140 ha) et sont confiées à René Egger[152], qui s'associe à une jeune structure, Atelier 9[153].

[147] Membre de plusieurs sociétés savantes et littéraires, auteur de guides et monographies édités dans la dernière partie du 19ème siècle.
[148] Cf. Gaston Castel et Jean Ballard, *Marseille-Plage*, Marseille Métropole, Les Cahiers du Sud, 1934.
[149] Cf. Guy Daher, *La Plage du Prado, une histoire de sable et de vent*, Revue Marseille n°178, Octobre 1996.
[150] Etudes menées par la S.O.G.R.E.A.H. et la S.G.T.E.
[151] L'Organisme Régional d'Etudes et d'Aménagement de l'aire Métropolitaine (O.R.E.AM.) prévoyait que Marseille atteindrait 2 000 000 d'habitants d'ici l'an 2000.
[152] Architecte en Chef des Bâtiments Civils et Palais Nationaux, conseiller technique de l'Etat, maître d'œuvre de nombreux équipements à Marseille.
[153] Représentée sur ce projet par Robert Inglésakis et Guy Daher.

Le projet de l'aménagement de la plage devient, dès ce moment-là, le projet d'urbanisation de la rade Sud : il y est attendu entre 5 000 et 10 000 habitants. Mais les esquisses se figent définitivement au début de l'année 1973. La circulaire Guichard[154] vient proscrire toute construction sur les concessions à charge d'endigage, à l'exception d'équipements publics liés à la proximité des rivages.

Mais une légitimité contestée

La circulaire vient mettre un coup d'arrêt brutal à toutes les études d'urbanisation du domaine public maritime. Nous ne trouvons trace, ni de tentatives de négociation, ni de contestation de son application. De plus, nous constatons un coup de frein considérable aux opérations programmées sur l'*arrière-pays*[155].

Notre hypothèse — étayée par plusieurs témoignages — est qu'il a été d'autant plus facile de renoncer à un tel projet, que sa légitimité était déjà contestée. En effet, si la loi d'orientation foncière de 1967 permet à l'aménagement de se redéployer en faisant une large part au privé, Mai 68 va générer dans son sillage de nouvelles pratiques du débat public. Les questions traitant du cadre de vie vont alors prendre une importance de plus en plus grande dans la société. Les effets sociaux de la spéculation immobilière y sont fortement dénoncés dans le même temps qu'y sont décriées les formes de l'urbanisme moderne. Les méthodes traditionnelles de l'aménagement sont progressivement « bousculées » (Marié, 1989).

À Marseille, le projet des plages initie de nouvelles méthodes de travail au sein de la municipalité et, au-delà, une immixtion progressive du politique dans les questions urbaines. Gaston Deferre[156] y exercera une influence personnelle forte, malgré la répartition des délégations municipales qui était admise jusque-là, entre les socialistes et leurs alliés[157].

Le dossier est piloté par le Secrétariat Général à l'Expansion (S.G.E., créé en 1971) et bénéficie d'un outil technique, l'Agence d'Urbanisme (A.G.A.M. créée en 1969). Pour la première fois, la concertation va sortir du strict dialogue Mairie/Comité d'Intérêt de Quartier. Elle va s'adresser à des associations d'éducation populaire et sportive, mobiliser des méthodes sociologiques et ainsi contribuer peu à peu à faire sortir les enjeux du projet d'un simple cadre local, même si la pression des résidents des quartiers bourgeois surplombant le site n'est pas évacuée pour autant. Ces derniers trouvent même, à ce moment-là, une « alliance objective » avec les opposants à l'urbanisation des terres remblayées.

Plusieurs points de tension vont en effet apparaître à l'occasion de ces échanges : le caractère public des plages, la densité construite, la construction de tours[158], l'impact des voies … Des lignes de fracture apparaissent y compris parmi les concepteurs. Certains acteurs vont jusqu'à proposer un espace remblayé à vocation exclusive de loisirs. C'est pourquoi, en 1973, lorsque la circulaire Guichard est publiée, il paraît évident que le projet d'urbanisation de la rade Sud ne peut plus être d'actualité.

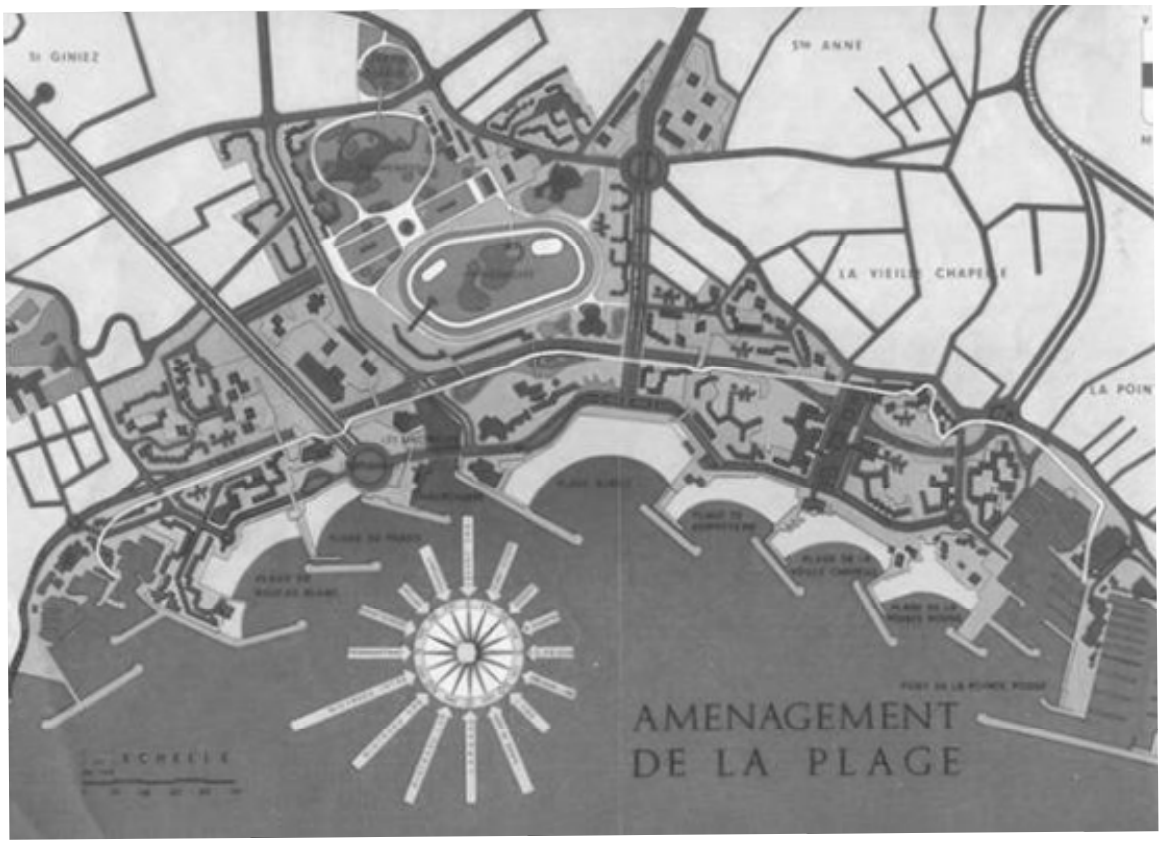
[154] La circulaire n° 73-05 du 3 Janvier 1973.

[155] Seule la Z.A.C. n°1 sera réalisée en son temps (700 logements et des équipements). Il faudra attendre ces dix dernières années pour que des opérations de logements privés soient relancées.

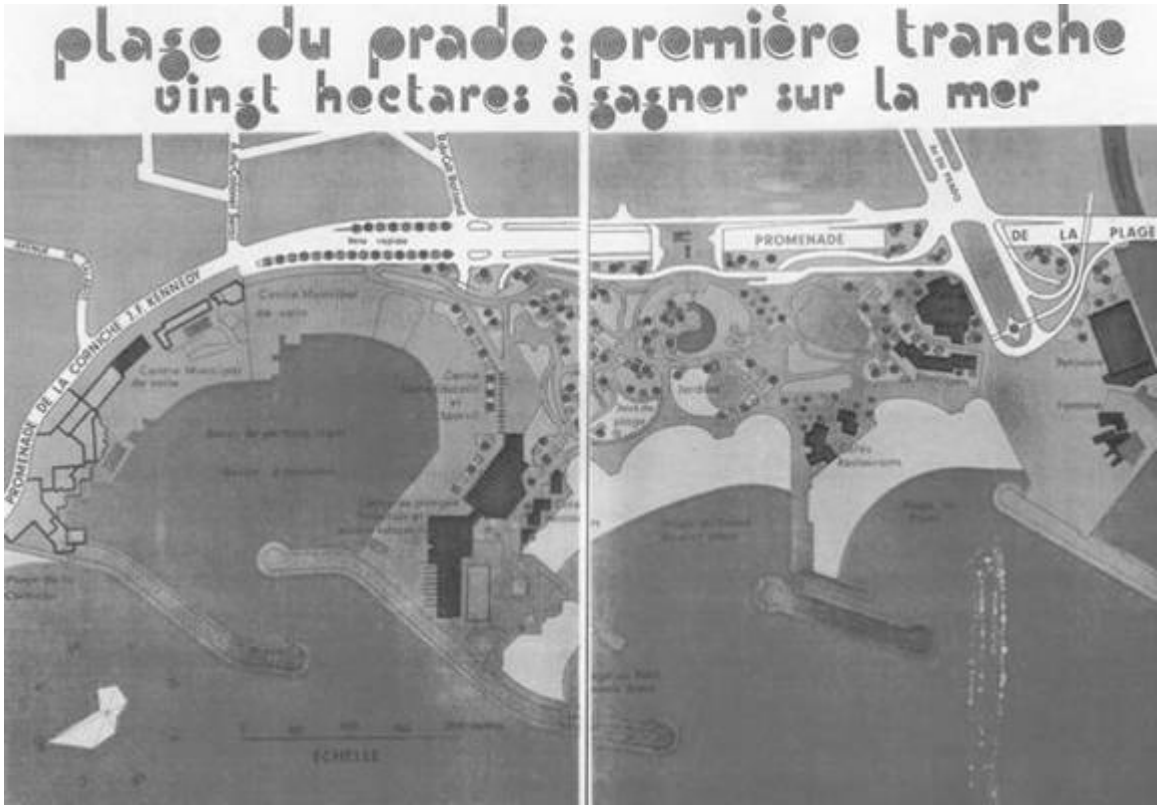
[156] Maire de Marseille de 1953 à 1986, date de son décès.

[157] Aux socialistes la gestion des hommes, au centre et à la droite modérée celle des travaux.

[158] Justifiées par la nécessité de rentabiliser des fondations sur pieux, imposées par le sol remblayé.



Conception : René Egger Atelier 9 Paru dans « Marseille Informations » n°31 Mars 1972



Conception : René Egger Atelier9 Paru dans « Marseille Informations » n°74 Mai 1976

10.2.2. Equiper pour animer l'espace

En ce début d'année 1973, un nouveau projet à vocation de loisirs est alors décidé. Il concerne une première tranche allant de l'anse Nord jusqu'à l'Huveaune. Les études techniques concernant le système de digues ayant, quant à elles, été confortées, il s'agit de définir une programmation précise des équipements et de donner forme aux 20 hectares conquis sur la mer.

Les études urbaines prennent en compte un périmètre bien plus vaste, mais cette fois-ci, ce dernier n'est plus pensé en termes de potentiel d'urbanisation. Est privilégiée la mise en liens d'espaces de loisirs offrant une diversité d'usages tels que le Parc Valmer (colline du Roucas-Blanc), le parc Borély et le champ de courses (face aux plages), la Campagne Pastré (au pied des collines de Marseilleveyre), le massif des calanques ainsi que les îles du Frioul (où une Z.A.C. à vocation touristique est lancée)159. Mais c'est à une autre échelle que les débats vont se référer : celle de la ville tout entière.

Une plage pour tous les Marseillais

Tandis que, lors de la phase précédente, les échanges étaient organisés essentiellement à partir de la production des urbanistes, ingénieurs et économistes, le rôle des professionnels issus des sciences humaines ainsi que celui des acteurs sociaux va se renforcer. À côté d'études urbaines et techniques, de maquettes, d'essais en soufflerie, de sondages de sols etc… vont prendre place des enquêtes auprès des usagers futurs ainsi que des consultations poussées auprès d'associations.

Ces méthodes vont éclairer les débats qui se focalisent alors sur les destinataires des plages. En effet, l'abandon du programme immobilier n'a pas pour autant évacué les questionnements sur le financement des investissements publics ni ceux, plus larges, sur la destination des équipements. D'un côté, les enquêtes menées auprès de la population vont mettre en exergue *le désir immense (d'aller se baigner)* et rendre compte du clivage spatial vécu par les habitants des quartiers Nord[160]. De l'autre, les associations — pressenties pour être les futurs gestionnaires des équipements — vont user de leur pouvoir d'influence au sein de la concertation. C'est ainsi que le libre accès de tous les Marseillais aux plages va s'imposer à l'issue d'affrontements vifs. Cette décision se fera, cette fois-ci, à l'encontre des positions des groupes de pression locaux qui craignent une vocation ouverte et populaire du site.

Offre d'animation et conception de l'espace : une réflexion liée

D'autres clivages, relatifs à l'aménagement de l'espace proprement dit, voient le jour. Au cœur des débats : faut-il préserver une offre de loisirs libres, ou bien ceux-ci doivent-ils être complètement encadrés ?

En cette période, où la société de loisirs se met en place, il y a encore peu d'exemples permettant de penser l'aménagement d'espaces urbains aussi vastes[161]. Dans la lignée traditionnelle du monde de l'éducation populaire, la vocation didactique de tout aménagement doit être privilégiée, ainsi que le principe d'une animation permanente et spécifique selon les tranches d'âge. Cette vision s'affronte aux tenants d'activités spontanées, parmi lesquels on retrouve aussi des militants associatifs. Ces acteurs rejoignent l'aspiration des concepteurs à s'éloigner d'un modèle spatial basé sur la fonctionnalité.

---

159 Cette orientation ne s'est que partiellement concrétisée aujourd'hui.

160 Gaston Deferre sera particulièrement à l'écoute de ces résultats qui lui seront présentés directement.

161 Quatre références ont été citées : l'aménagement de la côte aquitaine (René Porte, chargé par le B.E.R.U de la programmation des équipements, y a été impliqué), le parc de la Courneuve, la plage de Copacabana (présentée comme *un territoire libre*) et la Grande Motte (pour la prise en compte du vent).

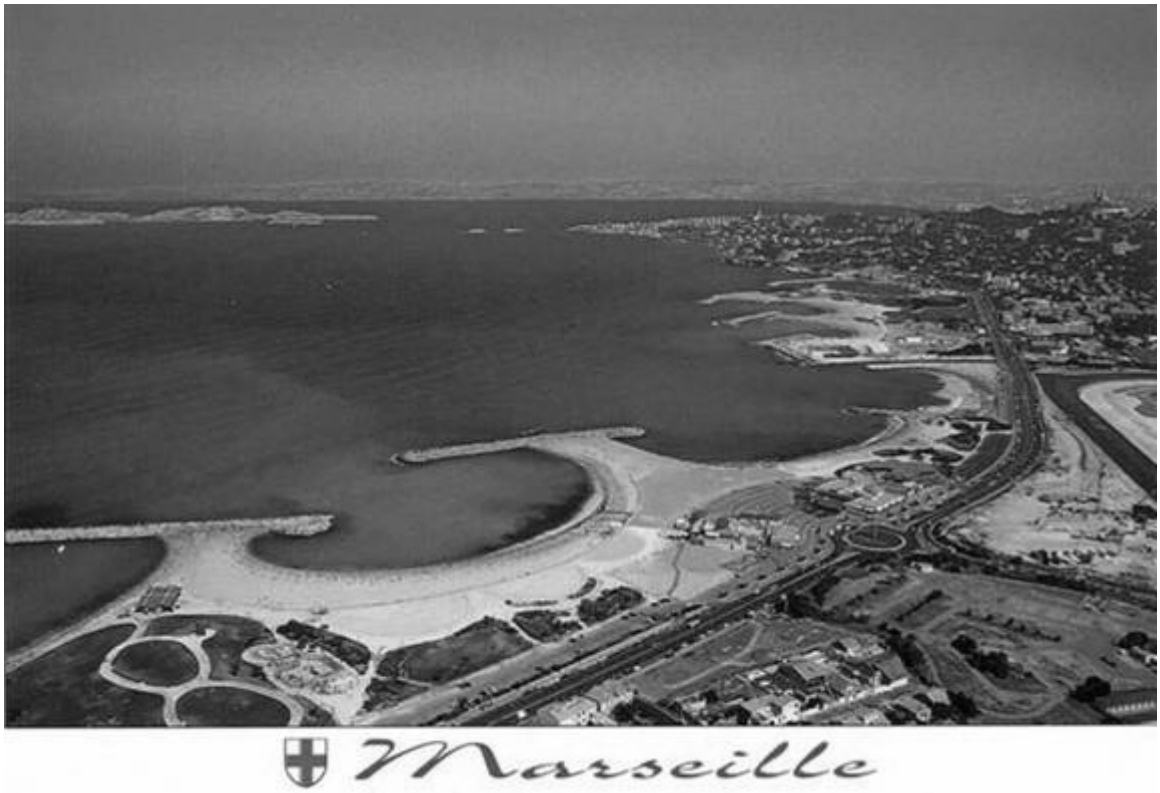
Les principes conceptuels privilégient alors une démarche environnementale, dans laquelle le confort de l'usager et la pérennité des aménagements et plantations sont au cœur du projet. L'espace non construit bénéficie à partir de ce moment-là de grandes attentions[162].

Le *Plan des activités dominantes,* proposé en 1977, révèle le « compromis » obtenu. Il prend appui sur l'opportunité de développer la base nautique municipale existante, déterminant ainsi la vocation de l'anse Nord. Outre la base nautique, un centre de plongée et une piscine y sont prévus. Un *pôle urbain* est pensé dans l'axe de l'avenue du Prado et aboutit à un embarcadère à destination des îles du Frioul. Il est constitué de cafés, restaurants, boutiques et même d'une patinoire. Enfin, en arrière des plages et reliant les deux pôles, un vaste *espace polyvalent* est décidé. Il témoigne de la place accordée aux activités spontanées ; il se présente cependant comme un *jardin architecturé* (mouvements de terres et essences indigènes).

Pendant ce temps, les travaux d'infrastructure avancent : déplacement du pont de l'Huveaune et construction du deuxième émissaire dès 1974, travaux maritimes et remblaiement à partir de 1975. Ainsi, au printemps 1977, les plages sont visibles, parées de leur « grain de riz » caractéristique. Gaston Deferre décide alors de l'inauguration de deux premières plages dès l'été prochain.

Notons que nous sommes dans une époque politique intense : les élections municipales de 1977 consacrent la rupture de l'alliance avec la droite modérée et l'hypothèse que l'Union de la Gauche gagne les prochaines élections législatives de 1978 paraît plausible. Des urgences apparaissent…

10.2.3. L'inauguration : la révélation d'un espace public



PEC - P. Blot

[162] À travers une collaboration fructueuse entre Atelier 9, le service municipal chargé des espaces verts (S.E.V.E), le laboratoire Ambiance Bio-Climatique de l'école d'architecture de Marseille (A.B.C.) et le Centre Scientifique des Travaux du Bâtiment (C.S.T.B.) de Nantes.

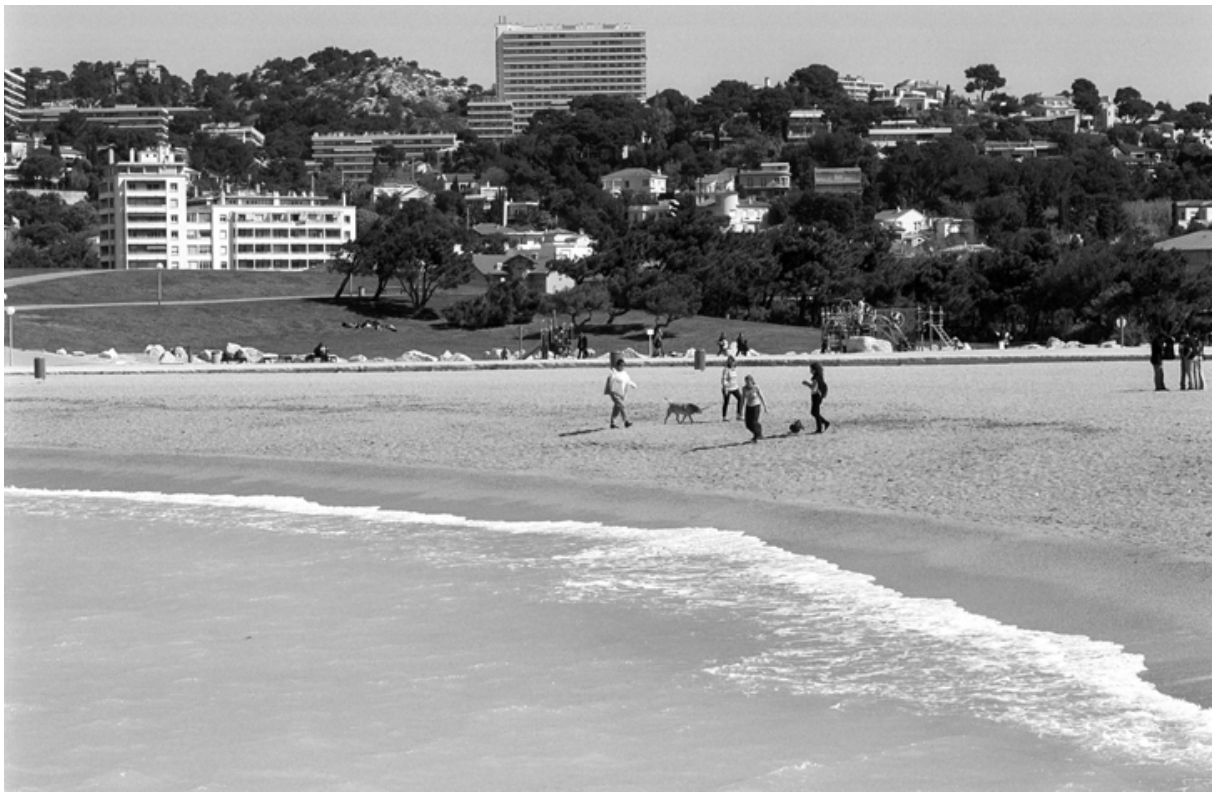
Le service municipal des espaces verts est chargé d'aménager le site de manière transitoire afin de permettre un accès aisé aux plages. Cette réalisation a vocation à durer quelques années : il s'agit d'attendre que les terres remblayées se stabilisent avant de construire. A cela, s'ajoute le fait que le financement des équipements n'est toujours pas acquis.
Au lieu de mettre un point final aux débats précédents, en ménageant une parenthèse, la réalisation provisoire va au contraire les prolonger. Le projet adopte une solution pour traiter l'ensemble du site remblayé. Celle-ci consiste à réaliser des mouvements de terre, correspondant à la volumétrie des constructions prévues, et à les recouvrir de pelouses. Ces choix permettent de préserver la constitution de microclimats tout en restant très économes. D'autant, que pour la réalisation des buttes, les déblais des travaux de la première ligne du métro sont utilisés.

Des heures d'études de conception, d'échanges, de consultation vont ainsi être soudainement englouties par de la terre. Bien qu'il ait à répondre à un défi — qualifier des déblais en trois mois —, Jean Pierre Manya (paysagiste, alors en responsabilité du service espace vert) nous présente ce projet non pas comme une solution technique, mais comme une position. Une *esthétique de la légèreté* en réponse aux doutes qui l'animent. *L'aspiration des Marseillais à avoir un site où ils puissent respirer au bord de l'eau* lui paraît être l'élément de programmation central. À partir de là, il propose un paysage *le plus harmonieux, le plus tranquille, le plus agréable possible*. Même les constructions de première nécessité (douches, sanitaires, buvettes) sont logées dans des « Algécos » qui resteront une dizaine d'années avant d'être remplacés, suite à un concours d'architecture.

Le pari des pelouses est gagné grâce à un mois de Juillet particulièrement pluvieux. Un dispositif de navettes de bus gratuites se met en place, permettant aux habitants des quartiers Nord de se rendre aux plages. Face à l'appropriation de l'ensemble du site aménagé, les panneaux « pelouses interdites » sont vite enlevés. Le *Parc balnéaire du Prado* est né, *les arrières-plages* se sont imposées comme un espace public à part entière.

Le choc provoqué par une transformation radicale du site, *l'effet paysager vert a été comme une déferlante,* et par son usage immédiat engendre une prise de position de Gaston Deferre qui transforme le provisoire en aménagement définitif. Il renonce ainsi aux constructions d'équipements[163] ; seule la base nautique sera effectivement réalisée. Les représentants des intérêts locaux s'en trouvent soulagés, même si *on (leur) a volé la mer*. Confortant cette première réalisation, le Maire demande que l'on en retrouve l'esprit lors du lancement des études de la deuxième tranche au début des années quatre-vingt.

[163] Décision heureuse pour les finances communales.



Conclusion

Cette genèse nous révèle donc une histoire peu commune. Ce projet d'aménagement, non seulement, connaît une évolution très sensible de son programme, mais se voit « dépouillé », jusqu'à l'extrême, au moment de sa réalisation. Et pourtant, il recueille une adhésion profonde, y compris de la part d'acteurs s'étant fortement impliqués dans des choix non retenus[164].
Ceci témoigne d'une certaine exemplarité. Nous la percevons, bien sûr, dans la qualité conceptuelle et de mise en œuvre, ainsi que dans les moyens de gestion déployés pour pérenniser cette réalisation. En effet, trente ans après l'inauguration, le site reste extrêmement bien entretenu et ne paraît pas connaître les effets du vieillissement. Mais au-delà, nous ressentons que cette opération a profondément ébranlé le domaine de l'aménagement, ceci à plusieurs titres.

D'abord, dans son objet même. Au fil des évolutions du projet, se dessine une inversion dans la hiérarchie des catégories d'espaces prises en compte ; l'espace non bâti bénéficie d'un investissement conceptuel croissant. C'est une position résolument novatrice car elle témoigne d'une double rupture.

Première rupture, avec l'urbanisme Moderne, qui imprègne encore fortement les schèmes de conception de la période, et pour lequel « l'espace vert » résulte avant tout d'une mise en valeur des constructions ainsi que de la prise en compte de considérations hygiénistes. Sa conception, dans une grande majorité de cas, s'appuie sur une composition de plan-masse où l'homme n'est vu que de très haut. Ici, au contraire, l'homme — et son milieu environnemental — vont être placés au centre du projet.

Seconde rupture, avec les premières critiques de l'urbanisme moderne, qui associent espace libre et désordres sociaux, voire délinquance. Ainsi F. Choay soutient : « Aux espaces vides et aux espaces verts, qui sont des espaces morts et souvent mortels, on a opposé des espaces qui fonctionnent et que nous nommerions volontiers "espaces actifs".

[164] En tous les cas, pour ceux que nous avons rencontrés.

Le vide gratuit est source d'angoisse et la verdure demande à être mise en forme et localisée en des points stratégiques.»[165]. Ici, le doute quant au « trop-plein » d'équipements a permis une pensée positive du vide, dans laquelle pragmatisme et sensibilité paysagère ont été déterminants.

Ensuite, cette opération a ébranlé le processus du projet d'aménagement. En effet, tel le tirage photographique qui résulte d'un enchaînement d'actions, l'espace public n'a pu être révélé que par le dernier bain. Autrement dit, les qualités de cet espace doivent autant à un processus collectif de pensée et d'actions qu'à la prise de position des usagers. Car c'est celle-ci qui « précipite » la décision politique entérinant le statut définitif de la réalisation. Nous percevons combien le projet des plages est, peu à peu, sorti de la sphère technique de l'aménagement pour devenir un bien commun à partager. Celui-ci s'entend bien au-delà de la phase d'émergence que nous venons de relater. Aujourd'hui, nous constatons toujours une fréquentation importante du site et une forte implication des décideurs politiques et agents techniques ayant en charge sa gestion.

Cet engagement commun témoigne aussi, à notre sens, d'un bouleversement qui dépasse le domaine de l'aménagement. Il touche le rapport identitaire que les marseillais entretiennent avec leur ville. Alors que Marseille n'a cessé, à travers l'histoire, de magnifier son terroir au détriment du littoral (Donzel, 1998), les plages du Prado réalisent la mise en désir d'un littoral balnéaire. Le mythe de la « ville-oasis » (Péraldi, 1988) est revisité, plus d'un siècle après la construction du canal de Marseille. Cette fois, ce sont les plages du Prado qui font figure d'Eden, offrant aux marseillais le luxe de l'eau : à travers la baignade, les douches prises à profusion, la contemplation et l'usage hédoniste d'une herbe toujours verte.

Enfin, faisant contrepoint à l'installation de pelouses, dispendieuses en région méditerranéenne, certains pourront voir dans cette opération une anticipation des thèses en faveur d'un « aménagement durable ». Car, comme le souligne un des acteurs en faisant référence à l'abandon du programme d'équipements, ce site peut être vu comme *un potentiel pour les générations à venir*.

[165] Dans *L'urbanisme, utopies et réalités*, p. 67.

Perspectives…

Les résultats présentés à l'issue d'un projet de recherche présentent généralement des aspects insatisfaisants par rapport aux objectifs initiaux. Concernant plus particulièrement les études de cas présentés dans cette partie, deux sites proposés initialement pour l'analyse des inégalités écologiques n'ont pas pu faire l'objet de recherches approfondies et ne sont pas l'objet d'un développement important : le quartier des Hauts de Mazargues à Marseille et le site des deux caps en Côte d'Opale. Nous proposons cependant des éléments de réflexions pour le quartier des hauts de Mazargues à Marseille…perspective pour de futures recherches.

Le quartier des Hauts de Mazargues (Marseille)

Coord. Valérie Deldrève, Philippe Deboudt

Une zone centrale d'un point de vue écologique dans une marge urbaine d'une grande métropole : les calanques de Marseille à Cassis

Carte de localisation des calanques de Marseille à Cassis dans l'aire métropolitaine de Marseille

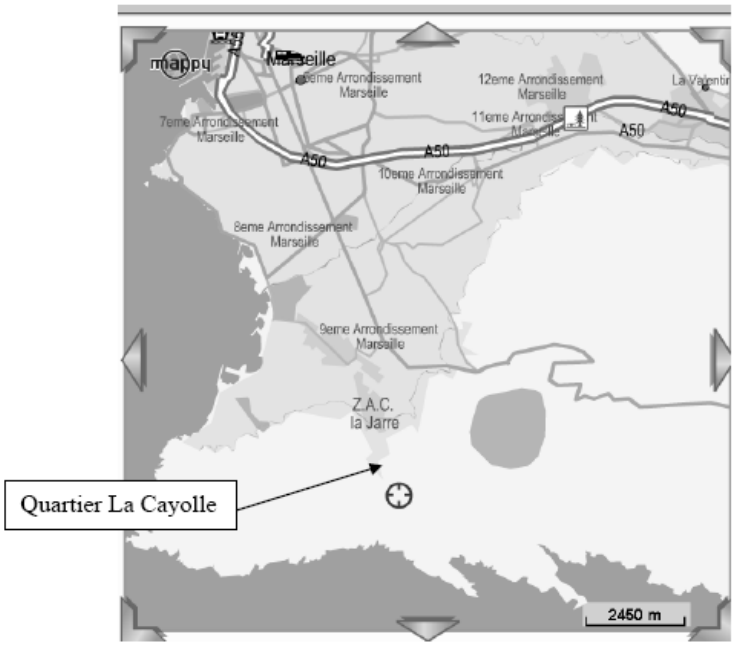


Outre la valeur de son patrimoine naturel (site *Natura 2000*), le site des calanques possède une situation très spécifique au regard d'autres sites naturels de valeurs patrimoniales exceptionnelles, à la périphérie d'une aire métropolitaine de plus de 1 million d'habitants. D'une part, les pressions anthropiques liées à sa fréquentation de loisirs ou touristiques sont diversifiées (sur le milieu maritime et terrestre) et intenses (ce site est visité annuellement par plus de 1,2 millions de personne). D'autre part, la reconnaissance de cette valeur patrimoniale et l'attrait pour les cadres de vie associés à de fortes aménités littorales ont provoqué une forte valorisation foncière et immobilière des espaces potentiellement disponibles à proximité ou à l'intérieur du site des calanques.

Cette reconnaissance réglementaire de la valeur du patrimoine naturel a des conséquences en terme de valorisation foncière et immobilière des périphéries urbaines des calanques et notamment, par effet d'anticipation, des évolutions urbaines sont en cours dans le quartier des Hauts de Mazargues (installation de résidences secondaires, d'hôtelleries, mise en place d'activités de sensibilisation du public à la protection du massif des calanques).

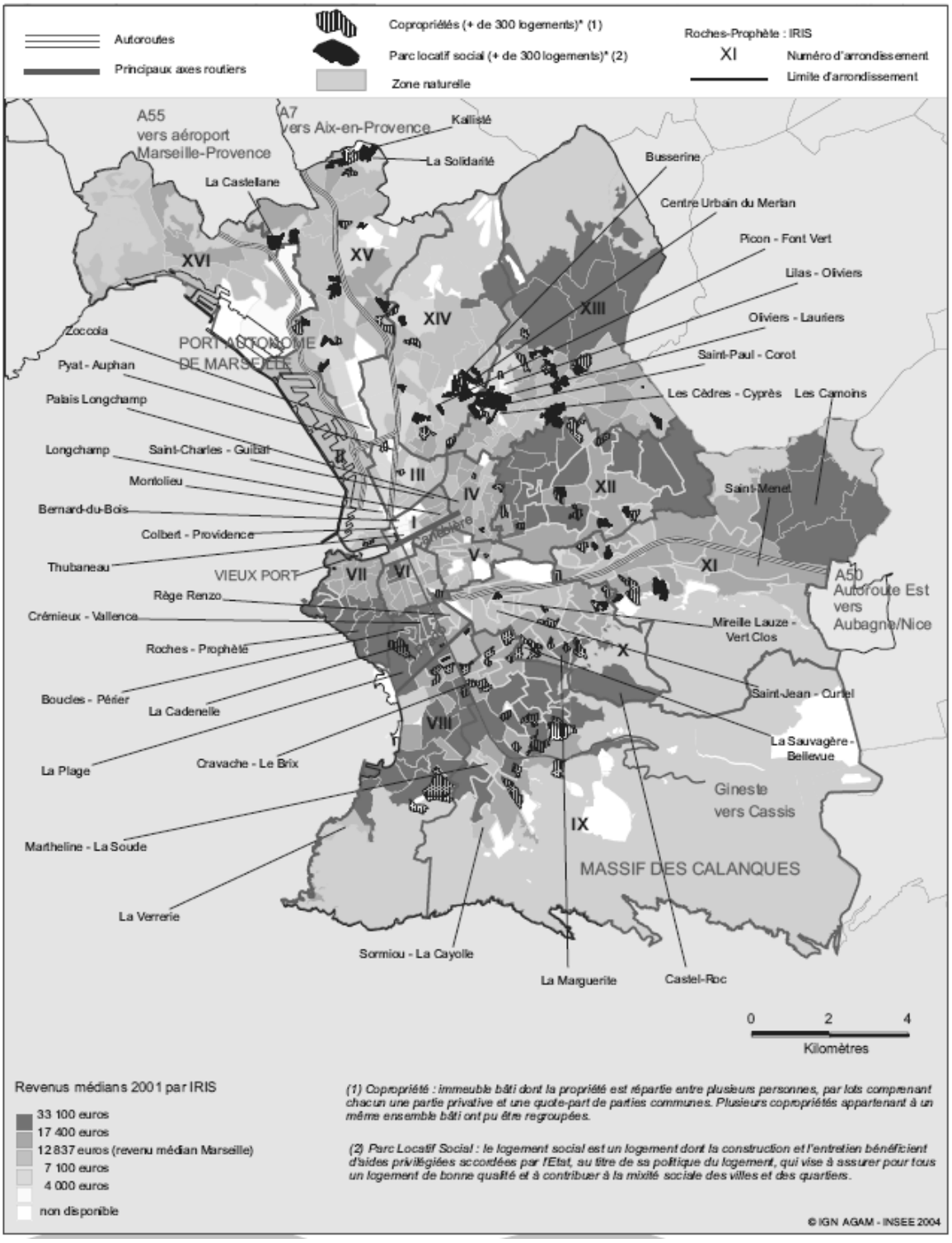
La situation du site des calanques à la périphérie de la ville de Marseille appelle aussi une analyse intéressante du point de vue de la construction de la relation entre les quartiers de Marseille, leurs populations et les espaces de nature du point de vue de leur représentation, leur appropriation et leur accessibilité. Du milieu du 19ème siècle aux années 1970, l'espace des calanques a été considérablement exploité par de nombreuses fonctions, notamment industrielle. Cet espace naturel situé à la périphérie urbaine de Marseille a longtemps été considéré comme une marge urbaine dédiée à la relégation de populations en situation de fragilité ou socialement défavorisées. Par exemple, la construction de la prison des Baumettes à proximité des calanques en 1934 ou la construction du camp du Grand Arénas après la Seconde Guerre Mondiale à la Cayolle, témoignent de la constitution de cette marge urbaine. L'histoire urbaine du quartier de la Cayolle est marquée par l'accueil de populations pendant la période de Libération suite à la Seconde Guerre Mondiale. Pour les accueillir, Fernand Pouillon va édifier, entre la prison des Beaumettes et le village de La Cayolle, des "drôles de baraques" en forme de tonneaux, qui sont à l'origine du camp du Grand Arénas qui devient une marge ubaine de Marseille (Témime et Dégigné, 2001[166]). Le prolongement de cette histoire urbaine a consisté en la constitution d'espaces urbains désignés, par exemple, comme une zone urbaine sensible aux Hauts de Mazargues (quartier de La Cayolle) dans les années 1990.

Au sud de La Cayolle, se trouve le domaine des Calanques.

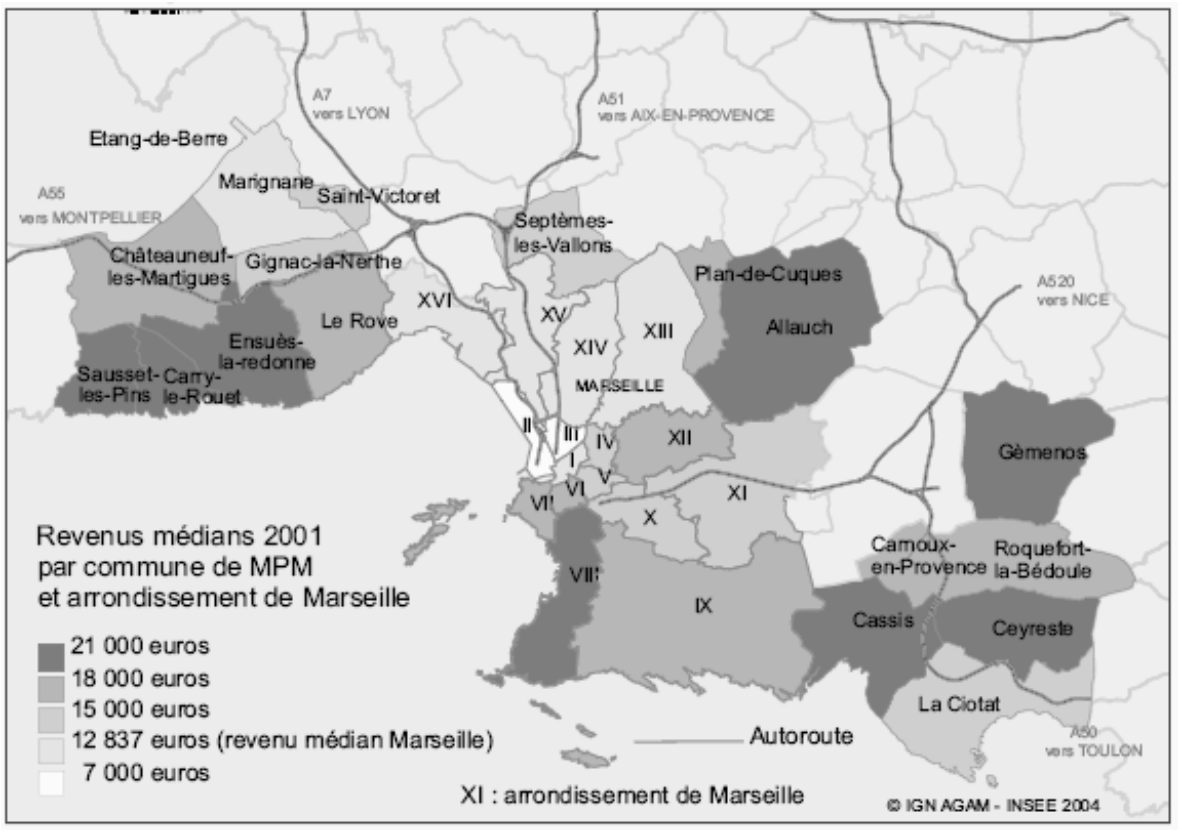


[166] Témime E., Dégigné N., 2001, *Le camp du grand Arénas Marseille*, Autrement ed., Coll. Monde « Français d'ailleurs, peuples d'ici », 125, 157 p.

L’évolution des Hauts de Mazargues est caractérisée par la construction de deux sous quartiers : un espace urbain marginalisé et dégradé et un espace urbain valorisé par la proximité avec le territoire des calanques. Ce quartier de La Cayolle situé à proximité immédiate de l’espace des Calanques concentre une population socialement marginalisées et marquée par tous les indicateurs révélant de fortes inégalités sociales. A partir des années 1980, la valorisation des aménités littorales liées à la proximité d’un espace littoral, de haute valeur écologique et bénéficiant d’une vue sur mer, a rendu attractif cette marge urbaine pour des populations plus favorisées. Un nouveau processus de valorisation foncière et immobilière s’est développé dans ce quartier en lien avec les aménités littorales et maritimes.

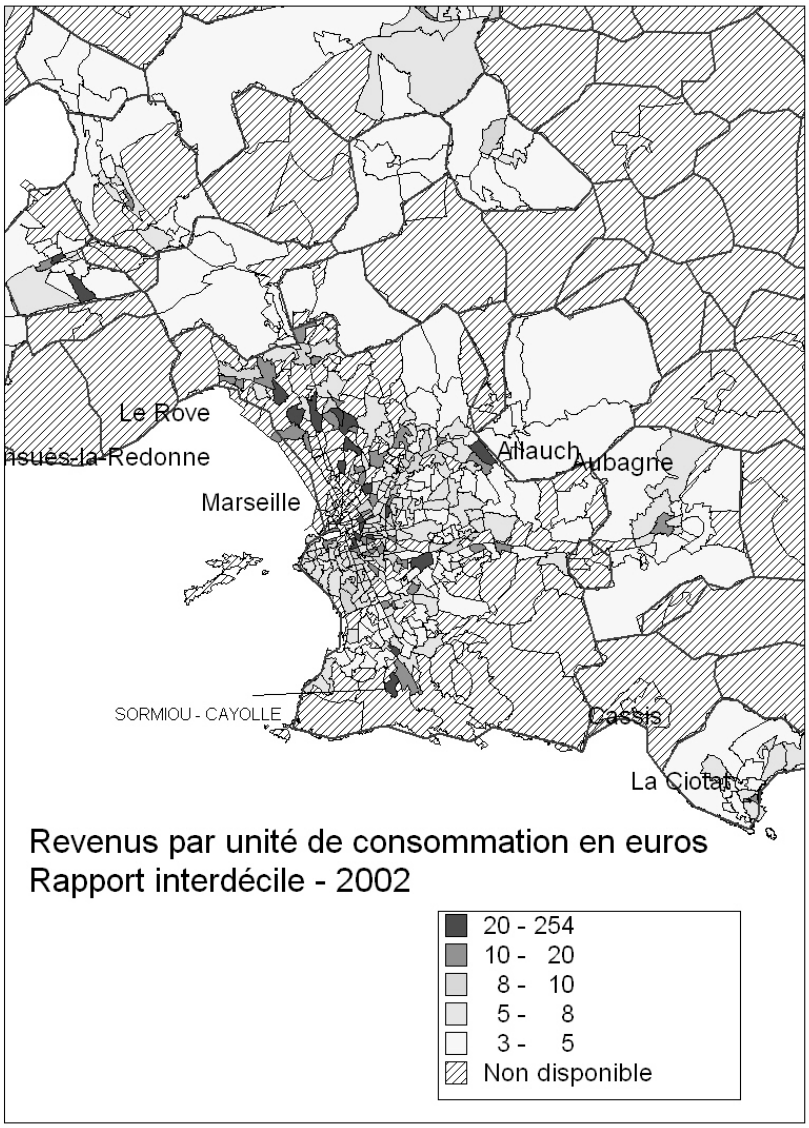


Par rapport à la distribution socio spatiale des revenus médians à Marseille (marquée par une opposition Nord – revenus les plus bas – Sud – revenus les plus élevés), cet espace urbain des Hauts de Mazargues incluant le quartier de La Cayolle présente la spécificité d'associer deux populations aux caractéristiques sociales opposées issues des deux processus de construction territoriale énoncés précédemment.



Source : INSEE, DGI - Revenus fiscaux des ménages en 2001

L'évolution des processus d'urbanisation a abouti à la constitution d'une fracture socio-spatiale entre ces deux sous quartiers. Des indicateurs révèlent cette ségrégation socio-spatiale, notamment le rapport inter décile des revenus, très élevé pour ce quartier. Les fortes inégalités sociales représentées dans cette ancienne marge urbaine devenue attractive pourraient s'accentuer avec la création du parc national des calanques. Cette hypothèse amène à s'interroger sur les modalités de prise en compte des inégalités écologiques dans la constitution du parc national des calanques. Parallèlement au processus de création du parc national des calanques, les espaces urbains limitrophes et notamment la zone urbaine sensible des Hauts de Mazargues (quartier de la Cayolle) seront l'objet de politiques de rénovation urbaine dans le cadre d'une convention avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine.



Les acteurs politiques marseillais ont sollicité l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine pour l'intégration de ce quartier dans son périmètre d'intervention et le financement de projets de rénovation urbaine. Lors d'une séance de questions au gouvernement, le député du 9e arrondissement de Marseille sollicite l'intervention de l'ANRU pour ce quartier des Hauts de Mazargues :

« Situé aux confins du site classé des calanques, pour lequel nous travaillons à la création d'un parc national, cet ensemble comprend de nombreuses cités des années 1960 à 1980 avec près de 2 000 logements gérés par une dizaine d'organismes HLM, où les problèmes familiaux, scolaires, sociaux et de délinquance sont importants. Depuis une dizaine d'années, une mutation urbaine a été engagée. De nombreuses copropriétés ont été construites aux alentours immédiats des cités de la Cayolle et de la Soude. La zone commerciale des Hauts de Mazargues s'est agrandie, une grande surface s'est modernisée et de nouvelles entreprises se sont installées dans la zone d'activité. Trait spécifique, ce territoire est composé de microsites à l'échelle de la cité et non à l'échelle du quartier. Ils souffrent beaucoup de l'enclavement, et de la disparité très forte de revenus avec les habitants des quartiers environnants. La diversité sociale de l'habitat ne s'y traduit pas par la mixité sociale, mais aggrave les tensions ainsi que le sentiment d'insécurité. Comment pourrait-il en être autrement lorsque le taux de chômage des moins de 25 ans dans certaines de ces cités avoisine les 60 % pour un taux moyen de 36 % à Marseille, que le niveau de qualification y est très bas, qu'il n'existe qu'une seule ligne de transport en commun et que

de nombreux équipements et espaces publics sont fortement dégradés, que le trafic de drogue, l'économie souterraine, la délinquance des mineurs renforcent le sentiment d'insécurité ? L'amélioration, très attendue, passe par la rénovation ou la reconstruction de centaines de logements des cités de la Soude et de la Cayolle, mais aussi par un meilleur aménagement de l'espace urbain pour mieux intégrer ces cités aux quartiers voisins et à l'ensemble de la ville. »

Au sud, Marseille dessine un avenir à ses cités "sur le fil"
LA PROVENCE Mercredi 28 février 2007
L'Etat soutient la rénovation des Hauts de Mazargues



Désenclaver la cité de la Cayolle sera l'un des enjeux forts du dossier.
Il aura fallu batailler pour convaincre l'État que la Canebière n'est pas forcément *"cette ligne de démarcation"* entre pauvres, au Nord et riches, au Sud. Et que l'argent de l'Anru (Agence nationale de rénovation urbaine), soit 100 M €, sera bien employé dans le processus de requalification (estimé à 200 M) que la Ville veut engager avec ses partenaires sur les Hauts de Mazargues (9e). Convaincre que La Cayolle et La Soude sont des "quartiers sur le fil", comme l'estime le conseiller général Didier Réault. Que chômage, habitat dégradé, enclavement, délinquance y sont des réalités quotidiennes: "*L'Anru ne résoudra pas tout, admet l'élu. Mais il y a là une chance de corriger des erreurs du passé."* Classiquement, le dossier comprendra donc son lot de démolitions, voirie nouvelle et d'équipements publics ou la création de commerces. Mais surtout la réalisation de programmes immobiliers: car près de certains des quartiers les plus prisés de la ville (Mazargues, Bonneveine) et du site classé des calanques, la réserve foncière reste conséquente*. "Les seuls obstacles au développement du secteur, c'est l'isolement et la cohabitation avec des cités dures",* observe un agent immobilier*."Entre les anciens habitants et les nouveaux, il y a un fossé,* reconnaît Francine Poncié au CIQ*. Les anciens voient que les nouvelles résidences leur enlèvent de l'espace de vie, les nouveaux ont peur d'être agressés."* Et au final, *"tout le monde vit comme dans un camp retranché",* estime le commandant Patrick Giraud, au commissariat Sud*. L'Anru, ainsi, suscite déjà l'angoisse des habitants des cités, qui craignent d'être "encore une fois oubliés sur le bord de la route".*
Didier Réault veut bien l'entendre: *"Mais l'arrivée d'une nouvelle population relève le niveau d'exigence en terme d'équipements. A terme, tout le monde y gagne."* A la Soude comme à la Cayolle, la pertinence de la concertation sera sans nul doute la pierre angulaire de la requalification. Par Delphine Tanguy

Si l'intégration de cette périphérie, socialement et spatialement marginalisée, à la ville de Marseille est l'un des enjeux des politiques de rénovation urbaine, la question des relations entre ce territoire urbain et l'espace naturel des calanques et le projet de parc national n'est pas abordé. Les préoccupations écologiques et sociales pourraient s'ignorer dans ce territoire en relation avec l'évolution disjointe des politiques sociales, urbaines et écologiques (Theys, 2007[167]).

[167] Theys J., 2007, Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutellement ? Un essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques. In Cornu P., Bauler T., Zaccaï E., eds, 2007, *Environnement et inégalités sociales*, Université de Bruxelles, 23-35

PARTIE 3

Inégalités écologiques et Gestion Intégrée des Zones Côtières

Introduction
Philippe Deboudt 433

CHAPITRE 1
Droit, littoral et inégalités écologiques : la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques 437
Coord. Olivier Lozachmeur

CHAPITRE 2
Inégalités écologiques et gestion intégrée des zones côtières
Coord. Catherine Meur-Férec 469

Introduction

Le transfert aux acteurs : quelles régulations possibles pour les inégalités écologiques dans les territoires littoraux ?

Plusieurs auteurs (notamment J. Theys, 2005, 2007) ont déjà tenté d'apporter des réponses à cette question. La question des inégalités écologiques demeure une question éminemment politique dans la mesure où les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, nationaux ou locaux, façonnent, au gré de différentes forces, la qualité du cadre de vie, l'accessibilité aux espaces de nature ou la préservation des écosystèmes. Ainsi, se questionner sur les régulations qui s'opèrent en matière d'inégalités écologiques implique une interrogation quant aux politiques, leur efficacité, leurs effets indirects, ainsi qu'au rôle des acteurs locaux, nationaux et supra-nationaux engagés dans cette dynamique. Par exemple, pour ce qui concerne les politiques de remédiation et d'atténuation des inégalités écologiques dans le domaine des usages résidentiels, une tendance de fond, un sens commun, semble se dégager et qui pourrait être explicité comme tel : s'il s'avère très difficile de lutter contre les inégalités écologiques en matière de prix[168], les acteurs locaux semblent s'orienter vers une régulation à partir des quantités, ce qui revient à considérer que les politiques d'atténuation des inégalités écologiques pourraient s'apparenter à des politiques de discrimination positive, où les individus n'ayant pas les dotations budgétaires suffisantes pour accéder à un environnement de qualité par le biais du marché de l'immobilier, se voient aidés au moyen d'un quota de logements réservés. La loi SRU procède de cette logique, sauf qu'elle n'apporte aucune précision pour ce qui concerne la répartition des logements sociaux *à l'intérieur même* du territoire communal. Pour J. Theys (2005), réduire significativement les inégalités écologiques supposerait de consentir des coûts importants pour un bénéfice qui non seulement ne serait visible qu'à court terme mais en outre risquerait d'être perçu ni comme un progrès réel par les groupes sociaux vulnérables ou précaires les plus concernés, ni comme un bénéfice pour les classes moyennes, considérées comme les plus sensibles à l'environnement. D'où une compréhensible hésitation politique. L'inégalité est une différence perçue ou vécue comme injustice. Parler d'inégalité c'est faire référence à l'égalité. A partir de quel seuil l'inégalité devient génératrice de conflits ? L'inégalité mène à la fracture sociale, spatiale et à l'exclusion. Sur les interfaces entre les enjeux sociaux et environnementaux, par exemple les conséquences sociales néfastes ou positives de certaines politiques de l'environnement. Les actions de valorisation patrimoniale des territoires semblent avoir alimenté de nouvelles formes de ségrégation sociale et de partition spatiale pouvant aller jusqu'à générer des processus d'exclusion et de déplacement des populations dus notamment à l'augmentation du prix du foncier. Les processus d'urbanisation des littoraux, notamment des territoires côtiers les plus proches de la mer, se sont accompagnés de processus ségrégatifs liés au manque d'espaces constructibles et à sa valeur foncière et immobilière. Les caractéristiques socio-démographiques des quartiers classés en ZUS suggèrent une forte ségrégation de l'espace urbain. Souhaiter un développement de la mixité rencontre un premier obstacle : selon quels critères cette mixité doit elle être appréciée ? Selon H. Selod (2005), un marché foncier concurrentiel fonde la discrimination. La présence d'aménités et de biens publics peut renforcer l'attractivité du centre ou de la périphérie. Des phénomènes de préférences individuelles jouent aussi (par rapport à la composition sociale d'un quartier). Les populations s'organisent en fonction de différences de prix des logements en prenant en compte les caractéristiques intrinsèques du logement, sa position géographique et l'appartenance à ce quartier.

168 c'est-à-dire faciliter d'accessibilité à des environnements de meilleure qualité en promouvant de qualité environnementale à moindre coût pour les collectivités.

Quels sont les enjeux qui se dessinent derrière une gestion des inégalités écologiques ? C. Rhein (in Madoré, 2005) a montré le changement de paradigme passant d'une situation dans laquelle dominait l'intégration collective par les instances de socialisation à une situation ou l'intégration par le respect des normes collectives coexiste avec de nouvelles formes de vie commune. Alors que la première logique poussait à l'obligation d'une intégration spatiale venant au secours d'une intégration sociale. Nous proposons dans cette troisème partie d'une part une étude relative à la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques en appui aux politiques publiques (par Olivier Lozachmeur) et d'autre part une analyse des liens entre inégalités écologiques et gestion intégrée des zones côtières.

CHAPITRE 1

Droit, littoral et inégalités écologiques : la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques

Coord. Olivier Lozachmeur

Contrairement à d'autres disciplines, le droit n'a pas encore consacré les notions d'inégalités écologiques ou d'inégalités environnementales, qui ne figurent dans aucun texte législatif ou réglementaire. Celles-ci commencent toutefois à apparaître dans un certain nombre de plans, de programmes et de schémas, qui bien qu'ils n'aient pas tous de valeur juridique contraignante, traduisent la prise en compte de ces notions par les politiques publiques. Cette présence des notions d'inégalités écologiques ou environnementales dans ces documents stratégiques nationaux, régionaux et locaux est toutefois très récente et demeure très modeste. En outre, alors que la notion d'inégalités écologiques "n'a de sens que dans une perspective d'action"[169], la majorité de ces documents comportent assez peu de mesures concrètes destinées à «faire reculer» ces inégalités et éprouvent par conséquent des difficultés à dépasser le simple constat de leur existence ou de leur développement (Première partie).

Ces difficultés s'expliquent sans doute par le fait que c'est "à une nouvelle approche des politiques environnementales, qui viendrait enrichir l'approche traditionnelle axée sur les ressources et milieux naturels"[170], que l'utilisation de la notion d'inégalités écologiques invite. Toutefois, comme l'a souligné une mission composée de membres de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Conseil Général des Ponts et Chaussées en 2005, de nombreuses "politiques sectorielles tendent [déjà], sans le dire explicitement, à diminuer les inégalités écologiques"[171]. Sur le littoral, certaines dispositions législatives et réglementaires contribuent ainsi par exemple à limiter les inégalités écologiques liées à l'accès aux aménités environnementales en garantissant à l'ensemble des citoyens un accès et un usage libre et gratuit aux plages, au rivage et à la mer. En 2001, lors de sa réflexion sur l'élaboration d'indicateurs de développement durable pour la France, l'Institut Français de l'Environnement a d'ailleurs envisagé que la «Part du littoral librement accessible au public» soit un des indicateurs de la rubrique «Inégalités écologiques et exposition aux risques»[172] (Seconde partie).

---

[169] Lionel Charles, Cyria Eméliannof, Cynthia Ghorra-Gobin, Isabelle Roussel, François-Xavier Roussel et Helga Scarwell, 2007. Les multiples facettes des inégalités écologiques, *Développement durable et territoire*, Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 28 août 2007. URL : http://developpementdurable.revues.org/document3892.html. Consulté le 15 novembre 2007.

[170] W. Dieboldt, A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005. *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, Rapport de l'Inspection Générale de l'Environnement, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Paris, p.37, 71 p.

[171] Ibidem, p.21.

[172] Institut Français de l'Environnement, 2001. *Propositions d'indicateurs de développement durable pour la France*, Collection Etudes et travaux, n° 35, IFEN, Orléans, p.43, 110 p., p.45.

1.1 La lente et modeste consécration de la notion d'inégalités écologiques par les pouvoirs publics français

En 2005, dans leur rapport sur les «Inégalités écologiques en milieu urbain», la mission composée de membres de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Conseil Général des Ponts et Chaussées a souligné que "la lutte contre les inégalités écologiques ne constitue pas une référence pour l'action des collectivités locales"[173]. Dès 1995, la notion d'inégalités écologiques a pourtant été employée lors de la campagne présidentielle par le futur président J. Chirac dans un discours devant les membres du Comité français pour l'environnement et le développement durable[174]. Toutefois, comme le soulignent L. Laigle et M. Tual "ce n'est qu'à partir de 2003 que la question des inégalités écologiques est introduite dans les documents gouvernementaux"[175], notamment dans la «Stratégie nationale de développement durable», puis dans le programme ministériel de recherche «*Politiques Territoriales et Développement Durable*» du PUCA financé et piloté par le Ministère de l'Equipement et par le Ministère l'Ecologie et du Développement Durable.

Il est important de noter que si «les inégalités sociales et les inégalités écologiques» ont été un des treize thèmes prioritaires identifiés par le Comité français pour le Sommet mondial du développement durable, qui était une des instances chargée de préparer ce Sommet organisé à Johannesburg en septembre 2002. Toutefois, le «Livre blanc des acteurs français du développement durable»[176], qui réunit les travaux de chacun des treize groupes de travail constitué au sein de ce comité, ne reflète que les positions de ces groupes et des acteurs impliqués dans le processus de préparation du Sommet mondial du développement durable et non celles du Gouvernement français.

1.1.1 Les dispositions de la Stratégie nationale de développement durable relatives aux inégalités écologiques

La Stratégie nationale de développement durable (SNDD), qui a été adoptée le 3 juin 2003 par le Comité interministériel pour le développement durable, s'articulait avant sa révision en 2006 autour de sept objectifs et de dix programmes d'action.

Avant d'évoquer les dispositions de la SNDD relatives aux inégalités écologiques, il est important de préciser qu'une stratégie nationale est un document de l'Etat et interne à l'Etat et qui est dépourvu de valeur juridique contraignante. Comme l'a très justement souligné un rapport parlementaire en 2005, "à travers la stratégie nationale de développement durable, c'est la direction de l'administration de l'Etat qui, même au plus haut niveau, s'adresse aux services de l'Etat".

---

[173] W. Dieboldt, A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005. *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, précité, p.10.

[174] Le président a déclaré à cette occasion qu'on "a oublié que chaque Français, dans sa vie quotidienne, a droit à un environnement lui permettant de s'épanouir. Trop souvent les inégalités écologiques s'ajoutent à l'injustice sociale. Trop souvent le cadre de vie est source d'exclusion". Voir www.elysee.fr/elysee/francais/interventions/discours_et_declarations/1995/avril/discours_de_m_jacques_chirac_lors_ de_la_rencontre_avec_le_comite_21-paris.2033.html .

[175] L. Laigle et M. Tual, 2007. Conceptions des inégalités écologiques dans cinq pays européens : quelle place dans les politiques de développement urbain durable?, *Développement durable et territoire*, Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 2 septembre 2007. URL : http://developpementdurable.revues.org/document4262.html. Consulté le 05 décembre 2007.

[176] Comité français pour la préparation du Sommet mondial sur le développement durable, 2002. *Livre blanc des acteurs français du développement durable,* Premier Ministre, Paris, 226 p.

La SNND est ainsi un "outil d'orientation de l'action de l'Etat en matière de développement durable, qui, "dès lors qu'elle reste formulée par l'autorité administrative, une stratégie de l'Etat, quelle qu'elle soit, ne peut guère être qu'une sorte de directive administrative, s'adressant à chaque autorité [de l'Etat] pour ses compétences"[177].
C'est dans le cadre de l'objectif relatif aux «Territoires» que la SNDD évoque la question des inégalités écologiques en soulignant qu'aux "faibles revenus s'ajoute souvent une ségrégation spatiale liant inégalités écologiques et inégalités sociales et culturelles, ségrégation qui ne peut se résorber qu'en améliorant globalement les conditions de vie des personnes exposées"[178]. Le programme d'actions de la Stratégie relatif aux «Territoires» ajoute que "le lien entre inégalités sociales et inégalités écologiques, qu'illustrent des différences d'exposition aux nuisances liées au bruit ou à la pollution, notamment dans des quartiers urbains où des logements, situés près de sites sensibles, subissent une déperdition de valeur, doit faire l'objet d'une évaluation attentive"[179]. A cette fin, le programme définit deux objectifs : «mieux connaître les inégalités écologiques et sociales» et «réduire ces inégalités [en engageant] la rénovation urbaine pour améliorer les conditions d'habitat et d'environnement dans les quartiers prioritaires».

Il est intéressant de noter que dans ses objectifs comme dans son plan d'actions, la SNDD lie systématiquement la question des inégalités écologiques à celle des inégalités sociales, alors qu'il "n'est pas certain que les approches constituées pour expliquer les inégalités sociales soient suffisantes pour analyser les inégalités écologiques"[180]. En outre, la SNDD n'appréhende les inégalités écologiques qu'en milieu urbain, alors que celles-ci existent aussi en milieu rural, en montagne ou sur le littoral.

Le premier objectif fixé par le programme dans le domaine des inégalités sociales et environnementales est une réponse au fait que "peu d'études identifient le cumul d'inégalités écologiques et d'inégalités sociales affectant les populations de certains territoires". Afin de mieux connaître les populations touchées, la SNDD prévoit de "rassembler et croiser les diverses données existantes sur la qualité de vie, l'habitat, la santé, la sécurité, l'accès aux richesses du territoire de même qu'aux services collectifs"[181]. Cette mission a été confiée à l'Observatoire des territoires mis en place par le Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT) du 13 décembre 2002.

Cette instance est ainsi chargé par la SNDD de croiser les données et de mettre en réseau les observatoires de la pauvreté et de l'exclusion, des mutations économiques, du bruit, l'Institut français de l'environnement, les enquêtes ménages, l'Institut national de la statistique et des études économiques, le Service central des enquêtes et études statistiques...

---

[177] J.P. Dufau et E. Bessig, 2005. *Rapport d'information fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les instruments de la politique de développement durable*, Assemblée Nationale, n°2248, p.42 et 43, 157 p.
[178] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2003. *Stratégie nationale de développement durable-Les objectifs,* Premier Ministre, Paris, p.5, 25 p.
[179] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2003. *Stratégie nationale de développement durable-Les programmes d'actions,* Premier Ministre, Paris, p.22, 85 p.
[180] L. Laigle et M. Tual, 2007. Conceptions des inégalités écologiques dans cinq pays européens : quelle place dans les politiques de développement urbain durable?, précité, p.5.
[181] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2003. *Stratégie nationale de développement durable-Les programmes d'actions,* Premier Ministre, Paris, p.23.

L'Observatoire des territoires a été créé par décret le 7 septembre 2004 pour une durée de six ans. Il est "chargé de rassembler, d'analyser et de diffuser les informations et les données relatives aux dynamiques et aux inégalités territoriales ainsi qu'aux politiques menées dans le champ de l'aménagement et du développement des territoires"[182]. Si ce décret ne fait pas référence à la notion d'inégalités écologiques, il évoque les inégalités territoriales qui constituent pour une des quatre catégories d'inégalités écologiques identifiées par L. Laigle dont l'approche a notamment été reprise par l'IFEN.

Pour L. Laigle, les inégalités écologiques peuvent ainsi être caractérisées par un cumul d'inégalités territoriales, d'inégalités d'accès aux aménités environnementales, d'inégalités par rapport aux nuisances urbaines et aux risques (naturels, technologiques, industriels…), et d'inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement et d'interpeller la puissance publique pour la transformation du cadre de vie[183]. L'IFEN ajoute que "tracer une frontière entre ce qui relève strictement de la dimension sociale des inégalités (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme) et ce qui dépend des spécificités des territoires est une réelle difficulté pour mesurer les inégalités environnementales"[184].

Si le site Internet de l'Observatoire des territoires permet d'accéder à de nombreux indicateurs cartographiés, qui caractérisent les dynamiques et les disparités territoriales en France et en Europe, la question des inégalités n'y est pas traitée de manière explicite. Pour les auteurs du rapport sur les «Inégalités écologiques en milieu urbain», il est pourtant "particulièrement important que les données relatives aux dynamiques, comme aux inégalités écologiques des territoires, puissent constituer un volet" des travaux de cet observatoire[185].

Le second objectif fixé par le programme d'actions «Territoires» de la SNDD dans le domaine des inégalités sociales et environnementales est de réduire les inégalités écologiques et sociales en engageant la rénovation urbaine. Il s'agit d'intégrer un haut niveau de qualité en termes de développement durable dans le programme de rénovation urbaine lancé en 2004 par le Gouvernement pour transformer l'habitat et les espaces publics et réintégrer les quartiers en difficulté aux villes.

Si la version actualisée de la Stratégie nationale de développement durable publiée en 2006 n'a pas modifié les éléments relatifs au premier objectif («mieux connaître les inégalités écologiques et sociales»), elle a partiellement redéfini les actions à mettre en œuvre pour atteindre le second objectif[186] («réduire ces inégalités : engager la rénovation urbaine pour améliorer les conditions d'habitat et d'environnement dans les quartiers prioritaires»)[187].

---

[182] Décret n°2004-967 du 7 septembre 2004 portant création de l'Observatoire des territoires; J.O n° 214 du 14 septembre 2004, p.16083.

[183] L. Laigle et M. Tual, 2007. Conceptions des inégalités écologiques dans cinq pays européens : quelle place dans les politiques de développement urbain durable?, précité, p.7 et 8.

[184] Institut Français de l'Environnement, 2006. *L'environnement en France,* Les synthèses de l'FEN, Orléans, p.420, 498 p.

[185] W. Dieboldt, A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005. *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, précité, p.10.

[186] Il s'agit de : Bâtir un référentiel de haute qualité de développement durable pour les programmes locaux de rénovation, en concertation et
à partir de l'expérience des agendas 21 locaux en particulier; Inciter l'ANRU à réaliser des opérations exemplaires du point de vue de l'énergie, notamment en incitant à la réalisation de constructions respectant les labels HPE ou THPE et en définissant des exigences énergétiques adaptées à la rénovation; S'efforcer, à l'occasion des opérations de rénovation urbaine, de faire bénéficier les populations les plus en difficulté de parcours professionnels qualifiants et de retombées économiques; Obtenir, au niveau européen, des outils juridiques appropriés permettant de définir, en matière de services d'intérêt général, un socle commun qui ne soit pas soumis à l'application des règles

En outre, les dispositions relatives aux inégalités écologiques et aux inégalités sociales qui figuraient dans la partie «objectifs» de la SNDD en 2003 n'ont pas été reprises dans la version actualisée en 2006[188], ce qui ne va évidemment pas faciliter la diffusion de la notion d'inégalités écologiques… Toutefois, alors que jusqu'en 2006 elle ne figurait pratiquement que dans la SNDD, la notion d'inégalités écologiques apparaît désormais dans plusieurs autres documents stratégiques, et notamment dans la Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du Territoire pour le développent durable et dans le projet de Schéma directeur de la région Ile de France.

-Les dispositions de la Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour le développent durable relatives aux inégalités environnementales

Lors de l'actualisation de la Stratégie nationale de développement durable en 2006, le Gouvernement a décidé d'expérimenter l'élaboration de Stratégies ministérielles de développement durable au sein du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire[189]. Conformément au calendrier prévu, ces deux documents ont été publiés au cours du premier trimestre de l'année 2007 et devraient servir d'exemples aux autres ministère pour élaborer leurs propres stratégies pour le développement durable.

Comme le Stratégie nationale de développement durable, la stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour le développement fait référence aux notions d'inégalités écologiques et d'inégalités environnementales. La stratégie ministérielle entend en effet mettre en œuvre la stratégie nationale de développement durable" en identifiant "une série de priorités et d'orientations indispensables" que les préfets sont appelés à mettre en œuvre. La stratégie ministérielle demande ainsi notamment aux préfets de s'attacher à renforcer "la lutte contre l'exclusion, l'accès à l'égalité des chances, et la prise en compte des inégalités écologiques et des inégalités sociales"[190].

Dans le cadre de sa sixième action, qui vise à «Enrichir le volet économique et social de la politique de rénovation urbaine par une approche environnementale», la stratégie précise que "les groupes ou les catégories sociales défavorisés ou précarisés subissent plus que d'autres des situations environnementales difficiles, voire inacceptables dans la durée, car les inégalités environnementales vont généralement de pair avec d'autres inégalités sociales".

Afin d'assurer une meilleure prise en compte de ces inégalités environnementales et sociales, la stratégie ministérielle demande aux préfets de veiller "à intégrer dans les porter à connaissance les préoccupations liées à la périurbanisation et à l'étalement urbain anarchique, à l'aggravation de la mobilité qui entraîne l'augmentation des pollutions et encombrements, au cumul des inégalités sociales et écologiques qui participent de la déconsidération de nombreuses zones urbaines et rurales, dès lors, en voie de dévitalisation"[191].

---

générales sur la concurrence; Signer, au niveau national, une charte-type, entre acteurs publics et privés concernés, basée sur une conception des services (eau, déchets, voirie, transports collectifs, énergie, sécurité, culture) qui réponde aux principes du développement durable.

[187] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2006. *Stratégie nationale de développement durable : programmes d'actions,* Premier Ministre, Paris, p.37 et 38, 100 p.

[188] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2006. *Stratégie nationale de développement durable : objectifs stratégiques et instruments,* Premier Ministre, Paris, 64 p.

[189] Comité Interministériel pour le Développement Durable, 2006. *Stratégie nationale de développement durable : objectifs stratégiques et instruments,* Premier Ministre, Paris, p.55.

[190] Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, 2007. *Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour le développement durable*, Paris, p.7.

[191] Ibidem, p.24.

Cette mesure est importante car les «porter à connaissance» (PAC) sont les documents par lesquels le préfet transmet aux communes ou à leurs groupements (communautés de communes, communautés d'agglomération…) "les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme", en fournissant "notamment les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement, ainsi qu'en matière d'inventaire général du patrimoine culturel" (article L.121-2 du code de l'urbanisme).

L'article R.122-1 du code de l'urbanisme ajoute que "lorsqu'il reçoit la décision d'une commune, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte d'élaborer ou de réviser un schéma de cohérence territoriale ou un plan local d'urbanisme, le préfet porte à la connaissance du maire ou du président de l'établissement public les dispositions particulières applicables au territoire concerné, notamment les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral".
Le 9 février 2007, le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, qui était à l'époque monsieur Nicolas Sarkozy, a présenté les grandes orientations de cette Stratégie ministérielle de développement durable aux préfets et leur a demandé de la mettre en œuvre activement. Sans utiliser la notion d'inégalités écologiques, il a souligné en conclusion de son intervention qu'il "existe dans notre pays des inégalités devant l'environnement" et que "vivre à l'écart du bruit, accéder aux espaces verts, consommer des produits issus de l'agriculture biologique, a un coût et reste inaccessible à beaucoup de Français"[192].

Il convient pour conclure de s'interroger sur la validité de la Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour le développement durable suite au rattachement du ministère de l'Aménagement du Territoire au ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) en mai 2007.

De fait, alors que la Stratégie pour le développement durable du ministère de l'Agriculture et de la Pêche demeure disponible sur son site Internet[193], celle du ministère de l'Intérieur n'est consultable qu'en annexe du discours du ministre du 09 février 2007… Il serait par ailleurs intéressant de mener une recherche auprès des préfectures pour voir si les préoccupations liées au cumul des inégalités sociales et écologiques ont, comme le prévoit la Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, été intégrée dans des «porter à connaissance».

1.1.2 Les dispositions du projet de Schéma directeur de la région d'Ile-de-France relatives aux inégalités environnementales

Présentation du Schéma directeur de la région d'Ile-de-France

Contrairement à la Stratégie nationale de développement durable, le Schéma directeur de la région d'Ile-de-France (SDRIF) est un document doté d'une valeur juridique contraignante, définie par l'article L.141-1 du code de l'urbanisme. Cet article énonce en effet que "le schéma directeur de la région d'Ile-de-France a les mêmes effets que les directives territoriales d'aménagement (DTA) définies en application de l'article L.111-1-1" et qu'il "tient lieu de schéma régional au sens de l'article 34 de la loi nº 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat".

[192] Délégation à l'Information et à la Communication du Ministère de l'Intérieur, 2007. Intervention de M. Nicolas Sarkozy lors de la réunion des préfets du 09 février 2007, *Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire,* Paris, p.8; disponible sur www.paris.pref.gouv.fr/ actualites/developpe%20durable.pdf.
[193] Voir http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/environnement/la-strategie-de-developpement-durable-du-ministere-de-l-agriculture-et-de-la-peche/view, consulté le 08 janvier 2008.

En application de l'article L.111-1-1, les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les schémas de secteur doivent être compatibles avec les directives territoriales d'aménagement, et par conséquent, en Ile-de-France, avec le SDRIF. Cet article prévoit également que "les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu doivent être compatibles avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur" et qu'en "l'absence de ces schémas, ils doivent être compatibles avec les DTA". Là encore, en l'absence de SCOT ou de schéma de secteur, les plans locaux d'urbanisme des communes d'Ile-de-France doivent être compatibles avec le SDRIF.

En plus d'être un document d'urbanisme opposable aux SCOT et aux PLU, le SDRIF est un document d'aménagement du territoire puisqu'il tient lieu de schéma régional au sens de l'article 34 de la loi nº 83-8 du 7 janvier 1983, c'est-à-dire de schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT).
Le fait que le SDRIF tienne lieu de SRADT n'a toutefois pas de conséquence juridique majeure, car aucun document d'urbanisme ou d'aménagement n'a à être compatible avec les dispositions d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire
Le SDRIF est donc à la fois un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire dont l'objectif est "de maîtriser la croissance urbaine et démographique et l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de cette région". Le SDRIF doit également préciser "les moyens à mettre en oeuvre pour corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région, coordonner l'offre de déplacement et préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable de la région". A cette fin, le SDRIF "détermine notamment la destination générale de différentes parties du territoire, les moyens de protection et de mise en valeur de l'environnement, la localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements", de même que "la localisation préférentielle des extensions urbaines, et des activités industrielles, artisanales, agricoles, forestières et touristiques" (article L.141-1 du code de l'urbanisme).
Il convient d'ajouter que le SDRIF actuellement en vigueur a été adopté en 1994 et que sa révision, qui doit être menée en association avec l'Etat, a été décidée par le Conseil régional d'Ile-de-France le 24 juin 2004. Le 15 février 2007, le Conseil régional a arrêté le projet de SDRIF, qui a ensuite été soumis pour avis aux conseils généraux, au Conseil économique et social régional, aux chambres consulaires, et au ministère chargé de l'Environnement, ainsi qu'à enquête publique du 15 octobre au 08 décembre 2007. La dernière étape de la procédure relève de l'Etat, qui doit approuver le SDRIF par décret en Conseil d'Etat.

> *Les inégalités environnementales identifiées par le projet de Schéma directeur de la région d'Ile-de-France*

A la différence de la Stratégie nationale de développement durable, le projet de SDRIF fait référence à la notion d'inégalités environnementales et non à celle d'inégalités écologiques.

Pour C. Emélianoff, "le terme d'inégalité environnementale exprime l'idée que les populations ou les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux pollutions, aux nuisances et aux risques environnementaux, pas plus qu'ils n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales. Multiscalaire, l'inégalité environnementale peut être lue à une échelle planétaire, à une échelle locale ou à tous les échelons intermédiaires". Cette inégalité met ainsi "en jeu des différences d'exposition et de capacités de protection d'une part, et d'autre part, d'accès aux ressources et aménités environnementales, la plupart du temps par la médiation de politiques publiques (traitement de l'eau, politiques d'espaces verts ou paysagères, politiques de transports, de limitation de la circulation automobile, etc.). Dans cette acception, l'inégalité environnementale est une inégalité face aux maux et aux biens environnementaux, renvoyant à une question de justice distributive". L'inégalité environnementale se distingue donc de l'inégalité écologique, qui se rapporte non seulement à la "réception de nuisances, de risques, de ressources ou d'aménités, mais aussi à l'émission de polluants. Nous serions inégaux sur un plan écologique par les impacts que nous subissons et par ceux que nous générons, soit, pour le dire d'une manière simplifiée et synthétique, par la taille de notre empreinte écologique. L'inégalité écologique désignerait une distribution inégale de biens et de maux environnementaux, mais aussi de droits à polluer. Stricto sensu, il n'existerait que des inégalités écologiques[194].

Au regard de cette distinction, il apparaît plus logique, comme le fait d'ailleurs le projet de SDRIF d'utiliser la notion d'inégalités environnementales dans les documents stratégiques (plans, programmes, stratégies, schémas…) et les politiques publiques.

Dans le projet de SDRIF, la notion d'inégalités environnementales apparaît dans les trois principaux chapitres du schéma et fait même l'objet d'une «carte défi» intitulée «Réduire les inégalités territoriales, sociales et environnementales». Sous la rubrique «Réduire les inégalités environnementales», cette carte identifie les secteurs carencés en espaces verts publics et les secteurs de forte exposition au bruit aérien (voir annexe 1).

Le premier chapitre du projet de SDRIF, relatif aux «Défis pour une Ile-de-France durable», précise à ce sujet que les inégalités sociales se "cumulent dans certains secteurs avec des inégalités environnementales (cadre de vie dégradé, pollutions, risques...)", et ce notamment "dans les zones d'exposition au bruit aérien autour des secteurs de Roissy et d'Orly, dans les zones de multiexposition aux bruits des transports terrestres, et dans les zones carencées en espaces verts publics où la création de nouveaux espaces est un enjeu de cohésion sociale"[195]. Dans ce premier chapitre, le projet de SDRIF insiste donc particulièrement sur les deux problématiques qui semblent les plus génératrices d'inégalités environnementales en région Ile-de-France : le bruit liés aux transports terrestres et aérien et l'accès aux espaces verts publics, tout en précisant que d'autres facteurs peuvent être à l'origine de ces inégalités (cadre de vie dégradé, pollutions, risques…).

[194] C. Emélianoff, 2006. Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? , *ESO,* Travaux et Documents n° 25, p.35-43, p.36; disponible sur www.univ-lemans.fr/lettres/labo/gregum/activites/colloques/sfax/axe5/emelianoff_c.html.

[195] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, Région Ile-de-France, Paris, p.31, 234 p.

Le projet de schéma ajoute d'ailleurs que "les Franciliens subissent des inégalités environnementales territoriales qui recouvrent différents aspects :

> -l'accès aux aménités, en particulier aux forêts publiques, aux zones de calmes, aux espaces verts urbains publics, notamment au sein du cœur d'agglomération[196], et particulièrement dans sa partie nord qui est dépourvue de couronne forestière périurbaine ;
> -les points noirs paysagers, correspondant à des secteurs dégradés souvent soumis à d'autres nuisances ;
> -les nuisances, au premier rang desquelles le bruit ;
> -les pollutions de l'air, de l'eau et des sols ;
> -les risques naturels et technologiques ;
> -l'accès à des ressources naturelles (par exemple l'eau, notamment en milieu rural) et à des paysages de qualité"[197].

Il est intéressant de noter que cette liste est plus complète que celle qui figure notamment dans le rapport de la mission mandatée par le ministre de l'Ecologie et du Développement Durable en 2005 et qui avait décidé de restreindre la question des inégalités écologiques en milieu urbain à l'accès à des ressources naturelles de qualité (eau, air), mais aussi à la nature, aux services publics qui y sont liés, à l'exposition aux risques naturels et technologiques, aux nuisances et aux pollutions, et au niveau plus ou moins grand d'intégration des préoccupations environnementales dans les politiques urbaines (choix des formes urbaines, des modes de transport…)[198].

Tout comme ce rapport, le projet de SDRIF ne traite par contre pas explicitement d'un autre aspect des inégalités écologiques qui est celui de l'inégalité des citoyens face aux démarches de participation dans l'élaboration et le suivi des politiques, qui est pourtant considéré comme fondamental par plusieurs chercheurs[199].

Avant d'évoquer les orientations retenues par le projet de SDRIF pour réduire les inégalités environnementales, il convient également de souligner que, contrairement à la Stratégie nationale de développement durable, le projet de schéma ne lie pas systématiquement inégalités sociales et environnementales mais se contente de noter que ces dernières "peuvent se recouper avec des inégalités sociales"[200].

> *Les orientations retenues par le projet de Schéma directeur de la région d'Ile-de-France pour réduire les inégalités environnementales*

Après avoir identifié les différentes inégalités environnementales subies par les Franciliens, le projet de Schéma directeur régional d'Ile-de-France définit un certain nombre de mesures destinées à réduire ces inégalités.

---

[196] Dans le projet de SDRIF, le «coeur d'agglomération» comprend les communes, en continuité de bâti avec Paris, qui sont urbanisées (au moins 80 % d'espaces urbanisés au MOS 1999) et denses (au moins 80 habitants+emplois à l'hectare d'urbain construit).
[197] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.90 et 93.
[198] W. Dieboldt, A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005. *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, précité, p.12.
[199] Voir notamment Lionel Charles, Cyria Eméliannof, Cynthia Ghorra-Gobin, Isabelle Roussel, François-Xavier Roussel et Helga Scarwell, 2007. Les multiples facettes des inégalités écologiques, *Développement durable et territoire*, précité, p.11.
[200] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.90.

C'est dans le cadre de la déclinaison d'un des cinq objectifs qu'il définit pour promouvoir un développement durable de l'Ile-de-France, qui est de «Préserver, restaurer, valoriser les ressources naturelles et permettre l'accès à un environnement de qualité» [201], que le projet de SDRIF décline les orientations à mettre en œuvre pour «Réduire les inégalités environnementales, la vulnérabilité aux risques et l'exposition aux nuisances».

Ces orientations, qui sont au nombre de trois, visent à conforter la trame verte d'agglomération en réduisant les carences en espaces verts, à réduire les nuisances sonores et la pollution atmosphérique et à réduire la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques. Immédiatement après avoir énoncé ces trois orientations, le projet de SDRIF ajoute qu'au-delà "de la réduction des inégalités environnementales, il s'agit d'offrir un cadre de vie de qualité dans tous les territoires, de maintenir la qualité environnementale des territoires favorisés et de la reconquérir dans les territoires défavorisés, à toutes les échelles"[202].

Afin de conforter la trame verte d'agglomération[203], le projet de schéma souligne qu'il est nécessaire de pérenniser les espaces verts et publics existants, de réduire les zones de carence par la création de nouveaux espaces verts et boisés publics dans les secteurs géographiques les plus carencés (ouest du Val-de-Marne, centre Seine-Saint-Denis, centre et nord des Hauts-de-Seine) et la mise en valeur d'espaces sous-minés par d'anciennes carrières (côteaux de Meudon…), définir, entre ces espaces verts et boisés publics, un réseau de continuités vertes et bleues d'intérêt régional, supports de circulations douces ou de continuités écologiques, et de valoriser le grand paysage du cœur d'agglomération[204].

Dans cette perspective, le projet de SDRIF prévoit que "les prévisions et décisions d'urbanisme doivent viser à développer (…) la trame verte d'agglomération et son maillage, et la trame verte au cœur des espaces urbanisés de la ceinture verte". En outre, la carte de destination générale du SDRIF identifie des espaces verts à créer (de 2 à 5 hectares ou de plus de 5 hectares) ainsi que des espaces naturels devant être ouverts au public, qui sont notamment destinés à rééquilibrer l'offre des secteurs déficitaires[205]. Cette carte exprime le champ d'application géographique des orientations qui s'imposent notamment aux documents d'urbanisme locaux doit faire l'objet d'une application combinée avec le rapport auquel elle est étroitement subordonnée. Le rapport précise d'ailleurs à propos des espaces verts à créer identifiés par la carte que "les prévisions d'utilisation ou occupation du sol ne doivent pas obérer la création de ces espaces" et que "ces espaces verts sont destinés à être ouverts au public"[206].

---

[201] Les quatre autres objectifs sont : Viser 60 000 logements par an pour offrir un logement à tous les Franciliens ; Doter la métropole d'équipements et de services de qualité ; Accueillir l'emploi et stimuler l'activité économique, garantir le rayonnement international ; et Promouvoir une nouvelle politique des transports au service du projet spatial régional.

[202] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.91.

[203] Dans le projet de SDRIF, la trame verte d'agglomération comprend l'ensemble des jardins et parcs publics pouvant être reliés entre eux par des liaisons vertes et regroupant l'ensemble de la desserte en espaces verts publics, alors que la ceinture verte désigne un anneau de 10 à 30 Km de rayon autour de Paris, où il s'agit à la fois de contenir et de structurer les espaces urbains (en préservant des coupures d'urbanisation importantes), et de préserver et valoriser les espaces ouverts en assurant leur maillage, la reconnaissance de leurs multiples fonctions et l'intérêt de leur proximité.

[204] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.141 et 142.

[205] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.194 et 195.

[206] Ibidem, p.195.

Afin d'être compatibles avec le SDRIF, les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme des communes de la région Ile-de-France vont donc eux aussi devoir définir des objectifs et des orientations permettant de conforter la trame verte d'agglomération afin de réduire les inégalités environnementales liées à l'accès aux aménités offertes par les espaces verts dans les agglomérations.

Cela est plus particulièrement vrai pour les «sites prioritaires» identifiés par le projet de SDRIF où "la réduction des inégalités environnementales, la préservation et l'accès aux espaces verts publics devront être des objectifs majeurs". Ces sites prioritaires sont des sites écartés depuis longtemps du dynamisme régional et pour lesquels une action publique forte de rattrapage est nécessaire, ainsi qu les sites qui sont ou devront devenir des pôles moteurs, structurant leur bassin de vie, au sein de certains territoires stratégiques, mais ont besoin d'une initiative publique forte pour les dynamiser[207].

Il est intéressant de noter que pour ces sites prioritaires, la réduction des inégalités écologiques et la préservation et l'accès aux espaces verts publics sont présentés comme deux objectifs distincts. Les auteurs du projet ont peut-être dans ce cas voulu particulièrement insister sur l'importance de la préservation et de l'accès aux espaces verts publics dans des villes et des quartiers[208] où ils sont extrêmement rares. Cette distinction entre l'accès aux espaces verts publics et les inégalités environnementales témoigne peut-être également de la difficulté d'utilisation de cette dernière notion, qui est relativement nouvelle, assez peu connue et qui recouvre énormément d'aspects.

Si l'amélioration de l'offre et de l'accès aux espaces verts publics est le premier axe retenu par le projet de SDRIF pour faire reculer les inégalités environnementales, le second vise à réduire les nuisances sonores et la pollution atmosphérique. Le projet de schéma rappelle en effet que "les nuisances sonores sont souvent liées aux infrastructures ferroviaires et routières qui participent grandement aux inégalités environnementales"[209]. Il souligne également que les nuisances sonores et la pollution atmosphérique sont "toutes deux liées étroitement à l'organisation urbaine et des transports", si bien que de très nombreuses orientations du projet -qui ne peuvent être évoquées ici du fait de leur nombre et de leur complexité- sont destinées à réduire ces nuisances.
Il s'agit notamment de "limiter l'étalement urbain par la densification de l'agglomération centrale et des pôles secondaires, de favoriser une organisation urbaine polycentrique et compacte, d'articuler les politiques d'urbanisme et de transports de manière à limiter d'une part les longueurs de déplacements, en rapprochant l'habitat et l'emploi, d'autre part la dépendance à l'égard de l'automobile par le développement des secteurs bien desservis par les transports en commun"[210]. Les nuisances sonores liées au transport aérien sont est également concernées puisque le projet de schéma prévoit une réduction et une compensation des nuisances et des pollutions que les aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget imposent à leur environnement urbain, et demande qu'une attention particulière soit accordée aux espaces qui cumulent des nuisances environnementales, en particulier la multiexposition au bruit engendré par le trafic aérien, ferroviaire ou routier (en particulier les secteurs d'Orly et de Roissy)[211].

---

[207] Ibidem, p.155.
[208] Parmi ces sites prioritaires figurent notamment des villes moyennes hors agglomération centrale, représentant soit des poches de pauvreté soit des grands ensembles juxtaposés à des villes moyennes; ainsi que les territoires populaires et anciennement industrialisés de l'agglomération centrale, au nord-est de Paris, dans les banlieues nord, est et sud du coeur d'agglomération.
[209] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.93.
[210] Conseil Régional d'Ile-de-France, 2007. *Rapport du Schéma directeur régional d'Ile-de-France*, précité, p.93.
[211] Ibidem, p.142 et 155.

Contrairement aux deux premières orientations retenues par le projet de SDRIF pour «Réduire les inégalités environnementales, la vulnérabilité aux risques et l'exposition aux nuisances», qui visent à conforter la trame verte d'agglomération en réduisant les carences en espaces verts et à réduire les nuisances sonores et la pollution atmosphérique, la troisième, qui porte sur la réduction de la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques ne fait pas référence à la notion d'inégalités environnementales.

Au final, le projet de Schéma directeur régional d'Ile-de-France traite surtout de la question des inégalités environnementales et de leur réduction à travers la question de l'accès aux espaces verts publics, notamment dans les secteurs où ces espaces doivent être créés ou développés, et de la question du nuisances sonores liées aux transports. Bien que la notion d'inégalités environnementales n'apparaisse qu'à sept reprises dans le projet de SDRIF, ce document marque une étape importante car il est doté d'une valeur juridique contraignante très forte. La problématique des inégalités environnementales va ainsi devoir être prise en compte par les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme de la région Ile-de-France, ce qui va permettre de tester son application au niveau local et favoriser sa diffusion. A cet égard, le fait que le Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France signé en 2007 fasse lui aussi référence à la notion d'inégalités environnementales illustre la lente mais réelle propagation de cette notion dans les politiques publiques.

1.1.3 Les dispositions du Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France relatives aux inégalités environnementales

Le contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France pour la période 2007-2013 a été signé le 23 mars 2007 par le préfet de Région et le président du Conseil régional d'Ile-de-France. Ce CPER définit huit grands projets, dont celui de «Renforcer l'attractivité de l'Ile-de-France».

Dans le cadre de ce grand projet, la Région et l'Etat entendent faire de l'Ile-de-France une région écologiquement responsable, notamment "en réduisant les inégalités environnementales et en favorisant un cadre de vie de qualité dans tous les territoires"[212].

Après avoir fait figurer la réduction des inégalités écologiques dans le projet de Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF), le Conseil régional d'Ile-de-France et l'Etat, qui est associé à l'élaboration du SDRIF et qui est chargé de l'adopter, ont tenu à reprendre cet objectif dans le Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France pour la période 2007-2013.

Il y a évidemment là une certaine logique, d'autant que le CPER précise qu'il constitue "l'un des instruments" de la mise en œuvre du SDRIF et que ces deux documents ont été élaborés en même temps et par les mêmes institutions, le Conseil régional et les services de l'Etat sous la direction de la Préfecture de la région Ile-de-France.

Toutefois, bien que la réduction des inégalités environnementales figure explicitement dans le Contrat de projets Etat-Région d'Ile-de-France, il est bien difficile d'identifier et de lister les mesures prévues par ce document pour tenter d'atteindre cet objectif. Alors qu'une somme de 151 millions d'euros est prévue dans le cadre du grand projet visant à «Renforcer l'attractivité de l'Ile-de-France» à travers le soutien aux dynamiques territoriales de cohésion et d'innovation, le CPER se contente en effet d'indiquer que "la Région soutiendra les dynamiques territoriales et accompagnera au travers de contractualisations spécifiques, les acteurs locaux dont les objectifs d'aménagement et de développement répondent aux orientations du projet de schéma directeur"…

[212] Conseil Régional et Préfecture de la Région d'Ile-de-France, 2007. *Contrat de projets Etat-Région-Ile-de-France 2007-2013*, Région Ile-de-France, Paris, p.16.

De la même manière, dans le cadre du soutien aux territoires d'intérêt régional et national, qui mobilise le reste des crédits alloués au même grand projet (soit plus de 360 millions d'euros), le CPER n'est pas plus précis lorsqu'il annonce que la Région fera notamment porter son effort "au financement d'actions structurantes d'aménagement ou d'équipement, de développement économique, de désenclavement ou de restructuration urbaine, d'amélioration de l'environnement"[213].

C'est donc dans le cadre du soutien aux dynamiques territoriales de cohésion et d'innovation et aux territoires d'intérêt régional et national que le Contrat de projet Etat-Région d'Ile-de-France entend favoriser la réduction des inégalités environnementales, sans qu'il soit toutefois véritablement possible de dire quelles sont les actions et les projets qui vont être financés pour permettre d'atteindre cet objectif…

Malgré cette réserve, il apparaît qu'à travers le SDRIF et le nouveau CPER, la région Ile-de-France est particulièrement en pointe en matière de prise en compte des inégalités écologiques et des inégalités environnementales. Elle n'est cependant pas la seule, car d'autres régions et certains départements commencent ex aussi à inscrire cette préoccupation dans leurs politiques.

1.1.4 La prise en compte des inégalités environnementales par le Conseil régional du Languedoc-Roussillon dans le cadre de la révision de son Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire

Les schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire ont été créés par la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, dite loi «Pasqua»[214]. C'est l'article 34 de la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, entièrement réécrit par la loi «Pasqua», qui définit la nature, le contenu et les modalités d'élaboration de ces schémas[215].

Cet article, qui a été modifié par la loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite loi «Voynet»[216], énonce que le SRADT "fixe les orientations fondamentales, à moyen terme, du développement durable du territoire régional". Il ajoute que le SRADT "comprend un document d'analyse prospective et une charte régionale, assortie de documents cartographiques, qui exprime le projet d'aménagement et de développement durable du territoire régional"

[213] Conseil Régional et Préfecture de la Région d'Ile-de-France, 2007. *Contrat de projets Etat-Région-Ile-de-France 2007-2013*, Région Ile-de-France, Paris, p.17 et 18.
[214] Loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire; J.O n°31 du 5 février 1995, p.1973.
[215] Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, J.O du 9 janvier 1983, p.215; voir la version consolidée sur www.legifrance.gouv.fr.
[216] Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire; J.O n°148 du 29 juin 1999, p.9515.

A cette fin, le SRADT "définit notamment les principaux objectifs relatifs à la localisation des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général qui doivent concourir au sein de la région au maintien d'une activité de service public dans les zones en difficulté ainsi qu'aux projets économiques porteurs d'investissements et d'emplois, au développement harmonieux des territoires urbains, périurbains et ruraux, à la réhabilitation des territoires dégradés et à la protection et la mise en valeur de l'environnement, des sites, des paysages et du patrimoine naturels et urbains en prenant en compte les dimensions interrégionale et transfrontalière"[217].

Le SRADT est élaboré et approuvé par le Conseil régional après avis des conseils généraux des départements concernés et du conseil économique et social régional. Les départements, les agglomérations, les pays, les parcs naturels régionaux et les communes chefs-lieux de département ou d'arrondissement, les communes de plus de 20.000 habitants et les groupements de communes compétents en matière d'aménagement ou d'urbanisme, ainsi que les représentants des activités économiques et sociales, dont les organismes consulaires sont associés à l'élaboration de ce schéma.

S'ils n'ont pas de portée normative, et ne sont notamment pas opposables aux documents locaux d'urbanisme (SCOT et PLU), les SRADT ont vocation à nourrir la contractualisation Etat-Région à travers les contrats de projets. Toutefois, le fait que la majorité des régions ne dispose pas de SRADT n'a pas empêché les régions et l'Etat de signer deux générations de contrats de plan et de projets en 2000 et en 2007. En effet, seules quelques régions, dont le Languedoc-Roussillon (1999), la Haute-Normandie (2006), le Nord-Pas-de-Calais (2006) ou la Basse-Normandie (2007) ont adopté un SRADT.

La région Languedoc-Roussillon a été la première à adopter un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire le 20 octobre 1999. Le 25 avril 2006, le Conseil régional a décidé de réviser son SRADT car il considère qu'il ne prend en compte "ni la forte augmentation démographique attendue, ni l'évolution rapide de la société, ni les nouveaux enjeux de développement liés aux mutations économiques ". Le SRADT n'intègre pas non plus les "nouveaux textes législatifs aussi bien ceux concernant la poursuite de la décentralisation que ceux relatifs à l'application de la loi SRU".

En outre, le SRADT ne reflète pas non plus "les nouvelles orientations de la politique du Conseil régional élu en mars 2004", qui affirme notamment "sa volonté de combattre les graves inégalités environnementales, territoriales, économiques et sociales" et de "promouvoir le vivre ensemble par une politique volontariste notamment en matière de production de logements"[218].
Le Conseil régional du Languedoc-Roussillon a prévu que le nouveau SRADT serait finalisé au printemps 2009, et il sera intéressant lors de son adoption de vérifier si la prise en compte des inégalités environnementales figurera bien dans le document et quelles seront les mesures prévues pour tenter de les combattre.

Le Languedoc-Roussillon n'est pas la seule région à s'intéresser à la question des inégalités environnementales puisque le Schéma régional de développement économique (SRDE) et les principes du Schéma régional des transports de Basse-Normandie font référence à cette notion.

---

[217] Article 34 de la n°83-8 du 7 janvier 1983, précitée.
[218] Conseil régional du Languedoc-Roussillon, 2006. *Lancement du Schéma régional d'aménagement et de développement durable : un document de référence pour l'aménagement du territoire et le développement durable du Languedoc-Roussillon*, Décision n°01.03 du 25 avril 2006, Région Languedoc-Roussillon, p.1, 2 p.

1.1.5 La prise en compte des inégalités environnementales par le Schéma régional de développement économique et par les principes du futur Schéma régional des transports de Basse-Normandie

Les schémas régionaux de développement économique ont été institués à titre expérimental et pour une durée de cinq ans par l'article premier de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Ces schémas, dont l'élaboration et l'adoption sont confiées aux régions par l'Etat, sont destinés à coordonner les actions de développement économique. Dans cette perspective, ils doivent définir "les orientations stratégiques de la région en matière économique", et viser "à promouvoir un développement économique équilibré de la région, à développer l'attractivité de son territoire et à prévenir les risques d'atteinte à l'équilibre économique de tout ou partie de la région"[219]. En outre, lorsqu'elle adopte un schéma régional expérimental de développement économique, la Région devient compétente, par délégation de l'Etat, pour attribuer les aides que celui-ci met en œuvre au profit des entreprises

Dès l'automne 2004, la Région Basse-Normandie a saisi cette opportunité et a engagé l'élaboration d'un Schéma régional de développement économique, qui a été adopté à l'unanimité par le Conseil régional le 16 décembre 2005.

Dans son préambule, ce schéma énonce qu'une "logique de développement durable, qui réponde aux engagements internationaux tels que la réduction des gaz à effet de serre, doit conduire à la volonté commune et à l'engagement partagé de préserver la qualité du territoire régional tout en faisant régresser les inégalités environnementales, territoriales, économiques et sociales qui le touchent"[220].

De la même manière, la présentation des principes sur lesquels reposera le futur Schéma régional des transports indique que la "région Basse-Normandie souhaite inscrire l'ensemble de ses politiques dans une perspective de développement durable", qui doivent notamment "permettre de faire reculer les inégalités environnementales, économiques et sociales qui touchent le territoire régional en luttant contre l'exclusion et en favorisant l'accès à l'emploi, à la santé et aux services"[221].

Comme le précise l'article 14-1 de la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, modifié par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et par une ordonnance du 8 juin 2005, "le schéma régional des infrastructures et des transports constitue le volet «Infrastructures et transports» du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire"[222].
Comme le SRADT, le schéma régional des infrastructures et des transports est élaboré par la Région. Il doit permettre d'assurer la cohérence régionale et interrégionale des itinéraires à grande circulation et de leurs fonctionnalités dans une approche multimodale et doit avoir pour objectif prioritaire d'optimiser l'utilisation des réseaux et équipements existants et de favoriser la complémentarité entre les modes de transport et la coopération entre les opérateurs, en prévoyant, lorsque nécessaire, la réalisation d'infrastructures nouvelles.

---

[219] Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, J.O n°190 du 17 août 2004, p.14545.
[220] Conseil régional de Basse-Normandie, 2005. *Schéma régional de développement économique*, Région Basse-Normandie, Caen, p.9, 49 p.
[221] Conseil régional de Basse-Normandie, 2007. *Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire-Annexe 4,* Région Basse-Normandie, Caen, p.141, 158 p.
[222] Loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, J.O du 31 décembre 1982; voir la version consolidée sur www.legifrance.gouv.fr.

Bien que la réduction des inégalités environnementales soit évoquée dans le Schéma régional de développement économique et dans la présentation des principes sur lesquels va reposer l'élaboration du Schéma régional des transports de Basse-Normandie, ces deux documents n'apparaissent pas les plus adaptés pour définir des mesures permettant d'atteindre cet objectif.

Le fait que le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire qui vient d'être adopté par le Conseil régional de Basse-Normandie en décembre 2007 ne reprenne pas cet objectif et ne fasse à aucun moment référence à la notion d'inégalités environnementales semble d'ailleurs confirmer qu'il ne s'agit pas d'un des objectifs prioritaires de la Région Basse-Normandie et que cette notion a été reprise un peu à la hâte et sans réelle analyse de son contenu.

1.1.6 Les dispositions de l'Agenda 21 du Département du Finistère relatives aux inégalités écologiques

Les Agendas 21 locaux sont des projets territoriaux de développement durable qui découlent d'une recommandation de la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement organisée à Rio en 1992.

Dans la Stratégie nationale de développement durable, l'Etat a prévu de favoriser en cinq ans la mise en place de 500 Agendas 21 locaux, notamment sur les territoires bénéficiant d'une aide publique comme les grands projets urbains, les parcs naturels régionaux, les groupements de communes, les pays ou agglomérations dans le cadre de contrats territoriaux.

Pour faciliter la mise en place des Agendas 21 locaux, le ministère de l'Ecologie a élaboré un cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable qui précise les finalités et les éléments qui doivent caractériser un projet territorial de développement durable : lutte contre le changement climatique, préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, cohésion sociale et solidarité entre les territoires et entre les générations, épanouissement de tous les êtres humains, dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

En décembre 2007, dix-huit régions, trente et un départements, quatre-vingt-huit intercommunalités, et plus de 150 communes françaises ont adopté ou ont prescrit l'élaboration d'un Agenda 21. Si un grand nombre de ces Agendas 21 est en cours d'élaboration, certains ont déjà été adoptés, comme par exemple celui du département qui a été approuvé le 06 juillet 2006 par le Conseil général[223]. Cet Agenda 21, qui s'appuie sur un diagnostic de territoire et sur un état des lieux des politiques départementales, définit 17 axes stratégiques qui sont déclinés en 61 objectifs, 50 actions et 72 chantiers…

L'état des lieux des politiques départementales a notamment montré que si la satisfaction des besoins actuels des Finistériens "est fortement présente dans les actions du Conseil général, au titre de ses compétences réglementaires (handicap, insertion, équipement du territoire, réseaux...), la prise en compte des inégalités écologiques et de l'exposition aux risques naturels et industriels est, par contre, limitée aux actions de protection et de préservation de l'environnement"[224].

[223] Conseil général du Finistère, 2006. *Un Agenda 21 au service des finistériens*, Département du Finistère, Quimper, 72 p.
[224] Conseil général du Finistère, 2006. *Un Agenda 21 au service des finistériens*, Département du Finistère, Quimper, p.26.

Si la notion d'inégalités écologiques n'apparaît qu'une seule fois dans l'Agenda 21 du département du Finistère, le diagnostic de territoire fait par contre référence à la notion d'égalité écologique[225]. Une carte présente ainsi un «Indice d'égalité écologique et d'exposition au risque concernant les risques naturels et technologiques». Sur un fonds de carte du département où apparaît la densité de population, le risque inondation, la risque submersion marine, le risque mouvement de terrain et le risque industriel (présence d'établissements classés «Seveso»), sont matérialisés pour les communes concernées par des cercles de taille et de couleur différentes (voir annexe 2).

Selon cette approche, l'égalité écologique entre les communes (territoires) et les populations qui y résident peut ainsi être mesurée et quantifiée en fonction de l'importance des risques auxquels elles sont soumises. Il est important de noter que d'autres éléments, comme le bruit, les conditions d'accès aux aménités environnementales, la qualité de l'eau ou la qualité de l'air auraient également pu être mesurés car tout comme que l'exposition aux risques, elles constituent d'autres formes d'inégalités écologiques. La qualité de l'eau «du robinet» varie ainsi fortement d'une commune à l'autre dans le Finistère, ce qui s'explique principalement par la présence importante sur certains bassins versants d'exploitation agricole qui rejettent des nitrates.

Cette différence, qui conduit de nombreuses personnes à ne pas boire cette eau et à acheter de grandes quantités d'eau en bouteille, constitue une inégalité écologique et il aurait pu être intéressant de proposer une carte sur le modèle de celle réalisée pour les risques. Bien qu'il soit intéressant, l'indice proposé est donc partiel car il concerne uniquement l'exposition aux risques naturels et industriels et non les inégalités écologiques dans leur ensemble.

Il apparaît en outre que l'utilisation de la notion d'égalité écologique pose problème car comme l'a souligné le Comité français pour la préparation du Sommet mondial sur le développement durable, "l'égalité écologique ne peut être considérée comme un objectif du développement durable, les territoires comportant par essence des avantages spécifiques qu'il serait illusoire de penser transférer et, plus encore, dangereux de niveler – comme auraient tendance à le faire nombre de projets techniques et économiques inadaptés ; par exemple, dans les milieux ruraux, celui d'une agro-industrie prédatrice et à court terme"[226].

Il convient d'ajouter pour conclure qu'à la différence de quasi-totalité des stratégies et des schémas auxquels nous avons fait référence, l'Agenda 21 du département du Finistère ne se fixe pas pour objectif de réduire les inégalités écologiques et qu'il ne fait pas explicitement la relation entre inégalités sociales et inégalités écologiques puisqu'il appréhende uniquement ces dernières à travers la question des risques.

Comme vient de le confirmer le Grenelle de l'environnement, au cours duquel elle n'a été évoquée qu'une seule fois, la question des inégalités écologiques et des inégalités environnementales demeure (très) peu prise en compte de manière explicite par les pouvoirs publics dans notre pays. A l'exception du Schéma directeur régional d'Ile-de-France, il est en effet bien difficile fin 2007 de trouver un document stratégique national, régional ou local qui traite véritablement de cette question… Nos recherches nous ont ainsi permis d'identifier seulement sept documents stratégiques nationaux, régionaux ou départementaux qui font référence au moins une fois aux notions d'inégalités écologiques et d'inégalités environnementales… Bien que notre recherche se soit limitée aux documents disponibles sur Internet, cela démontre la faible diffusion de ces notions dans nos politiques publiques.

---

[225] ASCA, Ouest Aménagement/ACADIE, 2005. *Agenda 21 du Conseil général du Finistère : Diagnostic de territoire*, Conseil général du Finistère, p.17, 68 p.

[226] Comité français pour la préparation du Sommet mondial sur le développement durable, 2002. *Livre blanc des acteurs français du développement durable,* Premier Ministre, Paris, p.165.

En outre, lorsqu'une de ces deux notions apparaît dans une stratégie, un plan ou un schéma, les choses se limitent généralement à l'affirmation de la volonté de réduire les inégalités écologiques ou environnementales sans qu'il soit possible véritablement possible d'identifier les mesures définies pour atteindre cet objectif.

Il convient cependant de noter que c'est d'abord à l'échelon régional que les notions d'inégalités écologiques et d'inégalités environnementales ont jusqu'à présent été le plus prises en compte. L'une ou l'autre de ces expressions apparaissent ainsi dans le Contrat de projets Etat-Région et dans le Schéma directeur régional d'Ile-de-France, dans des schémas sectoriels en Basse-Normandie et dans une délibération du Conseil régional du Languedoc-Roussillon initiant la révision de son Schéma régional d'aménagement et de développement durable.

En effet, à l'échelon national, la Stratégie nationale de développement durable et la Stratégie du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour le développement durable sont le seuls documents à évoquer explicitement la problématique des inégalités écologiques. De la même manière, l'Agenda 21 du département du Finistère semble être le seul document infra-régional à faire référence à cette question…

Cela explique peut-être pourquoi lors du débat organisé à Brest dans le cadre du Grenelle de l'environnement, un participant à proposé "d'intégrer les inégalités écologiques et sociales dans la réflexion, en particulier éviter de cumuler les risques pour les populations défavorisées (expositions en milieu de travail, habitat précaire, bruit…)"[227].

Il semble malgré tout que se soit la seule occasion où le problème des inégalités écologiques a été évoqué au cours du Grenelle car c'est cette proposition et elle seule qui a été reprise sur le sujet dans la synthèse des débats régionaux qui figure en annexe du rapport de madame Bettina Laville relatif à la transparence des consultations régionales et du forum Internet du Grenelle de l'environnement[228]. Ajoutons toutefois que dans son avis sur la première phase du Grenelle, le Conseil national du développement durable a souhaité que, suite à la confirmation par le Président de la République de l'organisation d'un Grenelle de l'insertion, "la question des inégalités écologiques (pollutions, bruit etc..) y soit examinée, de même que les problématiques du co-développement et des réfugiés climatiques"[229].

Ainsi, alors que le Grenelle de l'environnement constituait une véritable occasion d'évoquer la question des inégalités écologiques, cette opportunité n'a été exploitée ni par les participants aux groupes de travail, ni par les intervenants lors des débats organisés en région et n'apparaît donc dans aucun des trente-trois chantiers opérationnels lancés en janvier 2008…

[227] Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, 2007. *Le Grenelle de l'environnement : synthèse du débat de Brest du 17 octobre 2007*, MEDAD, Paris, p.9, 27 p.
[228] B.Laville, 2007. *Rapport sur la transparence des consultations régionales et du forum internet du Grenelle de l'environnement,* MEDAD, Paris, p.60, 107 p.
[229] Conseil national du développement durable, 2007. *Rapport au Gouvernement sur les propositions de la première phase du Grenelle de l'Environnement*, Avis n°12, MEDAD, Paris, p.9, 11 p.

1.2 La limitation des inégalités écologiques par le droit à travers l'exemple de certaines dispositions spécifiques aux espaces littoraux

Au-delà de l'apparition des notions d'inégalités écologiques et d'inégalités environnementales dans les différents documents stratégiques et les contrats que nous venons d'étudier (SDRIF, SRADT, CPER…), il apparaît que le droit relatif aux espaces littoraux permet de réduire certaines de ces inégalités, en particulier celles qui concernent l'accès aux aménités environnementales liées à la présence de la mer. Le droit garantit en effet la possibilité à chaque citoyen d'accéder au rivage grâce à des servitudes de passage (1) et d'avoir un accès libre et gratuit au domaine public maritime, et plus particulièrement aux plages (2).

Comme nous l'avons précédemment souligné, la «Part du littoral librement accessible au public» était d'ailleurs un des indicateurs de la rubrique «Inégalités écologiques et exposition aux risques» que l'Institut Français de l'Environnement avait envisagé de retenir en 2001 lors de sa réflexion sur l'élaboration d'indicateurs de développement durable pour la France[230].

L'objectif est ici de montrer que parallèlement aux difficultés que certaines catégories de personnes rencontrent pour accéder à un logement sur le littoral, du fait de la hausse quasi-constante des prix du foncier et des logements neufs et anciens, il existe sur le littoral une égalité d'accès aux aménités environnementales de «bord de mer» garantit par le droit.

Ainsi, si l'on s'accorde sur le fait que "le terme d'inégalité environnementale exprime l'idée que les populations ou les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux pollutions, aux nuisances et aux risques environnementaux, pas plus qu'ils n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales"[231], il apparaît que sur le littoral, le droit assure au contraire un accès libre et gratuit au rivage et à la mer à toutes les catégories de la population.

La reconnaissance de cette liberté d'accès n'est pas récente puisque dès le milieu du dix-neuvième siècle, le Conseil d'Etat a confirmé un principe issu de l'ancien régime en consacrant le fait que "les rivages de la mer font partie du domaine public, qu'il suit de là que tout le monde a le droit d'y accéder librement" (CE, 19 mai 1858, *Vernes*; dans le même sens CE, 30 mars 1863, *Bourgeois c/Ville Boulogne*).

Dans cet arrêt, le Conseil d'Etat a rappelé que la location d'une portion de plage par une commune ne devait pas priver les particuliers du droit commun de pêcher, d'échouer, de réparer des chaloupes ou bâtiments, de se promener, de pratiquer la grève comme voie de communication, ni même de prendre des bains. Il a de ce fait annulé pour excès de pouvoir un arrêté du maire de Trouville imposant comme condition d'accès à la plage et à la baignade, l'utilisation préalable et onéreuse des cabines d'habillage et de déshabillage de l'établissement de bain créé par la commune.

Si cette règle a ensuite été systématiquement réaffirmée par le juge et par la doctrine administrative, et ce dès le 15 juin 1858 dans une circulaire relative à la liberté de se baigner sur les plages, il faudra attendre 1976, puis la loi «littoral» de 1986, pour que la loi consacre ce principe et son "corollaire qui est le libre accès au rivage"[232].

---

[230] Institut Français de l'Environnement, 2001. *Propositions d'indicateurs de développement durable pour la France*, Collection Etudes et travaux, n° 35, IFEN, Orléans, p.43, 110 p., p.45.

[231] C. Emélianoff, 2006. Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? , *ESO,* Travaux et Documents n° 25, p.35-43, p.36; disponible sur www.univ-lemans.fr/lettres/labo/gregum/activites/colloques/sfax/axe5/emelianoff_c.html.

[232] A-H.Mesnard, 1995. *Droits Maritimes : droit du littoral, droit portuaire*, Tome II, Editions Juris-Services, Paris, 312 p., p.120.

L'article 52 de la loi du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme[233] a ainsi introduit un article L.160-6 dans le code de l'urbanisme qui instaure une servitude de passage de trois mètres de largeur destinée à assurer exclusivement le passage des piétons sur les propriétés privées riveraines du domaine public maritime.

Dix ans plus tard, la loi « littoral» du 3 janvier 1986[234] a complété ce dispositif en créant une servitude de passage des piétons transversale au rivage (article L.160-6-1 du code de l'urbanisme) et en consacrant la liberté d'accès aux plages ainsi que leur usage libre et gratuit.

Comme l'a souligné Michel Piquard en 1973 dans un rapport qui est notamment à l'origine de la création du Conservatoire du littoral et des instruments de planification spécifiques au littoral (schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer qui deviendront les schémas de mise en valeur de la mer), le littoral "ne se caractérise pas tant par le maintien d'un aspect naturel que par la garantie d'un libre accès aux parties terrestres et maritimes de la côte", car le "désir d'accès à la mer, pour la voir et pour la toucher, est un sentiment collectif extrèmement fort". La mer est ainsi "sans doute le seul site dont le libre accès est un véritable problème de nature politique"[235].

[233] Loi n°76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme, J.O du 1er janvier 1977, p.4.
[234] Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, J.O du 4 janvier 1986, p.200.
[235] M.Piquard, 1973. *Perspectives pour l'aménagement du littoral français*, Rapport au Gouvernement, *DATAR*, Paris, 58 p., p.14.

Définitions :

Article L.2111-4 du Code général de la propriété des personnes publiques :

Le domaine public maritime naturel de l'Etat comprend :

1° Le sol et le sous-sol de la mer entre la limite extérieure de la mer territoriale et, côté terre, le rivage de la mer.

Le rivage de la mer est constitué par tout ce qu'elle couvre et découvre jusqu'où les plus hautes mers peuvent s'étendre en l'absence de perturbations météorologiques exceptionnelles ;

2° Le sol et le sous-sol des étangs salés en communication directe, naturelle et permanente avec la mer ;

3° Les lais et relais de la mer :

a) Qui faisaient partie du domaine privé de l'Etat à la date du 1er décembre 1963, sous réserve des droits des tiers ;

b) Constitués à compter du 1er décembre 1963.

* * *

Lais : terrains constitués par des alluvions que la mer dépose sur le littoral et que le plus haut flot ne recouvre plus ; Relais : terrains que la mer découvre en se retirant et que ne submergent plus les hautes eaux.

* * *

Rivage de la mer : l'expression «rivage de la mer» est un terme juridique qui a été défini par l'ordonnance de 1681 sur la marine, dite Ordonnance de Colbert, et dont l'interprétation a été précisée par le Conseil d'Etat (Arrêt Kreitmann du 12 novembre 1973) : c'est ce que la mer couvre et découvre jusqu'où les plus hautes mers peuvent s'étendre en l'absence de perturbations météorologiques exceptionnelles.

Le rivage est donc une surface et non une ligne. La limite (haute) du rivage de la mer est la ligne jusqu'où les plus hautes mers peuvent s'étendre en l'absence de perturbations météorologiques exceptionnelles, qui peut constituer la limite du DPM (en l'absence des lais et relais).

1.2.1 La servitude de passage des piétons le long du littoral

A l'époque romaine, le rivage de la Méditerranée faisait déjà partie des «res communes omnium», c'est-à-dire des «biens destinés à l'usage de tous». En France, l'administration des douanes a mis en place dès sa création en 1791 les «sentiers des douaniers» afin d'assurer la surveillance des côtes grâce à un droit de libre parcours. C'est ce droit que la loi du 31 décembre 1976 a réintroduit sur l'ensemble du rivage français, et à l'usage de chaque citoyen, par l'intermédiaire d'une servitude de passage.

Comme l'a souligné B. Genevois, l'institution de cette servitude avait pour objectif, "dans une perspective démocratique, d'assurer le libre accès de tous au rivage de la mer"[236].

En effet, la multiplication des résidences secondaires le long du domaine public maritime, notamment sur les côtes méditerranéennes, et l'octroi d'autorisations privatives permettant aux propriétaires d'implanter des aménagements, rendait de plus en plus difficile la promenade sur le long du littoral. De fait, les réclamations en vue de la reconnaissance d'un droit d'accès ne cesseront de grandir à partir des années 1970, sauf dans les quelques certaines régions où le «sentier des douaniers» permettait au public de se promener en bord de mer et d'accéder au rivage.

Tout change avec l'adoption de l'article L.160-6 du code de l'urbanisme, qui énonce que "les propriétés privées riveraines du domaine public maritime sont grevées sur une bande de trois mètres de largeur d'une servitude destinée à assurer exclusivement le passage des piétons". Cette bande de trois mètres de largeur est calculée à compter de la limite du domaine public maritime, qui est selon le cas celle du niveau des plus hautes eaux, celle des lais et relais de la mer, celle des terrains qui ont été soustraits artificiellement à l'action des flots, ou des terrains qui font partie du domaine public maritime artificiel[237].

En application de l'article R.160-25 du code de l'urbanisme, la servitude entraîne pour les propriétaires des terrains et leurs ayants droit l'obligation de laisser aux piétons le droit de passage, l'obligation de n'apporter à l'état des lieux aucune modification de nature à faire, même provisoirement, obstacle au libre passage des piétons, (sauf autorisation préalable accordée par le préfet, pour une durée de six mois au maximum) et l'obligation de laisser l'administration compétente établir la signalisation et effectuer les travaux nécessaires pour assurer le libre passage et la sécurité des piétons.

Il convient d'ajouter que, sauf dans le cas où l'institution de la servitude est le seul moyen d'assurer la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, la servitude ne peut grever les terrains situés à moins de quinze mètres des bâtiments à usage d'habitation édifiés avant le 1er janvier 1976, ni grever des terrains attenants à des maisons d'habitation et clos de murs à cette même date.

Si certains particuliers ont tenté d'utiliser cette disposition pour contester l'institution de la servitude sur leur propriété, le juge administratif vérifie que le sentier peut être créé sur une autre parcelle, la date de la construction, que la distance des quinze mètres est bien respectée, et que les terrains sont bien entièrement clos de murs[238]. Il suffit ainsi qu'une parcelle soit entourée par un grillage sur une distance de 8 mètres pour qu'il ne puisse pas être regardé comme «clos de murs».
L'article L.160-6 ajoute que l'autorité administrative, en l'occurrence le préfet, peut "modifier le tracé ou les caractéristiques de la servitude, afin, d'une part, d'assurer, compte tenu notamment de la présence d'obstacles de toute nature, la continuité du cheminement des piétons ou leur libre accès au rivage de la mer, d'autre part, de tenir compte des chemins ou règles locales préexistant". Le tracé modifié peut ainsi grever exceptionnellement des propriétés non riveraines du domaine public maritime.

[236] B.Genevois, 1978. La servitude de passage des piétons sur le littoral, *L'Actualité juridique du droit administratif*, p.628-638. Voir également N. Caldéraro et J.Lacrouts, 2006. *Le littoral*, Editions Le Moniteur, 553 p., p.86-104.
[237] Article R.160-8 du code de l'urbanisme.
[238] Voir notamment Cour Administrative d'Appel de Nantes, 10 octobre 2006, *Madame Y.*, n°05NT01400.

Enfin, le préfet peut, à titre exceptionnel, suspendre cette servitude. L'article R.160-14 précise que cette suspension peut intervenir lorsque les piétons peuvent circuler le long du rivage de la mer grâce à des voies ou passages ouverts au public; et lorsque le maintien de la servitude de passage fait obstacle au fonctionnement soit d'un service public, soit d'un établissement de pêche bénéficiaire d'une concession, soit d'une entreprise de construction ou de réparation navale.

La servitude prévue par l'article L.160-6 peut également être suspendue lorsqu'elle passe à l'intérieur des limites d'un port maritime ou à proximité des installations utilisées pour les besoins de la défense nationale; ou si le maintien de la servitude de passage est de nature à compromettre soit la conservation d'un site à protéger pour des raisons d'ordre écologique ou archéologique, soit la stabilité des sols.

Ainsi, sur les 7.200 kilomètres que compte le littoral métropolitain, environ 4.700 kilomètres étaient accessibles au public au 31 décembre 2005 (soit 63 %), dont 1.750 kilomètres affectés de la servitude de passage. A cette servitude sur les propriétés privées s'ajoute en effet le passage sur des terrains publics qui peuvent appartenir à l'Etat, au Conservatoire du littoral ou aux collectivités territoriales, et plus particulièrement aux communes et aux départements.

Depuis 1976, l'Etat, les collectivités territoriales et le Conservatoire du littoral se sont donc attachés à développer les «sentiers côtiers», aussi nommés «sentiers des douaniers», en créant des sentiers qui passent sur des terrains publics et sur le domaine public maritime mais aussi, en s'appuyant sur les dispositions de l'article L.160-6 du code de l'urbanisme, sur des terrains privés.

Cette politique permet ainsi à tous les citoyens, quels que soit leurs revenus, leur lieu de résidence, et leur condition sociale de se promener en bord de mer et de profiter de la beauté et de la diversité des paysages littoraux. C'est en ce sens que le droit du littoral, à travers l'article L.160-6 du code de l'urbanisme, contribue à limiter les inégalités environnementales liées à l'accès aux aménités, dont l'importance a notamment été soulignée par C. Emélianoff[239].

Comme le soulignait le ministre de l'Equipement en 1978 en demandant aux directeurs départementaux de l'Equipement de mettre en application les dispositions de l'article L.160-6 du code de l'urbanisme, il est "indispensable que cette tâche soit menée à bien, partout, avec célérité, afin que les accès aux plages et aux sites riverains de la mer soient garantis au plus grand nombre".

Il s'agit là d'une exigence qui va bien au-delà de l'institution d'une servitude administrative; les habitants doivent avoir la possibilité de cheminer librement le long des côtes avec facilité, de jouir des paysages naturels et de disposer, pour leurs loisirs, de cet équipement aussi simple qu'utile à toute la population"[240].

[239] C.Emelianoff, 2006. Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ? , *ESO,* Travaux et Documents n°25, p.36, p.35-43; disponible sur www.univ-lemans.fr/lettres/labo/gregum/activites/colloques/sfax/axe5/emelianoff_c.html. Le "terme d'inégalité environnementale exprime l'idée que les populations ou les groupes sociaux (…) n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales".

[240] Circulaire n°78-144 du 20 octobre 1978 relative à la servitude de passage des piétons sur le littoral, BOMET n°78-46.

En 1986, le législateur a tenu à compléter ce dispositif en instaurant une nouvelle servitude, dite transversale au rivage, destinée à faciliter l'accès au bord de mer depuis l'intérieur des terres.

1.2.2 La servitude de passage transversale au littoral

Cette servitude a été instaurée par l'article 5 de la loi «littoral» du 3 janvier 1986 qui a ajouté un article L.160-6-1 au code de l'urbanisme, article qui énonce qu'une "servitude de passage des piétons, transversale au rivage, peut être instituée sur les voies et chemins privés d'usage collectif existants, à l'exception de ceux réservés à un usage professionnel, selon la procédure prévue au deuxième alinéa de l'article L. 160-6".

Comme l'indique l'expression «peut être instituée», la mise en œuvre de cette servitude est facultative, l'administration disposant de ce fait d'un pouvoir d'appréciation important. En outre, la servitude ne peut grever que certaines catégories de voies ou chemins privés. Les voies concernées doivent en effet être d'usage collectif (par exemple voirie interne classée dans les équipements communs d'un lotissement ou d'un ensemble immobilier assimilable) et ne doivent pas être réservés à un usage professionnel[241].

Cet article ajoute que "cette servitude a pour but de relier la voirie publique au rivage de la mer ou aux sentiers d'accès immédiat à celui-ci, en l'absence de voie publique située à moins de cinq cents mètres et permettant l'accès au rivage". L'article R. 160-16 précise que la distance d'au moins cinq cents mètres mentionnée à l'article L. 160-6-1 se mesure en ligne droite entre le débouché sur le rivage de la mer de la voie ou chemin privé servant d'assise à la servitude ou, le cas échéant, des sentiers d'accès immédiat qui les prolongent, et tout accès au rivage par une voie publique ou un chemin rural.

Comme l'a souligné le Gouvernement dans le premier rapport d'application de la loi «littoral», "l'un des principes fondamentaux réaffirmé par cette loi est le libre accès du public à la mer et sa gratuité"[242], et les dispositions de l'article L.160-6-1 ont pour objectif de faciliter cet accès dans les secteurs où il est difficile.

En effet, comme l'avait souligné M. Piquard en 1973, "s'agissant du domaine public, le libre accès est le principe, mais sa mise en œuvre s'est cependant heurtée sur certains secteurs à des difficultés pratiques à cause de la succession des propriétés privées contiguës en bordure immédiate du rivage, qui constitue une véritable barrière et qui n'a pas permis -sauf expropriation- d'aménager des accès terrestres"[243]. En reliant la voirie publique au rivage de la mer, la servitude transversale permet donc d'améliorer l'accessibilité aux sentiers créés grâce à la servitude longitudinale ainsi qu'au rivage, et notamment aux plages.

La loi «littoral» a d'ailleurs également consacré le libre accès des piétons aux plages et l'affirmation que l'usage libre et gratuit par le public constitue leur destination fondamentale. Cet usage libre et gratuit et cette liberté d'accès concernent en fait l'ensemble du rivage de la mer, qu'il soit sableux, rocheux ou composé de galets, et plus globalement l'ensemble du domaine public maritime.

---

[241] A-H.Mesnard, 1995. *Droits Maritimes : droit du littoral, droit portuaire,* précité, p.123.

[242] Direction du transport maritime, des ports et du littoral et Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, 1999. *Rapport au Parlement sur l'application de la loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et sur les mesures spécifiques prises en faveur du littoral*, Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement, Paris, 93 p., p.44.

[243] M.Piquard, 1973. *Perspectives pour l'aménagement du littoral français*, Rapport au Gouvernement, *DATAR*, Paris, p.15.

1.2.3 L'accès et l'usage libre et gratuit au domaine public maritime

Comme le rappelle l'Instruction interministérielle du 24 octobre 1991 relative à la protection et à l'aménagement du littoral, le "domaine public maritime obéit à des règles propres qui reposent sur le principe fondamental et ancien du libre usage par le public pour la promenade, la baignade, la pêche à pieds ou l'échouage des bateaux"[244]. Là encore le droit du littoral contribue à limiter les inégalités environnementales en permettant à chaque citoyen d'exercer gratuitement et librement de très nombreuses activités sur l'estran, les plages, les côtes rocheuses, mais aussi sur et sous l'eau. Le droit permet ainsi l'usage libre et gratuit du plus vaste des domaines publics, qui représente une surface estimée à plus de 100.000 km^2 en France métropolitaine.

Cette liberté entraîne d'ailleurs une sur-fréquentation de nombreux sites par le public et une surexploitation de la ressource, notamment par les pêcheurs à pieds dont le nombre dépasse quelquefois plusieurs milliers sur le rivage d'une même commune littorale… De la même manière, le libre accès au rivage de sites comme par exemple celui des calanques qui s'étendent entre Marseille et Cassis pose de nombreux problèmes, notamment à cause des rejets d'eaux usées par les bateaux qui y accèdent depuis la mer et des déchets abandonnés par les visiteurs.

Rappelons que si les principes rappelés par l'Instruction de 1991 ont été consacrés par la loi «littoral», ils été reconnus de longue date par la jurisprudence, et notamment par l'arrêt Vernes de 1858, et la doctrine administrative. Le doyen M. Hauriou soulignait ainsi en 1919 que "les dépendances du domaine public sont des propriétés administratives affectées formellement à l'utilité publique, soit à l'usage direct du public, soit à l'usage d'un service public; et qui par suite de cette affectation, sont inaliénables, imprescriptibles et protégées par les règles de la voirie"[245].

Comme les autres composantes du domaine public, le DPM est en effet inaliénable et imprescriptible, et cela depuis l'Edit de Moulins de 1566. Ces principes figurent aujourd'hui aux articles L.3111-1 et L.3111-2 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP). L'article L.2122-1 du même code ajoute que "nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public" ou "l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous". Enfin, l'article suivant précise que "l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire".

Ces principes généraux applicables à la domanialité ont été complétés en 1986 par les dispositions des articles 3 et 30 de la loi «littoral». Le premier a inséré l'article L.146-3 dans le code de l'urbanisme afin de garantir que "les opérations d'aménagement admises à proximité du rivage organisent ou préservent le libre accès du public à celui-ci"[246].
Le second, devenu depuis l'article L.321-9 du code de l'environnement, concerne plus particulièrement les plages, qui sont une des composantes essentielles du domaine public maritime.

[244] Ministres de l'Intérieur; de l'Equipement, du Logement, des Transports, et de l'Espace; de l'Environnement; du Tourisme et Secrétaire d'Etat à la Mer, 1991. *Instruction du 22 octobre 1991 relative à la protection et à l'aménagement du littoral*, Bulletin officiel du ministère de l'Equipement et du Logement, n°92-3 et Revue juridique de l'environnement, 1-1992, p.99.
[245] M.Hauriou, 1919. *Précis de droit administratif*, Sirey, Paris, p.747.
[246] Cette disposition constitue une mesure de prévention en amont pour éviter le recours en aval à la servitude transversale.

Avant d'évoquer plus spécifiquement la question des plages, il convient d'ajouter que l'Instruction interministérielle du 24 octobre 1991 souligne également que "les occupations privatives du domaine public maritime ne doivent être autorisées que si elles sont compatibles avec l'usage normal du domaine et si elles répondent à une activité d'intérêt général nécessitant la proximité immédiate de la mer : service public portuaire, exploitation de cultures marines, animation des plages, extraction de matériaux".

Dans son arrêt du 3 mai 1963, «Commune de Saint-Brévin-les-Pins», le Conseil d'Etat a en effet souligné "si, dans l'exercice de ses pouvoirs de gestion du domaine public maritime, il appartient à l'administration d'accorder à titre temporaire et dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur des autorisations d'occupation privative dudit domaine, ces autorisations ne peuvent légalement intervenir que si, compte tenu des nécessités de l'intérêt général, elles se concilient avec les usages conformes à la destination du domaine"

En outre, les décisions d'utilisation du DPM doivent tenir compte de la vocation des zones concernées et de celles des espaces terrestres avoisinants, ainsi que des impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques (article 2124-1 du CGPPP)[247].

L'Etat peut ainsi accorder des autorisations d'occupation temporaire (AOT) qui sont délivrées à titre personnel, précaire et révocable, c'est à dire qu'il peut y être mis fin à tout moment si l'intérêt du domaine ou un intérêt général le justifient, et qui sont assujetties à redevance (articles L.2122-1 à 3 du même code). Certains titres particuliers autres que l'AOT classique sont utilisés pour les cultures marines (concessions ostréicoles) ou les extractions de matériaux ou minéraux (titres miniers) pour lesquels l'autorisation relève de critères spécifiques.

Lorsque les travaux et équipement réalisés ne sont pas de nature à entraîner l'affectation irréversible du site, des autorisations d'occupation temporaire du domaine public à des personnes publiques ou privées pour l'aménagement, l'organisation et la gestion de zones de mouillages et d'équipement léger peuvent également être accordées (article L.2124-5 du même code).

Enfin, l'Etat peut accorder des concessions[248] d'utilisation du domaine public maritime (article L.2124-3 du même code), notamment des concessions de plage, celles-ci devant toutefois préserver la libre circulation du public le long de la mer.

1.2.4 L'accès et l'usage libre et gratuit aux plages

Comme l'a souligné la DATAR dans un important rapport publié en 2004, "les plages sont le cœur du produit touristique des stations balnéaires" du littoral[249]

[247] L'article L.2124-2 ajoute que "en dehors des zones portuaires et industrialo-portuaires, et sous réserve de l'exécution des opérations de défense contre la mer et de la réalisation des ouvrages et installations nécessaires à la sécurité maritime, à la défense nationale, à la pêche maritime, à la saliculture et aux cultures marines, il ne peut être porté atteinte à l'état naturel du rivage de la mer, notamment par endiguement, assèchement, enrochement ou remblaiement, sauf pour des ouvrages ou installations liés à l'exercice d'un service public ou l'exécution d'un travail public dont la localisation au bord de mer s'impose pour des raisons topographiques ou techniques impératives et qui ont donné lieu à une déclaration d'utilité publique".

[248] Voir le Décret n°2004-308 du 29 mars 2004 relatif aux concessions d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports, J.O du 30 mars 2004, p.6078.

[249] DATAR, 2004. *Construire ensemble un développement équilibré du littoral*, *La documentation française*, Paris, 156 p., p.111.

Les plages accueillent en effet chaque année près de 35 millions de personnes, touristes et résidents, ce qui engendre une consommation de plus de 200 millions de nuitées. Elles sont de fait un élément essentiel pour le tourisme, qui est la première activité économique du littoral[250].

Cela s'explique en grande partie par le fait que l'article L.321-9 du code de l'environnement, qui est l'ancien article 30 de la loi «littoral», énonce que "l'accès des piétons aux plages est libre sauf si des motifs justifiés par des raisons de sécurité, de défense nationale ou de protection de l'environnement nécessitent des dispositions particulières". Le libre accès aux plages peut ainsi notamment être suspendu lors de la réalisation de travaux destinés à lutter contre l'érosion marine, lorsqu'une plage est polluée (marée noire…) ou que des objets dangereux sont venus d'y échouer (comme des détonateurs en Bretagne à la fin des années quatre-vingt-dix).

Pour C. Bersani, "ce principe de liberté s'entend avec plusieurs significations complémentaires les unes des autres : chacun doit pouvoir circuler le long du rivage et au bord de l'eau, aucune appropriation privative du domaine public maritime et aucune limitation à l'accès du rivage ne sauraient être admises sans une justification d'intérêt général"[251].

L'article L.321-9 ajoute que "l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages au même titre que leur affectation aux activités de pêche et de cultures marines". Cette disposition implique que le principe de l'accès libre et gratuit du public aux plages doit être concilié avec un autre principe posé à l'article premier de la loi «littoral» qui vise à assurer "la préservation et le développement des activités économiques liées à la proximité de l'eau, telles que la pêche, les cultures marines".

Si elles peuvent accueillir des activités économiques dites traditionnelles (pêche, conchyliculture), les plages peuvent également accueillir des services destinés aux usagers de la plage grâce à l'installation d'équipements et d'activités sur les plages pendant la saison balnéaire. Il s'agit notamment de services de location de matelas et de parasols, de restauration (notamment dans les fameuses paillotes) et d'animation.

L'alinéa trois de l'article L.321-9 prévoit ainsi que des concessions[252] de plages peuvent être accordées par l'Etat, généralement aux communes, pour organiser cette exploitation touristique des plages. Le concessionnaire peut ensuite confier à des tiers, pour une durée limitée au maximum à celle de la concession, tout ou partie de cette exploitation, par le biais d'un sous-traité. Cet alinéa énonce que "les concessions de plage sont accordées ou renouvelées après enquête publique" et qu'elles "préservent la libre circulation sur la plage et le libre usage par le public d'un espace d'une largeur significative tout le long de la mer"[253].

---

[250] DIACT, 2006, *Rapport français d'application de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2002 relative à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion intégrée des zones côtières en Europe*, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Paris, 87 p., p.16.

[251] C.Bersani, 2000. *Rapport sur les conditions d'application de la loi littoral*, Rapport à l'attention du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, Conseil Général des Ponts et Chaussées, Paris, 2000, 66 p., p.48.

[252] Ces concessions sont accordées dans les conditions fixées à l'article L.2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques.

[253] La circulaire interministérielle n°72-86 du 1er juin 1972 relative à la concession des plages naturelles à des personnes publiques ou privées prévoyait déjà que le concessionnaire devait laisser le libre accès du public à la mer quel que soit le point de passage et maintenir sans exception la libre circulation des piétons le long du littoral; Bulletin officiel du ministère de l'Equipement, n°48, 1973, texte 485.

Il ajoute que "tout contrat de concession doit déterminer la largeur de cet espace en tenant compte des caractéristiques des lieux" et que "les concessions de plage et les sous-traités d'exploitation sont portés à la connaissance du public par le concessionnaire".
Ajoutons que lorsqu'il n'y pas eu de concession de plage, la plage est gérée directement par les services de l'Etat, qui délivrent des autorisations d'occupation temporaire du domaine public"[254].

Si l'article L.321-9 permet de limiter les inégalités écologiques en garantissant un accès et un usage libre et gratuit des plages à chaque citoyen, il permet donc dans le même temps une «privatisation» de ces espaces, dans des proportions non négligeables, au profit de restaurateurs et de plagistes dont les services sont bien évidemment payants…

Au 1er juillet 2000, le ministère de l'Equipement a ainsi recensé 185 concessions de plages naturelles (101 en Manche/Atlantique, 84 en Méditerranée), 23 concessions de plages artificielles, et 1053 sous-traitants (322 en Manche/Atlantique, 731 en Méditerranée). En outre, 95 % des concessions sont accordées à des communes et 5 % à des personnes privées, l'exemple le plus connu étant celui de la plage de Saint-Raphaël.

A cela s'ajoute bien évidemment les occupations illégales à propos desquelles C. Bersani soulignait la même année qu'elles engendraient "des paillotes ou des baraques qui deviennent parfois des restaurants de luxe ou des discothèques" et que "les chiffres avancés de diverses sources (gendarmerie, services maritimes, préfectures…) font état de plusieurs dizaines de milliers de personnes par jour pour les plus fréquentés"[255].

En 2002, l'article 30 de la loi «littoral» a été complété lors du vote de la loi relative à la démocratie de proximité car l'évolution des environnements juridique et économique, ainsi que la pression touristique, avaient fait apparaître la nécessité de moderniser la réglementation relative aux concessions de plages. En effet, malgré l'adoption de cet article de la loi «littoral», devenu rappelons-le en 2000 l'article L.321-9 du code de l'environnement, la réglementation applicable aux concessions de plages continuait à reposer sur une série de circulaires datant du début des années soixante-dix… En outre, l'application de ces textes dépourvus de valeur juridique contraignante a varié selon les régions, notamment concernant le démontage des équipements et des installations. Ainsi, si "de nombreuses installations sont déjà démontées de façon systématique dans le Languedoc-Roussillon et très généralement sur les façades Nord, Manche et Atlantique", en "Corse, en PACA et dans certaines villes de l'Atlantique, des installations demeurent en hiver, notamment parce qu'elles ont été réalisées en dur"[256].

Les dispositions ajoutées par l'article 114 de la loi relative à la démocratie de proximité[257] à l'article 30 de la loi «littoral» ont été intégrés en 2006 à l'article L.2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques. Cet article énonce que "les concessions de plage sont accordées par priorité aux communes ou groupements de communes ou, après leur avis si elles renoncent à leur priorité, à des personnes publiques ou privées après publicité et mise en concurrence préalable" et que "les éventuels sous traités d'exploitation sont également accordés après publicité et mise en concurrence préalable".

---

[254] C.Maugüe, 2006. La réaffirmation du caractère exceptionnel de l'occupation privative des plages, *L'actualité juridique du droit administratif*, p.1496-1506, p.1499.
[255] C.Bersani, 2000. *Rapport sur les conditions d'application de la loi littoral*, Rapport à l'attention du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, Conseil Général des Ponts et Chaussées, Paris, 2000, p.41.
[256] DIACT, 2007. *Bilan de la loi littoral et des mesures en faveur du littoral*, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, Paris, 126 p., p.105.
[257] Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité; J.O n° 50 du 28 février 2002, p. 3808.

Cet article a surtout prévu que ses modalités d'application seraient fixées par décret en Conseil d'Etat, décret qui a été publiée le 26 mai 2006.

1.2.5 Le décret relatif aux concessions de plages

L'article premier du décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage[258] rappelle que "l'Etat peut accorder sur le domaine public maritime des concessions ayant pour objet l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de plages" et que le "concessionnaire est autorisé à occuper une partie de l'espace concédé, pour y installer et exploiter des activités destinées à répondre aux besoins du service public balnéaire". Il ajoute que "ces activités doivent avoir un rapport direct avec l'exploitation de la plage et être compatibles avec le maintien de l'usage libre et gratuit des plages, les impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques ainsi qu'avec la vocation des espaces terrestres avoisinants"[259].

L'article 2 du décret précise que les concessions accordées sur les plages doivent respecter, outre les principes énoncés à l'article L. 321-9 du code de l'environnement, trois principales règles de fond. La première prévoit qu'un minimum de 80 % de la longueur du rivage, par plage, et de 80 % de la surface de la plage[260], dans les limites communales, doit rester libre de tout équipement et installation. Dans le cas d'une plage artificielle, ces limites ne peuvent être inférieures à 50 %. Les chiffres relatifs à la longueur du rivage et à la surface de la plage qui doivent rester libres qui ont été retenus par le décret sont plus importants qui ceux qui avaient été retenus par les textes précédents, ce qui garantit davantage l'accès et l'usage libre et gratuit des plages à l'ensemble de la population. En effet, la part d'une plage pouvant être sous-traitée en vue d'une exploitation payante d'installations balnéaires ne devait pas excéder 30 % de la superficie d'une plage naturelle et 75 % d'une plage artificielle.

Comme le souligne J. Lacrouts, "inutile de dire que ces dispositions ne recueillent pas la faveur de la Fédération national des plages et restaurants, car elles sont plus restrictives pour les plages naturelles que le régime issu des circulaires de 1972 et 1973 qui imposaient que seuls 70 % de la surface de la plage restent libres de toute occupation commerciale"[261]. Pourtant, l'enquête menée par le ministère de l'Equipement en 2000 a montré que le chiffre de 20 % retenu par le décret correspond à la réalité du terrain, 120 des 132 concessions de plages naturelles étudiées étant au dessous de ce chiffre de 20 %. Il en va de même pour les plages artificielles ou en dehors d'un cas, la part réservée aux sous-traités est inférieure à ce qu'il était possible d'autoriser (75 %) et même à ce que le décret de 2006 prévoit désormais (50 %)[262].

La seconde règle prévoit que seuls sont permis sur une plage les équipements et installations démontables ou transportables, ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine et sa durée d'occupation. Ces éléments doivent en outre être conçus de manière à permettre, en fin de concession, un retour du site à l'état initial.

---

[258] Décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage, J.O du 28 mai 2006, p.7981.
[259] Le décret reprend notamment ici les dispositions de l'article L.2124-1 du CGPPP.
[260] La surface à prendre en compte est la surface à mi-marée.
[261] J.Lacrouts, 2007. Commentaire du décret n°2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plages, *Revue juridique de l'environnement*, 3/2007, p.325-333, p.328.
[262] C.Maugüe, 2006. La réaffirmation du caractère exceptionnel de l'occupation privative des plages, *L'actualité juridique du droit administratif*, p.1496-1506, p.1501

Cette disposition vise notamment à respecter le principe posé par l'article L.321-9 du code de l'environnement qui comme nous l'avons vu énonce que "l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale des plages", ce qui implique que les occupations privatives des plages doivent être limitées dans le temps[263].

En outre, la troisième règle posée par l'article deux du décret du 26 mai 2006 prévoit que la surface de la plage concédée doit être libre de tout équipement et installation démontable ou transportable en dehors d'une période, définie dans la concession, qui ne peut excéder six mois. Toutefois, l'article 3 du décret prévoit que sous certaines conditions, cette période de six mois peut être prorogée dans les stations classées.

Ainsi, dans les stations classées au sens des articles L.133-11 et suivants du code du tourisme, la période définie dans la concession peut, si la commune d'implantation de la concession s'y est déclarée favorable par une délibération motivée au regard de la fréquentation touristique, être étendue au maximum à huit mois par an. Cette possibilité d'étendre la durée de l'occupation de la plage par les équipements répond "aux revendications des professionnels de la plage, notamment du pourtour méditerranéen"[264] qui désirent rester ouvert le plus longtemps possible afin de rentabiliser leurs investissements au maximum.

Surtout, dans les stations classées disposant depuis plus de deux ans d'un office de tourisme classé 4 étoiles et justifiant de l'ouverture par jour, en moyenne, sur une période comprise entre le 1er décembre et le 31 mars, de plus de 200 chambres d'hôtels classés, le concessionnaire peut demander au préfet un agrément, valable pour la durée de la concession, pour autoriser le maintien en place au-delà de la période d'exploitation définie dans la concession des établissements de plage démontables ou transportables. Cet agrément peut être délivré après que la commune d'implantation de la concession s'est déclarée favorable par une délibération motivée, dans les deux mois suivant la date de dépôt d'un dossier dont le contenu est défini par arrêté du ministre chargé de la gestion du domaine public maritime.

Cette seconde possibilité de dérogation à la durée normale d'occupation fixée à six mois permet donc au concessionnaire, lorsqu'il a obtenu l'accord du préfet, de délivrer des "autorisations annuelles spéciales", ce qui est pour le moins en délicatesse avec le principe historique d'affectation du domaine public maritime à l'usage de tous"[265].

Le député J. Le Guen considère au contraire que cette possibilité d'extension était tout à fait nécessaire car, de son point de vue, la limitation à six mois de la période d'occupation peut "porter gravement atteinte aux intérêts des restaurants et des bars établis en bord de plage, puisque le démontage pendant 6 mois de l'année les contraint à conserver des installations légères qui ne permettent pas toujours de répondre aux normes sanitaires en vigueur, ni d'avoir un aspect extérieur convenable sur des plages qui sont parfois fréquentées par une clientèle exigeante"[266].

---

[263] Rappelons également qu'à quelques exceptions près, les plages font parties du domaine public maritime, et qu'en application de l'article 3111-1 du CGPPP, celui-ci est inaliénable et imprescriptible. En outre, l'article premier du décret du 26 mai 2006 précise que la durée de la concession ne peut excéder douze ans.

[264] L.Bordereaux, 2006. L'encadrement juridique de l'économie de la plage, *Droit de l'environnement*, n°140, p.208-212, p.211.

[265] Ibidem.

[266] J.Le Guen, 2004. *Pour un retour à l'esprit de la loi littoral*. Conclusion des travaux de la mission d'information sur l'application de la loi «littoral» présidée par L.Deprez, Assemblée Nationale, n°1740, Paris, 99 p., p.45.

Bien qu'il ne faille pas généraliser et caricaturer les choses, il est clair que ces possibilités de dérogation visent essentiellement à permettre à des établissements recevant une clientèle plutôt aisée de rester ouverts pratiquement toute l'année, ce qui s'apparente à une véritable privatisation des plages concernées.

Pourtant, comme l'avait souligné le ministère de l'Equipement en 2004, "l'enjeu principal du projet de décret, qui remplacera les cahiers des charges types diffusés par simple circulaire, est de lutter contre le sentiment répandu qu'il existe des plages privées, tout en ne refusant pas la mise à disposition du public de certains services"[267]…

Au final, alors que le projet de décret faisait "l'objet de vives oppositions de la part de certains élus ainsi que des professionnels du tourisme en raison des limitations assez fortes apportées à la possibilité d'installer des équipements sur les plages"[268], ceux-ci ont donc finalement obtenu la possibilité de voir la période d'occupation étendue au-delà de six mois par an et ont cessé de s'opposer à l'adoption de ce décret...

[267] Voir J.Le Guen, 2004. *Pour un retour à l'esprit de la loi littoral*. Conclusion des travaux de la mission d'information sur l'application de la loi «littoral» présidée par L.Deprez, Assemblée Nationale, n°1740, Paris, 99 p., p.45.

[268] C.Maugüe, 2006. La réaffirmation du caractère exceptionnel de l'occupation privative des plages, *L'actualité juridique du droit administratif*, p.1496-1506, p.1497.

CHAPITRE 2

Inégalités écologiques et gestion intégrée des zones côtières

Coord. Catherine Meur-Férec

La gestion intégrée des zones côtière (GIZC) représente aujourd'hui un cadre de référence essentiel pour comprendre les mécanismes, analyser les conflits, gérer les territoires et appréhender les enjeux pour les littoraux. La GIZC peut être à la fois un objet de recherche, interrogé notamment par des regards interdisciplinaires, un instrument opérationnel de gestion, de recomposition territoriale ou d'émergence de projets, ou encore une approche nouvelle de problèmes et de conflits exacerbés aujourd'hui dans les territoires littoraux. Lors de la dernière réunion du Conseil National du Littoral, le 31 janvier 2008, son président a énoncé les principaux enjeux pour lesquels les acteurs, notamment politiques, doivent envisagés des propositions. La généralisation d'une gestion concertée des territoires littoraux (par la mise en œuvre d'une GIZC) et l'élaboration de politiques au service des populations littorales (notamment par l'élaboration de stratégies foncières limitant les inégalités d'accès et d'appropriation des territoires côtiers) sont deux axes majeurs des futurs politiques publiques du littoral français. Face à ces échéances, Catherine Meur-Férec propose une analyse rétrospective de la prise en compte des inégalités écologiques dans les réponses proposées par les acteurs à l'appel à projets de la DIACT et du Secrétariat Général à la Mer de 2005 « Pour un développement équilibré des territoires littoraux par la mise en œuvre d'une GIZC ». L'organisation scientifique du colloque international pluridisciplinaire « Le littoral : subir, dire, agir », à Lille, en janvier 2008, par plusieurs membres de l'équipe du projet, a permis de solliciter la présentation de résultats de recherche en rapport avec les inégalités écologiques ou les politiques foncières. Nous proposons une synthèse de la présentation de ces travaux. Celle-ci confirme l'importance du champ de recherche offert par l'étude des inégalités écologiques dans les territoires littoraux.

2.1 Inégalités écologiques et projets de territoires littoraux[269]

Rédaction : Catherine Meur-Férec

Une façon d'estimer la prise en compte de la question des inégalités écologiques sur les territoires littoraux peut être d'en rechercher des éléments dans les réponses faites à l'appel à projets "pour *un développement équilibré des territoires littoraux par une Gestion Intégrée des Zones Côtières*" lancé par la DIACT et le SG Mer en 2005 (à la suite du CIADT du 14 septembre 2004).

Seuls 25 projets ont été retenus à la suite de cet appel, mais 49 dossiers avaient été déposés marquant le dynamisme de nombreux territoires littoraux à s'investir dans la mise en place concrète de la GIZC (Meur-Férec, 2006). Ces réponses nombreuses, souvent de grande qualité, n'ayant pu être suffisamment prises en compte en 2005, un second appel à projet GIZC a été annoncé par le Premier Ministre, le 31 janvier 2008 au Conseil National du Littoral. L'analyse consistant à repérer dans les dossiers la problématique « inégalités écologiques » concerne donc les 49 projets déposés.

[269] Meur-Férec C., 2006, *De la dynamique naturelle à la gestion intégrée de l'espace littoral, un itinéraire de géographe,* HDR, Université de Nantes, 247 p.

Si la problématique « inégalités écologiques » n'apparaît pas au sens strict dans les dossiers soumis, elle peut être appréhendée à travers certains objectifs affichés dans les projets, notamment la compatibilité entre les trois « piliers » du développement durable, à savoir la préservation de l'environnement, le développement économique et l'équité sociale. Si la "*préservation de la nature*" fait partie des objectifs principaux invoqués dans la très grande majorité des dossiers (85 %), les autres pierres angulaires du développement durable, à savoir le développement économique et l'équité sociale, ne tiennent pas une place aussi importante dans les objectifs affichés (tableau ci-dessous).

Principaux objectifs du projet / Classement du dossier	Dossiers retenus	Dossiers rejetés	TOTAL
préservation nature	**20**	**13**	**33**
maîtrise tourisme et urbanisation	13	14	27
pêche et filières halieutiques (aquaculture)	14	10	24
cohérence politiques publiques	16	6	22
qualité eau (pêche, aquaculture, baignade, santé)	12	5	17
participation de la population	12	3	15
stratégie globale GIZC	11	3	14
pollutions (marines, bassin versant, industrielle, assainissement)	8	3	11
pression foncière sur prix et accessibilité	**8**	**2**	**10**
activités nautiques	5	6	11
agriculture	9	2	11
hiérarchisation enjeux	9	2	11
patrimoine culturel, identité littorale	6	4	10
éducation environnement	4	5	9
pression foncière sur milieu naturel	7	2	9
érosion côtière, submersion	4	5	9
association praticiens-scientifiques	5	2	7
déplacements, transports	5	1	6
gestion conflits d'usage	5	1	6
réponse à croissance démographique	3	2	5
nouvelles technologies (WEB, SIG)	3	2	5
réponse au déclin démographique, revitalisation emploi	3	1	4
développement tourisme	1	3	4
ports commerce industrie	3	0	3
TOTAL	187	97	284

Principaux objectifs affichés dans les 49 réponses à l'appel à projets GIZC 2005
NOTA : DES REPONSES MULTIPLES SONT COURANTES CE QUI EXPLIQUE LE TOTAL TRES SUPERIEUR A 49.

La place prépondérante accordée à la préservation de la nature sur le littoral était assez prévisible et marque sa reconnaissance par les porteurs de projet comme un enjeu majeur, dans un contexte où les ressources et les espaces naturels sont particulièrement convoités par le développement économique (touristique, résidentiel, industriel, *etc*.).

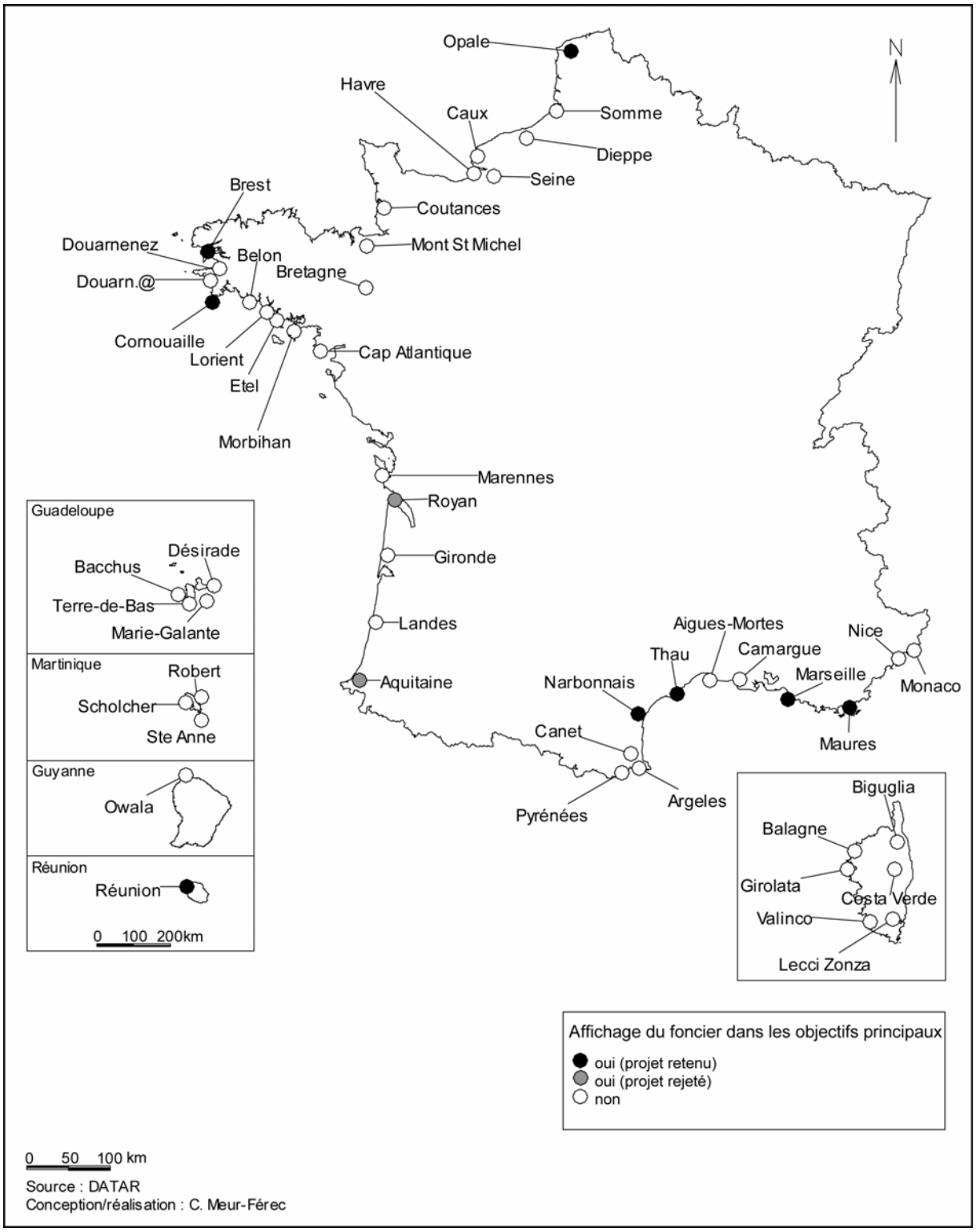
Le développement économique, quant à lui, est en fait induit dans la plupart des dossiers et tellement moteur dans la dynamique des littoraux qu'il n'a sans doute pas semblé utile aux porteurs de projet d'y insister.

En effet, l'attractivité que connaissent les espaces côtiers les place davantage dans une logique de gestion du "trop-plein" (Paskoff, 1998) et du mal-développement que dans une recherche d'essor économique.

L'importance de l'objectif "*maîtrise du tourisme et de l'urbanisation*" affiché dans plus de la moitié des dossiers, et arrivant en second dans les objectifs les plus cités, souligne cette particularité.

En revanche, la part très congrue faite aux préoccupations d'équité sociale pose question. Elles apparaissent uniquement à travers l'objectif "*pression foncière sur prix et accessibilité*", affiché dans seulement 20 % des projets. Cet indicateur traduit la question du foncier, de l'augmentation des prix et donc de l'accessibilité au logement sur les espaces littoraux. Les très fortes pressions foncières génèrent des risques, voire des stratégies, d'exclusion sociale des populations n'ayant plus les moyens de se loger sur leur lieu de travail ou à proximité de leurs familles. A l'image des centres urbains rénovés des grandes métropoles, un processus de "*gentrification*" (Guglielmo, 1996 ; Hamnet, 1997) s'amorce sur le littoral le transformant progressivement en territoire d'exclusion. Ce processus s'accentue avec la métropolisation des villes côtières.
Ainsi, le danger serait que seules les personnes les plus aisées financièrement puissent acquérir des biens immobiliers (et/ou fonciers) sur les côtes et profiter de leurs qualités paysagère, écologique, et des aménités offertes, au détriment des populations qui y travaillent. La mer et les espaces littoraux, notamment ceux préservés par des politiques foncières (Conservatoire du Littoral, Espaces naturels sensibles des Conseil généraux) et réglementaires (Espaces remarquables de la loi Littoral, Réserves naturelles, parcs marins, etc.) constituent en ce sens des aménités qui contribuent à créer des « inégalités écologique », non pas en termes de nuisance injustement réparties (*environmental justice*), mais en terme de bien-être inégalement partagé.

Ainsi, sur 49 projet GIZC déposés en 2005, 10 seulement (donc 8 sélectionnés) ont mis en avant la problématique "*pression foncière sur prix et accessibilité*" dans leur dossier et donc indirectement abordé la question des « *inégalités écologiques sur les franges urbaines littorales* ». Il s'agit des projets Côte d'Opale, Brest, Cornouaille, Royan, Aquitaine, Narbonnais, Thau, Marseille, Maures, Réunion (carte 1).



Carte des projets affichant la problématique foncière sur les 49 dossiers de réponse à l'appel à projet GIZC 2005

Les quelques extraits suivants soulignent l'importance accordée à la problématique sur ces territoires. Liée aux problèmes de ségrégation sociale, la question de l'habitat permanent, face à la place des résidences secondaires et des locations estivales, revient régulièrement dans ces 10 projets. Par ailleurs, il est souligné que la rareté de l'offre locative, entretenue par l'impossibilité d'accession à la propriété, bloque toute la chaîne du logement et contraint les primo accédants à s'installer dans des secteurs plus éloignés de la côte. Ainsi, des ménages plus âgés, plus aisés financièrement et travaillant généralement dans des métropoles hors de la zone côtière entrent en concurrence avec de jeunes « autochtones » ayant un emploi sur place mais dont les revenus sont en moyenne plus faibles.
Ces 10 dossiers mettent aussi en valeur les façons, souvent volontaristes, dont les acteurs des territoires décident d'intervenir pour mettre en place une stratégie foncière de régulation. Se posant parfois en laboratoire d'expérimentation, ils proposent de définir des zones à enjeux forts en termes de foncier et d'utiliser plusieurs outils de régulation : zonage des PLU, programmes locaux de l'habitat (PLH), droit de préemption urbain, réserves foncières pour l'habitat permanent…. A l'échelle des intercommunalités de projet, les SCOT semblent tout particulièrement privilégiés pour infléchir les tendances « naturelles » du marché foncier littoral. Parfois le recours à des Etablissements Public Foncier Régionaux (EPFR) est préconisé (Nord-Pas-de-Calais et Bretagne). Même s'ils constituent encore une minorité, ces 10 projets accordent une vraie place aux préoccupations d'équité sociale, un des enjeux fondamentaux de la GIZC.

Finalement, le peu de préoccupations orientées vers les questions d'équité sociale sur l'ensemble des 49 dossiers de réponse à l'appel à projets GIZC 2005 révèle l'une des faiblesses actuelles majeures dans l'application du principe de développement durable en général et de GIZC en particulier. Pourtant, la question du foncier littoral suscite de plus en plus de discussions et d'interrogations, notamment de la part des élus, comme l'atteste par exemple le sujet 2007 des journées de l'ANEL[270] et la mise en place d'un Etablissement Public Foncier en Bretagne. Le nouvel appel à projets GIZC 2008 soulignera peut-être la montée de cette préoccupation sur les territoires de projets littoraux…

[270] JOURNEES NATIONALES de l'ANEL à PLOEMEUR (56), 11 octobre 2007 : La maîtrise foncière, atout du développement durable du Littoral.

Extraits des 10 projets GIZC déposés en 2005 mettant en avant les enjeux fonciers sociaux (par ordre géographique, de la frontière belge à la frontière italienne ; titre complet des projets entre parenthèses) :

Côte d'Opale : le foncier, un des 4 champs privilégiés pour l'expérimentation

(…)

Il s'agit ensuite de prendre la mesure de la spéculation foncière et de la compétition entre les usages du sol sur un littoral déjà très peuplé et parmi les plus denses de France. L'effort entrepris pour la préservation et l'ouverture au public des espaces naturels a été et demeure déterminant pour l'attractivité du territoire. Mais la conjugaison de la concentration de la pression démographique sur la frange côtière, du développement de l'économie résidentielle, de la croissance de la demande britannique notamment et de la raréfaction de l'espace disponible dans certaines agglomérations littorales aboutit à une forme de **ségrégation sociale** conduisant à une **décrue de l'habitat permanen**t particulièrement significative dans certaines zones de la Côte d'Opale.

L'augmentation des prix qui frappe les communes littorales et leur arrière-pays immédiat **menace directement la pérennité de certaines activités et le maintien des populations permanentes**. La préférence pour le logement individuel, très consommateur d'espace, ainsi que la demande croissante de résidences secondaires **rendent nécessaire une action volontariste** pour favoriser l'habitat permanent et le maintien des activités, notamment agricoles.

Des régulations entre les agglomérations et leur périphérie sont envisagées dans le cadre de SCOT et de pays, et certaines communes développent des politiques volontaristes pour favoriser le maintien des populations, mais aucune étude globale n'a été menée sur **ce phénomène qui apparaît comme une préoccupation majeure pour les élus.** C'est pourquoi il est proposé, à partir d'une analyse globale à l'échelle de la Côte d'Opale, d'étudier la possibilité d'une mutualisation par la définition **d'une stratégie foncière partagée,** ayant vocation à conforter les dispositifs de protection de l'environnement littoral et marin, et à favoriser le maintien de l'habitat permanent. Un échange entre les agences d'urbanisme du littoral et la future mission d'aménagement d'Etat pourrait aussi être organisé pour réfléchir de façon concertée aux différentes contraintes pesant sur l'organisation de l'espace.

Les 18 mois pourraient être mis à profit pour dresser un état des lieux de la situation foncière de la Côte d'Opale. **Les instruments et expériences disponibles seraient recensés** (planification d'urbanisme, programmes locaux de l'habitat, maîtrise foncière publique, droit de préemption urbain, réserves foncières pour l'habitat permanent et l'activité économique) et un dialogue entre les différents **SCOT** littoraux en cours d'élaboration pourrait être institué pour renforcer la cohérence et la solidarité territoriale et inciter à la prise en compte des orientations dégagées.

Un partenariat pourrait encore être développé avec **l'EPF** de la région Nord-Pas de Calais chargé d'assister les collectivités dans la mise en oeuvre de leur politique foncière. Cet établissement intervient déjà dans plusieurs agglomérations de la Côte d'Opale. Une convention spécifique pourrait compléter les dispositifs existants et définir les conditions d'un soutien à la réhabilitation systématique des espaces dégradés dans un souci d'utilisation économe de l'espace. (…)

Brest (Gestion intégrée du littoral, pays de Brest, Pays maritime) **: l'habitat, une demande toujours aussi soutenue**

(…)

La forte pression foncière qui s'exerce dans la bordure littorale résulte de l'icône « La maison au bord de l'eau », une aspiration profonde de nombre de nos concitoyens. (…) Mais **la rareté des espaces disponibles**, renchérit les prix de l'immobilier, accélère la déprise agricole, qui à son tour nourrit l'offre, ainsi la spirale est enclenchée. Face à cette situation, **la partition des espaces supposera d'avoir défini les limites de l'acceptable / supportable et du consensus**. (…)

Cornouaille (Pour un projet de territoire Ouest Cornouaille) **: La question du marché du logement**

(…)

L'accessibilité à Quimper oriente très largement la carte du dynamisme résidentiel : les taux de construction (nombre de permis de construire accordés rapporté au parc existant) sont nettement supérieurs dans les communes du pays bigouden les plus rapidement accessibles et les plus riches en foncier constructible. **L'offre qui s'y développe n'est cependant pas destinée aux ménages modestes si bien qu'une large frange de la population a des difficultés pour se loger.**

Dans la frange littorale, la fonction touristique des communes accentue des dysfonctionnements communs à l'ensemble de l'ouest Cornouaille :

- **rareté de l'offre locative privée très concurrencée par le locatif saisonnier ;**
- quasi absence de programme de construction **à coût intermédiaire ;**
- faiblesse des possibilités de constructions du fait des contraintes réglementaires et de la forte pression foncière ;
- poids des ménages retraités qui viennent s'installer et entrent en **concurrence avec des autochtones dont le revenu moyen est, en moyenne, plus faible** (inférieur à la moyenne finistérienne et bretonne).

Outre la nécessité de **développer une politique de l'habitat permettant d'accueillir de jeunes ménages,** il **apparaît clairement qu'une politique foncière s'impose pour développer une offre nouvelle de logements que le marché privé ne produit pas spontanément.** Il s'agira également de gérer la problématique du fort vieillissement de la population et de l'offre d'hébergement et de services qui devra être développée.

Ces questions seront largement abordées dans l'atelier habitat du colloque et occuperont une place importante dans le futur **SCOT**. L'ouest Cornouaille pourrait faire figure de **laboratoire** sur ces problématiques : nous nous trouvons dans une position encore favorable comparée à celle du Morbihan mais nous sommes rattrapés par les mêmes tendances. (…)

Royan (GIZC pays Royannais) **: un défi démographique**
(…)
Le territoire connaît une forte croissance démographique et une pression foncière important que **limite les possibilités d'implantation pour une certaine frange de la population** (jeunes actifs, ménages aux revenus modestes). (…)
Explosion du prix du foncier sur la frange littorale due à sa forte attractivité, associée à une carence de logements locatifs publics ou privés = **Impossibilité pour les actifs aux revenus modestes de se loger à proximité des lieux d'emplois** : prendre des dispositions pour le l'hébergement des jeunes actifs.(…)
Le territoire est caractérisé par une forte croissance démographique, principalement liée à un apport migratoire important. Depuis quelques années la croissance urbaine se concentre principalement sur la zone littorale et dans les espaces agglomérés de Royan. **La faiblesse de l'offre locative et sociale,** associé au développement conséquent des résidences secondaires, **génère des déséquilibres sociaux**. (…)
Contrôler l'urbanisation : une offre en logements à diversifier, tant en terme de typologie (taille), qu'en terme de statut d'occupation (locatif, locatif social, privé…) ; **une offre en logements à destination des populations spécifiques** (saisonniers, personnes âgées, gens du voyage) à développer ; un développement des services à la personne, des commerces de proximité et équipements à favoriser sur l'ensemble du territoire, **des zones à enjeux en terme foncier à définir**. (…)

Aquitaine (Politique du Littoral, planification SCOT, projet de territoire : le littoral aquitain) : **Une commission habitat et foncier**
(…)
Les attendus sont les suivants :
- garantir un environnement littoral de qualité,
- accompagner la croissance démographique et **limiter la pression sur le foncier,**
- développer l'emploi et des économies diversifiées adaptées aux besoins des populations,
- promouvoir l'identité des littoraux aquitains : le littoral dunaire du Haut Médoc et des Landes d'une part et les spécificités du Bassin d'Arcachon et de la Côte Basque d'autre part.

Le périmètre du **SCOT c**orrespond à celui de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud, regroupant 23 communes sur 60 393 hectares et plus de 44 000 habitants. La mise en oeuvre du SCOT a été décidée au début de l'année 2004. **Organisée autour de quatre commissions** (environnement et paysage, **habitat et foncier**, déplacements et environnement, économie et service) l'élaboration du diagnostic est prévue pour la fi n du premier semestre 2005. (…)
Le SCOT, expression d'un projet pour le territoire, peut être un support adapté aux enjeux du littoral :
- éviter la banalisation en s'appuyant sur les espaces et les activités porteurs d'identité,
- gérer la pression foncière et qualifier le développement urbain,
- préciser les modalités locales d'application de dispositions nationales, comme la loi SRU ou la loi littoral en fonctions des circonstances locales,
- construire un projet partagé, assuré d'une continuité et d'un engagement d'évaluation. (…)

Narbonne (Des Corbières à la Méditerranée : GIZC autour des étangs du Narbonnais) **: requalifier les stations touristiques en vraies villes**

(…)

Dans les stations et villages, sont préconisées des actions visant à l'amélioration de la qualité urbaine et de l'intégration paysagère : (..) réhabilitation du bâti des stations, **mixité sociale** (…)

Comment requalifier les stations qui ne correspondent plus, en matière de logement aux attentes de tous ? (…)

Les stations doivent aujourd'hui être requalifiées, d'une part pour mieux répondre aux nouvelles attentes du public touristique par rapport au logement, d'autre part **pour rééquilibrer l'offre en logements principaux** à l'échelle du territoire du Parc. En effet sous la pression démographique forte de l'ensemble de la Région, il devient difficile de « bloquer » autant de logements juste pour la période estival. **Les stations doivent donc évoluer progressivement vers de vraies villes,** avec tous les équipements que cela implique, **où il devient possible de vivre à l'année** et où les espaces publics sont de qualité, sans pour autant perdre leur vocation touristique. (…)

Marseille (GIZC Marseille) **: la mixité sociale, un des enjeux**

(…)

La diversité des fonctions urbaines et la **mixité sociale** dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, **sans discrimination**, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, **en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat** ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux (…)

Thau (GIZC sur le bassin de Thau) **: un véritable blocage de la chaîne du logement**
(…)
L'accroissement démographique sur le territoire a créé une tension sur le marché de l'immobilier, aujourd'hui caractérisé par une large insuffisance de l'offre par rapport à la demande. **La hausse des prix qui en découle (+ 70% en 2 ans) crée des difficultés pour les jeunes ménages qui ont de plus en plus de mal à se loger sur les communes littorales.** Le marché locatif ne vient pas suppléer cette difficulté car les biens en location, excessivement rares, sont immobilisés par des occupants qui n'ont pas les moyens de concrétiser une acquisition. On assiste donc à **un véritable blocage de la chaîne du logement qui pousse les primo accédants à quitter les communes littorales** pour s'installer vers l'intérieur du territoire. Cet arrière pays subit à son tour une forme de pression ressentie en particulier sur les espaces agricoles, viticoles le plus souvent.
Sur les communes littorales, les tarifs élevés provoquent une évolution de la clientèle, désormais plus âgée, ayant déjà vendu un bien leur permettant une nouvelle acquisition. De ce fait, cette clientèle est de plus en plus une clientèle de jeunes retraités souvent extérieurs au département. En résulte une modification de la structure sociale désormais relativement sensible dans certaines communes du territoire.
Une synthèse des facteurs de pression sur le territoire, liés à la démographie, a été réalisée dans la cadre des programmes PNEC et DITTY : «Contribution à la définition d'une politique de gestion intégrée de la zone de Thau : étude prospective des scénarios » (François Valette et Hélène Rey-Valette- décembre 2004). Cette synthèse décrit les logiques démographiques, qui sont fortement spatialisées, et met en évidence des sous-zones spécifiques, dont principalement :
- une zone littorale connaissant une pression forte, en phase d'accentuation et causant **un grave déséquilibre dans le marché immobilier**
- une zone de desserrement de l'agglomération montpelliéraine vers la partie Est du territoire de Thau qui devient un espace résidentiel axé sur la capitale régionale
- **une zone rurale** sur la partie Nord Ouest du territoire de Thau relativement préservée à ce stade de la pression subie par le littoral et le secteur Est, mais **appelée à recevoir les populations qui se trouveront dans l'incapacité à se loger sur les zones saturées ou en cours de saturation.** (…)

Maures (Un territoire de Méditerranée pour une gestion intégrée du Littoral) : **Un formidable défi à relever**
Une extraordinaire pression foncière, par-dessus tout, s'exerce sur ce territoire, composant **le plus formidable défi qu'aient à relever les gestionnaires** : **capacité à loger les actifs,** à garantir la possibilité de s'installer aux générations suivantes, à freiner les appétits des « aménageurs ». (…)

La Réunion (Pour une gestion intégrée du littoral Ouest de l'île de la Réunion) : **La préservation de la mixité sociale sur le littoral**

(…)

Ce développement de la pression anthropique sur les bassins versants et sur le littoral va conduire à une **concurrence accrue pour l'accès à l'eau et au foncier**. Ainsi, il est probable que le développement de l'irrigation profite aussi à l'urbanisation, déjà favorisée par l'ouverture de la route des Tamarins, d'où de probables conflits d'usage des terres avec l'agriculture. Développement de l'urbanisation, du tourisme et de l'agriculture irriguée vont également se conjuguer pour **renchérir le prix du foncier et rendre encore plus difficile l'accès au logement pour les ménages de bas revenus.**

La préservation de la mixité sociale sur le littoral : Cet enjeu est étroitement associé à l'enjeu précédent. En raison du renchérissement du foncier, **il devient de plus en plus difficile pour les ménages de faibles revenus de s'installer sur le littoral ou tout simplement de continuer à y habiter, tant la pression foncière est forte**. Le risque est grand de voir des populations d'usagers « traditionnels » du littoral quitter leur quartier pour une nouvelle résidence située dans les hauts ou à mi-pente. On pourrait ainsi avoir **un cloisonnement social et économique entre les Bas réservés aux ménages de revenus élevés et les Hauts ou les mi-pentes, où par défaut se retrouveraient les pauvres. Préserver la mixité sociale** est affaire d'urbanisme, c'est aussi affaire d'emplois et de services de proximité. (…)

2.2 La place des inégalités écologiques dans les recherches en Sciences Humaines et Sociales sur les territoires littoraux

Rédaction : Catherine Meur-Férec

Les réflexions développées dans l'atelier « *Problématiques foncières et inégalités écologiques* » du colloque international « *Le littoral : subir, dire, agir* », qui s'est tenu à Lille du 16 au 18 janvier 2008[271], apportent un éclairage théorique et appliqué (voire opérationnel) sur la place que prennent ces deux thèmes dans la recherche actuelle sur le littoral.
Dans les dix articles présentés, l'expression « *inégalités écologiques* » n'est pas mise en avant à proprement parler, mais ce thème est abordé indirectement et de façons très variées, par le biais de plusieurs problématiques. Ainsi, les thématiques traitées concernent :

- Soit des questions d'exclusions sociales : « *les pressions foncières* » sur les îles du Ponant et les efforts de régulation publique (C. Buhot), « *les inégalités résidentielles* » sur la Côte Bleue (D. Berthelot et J. Dubois), *« le processus urbano-touristique du littoral* » en Espagne et notamment la question des communautés fermées (M. François), la « *mixité sociale* » dans l'aménagement des plages à Marseille (S. Hérat), la « *justice sociale* » en matière de gestion de l'érosion côtière (A. Cooper et J. Mac Kenna), « *la stigmatisation* » des handicapés dans les logiques de développement touristique sur la Côte d'Azur (S. Christofle, B. Massiera, D. Denis Parisot, C. Gayj) ;

- Soit des questions de gestion de l'espace littoral en tant que ressource : les « *capacités d'accueil des communes littorales* » (C. Chadenas, A. Pouillaude et P. Pottier), l'intégration de la vue sur mer comme enjeu de gestion foncière sur la Côte d'Azur (S. Robert), « *la segmentation du littoral* » en lien avec l'action foncière du Conservatoire du Littoral (Y. Gérard et Y. Marrou), « *les friches touristiques littorales* » dans le cas particulier des Petites Antilles (A. Magnan).

Un point commun à toutes ces thématiques est qu'elles soulignent des volontés ou des nécessités de régulation dans la gestion de l'espace littoral, ce dernier tendant, sans intervention, à évoluer spontanément vers des situations de surexploitation et (ou) d'exclusion sociale.

Pour appuyer cette analyse, quelques fragments de textes ont été extraits des actes du colloque Littoral de Lille. Les « inégalités écologiques », en tant que telles, ne sont pas au cœur de la plupart des articles, mais ces phrases, qui ne reflètent pas la totalité des propos des auteurs, rendent compte de la façon dont la question a été plus ou moins directement abordée et les questions qu'elle suscite.

[271] http://www.meshs.fr

C. BUHOT : pression foncière et aménagement sur le littoral : enjeux et débats autour d'un projet de ZAC dans une île (l'île d'Yeu)

(…) « L'augmentation généralisée des prix de l'immobilier depuis 1998-99 a replacé l'accès à la propriété foncière au centre de nombreux débats concernant l'avenir du littoral. En effet, cette évolution spectaculaire souligne un contexte foncier tendu (lié à une demande forte certes, mais également à la diminution de l'espace disponible) qui a notamment pour conséquence ***l'éviction de la tranche de population la plus modeste*** *: jeunes ménages, primo-accédants, main d'oeuvre saisonnière par exemple. Il en résulte une transformation profonde des types de populations qui résident désormais sur le littoral. L'ampleur du phénomène semble telle que toute action publique paraît compromise au moment même où la question de la «* ***mixité sociale*** *» interpelle les élus. (…)*

En fait, l'ensemble des îles du Ponant constituent un archétype des problématiques foncières rencontrées sur le littoral : prix élevés, disparition progressive de la population permanente, augmentation de la part des résidents secondaires, rareté de l'espace disponible, etc. (…)

La municipalité a élaboré une stratégie pour maintenir une population permanente. Les premières actions entreprises remontent à 1982, mais c'est véritablement depuis 2001 que la politique engagée a pris de l'ampleur, tant dans le nombre de programmes proposés que dans leur diversité. (…) Au sein des programmes d'aménagements envisagés, celui de la ZAC souligne une volonté de changement d'échelle, temporelle et spatiale, de l'action publique en matière d'accession à la propriété. (…)

C'est à l'occasion d'une réunion publique visant à présenter l'ensemble du projet de ZAC (lors de la phase de concertation à l'été 2006) que ce dernier a cristallisé l'hostilité d'une partie de l'assistance et a mis le «feu aux poudres ». (…) c'est en fait plus sur la ***défense des intérêts de propriétaires privés face à l'intervention d'un acteur public****, en l'occurrence la municipalité, que se focalise ici l'hostilité envers la ZAC. (…) L'émergence de nouveaux conflits et de nouveaux acteurs, consécutive à l'ampleur des programmes envisagés, illustre bien les oppositions désormais récurrentes entre intérêts publics et privés lors de tout projet d'aménagement. Les intérêts individuels de propriétaires privés tout comme ceux de riverains opposés à une modification de leur environnement immédiat, la vision conservatrice de certaines associations et le souhait de préserver en l'état un cadre de vie et une tranquillité "chèrement payée" alimentent le débat. » (…)*

BERTHELOT D, DUBOIS J : protections, ségrégations et dynamiques sur le territoire de la côte bleue (Bouches-du-Rhône, France)

(…) « La densification des calanques, la transformation des cabanons en villas cossues avec vue imprenable, mais aussi les différentes extensions urbaines hiérarchisées socialement en fonction de leur éloignement de la mer, tout indique l'importance ***de l'appel à la mer et la façon dont il dessine la carte des inégalités.*** *(…) L'accès physique à la mer, le sentiment d'en être proche, et la vue ont chacun un impact sur la valeur des biens immobiliers. La combinaison de ces trois facteurs y est déterminante. Le rapport à la mer dessine l'échelle de valeur des résidences et de la répartition sociale des habitants.* ***Typologie sociale et relation à la mer*** *sont étroitement liées dans la commune (Ensuès).*
Ces calanques se caractérisent ainsi par une volonté d'entre soi très fort. S'il est garanti d'une certaine façon par le niveau très élevé des prix des biens immobiliers, cet ***entre soi inégalitaire*** *se trouve renforcé par les caractéristiques physiques des lieux qui justifient un discours offensif de contrôle de l'espace par les habitants avec les outils de la puissance publique. (…) La difficulté d'accès est plus vécue comme une protection contre autrui que comme une contrainte.*
Le cas d' Ensuès illustre le passage d'une pratique de rivage à la naissance puis à l'affirmation d'un désir de rivage. ***Un désir créateur d'inégalités,*** *par la recherche d'une vue sur la mer imprenable et* ***l'appropriation de l'accès au rivage,*** *avec leur corollaire de* ***sélection sociale par le prix des biens.*** *(…)*
Si nous avons pu évoquer les relations entre les ***aménités environnementales nées du rapport à la mer*** *et la formation des* ***prix****, le lien entre les* ***politiques de protection*** *et cette dernière nécessiterait des échantillons importants et l'observation sur une longue période Cela pourra faire l'objet d'un travail ultérieur avec l'INRA et le Conservatoire du littoral notamment. La recherche pourrait ne pas être dénuée d'intérêt puisque les responsables du ministère de l'Equipement ont évoqué lors de réunions de travail (journée Littoral du 23 juin 2006) la possibilité d'un système de* ***taxation des plus values dont profitent les terrains bordant les coupures d'urbanisation.*** *Si la conviction qu'une plus value existe est assez largement partagée dans les milieux professionnels de l'urbanisme, elle laisse par ailleurs sceptiques les professionnels de l'immobilier.» (…)*

FRANÇOIS M. : le processus urbano-touristique du littoral de la péninsule ibérique : l'exemple de la région de Murcie (Espagne)

(…) « Une grande superficie d'espace agricole traditionnel est transformée par l'implantation de (…) Resorts, complexes résidentiels et hôteliers fermés sur le modèle des Gated Communities. Le Resort est un nouveau modèle touristique et résidentiel destiné essentiellement à des populations étrangères européennes, pour la plupart britanniques. »(…)

HERAT A. : l'aménagement des plages du Prado a Marseille : la construction d'un bien commun

(…) « *Ces bonnes conditions d'accessibilité* (aux plages) *en font un des espaces pratiqués le long de l'année, par* ***des habitants venus de tous les quartiers.*** *Face à une ville historiquement centrifuge, où le sentiment d'appartenir à un quartier perdure malgré les évolutions profondes que ces derniers connaissent, les plages sont devenues* ***un lieu partagé à l'échelle de la ville****, à l'instar du Vieux-Port ou du Stade Vélodrome. Comme ce dernier,* ***elles sont situées dans les quartiers Sud, quartiers résidentiels « bourgeois », qui s'opposent aux quartiers Nord « populaires.*** *(…)*
Cette mixité sociale *est rendue possible à la fois par de bonnes conditions d'accessibilité, l'ampleur de l'espace libre aménagé et la « légèreté » de cet aménagement. (…)*
Nous percevons combien le projet des plages est, peu à peu, sorti de la sphère technique de l'aménagement pour devenir ***un bien commun à partager****. Celui-ci s'entend bien au-delà de la phase d'émergence que nous venons de relater. Aujourd'hui, nous constatons toujours une fréquentation importante du site et* ***une forte implication*** *des décideurs politiques et agents techniques ayant en charge sa gestion. »* (…)

COOPER J.A.G., MCKENNA J. : concepts of fairness in coastal erosion management

(…) "In southeast England a recent potential decision ***to cease defending a section of the coast*** *met with* ***opposition from the affected community.*** *Since a cost-benefit analysis was unlikely to produce a decision favourable to those residents, they argue on the basis of* ***'social justice' for public intervention****. (…)*
the UK's all-party parliamentary group on coastal issues recently considered ***the potential role of social justice in coastal defence planning.*** *(…)*
Social justice *in this context involves an appeal to* ***society as a whole*** *(represented by the government) to intervene* ***to assist individuals*** *who stand to suffer loss through coastal erosion.*
It is clear that those individuals who were protected in the past by public sea defences benefited considerably at the taxpayer's expense. ***Those defended in the past were therefore favoured*** *rather than simply receiving their rights. It can thus be argued that* ***an initial inequality*** *was caused by the authorities defending some and not others; (…)*
From the public perspective, the immediate and local costs are financial; hard defences are expensive and involve the ***public paying to assist a small number of individuals.***
The case for ***public intervention becomes weaker as the spatial and temporal scales increase*** *and changes to a case against public intervention beyond a certain threshold. At larger spatial scales and long time scales, the* ***intergenerational equity*** *question and the losses suffered by non coastal residents appear to reduce any social justice argument on the part of coastal property owners. An important consideration at longer time scales is that public intervention of any sort encourages further development in desirable but high-risk locations. For long-term sustainability construction in sensitive zones is inadvisable.*
At a certain point in the ***upscaling continuum the social justice argument becomes clouded and then reverses*** *as the social justice rights of many distant and future taxpayers and many distant and future beach visitors loom larger than those of a relatively few at-risk property owners". (…)*

CHRISTOFLE S., MASSIERA B., DENIS PARISOT D., GAYJ.-C. : Tourisme, loisirs et handicap en espace littoral. La cote d'azur entre représentations sociales, enjeu stratégique et aménagement

(…) « Dans ce contexte (Côte d'Azur)*, les* ***populations stigmatisées ou marginales****, comme les homosexuels, les naturistes ou les handicapés,* ***ont du mal à trouver leur place.*** *(...)*
Pourquoi l'offre de tourisme tarde-t-elle à s'adapter au très grand âge et au handicap ? Existerait-il une ***concurrence d'image, voire un conflit d'usage quant à l'utilisation touristique du littoral*** *? (…)*
Le « faire pour » est l'apparence, la surface, l'affichage de la bonne volonté, le politiquement correct. La réalité du marché est toute autre, et nous indique à quel point ***la stigmatisation a tendance à freiner la volonté de mieux accueillir la différence.*** *(…)*
La stigmatisation est un ***moyen défensif pour le marché touristique*** *de se protéger de toute possibilité d'affaiblissement des processus d'enchantement des pratiques de loisirs balnéaires. Les corps parfaits, les gens « normaux », les comportements codés et connus, ne font que prolonger les logiques sociales de stigmatisation, appuyées sur la peur de l'autre et* ***l'inexpérience sociale du côtoiement des différences.***
Enfin, Nice propose bien deux sites mais ces derniers sont peu valorisés et peu valorisants : la plage du Centenaire a été créée avant 2005 ; c'est une handiplage de niveau minimal qui se situe dos aux ouvertures béantes du fleuve local le Paillon, c'est-à-dire sur les eaux de ruissellement de la ville ; le second site niçois étudié, la plage de Carras (2005) a pour particularité de se localiser au débouché d'un quartier dit sensible, voire déshérité, en tout cas peu « touristique » au sens valorisant du terme et ***les populations fragiles en matière de handicap ne cohabitent qu'avec des populations fragiles socialement.*** *(…)*

CHADENAS C, POUILLAUDE A., POTTIER P. : peut-on calculer la capacité d'accueil des communes littorales ?

(…) « *Une évaluation systémique de la capacité d'accueil, élargie à la capacité de développement d'un territoire littoral, basée sur l'équilibre des ressources naturelles, économiques ou sociales prend tout son sens dans un contexte de développement durable et de gestion intégrée des zones côtières. L'important, alors, n'est pas tant la mesure en elle-même que les situations de* ***déséquilibres de l'ensemble des ressources*** *mises en évidence. . (…) La démarche d'évaluation de la capacité d'accueil des territoires littoraux se fonde sur la crainte de déséquilibres immédiats ou à court/moyen terme entre :*

- *l'accueil supplémentaire de populations permanentes comme saisonnières, et*
- *les écosystèmes, les facteurs de production et les logiques d'acteurs du territoire. (…)*

Il (le littoral) est à la fois territoire d'exception, compte tenu de l'originalité de l'interface terre-mer et de la grande qualité des écosystèmes littoraux qui le composent, territoire–support de ressources (capital physique, capital humain, capital naturel, institutions) et territoire de pressions et d'enjeux souvent concurrentiels exercés par des groupes d'intérêt dont les logiques d'actions ***rendent plus que jamais nécessaires régulation et gestion****.*
Partant du constat de fragilité des ressources littorales, un concept technique a été défini : la capacité d'accueil est définie comme la quantité maximale d'activités ou d'utilisateurs permanents et saisonniers que peut supporter le système de ressources du territoire ***sans mettre en péril ses spécificités****. » (…)*

ROBERT S. : contribution a une gestion intégrée de la zone côtière : l'exemple de la prise en compte de la vue sur mer dans l'urbanisme de Vallauris (cote d'azur, France)

(…) « De nos jours, voir la mer est un agrément recherché qui fait grimper les prix, crée des conflits de voisinage et rend difficile l'action de la puissance publique en matière d'urbanisme et de définition des droits de construire. Pour les gestionnaires du littoral, au premier rang desquels on trouve les communes, la vue est effectivement une ressource économique à valoriser aussi bien qu'un patrimoine commun à préserver et à partager (Facchini, 1995). (…)

En 2003, quand la Ville engage l'élaboration du PLU, elle est parfaitement consciente des enjeux du paysage sur le territoire. Elle connaît les pressions qui s'exercent sur le foncier communal ; elle s'interroge sur l'opportunité de préserver des espaces agricoles ; elle a identifié le manque d'espaces publics ; elle a connaissance de la ***ségrégation socio-spatiale générée par l'appropriation du foncier par de riches résidents temporaires.*** *(…)*

Les services de la Ville découvrent avec surprise l'étendue des zones concernées par la vue. De nombreux quartiers non couverts par les protections réglementaires de la Loi littoral apparaissent ainsi avec une propriété de ***vue sur mer les soumettant potentiellement à une extrême pression foncière****. (…)*

Le paysage et la vue de la mer apparaissent ainsi beaucoup compter pour la population interrogée. Celle-ci les relie à la ***qualité de vie*** *et elle souligne qu'à Vallauris les espaces publics ne sont que très peu aménagés pour* ***offrir le paysage « à voir*** *», alors que les panoramas sont potentiellement nombreux).*

Concernant la gestion et la valorisation du cadre de vie, l'information de vue sur mer a par ailleurs alimenté de nombreuses réflexions sur son usage possible pour la mise en place de sentiers pédestres ou encore l'aménagement de squares et jardins publics avec tables d'information permettant une ***éducation au paysage et à l'environnement****. Concernant la gestion des sols, elle est pressentie pour* ***identifier le foncier de propriété communale qu'il conviendrait de ne pas céder à des intérêts privés*** *(…).*

La visibilité de la mer permet de ***comprendre et d'anticiper le jeu des pressions foncières et immobilières*** *sur un territoire côtier. Les gestionnaires de l'espace terrestre côtier ont donc besoin d'information et d'outils pour* ***orienter la dynamique spontanée du territoire et rendre le littoral accessible à tous*** *dans un sens très large : habiter, travailler, se divertir et même jouir du paysage…*

GERARD Y., MARROU L. : Vers des territoires littoraux segmentés ? Une analyse à travers l'action foncière du Conservatoire du littoral

(…) « Le risque est en effet de voir ces espaces (ceux du Conservatoire) *cantonnés au rôle «* ***d'aménité environnementale*** *», laquelle ne tardera pas à être récupérée par* ***les logiques de marché qui excluent de plus en plus de personnes du littoral.*** *(…) le* ***Conservatoire pourrait constituer une valeur ajoutée*** *en apportant* ***une plus-value*** *aux terrains bâtis situés à proximité de ses propriétés. Si les notaires / agents immobiliers rencontrés réfutent cette hypothèse, l'argument est régulièrement mentionné dans les annonces immobilières entre particuliers consultables sur internet. »(…)*

MAGNAN A. : subir … sans réagir ? Réflexions soulevées par la persistance des friches touristiques littorales de l'île de saint martin (petites Antilles)

(…) *«La loi Pons de **défiscalisation** permettait alors aux particuliers comme aux promoteurs de déduire de leurs impôts, sur une période variable de 5 à 10 ans, une grande partie des investissements immobiliers engagés entre 1986 et 1996. Dès lors, l'effet immédiat a été double : **une croissance faramineuse de la construction d'hébergement touristique** et, phénomène associé, une considérable poussée démographique (doublement de la population entre 1986 et 1988) inhérente à **l'arrivée en masse de travailleurs clandestins** venus notamment d'Haïti et de La Dominique (Marie, 1991 ; Chardon, 1995 ; Nicolas, 2005). (…)*
*Parmi les spectacles les plus désolants, celui de la façade caraïbe de la Baie Nettlé, montrant **une côte jonchée de bâtiments en béton (abandonnés)** d'une dizaine de chambres chacun (cf. fig. 1), non loin du quartier populaire de Sandy Ground, **véritable bidonville** dans lequel les problèmes sociaux et d'hygiène sont nombreux. **Friche et pauvreté/insécurité fondent les caractéristiques de ce littoral,** alors même que sur l'autre façade du cordon— et tout le **paradoxe de Saint Martin réside en ces contrastes** — se trouve un **hôtel luxueux**. »* (…)

Ainsi, la question des « inégalités écologiques » transparaît dans ces textes, et dans beaucoup d'autres, en mettant en avant le troisième pilier du développement durable : sa dimension sociale. Sur les marges urbaines des littoraux, elle constitue un des enjeux essentiels de la gestion intégrée des zones côtières qui, longtemps cantonnée à des préoccupations strictement environnementales ou écologiques, s'ouvre à ces questions d'équité sociale en affirmant de plus en plus des volontés de régulation forte. Le concept d' « inégalités écologiques » vient assembler deux préoccupations fondamentales, mais trop souvent dissociées, sur le littoral : la préservation des écosystèmes et l'équité sociale.

CONCLUSION GENERALE

Plusieurs interrogations ou doutes ont accompagné les débuts de cette recherche sur les inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux. Interrogations sur le sens de cette notion, nouveau paradigme pour les scientifiques intéressés par la complexité des territoires. Plusieurs notions ou concepts suscitent déjà un débat, des controverses importantes dans la communauté scientifique ou plus largement dans la société : le développement durable, les risques. Spécifique aux territoires littoraux, la gestion intégrée de la zone côtière est aussi un objet de recherche relativement récent, en cours d'appropriation par les acteurs et de traduction opérationnelle par les politiques publiques. Proposer à une équipe de chercheurs et d'enseignants chercheurs d'investir un objet de recherche encore peu exploré présente quelques « risques ». Risque de ne pas réussir à répondre aux objectifs du projet, risque de ne pas surmonter les difficultés épistémologiques propres à nos différentes disciplines pour analyser cette notion nouvelle, risque de limiter la recherche sur un plan théorique sans démonstration empirique. Les recherches sur les inégalités écologiques ou environnementales sont encore peu nombreuses en France. Elles sont réalisées par un petit nombre d'équipes qui disposent aujourd'hui d'une certaine expérience sur le sujet. Ces recherches théoriques et appuyées par des études de cas sont concentrées dans les espaces urbains.

Notre proposition de recherche sur les inégalités écologiques dans les territoires littoraux présentait, pour cette catégorie de territoire, un aspect novateur. En ce sens, les réflexions rassemblées dans ce rapport n'ont pas d'autre ambition que de proposer une recherche exploratoire sur les inégalités écologiques dans les territoires littoraux.

La première partie du rapport rassemble ces apports théoriques sur les inégalités écologiques dans les territoires littoraux. L'ensemble de l'équipe du projet y a contribué. Comme toutes les notions citées précédemment, l'inégalité écologique nécessite une mobilisation au moins pluridisciplinaire. La composition de l'équipe du projet permettait de répondre facilement à cette première exigence, notamment par la confrontation de points de vue disciplinaires en sciences de la nature et en sciences humaines et sociales sur les inégalités écologiques.

Au-delà des aspects théoriques, l'interrogation de départ sur la révélation de l'objet de recherche à partir de terrains d'étude a été rapidement surmontée. Deux zones d'étude avaient été sélectionnées à l'origine du projet : la Côte d'Opale et le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille. A l'intérieur de ces espaces, quelques sites ont été le lieu de la démonstration de l'intérêt à mobiliser la notion d'inégalité écologique pour comprendre les configurations éco-socio-spatiales, les processus et les modes de gestion de ces territoires. Quelques membres de l'équipe du projet, notamment Valérie Deldrève, Vincent Herbert, Vincent Houillon, Guillaume Schmitt, Didier Paris, Philippe Deboudt, ont été particulièrement impliqués dans cette investigation des inégalités écologiques sur le terrain. La participation de Denis Berthelot, Jérôme Dubois et Arlette Hérat a permis d'enrichir et de diversifier l'étude de la zone d'étude méditerranéenne.

L'inégalité écologique ouvre une nouvelle voie pour réintroduire une dimension sociale dans la compréhension des conflits et des enjeux dans des territoires ou la recherche d'un « équilibre » entre les dimensions écologique et économique a été privilégiée. La deuxième partie rassemble ces études de cas. Quelques sites ont fait l'objet d'investigations assez approfondies, c'est notamment le cas des communes côtières du sud de la Côte d'Opale (de Camiers à Merlimont). La station du Touquet a aussi été largement étudiée. L'étude du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer présente une proximité plus importante avec les recherches antérieures menées en France dans les espaces urbains sur les inégalités écologiques.

A Marseille, les trois études de cas proposées, Ensuès la Redonne, l'archipel du Frioul et les plages du Prado, offrent un panorama diversifié des types de territoires et d'approches possibles des inégalités écologiques.

Dans la mise en œuvre de ces recherches sur le terrain, si l'exigence d'une pluridisciplinarité, voire d'une interdisciplinarité est maintenue, il a été beaucoup plus difficile d'obtenir des résultats tout à fait satisfaisants de ce point de vue. L'association et la confrontation des approches sociologiques et géographiques sont probablement l'une des avancées les plus importantes acquises dans les terrains d'étude communs (Le Touquet, Le Chemin Vert). La difficulté ou même l'échec d'un résultat comparable entre l'écologie et l'ensemble des sciences humaines et sociales, déjà annoncé par la confrontation théorique, a été confirmé sur le terrain. L'acceptation du « subjectif » comme objet de recherche n'est pas encore une étape acceptée par tous.

La présentation du rapport final des recherches du projet *Inecolito* n'en constitue pas encore l'étape finale. Un ouvrage, à paraître en 2009 aux Editions du Septentrion des Presses Universitaires de Lille, doit rassembler les différentes contributions présentées dans ce rapport final. Plusieurs publications (articles) finalisées ou en cours de rédaction doivent permettre une diffusion de nos résultats. Un séminaire de restitution du projet doit être organisé fin 2009 pour clôturer les nombreux échanges engagés avec les acteurs sur ce sujet et présenter la synthèse de cette recherche.

Synthèse par Philippe Deboudt

Le texte ci-après résume les principaux résultats du projet « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux ».

La composition de l'équipe scientifique présentée précédemment représente un aspect important du projet *Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux*. L'équipe est composée de chercheurs et d'enseignants-chercheurs issus de disciplines très diverses en sciences de la nature (écologie marine) et en sciences humaines et sociales (droit, économie, géographie, aménagement et urbanisme, sociologie). Plusieurs membres de cette équipe ont déjà développé des collaborations dans le cadre de précédents projets, notamment un projet du programme LITEAU (MEDAD) coordonné par Jean-Claude Dauvin[272] (*Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel*), un projet du PNEC coordonné par Catherine Meur-Férec[273] (*La vulnérabilité des territoires côtiers : évaluation, enjeux et politiques publiques*), et quelques contrats régionaux. La majorité des membres de l'équipe a par ailleurs acquis, dans leur différente discipline, une expérience de recherche sur un lieu commun d'investigation scientifique : les littoraux et les milieux marins. Lors de la réponse à l'appel à propositions de recherche du programme D2RT-2005 du MEDD/PUCA en mai 2005, l'expérience de notre équipe dans des champs disciplinaires très diversifiés et une certaine « habitude » à travailler ensemble constituaient des atouts essentiels dans la proposition de recherche. A l'inverse, l'objet central de la recherche proposée, les inégalités écologiques, constituait une zone d'ombre, suscitant beaucoup d'interrogations. A l'issue de deux années de recherche consacrées à ce projet, l'un des principaux apports, présenté dans ce rapport final, correspond à la « lumière » apportée sur cette notion (partie 1). Le souci d'associer une réflexion théorique à une approche empirique s'est traduit par la mise en œuvre de travaux de terrain pour rechercher les méthodologies les mieux adaptées à l'exploration de l'inégalité écologique et obtenir des résultats sur la représentation sociologique, géographique ou écologique de la notion. Plusieurs recherches avaient déjà été initiées ou développées sur les inégalités écologiques en France mais celles-ci ont principalement pour terrain d'étude les espaces métropolitains. Notre recherche est constitue une approche exploratoire de l'inégalité écologique dans les territoires littoraux français. La partie 2 présente les différentes études de cas situées en Côte d'Opale (région Nord-Pas-de-Calais) ou sur le littoral de l'Aire métropolitaine de Marseille (région Provence Alpes Côte d'Azur). Le choix des sites a été guidé par l'expérience de notre équipe sur ces terrains, par les propositions formulées par les acteurs lors de séminaires du projet organisés en mai 2006 à Marseille et juin 2006 en Côte d'Opale. Nous proposons dans la partie 3 des réflexions sur la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques pour la mise en œuvre des politiques publiques concernant directement ou indirectement les territoires littoraux français et notamment le lien entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières. L'ambition de cette recherche est aussi la mise en œuvre d'une interdisciplinarité entre nos disciplines. C'est une difficulté majeure qui nécessite une capacité d'ouverture « intellectuelle » très importante.

---

[272] Dauvin J.-C. (coord.), Bellan G., Bellan-Santini D., Capet Y., Deboudt P., Desroy N., Dewarumez J.-M., Dubrulle J.-B., Ghézali M., Guillaumont B., Le Pennec N., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Ruz M.-H., Mesnard A.-H., Pouille X., Videment L., 2002, Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel, *Patrimoine Naturel*, 57, Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, 346p.

[273] Meur-Férec C. (coord.), Deboudt P., Deldrève V., Flanquart H., Hellequin A.-P., Herbert V., Longuépée J., Morel V., 2004. *La vulnérabilité des territoires côtiers : évaluation, enjeux et politiques publiques*, quatre rapports, Contrat IFREMER 2003/1140 746.

A l'issue de deux années de recherche, tous les obstacles n'ont pas été surmontés pour y parvenir. Des avancées notables ont été réalisées notamment entre la géographie et la sociologie.

Le choix de réaliser un travail de recherche sur les territoires littoraux et les inégalités écologiques peut surprendre ou au moins susciter des interrogations. En effet, si la relation entre les territoires littoraux et la dimension écologique est relativement « classique » et compréhensible, c'est beaucoup moins évident pour la notion d'inégalité écologique. Nous développons dans ce rapport l'analyse de la relation entre les territoires littoraux et leur dimension écologique. Cette analyse est relativement « classique » dans les recherches réalisées en sciences de la nature ou en sciences humaines et sociales : les territoires littoraux sont des espaces occupés et convoités par des populations et des activités nombreuses ; ils sont aussi des espaces naturels à haute valeur patrimoniale. Les pressions exercées par les populations et les activités y sont considérables et peuvent aboutir parfois à une artificialisation de l'espace. Pour préserver les espaces naturels de haute valeur patrimoniale, les soustraire à l'urbanisation et garantir leur accès au plus grand nombre, des politiques ont été mises en place depuis une trentaine d'années : certaines parties du territoire de ces communes sont devenues inconstructibles suite, notamment, à la mission d'acquisition foncière du Conservatoire du Littoral, à l'application de la loi littoral et à la politique des « espaces naturels sensibles » des conseils généraux (Meur-Férec, 2006). Des espaces naturels sont devenus des espaces de nature en raison de la mise en œuvre de ces politiques qui ont permis leur préservation pour garantir la prise en compte du « temps long », celui de la nature, dans la planification territoriale au détriment du « temps court », celui de la compétitivité économique. Cependant, la préservation des espaces naturels dans des territoires convoités a entraîné parfois des tensions, voire des conflits qui aboutissent souvent à des contentieux juridiques, relatifs par exemple au contenu des PLU, à la délivrance des autorisations d'urbanisme (permis de construire…) ou à l'interprétation des dispositions de la loi littoral (espaces remarquables, espaces proches du rivage...) (Bersani, 2000).
Deux enjeux des politiques publiques spécifiques aux territoires littoraux nous paraissent ici essentielles : la recherche de l'équilibre (entre développement et protection ; entre l'aménagement des communes littorales et les arrières pays) et celle du libre accès. De nombreux diagnostics socio-économiques montrent le développement très déséquilibré des territoires littoraux, notamment entre les communes littorales et leur arrière pays. La question du libre accès est aussi posée en raison du développement de formes d'appropriation privative de l'espace. La pression démographique, engendrée par l'arrivée massive de nouveaux résidents (permanents ou saisonniers) dans les communes littorales, entraîne une hausse constante du prix de l'immobilier et du foncier.
Cette augmentation pose aujourd'hui des problèmes en terme de mixité sociale dans ces communes : de nombreuses personnes n'ayant plus les moyens d'y louer ou d'y acheter un logement. Cette pression se traduit donc par une tendance à la ségrégation sociale dans ces espaces, conduisant à une diminution de l'habitat permanent et à l'exclusion progressive des catégories sociales les moins aisées. Catherine Meur-Férec (2006, p. 49) souligne les conséquences des politiques de préservation des espaces naturels qui ont indirectement augmenté la qualité de vie à la marge des sites protégés et ont donc eu pour «effet pervers» de contribuer à cette « gentrification » du littoral. La réduction des surfaces urbanisables sur le littoral "*provoque une forte tension sur les prix du foncier et l'égalité désormais possible pour l'accès au littoral s'oppose à une ségrégation de fait entre ceux, moins nombreux qui peuvent profiter encore d'u environnement de qualité améliorée et la grande masse qui subit les effets sociaux de cette politique nouvelle*" (Miossec, 2004[274]).

[274] Miossec A., 2004, Les littoraux face au développement durable*. Historiens et Géographes*, 387, 181-188

A terme, les très fortes pressions foncières génèrent des risques d'exclusion sociale des populations n'ayant plus les moyens de se loger sur leur lieu de travail ou à proximité de leurs familles. Comme dans les centres urbains rénovés des grandes métropoles, un processus de "*gentrification*" (Guglielmo, 1996 ; Hamnet, 1997) s'amorce sur le littoral le transformant progressivement en territoire d'exclusion. Ce phénomène s'est accentué avec la métropolisation des villes côtières. Paradoxalement, ces espaces préservés permettent aujourd'hui de limiter certaines inégalités écologiques, car ils garantissent un accès libre et gratuit à un grand nombre de sites naturels littoraux. Face à ces évolutions, une stratégie foncière est généralement uniquement définie pour la protection des milieux naturels par le Conservatoire du littoral ou les Conseils généraux (dans le cadre de la politique des « Espaces naturels sensibles »). La régulation de l'accès ou de l'appropriation du foncier disponible est devenu un enjeu essentiel des politiques publiques. La notion d'inégalité écologique invite à s'interroger d'une part, sur les conséquences de la préservation des espaces naturels littoraux sur les populations, leur insertion dans l'espace, l'accès au littoral et d'autre part, sur les conséquences des processus engendrés par l'attrait (littoralisation) de ces espaces sur la nature littorale.

La notion d'inégalité écologique, qui établit un lien entre les questions environnementales et sociales, n'a pas un sens encore totalement construit, et encore moins partagé par l'ensemble de la communauté scientifique. Jacques Theys (Geoforum, Le Mans, mai 2006) a présenté les raisons de ce manque d'intérêt : « *Différentes approches permettent d'étudier les inégalités écologiques de manière statique, la démarche consiste à observer la situation, ou de manière dynamique, on étudie les causes, les processus, et les modes de régulation de ces inégalités. Celles-ci font référence à des inégalités entre territoires, entre individus, ou entre groupes sociaux, mais aussi entre politiques publiques. Elles font référence à des inégalités de cadre de vie, mais aussi à des inégalités de capacité de réaction face à ces problèmes. En France, les problèmes sociaux et environnementaux ont toujours été séparés. Deux raisons, épistémologique et politique peuvent permettre de comprendre pourquoi ce thème ne se développe qu'aujourd'hui. Il a d'abord rencontré des obstacles épistémologiques. Le concept d'« environnement » s'est développé en même temps sur les plans historique et scientifique. Dans les années 1960-1970, trois conceptions environnementales différentes dominent : une bio-centrique, vision naturaliste où prédomine la collection d'objet naturels, le techno-centrisme, qui fixe des limites à respecter afin que les systèmes puissent fonctionner, et la dernière qui correspond à ce qui nous entoure, c'est-à-dire les relations entre l'homme et le milieu naturel. L'approche varie selon les conceptions.*

La 3ème ne s'étant pas imposée, les conséquences en matière d'approche statistique des inégalités écologiques ont été importantes. En effet, les outils de l'approche technocratique sont incapables de dire les populations exposées aux risques, de montrer qui est exposé à quoi. De plus, les deux premières approches se désintéressent de l'environnement des grandes villes. Les différentes disciplines ont alors intégrées différemment les questions sociales liées à l'environnement. La géographie, qui aurait pu être l'interface entre la société et l'environnement, ne l'est pas vraiment. La sociologie ne s'est pas beaucoup intéressée à ces questions, et s'est contentée de conclure que « les pauvres se désintéressent de l'environnement ». Seul le milieu de la sociologie rurale a eu un intérêt pour les problèmes environnementaux ; la sociologie urbaine a, elle, gardé une grande méfiance face à l'environnement. Il y a eu par exemple une euphémisation des risques pour les ouvriers. Dans ce contexte, on comprend que le thème des inégalités écologiques a eu du mal à se trouver sa place. Des problèmes politiques se sont ajoutés aux problèmes épistémologiques. Ce concept n'a jamais réussi à émerger dans aucun programme politique ces 40 dernières années. La structuration du champ politique français a un rôle important dans l'absence de ce thème dans les débats politiques, et ce, par la position des clivages, par la non fédéralisation du territoire, et par la représentation réductrice du rapport entre l'urbain et le rural. La non prise en compte de ces problèmes est aussi liée aux problèmes de mise en place du développement durable. Ce thème n'est pas abordé dans la conception des Agendas 21, et a beaucoup de mal à l'être compte tenu du manque de transversalité de bon nombre de ces documents. Si ce thème n'est pas pris en compte, c'est aussi car il n'est pas

rentable politiquement. Les questions environnementales ont été captées par les classes moyennes. Elles ont alors pris une portée globale et universelle, et ont mis de côté la notion de différenciation sociale. »

Des recherches exploratoires ont été menées, principalement dans le cadre du programme L'inégalité écologique est devenue en France, depuis quelques années, un nouvel objet de recherche (Charles *et al.*, 2007 ; , en lien notamment avec le programme de recherche « Politiques territoriales et développement durable » du Ministère de l'Ecologie et de l'Aménagement Durables (MEDAD) et du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). Les recherches présentées dans cet article en sont issues Depuis quelques années en effet, des travaux scientifiques se sont intéressés aux relations entre la géographie des contraintes environnementales (exposition aux risques, aux pollutions, aux nuisances…) et les caractéristiques socio-économiques et sociologiques des populations. Généralement, à une accumulation de difficultés sociales s'ajoute la présence d'un environnement dégradé, lequel constitue à la fois un aspect supplémentaire de l'inégalité et l'aboutissement d'un processus de fragmentation excluant les populations les plus défavorisées d'agréments environnementaux. Les espaces urbains et métropolitains français sont les terrains de recherche privilégiés pour l'étude des inégalités écologiques à partir d'une approche territoriale : « Les politiques urbaines mises en œuvre en lien avec le processus de métropolisation peuvent conduire à des effets cumulatifs entre inégalités sociales et écologiques » (Laigle, 2006). Lydie Laigle et Vincent Oehler (2004a, b, 2005) ont analysé ces relations dans les métropoles régionales françaises et identifiés quatre types d'inégalités écologiques : les inégalités territoriales, les inégalités dans l'accès aux facilités et aménités urbaines, les inégalités dans l'exposition aux risques et nuisances urbaines et les inégalités dans la capacité d'influence sur les politiques environnementales et urbaines. Les inégalités écologiques peuvent désigner, selon L. Laigle et V. Oelher (2004a, b, 2005), un cumul de disparités d'accès à la qualité du cadre de vie et d'exposition aux nuisances engendrées par l'expansion urbaine et aux risques industriels et naturels. Elles ne sont pas indépendantes des autres formes d'inégalités sociales (inégalités de revenu, d'emploi, ou de consommation). Les relations mises en œuvre dans les territoires littoraux entre, d'une part, des espaces de haute valeur écologique dont le patrimoine naturel est source d'aménités environnementales et, d'autre part, les formes d'appropriation, les mobilités et les usages, souvent conflictuels de l'espace et différenciés en fonction des types de population, peuvent être analysées sous le prisme des inégalités écologiques. Les inégalités écologiques ne sont pas ici principalement abordées en fonction de l'exposition à des nuisances ou des risques mais sont liées essentiellement aux aménités offertes par une situation particulière et notamment aux possibilités de jouissance du milieu naturel. Ainsi, contrairement aux précédents travaux sur les inégalités écologiques ou environnementales, les inégalités écologiques s'expriment à partir de l'accès ou de l'appropriation d'aménités environnementales. D'après la typologie des inégalités écologiques définie par L. Laigle et V. Oehler (cf. supra), les observations réalisées dans un territoire littoral sont susceptibles de révéler au moins quatre types d'inégalités écologiques : des inégalités territoriales en lien avec l'appropriation de l'espace littoral et les différences de valeurs foncières ; des inégalités en lien avec l'accès aux aménités littorales ; des inégalités dans l'exposition aux risques naturels et technologiques ; des inégalités dans la capacité d'influence, de mobilisation et d'action pour la mise en œuvre des politiques environnementales ou urbaines. A partir d'un terrain d'étude combinant à la fois une dimension urbaine, comparable aux espaces urbains déjà analysés en rapport avec les inégalités écologiques (zones urbaines sensibles) et une situation littorale, nous proposons de répondre à plusieurs questions : Quelle est l'influence de la situation géographique littorale dans l'expression des inégalités écologiques ? Les inégalités écologiques sont-elles des facteurs d'aggravation des inégalités sociales ? Comment sont perçus les facteurs de valorisation d'un territoire (aménités littorales) par des populations marquées par de fortes inégalités sociales ?

Différents concepts ont été mobilisés pour appréhender la notion d'inégalité écologique. Une mise au point pluridisciplinaire a été réalisée pou définir le territoire, la marge urbaine, le patrimoine naturel. Les membres de l'équipe du projet ont ensuite proposé un positionnement disciplinaire en proposant une définition de l'inégalité écologique. Le sens donné à la notion a justifié un premier découpage entre d'une part les sciences de la nature et d'autre part les sciences humaines et sociales. L'usage de l'écologie dans la notion interpelle directement les écologues dans leur champ disciplinaire et justifie une première réflexion critique sur la notion. Issue des sciences humaines et sociales, l'appropriation de la notion par la sociologie, l'économie et la géographie est plus aisée mais révèle cependant la difficulté de faire émergée une approche partagée. Pour le géographe, l'inégalité écologique recouvre différentes formes d'inégalités qui s'apprécient différemment en fonction des territoires ou elles sont analysées. On ne peut proposer de définition ou de typologie générale de l'inégalité écologique qui s'appliquerait partout. Cette posture différencie sensiblement l'approche géographique de l'inégalité écologique de celle des autres disciplines mobilisées pour l'étude de cette notion. Selon les caractéristiques géographiques, politiques, socio-économiques du territoire urbain, rural, montagnard, littoral, insulaire..., les formes de l'inégalité écologique diffèrent. Dans le cadre de cette recherche limitée aux territoires littoraux français, les inégalités écologiques doivent s'apprécier en référence à un territoire dont plusieurs états des lieux récents ont précisé les grandes caractéristiques et tendances d'évolution : l'économie littorale est insérée dans un territoire très convoité et rare soumis à des pressions anthropiques importantes liées notamment à son insertion dans la mondialisation ; ces territoires littoraux intègrent des espaces de haute valeur écologique dont la préservation est concurrencée par les stratégies de développement qui nécessitent un usage ou une artificialisation de l'espace littoral ; les faibles potentialités d'insertion du peuplement et des activités dans le territoire littoral exacerbent les processus de valorisation foncière et provoquent des phénomènes de concentration de catégories sociales. Dans ces territoires littoraux français, les inégalités écologiques relèvent de différentes formes d'inégalités :

- une inégalité géographique liée aux politiques de préservation du patrimoine naturels et aux caractéristiques, notamment naturelles, des milieux géographiques ; cette première dimension de l'inégalité renvoie à une approche naturaliste et est appréhendée par les différences de valeurs attribuées par exemple au patrimoine naturel. Les politiques de préservation des espaces naturels se sont inscrites dans la délimitation de périmètres ou de zonages de protection qui déterminent une inégale répartition des espaces naturels de haute valeur écologique dans un territoire.
- une inégalité dans l'appropriation de l'espace à haute valeur écologique Cette deuxième dimension de l'inégalité renvoie aux processus de construction territoriale. une inégalité dans l'accès à des espaces bénéficiant d'aménités environnementales.
- une inégalité dans l'exposition à des risques naturels ou des contraintes, nuisances environnementales
- une inégalité dans la capacité de mobilisation pour interférer dans l'élaboration des politiques de l'environnement

Dans le cadre d'une approche géographique, ces différentes formes d'inégalités s'apprécient en lien systématique avec le territoire et sa dimension sociale.

Plusieurs méthodologies peuvent être mobilisées pour appréhender les inégalités écologiques dans les territoires littoraux. Celles proposées par les sciences de la nature privilégient la détermination d'indices et d'indicateurs de préservation et de gestion du patrimoine naturel. L'analyse des inégalités écologique est indirectement abordée à partir de ces différents critères d'évaluation de la valeur patrimoniale. Dans les champs des sciences humaines et sociales, plusieurs méthodologies permettent d'analyser plus directement les inégalités écologiques dans leurs différentes dimensions : inégalités territoriales en lien avec les processus d'appropriation du territoire (marché foncier) ou la proximité géographique, inégalités dans la capacité d'actions sur la mise en œuvre des politiques publiques (perception sociale).

Des méthodologies exploratoires de croisement de données objectives et subjectives permettent aussi d'élaborer une approche interdisciplinaire en combinant les dimensions sociales et écologiques des inégalités.

Le choix des sites d'étude et d'investigation des inégalités écologiques analysés dans ce projet résulte d'une part de l'expérience des membres de l'équipe sur les deux zones littorales « Marseille » et « Côte d'Opale » et d'autre part, de rencontres-débats, associant les membres de l'équipe et les acteurs, sur les deux territoires, en mai et juin 2006. Préalablement à la présentation des travaux réalisés sur les différents sites, nous avons rassemblé quelques éléments de cadrage sur les littoraux Côte d'Opale et de Marseille.
Le littoral de la Côte d'Opale représente une façade littorale de 120 km, entre la frontière Belge et l'estuaire de l'Authie. A l'échelle mondiale, le littoral de la Région Nord-Pas-de Calais est intégré à la seconde façade maritime mondiale, la Northern Range ; une position qui offre des potentialités de développement importantes et diversifiées mais qui exacerbent les concurrences entre les territoires susceptibles d'en bénéficier et les conflits entre les fonctions (protection des milieux, artificialisation par l'urbanisation) et les usages (portuaires, touristiques, industriels…) de la zone côtière, par nature spatialement limitée. A l'échelle européenne, ce territoire Côte d'Opale s'est structuré dans le cadre de la mise en œuvre du processus de gestion intégrée des zones côtières avec deux étapes majeurs : la création du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale en lien avec le projet GIZC sélectionné en 1996 par la commission européenne dans le cadre du programme de démonstration européen sur la GIZC et la reconnaissance nationale du territoire en 2005 dans le cadre de l'appel à projet de la DIACT et du DG Mer « Pour un développement équilibré des territoires littoraux ». Ce territoire Côte d'Opale est subdivisé en quatre zones géographiques, le Dunkerquois, le Calaisis, l'Audomarois et le Boulonnais-Montreuillois qui représentent 354 communes et 730 000 habitants. Les principales caractéristiques géographiques de ce territoire sont résumées dans le tableau et la carte suivante extraite du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire de la région Nord-Pas-de-Calais. Notre étude de ce territoire est limitée à la partie sud de la Côte d'Opale, au sud de Boulogne-sur-Mer.
L'aire métropolitaine de Marseille concentre tous les enjeux liés à la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières : la préservation d'espaces naturels et marins de haute valeur écologique (calanques de Marseille à Cassis, réserves naturelles, sites Natura 2000, archipels des îles du Frioul, parc marin de la Côte bleue), le développement économique et portuaire d'une métropole littorale de près de 1 million d'habitants dont plus de 800 000 dans la commune de Marseille et la satisfaction des enjeux de justice sociale. On peut considérer que l'ensemble des problèmes de gestion susceptibles de se présenter sur les côtes françaises de Méditerranée sont peu ou prou représentés au sein de cette Communauté, dominée à tous égards par Marseille, deuxième ville de France, premier port de Méditerranée. Marseille est en premier lieu caractérisé par son port de commerce, premier port de France et de Méditerranée, troisième port européen en tonnage (90 MT), qui s'étend d'est en ouest, de la Joliette à Fos-sur-Mer. Les activités sont diversifiées, avec une fort ancrage industriel et pétrochimique (terminaux pétroliers çà Fos, terminaux GPl à Lavéra) : Fos produit le quart de la sidérurgie française. Les bassins est, qui s'étendent du port de la Joliette jusqu'à l'Estaque sont plus orientés vers les trafics de marchandises diverses et conteneurisées. La ville est résolument orientée vers l'accueil de passagers, puisque le port de la Joliette est spécialisé dans les ferries et navires de croisières, en provenance de la Corse et du sud de la Méditerranée (environ 200 000 croisiéristes par an). La CUMPM compte également 24 ports de plaisance (dont 13 à Marseille). Elle est, dans ce domaine, le deuxième complexe européen. Le littoral de Marseille correspond aussi à des sites terrestres et des îles classés en réserve, des réserves et des zones marines protégées, 9 ZNIEFFs-Mer nouvelle génération (6 de type I, 3 de type II), deux secteurs éligibles au réseau Natura 2000 et, surtout, un vaste secteur terrestre et marin candidat à la création d'un Parc National, débordant quelque peu, à l'est de la Communauté sur la ville de La Ciotat.

Les deux espaces retenus permettent d'analyser la question des inégalités écologiques à différentes échelles géographiques, qui intègrent les dimensions liées au site et aux situations.
On peut y distinguer, par exemple, les structures suivantes :
- des ensembles unipolaires, qui sont davantage identifiables à Marseille et dans son agglomération : s'y dégagent des ensembles homogènes, comme la Côte Bleue, les Calanques, les îles du Frioul ;
- des ensembles polycentriques, fondés sur des unités urbaines qui organisent le territoire de telle sorte qu'il apparaît comme un espace multipolaire : la Côte d'Opale présente cette organisation en forme de "stratification" des marges urbaines.
Les différents sites individualisés associent des approches variées : des dichotomies intérieures, par rapport au trait de côte, au statut du foncier et à l'accès au rivage, mais aussi perpendiculaires au rivage avec une dichotomie entre les espaces à vocation naturelle et les espaces urbanisés. La dimension maritime est plus marquée à Marseille et la dimension terrestre plus marquée en Côte d'Opale (absence d'îles notamment). La figure 2 synthétise le choix préliminaire des sites d'étude du projet.
Ainsi, dix sites ont été retenus pour illustrer la problématique des inégalités écologiques dans les marges urbaines littorales. Outre les aspects liés à leurs diversités fonctionnelle et spatiale, ils permettent d'appliquer des approches qui relèvent de la pluridisciplinarité : droit, écologie et biologie, économie, géographie, sociologie. Ainsi, les problématiques qui ont fait l'objet d'une étude particulière sont les suivantes :
1- Estuaire de la Canche : conflits d'usage et inégalités écologiques.
2- Le Touquet / Cucq / Merlimont : marché foncier, utilisation du sol et inégalités écologiques.
3- Le Touquet / Merlimont : inégalités écologiques, inégalités sociales.
4- Le Touquet : inégalités écologiques et aménités littorales.
5- Le site du Chemin Vert (commune de Boulogne/Mer) : inégalités écologiques, inégalités sociales.
6- Calanque, Frioul, Côte Bleue : les enjeux de la conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais.
7- L'Archipel du Frioul : lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain ?
8- La Côte Bleue (Commune de Ensuès la Redonne) : quand le rapport à la mer organise les inégalités résidentielles.
9- Le Prado : la construction d'un bien commun.
10- Les Hauts de Mazargues : inégalités sociales, inégalités écologiques, quelles relations ? (Perspectives de recherche)
Ces sites peuvent faire l'objet d'une typologie fonctionnelle et spatiale organisée selon 5 groupes :
1/ Les sites qui correspondent à un cadre de vie urbain bénéficiant de la proximité d'espaces de nature ou d'aménités environnementales : le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer (étude de cas n°5), Le Touquet (étude de cas n°3) et Les Hauts de Mazargues à Marseille (étude de cas n°10, en perspectives).
2/ Les sites à vocation naturelle dominante (haute valeur patrimoniale), reconnue par des mesures de protection, et dont l'ouverture au public engendre une fréquentation importante : le site des Calanques (étude de cas n°9), l'estuaire de la Canche (étude de cas n°1) des espaces infra-communaux comme Merlimont, Le Touquet ou Neufchâtel-Hardelot (étude de cas n°4).
3/ Les sites marqués par la recherche d'un équilibre entre la préservation d'espaces de nature et l'urbanisation : la Côte bleue (étude de cas n°7), les stations balnéaires de la Côte d'Opale (Merlimont, Le Touquet, Neufchâtel Hardelot) (étude de cas n°2)
4/ Les sites à vocation maritime et urbaine : le cas particulier relatif à l'aspect insulaire de l'archipel du Frioul qui combine des espaces protégés de haute valeur patrimoniale et le cadre de vie urbain d'un quartier « maritime » de Marseille (étude de cas n°6).
5/ Les espaces construits en milieu fortement urbanisé pour réduire les inégalités écologiques : le Prado constitue un cas très original (étude de cas n°8).

Les deux espaces retenus, qui représentent chacun environ une trentaine de km de trait de côte, permettent d'exprimer différentes approches dans le cadre de l'étude des inégalités écologiques des marges urbaine littorales. La prise en considération et l'intégration des différentes organisations territoriales, à dominante polarisée ou hétérogènes permet d'illustrer la dynamique de systèmes spatiaux et fonctionnels variés. L'objectif de cette deuxième partie de la recherche, correspondant à une investigation des inégalités écologiques sur le terrain, n'est pas de proposer une juxtaposition de monographies sur l'étude des inégalités écologiques dans des portions de territoires littoraux en Côte d'Opale et à Marseille. Nous proposons à partir de différents sites littoraux une typologie des inégalités écologiques. Pour chacun des sites choisis, les membres de l'équipe du projet ont mis en exergue une facette de l'inégalité écologique, selon un point de vue disciplinaire. Certains sites ont permis une approche interdisciplinaire de l'inégalité écologique.

L'étude des conflits d'usage représente une première approche des inégalités écologiques. Les résultats rassemblés sur ce thème sont issus d'une recherche réalisée antérieurement au démarrage du projet et ont été réinterrogées en lien avec les inégalités écologiques. Sur le site de l'estuaire de la Canche, la gestion et l'animation des sites patrimoniaux, confiées à un syndicat mixte (EDEN 62) lié au département du Pas-de-Calais participe à une politique de réduction des inégalités écologiques, à la fois dans la reconnaissance de zones présentant une richesse patrimoniale remarquable et la présentation à un large public de cette richesse. Ainsi, plusieurs kilomètres de sentiers permettent de découvrir les différents milieux naturels. Les conflits peuvent parfois être considérés comme de simples concurrences d'usage et donc dans un certain sens réduire les inégalités environnementales entre espaces patrimoniaux sensibles et remarquables et l'accessibilité au plus grand nombre à ces environnements peu anthropisés. Les inégalités liées au facteur nature (habitats naturels, présence d'espèces et d'espaces remarquables, emblématiques) devraient être mieux intégrées dans les inégalités des politiques locales en ce qui concerne la protection du milieu et la réglementation des usages que l'on peut qualifier d'inégalités de gouvernance (Bellan et al., 2007).

A travers le prisme des inégalités environnementales, aborder les notions d'utilisation du sol et de marché foncier, amène à s'interroger sur les interrelations qu'ils entretiennent, à la valorisation/dévalorisation des territoires en termes de choix résidentiel des individus. Le sud de la Côte d'Opale connaît des trajectoires territoriales singulières, où sur les mêmes communes, la volonté de préservation des espaces naturels dans une région très urbanisée et la prédilection de la maison individuelle suivent des logiques pouvant être contradictoires. Dans cette perspective, s'intéresser aux inégalités environnementales dans les marges urbaines des territoires littoraux passe dans un premier temps par une mise en perspective à différentes échelles spatiales des dynamiques récentes d'utilisation du sol, notamment de l'urbanisation. Dans un second temps, l'évolution de la construction de logements et plus particulièrement de maison individuelle fait l'objet d'une mise en perspective à l'échelon communal en insistant notamment sur les rôles respectifs du marché en termes de sélection des nouveaux résidants et du foncier en termes de distanciation socio-spatiale des individus. L'accès au foncier est en soi un segment de marché des plus particuliers, dans la mesure où sa plus ou moins grande consommation pour certains ou production pour d'autres est l'une des principales formes de transcriptions des aspirations sociales, voire sociétales, des individus. En effet, la maison individuelle avec terrain (jardin) de l'entre soi constitue bien souvent une forme de réussite sociale de plus en plus plébiscitée. Au delà même du parcours résidentiel des ménages, il peut s'agir dans certains cas également d'une forme de réussite territoriale pour des collectivités en quête de rebond démographique et fiscal. Les marges urbaines littorales constituent des secteurs aux multiples enjeux.

Leur attractivité résidentielle tient en grande partie son origine dans la qualité intrinsèque ou véhiculée que l'on accorde aux paysages littoraux.

Ces derniers font d'ailleurs d'une part l'objet de protection justifiée et d'autre part de volonté conservatoire (de maîtrise) de la qualité de l'espace environnant des résidences principales ou secondaires construites sur le littoral depuis une trentaine d'années. Outre le phénomène NYMBY, la maîtrise de l'entre soi par l'acquisition d'un terrain de vaste superficie en est l'une des principales formes. Les processus sélectifs, par notamment l'imposition de certaines normes architecturales ou plus prosaïquement par un prix d'entrée élevé en sont d'autres illustrations.

Le concept d'inégalités écologiques est donc un concept encore en construction. La réflexion sur ce thème appliquée au milieu littoral, et notamment ici aux stations de la Côte d'Opale ouvre de des pistes de réflexion utiles aux recherches futures. Elle permet notamment de mettre en évidence l'exacerbation de certains processus autour de la réalité de la pression humaine sur des espaces à haute valeur environnementale, pression économique sur le foncier ou anthropique sur les milieux. Les entretiens réalisés ont montré l'intérêt des acteurs locaux pour cette question des inégalités écologiques. Sur le littoral touristique du sud de la Côte d'Opale, les inégalités écologiques se traduisent d'abord par une inégalité d'accès au logement, du fait des prix très élevés de l'immobilier, et de la faiblesse des politiques en faveur du logement social. Agir contre ces inégalités est loin d'être simple, compte tenu du contexte particulier de ces territoires. La raréfaction des terrains disponibles, du fait des classements de protection, exacerbe les conflits. Par ailleurs d'importants enjeux existent également autour de la mise en concurrence des usages, où les inégalités d'accès au milieu naturel tiennent souvent à l'application de la loi du plus fort à travers l'instauration de rapports de force entre les divers groupes d'usagers, par exemple des chasseurs. Les équilibres sociaux, les équilibres environnementaux sont fragiles. Déjà, dans certains secteurs, les communes étudiées, les points de rupture des équilibres sociaux, semblent avoir été atteints. Est-ce le prix à payer de l'attractivité de ce territoire de la Côte d'Opale. Si les conditions climatiques ne sont pas celles des côtes méditerranéennes, la côte d'Opale est insérée dans une vaste aire régionale qui représente un marché important : 4 millions d'habitants pour le Nord Pas-de-Calais (tourisme local), 9 pour la Belgique toute proche dont le littoral, totalement bétonné dans les années 1950-1960 n'offre plus les même aménités naturelles, une trentaine de millions dans le sud de l'Angleterre, 10 millions en Ile de France, soit plus ou moins 80 millions de citadins à moins de deux heures de route…dont des métropolitains londoniens, parisiens et bruxellois aux revenus très élevés : on comprend l'enjeu que représente ces rares espaces naturels du littoral de l'ensemble Manche-Mer du Nord en terme d'appropriation, qu'elle soit foncière ou d'usage. Aujourd'hui, comparé par exemple au littoral atlantique, dont les conditions climatiques et paysagères ne sont guère différentes, caractérisé par une dynamique démographique lié à un solde migratoire positif, la Côte d'Opale semble encore relativement épargnée. Il est clair que dans l'avenir, en raison d'un nouveau regard sur la région du Nord de la France, de la proximité immédiate des grands marchés urbains cités plus haut, et de leur intérêt paysager et environnemental, les stations de ce bout de littoral au cœur de l'Europe risquent d'être confrontées à une pression accrue. Seule une anticipation politique permettra le maintien des équilibres minimum, la qualité de l'environnement et un accès équilibré pour toutes les catégories sociales.

L'enquête sociologique menée au Touquet porte sur les formes d'inégalités écologiques décelables en un lieu pourvu de fortes aménités environnementales. Tout à la fois ville littorale, station balnéaire, espace de dunes et de forêt, zone d'estuaire, le Touquet représente, dans le cadre de ce programme, un «cas d'étude » privilégié (un terme que nombre d'interviewés utiliseront). Lieu de résidences secondaires, il abrite également des logements sociaux et se divise en quatre quartiers clairement identifiables (celui des Dunes, de la Forêt, du Centre ville et de la Pointe nord).

Partant de ce constat, nous avons décidé, d'explorer le rapport que les résidents entretiennent avec le littoral et la mer, et plus largement avec leur « cadre de vie », une notion qui se pose « à l'articulation entre l'environnement avéré et l'environnement vécu » (S. Manusset et alii, 2007), entre éléments objectivables (tel le niveau sonore) et subjectifs (et par conséquent éminemment culturels). Elle nous a permis de ne pas focaliser l'entretien de manière exclusive sur l'environnement naturel, et notamment littoral, de manière à appréhender celui-ci dans un ensemble : soit l'environnement tel qu'il est défini par les résidents du Touquet. 25 entretiens semi-directifs ont été menés au Touquet, environ 6 par quartier. Ces entretiens ont été complétés par des entretiens plus brefs et plus directifs auprès des services de la Mairie, d'agents immobiliers et de commerçants. 14 observations ont également été réalisées dans les quartiers, les lieux de loisirs, lors d'une assemblée générale de l'Association de Sauvegarde des Forêts et des Dunes (ASFD), durant lesquels ont été recueillis de courts entretiens ou discussions plus spontanés. Les interviewés, hommes et femmes, ont entre 32 et plus de 70 ans (en majorité plus de plus de 48 ans), de catégories supérieures, en activité ou retraités, résidents permanents ou très réguliers. 6 d'entre eux font partie de l'ASFD, aussi le guide d'entretien principal, présenté ci-dessous, a été modifié à leur adresse, comme à celle des commerçants, agents immobiliers et représentants des services de la Mairie interviewés : Les habitations collectives sont situées tout au nord de la ville du Touquet. Elles se situent près de l'hippodrome et du centre nautique nord, au bord de rive sud de l'estuaire de la Canche. Cette situation géographique offre un panorama exceptionnel à la fois sur la baie de Canche, sur la forêt et sur le cœur de la ville. La majeure partie des locataires, approximativement 600, de classe moyenne voire populaire, est employée par la Commune. Les logements furent construits entre 1968 et 1975 par le bailleur social « Pas-de-Calais Habitat », en marge de la ville et à proximité du dépôt de matériels de la mairie. Il servait à la fois de remise et de décharge. Les dunes ont été le théâtre vivant d'une série de constructions, dénommées Mayvillage, West Green et Whitley. Les projets qu'elles concrétisent avaient pour ambition d'offrir aux résidents à venir un lieu unique porteur d'un maximum d'aménités environnementales, telles que la vue sur la mer, l'accès direct aux dunes et la tranquillité d'un milieu de nature. Toutefois l'expansion progressive de ces quartiers diminue peu à peu ces aménités. Aussi la majeure partie des habitants s'oppose clairement aux futurs projets de constructions, qui nuisent à la valeur écologique et économique de leurs quartiers. Ces derniers sont conçus dans des enclos fermés, assortis d'un règlement de copropriété très strict. Dans chacun d'eux, seuls trois ou quatre modèles de résidence sont proposés, en maisons individuelles ou mitoyennes. Bien que les trois quartiers doivent leur cadre exceptionnel à la nature, nous nous sommes davantage attachés, dans cette étude, aux résidents du quartier de West Green bordant un lac. Sans infrastructure excessive, il semble parfaitement intégré dans les dunes. Le lac naturel et les dunes, plus présentes qu'à Withley où elles disparaissent sous l'effet d'aménagements multiples (voiries, terrains de golfs…), sont régulièrement entretenus avec une forte volonté de préservation. C'est à notre sens le quartier le plus représentatif de l'ambition de vivre au plus près de la nature, une nature présente au sein même des logements entourant le lac sur lequel s'ouvrent leurs grandes baies vitrées

Les inégalités écologiques ne sont pas seulement inhérentes aux aménités auxquelles chacun peut prétendre, ou encore aux risques auxquels on est exposé. Elles sont également liées au pouvoir différentiel des uns et des autres à peser sur les décisions qui sont prises en matière de préservation de l'environnement, ainsi qu'à l'imputation des responsabilités collectives et à la répartition du coût de la réparation. Ainsi celles-ci sont-elles perçues comme injustes car non proportionnelles aux aménités auxquelles chacun peut prétendre (ce n'est pas celui qui profite le plus qui paie le plus), ni aux dommages que l'on a occasionnés.

L'inégalité ainsi produite est légitimée, voire renforcée par l'instrumentalisation du discours écologique qui se fait alors celui de la domination, conférant à la notion d'inégalité écologique une consistance éminemment politique.
- Les résidents du Touquet, quelle que soit leur origine géographique ou leur appartenance sociale, développent une relation extrêmement forte avec l'environnement naturel du Touquet, mais cet environnement est composite, défini par ses éléments tant naturels que plus anthropiques et urbains. (« La nature dans la ville et la ville dans la nature »). Pour l'ensemble des résidents : c'est la combinaison des aménités littorales, forestières et urbaines qui fait la valeur et l'originalité du mode de vie touquettois.
- Si en matière de résidence, les aménités sont très inégales puisque associées à des revenus élevés – le cas des employés de la mairie modestement logés en habitat collectif faisant exception -, les aménités récréatives, quant à elles, semblent moins sélectives. Certes les plus coûteuses d'entre elles (golfs, yachting, hippisme, thalasso) sont réservées aux plus aisés, mais la plupart, gratuite, est accessible à l'ensemble des résidents. C'est alors la proximité qui conditionne l'accès, et non la détention d'un capital social et culturel donné, conformément à ce qu'ont pu observer Dobré et alii (2005) au sujet de la fréquentation des forêts françaises. Le capital économique intervient alors indirectement en facteur conditionnant la proximité (en l'occurrence la possibilité de résider au Touquet).
- La valorisation de ces aménités est identique d'un quartier à l'autre, mais leur hiérarchisation (privilégier la proximité des commerces, la fréquentation de la plage…) varie en fonction de l'âge et de la trajectoire ou situation familiale des résidents.
- La sensibilité écologique de ces derniers est importante, là encore quel que soit le quartier d'appartenance. Elle peut être définie comme une sensibilité à la qualité de l'environnement de proximité, à la défense d'un milieu naturel et urbain approprié à travers la résidence et les usages récréatifs (professionnels également pour les employés de la Mairie). Elle peut être exacerbée par les menaces qui pèsent sur cet environnement et ses aménités, mais demeure pour l'essentiel limitée à ces enjeux locaux.
- Au cœur de ces enjeux se mêle à la question de la préservation du milieu celle de l'accès au Touquet et de sa régulation : quelle population est légitime au Touquet et quels usages associés ? Les préoccupations écologiques et sociales ainsi que les avis émis à ce sujet diffèrent (davantage que les pratiques récréatives observées), selon l'appartenance sociale et la trajectoire résidentielle des interviewés.
- Enfin si la possibilité de s'approprier l'environnement conditionne bien souvent des usages respectueux de sa préservation (comme on le verra à travers l'exemple du Chemin Vert), elle conduit ici à la mobilisation d'un discours écologique qui se fait instrument de ségrégation. Comment préserver l'environnement sans accroître les inégalités ? La préservation se fait au nom d'une collectivité, d'un « nous » (les résidents de la forêt, les membres de l'ASFD, les co-propriétaires de West Green) qui exclut les « autres » (une population plus défavorisée, le public de l'Enduro, les acheteurs anglais…). Les plus grandes atteintes à l'environnement et à la qualité de vie au Touquet sont d'une part la circulation et ses nuisances multiples (sur la qualité de l'air et le bien être de chacun) et d'autre part la progression des constructions (au détriment des dunes, de la forêt, et des aménités pour leurs résidents ou usagers) que les prix élevés semblent stimuler plus que freiner. Le « nous » que représente l'ASFD semble l'acteur le plus capable de limiter ces atteintes et de proposer des alternatives constructives. Mais simultanément ne renforcent-il pas les inégalités en imposant un modèle de cité idéale, définissant par là même qui a ou non le droit de cité, et légitimant enfin le mode d'appropriation qui est le sien ?

Si les caractéristiques sociales du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer le rangent sans ambiguïté dans la catégorie des quartiers socialement très défavorisés, l'inégalité environnementale est partielle par rapport aux autres quartiers de la ville. En effet l'environnement urbain du quartier est certes bien dégradé par la faiblesse de l'accès aux services, par la qualité médiocre de ses logements et par sa marginalisation spatiale mais il bénéficie d'un environnement « naturel » objectivement positif que lui procure sa situation littorale et sa proximité à la mer.

Les politiques urbaines, qui depuis plusieurs décennies ont provoqué la marginalisation socio-spatiale de ce quartier, s'emparent aujourd'hui des atouts de l'environnement naturel pour inverser la tendance de la dynamique sociale. En effet, la rénovation du quartier à l'œuvre depuis 2004 s'appuie sur la redécouverte et la valorisation de la « maritimité » du lieu. Le concept a fortement inspiré les acteurs du projet urbain dont les réalisations concrètes en portent profondément la marque. En revanche, une étude sociologique réalisée en 2006-2007 (Deldrève, 2008) montre qu'il demeure encore peu approprié par les habitants du quartier eux-mêmes qui considèrent d'abord l'espace littoral comme un espace de pratiques ordinaires inhérentes au quartier, avant d'être un site naturel et un paysage remarquable. L'environnement vécu et perçu par les habitants diffère fondamentalement de celui des acteurs du territoire. La notion d'inégalité écologique s'enrichit de la double lecture des approches sociologique et géographique

L'une des hypothèses généralement formulée considère que cela est toutefois différent sur le littoral car le libre accès à la mer, à l'estran, aux plages, aux sentiers littoraux et aux espaces protégés ouverts gratuitement au public et qui appartiennent notamment au Conservatoire du Littoral et aux départements permettent à ces populations d'y accéder. Ces éléments offrent ainsi la possibilité à tout à chacun de profiter d'aménités littorales telles que les paysages et la pratique de la pêche à pied. Les résultats présentés montrent la difficulté à établir une relation aussi directe entre, d'une part, la mise à disposition d'aménités littorales par des politiques publiques ou la construction d'espaces urbains valorisant ces aménités et, d'autre part, les usages et les modalités d'appropriation de l'espace par les populations urbaines socialement défavorisées. La réflexion proposée, à partir d'une double approche géographique et sociologique sur les inégalités écologiques et les inégalités sociales analysées dans un territoire littoral (quartier de relégation de la ville de Boulogne-sur-Mer concerné par une intervention publique le Chemin vert) conduit à un certain nombre de remarques et ouvre une série de pistes de réflexion sur le thème de la valeur. La dimension environnementale du cadre de vie des habitants est plus une valeur identifiée par les acteurs extérieurs au quartier de relégation (urbanistes, architectes, responsables de l'ingénierie du développement urbain) que par les habitants eux-mêmes. Le regard porté de l'extérieur, qui souligne le potentiel du site en terme de valorisation des aménités littorales, contraste avec le faible degré de perception de cet atout chez les habitants. Certes, les difficultés sociales vécues passent au premier plan, et ne peuvent permettre de se contenter d'un paysage rare pour dépasser les difficultés du quotidien. Par contre, la valeur d'usage de l'environnement maritime proche est réelle et s'exprime à travers différentes pratiques qui amènent les habitants à profiter des aménités du milieu (baignade, pêche, ramassage de coquillages…).

Les acteurs extérieurs de la transformation urbaine du quartier dans le cadre du projet ANRU reprennent à leur compte facilement ce thème de la valeur environnementale, ici le site littoral et maritime, pour développer un concept appliqué à leur intervention : la « maritimité ». L'action de l'urbaniste cherche à faire sens par rapport à son territoire d'intervention. Mais la traduction opérationnelle du concept possède des limites lorsque les habitants eux-mêmes semblent peu sensibles à la valeur à laquelle il se réfère. Si les habitants ne se reconnaissent pas directement dans le concept de « maritimité », l'intervention publique massive et qualitative crée un syndrome paradoxal auprès de certains qui se demandent s'ils sont « *dignes de ces nouveaux logements* » : exclus, vivant dans la pauvreté ou à ses confins, ils expriment un doute soudain, celui d'être des privilégiés : « *et si on ne le méritait pas* ? » La question de l'environnement comme valeur sociale, et non simplement comme aménité, représente certainement une piste intéressante dans l'analyse de la question des inégalités écologiques. Si les habitants, quoique usagers du milieu maritime, ne se reconnaissent pas forcément dans la « maritimité », les associations peuvent réaliser un travail considérable en révélant aux habitants la représentation de la valeur sociale objective ou subjective de l'environnement, sa richesse, et en leur redonnant la fierté de leur territoire, donc de ce qu'ils sont.

Les caractéristiques liées à l'insularité de l'archipel du Frioul et sa proximité géographique du centre-ville de Marseille (par l'accès au Vieux-Port) permettent une analyse en lien avec la problématique des marges urbaines littorales. Le lieu, qui combine des espaces de haute valeur patrimoniale (mise en valeur des espaces naturels et bâtis par tout un dispositif réglementaire et institutionnel, comme le réseau Natura 2000, la création d'une ZPS, l'application de la loi littoral, la rénovation de sites historique dans un cadre d'insertion social) et un développement urbain récent (milieu des années 70), offre un cas d'étude particulier dans le cadre de la notion d'inégalité écologiques. La gestion du site nécessite une profonde réflexion concernant les enjeux du territoire et une importante concertation en matière de canalisation et de contrôle des flux touristiques, situation finalement devenue classique en France, d'un espace littoral subissant une forte pression anthropique. De prime abord, l'archipel du Frioul a une connotation relative à l'évasion, au loisir, à la nature, et à l'ouverture maritime. Le paysage, comme indicateur visuel, est comparable à un jardin (minéral et océanique) infini, dans lequel l'archipel du Frioul s'apparente à un parc (maritime), dont la protection des aménité et du cadre de vie est assurée, par différents outils juridiques. Le potentiel d'activité est varié, et répond à la fois à une thématique de loisirs et touristique, en lien avec le potentiel naturel : découverte de la nature, baignade, plongée, plaisance, randonnée, rencontres culturelles... Les résidents apparaissent comme relevant d'une population de « privilégiés », au regard de la faible densité d'occupation de Ratonneau, et du paysage naturel qui constitue leur cadre de vie quotidienne. Or, une analyse approfondie de cet espace laisse apparaître de nombreuses contraintes inhérentes à la situation particulière et originale du Frioul, relative à la coupure maritime : cet effet de seuil est le prisme des enjeux du territoire local, et interagit sur l'ensemble des problématiques endogènes et exogènes. Les résidents restent entièrement dépendants de la politique des transports collectifs, ainsi que les usagers occasionnels, d'origine extérieure : tarifs pratiqués, fréquence des rotations… Les conditions de vie sont parfois rudes, notamment dues à la forte exposition du site aux houles, notamment en période hivernale. Elles rappellent aussi le manque de certaines infrastructures de base (services administratifs ou médicaux…). Le lien avec le continent intègre aussi les aménagements *in situ*, localisés au cœur géographique du dispositif spatial de l'archipel, entre Pomègues et Ratonneau : accueil des navettes, pontons de plaisance, capitainerie, village et restauration, départ des circuits touristiques, digues de protection contre les houles… On entre ici dans le champ des politiques publiques, comme indicateur d'inégalités écologiques. De façon plus générale, ces inégalités semblent inévitables, puisqu'elles relèvent aussi de la perception des populations, et de leur approche personnelle (selon que l'on soit résident ou usager occasionnel…). La mixité des usagers des navettes illustre ce paramètre, avec des particularités inhérentes à leur motif de déplacement (touristes, résidents, plaisanciers du Frioul, travailleurs, familles de résidents en visite, mais n'habitant pas sur l'île…). Ces inégalités liées à l'accès peuvent cependant être atténuées par les politiques publiques, relatives à la facilité de transport (PDU), à la tarification adaptée ; mais elles doivent aussi intégrer les contraintes paradoxales liées à préservation du milieu, objet du déplacement. Dans ce contexte, il convient de considérer les critères sur lesquels reposent les politiques de quotas en matière de flux de fréquentation, mais aussi les choix relatifs à l'affectation du zonage du foncier (ZAC ou zone naturelle…). Cette situation ubuesque et paradoxale est peut-être une explication partielle du report et de l'abandon des différents projets envisagés depuis plus de 30 ans, tel Sisyphe qui poussait éternellement son rocher…La phase de concertation du Plan de Gestion de la Rade de Marseille menée par la DQVP de la ville de Marseille s'est achevée le 18 décembre 2007 par l'atelier de travail intitulé *« Comment aménager et valoriser les espaces publics littoraux et le patrimoine maritime ?* ». Cette nouvelle initiative offre des perspectives d'ouverture et de concertation sur l'espace maritime et sur la possibilité d'intégrer – enfin – l'archipel du Frioul dans une démarche globale de politique urbaine et littorale. Elle peut s'inscrire dans le cadre conceptuel de « mer côtière », dont l'une des applications pourrait comprendre une double enquête orientée sur les parcours domicile – travail (quartiers marseillais qui connaissent des congestions routières) et sur l'origine socio-professionnelle des passagers des navettes.

La première aurait pour objectif d'améliorer la desserte urbaine, par l'utilisation de moyens de transports soutenables, la seconde affinerait la notion d'inégalité écologique en lien avec l'accès aux aménités.

L'analyse des différents modes d'occupation et d'appropriation de l'espace selon que l'on se trouve plus ou moins loin de la mer permet aussi de révéler des inégalités écologiques. A partir de l'exemple d'Ensuès la Redonne, sur la Côte Bleue, ce travail analyse la façon dont le rapport à la mer organise, par cercles concentriques, la carte des inégalités résidentielles.
Depuis une trentaine d'années, ce territoire a donc fait l'objet d'une double colonisation, dans le haut de la commune par des urbains de catégories socio professionnelles moyennes de l'agglomération marseillaise, près de la mer par des catégories sociales supérieures venues souvent de plus loin. Face à ces bouleversements successifs, la commune a rapidement admis la nécessité d'une politique de protection forte de son territoire tant convoité. Cela s'est très tôt traduit par le classement en espaces naturels d'une grande partie du territoire.
Sur l'ensemble de la commune, les zones N représentent actuellement 82% du territoire. Elles font en outre l'objet d'une surprotection du fait, soit de leur acquisition par le Conservatoire, soit de leur classement en espaces boisés en application de l'article L146-6 qui couvrent 1013 hectares. 30 années de protection montrent que les municipalités successives, conscientes de ne pouvoir limiter seules l'urbanisation de ce site remarquable, ont cherché à mobiliser les compétences de l'Etat avant même le vote de la loi Littoral. C'est ainsi que la commune a appuyé la politique d'acquisition foncière du Conservatoire afin de protéger durablement une grande partie de son territoire. Aujourd'hui encore, la commune cherche à se prémunir de cette pression par une demande de classement d'une grande partie de son territoire auprès des services de l'Etat. L'accès physique à la mer, le sentiment d'en être proche, et la vue ont chacun un impact sur la valeur des biens immobiliers. La combinaison de ces trois facteurs y est déterminante. Le rapport à la mer dessine l'échelle de valeur des résidences et de la répartition sociale des habitants. Typologie sociale et relation à la mer sont étroitement liées dans la commune.
Dans les calanques, les pieds dans l'eau ou en position dominante avec un accès direct à la mer, se situent les cabanons et les très belles villas. Un peu en retrait, un peu plus dans les hauteurs, la deuxième couronne abrite de belles villas avec une très belle vue. Toutefois elles sont incluses dans des lotissements assez denses, orientées vers la mer, certes, mais sans bénéficier d'un accès direct. Ce sont les lotissements La Brise et Panoramic, le bien nommé. Enfin, beaucoup plus loin, on retrouve les villas plus ordinaires, toutes orientées vers la mer, sans grande qualité architecturale et dans des lotissements une très grande densité, c'est le lotissement de Chantegrive. Les propriétaires de petits terrains qui font face aux très grandes étendues libres propriété du Conservatoire peuvent être tentés d'empiéter volontairement sur ces espaces, propriété de l'Etat et donc ressenties comme collectives, sous forme d'aménagements de terrains de sport, de terrasses, de barbecues etc… Une école maternelle y a même fait son espace de récréation. A Chantegrive, les constructions qui peuvent percevoir la mer tournent le dos aux autres espaces, ceux du Conservatoire y compris. Leurs habitants peuvent alors y externaliser des remblais, des clôtures, des canalisations… Ces empiètements sont considérés comme « normaux » compte tenu des dimensions respectives des terrains et du sentiment d'une propriété collective du sol du Conservatoire. Ces externalisations de l'urbanisation sur les espaces protégés ne sont pas le fait des seuls habitants puisque, sur les terrains du Conservatoire et avec son assentiment, derrière le lotissement de Chantegrive, passe une piste DFCI, s'élèvent un pylône de relais hertzien et une tour de guet pour la prévention des incendies, affleurent des réservoirs d'eau…Les habitants situés à proximité des acquisitions du Conservatoire ont des avis contrastés sur ces espaces protégés classés inconstructibles. Certains pensent que ces acquisitions sont une bonne chose pour eux car ils sont sûrs de n'avoir aucun voisin. Pour d'autres par contre c'est un danger car selon eux le Conservatoire n'entretient pas ses espaces ce qui les met en première ligne lorsque survient un incendie. C'est ce qui s'est passé en 2003…et les propriétaires ne sont pas indemnisés pour les dommages causés.

Dans les calanques, le milieu naturel terrestre est également peu regardé, même si les habitants demandent sa protection, puisque c'est la mer qui est au centre de toutes les attentions. On tourne également le dos au massif auquel s'accrochent les maisons. La volonté est de rester dans l'entre soi, de ne pas se développer, de ne pas densifier. Il y a un consensus fort sur cette vision, partagée à la fois par la population traditionnelle et les nouveaux arrivants fortunés. Les calanques sont le lieu d un très fort contrôle social. Ce sont les CIQ (un par calanque !) qui sont à l'origine, en 2004, de la demande municipale de classement du site des calanques d'Ensuès, y compris les zones urbaines, considérant que les acquisitions du Conservatoire et le zonage du PLU ne constituaient pas une protection suffisante. Le projet de classement en cours d'élaboration inclut les zones urbanisées des calanques. Les 5 CIQ des 5 calanques formulent la demande d'une protection très forte de leur cadre de vie, y compris parfois à leurs dépens. Les habitants sont prêts à figer leurs habitations ou à passer par les fourches caudines de l'ABF pour tout projet d'aménagement, même mineur. Les CIQ ont organisé des réunions publiques avant de saisir la municipalité sur la demande de classement. Il y a eu une vaste concertation sur ce thème et un grand consensus. Néanmoins, cet affichage unanimiste semble être à usage externe. On constate en effet de nombreuses infractions au code de l'urbanisme pour travaux réalisés sans autorisation. L'entre soi demeure, le contrôle social de cette petite communauté se substituant au contrôle réglementaire. La vie des habitants des calanques est très liée à l'eau et à la pratique du nautisme sur des bateaux appropriés à cette côte découpée aux accès étroits. Les ports sont très petits, accueillent des bateaux de petite dimension, les listes d'attente pour obtenir un anneau s'allongent sur plusieurs années voire plusieurs décennies. Les associations de riverains ont demandé le classement des ports, très caractéristiques de ces côtes. Si les arguments affichés pour cette demande de classement relèvent du paysage, du pittoresque, des pratiques culturelles et sont d'ailleurs tout à fait recevables de ces points de vue, l'objectif premier est de contrer le projet de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole de développer l'offre de places de bateaux dans la rade de Marseille. Ces calanques se caractérisent ainsi par une volonté d'entre soi très fort. S'il est garanti d'une certaine façon par le niveau très élevé des prix des biens immobiliers, cet entre soi inégalitaire se trouve renforcé par les caractéristiques physiques des lieux qui justifient un discours offensif de contrôle de l'espace par les habitants avec les outils de la puissance publique. La demande est celle d'avoir la paix. Il n'y a pas de demande particulière en termes d'équipements publics ou de développement. Les difficultés d'accès et l'éloignement, qui induisent un mode de vie un peu particulier, sont assumés et défendus, personne ne se plaint, comme personne ne veut que l'on s'occupe de ce territoire. L'intime conviction d'appartenir à une petite caste de privilégiés interdit d'une certaine façon aux habitants d'afficher les désagréments de la situation. La difficulté d'accès est plus vécue comme une protection contre autrui que comme une contrainte. Une revendication très forte, à laquelle la mairie a accédé, est la demande de fermeture des routes l'été afin que les calanques, cul de sac sur la mer, ne soient pas engorgées de voitures. Donc, les mois d'été, une barrière est mise par la mairie sur les voies publiques d'accès aux rivages pour abaisser le taux de fréquentation des calanques par les « autres ». Ceux-ci auront-ils le droit d'utiliser les voies publiques pour aller se baigner enfin dans la Mare Nostrum pendant les mois d'hiver ? Ce n'est pas sûr. Les habitants demandent l'extension de cette fermeture à l'ensemble de l'année. L'ensemble de ces revendications est porté au conseil municipal par une adjointe au littoral, habitante d'un cabanon restauré.

Le cas d'Ensuès la Redonne illustre le passage d'une pratique de rivage à la naissance puis à l'affirmation d'un désir de rivage. Un désir créateur d'inégalités, par la recherche d'une vue sur la mer imprenable et l'appropriation de l'accès au rivage, avec leur corollaire de sélection sociale par le prix des biens. Le rapport des nouveaux habitants à leur environnement naturel est surdéterminé par ce rapport à la mer au point de leur faire se détourner des espaces terrestres de proximité faisant pourtant l'objet, du fait de leurs qualités de puissants dispositifs de protection.

Si nous avons pu évoquer les relations entre les aménités environnementales nées du rapport à la mer et la formation des prix, le lien entre les politiques de protection et cette dernière nécessiterait des échantillons importants et l'observation sur une longue période Cela pourra faire l'objet d'un travail ultérieur avec l'INRA et le Conservatoire du littoral notamment. La recherche pourrait ne pas être dénuée d'intérêt puisque les responsables du ministère de l'Equipement ont évoqué lors de réunions de travail (journée Littoral du 23 juin 2006) la possibilité d'un système de taxation des plus values dont profitent les terrains bordant les coupures d'urbanisation. Si la conviction qu'une plus value existe est assez largement partagée dans les milieux professionnels de l'urbanisme, elle laisse par ailleurs sceptiques les professionnels de l'immobilier. La poursuite de recherches en ce sens n'en aura que plus de prix.

La question des inégalités écologiques demeure une question éminemment politique dans la mesure où les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, nationaux ou locaux, façonnent, au gré de différentes forces, la qualité du cadre de vie, l'accessibilité aux espaces de nature ou la préservation des écosystèmes. Ainsi, se questionner sur les régulations qui s'opèrent en matière d'inégalités écologiques implique une interrogation quant aux politiques, leur efficacité, leurs effets indirects, ainsi qu'au rôle des acteurs locaux, nationaux et supra-nationaux engagés dans cette dynamique. Par exemple, pour ce qui concerne les politiques de remédiation et d'atténuation des inégalités écologiques dans le domaine des usages résidentiels, une tendance de fond, un sens commun, semble se dégager et qui pourrait être explicité comme tel : s'il s'avère très difficile de lutter contre les inégalités écologiques en matière de prix[275], les acteurs locaux semblent s'orienter vers une régulation à partir des quantités, ce qui revient à considérer que les politiques d'atténuation des inégalités écologiques pourraient s'apparenter à des politiques de discrimination positive, où les individus n'ayant pas les dotations budgétaires suffisantes pour accéder à un environnement de qualité par le biais du marché de l'immobilier, se voient aidés au moyen d'un quota de logements réservés. La loi SRU procède de cette logique, sauf qu'elle n'apporte aucune précision pour ce qui concerne la répartition des logements sociaux *à l'intérieur même* du territoire communal. Pour J. Theys (2005), réduire significativement les inégalités écologiques supposerait de consentir des coûts importants pour un bénéfice qui non seulement ne serait visible qu'à court terme mais en outre risquerait d'être perçu ni comme un progrès réel par les groupes sociaux vulnérables ou précaires les plus concernés, ni comme un bénéfice pour les classes moyennes, considérées comme les plus sensibles à l'environnement. D'où une compréhensible hésitation politique. L'inégalité est une différence perçue ou vécue comme injustice. Parler d'inégalité c'est faire référence à l'égalité. A partir de quel seuil l'inégalité devient génératrice de conflits ? L'inégalité mène à la fracture sociale, spatiale et à l'exclusion. Sur les interfaces entre les enjeux sociaux et environnementaux, par exemple les conséquences sociales néfastes ou positives de certaines politiques de l'environnement. Les actions de valorisation patrimoniale des territoires semblent avoir alimenté de nouvelles formes de ségrégation sociale et de partition spatiale pouvant aller jusqu'à générer des processus d'exclusion et de déplacement des populations dus notamment à l'augmentation du prix du foncier. Les processus d'urbanisation des littoraux, notamment des territoires côtiers les plus proches de la mer, se sont accompagnés de processus ségrégatifs liés au manque d'espaces constructibles et à sa valeur foncière et immobilière. Les caractéristiques socio-démographiques des quartiers classés en ZUS suggèrent une forte ségrégation de l'espace urbain. Souhaiter un développement de la mixité rencontre un premier obstacle : selon quels critères cette mixité doit elle être appréciée ? Selon H. Selod (2005), un marché foncier concurrentiel fonde la discrimination. La présence d'aménités et de biens publics peut renforcer l'attractivité du centre ou de la périphérie. Des phénomènes de préférences individuelles jouent aussi (par rapport à la composition sociale d'un quartier).

275 c'est-à-dire faciliter d'accessibilité à des environnements de meilleure qualité en promouvant de qualité environnementale à moindre coût pour les collectivités.

Les populations s'organisent en fonction de différences de prix des logements en prenant en compte les caractéristiques intrinsèques du logement, sa position géographique et l'appartenance à ce quartier.

Quels sont les enjeux qui se dessinent derrière une gestion des inégalités écologiques ? C. Rhein (in Madoré, 2005) a montré le changement de paradigme passant d'une situation dans laquelle dominait l'intégration collective par les instances de socialisation à une situation ou l'intégration par le respect des normes collectives coexiste avec de nouvelles formes de vie commune. Alors que la première logique poussait à l'obligation d'une intégration spatiale venant au secours d'une intégration sociale. Nous proposons dans la troisième partie d'une part une étude relative à la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques en appui aux politiques publiques (par Olivier Lozachmeur) et d'autre part une analyse des liens entre inégalités écologiques et gestion intégrée des zones côtières.

Contrairement à d'autres disciplines, le droit n'a pas encore consacré les notions d'inégalités écologiques ou d'inégalités environnementales, qui ne figurent dans aucun texte législatif ou réglementaire. Celles-ci commencent toutefois à apparaître dans un certain nombre de plans, de programmes et de schémas, qui bien qu'ils n'aient pas tous de valeur juridique contraignante, traduisent la prise en compte de ces notions par les politiques publiques. Cette présence des notions d'inégalités écologiques ou environnementales dans ces documents stratégiques nationaux, régionaux et locaux est toutefois très récente et demeure très modeste. En outre, alors que la notion d'inégalités écologiques "n'a de sens que dans une perspective d'action"[276], la majorité de ces documents comportent assez peu de mesures concrètes destinées à «faire reculer» ces inégalités et éprouvent par conséquent des difficultés à dépasser le simple constat de leur existence ou de leur développement. Ces difficultés s'expliquent sans doute par le fait que c'est "à une nouvelle approche des politiques environnementales, qui viendrait enrichir l'approche traditionnelle axée sur les ressources et milieux naturels"[277], que l'utilisation de la notion d'inégalités écologiques invite. Toutefois, comme l'a souligné une mission composée de membres de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Conseil Général des Ponts et Chaussées en 2005, de nombreuses "politiques sectorielles tendent [déjà], sans le dire explicitement, à diminuer les inégalités écologiques"[278]. Sur le littoral, certaines dispositions législatives et réglementaires contribuent ainsi par exemple à limiter les inégalités écologiques liées à l'accès aux aménités environnementales en garantissant à l'ensemble des citoyens un accès et un usage libre et gratuit aux plages, au rivage et à la mer. En 2001, lors de sa réflexion sur l'élaboration d'indicateurs de développement durable pour la France, l'Institut Français de l'Environnement a d'ailleurs envisagé que la «Part du littoral librement accessible au public» soit un des indicateurs de la rubrique «Inégalités écologiques et exposition aux risques».

La gestion intégrée des zones côtière (GIZC) représente aujourd'hui un cadre de référence essentiel pour comprendre les mécanismes, analyser les conflits, gérer les territoires et appréhender les enjeux pour les littoraux. La GIZC peut être à la fois un objet de recherche, interrogé notamment par des regards interdisciplinaires, un instrument opérationnel de gestion, de recomposition territoriale ou d'émergence de projets, ou encore une approche nouvelle de problèmes et de conflits exacerbés aujourd'hui dans les territoires littoraux.

---

[276] Lionel Charles, Cyria Emeliannof, Cynthia Ghorra-Gobin, Isabelle Roussel, François-Xavier Roussel et Helga Scarwell, 2007. Les multiples facettes des inégalités écologiques, *Développement durable et territoire*, Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, mis en ligne le 28 août 2007. URL : http://developpementdurable.revues.org/document3892.html. Consulté le 15 novembre 2007.

[277] W. Dieboldt, A. Helias, D. Bidou, G. Crepey, 2005. *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, Rapport de l'Inspection Générale de l'Environnement, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Paris, p.37, 71 p.

[278] Ibidem, p.21.

Lors de la dernière réunion du Conseil National du Littoral, le 31 janvier 2008, son président a énoncé les principaux enjeux pour lesquels les acteurs, notamment politiques, doivent envisagés des propositions. La généralisation d'une gestion concertée des territoires littoraux (par la mise en œuvre d'une GIZC) et l'élaboration de politiques au service des populations littorales (notamment par l'élaboration de stratégies foncières limitant les inégalités d'accès et d'appropriation des territoires côtiers) sont deux axes majeurs des futurs politiques publiques du littoral français. Face à ces échéances, Catherine Meur-Férec propose une analyse rétrospective de la prise en compte des inégalités écologiques dans les réponses proposées par les acteurs à l'appel à projets de la DIACT et du Secrétariat Général à la Mer de 2005 « Pour un développement équilibré des territoires littoraux par la mise en œuvre d'une GIZC ». L'organisation scientifique du colloque international pluridisciplinaire « Le littoral : subir, dire, agir », à Lille, en janvier 2008, par plusieurs membres de l'équipe du projet, a permis de solliciter la présentation de résultats de recherche en rapport avec les inégalités écologiques ou les politiques foncières. Celle-ci confirme l'importance du champ de recherche offert par l'étude des inégalités écologiques dans les territoires littoraux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abdelmalki L., Dufourt D., Kirat T., Requier-Desjardins D., 1996, Technologie, institutions et territoires : le territoire comme création collective et ressource institutionnelle, in Pecqueur B. (ed.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris, L'Harmattan, 177-194.

Abeles M. Charles l, Jeudy HP, Kalaora B, 2000, *L'environnement en perspective. Contextes et représentations de l'environnement*, Paris, L'Harmattan

Abid A., Loubière A., 2006, Le quartier Transition à Boulogne-sur-Mer, *Urbanisme*, 348, 30-36

Abric J.C 1994. *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF

Actes Journée du 14 novembre 2006, Pour une gestion durable du littoral de Marseille, Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole.

ADEF, 2004 : *Les mécanismes fonciers de la ségrégation*. ADE, 280 p.

Adrey R., 1986, *Human territoriality, Cambridge*, University Press, p. 19

AGAM (1999), Marseille Frioul 1 – Les îles harmoniques. Esquisses, 84 p.

AGAM (1999), Marseille Frioul 2 – Les îles harmoniques, Annexes, 44 p.

AGAM (2000), Marseille Frioul – Grand paysage. Esquisses, 147 p.

AGAM (2005), DATAR : *Appel à projets pour un développement équilibré des territoires littoraux, dans le cadre d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC).* Dossier de candidature, 35 p.

Agence d'Urbanisme de Marseille (AGAM), 2006, *Schéma des vocations littorales de MPM*, Synthèse, 35 p., cartes.

Agence Européenne de l'Environnement, 1995 : *Corine Land Cover Technical Guide*. European Environnement Agency, Copenhague, 130 p.

Environnement Agency, Report N°6/2006, www.eea.europa.eu, 112 p.

Agence Européenne de l'Environnement, 2006a : *The changing faces of Europe's coastal areas*. European Environnement Agency, Report N°6/2006, www.eea.europa.eu, 112 p.

.Agence Européenne de l'Environnement, 2006b : *The thematic accuracy of Corine land cover 2000. Assessment using LUCAS (land use/cover area frame statistical survey).* European Environnement Agency, Technical Report N°7/2006, www.eea.europa.eu, 90 p.

Agence Européenne de l'Environnement, 2006c : Urban sprawl in Europe. The ignored challenge. European Environnement Agency, Report N°10/2006, www.eea.europa.eu, 60 p.

Agence Européenne de l'Environnement, 2006d : Land accounts for Europe 1990-2000. Towards integrated land and ecosystem accounting. European Environnement Agency, Report N°11/2006, www.eea.europa.eu, 112 p.

Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), 2004, *Opération de rénovation urbaine du secteur de Transition du quartier du Chemin Vert à Boulogne sur Mer*, Convention pluriannuelle, 11 octobre 2004, 44 p.

Alard, D., 2002- *Zones humides de la basse vallée de la Seine*. Programme Scientifique Seine-Aval. Editions Ifremer, fascicule 15 : 1-36.

Alduy J.P., 2004. *L'application de la « loi littoral » : pour une mutualisation de l'aménagement du territoire.* Rapport d'information parlementaire du Sénat, 421, 97 p.

Alonso W., 1964, *Location and land use : towards a General Theory of land Rent*, Cambridge(USA), Harvard University Press, (third printing: 1968).

Asher F., 2001. *Les nouveaux principes de l'urbanisme*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

Associations Citoyens 13 & MNLE PACA (2007), *Les services publics de transport par voie d'eau à l'échelle des périmètres de transport urbain, Conférence de presse*, Marseille 12 décembre 2007, 4 p.

Badie B., 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard

Bailly A., 1996, Le concept de justice environnementale aux Etats-Unis, *L'Espace géographique*, 4,

Bailly A., R. Ferras & D . Pumain, dir., 1995, *Encyclopédie de géographie*, Economica

Bardat J., Bensettiti F. & Hindermeyer X., 1997. Approche méthodologique de l'évaluation d'espaces naturels, exemple de l'application de la directive habitats en France *Bulletin d'Ecologie*, 28 : 45-59

Barel Y., 1984, *La société du vide*, Paris Le Seuil

Barnaud, G.& Fustec, E. 2007. *Conserver les zones humides : pourquoi ? Comment ?* Collection : Sciences en partage Editions Quae & Educagri, 296 pp.

Baron M., 2003. *Gestion globale et intégrée de l'estuaire de la Seine : la conservation des espaces naturels*, DESS droit des zones côtières, Université du Littoral Côte d'Opale, 93 pp+ annexes.

Baron-Yelles N., Meur-Ferec C., 1999. Tourisme et loisirs de nature sur les sites préservés du littoral Nord-Pas-de-Calais. *Hommes et Terres du Nord*, 20, 37-46.

Barthelemy D., Nieddu M., Vivien F.-D., 2003, Le patrimoine : accumulation d'externalités positivesou régulation de la relation marchande ? Les enseignements de travaux récents sur l'agriculture et l'environnement, Forum de la régulation, 2-28

Battiau-Queney Y., Fauchois J., Deboudt P., Lanoy-Ratel P., 2001, Beach-dune systems in a macrotidal environment along the northern French coast (English Channel and southern North Sea, *Journal of Coastal Research*, Special Issue, 580-592.

Bellan, G., Bellan-Santini, D. & Dauvin, J.C., 2007. A propos de quelques utilisations des termes « Inégalité Ecologiques »: simples impropriétés de langage ou accaparement abusif. *Développement Durable et Territoire*, mis en ligne le 15 avril 2007, 12 pp.

Bellan G., Bellan-Santini, D., Dauvin J.C., 2002. Définition et perception de l'espace littoral. Le point de vue du naturaliste. *In* : Dauvin J.C. (coord). Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Naturels*. 57 : 36-42.

Bellan-Santini D. (Coord.), Bellan G., Boudouresque C.-F., Francour P., Harmelin J.-G., Perez T., Ruitton S., Vacelet J., Verlaque M. & Zibrowius H., 2002. Méthode de sélection des espèces et des communautés patrimoniales de Méditerranée nord occidentale. DIREN-Provence-Alpes-Côte d'Azur. *Inventaire du Patrimoine naturel. Programme National d'Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique. ZNIEFF-Mer*. Documents techniques : 26 p. + 3 fiches.

Bellan-Santini D., 2002, Outils de prise en compte de l'intérêt patrimonial des espaces et des espèces du littoral. In Dauvin J.-C. (Coord.), Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Patrimoines naturels*, 57, 141-148

Benoit G., Comeau A., 2005, *Méditerranée. Les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement*. Collection monde en cours, bibliothèques des Territoires. Aube et Plan Bleu Editeurs. 428 p. + 3p.

Benoit L., Coënt-Bochard E., Larroumec P., 2002. La loi littoral devant les cours administratives d'appel. Jurisprudence récente. *Actualité Juridique du Droit Administratif*, juillet-août 2002.

Berque A., 2000, *Ecoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Belin, collection Mappemonde, Paris, 272 p.

Berque A., 1996, *Etre humains sur la terre : principes d'éthique de l'écoumène.* Paris, Gallimard, 212 p.

Berque A., 2000, *Médiance*. *De milieux en paysages*. Paris, Belin, 160 p.

Bersani C, Bondaz M, Ravail B, 2000, *Rapport sur les conditions d'application de la loi littoral*, Rapport à l'attention du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, Conseil Général des Ponts et Chaussées, Paris, 114 p.

Billard I., 1988. *Espaces publics*, Groupe de travail du Plan Urbain. Paris, La Documentation Française.

Blanc N., 1998, 1925-1990 : l'écologie urbaine et le rapport ville-nature, *L'espace géographique*, 4, 289-299.

Blandin, P., Bellan G., 1994, Les systèmes écologiques littoraux et marins : fondements conceptuels pour une gestion intégrée : 10-19. In : *Les Biocénoses marines et littorales de Méditerranée, synthèse, menaces et perspectives*. Bellan-Santini D., Lacaze J.C., Poizat C., éditeurs. Secrétariat de la Faune et de la Flore. Patrimoines Naturels, 19 : 1-246.

Bonnemaison J., 1981, Voyage autour du territoire, *L'espace Géographique*, 4, 249-262

Bonnieux F., Rainelli P., 2000, Aménités agricoles et tourisme rural, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine,* 5, 803-820.

Bonte P. et Izard M., 1991, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie,* PUF, Paris

Bordin P., 2002 : *SIG. Concepts, Outils et Données*. Hermès, Lavoisier, 259 p.

Bossard M., Feranec J. et Otahel J., 2000 : Corine Land Cover technical Guide. Addendum 2000. European Environnement Agency, Copenhague, 105 p.

Bourdais V., 1997, *Le Chemin vers…*, CREAFI, Conseil Général du Pas-de-Calais, 45 p.

Bourgeot, 1991, « Territoire », in Bonte P. et Izard M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie,* PUF, Paris, pp 704-705

Bret B., 1996, Les inégalités : une question de géographie politique, *L'information géographique,* 60, 10-19.

Brueckner J. K., Thisse J. F., Zenou Y., 1999, « Why is central Paris rich and downtown Detroit poor ? An amenity based theory », *European Economic Review*, 43, pp. 91-107.

Brunel C., Dupont A., Hallynck C., 2006, Les inégalités écologiques sur le littoral de la Côte d'Opale. Etude des communes de Camiers, Cucq, Merlimont et Le Touquet, Rapport d'Atelier, IUP ENVAR 2ème année, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille, Université de Lille 1, 2 vol., 206 p.

Brunet (R), Ferras (R), Théry (H), 1998, *Les mots de la géographie*. Editions Reclus, La Documentation Française, 518 p.

Bullard R. D., 1990a, *Dumping in Dixie : Race, Class and Environmental Quality*, 2000, 3rd Edition, Westview Press

Bullard R. D., 1990b. Ecological Inequities and the New South: Black Communities Under Siege, *Journal of Ethnic Studies*, 17-4, 101-115.

Bullard R. D., Beverly H. W., 1990. The Quest for Environmental Equity: Mobilizing the African-American Community for Social Change, *Society and Natural Resources*, 3, 301-311.

Buttner G., Feranec J. et Jaffrain G., 2002 : *Corine Land Cover update 2000.* Technical guidelines. European Environnement Agency, Copenhague, 56 p.

Buttner G., Feranec J. et Jaffrain G., Mari L., Maucha G. et Soukup T., 2004 : The european Corine Land Cover 2000 project. 20ème Congress of International Society for Photogrammetry and Remote Sensing, Istanbul, 12 p.

Cairol, D. ; Terrasson, D., 2002, Les Aménités des espaces ruraux ; un enjeu pour les politiques publiques, un enjeu pour la recherche Ingénieries, n° spécial « Aménités rurales : une nouvelle lecture des enjeux territoriaux », 5-14

Callon M., Latour B., 1990, *La science telle qu'elle se fait*, Paris, Ed. La Découverte, 390 p

Campbell J., 1996 : *Introduction to Remote Sensing*. Taylor and Francis, 622 p.

Caron A., et Torre A., 2004, « Quand la proximité devient source de tensions : conflits d'usage et de voisinage dans l'espace rural », *XIe colloque de l'AISFL,* Bruxelles

Carroué L., Claval P., Di Méo G., Miossec A., Renard J.P., Simon L., Veyret Y. et Vigneau J.P., 2002 : *Limites et discontinuités en géographie*. SEDES, Dossiers des Images Economiques du Monde, 159 p.

Castro R., Denissov S., Casi S., 2006, *Renouvellement urbain dans la cité de Transition dans le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer*, Cahier des charges urbaines et architecturales, 26 p.

Cavailhès J. *et al*. (2002), *La ville périurbaine*, document de travail, INRA Dijon, 6 mai.

Cavailhès J., Hilal M., 1999, Valeurs paysagères périurbaines et localisation résidentielle, XXXV^{ème} Colloque de l'ASRDLF "Innovation et économie régionale", Hyères, 1-3 Septembre.
Cavailhès J., Jayet H., 1996, "Analyser les espaces ruraux : trois clés de lecture", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp. 187-198.
Cavailhès J., Peeters D., Sékeris E., Thisse J. F., 2002, "La ville périurbaine", document de travail, INRA Dijon, 6 mai.
CEEP (2005), *Les problématiques de gestion environnementales des îles de Provence-Alpes-Côte d'Azur*, 18 p.
CEEP (2006), Natura 2000, « Calanques, îles marseillaises, cap canaille et Massif du Grand Caunet ». Concilier activités humaines et préservation de la nature, 20 p.
Cendrars B., 1945 (1973 ed.), *L'homme foudroyé*, Gallimard Folio, 435 p.
CERTU, 1997 : *Cohérence entre Corine Land Cover et la BD Carto*. CERTU, Lyon, 60 p.
CERTU, 2005 : *Les bases de données géographiques d'occupation du sol, volet tache urbaine*. CERTU, Lyon, 55 p.
CETE Méditerranée, 2007, *Les évolution des territoires littoraux 1986-2006*, DGUHC, CETE, Réseau scientifique et technique de l'Equipement, 81 p.
CETE NORD PICARDIE, 2007, *Enjeux fonciers du littoral du Pas-de-Calais*, Fasquel F. (DDE 62), Strady C. (CETE 59).
Champeil-Desplats V., 2006, Droit à la protection de l'environnement et droits fondamentaux. : 17-26. In : *Environnement et renouveau des droits de l'Homme*. V. Champeil-Desplats V., Ghezali M., Karagianis S., éditeurs. La Documentation française, Paris, 188 p.
Charles L., Emelianoff C., Ghorra-Gobin C., Roussel I., Roussel F.-X., Scarwell H., Les multiples facettes des inégalités écologiques, *Développement durable et territoire*, 9, http://developpementdurable.revues.org/document3892.html
Cheylan J. P., Gautier D., lardon S., Libourel T., Mathian H., Motet S. et Sanders L., 1999 : Les mots du traitement de l'information spatio-temporelle. *Revue Internationale de Géomatique*, Vol. 9, N°1, p 11-23.
Choay F., 1965. *L'urbanisme, utopies et réalités – Une anthologie*. Paris, Editions du Seuil.
CIADT, 2004, *La politique du littoral*. Dossier de presse, Matignon, 14 septembre 2004.
Cicin-Sain B., Knecht R.W., 1998. *Integrated coastal and ocean management, concepts and practices*. Island press, Washington D.C., 518 p.
CIQ du Frioul (2004), *Le Petit Frioulais n°14*, 2 p.
CIQ du Frioul (2004), *Le Petit Frioulais n°15*, 2 p.
CIQ du Frioul (2004), *Le Petit Frioulais n°16*, 2 p.
CIQ du Frioul (2005), *Le Petit Frioulais n°17*, 2 p.
CIQ du Frioul (2007), *Le Petit Frioulais n°27*, 4 p.
Cluzet A., 2007 : *Ville libérale, ville durable ? Répondre à l'urgence environnementale*. Editions de l'Aube, collection *Monde en cours*, 190 p.
Collectif, 2004 : *Ville et économie*. La documentation française, collection villes et sociétés, 311 p.
Collectif, 2006 : L'accès aux données foncières, *Études Foncières*, n°122, pp. 11-16.
Colletis G., Gilly J. P., Leroux I., Pecqueur B., Perrat J., Rychen F., Zimmermann J. B. (1999), "Construction territoriale et dynamiques productives", *Sciences de la société*, n°48, pp. 25-46.
Colletis G., Pecqueur B., 1993, "Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ?", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°3, pp. 489-507.
Colletis-Wahl K., 1995, "L'hypothèse des facteurs de concurrence spatiale : quels fondements ?" *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°5, pp. 803-824.

Commission Européenne, 1999. *Les enseignements du programme de démonstration de la Commission Européenne sur l'aménagement intégré des zones côtières*. Luxembourg, 98 p.

Commission océanographique intergouvernementale, 1997 : Guide méthodologique d'aide à la gestion intégrée des zones côtières. Série des Manuels et Guides, n°36, UNESCO, p.17.

Communauté Urbaine de Marseille, Mairie de Marseille, 2005, *Réponse à l'appel à projets de la DIACT et du SG Mer « Pour un développement équilibré des territoires littoraux par la mise en œuvre d'une gestion intégrée des zones côtières* », 36 p.

Conservatoire du Littoral, 2002. *25 années d'actions du Conservatoire du littoral sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais*. 30 p.

Corlay J.P., 1995, Géographie sociale, géographie du littoral. *Norois,* Poitiers, janvier-mars, n° 165, pp. 247-265

Costanza R., D'argue R., De Groot R., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S., O'neill R., Paruelo J., Raski N.R.G., Sutton P. Van Den Belt M., 1997, The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature*, 387: 253-260.

Crepel, M., Deldrève V., 2005, *acteurs du littoral : Usages, organisations et modes de gestion d'un espace et de ses ressources,* rapport d'étude pour le MAPAR, 2005

CUMPM (2001), Délibérations du conseil de communauté urbaine du 19/10/01.

CUMPM (2006), *Plan des Déplacements urbains*.

Cutter S., 1995, Race Class and Environmental Justice, *Progress in Human Geography*, 19-1, 107-118.

Cutter S., Solecki W., 1995. Setting and Environmental Justice in Space and Place : Acute and Chronic Airborne Toxic Releases in the Southeastern United States, *Urban Geography*

DATAR, 2004. *Construire ensemble un développement équilibré du littoral*. La documentation Française, 157 p.

Dauvin J.-C. (coord.), Bellan G., Bellan-Santini D., Capet Y., Deboudt P., Desroy N., Dewarumez J.-M., Dubrulle J.-B., Ghézali M., Guillaumont B., Le Pennec N., Lozachmeur O., Mesnard A.-H., Meur-Férec C., Pouille X., Ruz M.-H., Videment L, 2002. Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel*. Patrimoines naturels, 57, 346 p.*

Dauvin J.-C., Bellan G., Bellan-Santini D., Castric A., Comolet-Tirman J., Francour P., Gentil F., Girard A., Gofas S., Mahe C., Noël P. & Reviers (De) B., 1994. Typologie des ZNIEFF-Mer, liste des paramètres et des biocénoses des côtes françaises métropolitaines. 2ème Edition. Collection *Patrimoines Naturels*, 12 : 1-64.

Dauvin J.C., Desroy N., Janson A.L., Vallet C. & Duhamel S. 2006. Recent changes of estuarine benthic and suprabenthic communities in response to harbour infrastructural development. *Marine Pollution Bulletin* 53: 80-90.

Dauvin J.C., Lozachmeur O., Capet Y., Dubrulle J.B., Ghézali M., Mesnard A.H., 2004. Legal tools for preserving France's natural heritage through integrated coastal zone management. *Ocean and Coastal Management*, 47, 463-477.

Dauvin, J.C., 2002, *Patrimoine biologique et chaînes trophiques*. Programme Scientifique Seine Aval. Editions Ifremer, fascicule 7 : 1-48.

Davezies L., 2001, « Revenus et territoires », in *L'aménagement du territoire*, (ss. La dir de Guigou J.L.), rapport au Conseil d'Analyse Economique, Paris, La documentation française, pp 44-108.

Davoult D., Dewarumez J.-M., Prygiel J. & Richard A., 1988. *Carte des peuplements benthiques de la partie française de la mer du Nord*. Publication IFREMER, Station Marine de Wimereux et Région Nord-Pas-de-Calais, 1 carte, 1-30.

De Terssac G. (dir.), 2003, *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud, débats et prolongements*. Col. Recherches, Editions La Découverte, 446 p.

Deboudt P., Deldrève V., Houillon V., Paris D., 2008. Inégalités écologiques, inégalités sociales, et territoires littoraux : l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais, France), *Espace, Populations, Sociétés*, n°2008-1, pp 173-190.

Deboudt Ph. Dauvin J-C., Lozachmeur O., 2008, Recent Developments in Coastal Zone Management in France : The Transition towards Integrated Coastal Zone Management (1973-2007), *Ocean and Coastal Management*, 51, 212-228

Deboudt Ph. (coord.), Bellan G., Bellan-Santini D., Dauvin J.-C., Deldrève V., Ghézali M., Herbert V., Houillon V., Longuépée J., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Morel V., Paris D., Berthelot D., Dubois J., 2007, INégalités ECOlogiques dans les marges urbaines des territoires LITtOraux (http://d2rt-gizc.univ-lille1.fr*)*, Séminaire du 16 janvier 2007 « *Les inégalités écologiques, facteurs ou non d'aggravation des disparités sociales* », La Défense, www.territoires-rdd.net, 14-17.

Deboudt Ph. (Dir.), Meur-Ferec C., Morel V., 2006, *Rapport sur l'estimation de la vulnérabilité de la dune bordière en relation avec l'Enduro du Touquet. Sous Préfecture de Montreuil et Communauté de communes Mer et Terres d'Opale.*

Deboudt P., Dauvin JC, Desroy N., Dewarumez JM, Dubaillle E., Ghezali M., Meur-Férec C., Morel V., 2005, 10 ans de Gestion Intégrée des Zones Côtières en Côte d'Opale. *Acte du colloque du MEDD "Prospective du littoral, prospective pour le littoral"*, 1er et 2 mars 2005, Paris

Deboudt P., 2004, La place de la nature dans la gestion intégrée de la zone côtière : réflexions d'un géographe. *Oceanis*, vol. 30, n°1, 13-50

Deboudt Ph., 2004, Tourisme littoral, préservation des espaces naturels et gestion intégrée de la zone côtière en France : le cas de la Côte d'Opale, *Hommes et Terres du Nord*, 2, 37-48.

Deboudt P., 1997. *Etude de géomorphologie historique des littoraux dunaires du Pas-de-Calais et du nord-est de la Manche*. Thèse de doctorat en Géographie, Université de Lille 1, ed. 1999, P.U. Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2 vol., 457p, 135 fig., 53 ph.

Deboudt P., Bellan-Santini D., Bellan G., 2002. Les conflits d'usage et d'intérêts des zones littorales. *In* Dauvin J.C. (coord.). Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Patrimoines naturels*, 57, 53-60.

Delavigne A.-E., 2000. *Les espèces d'intérêt patrimonial et de la «Patrimonialisation» des espèces.* Rapport du Service du Patrimoine Naturel pour le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Programme «Espaces protégés», 120 p.

Deldrève V., 2008, *Inégalités écologiques et inégalités sociales dans le quartier du Chemin Vert (Boulogne-sur-Mer) et au Touquet (Pas-de-calais) : étude sociologique des rapports au littoral et à la mer de populations littorales*, Rapport de recherche, Université de Lille 1.

Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) (Brévan C., dir.,) 2004, *Rapport de l'observatoire national des zones urbaines sensibles*, 124-131.

Deprez L., 2004. *Pour un retour à l'esprit de la loi littoral*. Rapport d'information parlementaire à l'Assemblée Nationale, 1740, 99 p.

Desaunay, Y, 1974. Aménagement de la Baie de Canche, rapport de l'étude sur l'écologie et la productivité de l'estuaire de la Canche », ISTPM, Boulogne sur mer, 1974, 51 pp.

Descola, Ph, 2006, *Par-delà nature et culture,* Gallimard, Paris

Desroy, N., Baron, M., Payen, C. & Dauvin, J.C., 2006. L'estuaire de la Seine : zone de conflit entre développement économique et préservation de l'environnement. *Océanis* 30 : 71-93.

Dewarumez J.M., Deboudt P., Desroy N., Meur Férec C., 2002, Patrimoine, particularités et richesse patrimoniale de la Côte d'Opale. *In* Dauvin J.-C. (coord.). Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Patrimoines Naturels*, 57, 215-223.

DGUHC, 2006 : *Aide à la construction d'un système informatif et de représentation des dynamiques territoriales sur le littoral métropolitain*. DGUHC, 26 p.
(http://sig.ville.gouv.fr/documents/zus/profils/3108010.pdf)

DGUHC, 2006 : *Planifier l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer*, Ministère de l'Ecologie, et du développement durable, http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/index.html, 52 p.

Di Meo G., 1998, *Géographie sociale et territoire*, coll. Fac Géographie, Nathan Université, Paris, 317 p.

Di Méo G., Buléon P. (dir.), Boyer F., Giband D., Hinnewinker J.C., Loew-Pellen F., Pailhé J., Seren H., Sibidé M., Moralès M., 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, Coll. U, 302 p.

DIACT, 2006 : *Rapport français d'application de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2002 relative à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion intégrée des zones côtières en Europe*. DIACT, Secrétariat Général à la Mer, 87 p.

Dieboldt W., Helias A., Bidou D., Crepey G., 2005, *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, Rapport de l'inspection générale de l'Environnement, ministère de l'Écologie et du Développement durable, Paris, 71 p.

Djefal S. et Eugene S., 2004 : *La maison individuelle. Vision des élus et des Français*. Credoc, 101 p.

Dobre M., Lewis N. Granet A.M., 2005, La fréquentation des forêts en France : permanences et évolutions, in *Rendez-vous-techniques* n°9, ONF.

Donzel A., 1998. *Marseille, l'expérience de la cité*. Paris, Anthropos.

Donzelot J., 2004 : La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation, gentrification. *Esprit*, N°303, mars-avril 2004. p 14-39.

DRE Nord-Pas de Calais, 2006 : *Dynamiques, enjeux et pistes de stratégies*, Région Nord-Pas de Calais. DRE Nord-Pas de Calais, 11 p.

Ducrotoy J P, Pullen S., 1999. Integrated coastal zone management : commitments and develoment from an International, European and United Kingdoms perspective. *Ocean and Coastal Management, 42, 1-18.*

Dumas P., 2004 : *Caractérisation des littoraux insulaires : approches géographiques par télédétection et SIG pour une gestion intégrée. Application en Nouvelle-Calédonie*. Thèse de 3ème cycle en Géographie - Aménagement - Environnement, Université d'Orléans, 402 p.

EDEN62, 2005. Plan de gestion 2005-2009 de la Réserve Naturelle de la Baie de Canche.

Emelianoff C. et .Theys J., 2001, « Les contradictions de la ville durable », *Le Débat* n° 113,

Emelianoff C., 2005, Les villes au défi du développement durable : Quelle maîtrise de l'étalement urbain et des ségrégations associées ? Colloque International du 24-25 novembre 200 ,à Sfax organisé par l'université de Sfax le laboratoire SYFACTE e l'université du Maine,le GREGUM UMR 6590 ESO CNRS. Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales ?

EPF NPdC, 2007 : *Le faire-part foncier de l'EPF Nord-Pas de Calais à la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale*. Etablissement Public Foncier, Lille, 26 p.

Espace Naturel Régional / Observatoire de l'environnement littoral et marin, 1999. *Atlas cartographique du littoral Nord-Pas-de-Calais*. 12 cartes et commentaires.

Espace Naturel Régional / Observatoire de l'environnement littoral et marin*, 2000. Diagnostic territorial de la Côte d'Opale, 84 p. et 1 CDROM.*

Faburel G., Gueymard S., 2007, *Vécu environnemental et qualité de vie en région Île-de-France. Une approche des inégalités environnementales*, Rapport intermédiaire, Programme Politiques territoriales et développement durable, PUCA-MEDD, janvier 2007, 58 p.

Falque M., 1972, Pour une planification écologique, Options méditerranéennes, 13, p. 112.

Favennec J., Barrere P., 1997. *Biodiversité et protection dunaire. Lavoisier*, Paris, 311 p.

Feranec J., 1999 : Interpretation element « association » : analysis and definition. *International Journal of Applied Earth Observation and Geoinformation*, Vol 1, N°1, p 64-67.

Fiers V., Gauvrit B., Gavazzi E., Haffner P. & Maurin H., 1997. Statut de la faune de France métropolitaine, statuts de protection, degrés de menace, statuts biologiques. Patrimoines Naturels, 24, 1-225.

Freeman A. M., 1974, « On estimating air pollution control benefits from land value studies », *Journal of Environmental Economics and Management*, 1 (May), pp. 74-83.

Frémont A., Chevalier J., Herin R., Renard J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Ed. Masson, 381 p.

Friedberg, C., 1991, « Ethnoscience », », in Bonte P. et Izard M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie,* PUF, Paris, pp252-254

Frontier S., Pichod-Viale D., Lepretre A., Davoult D., Luczak C., 2004, *Ecosystèmes. Structure, fonctionnement, évolution*. 3ème édition, Dunod, 549 p.

Gallego, F.J. Carfagna, E. et Peedell S., 1999 : The use of CORINE Land Cover to improve area frame survey estimates. *Research in Official Statistics*, Vol 2, N° 2, pp. 99-122.

Gaudin J-P., 2002. *Pourquoi la gouvernance* ? Paris : La bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences Po., 137 p.

Gélard P., 2004, *L'application de la « loi littoral » : pour une mutualisation de l'aménagement du territoire.* Rapport d'information parlementaire du Sénat, n°421, Paris, 97 p.

Gervais M., 2003 : *Pertinence d'un manuel d'instructions au sein d'une stratégie de gestion du risque juridique découlant de la fourniture de données géographiques numériques*. Thèse de 3ème cycle, Université de Marne-La-Vallée, 344 p.

Ghézali M., Dauvin JC, 2002. Gestion intégrée du littoral dans la perspective d'un développement durable. *In* Dauvin J.-C. (coord.). Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel. *Patrimoines Naturels*, 57, 227-288.

Ghézali M., Dubrulle J.B., 2002. Analyse institutionnelle des acteurs impliqués dans la connaissance et la gestion du littoral. In Dauvin J.C (coord.), Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la gestion du patrimoine naturel, Patrimoines naturels, 2002, 57 : 109-130.

Ghézali, M., 2000. *Gestion Intégrée des Zones Côtières, l'approche statutaire de la zone côte d'Opale.* Presses de l'Université du Littoral Côte d'Opale, 280 pp.

Girard C.M.., Gilliot J.M., Girard M.C. et Thorette J., 1997 : Comparaison de la cartographie de l'occupation des terres par classification de données de télédétection avec la cartographie Corine niveau 3 : application à une zone au nord-ouest de l'Ile de france. *Revue Internationale de Géomatique*, vol 7 N°1, p 57-86.

Gorrha-Gobin C., 2006, Justice environnementale et intérêt général aux Etats-Unis, *Annales de la Recherche Urbaine*, 99, 15-20

Grafmayer Y., 1994, *Regards sociologiques sur la ségrégation, in Brun J., Rhein C. (dir.), La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 85-117

Grafmeyer Y., Joseph I., 2004, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Édition Champ. Flammarion, Paris : I-VII, 5-378.

Granelle J-J., 2004 : Les marchés fonciers, causes ou conséquences de la ségrégation sociale ? In, ADEF : *les mécanismes fonciers de la ségrégation*. ADEF, 280 p.

Granelle J-J., 2004 : Les marchés fonciers, causes ou conséquences de la ségrégation sociale ? In, ADEF : *les mécanismes fonciers de la ségrégation*. ADEF, 280 p.

Grenier C., 2000, *Conservation contre nature. Les îles Galapagos*. IRD Eds., coll Latitudes 23, Paris

Guerois M., 2003 : *Les formes des villes européennes vue du ciel. Une contribution de l'image CORINE à la comparaison des grandes villes d'Europe occidentale*. Thèse de 3ème cycle, Université de Paris I Panthéon - Sorbonne, 285 p.

Guglielmo R. (1996) *Les Grandes Métropoles du monde et leur crise*. Paris, A. Colin, collection U. Géographie, 272 p.

Guigou J. L., 1982, *La rente foncière : les théories et leur évolution depuis 1650*, Paris, Economica.

Guineberteau T, Meur-Férec C., Trouillet B. (accepté) La GIZC en France : mirage ou mutation stratégique fondamentale ? *Vertigo*, revue électronique canadienne, numéro spécial GIZC, à paraître en 2007.

Hamm L., Romana L.A. & Lerat F., 2001. Maintien des fonctionnalités biologiques de la vasière nord de l'estuaire de la Seine. Actes de Colloques de l'Ifremer 29 : 157-167.

Hamm, L. & Viguier J., 1997. Les aménagements modifiant le fonctionnement des estuaires. Actes de Colloques de l'Ifremer 22 : 20-28.

Hamnett C. (1997) Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification. Strates *matériaux pour la recherche en sciences sociales,* revue en ligne, numéro 9. 1996-97, Crises et mutations des territoires.

Hérat A., 2000. *Les Plages du Prado à Marseille, émergence d'un espace public par une construction sociale de l'urbanité.* Rapport ronéoté, Mémoire de D.E.A. de sociologie soutenu à l'Université de Provence, sous la direction de J.S. Bordreuil.

Huriot J. M., 1988, "L'espace de production et la rente foncière", in Ponsard C. (s/d), *Analyse économique spatiale*, Paris, Presses Universitaires de France.

IFEN, 2004 : Evolution de la construction de logements entre 1990 et 2003 sur le littoral métropolitain (communes littorales et arrière-pays). www.ifen.fr, 6 p.

IFEN, 2005 : Corine Land Cover 2000 for France, final report. IFEN, 23 p.

IFEN, 2006a : La gestion intégrée du littoral et ses indicateurs de suivi. www.ifen.fr, 8p.

IFEN, 2006b : Les indicateurs et le suivi de la gestion intégrée des zones côtières. Actes du séminaire technique. www.ifen.fr, 68 p.

INSEE, 1998, Panorama des zones urbaines sensibles, Nord-Pas-de-Calais, *Profils*, 5, 8 p.

INSEE, 1999, Fiche profil quartiers de la politique de la ville, RGP 1990 et 1999 : Zone Urbaine Sensible Chemin Vert, Boulogne-sur-Mer, 12 p.

INSEE, 2007, *Regards sur les quartiers en Nord-Pas-de-Calais*, 68 p.

Institut Français de l'Environnement (IFEN), 2000. La pression de la construction ne se relâche pas sur le littoral français. *Les données de l'environnement*, 55, 4 p.

Janvier – Février 2001.

Jayet H., 1993, Territoires et concurrence territoriale, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp. 55-75.

Jayet H., 1996, Quelle organisation économique des espaces ruraux ?, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp. 249-262.

Jean Y., Calenge C. (dir.), 2002, Lire les territoires, coll. Perspectives " Villes et Territoires " n°3, Maison des Sciences de l'Homme, Tours, 300 pages

Jennings M.D., 2000, Gap analysis: concepts, methods and recent results. *Landscape Ecology*, n° 15, p. 5-20

Jollivet M., 2005, Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales , version remaniée de la communication présentée lors de l'école thématique Ladyss – *Natures Sciences Sociétés* : « La démarche interdisciplinaire dans le domaine de l'environnement : Méthodes et outils pour partager les savoirs » (2003), présentée au Séminaire Interdisciplinaire sur le Développement Durable (SIDD), IFRESI, Lille, le 24 novembre.

Josselin J. M., 1993, Espace et économie publique locale : un modèle élémentaire et quelques exemples d'utilisation, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°5, pp. 781-794.

Kalaora B., 1999. Global expert : la religion des mots, *Ethnologie française*. Les mots des institutions, tome XXIX, oct-déc., n°4.

Kalaora B., 1998, *Au-delà de la nature, l'environnement : l'observation sociale de l'environnement,* L'Harmattan, Paris

Kalaora B., Charles L., 2000, Intervention sociologique et développement durable : le cas de la gestion intégrée des zones côtières, *Natures Sciences Sociétés*, 2, 31-38

Kitsiou D., Coccossis H., Karydis M., 2002, Multi-dimensional evaluation and ranking of coastal areas using GIS and multiple criteria choice methods. *Science of the total environment*, vol. 284, n° 1-3, p. 1-17.

Lacour C., 1996, La tectonique des territoires : d'une métaphore à une théorisation" in Pecqueur B. (ed.), *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris, L'Harmattan.

Laigle L. (dir.), 2007, *Métropolisation et inégalités écologiques : quelles politiques de développement urbain durable ? Une comparaison entre trois agglomérations européennes (Hanovre, Milan et Lille),* CSTB, Rapport final de recherche, ANR, PIDUD-CNRS, 215 p. (146-147).

Laigle L., 2006, Métropolisation et développement durable, *Pouvoirs locaux*, 70-3, 33-40.

Laigle L., 2005, *Les inégalités écologiques de la ville : caractérisation des situations et de l'action publique,* Rapport Intermédiaire pour le PUCA – MEDD, Programme « Politiques Territoriales et Développement Durable », 122 p. (http://desh.cstb.fr/)

Laigle L., 2004. *Les inégalités écologiques de la ville : analyse comparée des situations, des actions et des dynamiques urbaines, rapport de recherche pour le PUCA, programme Politiques territoriales et développement durable*, Centre scientifique et technique du bâtiment, Paris.

Laigle L. et Oehler V., 2004a, How to integrate social and environmental aspects in housing and urban policies : some experiences from France and Germany, *The Sustainable City, Urban regeneration and sustainability*, Marchettini, Brebbia, Tiezzi, Wadhwa Editors, WIT PRESS, 443 – 452.

Laigle L., Oehler V., 2004b, *Les enjeux sociaux et environnementaux du développement urbain : la question des inégalités écologiques*, Rapport final pour le PUCA – MELT, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, Paris, 100 p. (http://desh.cstb.fr/)

Laroutis D., 2006, *Les activités industrielles liées à l'estuaire de la Seine et leurs impacts environnementaux : analyse coûts-bénéfices pour une gestion prospective intégrée*. Thèse Université de Rouen, 313 p.

Lazzarotti O., 1995, *Les loisirs à la conquête des espaces périurbains,* Paris, L'Harmattan.

Le Guen J., 2004, *Pour un retour à l'esprit de la loi littoral.* Rapport d'information parlementaire à l'Assemblée Nationale, n°1740, Paris, 99 p.

Lejoux P., 2006, *Localisation des consommateurs et organisation spatiales de l'économie. Une mesure de la consommation touristique nette générée par les flux touristiques dans les régions françaises*, thèse de doctorat de l'université de Paris XII (ss.la dir de L. Davezies), 314 p.

Leleu S., Jocteur-Monrozier A., Journieux P., Panayoty M., Polonceaux A., 2007, *Environnement littoral et quartiers de relégation des marges urbaines : mutations, usages et projets ; l'exemple du quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer*, Rapport d'atelier, Master AUDT ENVAR 1ère année, Université de Lille 1,152 p.

Letombe G., Zuindeau B., 2001, "Externalités environnementales et dynamique territoriale : l'exemple du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais" Troisièmes journées de la Proximité, Paris, 13-14 décembre.

Lévêque C., 2003, Vous avez dit nature ... : quelle place pour l'homme dans les sciences écologiques ?. In : Lévêque Christian (ed.), Van der Leeuw S. (ed.), Reynier I. (coord.) *Quelles natures voulons-nous ? : Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement*. Paris : Elsevier, 2003, 23-43.

Lévy J., Lussault M., 2003, Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés, Belin

Longuépée J., 2003, Analyse économique des aménités: une application au domaine des inondations, « Séminaire interdisciplinaire sur le développement durable», Développement Durable et Territoires

Lottin A. (dir.), 1983, *Histoire de Boulogne-sur-Mer*, Lille, Presses Universitaires de Lille,

Lozachmeur O., 2005, Le concept de «gestion intégrée des zones côtières» en droit international, communautaire et national, *Droit Maritime Français*. 657, 259-277.

Madoré F., 2004 : *Ségrégation sociale et habitat*. Presse Universitaire de Rennes, 251 p.

Manusset S., Brodach A., Marchais L., 2007, Pour une approche des inégalités écologiques à travers les définitions de la " qualité du cadre de vie, *Développement durable et territoire*, 9, URL : http://developpementdurable.revues.org/document3439.html.

Maresca B., Hebel P., 1999, *L'environnement, ce qu'en disent les Français*, La Documentation française, Paris

Marie M., 1989. *Les terres et les mots*. Paris, Edition Méridiens Klincksieck.

Marseille Provence Métropole, 2006, *Schéma des vocations littorales*, orientations, 35 p.

Marshall, A., 1920, *Principles of economics*, London, Mac Millan.

Mathevet R., Poulin B., 2006, De la biologie à la géographie de la conservation, Bulletin de l'Association de Géographes Français, 3, 341-354.

Mathieu N., Guermond Y., 1986, De l'éclatement de l'espace à la recomposition de l'espace, in *Espaces, jeux et enjeux*. Nouvelle Encyclopédie des Sciences et des Techniques, Paris, Fondation Diderot/Fayard, 203-223.

Maurin H., Le Lay G. & Feraudy E. 1997. Zoner les espaces naturels? Objectifs, méthodes et perspectives. Synthèse du séminaire tenu à Paris le 2 décembre 1996. Service du Patrimoine Naturel, Institut d'Ecologie et de Gestion de la Biodiversité, Muséum National d'Histoire Naturelle, 84 p.

McHarg I.L., 1969, *Design with nature*. New York: The natural History Press, 198 p.

Medam A., 1995. *Blues Marseille*. Marseille, Editions Jeanne Lafitte.

Medhi R., 2006, Message : 13-14. In Environnement et renouveau des droits de l'Homme. Champeil-Desplats V., Ghezali M., Karagianis S., éditeurs. La Documentation française, Paris, 188 p.

Meur-Férec C., Deboudt P., Capet Y., 2008, Etude de cas : La GIZC en Côte d'Opale : expérience d'un territoire de projet, *Le développement durable*, dir. Y. Veyret, SEDES ed., 359-364

Meur-Férec C., 2006, *De la dynamique naturelle à la gestion intégrée de l'espace littoral, un itinéraire de géographe*, HDR, Université de Nantes, 247 p.

Meur-Férec C, Deboudt P., Heurtefeux H., Flanquart H., Morel V., Roussel S., Lequint R., 2006, Vers une stratégie de gestion à long terme de l'érosion côtière : l'apport de l'évaluation de la vulnérabilité, Actes du colloque « Interactions Nature-Société, analyse et modèle, La Baule, http://letg.univ-nantes.fr/colloque/actes.htm

Meur-Férec C., Deboudt P., Morel V, Longuépée J., 2006, La vulnérabilité des territoires côtiers a l'érosion : vers une prise en compte des risques dans la gestion intégrée des zones côtières. Actes du colloque " Prospective du littoral – Prospective pour le littoral " du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 1 et 2 mars 2005, Paris, A paraître.

Meur-Férec C., Morel V., 2004. L'érosion sur la frange côtière : un exemple de gestion des risques. *Natures Sciences et Sociétés,* 12, p. 263-273.

Meur-Férec C. (coord.), Deboudt P., Deldrève V., Flanquart H., Hellequin A.-P., Herbert V., Longuépée J., Morel V., Torres E.†, 2005, La vulnérabilité des territoires côtiers, approche méthodologique, *Cahiers de Géographie Physique*, 15, p. 3-12.

Meur-Férec C. (coord.), Deboudt P., Deldrève V., Flanquart H., Hellequin A.-P., Herbert V., Longuépée J., Morel V., 2004. *La vulnérabilité des territoires côtiers : évaluation, enjeux et politiques publiques*, quatre rapports, Contrat IFREMER 2003/1140 746.

Meur-Férec C., 2002. -L'occupation du littoral, ou le choix d'investir un territoire à risques. Eléments de réflexion. *Oceanis*, 28, 1-2, 115-137.

Miossec A., 2004, Les littoraux face au développement durable*. Historiens et Géographes*, 387, 181-188

Moine A., 2005, Le territoire comme un système complexe. Des outils pour l'aménagement et la géographie, Rencontres de Théo Kant, 11 p.

Moquay P., 2004. *L'arroseur arrosé, ou les ambiguïtés de l'État face aux recompositions territoriales en France : l'État territorialisé, entre cohérence paradigmatique et doute existentie*l. Actes du colloque "Les recompositions territoriales locales en France et au Québec" CRECQSS/VRM, Bordeaux, 4-5 mai 2004.

Napoleone, C. - 2002 Ingénieries n° spécial " Aménités rurales : une nouvelle lecture des enjeux territoriaux " - 2002 ; p. 105-116

Nations Unies, 2002, *Rapport du sommet mondial pour le développement durable*. Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002, 192 p.

Nations Unies. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (1996). Déclaration d'Istanbul, préparatoire à la Session extraordinaire de l'A.G. des N. U. consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat, New York, 6-8 juin 2001. 5p.

Nations Unies. Conseil Economique et Social., 2002, Dialogue multipartite dans le cadre de la deuxième session de la Commission du développement durable constituée en Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, 1075 p.

Nicolle, D., 2005. Les conflits d'usage dans les zones à fort intérêt patrimonial : l'exemple de l'estuaire de la Canche. Master 2 professionnel mention Droit des zones côtières, Université du Littoral Côte d'Opale, 135 pp + annexes.

Nord Nature, 2000. La nature et les hommes. Un témoignage associatif de 30 ans d'actions. *Revue Nord Nature*, 100, Lille, 92 p.

Normandin D., Cavailhès J., 1996, Usage des sols dans l'espace rural, évolutions, logiques économiques et conséquences, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp. 211-228.

Olivier L., Galland J.-P. & Maurin H., éd., 1995. Livre rouge de la Flore menacée de France, tome I. Espèces prioritaires, Conservatoire Botanique National de Porquerolles, MNHN-SPN, Ministère de l'Environnement, Direction de la Nature et des Paysages, Paris, 662 p.

ORHA et EPF NPdC, 2006: Evolutions des marchés fonciers de terrains à bâtir dans le Nord-Pas de Calais 1991-2002. Observatoire Régional de l'Habitat et de l'Aménagement, Etablissement Public Foncier Nord-Pas de Calais, 85 p. et 42 fiches statistiques et cartographiques.

ORHA, 2007: *L'accession à la propriété du logement dans la région Nord - Pas-de-Calais en 2006*. ORHA, 144 p.

Papinot Ch., 2003, Requalification du littoral et conflits d'usage, *Sociétés contemporaines* n°52, pp105-117

Paskoff R., 1993, *Côtes en danger*, Paris, Masson

Payen C., 2003. Les estuaires, interfaces océan-continent : définitions, réglementations et applications*.* Mémoire de D.E.S.S droit des zones côtières, Université du Littoral Côte d'Opale, 121 pp+ annexes.

Peraldi M., 1988. *Paysage, ville et mémoire : Marseille*. Marseille, CERFISE.

Perdigao V. et Annoni A., 1997 : Technical and methodological guide ford updating Corine Land Cover database. European Environnement Agency et Joint Research Center, Copenhague, 132 p.

Picon-Lefebvre V. (dir.), 1997. Les espaces publics modernes. Paris, Le Moniteur.

Picquard M., 1973 :. La Documentation française, 266. *Le littoral français : perspectives pour l'aménagement*

Pigou A. C., 1920, *The economics of Welfare*, fourth edition, 1962, London, Mac Millan.

Préfecture du Pas-de-Calais, 2007, *Plan de Prévention des Risques littoraux liés à l'évolution des falaises entre Equihen plage et Sangatte* (Arrêté, règlement, note de présentation), 51 p.

Prélaz-Droux R., 1995 : *Système d'information et gestion du territoire*. *Approche systémique et procédure de réalisation*. Presses polytechniques et universitaires romandes, collection META, 156 p.

Provence M., 2001. La chasse dans les réserves naturelles, Etat des lieux des pratiques et recommandations, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, juillet 2001, www.reserves-naturelles.org/upload/rapportchasse.pdf.

Rallet A., Torre A., 1995, "Economie industrielle et économie spatiale : un état des lieux" in Rallet A., Torre A. (s/d), *Economie industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica.

Ramade F., 2002, *Dictionnaire Encyclopédique de l'Ecologie et ses Sciences de l'Environnement*. 2è édition. Dunod, Paris : 1075

Rameau J.-C., 1997. CORINE biotopes Version originale Types d'habitats français, MNHN, ENGREF, 217 p.

Recommandation du Parlement Européen et du Conseil du 30 mai 2002 relative à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion intégrée des zones côtières en Europe (2002/412/CE), *Journal Officiel des Communautés Européennes*, 6/06/2002, L148/24-L148/27.

Rees J., 1991, Equity and Environmental Policy, *Geography*, 76, 292-303

Renard V., 2004 : *Les enjeux urbains des prix fonciers et immobiliers*. *In* Collectif : *Ville et économie*. La documentation française, collection villes et sociétés, p 85 - 108.

Repentin T., 2005 : Les facteurs fonciers et immobiliers de la crise du logement. Rapport d'information du Sénat, commission des Affaires économiques et du Plan, 76 p.

Reynaud A., 1979, Le concept de classe sociale, la notion de région dans son contexte social, Reims, *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 38

Reynaud A., 1981, *Société, espace et justice : inégalités régionales et justice socio-spatiale*, Paris PUF, coll. Espace et liberté

Reynaud J.D., 1997, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*. A. Colin, Paris, 3ème édition.

Reynaud J.-D., 1999, *Le conflit, la négociation et la règle*. Octarès, Toulouse.

Ripoll F., Veschambre V., 2005, L'appropriation de l'espace comme problématique, *Norois*, 1995, 2, 7-15.

Rizk, 2003, Le cadre de vie des ménages les plus pauvres, *INSEE Première*, 926, 4 p.

Robin M. et Verger F., 1996 : Pendant la protection, l'urbanisation continue. *Les Ateliers du Conservatoire du Littoral,* n°13, 48 p.

Roncayolo M., 1996. Marseille, les territoires du temps. Paris, Editions locales de France.

Rosen S., 1974, « Hedonic prices and implicit markets : product differentiation in pure competition », *Journal of Political Economy*, 82 (1), pp. 34-55.

Santiago S., 2004 : Effects of minimum mapping unit land cover data spatial configuration and composition. *International Journal of Remote Sensing*, Vol 23, N°22, p 4853 - 4880.

Scarwell H., 2007, Élaboration de savoirs croisés sur les inégalités environnementales en contexte urbain et développement durable dans le Nord-Pas-de-Calais. Expérimentation sur le quartier de la Bourgogne (Tourcoing) et sur la zone de l'Union (Tourcoing, Roubaix, Wattrelos). In Compte rendu du séminaire du 16 janvier 2007 du programme D2RT, Les inégalités écologiques facteurs ou non d'aggravation des disparités sociales, p. 10

Schama S., 1999, *Le paysage et la mémoire*, Paris, Seuil

Schmitt G., 2008, Observation des dynamiques foncières, méthodes d'investigation et aide à la définition de stratégies foncières des territoires littoraux de la région Nord-Pas de Calais. Actes de colloque : « Dynamiques foncières et transformations des espaces littoraux française », Université de La Rochelle, 1er juin 2007, 16 p., à paraître

Schmitt G., 2007, « Inégalités écologiques et utilisation du sol : situation de la région Nord-Pas de Calais», *Développement Durable et Territoires*, Dossier 9: Inégalités écologiques, inégalités sociales, Mis en ligne le : 15 avril 2007

Schmitt G., 2007, Le bilan foncier du territoire : un cadre méthodologique d'observation et de suivi des changements d'occupation du sol, *Etudes Foncières*, 126, 24 – 27.

Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers*, PUF, PARIS.

Selod H., 2005, La mixité sociale : le point de vue des sciences économiques, *Informations sociales*, 23-26

Sen A., 2000, *Repenser l'inégalité*, Ed. Seuil, Paris, 281 p.

Serres M., 2006, *L'art des ponts. Homo Pontifex*, Ed. Le Pommier, 215 p.

SMCO, 2005 : *Appel à projet pour un développé équilibré des territoires littoraux par une gestion intégrée des zones côtières.* Dossier de candidature du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale. SMCO, 70 p

Syndicat Mixte de la Côte d'Opale, ENR Environnement Littoral et Marin, 2003. *Plan Littoral d'Actions pour la Gestion de l'Erosion sur le littoral de la Côte d'Opale*, 186 p.

SNAL, 2007: Le livre blanc du foncier. Pour une gestion équilibrée de la croissance urbaine. Syndicat National des Professionnels de l'Aménagement et du Lotissement, 51 p.

Tansley A.G., 1935, The use and abuse of vegetational terms and concepts. *Ecology* 16: 284-307.

Tarlet J., 1985, La *planification écologique, méthodes et techniques*. Paris, Economica, 142 p.

Terrasson D., 2006. « Prospective du littoral, prospective pour le littoral » Compte Rendu de Colloque (Paris, 1er-2 mars 2005). *Natures Sciences Sociétés*. 14 : 428-430.

Terrier C. Sylvander M., Khiati A., 2005, En haute saison toutristique, la population présente double dans certains départements ». INSEE première n°767, avril 2005. La méthode de détermination de la population présente a été présentée par les auteurs (+ Moncere V.) aux journées méthodologiques de l'INSEE de mars 2005.

Theys J., 2007, Pourquoi les préoccupations sociales et environnementales s'ignorent-elles mutellement ? Un essai d'interprétation à partir du thème des inégalités écologiques. In Cornu P., Bauler T., Zaccaï E., eds, 2007, *Environnement et inégalités sociales*, Université de Bruxelles, 23-35.

Theys J., 2005, Les inégalités écologiques, dimension oubliée de l'action publique : entre raisons politiques et explications épistémologiques. Collection « Inégalités sociales et environnementales ». Institut d'Urbanisme de Paris, 11 p.

Theys J., 2002, L'approche territoriale du développement durable, condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement Durable et Territoire*, 1, http://developpementdurable.revues.org/document1475.html

Thireau V., 1993, Vers un renouvellement du rôle de l'espace dans la dynamique des territoires, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°2, pp. 261-287.

Thoenig J.C., 1998, L'usage analytique du concept de régulation. In Commaille J., Jobert B. (dir.) - Les métamorphoses de la régulation politique. LGDJ, Droit et Société, MSH, pP. 35-53.

Tiebout C. M., 1956, A pure theory of local expenditures, *Journal of Political Economy*, n°64, pp. 416-424.

Tolron J.J., 2002 Aménités rurales : une nouvelle lecture des enjeux territoriaux, *Ingénieries*, n° spécial « Aménités rurales : une nouvelle lecture des enjeux territoriaux »

Vassallucci J.-L., 1997. Le suivi de l'impact des actions anthropiques sur le littoral de la Manche orientale. *In* Baudot P., Bley D., Brun B., Pagezy H., Vernazza-Licht N. (eds). *Impact de l'homme sur les milieux naturels. Perceptions et mesures*. Travaux de la Société d'écologie humaine, Bergier, 155-170.

Villalba B., Zaccaï E., 2007, « Inégalités écologiques, inégalités sociales : interfaces, interactions, discontinuités ?», *Développement Durable et Territoires*, Dossier 9: Inégalités écologiques, inégalités sociales, Mis en ligne le : 18 mai 2007

Ville de Marseille (1974), *Le Frioul, centre permanent de loisirs ouvert à tous les marseillais*. Marseille informations, n°57, 8 p.

Ville de Marseille (2001), Délibérations du conseil municipal du 19/01/04.

Ville de Marseille (2004), Délibérations du Conseil Municipal du 15/11/04.

Ville de Marseille, PRGM, Agence de l'Eau, 2006, Atlas cartographique. Etude état des lieux, diagnostic littoral de Marseille. Dossier préalable au plan de gestion de la rade de Marseille,

Ville de Marseille, SG-DQVP DML (2002), Projet Frioul : Définition, 37 p.

Vilmin T., 1999 :*L'aménagement urbain en France. Une approche systémique*. CERTU, 250 p.

Walker G., Mitchell G., Fairburn J., Smith G., 2005, Industrial pollution and social deprivation: evidence and complexity in evaluating and responding to environmental inequality. Local Environment, 10-4, 361-377.

Weiers S., Groom G. et Wissen M., 2002 : Comparability and subjectivity of land cover maps produced with digital image classification techniques: some recent experiences from Denmark and northern Germany. *Danish Journal of Geography*, Vol 102, p 51 - 77.

Weiss K., Marchand D., 2006, *Psychologie sociale de l'environnement*, Presses Universitaires de Rennes (PUR)

Zaccaï E., Villalba B., Emelianoff C., 2007, « Inégalités écologiques, inégalités sociales. Bibliographie indicative», *Développement Durable et Territoires*, Dossier 9: Inégalités écologiques, inégalités sociales, Mis en ligne le : 3 mai 2007

Zuindeau B., 2005, « Externalités environnementales et territoire : une approche en termes de 'proximité'», in Lacour C., Perrin E., Rousier N. éd., *Les nouvelles frontières de l'économie urbaine*, éditions de l'Aube, série bibliothèque des territoires, La Tour d'Aigues, pp. 126-143.

Zuindeau B., 2001, Analyse des externalités environnementales : éléments pour un programme de recherche régulationniste", *Géographie, Economie, Société*, vol. 3, n°1, pp. 71-92.

Ecological inequalities in urban fringes of coastal zone

Abstract : Environmental inequality can be in measured and described in terms of distribution of environmental bads and vulnerability to their impacts (pollution, flooding etc…), distribution of and ability to access environmental goods (green space, healthy food etc…), creation of environmental bads (e.g. resource consumption, pollution and waste generation) access, influence on and participation in decision-making processes. Many socio-economics studies show the important unbalanced development of coastal territories, notably between coastal fringe and back country. A land pressure is therefore translated by a tendency to social segregation in coastal areas, driving to a reduction of the permanent habitat and to the progressive exclusion from the least easy social population. The policies of preservation of the natural heritage increased the quality of life indirectly in the margin of the protected sites and therefore had as " wicked effect " to contribute to this gentrification of the coastal zone. Paradoxically, these preserved areas allow today to restrict ecological inequality, because they guarantee free access to an important number of natural coastal sites. The notion of ecological inequality invites to reconsider the articulation between social and environmental aspects: What are the consequences of the preservation of the natural heritage in coastal zone on populations, their insertion in the space, the access to the coastal region? What are the consequences of processes procreated by attraction (littoralisation)? A team of geographers, sociologists, ecologist and lawers conducted a research about ecological inequalities in coastal zone and their relations with social inequalities.The research was financed by the French Ministry of Sustainable Development and Public Works in 2006-2008. The authors worked to analyze the difficulties linked to integrating the priorities of natural heritage preservation in the coastal zones and those linked to maintaining the social equilibrium in the coastal zones through the implementation of Integrated Coastal Zone Management. Cases studies are located in two part of the French coastline: The North France (Côte d'Opale, French coast of eastern English Channel) and the coastline of Marseille metropolitan area (Mediterranean coastline). The authors examine the relationship between the socio-urban dimension and the environmental dimension in the construction of social and ecological inequalities. The research helps to identify the conceptualization and methodology for a definition and assessment of ecological inequalities. Conclusion of this work discusses the contrasting perspectives of the geographical and sociological approaches act to expand the notion of ecological inequality. What challenges are presented for the environmental and social sciences by the assessment and evaluation of ecological inequalities?

Deboudt Ph. (dir.), Bellan G., Bellan-Santini D., Berthelot D., Dauvin J.-C., Deldrève V., Dubois J., Ghézali M., Hérat A., Herbert V., Houillon V., Longuépée J., Lozachmeur O., Meur-Férec C., Morel V., Paris D., Schmitt G., 2008, *INégalités ECOlogiques dans les marges urbaines des territoires LITtOraux* (INECOLITO), Rapport Final, Programme « Politiques territoriales et développement durable », MEDAD, PUCA, 529 p.

Ce texte constitue le rapport final du projet « *Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux* » (2006-2008) coordonné par Philippe Deboudt (Laboratoire « Territoires, Villes, Environnement, Société » de l'Université de Lille 1) et soutenu par le Programme « Politiques territoriales et développement durable» (D2RT) du MEDAD, PUCA. La partie 1 du rapport rassemble ces apports théoriques sur les inégalités écologiques dans les territoires littoraux. 7 chapitres la composent : Le *chapitre 1* rassemble les définitions, perspectives interdisciplinaires et enjeux du projet sur la mise en relation des inégalités écologiques et des territoires littoraux ; Le *chapitre 2* présente les concepts à mobiliser pour analyser les inégalités écologiques dans les territoires littoraux : territoires, marges, patrimoine naturel, planification écologique, Biologistes marins, écologues, économistes, juristes, géographes et sociologues développement des démarches spécifiques et singulières pour questionner le territoire et contribuent ainsi à la définition d'un concept au carrefour des sciences sociales et humaines et des sciences de la vie. Tous font apparaître dans leur analyse qu'un territoire est un espace approprié que la société analysée soit humaine ou animale. Quel regard singulier porte chaque discipline sur le territoire et plus spécifiquement sur le territoire littoral ; Le *chapitre 3* présente une réflexion du point de vue de l'écologie sur quelques utilisations du terme « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ? Le *chapitre 4* présente les définitions des inégalités écologiques dans le champ des sciences humaines et sociales (économie, géographie, sociologie) ; Le *chapitre 5* présente une réflexion sur une approche partagée des relations entre inégalités écologiques et sociales ; Le *chapitre 6* discute l'intérêt des indicateurs et indices de l'évaluation du patrimoine naturel pour l'analyse des inégalités écologiques en sciences de la nature ; Le *chapitre 7* présente les outils d'analyse des inégalités écologiques en sciences humaines et sociales. La partie 2 présente les différentes études de cas situées en Côte d'Opale (région Nord-Pas-de-Calais) ou sur le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille (région Provence Alpes Côte d'Azur). 10 chapitres la composent. Le *chapitre 1* présente les zones d'étude en Côte d'Opale et sur le littoral de Marseille (emboîtement d'échelles et lieux d'investigation des inégalités écologiques). Les chapitres 2 à 6 concernent des terrains d'étude sur la Côte d'Opale ; les chapitres 7 à 10 concernent le littoral de l'aire métropolitaine de Marseille ; Le *chapitre 2* présente les conflits d'usage dans l'estuaire de la Canche ; Le *chapitre 3* présente les relations entre les inégalités écologiques, le marché foncier et l'utilisation du sol dans les marges urbaines du sud de la Côte d'Opale ; Le *chapitre 4* présente les relations entre les inégalités écologiques et l'urbanisme dans les stations balnéaires du sud de la Côte d'Opale (Camiers, Le Touquet, Cucq-Stella-Plage, Merlimont) ; Le *chapitre 5* présente les inégalités écologiques au Touquet (Pas-de-Calais) entre perceptions et réalités géographiques ; Le *chapitre 6* présente les relations entre inégalités écologiques et inégalités sociales dans le quartier du Chemin Vert à Boulogne-sur-Mer ; Le *chapitre 7* présente les enjeux de conservation du patrimoine naturel sur le littoral marseillais (Côte bleue, Frioul, calanques de Marseille à Cassis) ; Le *chapitre 8* présente l'archipel du Frioul comme lieu d'évasion ou de marginalisation du territoire urbain marseillais ; Le *chapitre 9* propose une réflexion sur le rapport à la mer qui organise les inégalités résidentielles à Ensuès la Redonne (Côte Bleue, Bouches du Rhône) ; Le *chapitre 10* présente l'aménagement des plages du Prado à Marseille comme construction d'un bien commun. Des perspectives concluent la partie 2. Nous proposons dans la partie 3 des réflexions sur la portée opérationnelle d'une recherche sur les inégalités écologiques pour la mise en œuvre des politiques publiques concernant directement ou indirectement les territoires littoraux français et notamment le lien entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières. La partie 3 est composée de deux chapitres : Le *chapitre 1* présente une analyse juridique de la notion d'inégalité écologique ainsi qu'une étude de son appropriation par les politiques publiques, notamment en lien avec les territoires littoraux ; Le *chapitre 2* analyse les liens entre les inégalités écologiques et la gestion intégrée des zones côtières. **Mots-clés** : Territoire littoral, Inégalité Ecologique, Marges urbaines, Patrimoine naturel, Gestion Intégrée des Zones Côtières, Côte d'Opale, Marseille.

